



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

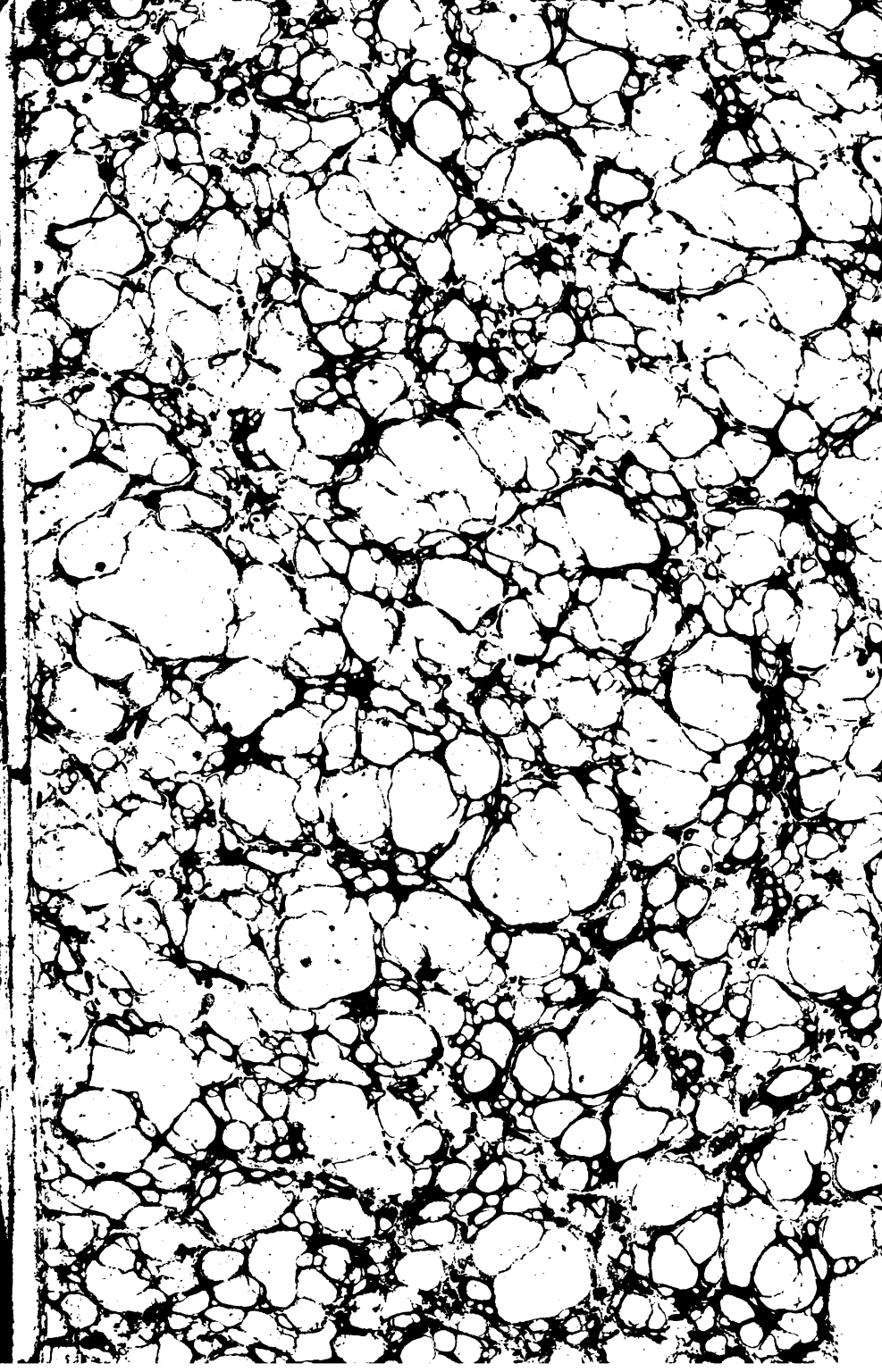
## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

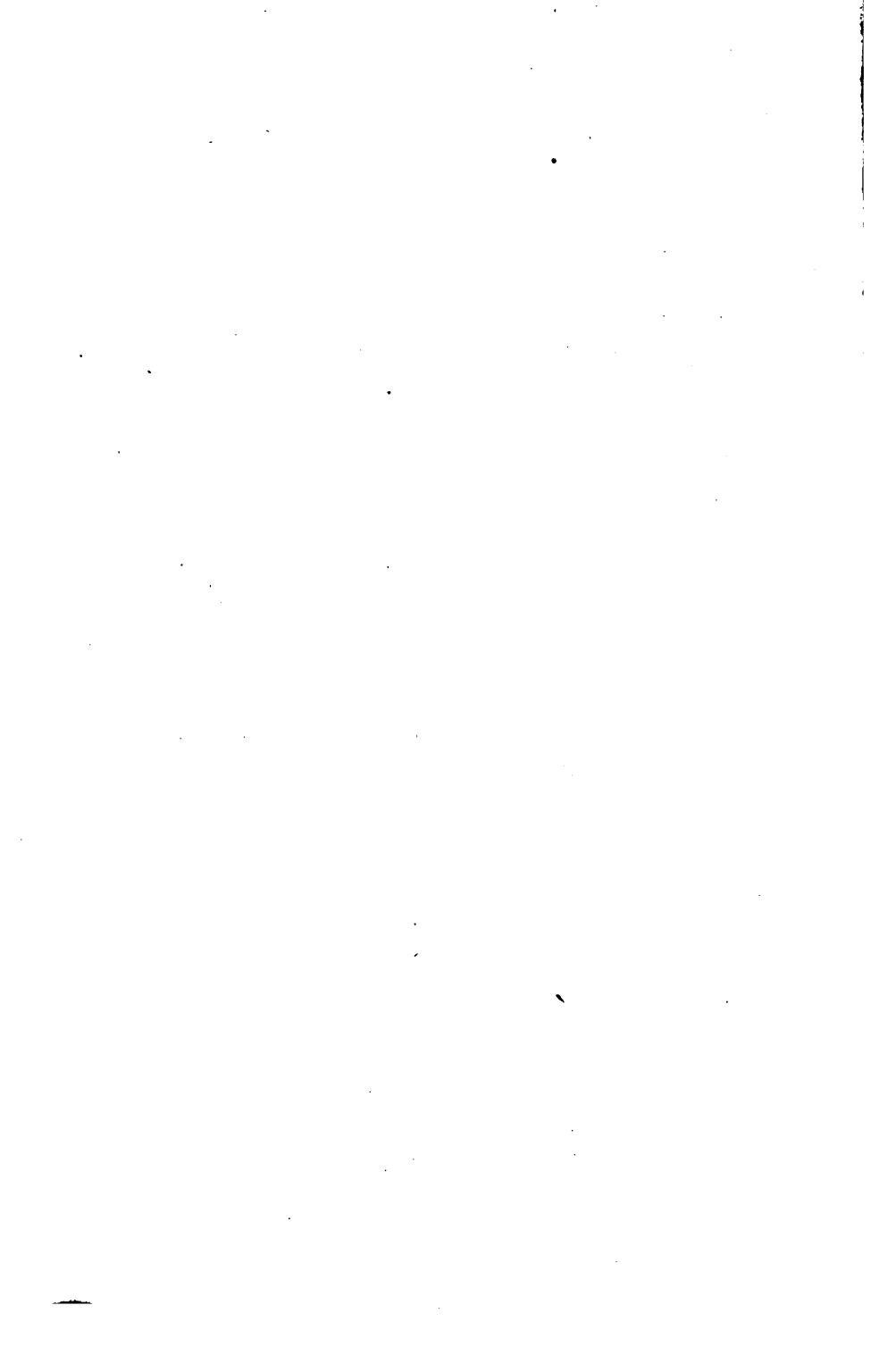
1480.155-15  
KF 2082 L2  
Lawrence Scientific School.

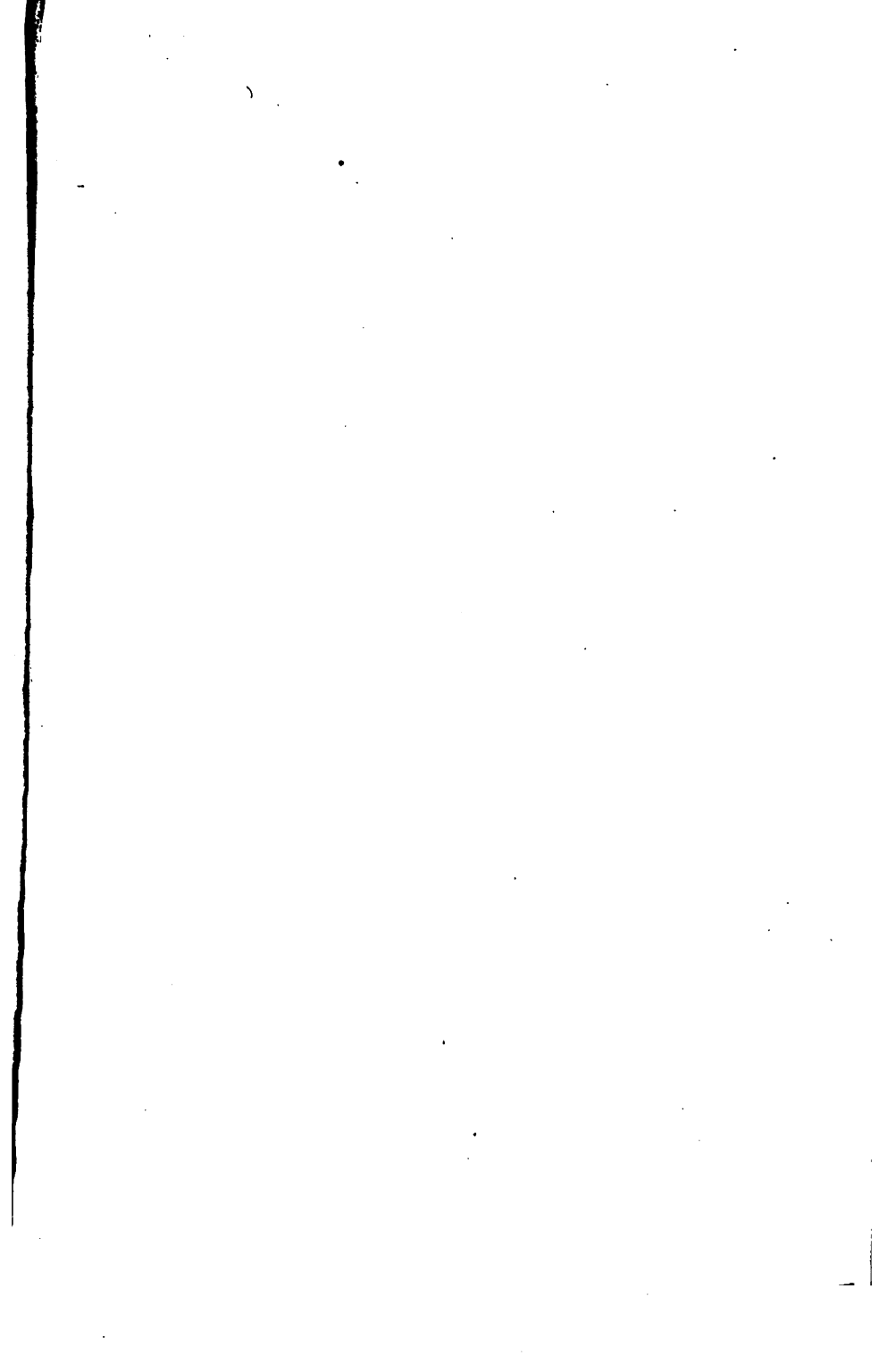
ENGINEERING DEPARTMENT.

TRANSFERRED  
TO  
HARVARD COLLEGE  
LIBRARY











CHEZ DUNOD, ÉDITEUR,  
LIBRAIRE DES CORPS IMPÉRIAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES,  
Quai des Augustins, 49, à Paris.

# VOIE MATÉRIEL ROULANT

ET  
EXPLOITATION TECHNIQUE

DES  
CHEMINS DE FER

ŒUVRAGE SUIVI D'UN APPENDICE SUR LES TRAVAUX D'ART

PAR  
M. CH. COUCHE

Inspecteur général des mines, Professeur du cours de construction et de chemins à l'École des mines et  
Directeur du contrôle du réseau de Paris à la Méditerranée.

TOME SECOND. — 1<sup>re</sup> FASCICULE.

GRAND IN-8° ET ATLAS DE 17 GRANDES PLANCHES. PRIX : 16 FR.

La table des matières de ce Volume, reproduite ci-après, donnera une  
idée de l'importance des sujets traités et de la nouveauté de quelques-  
uns d'entre eux

## LIVRE II. — MATÉRIEL DE TRANSPORT.

IAP. I<sup>re</sup>. — CARACTÈRES GÉNÉRAUX DU MATÉRIEL ORDINAIRE DES CHEMINS DE FER.

	Pages.
<i>Mentonnets.</i> . . . . .	1
<i>Calage des roues sur les essieux.</i> . . . . .	2
<i>Conicité des bandages.</i> . . . . .	4
<i>Parallélisme des essieux.</i> . . . . .	5
<i>Position des roues sous la caisse.</i> . . . . .	5
<i>Gabarits des ouvrages d'art; du matériel roulant; de chargement.</i> . . . . .	6
<i>Application de la charge sur des fusées extérieures aux roues.</i> . . . . .	10
<i>a. Stabilité. — b. Résistance à la traction.</i> . . . . .	11
<i>Nombre et écartement des essieux.</i> . . . . .	11

CHAP. II.

	Pages.
— DESCRIPTION DU MATÉRIEL A VOYAGEURS . . . . .	16
§ I. — Caisses. . . . .	16
1° Sécurité. — a. Au point de vue des attentats. . . . .	17
b. Au point de vue des accidents de trains. . . . .	19
2° Confortable. . . . .	20
Fermeture des portières. . . . .	21
Matériel américain. . . . .	23
Systèmes mixtes. . . . .	25
§ II. — Améliorations récentes apportées aux caisses du matériel ordinaire. . . . .	31
France. . . . .	31
Angleterre. . . . .	32
Construction des caisses. . . . .	33
Accès des caisses. — a. Portières. . . . .	34
b. Marchepieds. . . . .	35
Poids. . . . .	37
§ III. — Voitures avec installations spéciales. . . . .	39
1° Aménagements pour les longs trajets. . . . .	39
Water-closets et toilettes. . . . .	40
Lits. . . . .	41
Coupés avec lits à bascule, de l'Est français. . . . .	45
Lits superposés. . . . .	43
Palace-cars des États-Unis. . . . .	44
Wagons-buffets. . . . .	45
Wagon-ambulance. . . . .	47
Voitures spéciales pour petits trajets. . . . .	48
Voitures à deux étages fermés. . . . .	50
Action du vent. . . . .	53
Wagons debout. . . . .	55
§ IV. — Éclairage intérieur des voitures. . . . .	57
Bougies. — Lampes. . . . .	57
Éclairage au gaz. . . . .	59
§ V. — Chauffage des voitures. . . . .	61
Chaufferettes à eau. . . . .	61
Chauffage à sable. . . . .	62
Poêles. . . . .	65
Chauffage à la vapeur. — a. Vapeur perdue. . . . .	65
b. Emploi d'une chaudière spéciale. . . . .	65
§ VI. — Ventilation. . . . .	66
Double pavillon. . . . .	67
§ VII. — Véhicules spéciaux qui circulent dans les trains de voyageurs. . . . .	68
Fourgons à bagages. . . . .	68
Vigies des fourgons et des voitures. Leur position. . . . .	69
Trucks à équipages. . . . .	71
Bureaux ambulants. . . . .	71
Transport des chevaux. . . . .	74
Transport des chiens. . . . .	75
§ VIII. — Châssis. . . . .	76
Châssis métalliques. . . . .	78
§ IX. — Suspension des caisses. . . . .	82
Ressorts formés d'une seule lame. . . . .	82
Ressorts à feuilles séparées, de même longueur. . . . .	85
Ressorts à feuilles étagées. . . . .	85
Détermination du ressort. — 1° Maitresse feuille. . . . .	87
2° Étagements. . . . .	87
3° Nombre de feuilles. . . . .	87
4° Loi de l'accroissement des épaisseurs dans le ressort sans tension de fabrication. . . . .	88

	Pages.
<i>Menottes.</i> . . . . .	89
<i>Exemples.</i> . . . . .	90
<i>Double suspension.</i> . . . . .	92
<i>Ressorts divers.</i> . . . . .	95
§ x. — <i>Boîtes à graisse et à huile.</i> . . . . .	95
<i>Graissage à l'eau.</i> . . . . .	99
<i>Graissage mixte.</i> . . . . .	99
§ xi. — <i>Coussinets.</i> . . . . .	100
<i>Boîtes à galets.</i> . . . . .	101
§ xii. — <i>Plaques de garde.</i> . . . . .	105
§ xiii. — <i>Essieux.</i> . . . . .	101
<i>Efforts auxquels ils sont soumis.</i> . . . . .	104
<i>Essieux en fer.</i> . . . . .	108
<i>Corps de l'essieu.</i> . . . . .	109
<i>Portées de calage.</i> . . . . .	109
<i>Fusées.</i> . . . . .	109
<i>Essieux en acier.</i> . . . . .	109
§ xiv. — <i>Des ruptures d'essieux.</i> . . . . .	110
<i>Question de l'influence du parcours et du changement de</i> <i>texture du métal.</i> . . . . .	110
<i>Ruptures cachées par le moyeu.</i> . . . . .	115
<i>Royes à moyeu prolongé.</i> . . . . .	114
<i>Exemples : a. Est français.</i> . . . . .	115
<i>b. Union des chemins allemands.</i> . . . . .	116
<i>c. Chemins de Prusse.</i> . . . . .	117
<i>Relation fréquente entre l'origine de la rupture et la clavette</i> <i>de calage.</i> . . . . .	118
<i>Essieux creux.</i> . . . . .	119
<i>Fusées biconiques.</i> . . . . .	120
<i>Influence du mouvement de rotation de l'essieu.</i> . . . . .	121
1° <i>Fer. — 1° Barres tirées à froid d'essieux de wagons du</i> <i>Phénix. — 2° Essieux entiers.</i> . . . . .	125
3° <i>Influence des changements brusques de section.</i> . . . . .	124
2° <i>Aciers. — 1° Acier provenant de deux essieux de Bochum</i> <i>Congé entre la partie calibrée et le renflement encastré.</i> . . . . .	124
2° <i>Même acier avec angle vif au passage des deux sections.</i> . . . . .	124
<i>Influence des secousses.</i> . . . . .	127
§ xv. — <i>Fabrication des essieux.</i> . . . . .	128
<i>Essieux creux.</i> . . . . .	131
§ xvi. — <i>Roues.</i> . . . . .	132
1° <i>Roues en fer et à rais.</i> . . . . .	132
<i>Roues pleines ou à disque.</i> . . . . .	135
<i>Roues en fonte.</i> . . . . .	137
<i>Roues en acier fondu.</i> . . . . .	141
<i>Roues à disque en bois.</i> . . . . .	145
§ xvii. — <i>Bandages.</i> . . . . .	145
<i>Profil.</i> . . . . .	145
<i>Emballage. — Tension.</i> . . . . .	147
<i>Tension due à la force centrifuge.</i> . . . . .	149
<i>Fixation du bandage sur la jante.</i> . . . . .	150
<i>Bandages en acier.</i> . . . . .	152
<i>Bandages mixtes.</i> . . . . .	155
<i>Moyens de fixer les bandages sur les roues en bois.</i> . . . . .	154
§ xviii. — <i>Fabrication des bandages.</i> . . . . .	155
1° <i>Bandages en fer.</i> . . . . .	155
a. <i>Bandages soudés.</i> . . . . .	155
<i>Epreuves de réception.</i> . . . . .	157
<i>Bandages sans soudure.</i> . . . . .	161
<i>Bandages en acier fondu.</i> . . . . .	161
<i>Calage des roues sur les essieux.</i> . . . . .	165

	Pages.
§ XIX. — Attelages. . . . .	164
<i>Attelage avec doubles tampons en contact. Mouvement de</i>	
<i>lacet. . . . .</i>	166
<i>Courses des ressorts. . . . .</i>	168
<i>Écartement des tampons. . . . .</i>	170
<i>Forme des tampons. . . . .</i>	170
<i>Chaînes de sûreté. . . . .</i>	171
<i>Force des attelages. Positions des voitures à voyageurs</i>	
<i>dans les trains mixtes . . . . .</i>	173
<i>Autres appareils de choc et de traction des voitures à</i>	
<i>voyageurs. . . . .</i>	174
1° <i>Acier. . . . .</i>	174
2° <i>Caoutchouc vulcanisé. . . . .</i>	177
<i>Ressort pneumatique de M. Sterne. . . . .</i>	178
<i>Liège. . . . .</i>	179
<i>Attelage particulier du North-London. . . . .</i>	179
<i>Attelage du matériel américain. . . . .</i>	180
CHAP. III. — MATÉRIEL A MARCHANDISES. . . . .	183
§ I. — Caractères généraux. . . . .	183
<i>Inconvénients des véhicules spéciaux. . . . .</i>	184
<i>Règles pour l'emploi du matériel. — Exemples. . . . .</i>	184
§ II. — Détails techniques. . . . .	190
<i>Plates-formes. . . . .</i>	194
<i>Tombeaux ou wagons à caisses découverts. . . . .</i>	194
<i>Wagons fermés . . . . .</i>	197
§ III. — Transports spéciaux . . . . .	198
<i>Houille. . . . .</i>	198
<i>Transport des bestiaux. . . . .</i>	199
<i>Denrées d'une décomposition facile. — a. viandes abattues.</i>	200
<i>b. bière. . . . .</i>	200
§ IV. — Transports exigeant des précautions spéciales au point de vue de la	
<i>sécurité. . . . .</i>	202
<i>Pierres de taille. . . . .</i>	202
<i>Feuilles de tôle, pièces de fente, etc. . . . .</i>	204
<i>Chargements en saillie sur les bords du wagon. — a. Danger</i>	
<i>de déraillement. . . . .</i>	204
<i>b. Dangers auxquels ils exposent les hommes d'équipe. . . . .</i>	205
<i>Longues pièces de bois. . . . .</i>	207
<i>Prolonges-chuînes. . . . .</i>	207
§ V. — Grues roulantes. . . . .	213
§ VI. — Transport des matières dangereuses par nature. . . . .	215
<i>Matières autres que les poudres de guerre, de mine et de</i>	
<i>chasse. . . . .</i>	216
<i>Nouvelle réglementation. . . . .</i>	218
<i>Huiles minérales. . . . .</i>	221
§ VII. — Matières infectes. . . . .	222
§ VIII. — Poids et chargements. . . . .	224
CHAP. IV. — MOYENS D'APPROPRIER LE MATÉRIEL DE TRANSPORT A LA CIRCULATION	
<i>DANS LES COURBES. . . . .</i>	228
§ I. — Tempéraments apportés au matériel rigide. . . . .	228
<i>Bandages biconiques. . . . .</i>	233
<i>Action à contre-sens de la conicité pour l'essieu d'arrière. . . . .</i>	234
<i>Destruction de la force centrifuge. . . . .</i>	235
§ II. — Solutions applicables au matériel à grand écartement d'essieux,	
<i>ou devant circuler dans des courbes très-roides. . . . .</i>	236
<i>Expédient de M. Laignel. . . . .</i>	236
<i>Matériel américain. . . . .</i>	237
<i>Système Riener. . . . .</i>	238
<i>Système articulé. . . . .</i>	239
<i>Voitures du chemin de fer provisoire du mont Cenis. . . . .</i>	244
<i>Articulation de Bissel. . . . .</i>	245
<i>Modification des attelages. . . . .</i>	246

**ANNALES**  
**DES**  
**PONTS ET CHAUSSÉES.**





1

**ANNALES**  
**DES**  
**PONTS ET CHAUSSÉES.**

---

**MÉMOIRES ET DOCUMENTS**

**RELATIFS**

**A L'ART DES CONSTRUCTIONS**  
**ET AU SERVICE DE L'INGÉNIEUR.**

---

**4<sup>e</sup> série. — 1861 à 1870.**

1<sup>re</sup> période quinquennale 1861 à 1865.

**TABLES GÉNÉRALES.**

---

**PARIS.**

**DUNOD, ÉDITEUR,**

**LIBRAIRE DES CORPS IMPÉRIAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES,**  
**Quai des Augustins, 49.**

**1869**

~~Sci 1480.154.5~~

~~Sci 1480.155.5~~

KF 2082

# TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES

## DANS LES ANNALES DES PONTS ET CHAUSSEES.

1<sup>re</sup> PARTIE. — MÉMOIRES ET DOCUMENTS. — 10 VOLUMES.

*Première moitié de la 4<sup>e</sup> série. — 5 années. — 1861-1865.*

### AVERTISSEMENT.

La table suivante suppose :

1<sup>o</sup> Que la série de 1861 à 1865 est assemblée, suivant les indications données à MM. les abonnés, en dix volumes de texte.

2<sup>o</sup> Que ces dix volumes sont numérotés ainsi qu'il suit :

1861	{ 1 <sup>er</sup> semestre. . . . .	I
	2 <sup>e</sup> semestre. . . . .	II
1862	{ 1 <sup>er</sup> semestre. . . . .	III
	2 <sup>e</sup> semestre. . . . .	IV
1863	{ 1 <sup>er</sup> semestre. . . . .	V
	2 <sup>e</sup> semestre. . . . .	VI
1864	{ 1 <sup>er</sup> semestre. . . . .	VII
	2 <sup>e</sup> semestre. . . . .	VIII
1865	{ 1 <sup>er</sup> semestre. . . . .	IX
	2 <sup>e</sup> semestre. . . . .	X

### SOMMAIRE.

PREMIÈRE TABLE. — Liste des auteurs par ordre alphabétique et classement des articles par noms d'auteurs.

DEUXIÈME TABLE. — Analyse des matières par ordre alphabétique.

### PREMIÈRE TABLE: PAR NOMS D'AUTEURS.

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Numéros des volumes.	Années et semestres.	Numéros des pages.
ALBARET :			
— Calcul des arcs métalliques. . . . .	II	1861, sem. 2	90 à 124
— Mémoire sur le calcul des arcs métalliques. . . . .	IV	1862, sem. 2	305 à 363
ANDRADE DE CORVO (de) :			
— Mémoire sur les Irrigations; rizières du Portugal. . . . .	IV	1862, sem. 2	217 à 247
BELGRAND :			
— Notice sur le régime de la pluie dans le			

*Annales des P. et Chaussées, 4<sup>e</sup> SÉRIE. — Mémoires (Tables).*

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Numéros des volumes.	Années et semestres.	Numéros des pages.
BELGRAND (suite): bassin de la Seine. . . . .	X	1865, sem. 2	30 à 58
BELPAIRE. Voir Cléry.			
BERNARD : — Notice sur l'approfondissement du canal d'Arles à Bouc. . . . .	VIII	1864, sem. 2	359 à 371
BOCHET : — Recherches expérimentales sur le frottement de glissement. . . . .	I	1861, sem. 1	205 à 212
BOMMART. Voir Gayant et de la Gournarde.			
BONNET : — Note sur le pont biais construit sur l'Orbieu — Note sur l'application du système de M. Ra- chaert à une machine existante. . . . .	II VI	1861, sem. 2 1863, sem. 2	54 à 64 195 à 198
BOUNICEAU : — Note et expériences sur la torsion des bois. — Rapport sur les épreuves du pont tournant de la citadelle du Havre. . . . .	I III	1861, sem. 1 1862, sem. 1	101 à 108 218 à 219
— Note sur les formes de radoub. . . . . — Expériences sur la dilatation des maçonne- ries. . . . .	IV V	1862, sem. 2 1863, sem. 1	141 à 164 178 à 184
BOUSSON : — Note sur le chemin de fer de Rhône et Loire. — Résultats pratiques des différents modes de traction et d'exploitation. . . . .	V	1863, sem. 1	314 à 382
BRESSE : — Note sur les propriétés hydrostatiques des vannes. . . . .	X	1865, sem. 2	18 à 30
CALLON : — Rapport sur un appareil respiratoire de M. Galibert. . . . .	VIII	1864, sem. 2	372 à 376
— Note sur l'explosion d'un appareil à conden- seur. . . . .	IX	1865, sem. 1	93 à 96
— Rapport sur l'explosion d'une chaudière à Coppénansfort. . . . .	IX	1865, sem. 1	107 à 108
CARLIER : — Notice sur le port de Fécamp; approfondis- sment du chenal. . . . .	III	1862, sem. 1	8 à 23
CÉZANNE : — Notice sur les ponts métalliques exécutés en Russie. . . . .	VIII	1864, sem. 2	225 à 265
CHANOINE : — Note sur les crues de la Seine. . . . .	III	1862, sem. 1	97 à 105
CHANOINE et DE LAGRÉNE : — Mémoire sur les barrages à hausses mobiles. — Mémoire sur la traction des bateaux. . . . .	II VI	1861, sem. 2 1863, sem. 2	209 à 252 229 à 322
CHARIÉ MARSAINES : — Mémoire sur les chemins de fer au point de vue militaire. . . . .	VI	1862, sem. 2	1 à 21
CHAUBART. Voir Schloesing, Couturier et Fargue.			

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Numéros des volumes.	Années et semestres.	Numéros des pages.
CLÉRY : — Rapport sur une locomotive de M. Belpaire.	II	1861, sem. 2	189 à 197
COLLIGNON : — Théorie des fermes à poutres droites en treillis et fermes américaines. . . . .	VII	1864, sem. 1	141 à 213
CONTE : — Rapport sur le percement du grand tunnel des Alpes. . . . .	V	1863, sem. 1	1 à 51
COTELLE. Voir Degrand. — Mémoire sur la jurisprudence de la voirie. .	III	1862, sem. 1	49 à 96
COUCHE : — Rapport sur l'emploi des tôles d'acier fondu pour les chaudières à vapeur. — Conditions spéciales d'épaisseur. . . . .	II	1861, sem. 2	1 à 32
— Note sur les voies du chemin de fer du Nord.	III	1862, sem. 1	1 à 7
— Application de la tôle d'acier fondu à la construction des chaudières des locomotives. . .	V	1863, sem. 1	81 à 88
— Rapport, au nom d'une commission, sur une locomotive articulée à douze roues couplées de M. Rarchaert. . . . .	VI	1863, sem. 2	178 à 194
— Rapports sur l'explosion d'une locomotive des chemins de fer de l'Est. . . . .	IX	1865, sem. 1	114 à 117 128 à 131
COUTURIER : — Avis sur une vanne automobile de M. Chaubart	VIII	1864, sem. 2	312 à 318
CROIZETTE DESNOYERS : — Mémoire sur les fondations dans les terrains vaseux. . . . .	VII	1864, sem. 1	273 à 306
DARCEL : — Mémoire sur les arcs et fermes métalliques surbaissés. . . . .	IV	1862, sem. 2	60 à 136
id. id. . . . .	IX	1865, sem. 1	1 à 38
DEGRAND : — Notice bibliographique sur le cours de droit administratif de M. Cotelle. . . . .	VII	1864, sem. 1	244 à 270
DELACOUR (Victor) : — Projet de bassin de radoub flottant pour la rade de Bordeaux. . . . .	III	1862, sem. 1	221 à 258
DELESSE : — Note sur les cartes géologique et hydrologique de Paris. . . . .	III	1862, sem. 1	273 à 283
DELOCHE (René) : — Note sur la culture du lac de Harlem. . . .	V	1863, sem. 1	59 à 80
DESBRIÈRE : — Note sur le système de bague en fonte applicable à la voie Vignole. . . . .	VI	1863, sem. 2	212 à 227
DESCOMBES : — Notice sur le port de Capbreton. . . . .	II	1861, sem. 2	129 à 151
DROUETS : — Mémoire sur la stabilité des voûtes. . . . .	IX	1865, sem. 1	179 à 266

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Numéros des volumes.	Années et semestres.	Numéros des pages.
<b>DUPONCHEL :</b> — Etudes sur le dessèchement des marais du littoral de la Méditerranée. . . . .	II	1861, sem. 2	152 à 188
<b>DU RÈGNE :</b> — Note sur le môle ou jetée monolithe du port de Fiume; procédés de construction. . . . .	VII	1864, sem. 1	397 à 401
<b>EVARD :</b> — Notice sur la rectification des côtes de Baudet par la grotte souterraine de l'Arize, route impériale n° 119 . . . . .	VI	1863, sem. 2	37 à 48
<b>FARGUE :</b> — Mémoire sur la détermination théorique de la courbe d'appui de la vanne automobile de M. Chaubart. . . . .	VIII	1864, sem. 2	318 à 333
<b>FELINE ROMANY :</b> — Notice historique sur les ponts de Paris. . . — Notice sur le pont Saint-Louis à Paris. . . .	VIII V	1864, sem. 2 1863, sem. 1	129 à 234 280 à 304
<b>FOULON.</b> Voir Gayant et Morandière.			
<b>FOURCY (Eug. de) :</b> — Note sur les appareils électriques; communication des voitures d'un train. . . . .	IV	1862, sem. 2	165 à 179
<b>FOURNIÉ :</b> — Note sur l'amélioration des rivières navigables, torrentielles et encaissées. . . . .	IX	1865, sem. 1	151 à 178
<b>FRÉMAUX :</b> — Rapport sur l'injection des bois. . . . .	II	1865, sem. 2	198 à 206
<b>GALIBERT.</b> Voir Callon.			
<b>GAYANT :</b> — Paroles prononcées sur la tombe de M. Foulon. . . . . — Paroles prononcées sur la tombe de M. Bommart. . . . .	V IX	1863, sem. 1 1865, sem. 1	96 à 98 133 à 136
<b>GONTHIER :</b> — Rapport sur l'explosion d'une chaudière à Cotatay. . . . .	IX	1865, sem. 1	109 à 115
<b>GOURNERIE (de la) :</b> — Paroles prononcées sur la tombe de M. Bommart. . . . .	IX	1865, sem. 1	136 à 137
<b>GRAEFF :</b> — Mémoire sur les routes du département de la Loire. . . . .	IX	1865, sem. 1	267 à 372
<b>GROS DE PERRODIL :</b> — Note sur la pratique de l'irrigation sur le versant septentrional de la Montagne-Noire. . . .	V	1863, sem. 1	52 à 58

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Numéros des volumes.	Années et semestres.	Numéros des pages.
<b>HARDY :</b>			
— Notice sur les formes de radoub d'Alger ; construction des enceintes. . . . .	III	1862, sem. 1	137 à 172
— Note sur un travail de défense de côte exécuté à la Salpêtrière, près Alger. . . . .	III	1862, sem. 1	173 à 176
<b>HOMBERG :</b>			
— Notice sur les voies empierrées et asphaltées de Paris. . . . .	X	1865, sem. 2	239 à 324
<b>HUET :</b>			
— Note sur les eaux de New-York et de Wash- ington; aqueducs du Croton et du Potomac.	VI	1863, sem. 2	133 à 177
<b>JACQMIN :</b>			
— Notes sur l'agriculture et les chemins de fer.	X	1865, sem. 2	324 à 388
<b>JORDAN :</b>			
— Rapport sur l'explosion d'une chaudière à vapeur à Montchanin. . . . .	IX	1865, sem. 1	97 à 98
<b>JUNDT, VARROY et MARX :</b>			
— Notice sur les chemins de fer économiques d'Alsace; prix de revient; mise en exploita- tion. . . . .	VIII	1864, sem. 2	265 à 284
<b>LAFONT (de) :</b>			
— Étude sur les règlements d'eau. . . . .	I	1861, sem. 1	225 à 348
<b>LAGRÈNE (de) :</b>			
— Note sur le moilage des pieux sous l'eau dans les fondations hydrauliques. . . . .	II	1861, sem. 2	65 à 72
<b>LAGRÈNE (de) et CHANOINE :</b>			
— Mémoire sur les barrages à hausses mobiles.	II	1861, sem. 2	209 à 352
— Mémoire sur la traction des bateaux. . . . .	VI	1863, sem. 2	229 à 322
<b>LAMAIRESSE :</b>			
— Note sur le drainage dans le Jura. . . . .	I	1861, sem. 1	49 à 68
<b>LATERRADE :</b>			
— Mémoire sur le comptage ambulat.— Nou- veau mode de recensement de la circulation sur les routes. . . . .	VI	1863, sem. 2	115 à 132
<b>LEBLANG :</b>			
— Notice sur le ciment de Portland. . . . .	X	1865, sem. 2	84 à 98
<b>LEBLEU :</b>			
— Rapport sur l'explosion d'une locomotive des chemins de fer de l'Est. . . . .	IX	1865, sem. 1	117 à 128
<b>LECHALAS :</b>			
— Note sur la reconstruction de deux ponts sur la Loire à Nantes. . . . .	IX	1865, sem. 1	39 à 55
— Note sur l'endiguement de la basse Loire. .	IX	1865, sem. 1	56 à 69
— Note sur la forme de carénage de Paim- hœuf. . . . .	IX	1865, sem. 1	70 à 88
<b>LEFERME :</b>			
— Rapport sur les portes d'écluse du bassin à flot de Saint-Nazaire. . . . .	I	1861, sem. 1	113 à 124



NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Numéros des volumes.	Années et semestres.	Numéros des pages.
<b>LERMOYEZ :</b> — Mémoire sur le touage dans les souterrains du canal de Saint-Quentin. . . . .	VI	1863, sem. 2	323 à 344
<b>LESQUILLER :</b> — Notice sur la canalisation de l'Èbre. . . . .	III	1862, sem. 1	24 à 48
<b>LEVERRIER :</b> — Rapport sur l'explosion d'une chaudière à Coppenansfort. . . . .	IX	1865, sem. 1	99 à 107
<b>LUCAS :</b> — Mémoire sur un nouvel appareil de construc- tion pour les voûtes biaises. . . . .	I	1861, sem. 1	125 à 144
— Note sur les canaux d'irrigation et de dessé- chement. . . . .	VII	1864, sem. 1	225 à 243
<b>MALÉZIEUX :</b> — Mémoire sur les portes en tôle construites aux écluses du canal Saint-Maurice. . . . .	IX	1865, sem. 1	139 à 150
<b>MALO (Léon) :</b> — Note sur l'asphalte. . . . .	I	1861, sem. 1	69 à 100
<b>MANIEL :</b> — Note sur les traverses Pouillet et les voies avec rails Vignole. . . . .	II	1861, sem. 2	73 à 89
<b>MARCHEGAY :</b> — Rapport sur les inondations de l'Ardèche. .	I	1861, sem. 1	1 à 16
<b>MARDIGNY (de) et POINCARRÉ :</b> — Notice sur l'annonce des crues de la Meuse et le service de correspondance. . . . .	VIII	1864, sem. 2	334 à 358
<b>MARGOT et DE MONTROND :</b> — Rapport sur la chute du pont suspendu de Mirabel. . . . .	III	1862, sem. 1	211 à 217
<b>MARIN :</b> — Notice sur la construction du phare des Bar- ges. . . . .	VI	1863, sem. 2	49 à 114
<b>MARY, VARROY et JUNDT :</b> — Notice sur les chemins de fer économiques d'Alsace; prix de revient; mise en exploita- tion. . . . .	VIII	1864, sem. 2	265 à 284
<b>MARY :</b> — Notice nécrologique sur M. Vicat. . . . .	IV	1862, sem. 2	180 à 216
<b>MICHAL :</b> — Méthode d'interpolation au moyen des cour- bes du genre parabolique. . . . .	X	1865, sem. 2	59 à 80
<b>MICHELOT (Paul) :</b> — Expériences sur la résistance des matériaux à l'écrasement. . . . .	V	1863, sem. 1	185 à 208
<b>MILLE et THORÉ :</b> — Étude géologique sur le profil de la ligne de Paris à Versailles. . . . .	III	1862, sem. 1	125 à 135
<b>MONTAUT :</b> — Mémoire sur la pouzzolane naturelle de San- terin. . . . .	III	1862, sem. 1	284 à 307

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Numéros des volumes.	Années et semestres.	Numéros des pages.
<b>MONTROND (de) et MARGOT :</b> — Rapport sur la chute du pont suspendu de Mirabel. . . . .	III	1862, sem. 1	211 à 217
<b>MORANDIÈRE :</b> — Rapport sur les chemins de fer de Poitiers à la Rochelle, de Tours au Mans et de Nantes à Saint-Nazaire; dépense de construction. . .	IV	1862, sem. 2	253 à 304
— Notice nécrologique sur M. Foulon. . . . .	V	1863, sem. 1	98 à 101
— Notice sur le procès intenté à la compagnie d'Orléans. . . . .	V	1863, sem. 1	89 à 95
<b>NORDLING :</b> — Mémoire sur les chemins de fer à une voie et sur les conditions d'établissement de la se- conde voie. . . . .	IV	1862, sem. 2	22 à 59
— Mémoire sur les piles en charpente des grands viaducs. . . . .	VIII	1864, sem. 2	1 à 126
— Note sur les amoncellements de neige sur les chemins de fer et moyens de les prévenir. . .	X	1865, sem. 2	1 à 18
<b>PARTIOT :</b> — Note sur le mascaret. . . . .	I	1861, sem. 1	17 à 48
— Note sur le pont bials construit sur la Vézère, aux Eyzies. . . . .	VII	1864, sem. 1	214 à 224
<b>PICARD :</b> — Note sur l'emploi de la matière d'agréation dans l'entretien des chaussées. . . . .	X	1865, sem. 2	99 à 107
<b>PLOQC :</b> — Mémoire sur les courants et la marche des alluvions aux abords du détroit de Douvres et du Pas-de-Calais. . . . .	V	1863, sem. 1	103 à 177
<b>POINCARRE :</b> — Rapport sur la mise en valeur des terrains communaux dans le département de la Meuse.	III	1862, sem. 1	113 à 123
<b>POINCARRE et DE MARDIGNY :</b> — Notice sur l'annonce des crues de la Meuse et le service de correspondance. . . . .	VIII	1864, sem. 2	334 à 358
<b>POULAIN :</b> — Notice sur le béton; emploi et fabrication à Gorée. . . . .	V	1863, sem. 1	305 à 313
<b>RARCHAERT. Voir Couche, Bonnet.</b>			
<b>RARCHAERT (Lucien) :</b> — Mémoire sur une locomotive articulée à douze roues couplées. . . . .	VI	1863, sem. 2	199 à 211
<b>RÉGY :</b> — Mémoire sur l'amélioration du littoral de la			



## DEUXIÈME TABLE.

### MATIÈRES PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

ique le volume, le chiffre arabe la page. Lorsque le chiffre arabe est r, pour l'indication du volume, au chiffre romain précédemment

#### A

5, 146, 149, 150,  
chemins de fer,

nt le levage d'un  
VIII, 235, 245.  
nt de Fampoux,  
de fer de l'Inde

Chaudières de  
31 à 83.  
audières à vapeur

raison des aciers doux et des  
aciers vifs, 49. — Élasticité, 50.

— Effet de la trempe. 50. — Ré-  
sistance vive de rupture, 52.

ADMINISTRATION des chemins de  
fer. — Dépense, X, 155.

AÉRAGE :

— des galeries. — Procédés, V, 33,  
51.

— (cheminées d') de l'aqueduc de  
Croton, VI, 145.

— V, 235, 257.

BYRE. Voir Bétail, Engrais,  
Produit, Rizières.

Exploitation, V, 55.

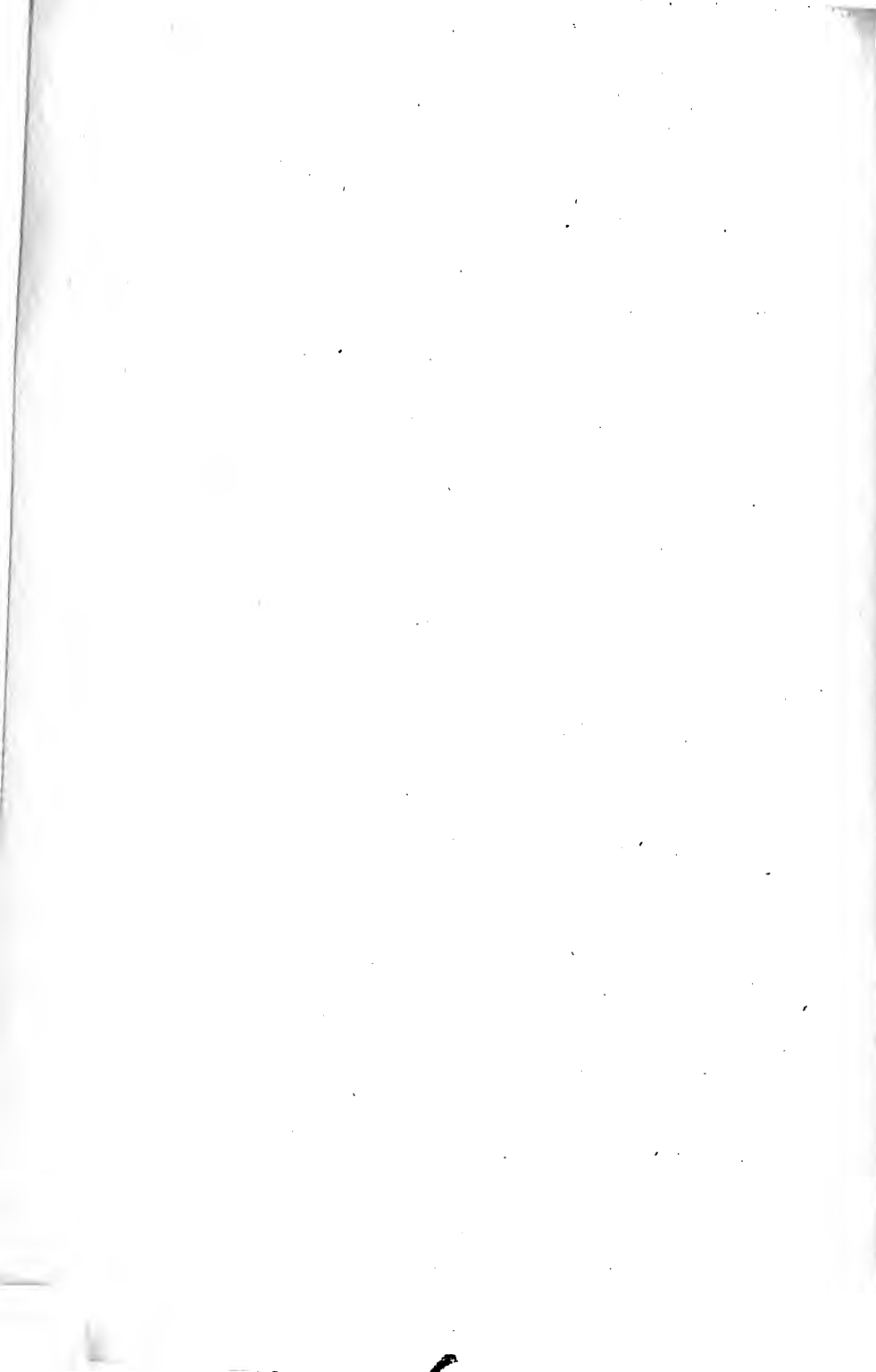
Erme dans l'ancien  
M. René De-

Exposé, 59.  
62. —

En-

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Numéros des volumes.	Années et semestres.	Numéros des pages.
<b>RÉGY (suite) :</b> Méditerranée dans le département de l'Hérault. . . . .	V	1863, sem. 1	209 à 279
<b>RENAUDOT :</b> — Étude sur la résistance des ponts métalliques à poutres droites et de l'influence des charges en mouvement. . . . .	I	1861, sem. 1	145 à 204
<b>RUELLE :</b> — Mémoire sur les dépenses de construction, d'administration et d'exploitation du chemin de fer franco-suisse. . . . .	X	1865, sem. 2	109 à 198
<b>SAINT-CLAIR (de) :</b> — Note sur l'agrolgie du département du Lot.	III	1862, sem. 1	106 à 112
<b>SCHLOESING :</b> — Rapport sur une vanne automobile de M. Chaubart. . . . .	VII	1864, sem. 2	285 à 311
<b>THORÉ et MILLE :</b> — Étude géologique sur le profil de la ligne de Paris à Versailles. . . . .	III	1862, sem. 1	125 à 135
<b>TRESCA :</b> — Expériences sur la résistance des tôles d'acier fondu employées dans les chaudières à vapeur. . . . .	II	1861, sem. 2	33 à 53
<b>VALLES :</b> — Etudes expérimentales sur les inondations; écoulements à la surface des terrains boisés et déboisés. . . . .	III	1862, sem. 1	177 à 210
— Etudes sur les eaux de Marly et de Versailles. . . . .	VII	1864, sem. 1	1 à 140
<b>VARROY, MARX et JUNDT :</b> — Notice sur les chemins de fer économiques d'Alsace; prix de revient; mise en exploitation. . . . .	VIII	1864, sem. 2	265 à 284
<b>VAUDREY :</b> — Notice sur la démolition du pont au change.	III	1862, sem. 1	259 à 272
<b>VESIAN (de) :</b> — Note sur les rouleaux compresseurs pour terrassements. . . . .	VII	1864, sem. 1	402 à 405
<b>VICAT. Voir Mary.</b>			
<b>VIGNOLE. Voir Desbrière.</b>			
<b>WILLIOT :</b> — Mémoire sur l'évaluation des pénétrations rectangulaires des voûtes elliptiques ou circulaires. . . . .	X	1865, sem. 2	199 à 238

NOMS DES AUTEURS et TITRES DES ARTICLES.	Numéros des volumes.	Années et semestres.	Numéros des pages.
<i>Sans désignation de nom d'auteur :</i>			
— Curage du Rhony (Gard). . . . .	III	1862, sem. 1	308 à 322
— Note sur les voies du chemin de fer du Nord.	IV	1862, sem. 2	248 à 249
— Ponts ou bacs à péage; bateaux particuliers dans le voisinage; avis du conseil d'État. . .	IV	1862, sem. 2	137 à 141
— Travaux publics : Exposé de la situation de l'Empire; session de 1863-1864. . . . .	VI	1863, sem. 2	1 à 36
— Chemins de fer belges; questions mises au concours. . . . .	VII	1864, sem. 1	271
— Distribution des médailles pour les années 1858, 1859 et 1860. . . . .	II	1861, sem. 2	353
<i>Chronique :</i>			
— Cylindrage des chaussées à vapeur. — Bul- letin bibliographique. . . . .	I	1861, sem. 1	109 à 112
— Résistance à la traction des omnibus du che- min de fer dit <i>américain</i> ; influence des boîtes à galets. — Bibliographie : Cours d'hydrau- lique de M. Bresse. — Bulletin bibliographi- que. . . . .	I	1861, sem. 1	213 à 224
— Réclamation de priorité. — Emploi à la mer des bois créosotés. — Bulletin bibliographi- que. Errata. . . . .	I	1861, sem. 1	349 à 368
— Chemins de fer de l'Inde anglaise. Bulletin bibliographique. . . . .	II	1861, sem. 2	125 à 128
— Bulletin bibliographique. . . . .	II	1861, sem. 2	207 à 208
— Exposition universelle de 1862; rectifications; nouvelle bouche de drainage. . . . .	IV	1862, sem. 2	250 à 252



## DEUXIÈME TABLE.

### ANALYSE DES MATIÈRES PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

Le chiffre romain indique le volume, le chiffre arabe la page. Lorsque le chiffre arabe est seul, il faut se reporter, pour l'indication du volume, au chiffre romain précédemment exprimé.

#### A

- AA** (rivière), V, 145, 146, 149, 150.
- ACCIDENTS** sur les chemins de fer, VIII, 10, 69.
- survenus pendant le levage d'un pont métallique, VIII, 235, 245.
  - cause de l'accident de Fampoux, II, 79. — Chemins de fer de l'Inde anglaise, 127.
- ACIER FONDU.** — Chaudières de locomotives, V, 81 à 88.
- (Essai d'une chaudière à vapeur en), II, 2. — (Essai de tôles d'), 3, 4 (tableau), 10 (tableau). — Ductilité, 5, 11. — Résistance de la rivure, 6, 12. — Faces exposées au feu, 8, 10, 28.
  - (Expériences sur la résistance des tôles d'), par M. Tresca, II, 33 à 59. — Installation, 33. — Détails des expériences, 36 à 48. — Tableau général, 49. — Compa-
- raison des aciers doux et des aciers vifs, 49. — Élasticité, 50. — Effet de la trempe, 50. — Résistance vive de rupture, 52.
- ADMINISTRATION** des chemins de fer. — Dépense, X, 155.
- AÉRAGE :**
- des galeries. — Procédés, V, 33, 51.
  - (cheminées d') de l'aqueduc de Croton, VI, 145.
- AGDE**, V, 235, 257.
- AGRICULTURE.** Voir Bétail, Engrais, Prairies, Produit, Rizières.
- Frais d'exploitation, V, 55.
  - Note sur une ferme dans l'ancien lac de Harlem, par M. René De-loche, V, 59 à 80. — Exposé, 59. — Dessèchement du sol, 62. — Rotation des cultures, 65. — Engrais, 66. — Labours, 68. — Che-



- min de fer pour les transports intérieurs, 69. — Machines à faucher et à moissonner, 71. — Meules, 72. — Machine à vapeur locomobile, 72. — Population animale, sa nourriture, 73. — Bâtiments, 74. — Dépenses et recettes d'exploitation, 76.
- Situation des travaux d'amélioration agricole en 1863, VI, 16 à 20. — Dépense à faire, 35.
  - Considérations générales, IV, 227, 237.
  - Note par M. de Saint-Clair, sur quelques observations agricoles faites dans le département du Lot, III, 106. — Prés naturels de la formation oolithique; leur composition, leurs produits, 107. — Effets divers des crues suivant les régions géologiques, 109. — Observations sur l'introduction des éléments des roches du sous-sol dans l'organisme végétal, 111.
  - Assainissement et mise en valeur des terrains communaux dans le département de la Meuse. Exécution de la loi du 28 juillet 1860, III, 113 à 123.
  - Relation entre le sous-sol et la nature des cultures, tableau III, 135.
  - Notes sur l'agriculture et les chemins de fer, par M. Jacquemin. X, 324 à 389.

I. Transport des céréales. Renseignements relatifs à la production et à la consommation générale de la France, 325. — Prix fixés par les cahiers des charges pour le transport des céréales, 327. — Tarifs perçus par les compagnies de chemins de fer, 328. — Tarifs généraux établis sur divers réseaux pour le transport des céréales, 329. — Tarifs spéciaux,

332. — Quantités de céréales transportées par les chemins de fer français pendant une période de cinq années (1860, 1861, 1862, 1863, 1864), 338. — Transports des engrais et des amendements, 339. — Prix stipulés aux cahiers des charges, prix perçus, 340. — Tarifs spéciaux publiés par chaque compagnie, 341. — Transports effectués par les chemins de fer pour l'agriculture, 348. — Résumé général et conclusions. Augmentation dans la production, 349. — Égalisation du prix dans tout l'Empire, 351. — Arrivée immédiate et par toutes les frontières des grains étrangers en cas de disette, 353. — Facilité d'exportation en cas d'excédant dans la production, 354.

II. Transport des bestiaux. Importance de la question, 356. — Prix fixés par le cahier des charges pour le transport des bestiaux et transports par tarifs généraux, 358. — Transport des animaux par tarifs spéciaux de grande vitesse. Chevaux, 359. — Chevaux de course, 360. — Etalons des haras impériaux, 361. — Bestiaux de toute nature, 361. — Transport des animaux par tarifs spéciaux de petite vitesse, 362. — Chevaux, 363. — Bœufs, vaches et taureaux, 363. — Veaux, porcs, 365. — Moutons et chèvres, 366. — Animaux envoyés aux concours agricoles, 368. — Durée du parcours pour le transport des bestiaux, 369. — Importance des transports de bestiaux effectués par les diverses compagnies et prix moyens, 370. — Tableau du nombre d'animaux transportés en 1863 sur les six grands réseaux français, 371. — Tentative

faites par la compagnie de l'Est pour amener en France du bétail de Hongrie, 371. — Importations des bestiaux en France, 374. — Quantités de bestiaux amenés à Paris par tous les chemins de fer, 375. — Questions diverses. Transport des viandes et du gibier, etc., 376.

III. Transport de la bière sur le chemin de fer de l'Est, 380. — Bières françaises, 383. — Bières étrangères, 383. — Droit d'octroi et de douane, 384. — Transport des tonneaux vides, 385. — Indemnités payées au commerce, 386. — Développement de la culture du houblon et de la fabrication de la bière dans le Bas-Rhin, 386.

AIGUES-MORTES, V, 215, 217.

AIR comprimé. — Appareils de compression; compresseur à choc, V, 11 à 17; compresseur à pompe ou à action directe, 17 à 19; applications des appareils, 19 à 21. — Transmission de l'air au fond d'une galerie, 21 à 23. — Quantité d'air consommée au tunnel des Alpes par jour, 32. — Machine perforatrice à air comprimé, 24 à 32.

— (Fondation par l'), VII, 353 à 372, 391.

ALBARET, IX, 17, 18, 22, 23, 135.

— Calcul des arcs métalliques à section constante et à section variable, soumis à des charges uniformément réparties suivant l'horizontale, II, 90 à 124.

— Mémoire sur le calcul des arcs métalliques dans les cas de grandes surcharges, IV, 305 à 363.

ALGÈBRE. Voir Interpolation (méthode d'), X.

ALGER. Formes de radoub, III, 137 à 172.

ALIGNEMENTS. Jurisprudence en matière de grande et de petite voirie, III, 49 à 96. Voir Droit administratif.

ALLAIN DESJARDINS, VIII, 173.

ALLUVIONS à l'embouchure des rivières du littoral de la Méditerranée (formation des), II, 161.

— Étude des courants et de la marche des alluvions aux abords du détroit de Douvres et du Pas-de-Calais, sur les côtes de France et d'Angleterre, par M. A. Ploq, V, 103 à 177. — Objet de cette étude, 103. — Résumé des considérations générales relatives à la transmission des marées, 104. — Examen particulier des onduations des marées dérivées qui se propagent dans la Manche, le Pas-de-Calais, et la mer du Nord, 106. — Résumé analytique du mémoire de M. Monnier sur les courants de la Manche et du Pas-de-Calais. Propagation d'une seule onde venant de l'Ouest, pénétrant et circulant dans la Manche et le Pas-de-Calais comme dans un canal à deux issues, 106. — Résumé analytique de l'ouvrage de M. Keller. Interférence de deux ondes opposées et inégales dans la Manche et le Pas-de-Calais, 108. — Phénomènes distinctifs du cas d'égalité dans l'interférence de deux ondes opposées. Canal Saint-Georges, 112. — Phénomènes intermédiaires entre le cas d'une seule onde et celui de deux ondes opposées égales. Canal de la Manche, 113. — Région de la mer du Nord où semblent se produire les caractères de l'égalité de deux ondes, 114. — Résumé des causes de la formation des courants dans la Manche, le Pas-de-

Calais et à l'entrée de la mer du Nord, 114. — Résumé des régimes des courants qui en résultent, 115. — Conséquences du régime des courants du large, combiné avec l'action des vents, 121. — Conséquences du régime des courants giratoires du littoral, combiné avec l'action des vents, sur les plages et les bancs, 123. — Effets produits par l'action directe des vents sur les plages de sable, 124. — Premier aperçu de ces effets sur l'ensemble des côtes françaises et anglaises, 125. — Indications comparatives des effets des courants et des vents sur les plages de galets ou de sables, 126. — Résumé des actions directes et combinées des courants et des vents sur la marche des alluvions, 127. — Indications sur l'origine des matières qui composent principalement les alluvions, 128. — Galets, 128. — Sables, 130. — Description des côtes au point de vue de leur constitution géologique et de leurs gisements, 130. — Entretien des alluvions par le gain du flot et le jeu alternatif des courants giratoires, 136. — Examen d'opinions différentes sur l'entretien des bancs et des plages de la côte septentrionale de France. — Comparaison des cartes hydrographiques de diverses époques pour une période de plus de quatre-vingts ans. — Opinion des ingénieurs hydrographes à la suite de la reconnaissance de 1861. — Composition des sables de nos plages à l'appui des effets du gain de flot, 138. — Résultats d'observations sur la marche des corps flottants fournis par l'entretien du bali-

sage de la rade de Dunkerque, 138. — Observations relatives aux bancs de fucus, entre Brehat et Dunkerque. — Opinions de MM. Monnier et Keller, concordant avec celles des transports venant de l'Ouest, 139. — Gain de jusan aux environs de l'embouchure de la Meuse, 140. — Résumé succinct des indications de M. Keller sur l'explication de ce changement de prédominance en remontant vers la Hollande, 141. — Apparences de phénomènes analogues sur le littoral anglais entre Deal et North Foreland, 141. — Examen détaillé et comparatif des plages, 142. — Plages de Calais à Dunkerque, 142. — Résumé du rapport des ingénieurs hydrographes chargés de la reconnaissance de 1861, 143. — Résultats de l'examen comparatif des cartes hydrographiques du littoral français, en ce qui concerne l'ancien débouché de l'Aa et l'ancien chenal de Mardyck, 145. — Effet local de la formation des dépôts argileux ou relais de mer à l'ouest des ports de Dunkerque et de Gravelines, 145. — Effets locaux produits par les courants de basse mer sur les plages de sable, 146. — Description détaillée de l'état actuel des plages entre la Belgique et Calais, 148. — Résumé concernant toute l'étendue septentrionale de la côte française, 151. — Conditions actuelles des ports sur la côte anglaise. Résumé général du mémoire de M. Chevallier, à la suite de l'étude faite par lui sur le même objet de 1854 à 1858, 152. — Indications de l'état des choses constaté depuis 1858, 154. —

- Résumé des conditions de ces ports relativement au régime des alluvions auquel ils sont soumis et des moyens employés pour les combattre, 163. — Comparaison finale avec l'état actuel des ports de Calais et de Dunkerque, 165. — Indications comparatives du balisage de la rade des dunes et de la rade de Dunkerque, 169. — Résumé définitif des comparaisons entre les deux côtes et les ports correspondants des deux nations, 169. — La plus grande profondeur des entrées en dessous des basses mers se trouve à Ramagate, à Calais et à Dunkerque, 170. — Régime des marées et profondeurs des entrées des ports, 170. — Système des chasses avec prolongements momentanés de jetées basses, 171. — Renseignements historiques fournis par l'étude technique du port de Dunkerque au XVII<sup>e</sup> siècle, sous les inspirations et d'après les solutions de Vauban, 172. — Résumé et conclusions, 175.
- Exhaussement du fond des étangs voisins de la Méditerranée, V, 112. — Apports des sables par la Méditerranée, 220, 241.
- ALPHAND, X, 278.
- ALSACE. Voir Chemins de fer.
- AMARRAGE des ponts suspendus, humidité, dégradation des câbles, III, 216.
- AMENDEMENTS, V, 68. Voir Engrais.
- AMERSFOORT, V, 60, 62 à 72, 74, 78 à 80.
- ANDRADE CORVO (J. de). Extrait d'un mémoire sur les rizières du Portugal, IV, 217 à 247.
- ANDREOSI, V, 224.
- ANDRÉSIEUX (chemin de fer de Saint-Étienne à), V, 315, 380.
- ANDRIÈS, VI, 294.
- ANDRIEUX, IV, 185.
- ANDROUET DU CERCEAU, VIII, 136.
- ANGER (cours d'eau), VIII, 344, 357.
- APPAREILS pour la construction des voûtes biaises. Voir Voûtes.
- électriques servant à mettre en communication les voitures d'un train (Rapport par M. Eugène de Fourcy sur un système d'), IV, 165 à 179.
- pneumatiques pour les fondations tubulaires, VIII, 231 à 233. — Appareil pour le levage d'un pont métallique, 238. — Appareil respiratoire de M. Galibert (Rapport par M. Callon sur un), 372 à 376.
- AQUEDUCS du Croton et du Poto-mac. Voir Eaux de New-York et de Vashington, VI;—de Rock Creek, VI, 358;—de Cochituate, 171, 175.
- de Maintenon, VII, 10;—de Buc, 11;—de Marly, 41;—de Viels-Églises, 36;—des Loges, 88.
- sur le chemin de fer franco-suisse. Dimensions principales; dépense, X, 131, 135.
- ARAGO, IV, 213, 214.
- ARAGON (canal d'). III, 24, 30. Prolongement projeté, 46.
- ARCET (d'), V, 187.
- ARCOLE (pont d'), IV, 129.
- ARCS métalliques (calcul des) à section constante et à section variable, soumis à des charges uniformément réparties suivant l'horizontale, par M. Albaret, II, 90 à 124. — Exposé, 90. — Problèmes à résoudre, 91. — Notations, 91. — Charge d'épreuve; expression du travail en chaque point, position de la courbe des pressions, 92. — Formules géné-

rales donnant la pression maximum de chaque section, 94. — Propriétés relatives aux sections constantes; points de rupture et formules correspondantes, 95. — Sections symétriques, 95. — Sections non symétriques, 97. — Tension maxima, 98. — Calcul des arcs à section constante, 100. — Calcul des arcs à section variable, 101. — Applications numériques, questions traitées, 105. — Données générales, *ib.* — Calcul du premier arc à section constante et symétrique, 106. — Calcul du deuxième arc à section continue renforcée vers la clef, 108. — Calcul du troisième arc à section génératrice dont la hauteur décroît des naissances à la clef, 114. — Résumé et conclusions. — Calcul des arcs à section constante, 120. — *Id.* à section variable, 121. — Avantage de la substitution des arcs à section variable, aux arcs à section constante, 121.

— Calcul des arcs métalliques dans les cas de grandes surcharges. Mémoire par M. Albaret, IV, 305 à 363. — Exposé, 305.

Première partie. Recherches théoriques. — Données de la question; hypothèses sur lesquelles elle repose, 306. — Notations, 307. — Expression du travail en chaque point sous l'action des charges extérieures, travail maximum par unité de surface, 307. — Effet spécial de la charge permanente, 309. — Effet spécial de la surcharge : 1° propriétés des cas complémentaires, 312; — 2° Calcul de la poussée produite par une charge uniformément répartie suivant

l'horizontale, mais d'une manière quelconque en longueur et en position, 313; — 3° Recherche du maximum de la pression à l'extrados d'une section quelconque, 316; — 4° Expression générale du travail produit à l'extrados d'une section quelconque placée sous la charge par une surcharge distribuée sur une longueur *ma* à partir des naissances, 324; — 5° Recherche du maximum de la pression à l'intrados d'une section quelconque, 325; — 6° Expression générale du travail produit à l'intrados d'une section quelconque, située dans la partie non chargée de l'arc, par une surcharge uniformément répartie sur une longueur *ma*, à partir du point d'appui le plus éloigné de la section considérée, 329. — Effet de la charge permanente et de la surcharge agissant simultanément, 330.

Deuxième partie. — Applications pratiques. Questions traitées, 333. — Données générales, 334. — Construction de la courbe des coefficients de poussée, 335. — Recherche des combinaisons les plus défavorables de la distribution de la surcharge pour tous les points de l'extrados, 336. — Recherche des combinaisons les plus défavorables de la distribution de la surcharge pour tous les points de l'intrados, 338. — Calcul des coefficients de la partie principale de la poussée pour les combinaisons les plus défavorables de la distribution de la surcharge, 339. — Calcul des coefficients de la résistance maxima due à la charge permanente ou à la surcharge unifor-

mément répartie sur la longueur entière du tablier, 342. — Calcul des coefficients de la résistance maxima due à la surcharge placée dans les conditions les plus défavorables, 343. — Pressions maxima dues à l'action simultanée de la charge permanente et de la surcharge placée dans les conditions les plus défavorables, 345. — Tensions maxima, 348. — Calcul des arcs à section constante, 349; — à section variable, 351. — Avantages de la substitution des arcs à section variable, aux arcs à section constante, 352. — Influence des distributions les plus défavorables de la surcharge, 354. — Application numérique à un cas particulier : 1° données générales, 357; — 2° Calcul d'un arc à section constante et symétrique, 357; — 3° Calcul d'un arc à section variable, 359; — 4° Influence des distributions les plus défavorables de la surcharge dans ce cas particulier, 362.

**ARCS** et fermes métalliques surbaissés (Mémoire par M. Darcel sur les divers problèmes relatifs aux), IV, 60 à 136. — Exposé, 60.

Chapitre I. Généralités, 63.

Chapitre II. Des arcs surbaissés à section constante, soumis à des charges ou forces verticales et dont les réactions aux naissances sont appliquées sur la fibre moyenne, 69. — Problèmes : déterminer la poussée horizontale d'un arc surbaissé de section constante ayant ses naissances sur une même ligne horizontale et soumis à l'action de forces verticales; premier cas : arc butant contre des culées, 71;

second cas : arc maintenu par un tirant, 75. — Recherche de la poussée produite par un allongement ou raccourcissement de la fibre moyenne, dû soit au calage, soit à un changement de température, 76. — Recherche de la variation de grandeur de la flèche sous une charge uniformément répartie sur la corde de l'arc, 77. — Recherche de la variation de la flèche par suite d'une dilatation, 78.

Chapitre III. Arcs surbaissés soumis à des forces verticales ayant une section constante et dans lesquels la poussée n'est pas astreinte à passer par le centre de figures des retombées, 80. — Problèmes : déterminer la valeur de la réaction aux naissances, lorsque le point d'application n'est pas sur le centre de la figure, 81. — Détermination de la valeur de la réaction aux naissances sous une charge uniformément répartie et lorsque l'inclinaison de ces naissances ne varie pas, 83. — Recherche de l'abaissement de la clef sous l'effet d'une charge uniformément répartie et lorsque les naissances sont planes, 88. — Recherche de la valeur de la réaction et de la variation de la flèche produite par un changement de longueur de la fibre moyenne, l'angle aux naissances ne variant pas, 88.

Chapitre IV. Des arcs surbaissés soumis à des forces verticales situées dans le plan de la fibre moyenne dans lesquels la réaction aux culées passe par le centre de figure et le rayon de giration croît proportionnellement à son écartement du sommet, 90. — Problèmes : trouver

la valeur de la poussée d'un arc soumis à des charges verticales et dont le rayon de giration croît à chaque point proportionnellement à la distance de ce point au sommet, la réaction des culées passant par le centre de figure, 94. — Recherche de la réaction horizontale produite par une variation de la fibre moyenne, l'arc ayant une composition analogue à celle du problème précédent, 95. — Détermination de la variation de la flèche sous une charge uniformément répartie, l'arc étant dans les mêmes conditions qu'au premier problème, 98. — Variations de la flèche sous l'influence de la température, 100.

Chapitre V. Arcs et fermes surbaissés dans lesquels la section et le rayon de giration varient d'une manière quelconque, 100. — Problème : Recherche de la poussée dans une ferme formée d'un arc et d'un longeron de section égale et constante et soumis à des charges uniformément réparties, 101. — Influence de la température sur une ferme ayant l'arc et le longeron d'une section égale et constante, 106. — Effet de surcharges uniformément réparties, sur une partie seulement, d'une ferme composée d'un longeron et d'un arc de section égale et constante, 109. — Recherche des dimensions à donner à une ferme pour obtenir un solide dans lequel aucun point ne soit soumis à un effort dépassant une limite donnée, 113. — Influence d'un changement de température, 117. — Influence de l'épaisseur à la clef, 121. — Résumé, 131. — Errata, 364.

— Mémoire du même auteur sur les arcs et fermes métalliques surbaissés, IX, 1 à 38. — Principes généraux, 2. — Théorème, 4. — Corollaires, 5. — Recherche du solide d'égale pression moléculaire dans les diverses positions particulières de la charge, 7. — Premier cas : charge uniformément répartie sur toute la longueur de la ferme, 8. — Second cas : ferme chargée uniformément sur une moitié de sa longueur, de la clef à l'une des naissances, 11. — Troisième cas : ferme soumise à un poids unique, 18. — Quatrième cas : ferme soumise à un poids uniformément réparti sur une partie seulement de sa longueur, 18. — Fermes coupées par une charnière à la clef, 23. — Application des considérations précédentes à l'exemple d'un pont à dos d'âne, 25.

ARDECHE, rivière. Crues, I, 12 (tableau). — Débits, 14.

— (Bassin de l'), superficie, I, 11.

ARIZE, rivière, VI, 40, 43, 46. — (Grotte de l'), 40, 41.

ARLES, V, 213, 215.

— à Bouc (canal d'). — Observation sur son tracé, II, 169.

ARMAN, III, 224.

ARMÉE employée aux travaux publics sous Louis XIV, VII, 10.

ARMENGAUD (ainé), VI, 251, 256; VII, 43, 44.

ARNAUD, VIII, 203.

ARNOUX, VI, 295; VII, 275.

ARROSEMENT des voies empierrées de Paris. — Durée, X, 274. — Nombre de tonneaux employés, 275. — Évaluation de la journée d'un tonneau, 276. — Emploi de la lance, 277. — Débit par se-

- conde, 278. — Surface arrosée, 278. — Dépense, 279.
- ARVANT** à Massiac (chemin de fer d'). Prix des ouvrages d'art, IV, 38. — Longueur, 46. — Nombre de ponts et de tunnels, 46.
- ASPHALTE.** Voir Bitume.
- Note par M. Léon Malo sur l'asphalte, son origine, sa préparation, ses applications, I, 69 à 100. — Considérations générales, 69. — Définition et classification des matières bitumineuses, 70. — De l'asphalte. Principaux gisements, 74. — Extraction, pulvérisation, tamisage, 77. — Cuisson, 80. — Extraction et préparation des bitumes qui interviennent dans la fabrication du mastic, 82. — Application de l'asphalte brut, 96. Application du mastic d'asphalte, 91. — Des imitations de l'asphalte, 98.
- ASSÈCHEMENT** du tunnel des Alpes, V, 9.
- AUBE**, rivière. — Cruces, III, 97 à 100. — (vallée d'). Hauteur d'eau pluviale, X, 39.
- AUBUISSON** (d'). I, 234 à 339; VI, 172; VIII, 298.
- AUDE** (rivière d'). Alluvions à son embouchure, II, 162. — Projet de dessèchement des marais de la rive gauche, 169 à 172. — Section, 171. — Débit en temps de crue, 171.
- AUGITE.** Analyse chimique, III, 290.
- AULT** (le bourg d'), V, 126, 129, 134.
- AVARIES.** Frais de réparation sur le chemin de fer franco-suisse, X, 180.
- AVRIL**, VI, 178.
- AYMARD**, III, 26.

## B

- BABINET**, I, 39.
- BABINSKI**, III, 275.
- BACS** et bateaux particuliers (établissement de) dans le voisinage des ponts ou bacs à péage (avis du conseil d'Etat), IV, 137 à 141.
- BAGUES** en fonte. Voir Voie Vignole.
- BALAIS.** Différentes espèces employées à Paris pour les chaussées d'empierrement, X, 261, 262, 263.
- BALAYAGE** :  
— des chaussées empierrées de Paris, X, 261.
- Machine de M. Tailfer, 262.  
— des voies pavées, heures, surface balayée, 264, nombre d'ouvriers employés, 265.
- BALDWIN**, VI, 189, 193.
- BALISAGE** de la rade des Dunes et de la rade de Dunkerque, V, 169.
- BALLASTON**, X, 269.
- BALLASTAGE.** Dépense, X, 187.
- BANCS** de sable. Formation, V, 125, 126, 133.
- BARABAN**, II, 342.
- BARBIER**, VIII, 152.
- BARDONNAUT**, IX, 273, 276.
- BARFLEUR**, V, 108, 110.
- BARLOW**, I, 202.



**BARRAGES :**

— sur un bras de la basse Loire. — Détails d'exécution, IX, 60.

— Barrages du Lot, IX, 157 à 164, 174, 178.

— Tracé des barrages, IX, 156. — Influence sur les berges en amont, 157; sur les berges en aval, 158; sur le fond et sur les courants en aval, 158; sur la sortie des écluses, 159. — Guideaux à l'amont et à l'aval des écluses, 161. — Profils-types et mode de construction, 162. — Observations sur les types existants, 162. — Choix d'un profil-type, 165. — Calcul de la dénivellation produite aux différentes hauteurs d'eau par un barrage fixe en rivière de forme quelconque, 169 à 173. — Expression de la force d'affouillement au pied d'un barrage, 174.

— de Bezons, VII, 39, 40. — Barrage avec pertuis et clapets, 317.

— du Croton, VI, 140.

— de l'Èbre, III, 30, 35, 36, 37.

**BARRAGES fixes surmontés de clapets automobiles**, V, 268.

**BARRAGES MOBILES :**

— Barrage de la Monnaie à Paris, X, 27.

— à poutrelles, V, 253.

— Inconvénients des barrages mobiles projetés entre Sarragosse et Quinto, III, 43, 45.

**BARRAGES à hausses mobiles (mémoire sur les)** par MM. Cha-noine et de Lagréné, II, 209 à 352. Avant-propos, 209.

**PREMIÈRE PARTIE.**

**Chapitre I. Description générale des parties fixes d'un barrage.**

— Seuils des passes navigables, 210. — Seuils des déversoirs,

211. — Largeur des passes navigables, 211. — Largeur des déversoirs, 211. — Radier des passes navigables, 211. — Résistance à la force d'arrachement, 212. — Résistance à la force de glissement, 213. — Radier des déversoirs, 214. — Résistance à la force d'arrachement, 215. — *Id.* à la force de glissement, 215. — Arrière-radier. 215.

**Chapitre II. Hausses non automobiles des passes navigables.** — Description sommaire d'une hausse proprement dite, 216. — Pièces qui servent à abattre les hausses. Origine de la barre à talons, 217. — Pièces pour relever les hausses, 218. — Axe de rotation d'une hausse, 219. — Chevalet d'une hausse, 223. — Crapaudines jumelles du chevalet, 225. — Colliers des tourillons de la tête du chevalet, 225. — Charpente de la hausse, 226. — Contre-poids de la hausse, 228. — Arc-boutant, 229. — Heurtoir de l'arc-boutant, 232. — Barre à talons, 234. — Barre et prisonniers, 235. — Guides, 236. — Galets, 237. — Crémaillère de la barre, 237. — Loge du treuil, 238. — Treuil, 238. — Talons de la barre, 239. — Course d'une barre à talons, 239. — Intervalle entre les abouts de deux barres d'une même passe, 241. — Espacement des talons sur les barres, 242. — Dispositions proposées pour l'abatage successif des hausses, tableau 245. — Dispositions du seuil et des hausses couchées sur le radier, 246. — Intervalles entre les hausses, 247. — Relèvement des hausses, 248. — Grèvement du bateau, 249. — Écrans, 250. — Clefs, 251. — Ancrage du

bateau, 252. — Accrochement du pied de la hausse et relèvement des hausses, 255. — Chaînes de traction, 256. — Dimensions des écrans, 257. — Vérification de la mise en place des arcs-boutants des hausses, 254. — Calcul des résistances et des effets produits pendant le relèvement des hausses, 259.

Chapitre III. Hausses automobiles, 261. — Leurs propriétés, *ib.* — Déversoirs sur lesquels elles peuvent être placées, 262. — Déversoirs des barrages de la Seine, *ib.* — Détails sommaires sur les organes des hausses automobiles, 263. — Détermination de la hauteur des chevalets des hausses mobiles, 264. — Effets du contre-poids fixe, 267. — Effets du contre-poids mobile, 270. — Évaluation de chute sous laquelle se relèveront les hausses par l'effet du contre-poids, 271. — Dispositions adoptées pour les contre-poids mobiles, 272. — Abatage complet des hausses des déversoirs, 272. — Résumé de cette première partie, 273.

## DEUXIÈME PARTIE

Calculs pour servir à la détermination des éléments des hausses mobiles d'un barrage.

Chapitre I. Des hausses mobiles en général, 274. — Formules, 275. — Hypothèses pour simplifier les calculs; 276. — Notations adoptées, 277. — Recherche de la somme des moments, 278. — Moments dans la position initiale, 280. — Diverses espèces de hausses, 280.

Chapitre II. Hausses des passes navigables. Inclinaison d'une

hausse dressée, 282. — Longueur d'une hausse, *ib.* — Position de l'axe de suspension, *ib.* — Vitesse de l'eau à l'amont, 283. — Chute des barrages, 284. — Largeur d'une hausse, 285. — Influence du frottement, 289. — Épaisseur de la lame d'eau déversante qui mettrait les hausses en bascule, 291.

Chapitre III. Hausses des déversoirs. — Conditions à remplir, 294. — Inclinaison d'une hausse dressée, 295. — Longueur d'une hausse, *ib.* — Position de l'axe de suspension, 295. — Vitesse de l'eau à l'amont, 296. — Chute des barrages, *ib.* — Largeur d'une hausse, *ib.* — Moment d'une hausse, *ib.* — Valeur du contre-poids, 300. — Relèvement spontané des hausses; 306. — Inclinaison d'une hausse en bascule, 312. — Chocs d'une hausse, *ib.* — Barrages à fortes chutes, *ib.*

Chapitre IV. Calculs des puissances et des résistances. — Résultante des forces qui agissent sur une hausse, 314. — Pression sur le seuil d'une hausse, 316. — Force d'arrachement, 316. — Pression sur le heurtoir, 317. — Traction de la barre à talons, *ib.* — Puissance nécessaire pour abattre la première hausse, 319. — *Id.* pour relever une hausse, *ib.* — Calcul de la composante verticale et de la puissance quand la hausse est couchée, 327. — Calcul de la composante horizontale et de la puissance quand le chevalet est vertical, 328. — Conditions spéciales dans lesquelles s'exerce la force de traction. Position de la poulie. Forme de l'écran du bateau, 330. — Observation générale, 333.

## TROISIÈME PARTIE.

- Expériences faites au barrage de Conflans, 334. — Légende des planches, 343.
- BARRE. Voir. Mascaret.
- BARSE (vallée de). Hauteur d'eau pluviale, X, 39.
- BARTLETT, V, 4.
- BAS-RHIN. — Population du département, VIII, 278.
- BASSIN de radoub flottant (Projet de) pour la rade de Bordeaux, par M. Victor Delacour, III, 221 à 258.
- I. Divers procédés usités pour assécher les bâtiments de mer; cales de halage, 222. — Bassins de radoub, 225. — Appareil Clarke, 225. — Gril américain, 228. — Grils de marée, 229. — Bassins flottants, 230. — Observations relatives aux bassins de radoub et aux bassins flottants, 231.
- II. Projet de bassin flottant pour la rade de Bordeaux. — Description du bassin projeté; dimensions principales, 233. — Bordé, membrures, *ib.* — Flotteurs, 234. — L'appareil est insubmersible, 236. — Liaisons longitudinales, 236. — Portes du bassin, 237. — Disposition de détail, 238. — Pompes d'épuisement, 239. — Préservation de la carène, 241. — Emploi de l'appareil. Les paquebots de la ligne du Brésil peuvent y être admis, 242. — Manœuvres d'entrée et de sortie, 243. — Épuisement, 245. — Stabilité, 246. — Exécution de l'appareil, 252. — Devis des poids, 253.
- BASSINS de retenue dans les gorges des montagnes, I, 15.
- BATEAUX en tôle pour immerger les pierres, IX, 56. — Bateaux avec wagons mobiles, 57. — Bateaux à clapets, 57. — Prix, 58.
- BATHIER, III, 267, 268.
- BATTAGE de pieux. Voir Pilotage. — sonnettes à vapeur; détails d'exécution; prix de revient, II, 136, 137.
- BAUMGARTEN, IX, 155.
- BEACHY. — Head, V, 107, 114.
- BEAUCAIRE (canal de) V, 265, 269. — Observation sur son tracé, II, 169.
- BEAUME (la), affluent de l'Ardèche, crues, I, 13.
- BEAUTEMPS BEAUPRÉ, II, 132.
- BECCI, VII, 90.
- BEQUEY de BEAUPRÉ, VIII, 164.
- BEECHY, V, 111, 112.
- BÉLANGER, I, 235, 236, 237, 239, 266, 290, 301, 350, IX, 188.
- BELGRAND, I, 232, 257, 321, 322, III, 178, V, 185, 188. — Notice sur le régime de la pluie dans le bassin de la Seine, X, 30 à 58.
- BELLAUD, III, 178, 179, 180.
- BELPAIRE (locomotive de M.), II, 189 à 197.
- BÉNÉFICE. Voir Plus-value.
- BENNETT, VI, 172.
- BÉRET, IX, 109.
- BERGMANN, IV, 192, 193.
- BERNARD. Note sur les procédés de dragages qui ont été employés pour l'approfondissement du deuxième bief du canal d'Arles à Bouc, VIII, 359 à 371.
- BERNARD-PALISSY, I, 36.
- BERTHAULT-Ducieux, IX, 273, 314, 318, 319, 354.
- BERTHIER, III, 289, 290.
- BERTRAM, II, 31.
- BESTIAUX transportés par chemins de fer, X, 356 à 380. — Nombre transporté à Paris, 375.
- BÉTAIL. Quantité en poids par hectare de prairie, IV, 236.

- Nombre de bœufs par hectare de terrains irrigués, V, 55.
- BÉTON** (blocs en) d'asphalte, I, 96 à 98.
- BÉTON**. Composition, III, 203.
- (Coulage de) des enceintes des formes de radoub d'Alger, III, 141, 143. — Tableau récapitulatif 170 à 172. — Dépense par mètre cube, 168. — Béton perdu, 141. — Quantité coulée par jour, 146, 153. — Dosage, 153, 161. — Nettoyage de la laitance, 151; détail de la dépense de ce travail, 161. — Composition d'un atelier, 153. — Détail de la dépense du coulage, 167. — Accidents, 154. Blocs de béton artificiels; manœuvres pour les remorquer, les lancer et les mettre en place, dépense, 155 à 160.
- Notice sur l'emploi et la fabrication du béton dans la place de Gorée par M. Poulain, V, 305 à 313. — Ressources que présente le béton à Gorée (routes, travaux de port, baraquement, etc.), 305. — Machine à béton, 311.
- Fondations avec béton immergé, VII, 345 à 353, 398.
- Employé dans les fondations tubulaires. — Composition, VIII, 235.
- BÉTONS** de Portland. Emploi dans l'eau, X, 88.
- BUDANT**, III, 290.
- BUGNIOT**, VI, 188, 189, 192, 193.
- BIBLIOGRAPHIE**. Bulletin bibliographique, I, 111, 112, 222 à 224, 354 à 358. — Cours d'hydraulique par M. Bresse, 217 à 222, II, 128, 207, 208.
- Cours de droit administratif appliqué aux travaux publics, de M. Cotelle, 3<sup>e</sup> édition, vol. 3 et 4; notice, VII, 244 à 270.
- BIDONE**, I, 37, 185.
- BIÈRE**. Transport sur le chemin de fer de l'Est, X, 380. — Droit d'octroi et de douane, 384. — Développement de la culture du houblon dans le Bas-Rhin, 386.
- BIÈVRE** (rivière). Emploi de ses eaux à Versailles, VII, 4, 5, 12. — (Déversement des eaux de Versailles dans la), 126 à 139 (Régime de la) dans les temps anciens, 116.
- BIOT**, IV, 184.
- BITUME**. Son influence sur les plantes, III, 111.
- Et asphalte. — Lieux d'extraction, X, 285. — Fabrication du bitume de la Trinité, 292. — Emploi à Paris, 295. — Prix de revient, 303. — Inconvénients à Paris, 305.
- Définition et classification des matières bitumineuses, I, 79. — Extraction et préparation des bitumes qui interviennent dans la fabrication du mastic, 82. — Voir Asphalte.
- BLANC**, V, 309, 313.
- BLANC NEZ** (cap) V, 134.
- BLANQUI**, IV, 2.
- ROCHET**. Recherches expérimentales sur le frottement de glissement, I, 205 à 212.
- BOILEAU**, I, 263 à 347.
- BOIS** :
- (Note et expériences sur la torsion des) par M. Bouniceau, I, 101 à 108.
- Créosotés (emploi à la mer des) I, 352 à 354.
- (Conservation des).
- Injections de sulfate de cuivre, II, 135. — Goudronnage, 135.
- Injections de sulfate de cuivre par le procédé Boucherie; succès au pont du Boisle (route impériale, n° 28), et de Talence à Abbeville (route impériale, n. 25). — Rapport par M. Frémaux,

- II, 198 à 206. — Pont du Boisle, 198. — Pont de Talence, 200. — Examen des procédés d'injection; comparaison du système Boucherie avec celui de MM. Legé et Fleury, 202. — Résumé, 206.
- BOISSE, VIII, 375.
- BOMMART. Paroles prononcées sur sa tombe par M. Gayant, IX, 133 à 136, par M. de la Gournerie, 136, 137.
- BONNET, VI, 191.
- Note sur l'application du système de M. Rarchaert à une locomotive existante, VI, 195 à 198.
- Note relative à la superstructure métallique du pont biais jeté sur la rivière d'Orbieu à Villedaigne pour le passage du chemin de fer de Bordeaux à Cette (département de l'Aude, arrondissement de Narbonne), II, 54 à 64.
- BORELLI, V, 51.
- BOSIO, VIII, 201.
- BOSQUILLON, V, 142.
- BOSSUT, VII, 13, VIII, 310.
- BOSTON. Forme de radoub, dépense, IV, 150.
- (Renseignements sur les eaux de) VI, 148, 149, 150, 154.
- BOUCAUMONT, I, 196.
- BOUCHER, IV, 248, 249.
- BOUCHERIE (procédé) pour la conservation des bois, II, 198, 200, 203.
- Inefficacité à l'égard des pièces exposées à l'action de l'eau de mer, I, 352.
- BOUDIN (M.) V, 215, 268.
- BOUDOUSQUIÉ, IX, 107.
- BOUE. Lavage de la boue sur les chaussées d'empierrement à Paris, X, 260.
- BOUILLAUT, X, 266.
- BOULANGÉ, IX, 289, 299.
- BOULÉ, II, 342, III, 97.
- BOULOGNE, V, 115, 118, 119, 120, 134, 139, 171.
- BOUNICEAU. Note et expériences sur la torsion des bois, I, 101 à 108.
- Rapport sur les épreuves du pont tournant de la citadelle du Havre, III, 218, 219.
- Note sur une nouvelle forme de radoub à Londres, IV, 141 à 164.
- Expériences sur les dilatations des maçonneries, V, 178 à 184.
- BOUQUIÉ, VI, 264 à 320.
- BOUR, V, 66.
- BOURBOURG (canal de) V, 173.
- BOURDON, VI, 244, VIII, 367.
- BOURET, VII, 323.
- BOURGOING (de) IV, 6.
- BOUSSINGAULT, I, 73.
- BOUSSON. Note sur les résultats pratiques des différents modes de traction et d'exploitation successivement employés sur les anciennes lignes de Rhône-et-Loire V, 314 à 382.
- BOUTMY, II, 20, 21.
- BOUVIER, I, 7, 9, 11.
- BRADFORD Seymour, VI, 138.
- BRAECK-BANK, V, 135.
- BRAKE SAND, V, 141, 167.
- BROME, I, 178, 204, III, 6.
- II, 73, 74, 77, 78, 79, 81, 88, 89, 205. — (Médaille d'or de 300 fr. décernée à M.) pour son mémoire sur les expériences faites par la compagnie concessionnaire du chemin de fer du Nord pour l'amélioration des voies, 354.
- BREADT BANCK, V, 135.
- BRÉHAT, V, 139.
- BRÉMONTIER, I, 37.
- BRESCOU, V, 224, 225.
- BRESSE, I, 148, 175, 349, 351. II, 91, — 93, 95, 106, 121. IV, 60 à 361.

- V, 294, 298, 299, 302 à 304.
- VIII, 287 à 316.
- Compte rendu de la seconde partie de son cours de mécanique appliquée, 217 à 222.
- Note sur les propriétés hydrostatiques des vannes pressées par l'eau d'un seul côté, X, 18 à 30.
- Note sur un mémoire de M. Michal relatif à une méthode d'interpolation au moyen de courbes du genre parabolique, 80 à 83.
- BRESSON, X, 307.
- BRET, IV, 182.
- BRIELLE, V, 110, 111.
- BRIGHTON, V, 128, 155.
- BRISE-GLACES (note sur les) VIII, 262 à 265.
- BROADSTAIRS, V, 169.
- BRUANT, VIII, 153.
- BRUNET, VII, 13, 14, 42.
- BRUYÈRE, IV, 191, 196, 213, VII, 14.
- BUCHOLZ, III, 289.
- BUCK, I, 127, 141.
- BUFFON, VIII, 162.
- BUSCHE, I, 147, V, 2, VI, 178.

## C

- CABLES des ponts suspendus en fil de fer, oxydation, rupture, III, 216.
- CADIAT (Ponts du système), VIII, 196.
- CAIL, II, 5; V, 87, 88, VI, 261; VII, 258; VIII, 101.
- CAISSES sans fond pour couler le béton. Emploi au port d'Alger, III, 139. — Entre-deux des caisses, 141, 143, 153. — Détails d'exécution, 143, 150. — Lançage à l'eau, 145, 149. — Détails de la dépense du lançage et de la mise en place, 165, 166. — Déshabillage, 146, 154. — Accidents; réparations, 148, 154. — Abandon de ce système pour la construction du mur de quai Est, 154. Petits murs de fond formant enceinte, 139, 144, 150, 152, 153; détail de la dépense de confection de ces murs, 163 à 165.
- CAISSONS (Fondations par), VIII, 194, 200, 205, 213, 220.
- (en tôle) à air comprimé pour fondations, VII, 356, 367. — Caisson en charpente employé au môle de Fiume, 398.
- employé aux fondations du pont de la Belle-Croix à Nantes, 47. — Id. du pont de Pirmil, IX, 53.
- CALAIS, V, 107 à 171.
- CALCUTTA, fleuve. — Mascaret, I, 41.
- CALES (de halage); à berceau roulant, III, 222. — A berceau glissant, 223.
- CALLON, II, 32; VI, 244.
- Rapport sur un appareil respiratoire de M. Galibert, VIII, 372 à 376.
- Note sur l'explosion d'un appareil condenseur établi dans la filature de laine de MM. Trapp et comp., à Mulhouse, IX, 93 à 96.
- Observations sur une explosion de chaudière à vapeur survenue dans la fabrique de sucre de

- MM. Duriez et Droulerz, à Coppenansfort (Nord), IX, 107, 108.
- CAMARGUE (île de la), II, 162.
- (La), V, 213.
- CAMBUZAT, II, 335.
- CAMME, IX, 332.
- CANAPVILLE, III, 267, 268.
- CANAUx d'irrigation par les eaux de l'Ebre. — Dimensions principales, III, 41.
- concédés en 1863, VI, 7. Canal projeté de Saint-Martory, 18.
- de dessèchement du lac de Harlem, V, 61. — Emploi aux irrigations, 64.
- d'évacuation des marais du littoral de la Méditerranée. — Doivent avoir un débouché spécial, indépendant de celui de la rivière voisine du marais, II, 166.
- Ne doivent pas être employés au colmatage, 167, 169. — Conditions principales de leur établissement, 167.
- d'écoulement. Note sur l'établissement des canaux d'irrigation et de dessèchement sous la condition du minimum de dépense, par M. Félix Lucas, VII, 225 à 243. — Objet du mémoire, 225. — Notions préliminaires, théoriques et empiriques, 226. — Détermination, par l'étude des localités, du débit, de la pente et du rapport de la section au carré du périmètre mouillé, 228. — Élaboration du projet, 231. — Application, 225.
- Notes: 1. Démonstration du principe fondamental et de ses conséquences, 238. II. Démonstration des formules fondamentales, 239. — Tables numériques, 240.
- d'alimentation du canal navigable de San Carlos. — Dimensions, III, 40. — Portion établie dans le lit de l'Ebre, 40.
- d'alimentation des villes. Dépense d'exécution, VI, 140, 147.
- de navigation. Longueur, VI, 6. — Longueur de canaux concédés, II. — Situation en 1863, 11.
- Dénivellation produite par le passage des convois, 340.
- Canal d'Arles à Bouc. — Dragage, VIII, 359 à 371.
- latéral à la Garonne (Expérience d'une vanne automobile sur le canal), VIII, 286.
- latéral à l'Ebre, en prolongement du canal d'Aragon. — Projet, III, 46.
- de Saint-Georges, V, 112.
- de Saint-Maurice. — Longueur. Destination, IX, 139.
- CANSON (De), I, 8.
- CANTAL. Neiges, X, 15 à 17.
- CANTEGRIL, III, 178, 179, 180.
- CANTONNIERS. — Réduction de leur nombre sur les routes de la Loire, IX, 348. — Longueur moyenne des stations dans ce département, 350.
- CAOUTCHOUC. — Emploi dans les joints d'une conduite d'air comprimé, V, 21.
- CAP BRETON (Port de); II, 129 à 151.
- CAPILLARITÉ. Cause de la présence du sel dans certains terrains, II, 158.
- CARLIER. Notice sur les travaux exécutés pour l'approfondissement du chenal du port de Fécamp en 1559 et 1860, III, 8 à 23.
- CARRIÈRES sur la ligne de Paris à Versailles. — Tableau, III, 135.
- CARRIÈRES du bassin de Paris. — Nature, poids et résistance des pierres, V, 200 à 208.
- CARTES géologique et hydrologique

- de la ville de Paris, III, 273 à 283.
- CARVALLO, II, 61; III, 26, IX, 189.
- CASSAGE de matériaux pour les routes. — Procédés, X, 245. — Machines à casser : Description, effet, 247. — Dépense comparée du cassage à la main et par les machines, 250.
- CASTEL, I, 263, 265, 269, 270, 276 336, 345.
- CAUCHY, IV, 185.
- CAVALIER, VI, 174, 176.
- CAYEUX, V, 108.
- CÉCILE et MARTIN, VII, 14.
- CÉRÉALES transportées par chemins de fer. — Aperçu de la production et de la consommation en France de 1854 à 1863, X, 325. — Prix de transport fixés par les cahiers des charges, 327. — Tarifs perçus, 328. — Transports par tarifs généraux sur les réseaux de l'Est, 329, du Nord, de l'Ouest, d'Orléans, 330; de Lyon, du Midi, 331. — Par tarifs spéciaux, Est, 332; Nord, 333; Ouest, Orléans, 334; Lyon 335; Midi, 336. — Quantités transportées en 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 338.
- CETTE, V, 209, 214, 237, 273 (Canaux de) 240, 243, 244, 245. — Ensalement, 220, 250.
- CÉVENNES (Chaîne des). Description, V, 52 à 58.
- CÉZANNE, VII, 354, 357.
- (Médaille d'or de 300 fr. décernée à M.) pour son mémoire sur le pont de la Theiss; fondations tubulaires, II, 354.
- Notice sur quelques ponts métalliques des chemins de fer russes, VIII, 225 à 265.
- CHABERT, IV, 181 à 184.
- CHAFFESSEY, I, 62.
- CHAIGNEAU, VI, 114.
- CHANOINE. Note sur la crue de la Seine de janvier 1861, III, 97 à 105.
- CHANOINE, 65, et DE LAGRÈNE. — Mémoires sur les barrages à hausses mobiles, II, 209 à 352.
- Mémoire sur la traction des bateaux, VI, 229 à 322.
- CHAPE, IX, 55.
- CHARIÉ-MARSAINES. Mémoire sur les chemins de fer considérés au point de vue militaire, IV, 1 à 21.
- CHARIOT en fer supportant une machine perforatrice, description, V, 29.
- CHARPENTE métallique. Voir Piles.
- CHASSES dans la forme de Paimbœuf, IX, 88 à 92.
- employées à l'entretien des ports, V, 143, 154, 160, 167, 170, 171.
- CHASSEZAC (de), affluent de l'Ardeche, crues, 1, 4, 13.
- CHATONEY, III, 295.
- CHAUBART, X, 18, 28.
- (Vanne automobile de M.), VIII, 285 à 333.
- CHAUDIÈRES à vapeur : en tôle d'acier fondu; conditions d'épaisseur, rapport par M. Couche au nom d'une commission, II, 1 à 32. — Essai de la chaudière, 2. — Essai de tôles présentées comme exactement de même nature que celles de la chaudière, 3. — Tolérance provisoire, 7. — Examen de la chaudière après un service de trois années, 8. — Essai des tôles provenant de la chaudière, 9. — Essai de la rivure de la chaudière, 12. — Essais comparatifs sur les tôles en fer, 13 à 17. — La résistance à la rupture n'est pas la seule propriété essentielle des tôles pour chaudières, 15. — Avis des ingénieurs et



des constructeurs consultés par la commission, 17. — État de la question : en Allemagne, 23; en Angleterre, 24. — Nécessité de nouvelles expériences, 25. — Tolérance proposée, 27. — Tolérance spéciale pour les locomotives, 28. — Condition relative aux rivures, 29. — Faces planes, 31. — Faces cylindriques comprises, 31. *Voir* Acier.

— en fer; explosion par suite du défaut de ductilité du métal, 14, 15.

— de locomotives (De l'application de la tôle d'acier fondu à la construction des), par M. Couche, V, 81 à 88. — Essai du chemin de fer de l'Est, 83. — Essai du chemin de fer de Paris à la Méditerranée, 86.

CHAUSSÉE (Épaisseurs de). — Résultats de sondages sur les routes impériales de la Loire, IX, 370; — sur les routes départementales, 372 (tableaux).

CHAUSSEES :

— empierrées de Paris. — Dépenses, X, 316 à 321. — Circulation en 1859, 311, 312.

— bitumées de Paris, X, 295 à 308.

— en asphalte comprimé, I, 86 à 90.

— en mastic d'asphalte, 94.

CHAUX hydrauliques. Analyse des ouvrages de M. Vicat. *Voir* Nécrologie.

CHEMINS DE FER :

### 1° Construction.

— Leur création n'a pas diminué l'importance des routes, IX, 329.

— Chemins de fer économiques d'Alsace (notice par MM. Marx, Varroy et Jundt), VIII, 265 à 284. — Frais d'établissement, 267. — Ressources appliquées à

l'exécution, 274. — Mise en exploitation, 279.

— De Châteauroux à Limoges. — Viaduc de la Gartempe, VIII, 7.

— De l'Est. — Concours de la compagnie à l'exécution des chemins de fer départementaux d'Alsace, VIII, 266, 272, 275, 276, 277. — *Id.* à leur exploitation, 280. — Réunion de ces chemins au réseau de l'Est, 280.

— Figeac à Aurillac. — Viaduc de la Cère, VIII, 8.

— Franco-suisse. — Dépense de construction, d'administration et d'exploitation. — Mémoire par M. Ruelle, X, 109 à 198. — Exposé, 109.

Chapitre I. Construction du chemin de fer. — § 1. Indications générales sur le tracé, description de la chaîne du Jura, 111. — Direction du chemin de fer, 112. — Organisation de la compagnie, 113. — Frontières de France. — Point culminant, 115. Ligne du Val-de-Travers, 115. — Accidents géologiques, 116. — Ligne du littoral, 119. — § 2. Résultats des études et frais y relatifs. — Alignements et courbes, paliers, pentes et rampes, 119. — Résumé des travaux et des dépenses, 122. — § 3. Acquisition de terrains, 123. — § 4. Terrassements, 125. — § 5. Ouvrages d'art, 126. — § 6. Pose et ballastage de la voie principale et accessoire, dépenses y relatives, 137. — § 7. Bâtiments des gares ou stations et voies de service, dépenses y relatives, 139.

Chapitre II. Administration financière de la compagnie. — § 1. Dépenses afférentes à l'administration, résumé des frais

- généraux, 152. — Administration de la compagnie, 154. — Dépenses générales, 155. — Administration centrale, 155. — Capital employé, 158. — § 2. Comparaison avec les dépenses de quelques autres lignes. — Dépense de construction des lignes françaises, 159. — de Mouchard à Lons-Saulnier, 161. — de Chagny à Montceau-les-Mines, 161. — de Nuits-sous-Ravière à Châtillon-sur-Seine, 162. — d'Ougney à Rans et Fraisans, 162. — Lignes du Bas-Rhin, 163. — Ligne de Mâcon à Paray, 165. — Réflexions générales, 166.
- Chapitre III. Résultats de l'exploitation. § 1. Recettes nettes et brutes du chemin de fer franco-suisse, 168. — en 1860, 170. — en 1861, 171. — Observations relatives à la ligne du littoral, 176. — Recettes en 1862, 177. — en 1863, 177. — en 1864, 179. — Organisation d'une nouvelle société d'exploitation, 182. — § 2. Recettes et dépenses d'exploitation de quelques lignes françaises. — Conséquences à tirer de ce qui précède, 183. — Ligne de Mouchard aux Verrières, 184. — de Chagny à Montceau-les-Mines, 185. — de Nuits-sous-Ravières à Châtillon-sur-Seine, 185. — d'Ougney à Rans et Fraisans, 186. — du Dauphiné et de Savoie, 186. — Ligne d'Arvant à Massiac, 186. — § 3. — Influence des fortes rampes sur les frais de traction. — Aperçu sur la puissance des machines, 189.
- Haguenau à Niederbronn. — Longueur, VIII, 267. — Dépense kilométrique par nature d'ouvrages, 269. — Voies et moyens, 276. — Utilité, 280.
- Montluçon à Limoges. — Pont métallique, VIII, 7.
- de Nantes à Saint-Nazaire. — Tableau des stations, IV, 279. — Description, *ib.* — Tableau des dépenses, 282 à 290. — Dépenses moyennes pour les stations des diverses classes et pour les divers passages à travers le chemin de fer, 291 à 303. — Résultats généraux, 304.
- de Poitiers à la Rochelle, de Tours au Mans et de Nantes à Saint-Nazaire (Rapport sur la construction des), par M. Morandière, IV, 253 à 304. — Tableau résumé : dépenses totales et kilométriques, 254. — Comparaison avec d'autres chemins, 255.
- de Poitiers à la Rochelle et à Rochefort; tableau des stations, IV, 256. — Description, 257. — Tableau des dépenses, 260 à 267.
- Ligne de Rodez à Montauban; ponts, VII, 214. — Ligne de Nantes à Lorient et à Brest, travaux, 273 à 396.
- de Saragosse à Escatron, projet, III, 48.
- Saverne à Strasbourg. — Dépense, VIII, 273.
- Schlestadt à Sainte-Marie-aux-Mines. — Longueur, VIII, 267, 277. — Dépense kilométrique par nature d'ouvrages, 270. — Voies et moyens, 277. — Utilité, 280.
- Strasbourg à Barr avec embranchements sur Wasselonne et Mutzig (Bas-Rhin). — Longueur, VIII, 267. — Dépense d'établissement par kilomètre et par nature de travail, 267, 268. — Voies et moyens, 275. — Utilité, 280.
- Strasbourg à Wissembourg. — Longueur, pentes, courbes, dépenses, VIII, 272.

— de Tours au Mans. — Tableau des stations, IV, 268. — Description, *ib.* — Tableau des dépenses, 271 à 278.

— Chemins de fer à une voie; conditions de leur transformation en chemins à deux voies; mémoire par M. W. Nordling, IV, 22 à 59. — Exposé. — Opinion des compagnies sur la question, 22. — Manière de poser la question, 31.

I. Comparaison du prix de revient des ouvrages à une voie et de ceux à deux voies. — Observations préliminaires, 32. — Conditions résultant du cahier des charges, 33. — Ouvrages chargés de remblais, *ib.* — Ouvrages couronnés, *ib.* — Ponts inférieurs à culées perdues, 34. — Grands ponts en maçonnerie, *ib.* — Tabliers métalliques, *ib.* — Ponts supérieurs, 36. — Tunnels, 36. — Moyennes générales, 37.

II. Comparaison du prix de revient de l'élargissement primitif et ultérieur des ouvrages d'art.

— Méthode suivie, 38. — Différents modes d'élargissement, 39. — Estimation comparative (tableau), *ib.* — Aqueducs, 41. — Passages inférieurs avec murs en aile évasés, 41. — Passages inférieurs avec murs en aile non évasés, *ib.* — Système de l'exhaussement, 42. — Ouvrages courants à poutres, *ib.* — Ponts à culées perdues et grands ponts en maçonnerie, 43. — Grands tabliers métalliques, *ib.* — Tunnels, 44. — Intérêts composés du prix de la deuxième voie, *ib.* — Ouvrages courants, 45. — Tunnels et viaducs, *ib.* — Sort des viaducs de la Teste, 46. — Ponts supérieurs, 47.

III. Terrassements de la deuxième voie. — Observations préliminaires, 47. — Axe du tracé à simple voie et à double voie, 48. — Tracé de la seconde voie, 49. — Formule théorique basée sur la topographie, *ib.* — Élargissement des tranchées sans nouveaux déblais, 50. — Provenance des remblais, 51. — Adoucissement des talus de déblai, *ib.* — Choix entre les différents modes d'élargissement des tranchées, 52. — Mode d'élargissement des remblais, 52. — Objection du ripage de la voie, 53. — Tracé des accroissements, *ib.*

IV. Terrains. — Difficulté de prévoir le mode d'élargissement et les acquisitions strictement nécessaires, 54. — Assiette plus large du chemin à une voie, *ib.* — Emplacement des maisons de garde, *ib.*

V. Conclusion, 55. — Voir Dépenses.

## 2° Exploitation.

— Mise en communication des voitures d'un train. Voir Appareils électriques.

— Neiges. — Moyens de prévenir leur amoncellement, X, 1 à 17. — Note sur l'agriculture et les chemins de fer par M. Jacquemin, 324 à 388.

— Belges. — Concours ouvert à Bruxelles sur les deux questions suivantes : 1° règlement des obligations réciproques de l'expéditeur et du transporteur; 2° influence des pentes sur les frais d'exploitation, VII, 271.

— considérés au point de vue militaire; mémoire par M. Charié-Marsaines, IV, 121. — Inventions diverses appliquées à l'art mili-

taire, 1. — Indications bibliographiques sur l'objet du présent mémoire, 5. — Considérations générales, 7. — Emploi des chemins de fer pour le transport des troupes, 13. — Faits relatifs à la guerre d'Italie de 1859, 14. — Mouvement d'ensemble sur toutes les lignes, 15. — Mouvement réduit aux lignes de sortie, 16. — Trains spéciaux, 16. — Locomotives, 17. — Véhicules, 17. — Influence des transports militaires sur le service ordinaire, 17. — Poids transporté, 18. Vitesse, 18, maxima des résultats obtenus, 18, résumé, 19. — Prix des transports relatifs à la guerre de Crimée, 20. — Dernières observations, 20.

— Résultats pratiques des différents modes de traction et d'exploitation successivement employés sur les anciennes lignes de Rhône-et-Loire ; note par M. Bousson, V, 314 à 382. — Objet de cette note, 314.

I. Traction par chevaux, 316. — 1<sup>re</sup> à petite vitesse, 317. — Travail des chevaux dans un seul sens, 318. — Retour avec charge partielle, 320. — Retour avec moitié charge, 320. — Travail uniforme dans les deux sens, 321. — Parcours et travail moyen des chevaux ; prix du kilogrammètre, 322. — Tableau du prix de revient de la tonne remorquée sur différentes rampes, 324. — Observations sur l'application des résultats précédents, 325. — 2<sup>o</sup> à grande vitesse, 326. — Travail et dépenses sur faibles rampes (vitesse 18 kilomètres), 327. — Rampes de 10 millimètres (vitesse 15 kilomètres), 329. — Rampes de 30 à 50 millimètres

(vitesse 8 kilomètres), 330. — Tableau et résumé des résultats de traction par chevaux à grande vitesse, 330.

II. 1<sup>re</sup> Machines fixes, 332. — Longueurs et rampes desservies par la machine fixe de Neulize, 332. — Dispositions de service successivement adoptées, 333. — Description de la machine de Neulize et de sa transmission, 333. — Travail de la machine dans les remotes, 335. — Rapport du travail employé à la remonte du train au travail total, 337. — Force, travail et consommation de la machine, 337. — Transports effectués pendant l'année 1846 et dépenses correspondantes, 338. — Dépenses par kilogrammètre, par tonne de train et par kilomètre de train, 340. — Dépenses et sujétions imposées par les fortes rampes, 341. — 2<sup>re</sup> Plans automoteurs, 342. — Conditions de travail et de service du plan automoteur de Bois, 342. — Dépenses du service de ce plan, 344.

III. Traction par machines locomotives : 1<sup>re</sup> période de 1833 à 1843, 346. — 2<sup>re</sup> période de 1843 à 1853. — Modifications aux voies du chemin de Saint-Étienne à Lyon, 348. — d'Andrézieux à Roanne, 348. — de Saint-Étienne à Andrézieux, 349. — Développement de la traction par machines locomotives, 349. — Lignes de Roanne, 350. — de Saint-Étienne à Lyon, 352. — de Saint-Étienne à la Loire, 353. — 3<sup>re</sup> période de 1854 à 1858, tableau des dimensions des machines mises en service de 1845 à 1858, 355. — Tableau du nombre et de la charge des trains de 1853 à 1858,

**355.** — Charges des trains de voyageurs, 359. — Limite des charges et de l'adhérence utilisée en rails humides, charges moyennes effectives, 361. — Trains de voyageurs, 361. — Trains de marchandises, 362. — Rampes et services exceptionnels, 364. — Travail des locomotives et dépense par tonne remorquée sur différentes rampes, 366. — Rapport du travail employé à la remonte des trains au travail total, prix du kilogrammètre, 368. — Influence des rampes sur la dépense de trains de voyageurs, 368. — Trains mixtes, 369. — Trains de marchandises, emploi de machines spéciales, 370.

**IV.** Dépense comparée des différents modes de traction. — Leur influence sur les frais d'entretien et d'établissement de la voie et sur les dépenses d'exploitation : 1° transports à grande vitesse, 371. — 2° transports à petite vitesse, 373. — Exploitation par chevaux, 374. — Plans inclinés, machines fixes, 375. — Exploitation par machines locomotives, 376. — Dépense d'entretien des anciennes voies, 377. — Avantages des voies avec de forts rails, 378. — Influence limitée des courbes à petits rayons et des fortes rampes, 379.

**V.** Résumé. — Dépenses d'établissement et résultats de l'exploitation à diverses époques, 380. — Conclusions, 382.

- Chemin de fer Victor-Emmanuel.
- Sections, pentes, tracé, V, 36.
- Exploitation, 38.
- Chemin de fer pour l'exploitation d'une ferme; description, dépense, V, 69 à 71.

### 3° Statistique.

— Lignes décrétées depuis 1859, VI, 21. — Développement des lignes concédées depuis l'origine, 25. — Capital garanti par l'État, 25. — Subventions, 26, 28. — Dépense d'établissement de l'ensemble des lignes décrétées ou concédées, 28. — Part de l'État dans cette dépense, 28. — Part des compagnies, 28. — Longueur exploitée à la fin de 1862, 28. — *id.* à la fin de 1863. — Détail de ces lignes, 29. — Dépense faite et restant à faire à la fin de 1863, 30. — Longueur à ajouter au réseau décrété, 35. — Ligne de Mons à Hautmont, 324.

— Chemins de fer allemands. — Longueur des voies existantes à la fin de 1858, II, 83.

— de l'Inde Anglaise. — Longueur entreprise, exécutée et en voie d'exécution, II, 125. — Ouvrages d'art, 126. — Situation financière des compagnies, circulation, recettes, accidents, 127.

— Chemins de fer russes. — Ponts métalliques, débouché et nombre de travées, tableau, VII, 142. — Ponts en charpente; débouché, nombre de travées, dimensions principales, 143, 213.

CHEMINS vicinaux transformés en voies ferrées, 266. — Voir Chemin de fer d'Alsace, prestations.

CHEVALIER, VII, 4.

CHEVALIER (Michel) VI, 301.

CHEVALLIER, V, 152, 154, 155, 159, 163.

CHEVANNE, X, 151.

CHEVAUX. Nombre de chevaux par hectare cultivé, V, 73. — Traction sur les chemins de fer, 316 à 332.

CHEVAUX circulant dans Paris en 1858, nombre X, 251.

CHIERS (la) affluent de la Meuse, VIII, 336.

CHLORURE de calcium employé pour suppléer à l'arrosement des voies empierrées de Paris, X, 280, 281. — Prix de revient comparé à celui de l'arrosement ordinaire, 282.

CHRISTCHURCH, V, 153.

CHRONIQUE, I, 109 à 112, 212 à 224, 349 à 354.

—II, 125 à 128, 207, 208.

—IV, 250 à 252.

CIMENT de Vassy. — Emploi aux travaux des formes de radoub d'Alger, III, 153. — Dépense, 153, 163, 164.

—(Ponts en ciment de Vassy) VIII, 188, 191, 193, 195, 200, 203.

CIMENTS formés de terre de Santorin, de chaux et de sable. — Dosage, VII, 399. — Prix, 400. — Emploi à la mer avec du macadam, 398, 399.

—(Béton de) coulé dans des sacs en toile claire, expériences VI, 54.

—de l'île de Ré, VI, 109 à 111.

—de Portland, VI, 108. — Emploi dans la construction des ponts, VIII, 206. — Permet de donner une forme invariable aux voûtes, IX, 46. — (Coulis de) pour remplir les vides d'un caisson de fondation, 48. — Prix, 55. — Consolidation du pied de palplanches par des plongeurs au moyen de sacs pleins de béton, 71.

— Qualités à rechercher, meilleures conditions de son emploi, note par M. Leblanc, X, 84 à 98. — Influence de la densité du ciment sur sa qualité, 84. — Analyse d'un ciment léger et d'un ciment lourd, 85. — Définition du ciment lourd, 87. — Durée de la

prise, 87. — Emploi des bétons de Portland dans l'eau, 87. — Analyse des différentes couches, 90. — Coulage à fleur d'eau et sous l'eau, 91. — Emploi du mortier de Portland dans les massifs de maçonnerie, 93. — Résistance comparée des mortiers raides, mous et très-mouillés, 94. — Porosité, stalagmites, efflorescence 94. — Mode d'emploi, —95. Dosage, 96. — Résistance des mortiers gras et maigres, 97, 98. — Influence du degré de ténuité des matières inertes mélangées au ciment, 97, 98.

CINTRES, VI, 95.

CIRCULATION (Nouveau mode de recensement de la) sur les routes.

— Voir Comptage ambulancier.

— Circulation sur les routes impériales avant et depuis l'établissement des chemins de fer, VI, 2.

— Sur les routes impériales du département de la Loire, IX, 327 (tableau). — Tonnage progressif sur ces routes, 328. — Routes départementales du même département, 344. — Route impériale n° 88, de Lyon à Toulouse, 279, 315, 359. — Influence des chemins de fer, 316, 317, 324, 327, 328.

— Sur les voies empierrées de Paris en 1859, tableau, X, 311, 312. — Accroissement de 1859 à 1863, tableau, 313. — Renseignements sur le service des omnibus, 314; des voitures de place, 315.

— sur le Pont-Neuf à Paris, VIII, 141.

— Sur les chemins de fer, VI, 7.

— Interruption par l'effet des neiges, X, 5, 7. — Voir Mouvement commercial.

— Sur les chemins de fer de l'Inde Anglaise. — Nombre des voya-

- geurs transportés en 1859, II, 127.
- CIRCULATION sur les voies navigables, VI, 6.
- CLAPARÈDE, VI, 270.
- CLAPETS automobiles, V, 268, 269.
- CLAPEYRON, I, 349, 352, IV, 5.
- CLARK, II, 24, 30, 31.
- (Edwin).—Notice sur une forme de radoub de son invention, IV, 141 à 164.
- (Appareil) pour la réparation des navires, III, 225 à 228.
- CLAUDEL, I, 286, 337, VIII, 68, 326.
- CLÉMENT DESORMES, V, 352, 354, 359.
- CLERMONT, X, 247.
- CLERVILLE (de) V, 236, 241, 242.
- CLÉRY. Rapport sur les essais faits en Belgique et sur le chemin de fer du Nord, d'une locomotive de l'invention de M. Belpaire, II, 189 à 197.
- CLIPONT (pointe du) V, 143, 150.
- CLOCHE pneumatique, VIII, 231.
- CLÔTURES des chemins de fer. — Dépense, IV, 265, 275, 287, X, 138.
- COLBART (le) V, 139.
- COLBERT, VII, 7, 11.
- COLLADON, V, 4.
- COLLET DESCOTILS, IV, 193, 194.
- COLLET MEYGRET, V, 296, 301.
- COLLIGNON (Ed.), I, 350; VIII, 246.
- Théorie des fermes à poutres droites en treillis et des fermes américaines, VII, 141 à 213.
- COLLIN, VIII, 181.
- COLMATAGE (Canaux de); conditions de leur établissement dans les terrains marécageux, II, 167, 171.—Colmatage de marais desséchés, 177, 183.
- COMBES, II, 1; VIII, 374.
- COMBUSTIBLE. Consommation par kilomètre parcouru sur les chemins de fer, II, 194. — Emploi du menu charbon lavé, plus ou moins maigre, locomotive de M. Belpaire disposée à cet effet, économie par rapport au gros charbon, 192, 195.
- Réduction de la quantité consommée par suite des perfectionnements apportés aux machines, VII, 42.
- Consommation par kilomètre pour locomotives, X, 181.
- COMMUNES. Voir Terrains communaux.
- Concours aux frais d'établissement de chemin de fer, VIII, 275 à 278, 282.
- COMDY, VI, 232, 233, 235, 247; VII, 264, 402.
- COMPAING, IV, 259.
- COMPTAGE ambulant (Mémoire sur le), nouveau mode de recensement de la circulation sur les routes, par M. Laterrade, VI, 118 à 132. — Définition et exposé, 115.—Théorie du comptage ambulant, 117.— Application, 121. — Route impériale n°30.—Tournée du samedi 14 avril 1863, 122.—Vérification du comptage ambulant, 124. — Réponses à quelques objections, 128. — Résumé et conclusions, 131.
- CONCESSIONS d'eau. De l'approvisionnement par des compagnies ou par des villes, VI, 151.
- CONCURRENCE. Voir Péage.
- Mouvement de la houille belge par les voies navigables et par le chemin de fer, VI, 324.
- de deux lignes de chemin de fer.—Effet à l'égard des recettes, X, 178. — Du mouvement commercial, 181, 183.
- CONDUITES d'eau de New-York,

- VI, 146. — de Washington, VI, 168. — Conduite forcée, 166.
- Machine de Marly, VII, 15, 16, 41, 122.
- en fonte pour la transmission de l'air comprimé, V, 21.
- CONSUMMATION** du riz (Augmentation de) due à l'abaissement de l'impôt, IV, 225.
- CONTE**. Rapport sur le percement du grand tunnel des Alpes, V, 1 à 51.
- CONTE GRANDCHAMP**, IX, 278, 288, 295, 319.
- COPELLO**, V, 51.
- CORSE** (Routes de la). Situation en 1863, VI, 4.
- COSTE**, V, 348.
- COTELLE**. Mémoire sur les résultats comparés de la jurisprudence concernant les alignements et permissions pour la grande voirie et la petite voirie, les dissidences qui existent à ce sujet entre l'administration des ponts et chaussées, le conseil d'État et la Cour de cassation et les moyens de rétablir l'unité de doctrine en cette matière, III, 49 à 96.
- Notice biographique sur les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> volumes de son Cours de droit administratif (3<sup>e</sup> édition), VII, 244 à 270.
- COTCHE** : II, 33, 35, 75, 76; IV, 122, 248, 249; VI, 199, 200, 210; IX, 85.
- Rapport au nom d'une commission chargée d'étudier les conditions spéciales d'épaisseur pour les tôles d'acier fondu employées dans la construction des chaudières à vapeur, II, 1 à 32.
- Note sur les voies du chemin de fer du Nord, III, 1 à 7.
- De l'application de la tôle d'acier fondu à la construction des chaudières des machines locomotives, V, 81 à 88.
- Rapport sur le système de locomotive articulée et à douze roues couplées, proposé par M. Rarchaert, VI, 178 à 194.
- Rapports sur l'explosion d'une machine locomotive des chemins de fer de l'Est, IX, 114 à 117, 128 à 131.
- COULAIN** (De), I, 70, 87, X, 284, 288, 290, 298, 300.
- COULOMB**; IV, 202, VII, 13.
- COUMES**, VIII, 265, 266, 268, 272, 275, 276, 282, X, 165.
- COURANTS** le long de la côte des Landes, II, 130. — Utilisation des courants pour des travaux de déblais, 138. — Rectification du courant de Cap Breton, 139. — Courant du littoral dans la Méditerranée, 160.
- de la Manche et du Pas-de-Calais; causes de leur formation, V, 106 à 115. — Régime, 115 à 121, 140.
- COURBERAISSE**, I, 98.
- COURBES**. Méthode d'interpolation au moyen des courbes du genre parabolique par M. Michal, X, 59 à 80. — Note de M. Bresse sur le mémoire de M. Michal, 80 à 83.
- des chemins de fer. — Influence sur l'exploitation, V, 349, 353, 354, 379.
- de chemins de fer à petit rayon, VIII, 273.
- du chemin de fer franco-suisse, X, 116, 118.
- COURS** d'eau non navigables. — Décret relatif au curage du Rhony (Gard), III, 308 à 322.
- COURTEAU**, VI, 249.
- COUTURIER**, 291. — Avis sur la vanne automobile de M. Chaubart à débit constant, sous des charges variables, VIII, 312 à 318.



- CRAIE. Emploi comme matière d'aggrégation dans l'entretien des chaussées siliceuses, X, 101.
- CRAMpons (Voie des chemins de fer), II, 77, 78, 79, 82, 83; III, 5, 6.
- CRAMPTON, VI, 184, 195.
- CRESPIN, I, 352.
- CROIZETTE DESNOYERS (médaille d'or de 600 fr. décernée à M.) pour son mémoire sur le chemin de fer de Saint-Germain-des-Fossés à Roanne; travaux et dépenses, II, 353.
- Mémoire sur l'établissement des travaux dans les terrains vaseux de Bretagne, VII, 273 à 396.
- CROTON. Affluent de l'Hudson, VI, 138. — Qualité des eaux; débit, VI, 139.
- CRUES. Effets divers suivant les formations géologiques, III, 109.
- de la Seine et de ses affluents en amont de Paris, III, 97 à 105.
- des cours d'eau non navigables.
- Détermination de la pente naturelle des crues de pleines rives et de la courbe des remous correspondante, I, 242. — Détermination du volume des crues de pleines rives, 248.
- de l'Ardèche et de ses affluents, I, 8, 10, 12. — Ordre des crues, 4, 8, 13. — Vitesse de propagation, 9, 10.
- de l'Arize, VI, 46. — Du Poto-mac, 163.
- de la Meuse (service des correspondance pour l'annonce des crues), VIII, 334 à 358.
- du Lot, IX, 153.
- simultanées dans tout le bassin de la Seine, X, 46. — Les pluies des mois chauds profitent peu aux cours d'eau, 47 à 49.
- CÛRE (vallée de la). Hauteur d'eau pluviale, X, 39.
- CYLINDRAGE des terrassements. Voir Rouleaux.
- des chaussées. — Application à l'entretien; économie de matériaux dans ce système, IX, 284.
- Proportions des emplois généraux aux emplois partiels dans le système d'entretien par aménagement, 290. Règles pratiques pour la sous répartition des matériaux dans ce système d'entretien, 292. — Dépense en main-d'œuvre, 295. — Augmentation d'épaisseur des chaussées, 338.
- des chaussées à la vapeur, I, 109 à 111.
- Entretien des voies de Paris, X, 265 à 272. — Dépense du cylindrage, sous-détails, 267, 268. — Cylindres compresseurs à roues, 266; à vapeur, 269, 270, 271. — Dépenses des cylindres à chevaux et à vapeur, tableau, 272.

## D

- DAGUENET, I, 352.
- DANVERS, II, 127.
- DARCEL, I, 109; IV, 332, X, 269, 277, 280.
- Compte rendu de la seconde partie du Cours de mécanique appliquée de M. Bresse, I, 217 à 222.
- Note sur une réclamation de priorité au sujet du calcul de la résistance des poutres droites, 349 à 352.
- Mémoire sur divers problèmes relatifs aux arcs et fermes métalliques surbaissés, IV, 60 à 136.

- Mémoire sur les arcs et fermes métalliques surbaissés, IX, 1 à 38.
- DARCY, I, 70, 87, 219, 220, 249, 286, 300; X, 297, 298, 309.
- DARU, IV, 259.
- DAUSSE, X, 47, 49.
- DAVID, II, 35.
- DÉAL, V, 126, 133, 141, 142, 153.
- DÉBIT (Détermination du) d'un canal, VII, 229.
- de l'Ardèche en temps de crue, I, 14. — du Doubs, 9. — de l'Erieux, 11. — *Voir* Crues.
- de l'Aude, en temps de crue, II, 171.
- de l'Èbre, III, 28.
- du Mélézet, V, 49.
- du Croton, VI, 139.
- du Rock Creek, VI, 159.
- dans la partie maritime des fleuves (Théorie générale du), par M. Lechalas, IX, 62 à 68.
- du Lot, IX, 153. — Observations sur la formule représentant la courbe de débit, 153.
- des eaux d'Arcueil, amoindrissement depuis 1857, X, 55.
- DÉBLAIS sous-marins, VI, 53.
- de rocher à la mine. — Dépense par mètre cube, VI, 46.
- Dérasement d'un rocher pour la fondation du phare des Barges, VI, 53.
- de roche sous-marine au port de Fécamp. — Dépense par mètre cube des déblais de toute nature, III, 11; des déblais à la mine, 19. — des déblais de gros blocs, 20. — des déblais de toute la couche dure, 21. — Moyenne des interruptions de travail, 22. — Organisation des ateliers, 15. — Plongeurs, 16, 17, 20. — Scaaphandres, 18.
- DÉCAPAGE de rochers par l'acide chlorhydrique, VI, 60.
- DÉCHARME, VI, 50.
- DÉCINTREMENT. — Voûte des ponts, VII, 223.
- (Tassement des voûtes après) VIII, 158, 170, 190, 203, 206.
- Emploi du sable, IX, 47, 55.
- DÉFRICHEMENT. *Voir* Terrains communaux.
- DÈGE, V, 191.
- DÉGLIN, IV, 259, 270.
- DEGOUSÉE, III, 275.
- DEGRAND. — Notice bibliographique sur le 3<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> volume de la 3<sup>e</sup> édition du Cours de droit administratif appliqué aux travaux publics, par M. Cotellet, VII, 244 à 270.
- DELACOUR, II, 18.
- (Victor). Projet de bassin flottant pour la rade de Bordeaux, III, 221 à 258.
- DELAUNAY, IX, 72.
- DELESSE, V, 187.
- Note sur les cartes géologique et hydrologique de la ville de Paris, III, 273 à 283.
- DELOCHE (René). Note sur une ferme de l'ancien lac de Harlem, V, 59 à 80.
- DELONCHANT, I, 214 à 217.
- DELPECH, V, 83.
- DEMANCE (Jacques), VIII, 134.
- DÉMOLITION de maçonneries sous l'eau, IX, 51. — Démolition d'une digue, dépense, 62.
- du pont au Change, III, 259 à 272. — (Dépense de), VIII, 214.
- DEMOLLIÈRE, II, 336.
- DENFERT-ROCHEREAU, IX, 189, 259.
- DÉPARTEMENTS. Concours aux frais d'exécution des chemins de fer, VIII, 275 à 278, 281, 282.
- DÉPENSE d'établissement des chemins de fer par kilomètre, III, 48; V, 380.
- En bloc pour l'ensemble des

- lignes, VI, 28. — Parts respectives de l'État et des compagnies, 28. — Total des dépenses faites et de celles restant à faire par l'État et par les compagnies, 30. — Dépense de travaux à exécuter par le service des ponts et chaussées. — Entreprises engagées, VI, 86. — Entreprises futures, 36.
- Dépenses d'établissement des chemins de fer départementaux d'Alsace, VIII, 267 à 274, 282. — Ressources appliquées à l'exécution de ces chemins, 274 à 279.
- Dépenses d'établissement des chemins de fer : à une voie et à deux voies (Comparaison des), IV, 32. — Comparaison du prix de revient de l'élargissement primitif et ultérieur des ouvrages d'art, 38. — Terrassements de la deuxième voie, 47. — Terrains, 54. Ligne de Bourges à Montluçon, 32. — Tableau comparatif pour divers chemins, par kilomètre et par nature de dépense, 255. — Tableau général par nature de dépense en bloc et par kilomètre pour la ligne de Poitiers à la Rochelle et à Rochefort, 261. — de Tours au Mans, 271. — de Nantes à Saint-Nazaire, 282, 290. — Détail relatif pour les mêmes lignes aux acquisitions de terrains, 262, 272, 283; aux terrassements et ouvrages d'art, 263, 273, 284; à l'établissement des voies, 264, 274, 285; 286; aux stations, 265, 266, 275, 276, 287, 288; aux passages à niveau et aux clôtures, 265, 275, 287. — Détail des dépenses moyennes faites pour les diverses stations sur les mêmes lignes, 294 à 303. — Résultats généraux, 304. — Comparaison des dépenses effectuées avec les estimations primitives, 260, 278.
- Dépenses d'établissement des chemins de fer de l'Inde anglaise, II, 125. — Situation financière des compagnies, concours de l'État, 126, 127.
- Dépenses de construction du chemin de fer Franco-Suisse. Terrains, X, 123. — Terrassements, 125. Ouvrages d'art, 126. — Voie et ballastage, 137. — Gares et stations, 139. — Administration, 152. — Comparaison avec la dépense des lignes : de Mouchard à Pontarlier, 159. — de Mouchard à Lons-le-Saulnier; de Chagny à Montceau-les-Mines, 161. — de Nuits-sous-Ravières à Châtillon-sur-Seine, 162. — d'Ougney à Rans et à Fraisans, 162. — du Bas-Rhin, 163. — de Mâcon à Paray, 165. — Dépense minimum par kilomètre en pays de montagne, 159, 188; sous-détail, 188.
- Dépenses d'exploitation des chemins de fer, VIII, 281; par kilomètre, V, 380.
- Dépenses d'exploitation des chemins de fer. — Traité entre les compagnies de Lyon et Franco-suisse, X, 168. — Détail des dépenses, 173, 175. — Rapport des recettes aux dépenses, 174. — Déficit total, 180. — Fusion des trois compagnies de la Suisse occidentale pour l'exploitation de leur chemin de fer; nouveau bail d'exploitation par entreprise; redevance par kilomètre aux entrepreneurs, 282. — Dépense sur diverses lignes françaises, 183 à 189. — Sous détail, 188, 196. — Excédant des dépenses sur les recettes, 185, 186. — Influence des pentes, 195.
- Dépenses des transports sur les chemins de fer :

- à traction des chevaux. Petite vitesse, V, 317. Grande vitesse, 328.
- à traction de locomotives, V, 350, 367, 368. — Influence des rampes, 368.
- Comparaison des différents modes de traction ; leur influence sur les frais d'entretien et d'établissement de la voie et sur les dépenses d'exploitation, V, 371 à 380.
- Dépenses de transport sur la route du mont Cenis, voyageurs et marchandises V, 38, 39.
- d'entretien des chemins de fer, V, 377.
- d'amélioration de rivières par kilomètre, III, 42.
- d'établissement de canaux, III, 25. — Par kilomètre, 42, 45.
- de construction des canaux, d'alimentation des villes, VI, 140, 147, 169, 171.
- d'établissement des ponts de Paris ramenées à l'unité superficielle (Comparaison des), VIII, 222 à 224.
- de construction de route par mètre courant, VI, 38.
- d'entretien des chaussées pavées, IX, 333 à 336. — Comparaison avec la dépense des chaussées empierrées, 342.
- d'entretien des routes empierrées. — Comparaison du système des emplois partiels, avec celui des rechargements généraux, IX, 320, 326. — Crédits alloués de 1845 à 1861 au réseau des routes impériales du département de la Loire, 330, 336. — Comparaison des dépenses et des épaisseurs de chaussée sur ces routes, 337. — Prix du mètre cube employé, 338. — Marche irrégulière des crédits. Son influence sur les routes impériales de la Loire, 338. — Fixation du crédit normal d'entretien des routes impériales du département de la Loire, 341. — Crédits alloués aux routes départementales de 1845 à 1861, 346. — Comparaison des courbes des crédits des routes départementales et impériales de la Loire, 347. — Sous-répartition des crédits normaux d'entretien, 352.
- d'entretien des voies empierrées de Paris, tableaux X, 316 à 321.
- de construction des chaussées en asphalte, X, 303, 305.
- DEPOGE, II, 132.
- DÉRIVATIONS de l'Èbre, III, 34.
- éclusées du Lot, IX, 159.
- DESBRIÈRE. — Note sur un système de bagues en fonte applicable à la voie Vignole, VI, 212 à 227.
- DESCHAMPS, IV, 187, 188.
- DESCOMBES. — Notice sur le port de Capbreton, II, 129.
- DESFONTAINES, VII, 3.
- DESPLACES, V, 296, 301.
- DESSALEMENT des marais par le drainage, V, 274.
- DESSÈCHEMENTS. — Plus-value, III, 116.
- des marais du littoral de la Méditerranée (Études sur le), par M. Duponchel, II, 152 à 188. — Des conditions générales du dessèchement dans le Midi et de l'action du sel sur la végétation, 152. — Description topographique des marais. Causes premières ou persistantes de leur formation, 160. — Amélioration progressive des terrains marécageux astreints à recevoir les eaux des affluents supérieurs, 164. — Transformation en polders épuisés par machines élévatoires des marais isolés qui ne sont pas as-

- sujettis à recevoir les eaux d'écoulement d'un bassin supérieur, 173. — Note du secrétariat, 187.
- du lac de Harlem : durée des travaux, V, 80. — Dépense, produit de la vente des terrains conquis, 78. — Dessèchement du sol d'un terrain cultivé, 62. — Régime des eaux d'un polder, 64. — Dessèchement de marais; procédés, 273. — intervention de l'État, 278.
- des marais d'Arles et des Baux, VIII, 359.
- DÉTAIL estimatif. — Charpentes métalliques des viaducs de Busseau et de la Cère, VIII, 104.
- DÉTRITUS des chaussées. — Relation avec l'usure, IX, 311. — Calcul des proportions moyennes de détritux et de pierres contenues dans une chaussée, 364.
- DÉVERSOIR d'une usine. — Conditions d'établissement, 254 à 303.
- des barrages à hausses mobiles, II, 211, 214. — Déversoirs des barrages de la Seine, 262.
- DEVILLE, VII, 7.
- DIDION, IV, 253.
- DIÉBOLDT, VIII, 201, 203.
- DIEPPE, V, 114, 171.
- DIETZ, VI, 250, 256.
- DIGUES pour l'amélioration des rivières submersibles, longitudinales et transversales, III, 31, 37.
- Note par M. Lechallas sur l'endiguement de la basse Loire, IX, 56. — Matériel de transport, *ib.* — Comptabilité, 58. Jaugeage des bateaux, 59. — Détail d'exécution, 60. — Démolition d'une digue, 62. — Calcul des débits, 62. — Observation des hauteurs, 68.
- DILATATION des maçonneries, V, 178 à 184.
- des Ponts métalliques, VIII, 43 à 58.
- DISTRIBUTION des eaux de New-York, VI, 146.
- d'eau à Versailles et à Marly. Développements du système des concessions, VII, 24. — État des consommations d'eau en 1852, 26; en 1860, 19; en 1863, 32. — Tendance des villes en matière d'approvisionnement d'eau, 34. — Prévisions pour un avenir prochain, 38.
- DËENS, V, 190.
- DOMBES, améliorations exécutées ou projetées, VI, 16.
- DORÉ, III, 97.
- DOUGLAS, VI, 139, 140.
- DOUGNAC, VI, 48.
- DOUVRES, VI, 115, 117, 126, 132, 153, 170, 171. — Travaux exécutés, 159 à 164.
- DOUX, affluent de l'Ardèche. — Crues, I, 8. — Débit, 9.
- DOYAT, VI, 39; IX, 299, 346.
- DRAGAGE de maçonneries en rivière, III, 258, 264. — Dragages dans l'Èbre, III, 37.
- DRAGAGES de ports, V, 154, 162, 164, 167, 177, 251.
- Démolition d'une digue, dépense, IX, 62.
- Note sur les procédés de dragage qui ont été employés pour l'approfondissement du deuxième bief du canal d'Arles à Bouc, par M. Bernard, VIII, 359 à 371.
- DRAINAGE (Nouvelle bouche de) en terre cuite, IV, 251, 252.
- proposé comme moyen de dessaler certains marais, II, 158, 173, 182. — Dépense d'un drainage de 1 m. 20 de profondeur moyenne, 176.
- d'un terrain conquis sur le lac de Harlem, V, 62. — Dessale-

ment des terres par le drainage, 261, 275.

— résultant du système des rigoles servant à l'alimentation des eaux, VII, 114, 133.

**DRAINAGES** exécutés dans le département du Jura (Note par M. Lamaisse sur les), I, 49 à 68.

— Principes suivis, 49. — Résultats obtenus, 52. — Dépenses, 55. — Monographies des propriétés drainées, par nature de culture et de terrains : prés et champs, 56. — Marais, 61. — Vignes, 65. — Bois, 66.

— Superficie drainée, VI, 19. — Dépense par hectare, 19. — Plus-value, 19. — Situation en 1863, 20. — Avances par l'Etat, 20.

**DROELING**, I, 97.

**DROIT administratif.** Mémoire par M. Cotelle sur les résultats comparés de la jurisprudence concernant les alignements et permissions pour la grande voirie et la petite voirie, les dissidences qui existent à ce sujet entre l'administration des ponts et chaussées, le conseil d'Etat et la Cour de cassation, et les moyens de rétablir l'unité de doctrine en cette matière. Exposé, III, 49.

§ 1. Divergences entre la jurisprudence du Conseil d'Etat et la Cour de cassation et aussi entre le conseil d'Etat et la direction des ponts et chaussées, 50. — Alignement en retrait de la voie publique, 51. — Alignement sur la partie retranscrite d'un terrain clos, 53. — Travaux intérieurs dans la partie retranscrite d'un bâtiment, 55. — De la démolition des travaux non autorisés, confortatifs ou non, 56. — Modification par le conseil

d'Etat des projets de plan d'alignements, 58.

§ 2. Principes contraires du conseil d'Etat et de l'administration sur les sens des règlements, 58.

§ 3. Oubli consacré par les arrêts du conseil d'Etat de l'édit de 1607 et fausse application de l'arrêt du conseil du 27 février 1765. — Nécessité d'un décret interprétatif ou d'une loi explicative, 63. — Origine de la législation de voirie. Unité ancienne des principes pour la grande et la petite voirie, 65. — Oubli des traditions en matière de grande voirie, 81. — Sens et portée véritable de l'arrêt de 1765, 82.

**DROIT ADMINISTRATIF.** Voir Péage.

— Procès intenté à la compagnie du chemin de fer d'Orléans par le sieur Longuet et la compagnie générale d'assurances maritimes; notice par M. Morandière, V, 89 à 95. — Question de savoir si la compagnie est responsable de la perte d'un bateau qui s'est brisé contre un pieu de fondation d'un pont en construction sur une rivière navigable. — Exposé, 90. — Jugement du tribunal de commerce déclarant la compétence de l'autorité judiciaire dans la contestation, 90. — Arrêt de la cour de Paris, infirmant ce jugement, 91. — Arrêt de la Cour de cassation qui maintient l'arrêt de la Cour de Paris, 92. — Arrêté du conseil de préfecture sur le fond, 93. — Décision du conseil d'Etat, 94.

— Cours de droit administratif appliqué aux travaux publics de M. Cotelle; notice bibliographique sur le 3<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> volume de la 3<sup>e</sup> édition par M. Degrand, VII, 244 à 270.

- DROUETS. Mémoire sur la stabilité des voûtes, IX, 179 à 266.
- DRU, III, 275.
- DUBIGEON, IX, 57.
- DUBOCQ, IX, 94.
- DUBOIS-FONTANELLE, IV, 183.
- DUBREIL, VII, 275, 329 à 331, 336, 345.
- DUBUAT, I, 265 à 345.
- DUBUISSON, VI, 244, 247.
- DUCROS, VII, 290.
- DUFRAAYER, VII, 17 à 83.
- DUFREFOY, III, 125, 290, 291.
- DUMAS, I, 71; IX, 315.
- DUMON, VI, 320.
- DUMOUSTIER, VIII, 159.
- DUNES (Rade des), V, 117, 119, 120, 125, 133, 142, 168, 169.
- Formation, fixation, ensemencement, V, 226 à 233.
- Formation le long du littoral des Landes, II, 130.
- DUNGENESS, V, 115 à 156.
- DUNKERQUE, V, 107 à 176. — (Traux de); effet sur la plage, 143.
- Renseignements historiques, 172.
- DUPETIT-THOUARS, V, 107.
- DUPIN, III, 90.
- DUPONCHEL, V, 260, 261, 276, 277.
- Études sur le dessèchement des marais de la Méditerranée, II, 152, 188.
- DUPUIT, I, 19 à 352; VI, 39; X, 322.
- DU RÈGNE (le baron). — Note sur les procédés de construction du môle ou jetée monolithe du port de Fiume, VII, 397 à 401.
- DURENQUE (Affluent de l'Agout). — Analyse des eaux, V, 58.
- DURSCHMIDT, X, 151.
- DUVAL, VIII, 214.
- DUVIVIER, IV, 7.
- DYCK, V, 135, 140.
- DYMCHURCH (Plage de), V, 181.

## E

- EAST-BOURNE, V, 156.
- EAU. Voir Mascaret, Vitesse. — Évaporation, infiltration, assèchement, analyse. — Pluie.
- de mer. Salure au fond et à la surface, I, 38.
- putréfaction rapide des eaux salées, mélangées avec les eaux douces, V, 268.
- EAUX souterraines de Paris, III, 280 à 283.
- consommation d'eau moyenne par jour et par habitant, VI, 148, 150, 159.
- Capital dépensé par mètre cube d'eau fourni, 170, 171. — Composition chimique de diverses eaux, 139. — Qualité des eaux du Potomac, 158.
- pluviale (hauteur d') tombée pendant des orages extraordinaires, I, 3, 4, 8, 10. — Plus abondante dans les montagnes que dans les plaines, 3.
- Influence de la pluie à Paris, X, 49. — Eaux d'Arcueil; amoindrissement de leur débit depuis 1857, 55.
- Rapport de la quantité tombée au volume recueilli, VII, 95, 96, 99. — Tendances à éviter dans cette appréciation, 92 à 94. — Hauteur d'eau tombée dans la région de Paris, 94, 99. — Id. à diverses époques, 102. — Hauteur tombée pendant les orages, 100, 101.
- Hauteur d'eau tombée pendant

vingt-quatre heures en différents lieux, II, 177.

— de New-York et de Washington. Note sur les aqueducs du Croton et du Potomac destinés à l'alimentation de ces deux villes, par M. Huet, VI, 133 à 177.

1<sup>o</sup> Aqueduc du Croton. — Exposé, 135. — Projets divers successivement étudiés, 135. — Dérivation du Broux-River, 135. — Dérivation du Ryes-ponds, 136. — Puits artésiens, 137. — Élévation des eaux de l'Hudson, 138. — Dérivation du Croton; études, 138. — Barrage du Croton, 140. — Profil en travers de l'aqueduc, 141. — Profil en long, 141. — Construction de l'aqueduc, 142. — Traversée du Hill-river, 142. — Pont du Harlem-river, 143. — Traversée de la vallée de Manhattan, 144. — Regards et déversoirs, 145. — Bassin d'arrivée, 145. — Réservoir de distribution, 145. — Distribution, 146. — Dépense, 146.

2<sup>o</sup> Aqueduc du Potomac. — Résumé du rapport du capitaine Meigs, du 12 février 1853, sur divers projets ayant pour but d'alimenter d'eau la ville de Washington. — Observations générales sur les consommations d'eau dans les principales villes des États-Unis, 147. — Consommation privée, 148. — Fontaines monumentales, 150. — Des compagnies concessionnaires, 151. — Des réservoirs, 152. — Des machines à vapeur, 152. — Réserve de différentes villes, 154. — Du filtrage, 156. — Composition chimique des eaux, 158. — Projet de l'aqueduc de Rock-Creek, 158. — Projet des petites chutes, 163. — Projet de l'aqueduc du Potomac,

165. — Résumé, 169. — Estimation de l'aqueduc du Potomac, 172. — Album photographique de l'aqueduc du Potomac, 174.

— Eaux de Marly et de Versailles; études par M. Vallés, VII, 1 à 140. — Observations préliminaires, 1. — Objet du service; diverses natures d'eaux, 2.

I. Exposé historique. — Service des eaux sous Louis XIII, 4. — Pompes de l'étang de Clagny, 5. — Projet de dérivation de la Loire, 5. — Id. de la Juine, 6. — Rigoles et étangs des plateaux compris entre Saint-Cyr et Rambouillet, 6. — Sources de Roquencourt, 6. — Machine de Marly, 7. — Dérivation des eaux de l'Eure, 10. — Rigoles et étangs de Saclay, 11. — Communication entre les étangs de Trappes et de Saclay, 12. — État du service à l'époque de la Révolution de 1789, 12. — Commission de 1801, 13. — Pompes de M. Brunet, 13. — Projet de MM. Perrier, frères, 14. — Machine à vapeur de MM. Cécile et Martin, 14. — État de l'établissement de Marly en 1852, 13. — Proposition de la commission de 1852, 16. — Modifications introduites dans le projet de la commission sur le rapport de M. Regnault, 17. — Pose de trois roues hydrauliques à palettes, 21. — Canalisation de Saint-Cloud, 21. — Établissement d'une quatrième roue et agrandissement du réservoir des Deux-Portes, 21.

II. Des consommations d'eau. — Destination des eaux sous Louis XIV et ses successeurs, 22. — Développement du système des concessions à partir de 1817, 24. — État des consommations d'eau en 1852, 26. — Commission



de 1860 chargée d'étudier la question de la suppression des étangs, 28. — Etat des consommations d'eau en 1860, 29. — Etat des consommations d'eau en 1863, 32. — Conséquences des faits qui précèdent, 33. — Tendances des villes en matière d'approvisionnement d'eau, 34. — Mêmes tendances dans les campagnes, 36. — Prévision pour un prochain avenir, 38.

III. Établissement hydraulique de Marly. — 1<sup>re</sup> Description des localités et des machines. — Retenue de Marly et dispositions générales de l'établissement, 39. — Conduites ascensionnelles, 41. — Machines à vapeur, 42. — Chambre des roues, 44. — Roues hydrauliques, 45. — Vannage, 46. — Pompes, 47. — Réservoirs d'air, 49. — Prises d'eau des pompes, 50. — 2<sup>e</sup> Évaluation numérique du rendement des roues hydrauliques. — Premières appréciations sur l'effet utile des roues de Marly, 51. — Expériences de M. Dufrayer, 55. — Variations des niveaux de la Seine à Marly, 57. — Influence de l'exhaussement des eaux d'aval sur le travail de la machine, 63. — Variations des charges d'eau sur le seuil des vannes motrices, 65. — Calcul des dépenses d'eau et des forces motrices correspondantes aux divers états de la rivière, 65. — Vérifications déduites des expériences de M. Dufrayer, 67. — Limite des efforts auxquels la prudence commande de soumettre la machine, 67. — Variations dans le fonctionnement de la machine à mesure que les niveaux s'élèvent, et appréciation numérique de la ré-

duction qu'éprouvent ses effets, 68. — Appréciation numérique de la résistance que le déplacement du liquide d'aval oppose au mouvement des palettes et des roues, 70. — Détermination numérique des effets utiles rendus par la machine suivant l'état des eaux, sous la condition que les efforts auxquels elle sera soumise ne dépassent jamais sensiblement les limites de 900 kilogrammètres, 72. — Statistique des chômages annuels et du nombre des jours pendant lesquels les niveaux d'aval sont compris entre l'étiage et 1 mètre, entre 1 mètre et 2 mètres, entre 2 mètres et 3 mètres, entre 3 mètres et 4 mètre, 75. — Détermination du travail annuel de la machine, 76. — Diminution résultant des temps d'arrêt occasionnés par les réparations des machines, 77. — Travail définitif des trois roues par jour et par an moyen, 78. — Détermination des limites extrêmes entre lesquelles peut se trouver compris le rendement annuel moyen, 78. — Grande utilité de l'augmentation des réservoirs des Deux-Portes, 79. — Résumé des constatations précédentes, 84.

IV. Du système des étangs et de leurs ressources alimentaires. — Description générale des étangs et de leurs rigoles, 85. — Recherche des conditions sous lesquelles est placé le régime des étangs, 88. — Capacité des étangs, 89. — Étendue des surfaces versantes, 91. — Tendances exagérées des ingénieurs en matière d'approvisionnement d'eau par les pluies, 92. — Évaluation de l'alimentation annuelle moyenne des étangs, 94. — Observations rela-

tives au cas où l'alimentation descend à son minimum, 96. — Calcul de l'alimentation annuelle pour des quantités de pluie croissant depuis 0<sup>m</sup>.382 jusqu'à 0<sup>m</sup>.607, 97. — Explication des effets produits par les orages de grande intensité, 100. — Pour la même étendue de surfaces versantes la puissance d'alimentation annuelle n'est pas constante pour tous les étangs; évaluation des différences, 102.

V. Conséquences des études précédentes, et examen spécial de la question relative à la suppression totale ou partielle des étangs. — Prépondérance des besoins de la consommation sur la puissance des ressources alimentaires, 105. — Insalubrité des étangs, 106. — Endiguement de l'étang de Saint-Quentin, 111. — Plantations le long des digues, 112. — Influence des étangs sur les intérêts agricoles, 112. — Du système des eaux blanches au point de vue des inondations, 115. — Utilité du système des eaux blanches dans le passé, dans le présent et dans l'avenir, 118. — Les conclusions précédentes ne seront légitimement applicables à la question de la suppression des étangs que lorsque de nouvelles conduites ascensionnelles auront été posées, 122. — Mesure des services rendus par la quatrième roue dans l'état limité où se trouvent aujourd'hui les sections des conduites ascensionnelles, 123. — Situation du service après la pose de la quatrième roue et dans l'état actuel des conduites d'ascension, 125. — Traité avec la ville de Paris, 126. — Possibilité de réduire l'étendue des

surfaces occupées par les eaux, 129. — Situation du service des eaux à l'époque où les six roues de Marly fonctionneront, 130. — Des réductions que pourront subir, à cette époque, les capacités des étangs, 132.

VI. Résumé général, 137.

ÉBOULEMENT pendant la construction du tunnel des Alpes, V, 9.

ÈBRE (rivière). — Travaux de canalisation, III, 24 à 48.

ÉCHAFAUDAGE pour la pose des voussoirs, IX, 54.

ÉCLISSES pour rails, II, 75, 77.

ÉCLUSES :

— sur l'Èbre. — Dispositions principales, III, 33 à 37.

— du canal d'Amposta à San Carlos. Dimensions, III, 38.

— du canal Saint-Maurice. — Dimensions, IX, 139. — Chute, 148. Voir Portes.

ÉCOSSE. — Chemins de fer économiques, VIII, 271.

ÉCRANS pour la défense des chemins de fer contre la neige, X, 5, 9.

ÉGAULT, X, 51.

ÉLECTRICITÉ. Voir Appareils.

ÉLIE DE BEAUMONT, III, 125, 130; V, 6, 42; X, 38.

ÉLLET, VI, 193.

ELSNER, III, 289.

EMMERY, IX, 61.

EMPLOIS de matériaux, X, 258. — Voir Cylindrage, Rechargements. — Emploi de la matière d'aggrégation pour les routes siliceuses, 99 à 107, 259.

ÉMY, I, 38.

ENDIGUEMENTS à exécuter pour améliorer le régime des étangs, V, 259.

ENDUITS en asphalte, I 95.

ENGERTH, VI, 181 à 210.

ENGRAIS :

- Quantité fournie par les prairies, IV, 237. — Rapport du poids des engrais à celui du blé produit, 237.
- et amendements transportés par chemin de fer. — Prix stipulés aux cahiers des charges, X, 340. — Prix perçus, 340. — Tarifs spéciaux sur les réseaux de l'Est, 341; du Nord, 344; de l'Ouest, d'Orléans, 345; de Paris à Lyon et à la Méditerranée, 346; quantités transportées sur ces différents réseaux, 347.
- produits par l'irrigation. — Valeur par hectare, V, 55. — Guano comparé au fumier ordinaire, 67. — Prix d'achat, 68.
- ENROCHEMENTS. — Dépense par mètre cube, IX, 58. — Comptabilité, IX, 58.
- ENTRETIEN. — Méthode des aménagements employés à Paris dans l'entretien des voies empierrées, X, 256.
- des routes empierrées. — Économie de matériaux dans le système d'entretien par aménagement, IX, 284. Voir *Cylindrage*, Dépense, Main-d'œuvre, Matériaux.
- ENTURES de pieux, IX, 41.
- ÉPIDÉMIES provenant des miasmes des marais, V, 215.
- ÉPIS employés comme moyen d'amélioration des ports, V, 154 à 159, 163, 164, 170, 177.
- ÉPREUVE d'un pont métallique, V, 290 à 295.
- du pont suspendu de Mirabel, III, 213; — du pont tournant de la citadelle du Havre, III, 218, 219.
- ÉPUISEMENTS. Voir *Fondations*.
- ÉPUISEMENT d'un bassin de radoub, III, 245.
- au moyen d'une turbine, IX, 27 à 88. — Épuisement d'une forme de carénage, IX, 90.
- ÉRARD, VII, 116.
- ERDMANN, III, 289.
- ÉRIEUX, affluent de l'Ardèche. — Cruces, I, 10. — Débit, 13.
- ESCALIERS en fonte, VI, 105.
- ESPAGNE. — Canalisation de l'Èbre, III, 24 à 48.
- ESTACADE (Description d'une), II, 134 et suiv.
- ESTIGNARD, V, 137.
- ÉTANCHEMENT des canaux, III, 47, 48.
- ÉTANGS (Canal des), V, 251, 253. Voir *Marais de Capestang*. Projet de dessèchement, II, 170. — de Vendres, 170.
- Règlements des usines alimentées par des étangs, I, 317 à 322.
- Influence des étangs sur la santé publique, V, 213. — Étendue dans le département de l'Hérault, sur le littoral de la mer, 220; état et situation, 257. — Travaux d'amélioration, 258. — Étangs de Frontignan, V, 242, 248, 258; — d'Ingril, 258; — de Manguio, 240, 217, 240, 246, 248, 256, 258, 265, 267, 271; — de Palavas, 236, 242; — de Repanset, 217, 271; — de Thau, 210, 211, 214, 216, 236, 240, 242, 243, 245, 248, 257, 262; — de Vic, 240, 241.
- servant à l'alimentation des eaux de Versailles et de Saint-Cloud, VII, 2 — (Du système des) et de leurs ressources alimentaires, 85 à 104. — (Quantité d'eau fournie par les), 33. — Question relative à leur suppression totale ou partielle, 28, 105 à 136. — Insalubrité, 106 à 111. — Influence sur les intérêts agricoles, 112 à 118. — Utilité pour l'alimentation de la Bièvre, 126 à 129. — Réductions possibles, 129 à 136.

- **Étang de Clagny**, 5. — **du bois d'Arcy**, 6, 9, 87, 92; — **des plateaux compris entre Saint-Cyr et Rambouillet**, 6; — **de Ville-d'Avray**, 30; — **de la Tour**, 85, 86, 89, 92, 132, 136; — **du Perray**, 85, 86, 89, 92, 132, 136; — **de Saint-Hubert et Hollande**, 85 à 138; — **du Mesnil-Saint-Denis**, 85, 86, 89, 136; — **de Trappes ou Saint-Quentin**, 6 à 139; — **du Trou-Salé**, 86, 87, 89, 136; — **du Vieux-Saclay**, 11 à 139; — **de Saclay-Neuf**, 89, 92, 132, 136. — **Communication entre les étangs de Trappes et de Saclay**, 12. *Voir* **Eaux de Marly et de Versailles. Inondations.**
- ÉTAT** (Intervention de l') dans les travaux de dessèchement, V, 278.
- ÉTIAGE** de la Seine dans les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, X, 51 à 53. — **Nombre de jours d'étiage par an**, 54.
- ÉTUDES** de chemins de fer (Frais d') par kilomètre, X, 122.
- EURE** (Dérivation des eaux de l') pour l'alimentation de Versailles (études de 1684 à 1689), VII, 10, 87.
- ÉVAPORATION**, V, 266.
- dans les plaines, d'après leur surface, IV, 219. — dans les rizières, 220.
- d'eau pluviale, VII, 80, 95, 97, 99, 132, 135.
- ÉVRARD**. — Notice sur la rectification des côtes de **Baudet** par la grotte souterraine de l'**Arize** à la sortie du **Mas-d'Azil** (Ariège), VI, 37 à 48.
- EXMOUTH**, V, 110.
- EXPÉRIENCES**. — **Mécomptes** dans les résultats d'expériences relatives à la résistance du sol, VII, 279.
- EXPLOITATION**. *Voir* **Mouvement commercial.**
- des chemins de fer (Sociétés locales pour l'), VIII, 280, 281.
- des chemins de fer par des compagnies concessionnaires de lignes voisines, X, 168; par des entrepreneurs, 182.
- EXPOSITION** universelle de 1862. — **Rectifications**, IV, 250.
- EXTRACTION** de déblais. — **Prix**, VIII, 362, 368 à 371.

## F

- FAIRBAIRN**, II, 29, 30.
- FAITES** des Cévennes (Hauteur des principaux), V, 53.
- de la chaîne du Jura; hauteur, X, 111, 118. — **Passage du chemin de fer**, 115.
- FAIVRE**, IX, 41.
- FALAISES**, V, 129, 132, 133, 134.
- FARCOT**, II, 22; III, 240.
- FARGUE**, VIII, 293 à 296, 299 à 306, 312. — **Mémoire sur la détermination théorique de la courbe d'appui de la vanne automobile de M. Chaubart**, 318 à 333.
- FASCINAGES**, II, 135, 138, 140, 142.
- FAYE**, III, 178.
- (De la), IV, 192.
- FÉBURIER**, VI, 278, 283, 289.
- FÉCAMP**, V, 171.
- FELDSFATH**. **Analyse chimique**, III, 289, 290.

FÉLINE Romany. III, 272.

— Notice historique sur les ponts de Paris, VIII, 129 à 224.

FER (Tôles de) pour chaudières à la vapeur. — La ductilité est une propriété essentielle, II, 13, 15. Essais sur la résistance de diverses tôles, 14 (tableau), 16 (tableau).

FILTRAGE. Eaux des villes, VI, 156, 168.

FIRECKI, III, 275.

FIUME (Port de), VII, 397 à 401.

FLACHAT (E.), VIII, 69.

FLOTTEURS (Bassin de radoub avec), III, 234.

FOIN des prairies du Saut. — Analyse, V, 57.

FOLKESTONE (Port de), V, 156, 164, 170, 171. (Falaises de), 132, 153.

FONDACTIONS :

— sur pilotis, IX, 47, 51.

— sur grillage, IX, 53.

— par caissons, IX, 47. — Coulis de ciment, 48.

— au moyen d'une ancre, IX, 71.

— tubulaires, VIII, 231 à 233, 234.

Voir Caissons.

FONDACTIONS hydrauliques :

— Note sur un système de moïsage des pieux sous l'eau par M. de Lagrené, II, 65 à 72. — Exposé, 65. — Battage de pieux, 66. — Recépage de pieux, 66. — Percement des trous, 66. — Relèvement des trous, 67. — Confection des moises, 68. — Forme des taquets, 70. — Assemblage de deux cours de moises, 71.

— Grande profondeur des fondations du pont de Soane (chemin de fer de l'Inde anglaise), II, 126.

— Extraction des fondations des piles du pont au Change, III, 259, 269. — Dragage de l'emplacement des nouvelles piles, 264.

— Mémoire par M. Croizette-Desnoyers sur l'établissement des travaux dans les terrains vaseux de Bretagne, VII, 273 à 396.

I. Terrassements. — Principaux terrassements effectués, 275. — Mode suivi pour l'exécution des terrassements, 276. — Dimensions principales des soulèvements, 277. — Conditions spéciales des soulèvements. — Remblai de l'Oust, 277 ; remblai de la Vilaine, 278 ; remblai de l'Isac, 279 ; remblai de l'Étier du Val, 279. — Expériences sur la résistance du sol, 279. — Conditions générales dans lesquelles s'effectuent les mouvements, 281. — Sections des soulèvements, 282. — Profondeurs d'enfoncement, 283. — Cubes enfouis au-dessous du terrain naturel, 285. — Comparaison des divers procédés qui auraient pu être suivis, 287. — Tassement depuis la mise en exploitation, 288. — Dépenses, 288. — Remblais peu élevés : mesures à adopter, 289. — Tranchées : précautions à prendre, 290.

II. Fondations sur pilotis après compression du sol. — Description du procédé suivi, 290. — Pont sur le Brivet, 292. — Pont de la prairie Saint-Nicolas, 293. — Pont de l'Isac, 296. — Pont de L'Oust, 297. — Pont sur le canal près l'Isac, 300.

III. Fondations par puits blindés. — Traversée de la Vilaine à Redon. Dispositions générales, 302. — Procédé employé pour la culée (rive gauche), 303. — Premiers essais, 303. — Applications normales du procédé, 304. — Résultats déduits de l'exécution, 307. — Dépenses, 308. — Effet produit par les terrassements,

308. — Puits en maçonnerie descendant sur plate-forme, 312.

IV. Fondations par épuisements. Leurs avantages, 313. — Dispositions générales à adopter, 314. — Viaduc d'Auray : situation et condition d'établissement, 315. — Fondation des piles 2 et 3, 316. — Fondation des piles 4 et 5, 317. — Barrage avec pertuis à clapets, 317. — Quantité d'ouvrages, 321. — Dépenses, 322. — Viaduc d'Hennebon : situation et conditions d'établissement, 323. — Fondation des piles-culées, 325. — *Id.* des piles 1 et 4, 325. — *Id.* des piles 2 et 3, 327. — Dépenses, 334. — Viaduc du Scorff. — Fondation des parties en maçonneries, 336. — Viaduc de Quimperlé, 341.

V. Fondations avec béton immergé. — Application aux grandes épaisseurs de vase, 345. — *Id.* aux moyennes épaisseurs, 347. — *Id.* aux faibles épaisseurs, 350.

VI. Fondations par l'air comprimé. — Viaduc du Scorf : Piles des travées métalliques, 353 ; description de l'appareil employé, 355 ; exécution du travail, 359. — Temps employé, 365 ; dépenses, 366. — Ponts sur la Loire à Nantes, 367 ; dépenses, 370. — *Nota*, 371.

VII. Considérations générales. — Tableau résumé des ouvrages, 372. — Conséquences à tirer du tableau quant au prix de revient, 379. — Prix à consulter pour les nouveaux ouvrages, 382. — Avantages et inconvénients comparatifs des divers systèmes, 382. — Emploi des pilotis après compression du sol, 383. — Emploi des puits blindés, 384. — Em-

ploi des fondations par épuisements, 387. — Emploi du béton immergé, 390. — Emploi de l'air comprimé, 391. — Application des considérations précédentes, 393. — Conclusions, 394.

FONTAINE, ingénieur, IX, 73.

FONTAINE — (M.). VI, 232, 235, 236, 238, 247.

— architecte, VIII, 207.

— constructeur, IX, 100.

FONTAINES monumentales, VI, 150.

FORESTIER, VI, 113.

— Emploi à la mer des bois créosotés, I, 352.

FORÊTS. Influence sur la quantité d'eau pluviale recueillie, VII, 102, 117.

— Le déboisement n'a pas exercé d'influence sur le régime de la Seine, X, 57.

FORME de carénage de Paimbœuf, IX, 70 à 92. — Forme flottante. — Soulèvement sans machines, 86.

— flottante de radoub (Nouvelle) à Londres. Noté par M. Bouniceau, IV, 141 à 164. — Description 141. Dépenses ; comparaison de divers systèmes, 149. — Aperçu des calculs, stabilité, 157. — Navires entrés dans la forme du système Clark, 161 à 164. — Balance-dock, 159.

FORMES de radoub du port d'Alger, III, 137 à 172.

FORSTER, III, 288.

FOSSÉS à creuser dans les montagnes pour prévenir les crues subites des cours d'eau, I, 14.

FOULON. Paroles prononcées sur sa tombe par M. Gayant, V, 96 à 93. — Notice nécrologique par M. Morandière, 98, 101.

FOURCY (Eugène de). Rapport sur un système d'appareils électriques servant à mettre en com-

- munication les voitures d'un train, IV, 165 à 179.
- FOURIER, IV, 182 à 184.
- FOURNEL (Henri), I, 70.
- FOURNEYRON, I, 237.
- FOURNIÉ, X, 34, 39, 41, 42, 45.
- Note sur l'amélioration des rivières navigables, torrentielles et encaissées, IX, 151 à 178.
- FOURRAGES. Rapport sur la quantité des fourrages à la production du lait, IV, 236.
- FRANCFORT (M.), VII, 402.
- FRÉMAUX. Rapport sur l'insuccès de l'injection des bois employés à la construction des ponts du Bois-le (route impériale n° 28 de Rouen à Saint-Omer), et du pont de Talence à Abbeville (route impériale, n° 25 du Havre à Lille), II, 198 à 206.
- FRESNEL, IV, 185, VIII, 69.
- FRET. Voir Traction.
- FRISSARD, I, 36, 38.
- FRONTIGNAN, V, 215, 216, 217, 219, 224, 240, 248, 257, 267, 272.
- FROSSARD, V, 309.
- FROTTEMENT de glissement (Recherches expérimentales sur le), par M. H. Bochet, I, 205 à 212.

## G

- GABRIEL (Jacques), VIII, 152.
- GAIN de flot, sens de cette expression, V, 123.
- GALETS (formation des), 128, 134, 153. — (Plages à), 153.
- employés pour la mise en place d'un pont métallique, VIII, 248, 258.
- GALIBERT (appareil respiratoire de M.) VIII, 372 à 376.
- GALLAUP, VI, 39, 42, 47.
- GALLOPER (le), V, 107, 115, 116.
- GARANCE (culture de la), V, 66.
- GARCEAU, II, 342; VI, 267.
- GARDE-CORPS en fonte. Prix, IX, 48.
- GARES. Détails de la dépense d'établissement (chemin de fer franco-suisse), X, 139 à 151. — Dépense par kilomètre sur divers chemins, 160, 161, 162, 164.
- GARNIER, III, 153, 163; VIII, 189, 191, 193, 195.
- GARNIER, V, 191; VIII, 189, 208.
- GARNUCHOT, III, 272; VIII, 202, 212, 215, 216, 221; V, 280.
- GASPARIN (de), IX, 273, 274.
- GAUDET, II, 1 à 35.
- GAUDET-GENTIL, VI, 241, 247.
- GAUTHEY, V, 186.
- GAYANT, VI, 324, 326.
- Paroles prononcées sur la tombe de M. l'inspecteur général Foulon, V, 96 à 98.
- *ib.* sur la tombe de M. Bommart, IX, 133 à 136.
- GAY-LUSSAC, IV, 196; V, 187.
- GELLERAT, X, 271.
- GÉOLOGIE. Nature des terrains traversés par le tunnel des Alpes, V, 6, 42 à 47.
- Accidents géologiques de la chaîne du Jura, X, 116, 118.
- Hypothèse sur la formation d'une grotte souterraine, VI, 41.
- Carte géologique souterraine de la ville de Paris, par M. Delesse, III, 273 à 279.
- Effets divers des crues suivant les régions géologiques, III, 109.
- Observations sur l'introduction des roches du sous-sol dans l'organisme végétal, III. — Relations entre le sous-sol et la surface des terrains, III, 125.

- Étude du profil géologique de la ligne de Paris à Rennes (section de Paris à Versailles), par MM. Mille et Thoré, III, 125 à 135.—Considérations générales, 125; — particulières, 127. — Réflexions, 130. — Conclusions, 131. — Itinéraire géologique, tableaux, 134, 135.
- GERMAIN, V, 236, 242.
- GEYELIN, VI, 164.
- GILBERT, V, 67.
- GIRARD, III, 298; IV, 191, 202; VII, 14; X, 49, 50.
- GIRONDE, (fleuve). Mascaret, I, 33, 36.
- GLYCÉRINE, VIII, 245.
- GOBERT, VII, 7, 9, 11.
- GODARD, III, 169.
- GODEAUX, VI, 269.
- GODEFROY, III, 275.
- GONTHIER (H.). Rapport sur l'explosion d'une chaudière à vapeur à l'usine de Cotatay, près Saint-Étienne, IX, 109 à 115.
- GOODWIN, V, 115, 142, 169.
- GOUIN, II, 5, 6, 62, 196. — VI, 183, 201. — VII, 355, 367. — VIII, 226. 257.
- GOURNERIE (de la), I, 126, 142, 144. — Paroles prononcées sur la tombe de M. Bommart, IX, 136, 137.
- GOYARD, VIII, 208.
- GRAEFF, I, 125, 320.
- Mémoire sur les routes du département de la Loire, IX, 267 à 372.
- GRAFF, VI, 149, 151, 164.
- GRAINS étrangers; arriveraient immédiatement en France en cas de disette, X, 353.
- GRANDIS, V, 4, 5, 10, 47.
- GRAS (Scipion), VIII, 338.
- GRATTONI, V, 2, 4, 5, 10, 47.
- GRAUX, V, 212. — (Études sur les), 234. — Graux en général, 234. — Division en graux de navigation et graux d'assainissement et d'empoisonnement des étangs, 235.—Observations du chevalier de Clerville, auteur du projet du port de Cette, sur les graux en 1665, 237. — Observations faites sur les graux qui se sont ouverts et fermés dans ces dernières années, 240. — Carte des graux du littoral entre Cette et Aigues-Mortes, 242.—Changements que les graux apportent dans les étangs, d'après les observations faites à l'étang de Thau, 242. — Effets de l'ouverture d'un grau artificiel sur le niveau de l'étang, déduits des observations et confirmés par le calcul, 246.— Effet d'un grau sur la santé publique, 347; sur l'empoisonnement, 249. — Possibilité de créer et de maintenir un grau pour le renouvellement des eaux, 250. — Ouverture de graux artificiels, 258. — Graux: de Cette, 235, 236; — de Frontignan, 235, 236, 241, 258; — de l'Hérault, 235, 239; — du Lez, 235, 236, 240, 241; — de Mauguio, 235, 246, 249, 271; — de Melgueil, 249, 258; — de Perols, 235, 240, 246, 248, 256, 258; — de Vic, 234, 241.
- GRAVELINES, V, 121 à 171.—(Travaux de); effets sur la plage, 144.
- GRAVIER. Poids, X, 86.
- GRIL américain pour la séparation des navires, III, 228. — Grils de marée, 229.
- GRIS-NEZ, V, 117, 118, 119, 120, 128, 134, 135, 152.
- GROS DE PERRODIL. Note sur la pratique de l'irrigation sur le versant septentrional de la montagne Noire, V, 52 à 56.
- GRUE de débarquement au phare des Barges, VI, 77. — Grue élévatoire, 81.



GUANO, V, 67.  
 GUERNE, VIII, 162.  
 GUIDEAUX à l'amont et à l'aval des  
 écluses des barrages, IX, 161.  
 GUIGNEL IV, 270.  
 GUILLAUMOT, VII, 4.

GUILLEMAIN, VII, 237.  
 GUINARD, V, 10, 11.  
 GUISSÉZ-SAPIN, VIII, 360, 362, 367.  
 GULF STREAM, V, 118, 419, 120,  
 167.  
 GUYTON DE MORVEAU, IV, 193.

## H

HALAGE sur l'Èbre. — S'opère à  
 bras d'homme, III, 29.  
 HARDY :  
 — Notice sur la construction des  
 enceintes des formes de radoub  
 du port d'Alger, III, 137 à 172.  
 — Note sur un travail de défense  
 de côte, exécuté à la Salpêtrière  
 près Alger, 173 à 176.  
 HARLEM (Lac de). Dessèchement,  
 V, 59 à 61. — Culture, 62 à 80.  
 HART, I, 141, 142.  
 HASTINGS, V, 131, 153, 156.  
 HAUBANS, VIII, 121 à 126.  
 HAUSSES. Voir Barrages, II.  
 HAVRE (Le) V, 126, 128, 134, 171,  
 176.  
 — Forme de radoub, IV, 150.  
 HEAUX (Les) V, 108.  
 HEIDER (Édouard F.). III, 285,  
 290, 291.  
 HENNEZEL (De), II, 202, 203.  
 HENZ, VI, 194.  
 HÉRAU, VII, 13.  
 HÉRAULT (Rivière). — Alluvions à  
 son embouchure, II, 163.  
 — Amélioration du littoral de la  
 Méditerranée dans ce départe-  
 ment, V, 209 à 279.  
 HERCÉ (De). VI, 245, 254, 300,  
 304, 305, 320.  
 HERMAN, IV, 281.  
 HERNOUX, I, 49, 62.  
 HERVÉ MANGON, II, 203, 204.  
 — X, 85, 89, 91, 95.  
 HEURTIER, VII, 14.

HEWITT, V, 114.  
 HIRN, II, 22.  
 HODGKINSON, II, 41. — VIII, 91.  
 HOLLANDE. — topographie, 61. —  
 Dessèchement et culture du lac  
 de Harlem, 59 à 80.  
 HOLTZER, IX, 109, 324.  
 HOMBERG, I, 88.  
 — Notice sur les voies empierrées  
 et asphaltées de Paris, X, 239 à  
 324.  
 HONORAIRES alloués à Perronnet  
 pour la construction du pont de  
 la Concorde, VIII, 156.  
 HOUEL, II, 19.  
 HOURDEL (pointe du) V, 128.  
 How (ponts américains du sys-  
 tème de) VII, 185 à 213.  
 HUDSON. Projet de barrage non  
 exécuté, VI, 138.  
 HUET, VI, 272. — Note sur les  
 aqueducs du Croton et du Poto-  
 mac, destinés à l'alimentation des  
 villes de New-York et de Was-  
 hington; 137 à 177.  
 HUGHES, VI, 159.  
 HUGUENET, X, 285, 291.  
 HUMBLLOT, II, 336, 337, 340.  
 HUNE de sauvetage, VI, 66.  
 HYDRAULIQUE. Voir Barrage, dé-  
 bit, turbine, vannes, canaux d'é-  
 coulement, eaux de Marly et de  
 Versailles, machine.  
 — Calcul de la stabilité d'un bas-  
 sin de radoub flottant, III, 246.  
 — Machines à comprimer l'air,

- V, 10 à 21. — Analyse de leur travail, compresseur à choc, 47. — Compresseur à pompe, 48.
- Écoulement de l'eau, expériences de MM. Poncelet, Lesbros, Castel et Boileau, I, 264 à 300. — Application aux divers orifices qui se présentent dans les affaires d'usines, 300 à 305.
- HYDROGRAPHIE.** Études des courants et de la marche des allu-

vions, aux abords du détroit de Douvres et du Pas-de-Calais, V, 103 à 177.

**HYDROLOGIE.** Carte hydrologique de la Ville de Paris par M. Delesse, III, 279 à 283.

**HYGIÈNE.** Insalubrité des rizières, VI, 239.

**HYTHE** (plage de) V, 131, (port de) 153.

## I

- IMPOT.** Voir Consommation. — Tarif protecteur de la culture du riz en Portugal, IV, 224, 225.
- INDÉMNITÉS** de terrain. — Chemins de fer de la Rochelle, de Tours au Mans, de Saint-Nazaire; détails statistiques, IV, 262, 272, 283, 304.
- INFILTRATIONS.** Eau des rizières, IV, 221.
- d'eau pluviale, VII, 94, 99. — Influence des forêts, 102; — des cultures, 102, 103; — des pentes, 103.
- INGÉNIEURS.** Voir Honoraires.
- INONDATIONS.** Influence des étangs, VII, 115 à 118, 133.
- Rapport par M. Marchegay sur les inondations qui ont eu lieu en 1857 dans les vallées des principaux torrents du département de l'Ardèche, et en particulier sur les inondations du 10 septembre 1857, I, 1 à 16. — Description générale, 2. — Dommages causés, 6, 9. — Bassin du Doux, 7, Bassin de l'Erieux, 10. — Bassin de l'Ardèche, 11. — Cause des inondations, 14. — Les inondations peuvent-elles être empêchées, 14.
- Etudes expérimentales sur les inondations. Considérations sur l'intensité respective des écoulements qui ont lieu après la pluie à la surface des terrains boisés et des terrains déboisés, par M. F. Vallès, III, 177 à 210. — Observations préliminaires 177. — Observations relatives à l'état des lieux, aux durées et au nombre des expériences faites par MM. Jeandel, Cantegril et Bellaud, 182. Les éléments de comparaison paraissent laisser à désirer, 186. — Examen des principes et du mode d'observation suivis par les auteurs, 189. — Observations sur la marche adoptée pour le compte rendu des expériences, 200. — Résumé général, 209.
- INSCRIPTIONS** des ponts de Paris, VIII, 133, 137, 148, 149, 150, 151, 154, 160, 180.
- INSTRUMENTS** d'agriculture, V, 71, 72.
- pour mesurer la résistance des matériaux, 187.
- IRRIGATIONS :**
- des rizières. — Bassins; prises d'eau, IV, 217. — Quantité d'eau employée par hectare, 218, 232.

- des prairies; augmentation des produits qui en serait la conséquence, IV, 239.
- Plus-value, III, 117. — Irrigations par les eaux de l'Èbre. — Système adopté, 32. — Quantité d'eau employée, 41. — *Voir Canaux.*
- Note sur la pratique de l'irrigation sur le versant septentrional de la montagne Noire, par M. Gros de Perrodil, V, 52 à 58. — Détails topographiques, 52. — Quantité d'eau par hectare, 54. — Intermittence, 54. — Disposition des rigoles de distribution, 55. — Plus-value résultant de l'irrigation, 55. — Détails sur les opérations de l'arrosage, 55. — Analyse de l'eau et du foin, 57, 58. — Arrosage des marais, 264 à 266.
- Isac (vallée de l'), VII, 275, 279, 282, 283, 286.

## J

- JACKSON, II, 1, 2. — V, 316.
- JACQUIN. Notes sur l'agriculture et les chemins de fer, X, 324 à 388.
- JACQUET (Léon), VI, 113.
- JANVIER, II, 136.
- JARDOT, IV, 7.
- JAUGEAGE (appareils de). Leur imperfection, VII, 27.
- JEANDEL, III, 178, 179, 180.
- JEANSON, VII, 25, 26.
- JEAUNEAU, X, 264.
- JÉGOU, IX, 40, 49, 55.
- JERVIS, VI, 140.
- JETÉES. Mode de construction, VI, 54.
- à claire-voie, III, 39.
- employées comme moyen d'amélioration des ports, V, 143 à 177, 240, 253.
- JETÉE monolithe du port de Fiume (procédés de construction du môle ou); note par M. le baron Durvigny, VII, 397 à 401. — Des ciments employés, 399.
- JOB, III, 26, 30.
- JOCONDE (frère), ingénieur du 15<sup>e</sup> siècle, VIII, 133, 136, 137.
- JOINTS :
  - en caoutchouc. — Conduite d'air comprimé, V, 22.
  - de dilatation, V, 22.
- JOLLET ET BABIN, IX, 57.
- JOLY, I, 2.
- (Daniel), VIII, 134.
- constructeur, V, 283. IX, 146.
- JOMINI, IV, 3.
- JORDAN (C). Rapport sur une explosion d'une chaudière à vapeur à Monchanin (Saône-et-Loire), IX, 97, 98.
- JUIN, V, 184.
- JULLIEN, VI, 296.
- JUNDT (Marx Varroy et). Notice sur les chemins de fer économiques d'Alsace, leur prix de revient, les ressources appliquées à leur construction, leur mise en exploitation, etc., VIII, 265 à 284.
- JUNKER, VII, 4.
- JURA (Chaîne du). Description, X, 111.

## K

- KELLER, V, 108 à 112, 113, 114, 139, 140, 141.  
 KIERBETZ, VIII, 258, 264.  
 KLAPROTH, III, 289.  
 KNAPP (de), X, 373.  
 — III, 289.
- KÖCKLIN (A.), V, 354, IX, 124.  
 KÖRBER, III, 297.  
 KOLB, VI, 326.  
 KORBER, VII, 397, 401, 398.  
 KRANTZ, VII, 214.

## L

- LABOURS. — Procédés, dépenses, V, 68.  
 LABRY (de), X, 269.  
 LACHAT, V, 6. — Note sur les terrains qui avoisinent le tunnel des Alpes, 42 à 47.  
 LAFONT (de). — Etude sur les règlements d'eau, comprenant un résumé des expériences faites par MM. Castel, Poncelet, Lesbros et Boileau, sur l'écoulement des orifices ouverts à la partie supérieure, I, 225 à 348.  
 LAGALLISERIE (de), III, 267, 272.  
 LAGOUTE, VI, 48.  
 LAGRANGE (de), VIII, 143, 150.  
 LAGRÉNÉ (de), II, 342. IX, 51.  
 — Note sur un système de moilage de pieux sous l'eau, II, 65 à 72.  
 — (Chanoine et de). — Mémoire sur les barrages à hausses mobiles, II, 209 à 352.  
 — (Chanoine et de), VI, 147. — Mémoire sur la traction des bateaux, 229 à 322.  
 LAGUÉRENNE, IX, 315, 319, 339, 340.  
 LAHIRE, VII, 10.  
 LAITANCE peu abondante dans l'emploi des bétons à base de pouzzolane de Santorin, III, 294.
- LAMAIRESSE. — Note sur les drainages exécutés dans le département du Jura, I, 49 à 68.  
 LAMANDÉ, VIII, 164, 169, 171.  
 LAMARLE, I, 350, 351.  
 — Mention honorable pour son mémoire intitulé : — Examen des questions relatives aux transports, II, 354.  
 LAMBERT, II, 336 à 343.  
 LAMBLARDIE, V, 128, 130.  
 LAMÉ, IV, 5.  
 LANCELIN, VI, 50, 113.  
 LANDES (description de la côte des), II, 129.  
 — de Gascogne. — Superficie assainie et mise en valeur, IV, 18.  
 LARABIT, IV, 6.  
 LARPENT, VI, 183, 201.  
 LATERRADE. — Mémoire sur le comptage ambulant ; nouveau mode de recensement sur les routes, VI, 115 à 132.  
 LAURENT (Ch.), III, 275.  
 LAVAGE des chaussées empierrées, X, 259.  
 LAVALLEE, II, 62.  
 LAWES, V, 67.  
 LEBLANC. — Note sur les qualités à rechercher dans le ciment de Portland, et sur les meilleures

- conditions de son emploi, X, 84 à 98.
- LE BLEU**, IX, 94. — Rapport sur l'explosion d'une machine locomotive des chemins de fer de l'Est, 117 à 128.
- LECHALAS**. — Note sur la reconstruction de deux ponts sur la Loire à Nantes, IX, 39 à 55. — Note sur l'endiguement de la basse Loire. — Détails d'exécution. — Théorie générale des débits dans la partie maritime des fleuves, IX, 56 à 69. — Note sur la forme de carénage de Paimbœuf, IX, 70 à 88.
- LECHATÉLIER**, II, 75. III, 3, 4. V, 188. VII, 4.
- LEDRU**, VIII, 266.
- LEFERME**, III, 26.
- Rapport sur l'abatage en chantier de la seconde paire de portes de l'écluse de 25 mètres d'ouverture du port de Saint-Nazaire, I, 113 à 124.
- LEFORT**, I, 125.
- LEGÉ et FLEURY**. — (Procédé pour l'injection des bois), II, 202 à 204.
- LEGRAND**, IV, 212, 213.
- LEGROM et CHAPERON**, I, 243.
- LEGROS**, III, 26. VI, 113.
- LEHAÏTRE**, VI, 273.
- LEMOINE jeune**, I, 109.
- LEMOINE (J.)**. — Nouvelle bouche de drainage en terre cuite, IV, 251.
- LEMOT**, VIII, 171.
- LENTÉ**, III, 26.
- LERMOYEZ**. — Mémoires sur le touage des bateaux dans les souterrains du canal de Saint-Quentin, VI, 323 à 344.
- LEROY**, VII, 14.
- LE SAUNIER DE VANHELLO**, V, 111.
- LESBROS**, I, 218 à 344. VIII, 306, 310.
- LESQUILLER**. — Notice sur les travaux de canalisation de l'Ebre, III, 24 à 48.
- LESSORE**, VI, 39.
- LEVERRIER**. — Extrait d'un rapport et observations sur une explosion de chaudière à vapeur survenue dans la fabrique de sucre de MM. Duriez et Droulerz à Coppenansfort (Nord), IX, 99 à 107.
- LEZ** (rivière du), V, 269.
- Alluvions à l'embouchure, II, 163.
- LIGNE** (la). Affluent de l'Ardèche. — Crues, I, 13.
- LIT de l'Ebre**. — Redressement, resserrement, III, 31, 37, 45.
- LITTLEHAMPTON**, V, 153, 154, 171.
- LOCOMOTIVES**. — Leur puissance, X, 189 à 198. — A quatre roues couplées, 193 ; à six roues, 194. — Influence des pentes sur leur effet utile, 189 à 198.
- employés sur les chemins de fer de Lyon à Saint-Etienne et Roanne de 1833 à 1843, V, 346. — Dimensions des machines mises en service de 1845 à 1858. — Tableau, 356. — Nombre et charge des trains sur les différentes rampes de 1853 à 1858, Tableaux, 357, 358. — Dépense par kilomètre parcouru, 367. — Emploi d'une seconde machine en queue sur les rampes, 370. Voir Pentés.
- Locomotive articulée et à douze roues couplées. — (Rapport sur le système de) proposé par M. Rarchaert, par une commission composée de MM. Avril, Mary, Busche et Couche, rapporteur, VI, 178 à 194.
- Application du système de M. Rarchaert à une machine existante; note par M. Bonnet, VI, 195 à 198.

- Mémoire par M. Lucien Rar-  
chaert, VI, 199 à 211.
- Locomotives de l'invention de  
M. Bellepaire. — Essais faits en  
Belgique et sur le chemin de fer  
du Nord. — Rapport par M. Cléry,  
II, 189. — Dispositions prises par  
M. Bellepaire, 190. — Eléments de  
la machine, 191. — Nature des  
charbons employés en Belgique,  
191. — *Id.* au chemin de fer du  
Nord, 192. — Service fait par la  
machine Bellepaire, 193. — Résul-  
tats. — Consommation de com-  
bustible par kilomètre, 194. —  
Économie résultant du prix du  
menu charbon moindre que celui  
du gros, 195. — Conclusions, 196.
- LOING (Vallée du). — Hauteur d'eau  
pluviale, X, 39.
- LOIRE (Endiguement de la basse),  
IX, 56 à 62. — Débits à Nantes  
et à Saint-Nazaire, 68.
- (Projet ancien de dérivation de  
la Loire pour l'amener à Ver-  
sailles), VII, 5.
- (Chemin de fer de Rhône et), V,  
354.
- LOIRE (Routes du département de  
la), IX, 267 à 372.
- LONDRES (Renseignements sur les  
eaux de), VI, 149, 151, 156,  
163, 170.
- LORIEUX, II, 1.
- LORiot, IV, 192.
- LOT (Département du). — Agrolo-  
gie, III, 106 à 112.
- LOT (rivière). — Nature du lit, IX,  
152; — largeur, 153; — pente,  
153; — crues, 153; — débits,  
153.
- LOWESTOFT, V, 110.
- LUA, II, 341.
- LUCAS (F.). — Mémoire sur un nou-  
vel appareil pour la construction  
des ponts biais, I, 125 à 144.
- Note sur l'établissement des ca-  
naux d'irrigation et de dessèche-  
ment sous la condition du mini-  
mum de dépense. VII, 225 à  
243.
- LYELL, I, 41.

## M

- MACADAM. Emploi dans les fonda-  
tions à la mer, VII, 398, 399.
- MACHINES hydrauliques. *Voir* Tur-  
bine.
- Forme de radoub de M. Clark,  
IV, 141 à 164.
- Dépense journalière des machi-  
nes à vapeur et des machines  
hydrauliques, VI, 153. — Quan-  
tité d'eau élevée par la vapeur à  
Londres, 163.
- Machine de Marly (de 1675 à  
1683). VII, 7 à 10; effet utile, 12,  
24, 33. — Projets de remplace-  
ment ou de modification, 13. —  
État de l'établissement de Marly  
en 1852, 15. — Propositions de  
la commission de 1852, 16. — Mo-  
difications indiquées par M. Re-  
gnault, 17. — Travaux exécutés,  
21. — Descriptions des localités  
et des mécanismes, 39 à 51. —  
Évaluation numérique du rende-  
ment des roues hydrauliques, 51  
à 85, 119, 120. — Chômages, 121,  
122. — Utilité d'une quatrième  
roue, 123 à 126. — Machine an-  
cienne, 42. — Roues et appareils  
actuels; description, 43 à 51.
- Machine à comprimer l'air. *Voir*  
Air. — Machine perforatrice à air

- comprimé, V, 24 à 32. *Voir* Instruments.
- Machines à vapeur. *Voir* Locomotive.
  - Machine fixe desservant un plan incliné de chemins de fer (ligne d'Andrezieux à Roanne). — Description; travail; dépense, V, 332 à 342.
  - Machine locomobile employée dans une ferme, V, 72. Progrès agricole à réaliser par suite de l'emploi des machines, 79.
  - Explosion d'un appareil condenseur établi dans la filature de MM. Trappet & à Mulhouse. — Note par M. Callon, IX, 93 à 96.
  - Explosion d'une chaudière à vapeur à Montchanin (Saône-et-Loire); rapport par M. C. Jordan, IX, 97, 98.
  - Explosion de chaudière à vapeur survenue dans la fabrique de MM. Duriez et Droulerz à Coppensfort (Nord). Extrait d'un rapport de M. Leverrier, IX, 99 à 107. — Observations de M. Callon sur le rapport précédent, 107, 108.
  - Explosion d'une chaudière à vapeur à l'usine de Cotatay, près Saint-Étienne, par M. H. Gonthier, IX, 109 à 113.
  - Explosion d'une machine locomotive du chemin de fer de l'Est. — Rapport préliminaire de M. Couche, IX, 114 à 117. — Rapport de M. Le Bleu, 117 à 128. — Deuxième rapport de M. Couche, 128 à 132.
  - Machines à vapeur employées à l'épuisement des polders; calcul de leur travail dans des circonstances données, II, 178; dépenses, 184. *Voir* Locomotives.
- MAÇONNERIES. Quantités et dépenses sur le chemin de fer Franco-Suisse, X, 132, 136.
- (reprises de maçonneries). Série de prix, IV, 57. — Sous-détail, 58. — Détail estimatif de l'élargissement d'un pont, 59.
  - Expériences sur la dilatation des maçonneries, par M. Bouniceau, V, 178 à 184.
- MAFFEI, VI, 185.
- MAGUELONNE, V, 211, 213, 214, 224, 234, 235, 242.
- MAHYER, X, 299.
- MAIN d'œuvre (entretien des routes). Économie résultant du système d'entretien par rechargements cylindrés, IX, 295, 320. — Dans un bon entretien on ne doit pas exagérer la main d'œuvre, 323. — Proportion des dépenses de main d'œuvre et de matériaux sur les routes de la Loire, 350. — Compte des dépenses de main d'œuvre, 369 (tableau). *Voir* Cantonniers.
- MALÉZIEUX. Mémoire sur les portes en tôle construites en 1863 et 1864 aux écluses du canal de Saint-Maurice, IX, 139 à 150.
- MALIBRAN, VII, 275, 305, 313.
- MALO, X, 284, 285, 286, 288, 295.
- Note sur l'asphalte, son origine, sa préparation, ses applications, I, 69 à 100.
- MALUS, IV, 185.
- MANCHE, V, 106, 108, 113, 123, 124, 134, 136, 140, 167, 175.
- MANGIN, VII, 336.
- MANGON, V, 57, 183.
- MANIEL, III, 1 à 7. IV, 248.
- Note sur les traverses Pouillet et les voies avec rails Vignole, II, 73 à 89.
- MANSARD (Jules-Hardouin), VIII, 152.
- MANTION, IV, 81, 106, 122, 305, 306.

- IX, 15, 23, 179, 188, 189, 219.
- (médaille d'or de 600 fr. décernée à M.) pour son mémoire intitulé : *Étude de la partie métallique du pont construit sur le canal Saint-Denis, avec tablier en fer de 45 mètres de portée pour le passage de la ligne directe de Paris à Creil*, II, 353.
- MARAIS. Voir Terrains communaux.
- du littoral de la Méditerranée. Description topographique. Causes premières ou persistantes de leur formation, II, 160 à 164.
- Mesures proposées pour le dessalement des marais de Vic, résultats qu'on pourrait en attendre, 179 à 187.
- voisins de la Méditerranée. — Formation, V, 213. — Insalubrité, 213, 267. — Étendue, 220, 262. — État et situation, 263. — Transformations successives par l'arrosage des marais d'une classe en la classe supérieure. — Produits, valeur relative, 264. — Exploitation et valeurs des marais de première classe dits roseliers, 265. — Séparation des eaux douces et des eaux salées, 268. — Séparation des marais de terre ferme, 270. — Division des terrains en compartiments par les cours d'eau et les fossés en travers, d'évacuation et de vidange, 270. — Amélioration et formation des marais roseliers, 270. — Formation de polders, 272. — Dessèchement, 273.
- d'Arles, V, 266; de Beaucaire, 266; de Lunel, 270; de Marsillargues, 270; de Saint-Nazaire, 270; de Vic, 276.
- MARCHAND, IV, 270; VIII, 149.
- MARCHEGAY. Rapport sur les inondations qui ont eu lieu en 1857 dans les vallées des principaux torrents du département de l'Ar-dèche et en particulier sur les inondations du 10 septembre 1857, I, 1 à 16.
- MARDIGNY (de), I, 2, 3, 9 et 13.
- et Poincaré. Notice sur le service de correspondance pour l'annonce des crues de la Meuse, VIII, 334 à 358.
- MARDYCK, V, 145, 149, 172, 173.
- (Canal de), 174.
- MARÉES. Hauteurs, III, 8.
- Transmission, V, 104, 243. — Ondulations des marées dérivées qui se propagent dans la Manche, le Pas-de-Calais et la mer du Nord, 106. — Hypothèse d'une seule onde venant de l'ouest, 106. — Interférence des deux ondes opposées et inégales, 108. — Phénomènes distinctifs du cas d'égalité dans l'interférence de deux ondes opposées, 112. — Phénomènes intermédiaires entre le cas d'une seule onde et celui de deux ondes opposées égales, 113. — Régime des marées dans la Manche et le Pas-de-Calais, 115 à 171.
- Marche de la marée dans la Seine, I, 31, 47.
- MARÉGRAPHE, IX, 69.
- MARGATE, V, 115, 118.
- MARGOT (De Montrond et). Rapport sur la chute du pont suspendu de Mirabel sur l'Eygues par suite d'une épreuve, III, 211 à 217.
- MARGULIES, III, 288.
- MARIE (Christofle), VIII, 143, 150.
- MARIN. Notice sur la construction du phare des Barges, VI, 49 à 114.
- MARLY et Louveciennes. Consommation d'eau, VII, 21, 32.
- MARNE, rivière. — Crues, III, 97 à 99, 102.



MARQFOY, I, 187.

MARTIN (Georges), V, 280, 283, 289. VIII, 209, 217, 218.

— (Cécile et), VII, 14.

MARTINOU, VI, 48.

MARX-VARROY et Jundt. Notice sur les chemins de fer économiques d'Alsace, leur prix de revient, les ressources appliquées à leur construction, leur mise en exploitation, etc., VIII, 265 à 284.

MARY, I, 264, 294, 304; V, 183, 188; VI, 178; VII, 4, 128; IX, 287, 313, 354.

— Notice sur la vie et les travaux de M. Vicat, inspecteur général des Ponts et Chaussées, IV, 180 à 216.

MASCARET (Mémoire sur le), par M. Partiot, I, 17 à 48. — Observations faites sur la Seine, 18. — Hauteur, 21 à 25, 41. — Vitesse, 25. — Courant ascendant produit par le mascaret, 28. — Observations faites sur la Gironde, 33. — Effets du mascaret sur le lit du fleuve et sur les perrés, 34. — Explication du phénomène, 35. — Opinion de différents auteurs, 36. — Moyen de faire disparaître le Mascaret, 48.

MATÉRIAUX pour l'entretien des routes. Voir *Cylindrage*, *Usure*. — Procédés pour constater les cubes employés, IX, 276. — Emplois; béton, 292. — Influence de la qualité des matériaux sur les frais d'entretien, 305 à 310. — Constatation de leur qualité par l'usure, 311. — Compte rendu de l'emploi des matériaux sur une route, 355 à 358 (Tableaux).

— employés dans les voies empierrées de Paris. — Choix, X, 241. — Préparation, 245. — Em-

ploi, 250. — *Cylindrage*, 265. — *Prix*, 244.

— Résistance des matériaux à l'écrasement; expériences par M. Paul Michelot, V, 185 à 208. — Appareils employés, 186. — Mode d'expérimentation, 191. — Définition de la nature des pierres essayées, 192. — Poids et résistance (tableau), 200 à 208.

MATÉRIEL pour l'extraction de rocher sous l'eau, III, 16.

MAUGUIO, V, 249, 250.

MAULDRE, rivière, VII, 12.

MAURICE, IV, 186.

MAUS, V, 3, 4, 6. VI, 284, 285.

MAZELINE, II, 19.

MÉCANIQUE. Voir *Arcs métalliques*; *hydraulique*, *maçonnerie*, *matériaux*; *ponts*.

— Résistance du fer, de l'acier fondu, Voir *Fer*, *Acier*.

— Calculs relatifs à la vitesse de l'élévation d'un navire dans une forme flottante, IV, 157.

— Résistance des bois à la torsion, I, 101 à 108. — Abatage en chantier de portes d'écluse, 113 à 124.

— Influence des charges en mouvement sur la résistance des ponts métalliques à poutres droites, 145 à 204. — Frottement de glissement, recherches expérimentales, 205 à 212. — Résistance à la traction des omnibus du chemin de fer dit américain, 213 à 217. — Cours de mécanique appliquée de M. Bresse. — Compte rendu de la deuxième partie, 217 à 222.

MÉDAIL, V, 3, 6.

MÉDAILLES en or accordées aux meilleurs mémoires publiés en 1858, 1859 et 1860, II, 353.

— renfermées dans les ponts de Paris, VIII, 154, 159.

MEIGS, VI, 134 à 176.

- MÉLÉZET**, cours d'eau. — Débit, V, 49.
- MELLOT**, VI, 251.
- MENTION**, VI, 221.
- MER**. Profondeur à laquelle elle cesse d'être agitée, VII, 397.
- Mouvement à bord du plateau des Barges. VI, 51.
- Étude des courants et de la marche des alluvions dans la Manche et le Pas-de-Calais, V, 103 à 177.
- Mer Méditerranée. — Amélioration du littoral dans le département de l'Hérault, V, 209 à 279.
- Mer du Nord, V, 106, 108, 109, 121, 123, 134, 135, 141, 175. — Voir Rivage.
- MÉRIAN**, I, 87.
- MÉRY** (Ed.), 179, 180, 188, 217, 257, 266.
- MEUSE** (Département de la). Assainissement et mise en valeur des terrains communaux, III, 113 à 123.
- MEUSE** (Embouchure de la), V, 110, 140.
- Notice sur le service de correspondance pour l'annonce des crues de la Meuse) par MM. de Mardigny et Poincaré, VIII, 334 à 358. — Appendice, I. Dispositions approuvées par les préfets des Vosges et de la Meuse, 347. Appendice, II, Tableaux de relations hydrométriques, 353.
- MEYER** (J.-J.), VI, 186.
- MICHAL**, V, 185, 188.
- Méthode d'interpolation au moyen de courbes du genre parabolique, X, 59 à 80.
- MICHELOT** (Paul). Expériences sur la résistance des matériaux à l'écrasement, V, 165 à 208.
- MICHELOTI**, VIII, 310.
- MIGNOT**, X, 307.
- MILLE ET THORÉ**. Etude du profil géologique de la ligne de Paris à Rennes (section de Paris à Versailles), III, 125 à 135.
- MINARD**, III, 284, 298, 306. X, 47.
- MINE**. Voir Déblai.
- (Extraction de maçonnerie à la mine), IX, 52.
- pour l'extraction du rocher. — Procédés, III, 11. — Effet, 14. — Quantités de poudre, 14. — Dépense, 19.
- Machine perforatrice à air comprimé : description, V, 24; — Travail, 29 à 32, 36. — Cheminées d'appel pour absorber les gaz provenant de l'explosion de la poudre, 33, 51.
- MOISAGE** de pieux, II, 141. — Sous l'eau, II, 65 à 72.
- MÔLE**. Voir Jetée.
- MONNET**, X, 256.
- MONNIER**, V, 106, 107, 109, 112, 139.
- MONS** (Canal de). Mouvement commercial, VI, 316.
- MONTAGE**. Voir Ponts métalliques.
- MONTAGE** d'un pont en tôle, II, 62.
- MONTAUBAN** au Lot (Chemin de fer de). — Longueur, IV, 46. — Nombre d'ouvrages d'art, 46.
- MONTAUT** (L.). Mémoire sur la pouzzolane naturelle de Santorin, III, 284 à 307.
- MONTGOLFIER** (de), IX, 278, 287, 288, 305, 319.
- MONTPELLIER**, V, 211, 213, 234.
- MONTRAVEL** (de), I, 3.
- MONTROND** (de) et Margot. — Rapport sur la chute du pont suspendu de Mirabel sur l'Eygues par suite d'une épreuve, III, 211 à 217.
- MORANDIÈRE**, VII, 275.
- Notice sur le procès intenté à la compagnie du chemin de fer d'Orléans par le sieur Longuet et la compagnie générale d'assu-

- rances maritimes, V, 89 à 95.
- Notice nécrologique sur M. Foulon, V, 98 à 101.
- Rapport sur la construction des chemins de fer de Poitiers à la Rochelle, de Tours au Mans et de Nantes à Saint-Nazaire, IV, 253 à 304.
- MOREAU, VII, 367.
- MOREAUX, VIII, 109.
- MORIN, I, 236, 237, 239; VII, 229, 235; VIII, 295, 305, 306.
- MORLIÈRE, I, 13, 14.
- MORTALITÉ (Accroissement de) dû à la culture du riz, IV, 241 à 246.
- MORTIERS, Voir Ciment.
- pouzzolaniques. — Réactions chimiques, III, 292. — Immersion, 294. — Digestion préalable, 295. — Dosage, 296.
- MOUTON, VIII, 345.
- MOUVEMENT commercial sur les rivières. Èbre, tonnage, III, 29.
- sur les lignes navigables du Nord; houilles, VI, 324. — Comparaison avec le chemin de fer, 16. — Nombre de bateaux passés à Cambrai en 1861, 1862 et 1863, 325. — Accroissement du tonnage, 343.
- sur la Seine entre Paris et Monttereau. — Tonnage annuel, VI, 301. — Nature des marchandises, 302. — Nombre de trains et de bateaux, 302.
- Mouvement commercial sur les chemins de fer. — Voyageurs, X, 181. Marchandises, 181. — Influence des tarifs spéciaux, 182. — Cause de la progression du tarif sur les grandes lignes, 184. — Chargement moyen d'un train, 196. — Transports de l'agriculture, 324 à 388.
- Nombre et charge des trains de 1853 à 1858. (Ligne de Rhône et Loire), V, 355 à 364.
- Mouvement commercial sur les routes, comparé à celui des chemins de fer entre la France et la Suisse, X, 181. Voir Circulation.
- sur la route du Mont Cenis entre Saint-Michel et Suze, voyageurs et marchandises, V, 38, 39.
- MOUZON (le), affluent de la Meuse, VII, 337, 342, 343, 354, 355, 357.
- MULOT, III, 275.
- MÜNTZ, VII, 265, 272. X, 322.
- MUR de revêtement à la mer. Profil, III, 173 à 176.

## N

- NADAULT DE BUFFON, I, 226 à 322; VII, 229.
- NAVIER, I, 105, 187; IV, 63, 202; IX, 188.
- NAVIGATION :
- intérieure. — Situation en 1863, VI, 6. — Améliorations qui restent à exécuter, dépenses, 33.
- maritime. — Situation en 1863, VI, 12. — Éclairage et balisage, 15.
- NÉCROLOGIE. — M. Foulon : Pa-
- roles de M. Gayant, V, 96 à 98.
- Notice par M. Morandière, 98 à 101.
- Notice sur la vie et les travaux de M. Vicat, par M. Mary, IV, 180 à 216; — sa naissance, 180; — son éducation, 181; — son entrée à l'école polytechnique (1804), 184; — son entrée à l'école des ponts et chaussées, 186; — première mission dans le département des Apennins; — deuxième

- mission à Paris; aspirant ingénieur dans le département de Montenotte (1808); ingénieur à Périgueux; — ingénieur à Souillac en 1812, 188; — sa première découverte (1812), 189; — continuation du pont de Souillac, 196; — ingénieur en chef de 2<sup>e</sup> classe (1824), 198; — ingénieur en chef de 1<sup>re</sup> classe à Grenoble (1827), 198. — Pont d'Argentat sur la Dordogne (1828), 199. — Recherches statistiques de 1824 à 1844, 200. — Publication, en 1828, de la 2<sup>e</sup> édition du *Traité* de 1818, 201. — Mémoire sur la résistance des solides (*Annales des ponts et chaussées* (1833); — Nommé membre correspondant de l'Institut le 25 mars 1833, 203. — Recherches chimiques et pratiques sur les substances calcaires argilifères imparfaitement cuites (1840). — Id. sur les ciments éventés et brûlés (1851), 203. — Nouvelles études sur les pouzzolanes artificielles (1846), 204. — Recherches sur les causes chimiques de la destruction des composés (1853), 207. — *Traité pratique et théorique*, etc., 212. — Son caractère, sa vie privée.
- NEIGE. — Note sur les moyens de prévenir les amoncellements de neige sur les chemins de fer, par M. Nordling, X, 1 à 18. — Exposé, 1.
1. Travaux de défense exécutés ou projetés en Allemagne, 2. — Plateau de Souabe, 2. — Plantations, — 2. Ligne de Brenner, 3. — Passage de Semmering, 4. — Portes du tunnel, 4. — Traversée du Karst, 4. — Effets du vent, 5. — Chasse-neige du Karst, 7. — Topographie du Karst, 8. — Écrans en planches, 9. — Écrans en maçonnerie, 9.
- II. Principes généraux, 10. — 1<sup>re</sup> Chute naturelle de la neige, 10. — 2<sup>e</sup> Amoncellements dus au vent, 10. — Tranchées, 11. — Levées, 11. — Parois verticales, 12. — Plantations, 13. — 3<sup>e</sup> Avalanches, 14.
- III. Application au Cantal. — Conditions générales, 15. — Bonne exposition du chemin de fer, 15. — Facilité des plantations, 16. — Facilité du travail du chasse-neige, 16. — Conclusions, 17. — Enlèvement; dépense, 5, 6.
- NEISER, III, 288.
- NÉMON, VI, 247.
- NEPVEU, V, 188.
- NEWHAVEN (port de), V, 153, 154, 155, 164, 170, 171.
- NEW ROMNEY (Baie de), V, 131.
- NEW YORK (Eaux de), VI, 156. Voir Eaux.
- NICHOLSON, 127, 141.
- NIÉMEN (Navigation sur le), VIII, 248.
- NOAILLES (Alexis de), IV, 199.
- NOBLET, VIII, 150.
- NOËL, III, 146, 295, 306. IV, 206.
- NORDLING (W.). Mémoire sur les conditions de la transformation des chemins de fer à une voie en chemins à deux voies, IV, 22 à 59.
- Mémoire sur les piles en charpente métallique des grands viaducs, VIII, 1 à 126.
- NORFOLK. Forme de radoub, IV, 150.
- NORRIS, VI, 181.
- NORRY, VII, 14.
- NORTH FORELAND, V, 114 à 169.
- NOURRIT (Le docteur), V, 216, 217, 218, 274.
- NOYON, I, 352; II, 203.

- Mention honorable pour son mémoire sur le pont de la Roche-Bernard; consolidation de la suspension, II, 354.

## O

- OBSIDIENNE.** Analyse chimique, III, 289, 290.  
**OISE** (Vallée de l'). Régime de la pluie, X, 30 à 58.  
**OMNIBUS** dans Paris. Renseignements statistiques, X, 314.  
**OOLITHE.** Prés naturels de cette formation, III, 107.  
**OPPERMANN, V, 283. IX, 51.**  
**ORB, rivière.**— Alluvions à son embouchure, II, 164.  
**ORBIEU** (Pont d'), II, 54 à 64.  
**ORBIGNY** (Ch. d'), III, 276.  
**ORNAIN** (Vallée d'). Hauteur d'eau pluviale, X, 39.  
**OUDBY, VIII, 195, 196.**  
**OUST** (Vallée de l'), VII, 275, 277, 279, 282, 284, 285, 286.  
**OUT RUYTINGEN, V, 135, 140.**  
**OUVRAGES d'art** (Prix de revient des). Chemins de fer à une voie et à deux voies, IV, 57.

## P

- PAGEZY** (Jules), V, 236.  
**PAIMBŒUF.** Note sur la forme de carénage de ce port, IX, 70 à 92.  
**PAIRIER, I, 33.**  
**PALISSADES** pour la défense des dunes, V, 226.  
**PARANDIER, I, 64. III, 110.**  
**PARENT** et Shaken, V, 355, 360. VIII, 101.  
**PARIS.** Voir Eaux, voies.— Fortifications naturelles, X, 38.— Direction des vents pluvieux, 39.— Rapport de la pluie tombée avec la quantité constatée dans les bassins de l'Yonne, de la Seine et de l'Oise (Tableau), 44, 45.— Eaux souterraines, 49.— Hauteurs annuelles d'eau pluviale, 56.  
 — Situation géologique, III, 127.  
 — Travaux de viabilité; concours de l'Etat, VI, 5.  
 — Approvisionnement d'eau journalier, VI, 149, 156.  
**PARTIOT, IX, 64. X, 284, 297.**  
 — Mémoire sur le Mascaret, I, 17 à 48.  
 — Note sur le pont biais construit sur la Vézère, aux Eyzies, VII, 214 à 224.  
**PAS-DE-CALAIS** (Déroit du), V, 106, 108, 118, 125, 136.  
**PASCAL, III, 227. VII, 196.**  
**PASSAGES** à niveau pour chemin de fer.— Détail de la dépense, IV, 265, 275, 287.  
**PAULI, II, 7.**  
**PAVAGE** des routes.— Crédits alloués de 1845 à 1861 pour les routes impériales du département de la Loire, IX, 331.— Comparaison des pavés d'échantillon et des pavés roulés, 332 à 336.  
**PAYEN, V, 290.**  
**PÉAGÉ.** Concurrence.— Etablissement de bacs et bateaux particuliers dans le voisinage des ponts

- ou bacs à péage (avis du Conseil d'État), IV, 137 à 141.
- sur les ponts de Paris, VIII, 146, 165, 173, 183. — Prorogation, 164. — Rachat, 165, 175, 176, 177, 180, 184, 187 (Tableau).
  - Les concessions deviennent onéreuses lorsque la circulation atteint de grands développements, 187.
- PELLETIER** (Auguste). Manœuvres d'entrée et de sortie dans la forme de Paimbœuf, IX, 88 à 92.
- PENSACOLA** (Port de). Forme flottante, IV, 151.
- PENTE**. Voir *Crues*.
- des canaux, III, 40, 46. VI, 139, 141, 161. VII, 230.
  - des rivières. Lot, IX, 153. — Èbre, III, 28 (Tableau). — Garonne, 45.
  - d'une portion de route rectifiée, VI, 38, 43.
  - de la vallée de la Meuse, VIII, 337.
  - des chemins de fer. Leur influence sur les frais de traction. X, 189 à 198. — Pentes du chemin Franco-Suisse, 114, 115, 118.
  - (Chemins de fer à fortes pentes), VIII, 273.
  - du chemin de fer du Luxembourg, II, 193.
  - Rampe de Ponte-Decimo à Bussalla (ligne de Turin à Gênes), V, 4. — Travail des chevaux sur diverses rampes, 324, 327 à 332. — Travail des locomotives sur les pentes, 346 à 371. — Influence des fortes pentes sur l'exploitation, 379.
- PERDU** (Eug.), X, 151.
- PERFORATEURS**, V, 4, 24 à 30.
- PERRET**, I, 11.
- PERRIER**, frères, VII, 14.
- PERRONNET**, V, 186; VI, 172; VIII, 156, 158, 159.
- PERTES** d'eau pluviale. — Évaluation en ce qui concerne l'alimentation d'eau de Versailles, VII, 94 à 97, 99 (Tableau).
- PERTUIS** à clapets, VII, 318.
- PETELOT**, VIII, 183.
- PETIN**, II, 1 à 35.
- PETIT**, II, 65; VI, 172; IX, 51.
- PETOT**, IV, 206; VI, 50, 113.
- PHARES** (Services des). Situation en 1863, VI, 15.
- de la rade des Dunes et de la rade de Dunkerque, V, 169.
- PHARE** des Barges. Notice sur sa construction, par M. Marin, VI, 49 à 114. — Emplacement utilisé. — Difficultés de construction, 50. — Dérasements du rocher en 1857 et 1858, 53. — Ouvrages accessoires exécutés en 1858, 1859 et 1860. — Mode de construction des jetées — Expériences sur le béton de ciment coulé dans des sacs en toile claire, 54. — Exécution simultanée du phare et des ouvrages accessoires, campagne de 1859, 59. — Décapage par l'acide chlorhydrique des portions de rochers et de maçonneries recouverts de goémon, 60. — Campagne de 1860, 60; de 1861, 62. — Description et manœuvre des appareils. — Conditions générales à remplir, 63. — Premiers appareils de débarquement et de pose, 63. — Grande hune de sauvetage, 66. — Enlèvement de la grande hune de sauvetage et de la grande bigue par la tempête du 25 octobre 1859, 69. — Grue de débarquement et appareil de pose de la tour pleine, 77. — Grue élévatoire et appareil de pose de la tour creuse, 81. — Grande bigue intermédiaire

de montage, 87. — Ensemble des appareils, 89. — Échafaudage extérieur, 91. — Point de centre. Simbleau, 92. — Cintre des voûtes, 95. — Exécution simultanée de la tour creuse et des voûtes de l'intérieur, 96. — Organisation du chantier en mer et transport des matériaux, 97. — Tableau résumé du temps employé à la construction du phare et des ouvrages accessoires, 99. — Description sommaire du phare, 100. — Établissement d'une cave sous le vestibule, 102. — Appareils de pénétration des escaliers dans les voûtes du phare, 103. — Escaliers en fonte, 105. — Cercles en bronze reliant les assises du haut de la tour, 106. — Rivet en cuivre adapté aux soles de la lanterne, 106. — Nature des matériaux et des mortiers, 108. — Utilité et mode d'emploi du ciment de Grignon, 110. — Indication des travaux faits à l'entreprise et de ceux faits en régie. Dépense, 111. — Personnel, 113.

**PHELPS**, VI, 137.

**PHILADELPHIE**. — Forme de radoub, IV, 150, 160.

— Consommation d'eau, VI, 148, 149.

**PHILLIPS**, I, 201, 203.

**PHOTOGRAPHIE**. — Album de l'aqueduc du Potomac, VI, 175.

**PICARD**. Note sur l'emploi de la matière d'agrégation dans l'entretien des routes, X, 99 à 107.

**PICART**, VII, 5, 6.

**PIEDZICKI**, II, 336.

**PIERRE** ponce. — Analyse chimique, III, 289.

**PIERRES** (Définition de diverses natures de), V, 192. — Résistance, 200 à 208.

**PIGNATELLI**, III, 25, 44, 46, 47.

**PILES** en charpente métallique des grands viaducs; Mémoire par M. W. Nordling, VIII, 1 à 126.

I. Historique. — Ouvrages existants, 2. — Viaduc de Haut Portage, 2. — *Id.* de Crumlin, 2. — *Id.* de la Sitter, 3. — *Id.* de Fribourg, 4. — *Id.* de la Cère, 8.

II. Tabliers. — Système adopté pour Busseau, 9; pour la Cère, 10. — Question du platelage, 10.

III. Architecture des piles; considérations générales, 12. — Multiplicité des lignes, 13. — Surfaces gauches extérieures, 13. — *Id.* intérieures, 14. — Disposition pyramidale, 15. — Ses avantages, 16. — Extension du principe aux maçonneries, 16.

IV. Stabilité des piles. — Exposé, 16. — Notations, 17.

Chapitre 1<sup>er</sup>. Charge uniforme, 19. — Charges transmises aux appuis des tabliers, *ibid.* — Transmission des charges par les arbalétriers, 20. — Question des excédants de charge non classés. Cas d'une pile prismatique, 21. — Travail des croisillons, 25. — Travail des entretoises, 27. — Poids propre des piles, 27. — Charges totales des palées, 28. — Charges des arbalétriers, 28.

Chapitre 2. Chargement inégal des travées. Exposé, 29. — Notations, 30. — Équilibre du tablier, 30. — Réaction du tablier sur les piles, 32. — Déformation forcée de la pile, 33. — Équilibre d'une pile élastique solidairement reliée au tablier, 33. — Chapiteau à charnière, 38. Équilibre d'une pile élastique non reliée au tablier, 38. — Conclusion, 42.

Chapitre 3. Effets de la dilatation. — Mesure de la dilatation des tabliers, 43. — Action sur les

culées, 44. — *Id.* sur les piles, *ibid.* — Théorie de l'étrésillonnage d'une palée à deux arbalétriers, 48. — Cas de deux arbalétriers obliques mais parallèles, 49. — Exemples. Suppression d'un bras de croisillon, 52. — Suppression de l'entretoise, 52. — Égale intensité de travail pour les deux bras, 52. — Résultats numériques, 53. — Cas de deux arbalétriers convergents, 54. — Effets de la convergence sur l'étrésillonnage, 56. — Explication de l'effet de la convergence, 57. — Meilleure inclinaison des croisillons, 57.

Chapitre 4. — Chargement inégal des voies. — Charge transmise aux points d'appui du tablier, 58. — Formules du travail des arbalétriers, 61. — Théorie de l'étrésillonnage d'une palée à quatre arbalétriers, 63. — Application numérique, 65. — Oscillations transversales, 66.

Chapitre 5. — Action du vent. — Pression par mètre carré, 68. — Évaluation de la surface exposée, 70. — Effort total du vent, 71. — Stabilité du viaduc de Fribourg, 72. — Équilibre des piles, 74. — Formules des arbalétriers, 75, 79. — Pression des arbalétriers, 79, 80. — Travail de l'étrésillonnage, 77, 80. — Viaduc non chargé, 77, 81. — Surcharge de la voie de gauche, 77. — Surcharge générale, 77, 82. — Surcharge générale sans vent, 78. — Forme polygonale en plan, 82. — Oscillations transversales, 83. — Flèches dues au vent, 84. — Formules et conclusions pratiques, 85. — Efforts maxima par millimètre carré, 86. — Faible utilité des arbalétriers intermédiaires, 86. — Piles de

grande hauteur, 87. — Exemples de Busseau et de la Cère, 88.

Chapitre 6. — Justification des dimensions adoptées. — Arbalétriers, 89. — Étrésillonnage, 94. — Patins et amarres, 96. — Maçonneries, 98. — Observation générale, 100.

V. Économie du système. — Métré des charpentes métalliques des viaducs de Busseau et de la Cère, 102. — Détail estimatif des mêmes charpentes, 104. — Formule du prix de la charpente métallique, 105. — Prix de revient des soubassements en maçonnerie, 106. — Formule du prix des soubassements, 106. — Prix de revient des piles, 107. — Évaluation de piles de diverses hauteurs, 108. — Prix des tabliers, 108. — Meilleure proportion des arches, 109. — Prix théorique du mètre courant de viaduc, 111. — Comparaison avec les viaducs en maçonnerie, 113. — Sujétion du tracé aux abords, 114. — Prix effectifs des viaducs métalliques, 115.

VI. Perfectionnements ultérieurs.

Chapitre 1. — Système actuel. — Danger des amarres, 116. — Suppression des arbalétriers intermédiaires, 116. — Suppression des fermes intermédiaires des tabliers, 117. — Treillis appliqué à l'étrésillonnage, 118. — Concentration des résistances, 118. — Platelage et chapiteaux, 119. — Choix du métal des arbalétriers, 119.

Chapitre 2. — Système nouveau. — Insuffisance des moyens proposés, 120. — Exemple numérique, 120. — Haubans, 121. — Équilibre des haubans, 121. — Élasticité des haubans, 122. —



- Cas de l'inclinaison à 45°, 124.  
 — Résultats numériques, *ibid.* —  
 Fatigue des arbalétriers, 124. —  
 Conclusion, 125.
- PILLE, VI, 242, 247.
- PILLON (Germain), VIII, 142.
- PILONNAGE (Remplacement du) par  
 des rouleaux compresseurs, VII,  
 402 à 405.
- PILOTAGE. Voir Battage de pieux,  
 — Receptage des pieux, II, 66. —  
 Forage, 66. — Moisés sous l'eau,  
 68 à 72.
- Appareils de pilotage. — Sabots,  
 IX, 40. — Entures, 41. — Sonnette  
 à vapeur, 41. — Prix de revient  
 du battage par les sonnettes à bras  
 et par les sonnettes à vapeur, 45.  
 — Sonnettes à tiraudes; sonnettes  
 à déclic, 52. — Receptage, 53.
- PILOTIS. Voir Fondations.
- PIRONNEAU, II, 32.
- PLAGE de la Méditerranée dans le  
 département de l'Hérault. — Étendue,  
 V, 220. — État, 220.
- PLANS inclinés sur divers chemins  
 de fer. Longueur, hauteur franchie,  
 déclivité, rayons de courbure, II, 126.
- Desservis par des machines fixes  
 (ligne d'Andrézieux à Roanne);  
 travail dépensé, V, 332 à 342,  
 376.
- Plans automoteurs (même ligne)  
 conditions de travail et de service,  
 dépense, V, 342 à 346, 375.
- Desservis par des locomotives,  
 V, 364, 367, 376.
- PLANTATIONS. Leur utilité au point  
 de vue sanitaire, VII, 112.
- PLANTATIONS pour la défense des  
 chemins de fer contre la neige, X,  
 2, 13, 16.
- PLANTES. — Évaporation, IV, 220.  
 — Quantité d'eau pluviale nécessaire  
 à leur nutrition, VII, 95,  
 99.
- PLANTES palustres, V, 264.
- PLANTIER, IX, 40, 49.
- PLOCQ. (A.). Étude des courants et  
 de la marche des alluvions, aux  
 abords du détroit de Douvres et  
 du Pas-de-Calais sur les côtes  
 de France et d'Angleterre, V,  
 103 à 117.
- PLONGEURS, III, 16, 17, 20. — salaire,  
 161.
- PLUIE. Voir Eau pluviale. — Nombre  
 de jours de pluie dans la région  
 de Paris, VII, 95, 99.
- Causes des grandes pluies, I, 4.
- Établissement de postes d'observations  
 pluviométriques, VIII,  
 336, 343. — Relation avec les  
 crues des rivières, 345.
- Régime de la pluie dans le bassin  
 de la Seine, X, 30 à 58. — Lieux  
 d'observation, altitude, durée des  
 observations, élévation et diamètre  
 du pluviomètre, hauteur  
 moyenne annuelle d'eau pluviale  
 obtenue (Tableau), 32, 33. — Résultat  
 des observations. — Influence  
 du voisinage de la mer,  
 34. — De l'altitude des terrains,  
 36, 38. — Il tombe plus de pluie  
 dans les vallées que sur les plateaux  
 voisins; pourquoi, 40 à 42.  
 — Hauteurs d'eau pluviale en  
 1861, 1862 et 1863, dans les bassins  
 d'Yonne, de la Seine, de l'Oise;  
 — rapport avec la hauteur constatée  
 à Paris (Tableau), 44,  
 45. — Moyenne générale probable,  
 46. — Uniformité des influences  
 atmosphériques dans toute l'étendue  
 du bassin de la Seine, 46.
- Mois secs et mois pluvieux, en  
 1861, 1862 et 1863, 46, 48. — Variation  
 simultanée du niveau des cours  
 d'eau dans ce bassin, 46.
- Les pluies des mois chauds  
 profitent peu aux cours d'eau, 47.
- Application de cette règle aux

- eaux souterraines, 49. — Sécheresses extraordinaires depuis 1857. — Hauteur des eaux de la Seine au-dessous de l'étiage, 51 à 53. — Périodes d'humidité et de sécheresse, 53. — Nombre des jours de sécheresse, dans ces périodes, 54. — Diminution du débit des eaux d'Arcueil depuis 1857, 55. — Relation avec les hauteurs d'eau pluviale à Paris, 56. — La sécheresse tient surtout à la mauvaise répartition de la pluie, 57.
- PLUS-value** résultant de travaux publics, VI, 18, 19, 20.
- PLUS-value** espérée des travaux d'amélioration à exécuter sur les terrains communaux de la Meuse, III, 116, 117, 123.
- PLUVIOMÈTRES.** — Observation relative à leur position, X, 33, 34.
- POINCARÉ.** — Rapport sur l'exécution, dans le Département de la Meuse, de la loi du 28 Juillet 1860 relative à l'assainissement et à la mise en valeur des terrains communaux, III, 113 à 123.
- POINCARÉ** (de Mardigny et). Notice sur le service de correspondance de la Meuse, VIII, 334 à 358.
- POIRÉE (J.),** I, 194, 196, 205, 206.
- POIRÉE (Ch.),** III, 237. — VII, 4, 18, 88. — IX, 23. — X, 52.
- POISSON.** Effet d'un grau sur l'empoissonnement, V, 249.
- POLDER.** Régime des eaux, V, 64. — Formation de polders, V, 260, 272.
- POLONCEAU,** VIII, 182. — X, 297.
- POMPE** Notre-Dame, VIII, 134.
- POMPES** d'épuisement pour bassin de radoub flottant, III, 239. — Pompe rotative à force centrifuge, 240. — Pompe Farcot, 240, 245.
- POMPES** élévatoires employées au tunnel des Alpes : description, V, 49.
- POMPES** de la Machine de Marly, VII, 47.
- PONCELET, I,** 263, 264, 271, 285, 338. — VI, 172. — VIII, 294, 299, 305, 306, 307, 310, 314. — X, 238.
- PONSON,** VIII, 375.
- PONTS.** Voir Fondations. — Situation en 1863, VI, 4. — Améliorations à réaliser, 33.
- PONTS** biais. Voir Voûtes biaisées.
- PONTS** sur le Chemin de fer Franco-Suisse. — Dimensions principales; — dépenses, X, 131, 135.
- PONTS** ou viaducs pour chemins de fer. — Dimensions principales, dépense totale, par mètre linéaire et par mètre superficiel en élévation, IV, 263, 273, 284, 304.
- PONTS** de Paris (Notice historique sur les) par M. Féline Romany, VIII, 129 à 224. — Exposé, 129.
- Chapitre I. — Période antérieure à la révolution de 1789. — Ancien pont Notre-Dame, 132. — Ancien Petit-Pont, 137. — Pont-Neuf, 138. — Pont Marie, 143. — Ancien Pont Saint-Michel, 144. — Ancien Pont-au-Double, 146. — Ancien Pont Saint-Charles, 146. — Ancien Pont-au-Change, 147. — Pont de la Tournelle, 149. — Pont Royal, 152. — Pont de la Concorde, 155.
- Chapitre II. — Période de l'Empire. — Ancien pont d'Austerlitz, 161. — Pont des Arts, 165. — Ancien pont de la Cité, 168. — Pont d'Iéna, 169.
- Chapitre III. — Période de la Restauration. — Pont de Grenelle, 172. — Ancien pont suspendu de l'allée d'Antin, 173. — Passerelle de la Grève, 175. — Pont de l'Archevêché, 176.
- Chapitre IV. — Période de 1830 à 1848. — Ancien pont suspendu de Bercy, 178. — Ancien pont

Louis-Philippe, 179. — Pont du Carrousel ou des Saints-Pères, 181. — Passerelles de Damiette ou de Constantine, 184. — Passerelle suspendue de la Cité, 186. — Nouveau Pont - au - double, 186.

Chapitre V. — Période actuelle.

— Pont Napoléon III, 190. — Nouveau Petit-Pont, 191. — Nouveau pont Notre-Dame, 192. — Nouveau pont d'Austerlitz, 194. — Pont d'Arcole, 195. — Pont des Invalides, 198. — Pont de l'Alma, 201. — Nouveau pont Saint-Michel, 204. — Pont de Solferino, 207. — Nouveau Pont-au-Change, 211. — Nouveau pont Louis-Philippe, 214. — Pont Saint-Louis, 216. — Nouveau pont de Bercy, 218. — Comparaison des dépenses d'établissement des ponts de Paris ramenées à l'unité superficielle, 222.

#### PONTS en charpente :

- Description des ponts du Bois-le-Roi (Route Impériale n° 28), II, 198.
- de Talence à Abbeville (Route Impériale n° 25), 200.
- Pont en treillis de 27 travées de 45<sup>m</sup>.71 d'ouverture chacune (chemin de fer de l'Inde Anglaise), II, 126.
- Théorie des fermes américaines par M. Ed. Collignon, VII, 141.
- Calcul des ponts américains du système de How, 185. — Appréciation de ce système au point de vue pratique, 143, 209.
- Système américain de How ; débouché et nombre de travées des ponts principaux de fer de Pétersbourg à Moscou, VII, 143 ; dimensions principales, 213.
- Description d'un pont provisoire de 250 mètres exécuté à Nantes, IX, 49.

#### PONTS en maçonnerie :

- pour chemin de fer à une voie ou à deux voies ; comparaison de la dépense, IV, 34. — Prix de l'élargissement, 40, 59. (Tableau.)
- Ponts en maçonnerie d'une grande ouverture, VI, 175. — Pont-aqueduc sur le Potomac, 167.
- Pont en briques de la Scrivia sur le chemin de fer de Gènes à Turin : dimensions principales ; calculs relatifs à la stabilité, IX, 234.
- Viaduc du chemin de fer d'Auteuil sur la Seine. Calculs relatifs à la stabilité, IX, 287.
- Reconstruction de deux ponts sur la Loire, à Nantes ; Note par M. Lechalas, IX, 39 à 55. — 1<sup>er</sup> Pont de la Belle Croix, 39. — Sabots, 40. — Entures, 41. — Sonnette à vapeur, 41. — Culée rive droite, 45. — Décintrement, 47. — Caissons. — Coulis de ciment, 47. — Garde corps, 48. — 2<sup>nd</sup> Pont de Pirmil, 48. — Pont provisoire, 49. — Mur de quai de la rive droite, 50. — Fondations, 51. — Recèpage, 53. — Caissons, 53. — Cintres et échafaudages, 54. — Voûtes de décharges, 55. — Chape, 55.
- Pont de Sainte-Maxence sur l'Oise, VIII, 157. — Prix de divers viaducs par mètre carré, 114. — Dépense comparée avec un pont métallique, 7.
- Pont-au-Change à Paris (démolition du). Notice par M. Vaudrey, III, 259 à 272. — Dragage de l'emplacement des nouvelles piles, 264.
- Note sur le pont biais construit sur la Vézère aux Eyzies, par M. Partiot, VII, 214 à 224. — Arcs intermédiaires, 216. — Arcs des têtes, 218. — Tracé des piles et des avant-becs, 221. — Détails

- sur la construction du pont des Eyzies, 222.
- Ponts métalliques. Voir Arcs métalliques.
  - Pont biais, avec poutres en tôle, sur la rivière d'Orbieu, pour le passage du chemin de fer de Bordeaux à Cette; Note par M. Bonnet sur la superstructure métallique de ce pont, II, 54 à 64. — Dispositions d'ensemble, 55. — Dispositions de détail, 57. — Poids total des tôles, 61. — Montage, 62. — Observation, 63.
  - Viaduc du Crumlin en Angleterre, II, 63.
  - Pont de Bordeaux sur le chemin de fer de Bordeaux à Cette, II, 64.
  - Ponts métalliques pour chemin de fer à une voie ou à deux voies, comparaison de la dépense, IV, 34. — Prix de l'élargissement, 40. — Prix du mètre courant de tablier, 43.
  - Étude de l'influence des charges en mouvement sur la résistance des ponts métalliques à poutres droites, par M. Renaudot, I, 145 à 204. — Exposé, 145. — Chapitre I. — Établissement des formules fondamentales, 149. — Chapitre II. — Application des formules simplifiées à la détermination : de la tension maxima, 164; — du rapport des tensions dynamique et statique, 170; — du rapport des flèches dynamique et statique, 176. — Chapitre III. — Examen de quelques circonstances qui influent avec la vitesse sur la résistance des poutres métalliques, 187. — Mauvais état de la voie, 192. — Existence aux abords des ouvrages de courbes à faible rayon, *ibid.* — Influence des contrepoids des roues motrices, 193. — Influence des ressorts sur la répartition inégale du poids des véhicules, 194. — Généralisation des résultats obtenus. — De l'influence des charges en mouvement sur la résistance des arcs métalliques, 195. — Résumé et conclusions, 197. — Notes, 199.
  - Notice sur le pont Saint-Louis à Paris, par M. Féline Romany, V, 280 à 304. — Disposition des lieux. Conditions auxquelles le pont devait satisfaire, 280. — Dimensions des culées — Mode de fondation, 281. — Partie métallique, 283. — Description de l'arche, 284. — Fontes : provenance, 287. — Poids des différentes pièces, 287. — Mode de transport, 289. — Levage, 289. — Épreuves, 290. — Dépense, 295. — Principales données ayant servi à calculer le travail de la fonte, 295. — Note I. Calcul de la variation de flèche produite dans l'arche du pont Saint-Louis par le poids permanent et par celui de la charge d'épreuve, 299. — II. Calcul de la poussée par les tables de M. Bresse, 302. — III. Calcul de la pression par millimètre carré de la section à la clef, 303.
  - Pont de Solferino, 286, 287, 288. — Travail de la fonte sous la charge permanente et sous la charge d'épreuve, 296.
  - Viaduc de Tarascon. Travail de la fonte sous la charge permanente et sous la charge d'épreuve, 296.
  - Théorie des fermes à poutres droites en treillis, par M. Ed. Collignon, VII, 141 à 185. — Formules générales de l'équilibre intérieur d'une poutre droite à treillis posée sur deux appuis de

- niveau, 144. — Discussion et application des formules, 151. — Flexion de la poutre à treillis, 159. — Du poids par mètre courant et des limites des efforts dans le métal, 168. — Calcul de l'établissement des rivures, 177. — Calcul de la rivure des cornières qui réunissent le treillis avec les longerons, 176. — Discussion d'une objection contre les poutres à treillis, 180.
- Tableau des ponts métalliques du réseau de la grande société des chemins de fer russes d'un débouché supérieur à 60 mètres, VII, 142.
- Ponts métalliques des chemins de fer russes (Notice sur quelques), par M. Cezanne, VIII, 225 à 265. — Indications générales, 225. — Levage du pont sur le Niémen à Kowno, 233. — Levage du pont sur le Niémen à Grodno, 247. — Note sur les brise-glaces, 262. — *Voir Piles.*
- Pont Britannia. Poids d'un grand tube, VIII, 236. — Pont de la Vistule, 258. — Pont sur le Scorff à Lorient, 258. — Pont de Kehl sur le Rhin, 261. — Pont sur le Loir près d'Angers, 258. — Ancien pont d'Austerlitz à Paris, 161 à 165. — Pont du Carrousel, 181 à 184. — Pont d'Arcole, 195 à 198. — Pont de Solferino, 207 à 211. — Pont Saint-Louis, 216 à 218. — Ponts avec piles en charpente métallique. — Mètre, VIII, 102. — Poids du fer et de la fonte, 104. — Dépense, 5, 6, 102 à 115. — Viaduc de Crumlin dans le pays de Galles, 2, 8, 13. — Viaduc de la Sitter en Suisse, 2, 3, 11, 30, 111. — Viaduc de Fribourg, 2, 4, 13, 15, 30, 41, 73, 91, 111, 261. — Viaduc de Haut-Portage, 2. — Viaduc de Busseau d'Abun sur le chemin de fer de Montluçon à Limoges, 7 à 115. — Viaduc de la Cère sur la ligne de Figeac à Aurillac, 8 à 115.
- PONTS suspendus appliqués à l'exploitation des chemins de fer, I, 202.
- Pont suspendu de Mirabel sur l'Eygues (Drôme). Chute par suite d'une épreuve. — Rapport par MM. de Montrond et Margot, III, 211 à 217.
- Pont tournant de la citadelle au Havre (Épreuve du), rapport par M. Bouniceau, III, 218, 219.
- POOLE, V, 108, 153.
- POPULATION. *Voir Mortalité.*
- PORTES de l'écluse de 25 mètres d'ouverture du port de Saint-Nazaire (abatage en chantier de la seconde paire de), rapport par M. Leferme, I, 113 à 124.
- PORTES d'écluse en tôle du canal Saint-Maurice : Mémoire par M. Malézieux, IX, 139 à 150. — Renseignements préliminaires, 139. — Des portes en bois et des portes en métal, 140. — Prix de revient comparé (Tableau), 141. — Description des portes de Saint-Maurice, 142. — Résistance des entretoises, 147. — Résultats constatés, 148.
- PORTES d'un bassin de radoub; description, III, 237, 238.
- PORTES de la forme de Paimbœuf. Manœuvre, IX, 89, 90.
- PORTLAND, V, 153.
- PORTS. — Conditions actuelles sur la côte Anglaise, V, 152 à 169. — Comparaison avec les ports correspondants de la France, 169 à 175.
- PORTS maritimes de France. — Nombre, VI, 42. — Port de Marseille; surface d'eau abritée; dé-

- veloppement des quais; mouvement maritime; travaux neufs, 13. — Ports du Havre, de Bordeaux, de Dunkerque, de Cette, de Dieppe, de Boulogne, de Brest, de Saint-Malo, de Saint-Nazaire; Situation des travaux en 1863, 13, 14, 15. — Améliorations qui restent à exécuter; dépense, 34.
- Port de Capbreton (Notice par M. Descombes sur le), II, 129 à 151. — Exposé, 129. — Description de la Côte des Landes et des courants, *ibid.* — Fosse de Capbreton, 131. — Mouvement des sables, 132. — Description des travaux, 133. — Levée de Boucarot, 134. — Description de l'estacade, *ibid.* — Battage des pieux, 136. — Fascinages inférieurs, 138. — Rectification du courant, 139. — Plats-formes, 140. — Moïsage inférieur, 141. — Fermes, 142. — Envahissement des sables, 143. — Difficultés et travaux divers, 144. — Résumé, 145. — Note et tableaux, 146.
- Port de Fécamp. — Notice par M. Carlier, sur les travaux d'approfondissement du chenal en 1859 et 1860, III, 8 à 23. — Hauteur des marées, 8. — Tirant d'eau à obtenir, 9. — Nature du sol, *ib.* — Cube total de déblais, dépense d'extraction par mètre cube, 11. Mines, 11.
- Port de Paimbœuf. Note, par M. Lechalas, sur la forme de carénage de ce port, IX, 70 à 88. — Description générale, 70. — Nouveau procédé d'épuisement, 72. — Conditions d'établissement, 73. — Formes accolées à des bassins à flot, 80. — Application, 82. — Considérations générales, 85. — Note A. Manœuvres d'entrée et de sortie dans la forme de Paimbœuf par M. Auguste Pelletier, 88 à 92.
- Port d'Alger. Notice par M. Hardy, sur la construction des enceintes des formes de radoub, III, 137 à 172. — Coulage de l'enceinte de la petite forme, 142. — Coulage de l'enceinte de la grande forme, 149. — Construction du mur de quai Est, 154. — Prix de revient: du nettoyage de l'emplacement des caisses et entre-deux, 161. — De la confection des musettes, 163. — Du lançage et mise en place des caisses et entre-deux, 165; — du coulage du béton, 167. — Tableau récapitulatif des travaux de coulage de béton des enceintes, 170 à 172.
- PORTSMOUTH (États-Unis). Forme de radoub; — dépense, IV, 150.
- PORTUGAL. Rizières, IV, 217 à 247. Mortalité, 241 à 246.
- POTOMAC. Régime, VI, 163. — Hauteur au-dessus de la mer, 165. — Composition de ses eaux, 158.
- POUILLAUDE, V, 190.
- POULAIN. Notice sur l'emploi et la fabrication du béton dans la place de Gorée, V, 305 à 313.
- POURCET, III, 25, 26.
- POUZZOLANE naturelle de Santorin (Mémoire sur la) par M. L. Montaut, III, 284 à 307. — Gisement, 285. — Composition chimique, 288, 291. — Analyse de diverses substances siliceuses, 289; — de diverses pouzzolanes, 290, 291. — Action pouzzolanique de la terre de Santorin, 292. — Emploi de la pouzzolane de Santorin, 293. — Proportion des mortiers, 296. — Exécution des constructions, 299. — Composition d'un mètre cube de maçonnerie de moellons et mortier de pouzzolane de Santorin, 300. — Résistance à l'écras-

- sement, 301, 302. — Usage de la pouzzolane de Santorin, 302. — **Prix**, 305.
- PRAIRIES**. Produit par hectare, V, 55. IV, 236. — Coupe de l'herbe, V, 56. — Dépaissance, 56, 57.
- PRÉS** naturels de la formation oolithique; leur composition, leurs produits, III, 107.
- PRESSE** hydraulique, VIII, 238, 239, 245, 258. — Liquide à employer en temps de gelée, 245, 246.
- PRESTATIONS** des chemins vicinaux appliquées à l'exécution des chemins de fer, VIII, 283.
- PRÉVOST** François, VIII, 156.
- PRISE** d'eau des pompes, VII, 50.
- PRIX**. Voir Maçonnerie.
- PRODUIT** des chemins de fer départementaux d'Alsace, VIII, 279, 280; — des ponts. Voir Péage.
- PRODUITS** des chemins de fer : par kilomètre, V, 378, 380. — Rapport du produit net à la dépense d'établissement, 380.
- PRODUITS** du chemin de fer Franco-Suisse en 1860, 1861, 1862, 1863, 1864; X, 168 à 182; — comparés à ceux des lignes de Mouchard aux Verrières, 184; de Chagny à Montceau les mines, de Nuits sous Ravières à Chatillon sur Seine, 185. — du Dauphiné et de la Savoie, d'Arvant à Massiac, 186. — Recette minimum par kilomètre nécessaire pour couvrir les frais de construction et d'exploitation, 189. — Produit d'un train par kilomètre sur la ligne de Paris à la Méditerranée, 197.
- PRODUITS** des chemins de fer de l'Inde, recette brute, II, 127.
- PRODUITS** des terres, II, 174. — *Id.* de marais desséchés, 185; — de vignes, 186.
- PRODUITS** en argent de divers terrains d'après leur culture, IV, 227, 234, 236. — Produits en nature, 223, 229, 234, 235, 239.
- PRODUITS** en argent et en nature : — des terrains irrigués, V, 55; — d'une ferme du lac de Harlem, 76. — Produits des marais en exploitation, 264, 265, 266.
- PRONY** (de), I, 50, 249, 251. — VI, 172. — VII, 13, 14, 227.
- PRUDHOMME** (appareils électriques de M.), servant à mettre en communication les voitures d'un train, IV, 165 à 179.
- PUITS**. Voir Fondations. Eaux souterraines.
- PUITS ARTÉSIENS**. Une carte géologique souterraine permet de prévoir les résultats des sondages, III, 279.
- PUITS ARTÉSIENS** à New-York, VI, 136.
- PUVIS** (Ambroise), I, 56, 66.

## Q

- Quai** à Nantes. — Détails d'exécution, IX, 50.
- QUANEUX**, VI, 296, 297, 335, 336, 337, 338, 344.
- QUESTEL**, VII, 4.

## R

**RACHAT.** *Voir* Péage.

**RADIER** d'un barrage à hausses mobiles, construction, résistance, II, 212, 213. — Radier des déversoirs d'un ouvrage de ce genre, 214. — Arrière-radier, 215.

**RAILS.** — Dépense. *Voir* Voie. —

— Vignole. — Application aux voies du chemin de fer du Nord, IV, 248, III, 3. — (Note par M. Mariel sur les traverses Pouillet et les voies avec rails Vignole.), II, 73 à 89. — Rails à double chamignon. — Inconvénients, II, 79. — Rails à coussinets. Système abandonné en Allemagne pour le rail Vignole, II, 83. Comparaison avec ce dernier rail, 84 à 87.

**RAMSGATE**, V, 107, 117, 118, 126, 133, 141, 171 (travaux du port de), 165 à 168.

**RANCO**, V, 5.

**RARCHAERT** (Lucien). Mémoire sur une locomotive articulée à douze roues couplées proposée pour l'exploitation des chemins de fer à fortes rampes et à petites courbes, VI, 199 à 211.

**RATEL**, IV, 270, 281.

**RAVERAT**, VIII, 208.

**RAVIER**, III, 306.

**RECEPAGE DE PIEUX**, IX, 53.

**RECETTES.** *Voir* Produits.

**RECHARGEMENT.** *Voir* Cylindrage.

— Nécessité des rechargements généraux pour les routes très-fréquentées, IX, 318, 320. — Durée de la période d'aménagement, 289.

**Rechargements de chaussées :** par-

tiels X, 254; généraux; précautions à prendre, 257.

**Rectification des côtes de Baudet**, par la grotte souterraine de l'Arize, route impériale, n° 119 de Carcassonne à Saint-Girons; notice par M. Évrard, VII, 37 à 48. — Exposé, 37. Premières études, 38. — Description de la grotte, 40. — Hypothèse sur sa formation, sa solidité, 41. — Travaux exécutés, 43. — Avantages et inconvénients, 43. — Incidents d'exécution, 45.

**Regards de l'aqueduc du Croton**, VI, 145.

**Règle pour mesurer l'usure des chaussées (Système Mary)**, IX, 287, 313, 354.

**Règlements anciens en matière de voirie.** — Règlement de 1270, III, 66; — de 1469, 67; — de 1413, 69; — de 1508, 70; — de 1599, 70; — de 1607, 71; — de 1626, 72. — Principaux règlements émanés du bureau des trésoriers de France et de la généralité de Paris, 73, 78. — Confirmation des anciens règlements par la loi du 19-22 juillet 1791, 77. — Arrêt du 27 février 1675, 79.

**Règlements d'eau (Étude sur les)**, par M. de Lafont, I, 225 à 348. — Introduction, 225.

Chapitre I. Niveau de la retenue. — Indications générales, 226. — Nécessité de tenir compte des variations du volume de la rivière, 227. — Conditions à rem-



plir par rapport aux terrains, 229.  
— *id.* par rapport aux usines, 232.

Chapitre II. Ouvrages régulateurs ou de décharge. — Considérations générales, 241. — Détermination de la pente naturelle des crues de pleines rives et de la courbe de remous correspondante, 242. — Détermination du volume des crues de pleines rives, 248. — Des fonctions spéciales du déversoir et du vannage, 254. — Application des formules de débit aux ouvrages régulateurs, 259.

Chapitre III. Des expériences de MM. Poncelet, Lesbros, Castel et Boileau sur l'écoulement de l'eau par les orifices ouverts à la partie supérieure, 264. — Section 1. Formules de Dubuat; mesure des charges, 265. — Déversoirs ordinaires, 265. — Déversoirs noyés, 268. — Section 2. Expériences de M. Castel, 269. — Section 3. Expériences de MM. Poncelet et Lesbros et de M. Lesbros seul, 271. — Dispositif et limites des expériences, 271. — Déversoirs noyés, 273. — Causes d'erreur, correction, 274. — Résultats relatifs aux déversoirs ordinaires en mince paroi, 276. — Déversoirs ordinaires, épaisseur, résultats, 280. — Déversoirs noyés, résultats, 281. — Section 4. Expériences du capitaine Boileau, 284. — Circonstances de l'écoulement en aval des déversoirs de même largeur que les canaux. Influences perturbatrices, 287. — Nouvelle forme pour les déversoirs d'une largeur égale à celle des cours d'eau, 288. — Moyen d'utiliser les expériences de M. Boileau en conservant l'ancienne formule.

Transformation des charges, 291.

— Variations des coefficients de la dépense suivant la hauteur des déversoirs de même largeur que les canaux, 292. — Dispositifs divers de déversoirs, 293. — Orifices du troisième genre résultant d'un étranglement du lit. Résultats; Comparaison avec ceux du colonel Lesbros. Conclusion, 296. — Section 5. Application des résultats précédents aux divers orifices qui se présentent dans les affaires d'usines, 300. — Déversoirs proprement dits, 301. — Déversoirs de fond, 302. — Déversoirs prolongés et déversoirs de fond prolongés, 303. — Déversoirs noyés proprement dits, 303. — Conclusion, 305.

Chapitre IV. Des usines alimentées par des canaux de dérivation, 305. — Généralités, 305. — Inconvénient de traiter les dérivations comme le prolongement du lit naturel, 307. — Détails sur le droit des usiniers de maintenir en temps de crue le niveau légal, 312. — Conclusion. Le règlement doit se faire à l'origine de la dérivation, 314. — Règlements particuliers aux dérivations. Peut-on, en certains cas, tenir compte du débit de ces canaux, 314. — Dérivation alimentant plusieurs usines, 316.

Chapitre V. Des usines alimentées par des étangs, 317. — Règles générales, 317. — Niveau de la retenue, 318. — Ouvrages de décharge, 319. — Volume des crues, 320. — Conclusion, 322.

Chapitre VI. — Détails et applications pratiques, 323. — Section 1. Opérations sur le terrain, 323. — Section 2. Études dans le cabinet. — Application, 326. —

- Pente et section naturelle. Volume des crues de pleines rives, 327. — Détermination, par la formule parabolique, du remous de pleines rives et de la retenue ordinaire, 329. — Application de la formule du mouvement permanent, 331. — Application de la formule du mouvement uniforme, 334. — Remarque sur l'usage de la formule parabolique, 334. — Hypothèse du relèvement et de l'abaissement parallèle, 336.
- Chapitre VII. Résumé, 338. — Tableaux, 340 à 348.
- RÉGNAULT, I, 71, 73. — VII, 17, 18.
- RÉGY. Mémoire sur l'amélioration du littoral de la Méditerranée dans le département de l'Hérault, V, 209 à 279.
- REMBLAIS. *Voir* Terrassements.
- Élargissement, IV, 52.
- de 40 mètres, X, 125.
- REMOUS. *Voir* Crues.
- RENAUDOT. Étude de l'influence des charges en mouvement sur la résistance des ponts métalliques à poutres droites, I, 145 à 204.
- RENNEL, I, 41.
- RENNEQUIN (Sualet), VII, 7.
- RENOU, X, 41.
- RÉSERVOIRS :
- (Eaux de Versailles), de Montbauron, VII, 8, 12; — de la butte de Picardie, 8, 12, 135; — Gobert, 11, 86, 87; — du Château-d'eau, 42; — de l'Aile, 12; — du Parc aux cerfs, 11, 12; — de Marly, 15, 16, 22, 79 à 84; — de la Marche, 30; — Utilité, 118; — Capacité, 119.
- Au point de vue des inondations, VII, 115, 133.
- Réservoir alimentaire des eaux de New-York. Capacité, VI, 141, 145. — Réservoir de distribution, 145, 152, 154, 159, 162, 168.
- Résistance du radier d'un barrage à hausses mobiles : à la force d'arrachement, II, 212, 245; — à la force de glissement, 213, 215.
- RHÔNE. Alluvions à son embouchure, II, 162.
- RICHEY, VI, 38, 39, 40, 42, 44, 47. — IX, 332.
- RICOUR, II, 204.
- RIQUET, VII, 5.
- RIVAGE DE LA MER :
- Amélioration du littoral de la Méditerranée, dans le département de l'Hérault; mémoire par M. Régy, V, 209 à 279. — Objet du mémoire, 209. — État actuel de la zone du littoral, 209. — États successifs des lieux, 211. — État correspondant de la santé publique à différentes époques, 213. — Examen de l'état de chacune des parties qui composent la zone du littoral. Travaux à faire pour leur amélioration, 219 : 1° Plage, état, 220; travaux, 226. — 2° Étangs. Étude sur les graux, 234 à 257. — État et situation des étangs, 257; travaux, 258. — 3° Marais, 260. — État et situation, 263; travaux, 268. — Intervention de l'État dans les améliorations à exécuter, 277.
- Conséquences du régime des courants giratoires du littoral, combiné avec l'action des vents, sur les plages et les bancs, 123, 126. — Action directe des vents, 124. — Description au point de vue de la constitution géologique et des gisements, 130 à 152.
- RIVIÈRE (de), 274, 275.
- RIVIÈRES. — *Voir* Crues, Inondations, Mascaret, Étiage, Pluie, Débit, Alluvions.
- RIVIÈRES NAVIGABLES. — Longueur VI, 6. — Situation en 1863, 8. — Seine, Marne, Rhône, 8. — Ga-

ronne, 9. — Loire maritime, 10. — Endiguements : de la Seine maritime, 10; — du Var, 11.

Èbre. Travaux de canalisation ; notice par M. Lesguiller, III, 24 à 48.

Chapitre I. Historique. — Travaux anciens, 24. — Travaux exécutés par la compagnie concessionnaire, 25.

Chapitre II. Régime de l'Èbre. Aspect général de la vallée entre Saragosse et la mer, 27. — Pente ; profondeur du lit, 27. — Débit, vitesse des courants, 28. — Navigation actuelle, tonnage, 29.

Chapitre III. Système général de travaux adopté : Pour l'amélioration de la navigation entre Saragosse et Amposta, 30; — Pour l'amélioration de la navigation entre Amposta et la mer, 31. — Pour les irrigations, 32.

Chapitre IV. Travaux exécutés. — Écluses et dérivations accolées aux barrages en rivière, 33. — Rectifications et dragages, 37. — Canal d'Amposta à San Carlos, 38. — Canal d'alimentation, 40. — Canaux d'irrigation, 41. — Dépenses, 41.

Chapitre V. Indications sommaires relatives aux travaux restant à faire. — Nécessité de modifier le projet primitif, 42. — Système consistant à utiliser la rivière de Saragosse à Quinto et à établir un chemin de fer de Quinto à Sastago, 44. — Canal latéral en prolongement du canal d'Aragon, 46. — Chemin de fer de Saragosse à Escatron, 48.

Seine. Note par M. Chanoine sur la crue de janvier 1861, 97 à 105. — Observations, 97. — Causes de la crue, 103. — Charriage

des glaces, 103. — Dégel, 105. — Débit, 105.

Rivières navigables, torrentielles et encaissées (Note par M. Fournié sur l'amélioration des), IX, 151 à 178. — I. Régime du Lot, 152. — Débits du Lot, 153.

— II. Tracé des barrages, 156. — Influence du tracé des barrages sur les berges en amont, 157. — Sur les berges en aval, 158; sur le fond et sur les courants en aval, 158; sur la sortie des écluses, 159. — Guideaux à l'amont et à l'aval des écluses, 161. — III. Profils, types et mode de construction, 162. — Observations sur les types existants, 162. — Choix d'un profil type. — Premier cas : Le rocher n'est pas très-profond, 165. — Deuxième cas : Le rocher ne peut être atteint, 167. — IV. Calcul de la dénivellation produite aux différentes hauteurs d'eau par un barrage fixe en rivière de forme quelconque, 169. — Expression de la force d'affouillement au pied d'un barrage, 174. — Tableau des chutes des barrages du Lot inférieur et de leurs développements, y compris les pertuis, 178.

Rivot, III, 295.

RIVURES :

— dans les chaudières d'acier fondu (Essai sur la résistance des), II, 5, 6, 12, 29. — Influence de l'épaisseur des tôles sur l'affaiblissement suivant les lignes de rupture, 30. — Fraisure des rivets exposés à l'action du feu, 30.

Rizières du Portugal (Extrait d'un mémoire sur les), par M. J. de Andrade Corvo, IV, 217 à 247. — Système de culture du riz en

- Portugal, 217. — Production par hectare, 223, 229. — Tarif protecteur, 224. — Prix de vente, 224. — Quantité consommée par tout le pays, 225. — Par tête, 226. — Frais de culture par hectare, 226. — Influence de la culture du riz sur le sol, 230. — Avantages d'un changement de culture, 231. — Insalubrité des rizières, 239. — Accroissement de mortalité qu'elles occasionnent, 241.
- ROANNE (chemin de fer de) à Andrezieux, V, 315, 316, 322, 332, 342, 346, 354, 377, 380.
- ROBAGLIA, I, 97.
- ROCHEPONCIÉ (dela), II, 132. V, 137.
- ROCHER. Voir Décapage, Déblai.
- ROCK CREEK (Aqueduc de), VI, 158. — Dépense, 169.
- ROMAIN (frère François), ingénieur, VIII, 152, 153.
- ROMANY (Féline). Notice sur le pont Saint-Louis à Paris, V, 280 à 304.
- ROME. Approvisionnement d'eau journalier, VI, 149.
- ROMNEY, V, 153.
- RONDEL, VI, 244, 247.
- RONDELET, V, 186. — VII, 14.
- ROQUANCOURT, IV, 252.
- ROUES HYDRAULIQUES. Conditions d'établissement, I, 234. — Machine de Marly, VII, 45.
- ROUHER, VI, 299.
- ROULAGE. Voir Transport (prix de).
- ROULEAUX COMPRESSEURS. Voir Cylindrage, X.
- Rouleaux compresseurs pour terrassements (note par M. de Vézian sur les), VII, 402 à 405.
- ROUQUAYROL, VIII, 375.
- ROUTES. Jurisprudence en matière d'alignement; comparaison entre la grande et la petite voirie, III, 49 à 96.
- ROUTES AGRICOLES. Situation en 1863, VI, 16, 17.
- ROUTES FORESTIÈRES DE LA CORSE. Situation en 1863, VI, 4.
- ROUTES THERMALES. Longueur, frais d'établissement, VI, 3.
- ROUTES IMPÉRIALES. Situation en 1863. — Nombre, longueur, circulation, VI, 2. — Lacunes; 2, 3. — Rectifications, 3. — Routes de la Corse, 4. — Ponts, 4. — Travaux de viabilité de Paris, 5. — Améliorations qui restent à réaliser, dépense; 32. — Rectification des côtes de Baudet (Ariège). — Route n° 119, 37 à 48. — Voir Rectification.
- (Note sur l'emploi de la matière d'agrégation dans l'entretien des routes) par M. Picard, X, 99 à 107. Voir Voies de Paris.
- Routes du département de la Loire, (Mémoire par M. Graeff, sur les) IX, 267 à 372. — But et subdivision de ce mémoire, 267.
- Chapitre I. Expériences et résultats spéciaux aux routes impériales n° 88 et 82. — Route impériale n° 88 de Lyon à Toulouse. — 1° Indications générales. — Choix de la partie de route mise en expérience, 268. — Circonstance spéciale qui rend ces expériences plus intéressantes, 269. — 2° Quelques détails sur la partie de route soumise à l'expérience. — Nature de cette partie de route, 270. — L'écroulement du tunnel de Terre-Noire change subitement la fréquentation de la route, 271. — Indications générales sur les expériences, 272. — 3° Mode de constatation de l'usure superficielle, 273. — 4° Mode de constatation des matériaux employés. — Procédés suivis pour constater les cubes

de ces matériaux, 276. — État général des matériaux employés pendant les quatre expériences, 278. — 5° Constatation du trafic. — Détails sur le trafic de la partie de route soumise à l'expérience, 279. — Variation du trafic due à l'écroulement du tunnel de Terre-Noire, 281. — 6° Détermination de l'usure pour les diverses fréquentations observées et conséquences à tirer des expériences. — Variation de l'usure avec le tonnage, 283. — Résultat de l'expérience n° 1. Économie de matériaux dans le système d'entretien par aménagement, 284. — Durée de la période d'aménagement sur la route n° 88, 289. — Proportion des emplois généraux aux emplois partiels dans le système d'entretien par aménagement, 290. — Règle pratique pour la sous-répartition des matériaux dans le système d'entretien par aménagement, 292. — Dépense en main-d'œuvre, 295. — Résultats de l'expérience n° 2, 299. — Résultats de l'expérience n° 3. — Variation de l'usure avec le tonnage, 300. — Résultats de l'expérience n° 4, 302. — Comparaison des résultats des expériences : courbes représentant l'usure, 303. — Usages des courbes de l'usure, 305. — Rapport de l'usure avec les détritits, 311. — Seul moyen pratique acceptable pour mesurer l'usure, 313. — 7° Résultats obtenus sur la route impériale n° 88 dans son ensemble, 314. — Renseignements historiques, 314. — La route n° 88 est parallèle à un chemin de fer, 315. — Le développement de l'industrie houillère explique l'augmentation

progressive du tonnage de la route n° 88, 316. — Courbes indiquant la progression du tonnage de la route et du chemin de fer, 317. — Résultats obtenus sur l'ensemble de la route n° 88 par le système d'entretien par aménagement, 318. — Courbes indiquant la variation d'épaisseur de la chaussée, 319. — Courbe indiquant la variation des dépenses, 319. — Comparaison des courbes du tonnage, des dépenses et des épaisseurs de chaussée, 319. — Conclusions à tirer de cette comparaison en faveur du système d'entretien par aménagement, 320. — Dans un bon entretien on ne doit pas exagérer la main-d'œuvre, 323. — Pertes qu'éprouve l'industrie par le mauvais état d'une route importante, 323. — 8° Résultats obtenus sur la route n° 82 de Roanne au Rhône. — Quelques détails sur cette route, 324. — Courbes du tonnage, de l'épaisseur des chaussées et des dépenses de cette route, 325.

Chapitre II. Examen de l'ensemble des routes du département de la Loire. — 1° Routes impériales, leur importance, analyse de leurs dépenses. — Indications générales sur le réseau des routes impériales du département de la Loire, 326. — Tonnage progressif sur le réseau, 328. — Crédits alloués de 1845 à 1861, 330. — Pavés. Explication de l'augmentation des dépenses des pavés, 332. — Pavés d'échantillon, 332. — Comparaison des pavés d'échantillon et des pavés roulés, 333. — Parties empierrées. Dépenses d'entretien, 336. — Comparaison des dépenses et

des épaisseurs de chaussée, 337. — L'augmentation d'épaisseur des chaussées ne peut être attribuée qu'au système d'entretien, 338. — Marche irrationnelle des crédits. — Son influence sur les routes impériales de la Loire, 338. — 2° Fixation du crédit normal d'entretien des routes du département de la Loire, 341. — 3° Comparaison des dépenses des pavés et des empierrements, 342. — 4° Routes départementales, leur importance, analyse de leurs dépenses, leurs crédits d'entretien. — Indications générales sur le réseau, 344. — Comparaison du tonnage des routes impériales et départementales, 345. — Crédits alloués aux routes départementales de 1845 à 1861, 346. — Comparaison des courbes des crédits des routes départementales et impériales, 347. — 5° Quelques détails sur les dépenses de main-d'œuvre, leurs proportions avec celles des matériaux. — Réduction du nombre des cantonniers, 348. — Proportion des dépenses de main-d'œuvre et de matériaux sur tout le réseau, 350. — 6° Sous-répartition des crédits normaux d'entretien. — Routes impériales, 352. — Routes départementales, 353.

Chapitre III. Résumé, 353. — Tableaux: n°1. Compte-rendu de l'emploi des matériaux de la

route n° 88, 355. — N° 2. Compte-rendu pour les expériences des kilomètres n° 50, 51, 52 et 53, 356. — N° 3. État récapitulatif pour ces mêmes expériences, 358. — N° 4. Calcul du tonnage des kilomètres précités pendant la durée des expériences, 359. — N° 5. Résultats des sondages par rapport au foisonnement, 360. — N° 6. Résultats des sondages par rapport à la détermination de l'usure, 362. — N° 6 bis. Calcul des proportions moyennes de détritiques et de pierre contenues dans la chaussée pour chaque expérience, 364. — N° 6 ter. Usure kilométrique annuelle pour chacune des expériences, 366. — N° 7. Expériences sur l'usure, faites avec la règle Mary, 367. — N° 8. Dépenses de main-d'œuvre dans les expériences comparatives sur les deux modes d'entretien, 368. N° 9. Résultats des sondages de 1852, 1856 et 1861 pour toutes les routes impériales du département de la Loire, 369. N° 10. — Sondages des routes départementales de la Loire, 372.

RUELLE. Mémoire sur les dépenses de construction, d'administration et d'exploitation du chemin de fer Franco-Suisse, X, 109 à 198.

Ruisseau en asphalte comprimé, I, 90.

RYE, V, 153, 154, 156, 171.

## S

SABLES. Leur mouvement le long de la côte des Landes, II, 132. —

*Annales des P. et Ch., 4<sup>e</sup> SÉRIE. — Mémoires (Tables).*

Appareils de sondages, 143, 147, — Quantité passant annuelle-

- ment dans le chenal de Capbreton, 148.
- SABLES des plages françaises. Analyse V, 138, 223. — Cantonnement, fixation, 226 à 233.
- SABOTS pour pieux; système Camuzat, IX, 40, 55.
- SACS (béton employé dans des), V, 307.
- SAINT-CLAIRE (de), III, 178 (médaille d'or de 300 fr. décernée à M. de) pour son mémoire sur la géologie agricole et le service hydraulique du département du Lot, II, 354.
- Note sur quelques observations agricoles faites dans le département du Lot, 106 à 112.
- SAINT-CLOUD (Eaux de), VII, 21, 30, 32.
- SAINT-CYR. Observations concernant l'épidémie qui a sévi sur cet établissement, VII, 108.
- SAINT-ÉTIENNE (chemin de fer de) à Lyon, V, 314, 316, 323, 346, 352, 380.
- SAINT-GILLES, V, 215, 217.
- SAINT-GUILHEM, IX, 188, 189.
- SAINT-LÉONARD, V, 156.
- SAINT-PRIEST (de), I, 8, 10.
- SAINT-QUENTIN (Canal). Voir Touage, VI.
- SAINTS-PÈRES (pont des), IV, 129.
- SALAIRES-Plongeurs, IX, 52.
- SALVA, V, 246.
- SAMARITAINE (la), machine hydraulique, VIII, 134.
- SAN CARLOS (Canal), III, 32, 38 à 40.
- SANDETTIÉ, V, 140.
- SANDGATE (page de), V, 131.
- SANDWICH, V, 126, 133, 141, 167.
- SANGATTE (page de), V, 145.
- SANOIS (de), VI, 244.
- SANTORIN (Terre de), VII, 399, 400.
- SARAGOSSE, rivière, III, 44.
- SAULI, III, 306.
- SAUSSURE, IV, 192 à 194.
- SAUT (ruisseau de), V, 54. — Analyse des eaux, 58.
- SAUVAGE, VI, 191.
- SAVARIN, V, 280.
- SCAPHANDRE, IX, 47, 52.
- Emploi à la mer, III, 139, 148, 151, 152, 153. — Prix, 18, 162, 163. Emploi à des déblais de rochers sous l'eau; comparaison avec les plongeurs, 20.
- SCHLESING. Rapport sur la vanne automobile de M. Chaubart, à débit constant, sous des charges variables, VIII, 285 à 311.
- SCHÖNE, III, 288.
- SCHRAMKE, VI, 133, 134, 146.
- SCHROTTER, III, 288.
- SCHUBARTH, III, 289.
- SCHUBLER, IV, 219, 220.
- SCHWILGUÉ, IX, 289, 293, 294.
- SEAFORD (port de), V, 153.
- SÉGUIN, IV, 199. — V, 314, 316, 323, 347. — VIII, 179.
- SEGUY, VII, 22, 33.
- SEINE. Observations faites sur le Mascaret, I, 17 à 33, 46.
- Crue de janvier 1861, III, 97 à 105.
- Années de basses eaux au-dessous du niveau de 1719, au pont de la Tournelle, X, 51. — Nombre de jours d'étiage, 54. — Relation avec les hauteurs d'eau pluviale, 56; avec le déboisement, 57; avec les dragages, 57.
- (Bassin de la). Régime de la pluie, X, 30 à 58.
- (Baie de) Seine, V, 107, 113.
- (Variation des niveaux de la) Seine à Marly, VII, 57 à 63.
- SEL. Explication de la présence du sel dans les marais bordant la Méditerranée, II, 156. — Dessalement par le drainage, 158, 173, 183.

- Effet différent sur la fertilité du sel dans les contrées du Nord et dans celles du Midi, V, 261. — Voir Dessalement.
- SEMMERING (Chaîne du), X, 4.
- SEPT-ÎLES, V, 140.
- SERMET (de), VI, 239, 242, 247, 253, 301.
- SERVADIO, III, 288.
- SERVEL, V, 188.
- SERVICE hydraulique. — Situation en 1863, VI, 16 à 20.
- SEVÈNE, VII, 275, 317, 323.
- SHINGLE END, V, 126, 133.
- SHOREHAM, V, 153, 154.
- SIMBLEAU, VI, 92.
- SIPHONS. Les ponts aqueducs doivent être préférés aux siphons, VI, 161.
- SISMONDA, V, 6, 42.
- SMEATON, IV, 192 à 194.
- SNOUW, V, 135.
- SOCIÉTÉS locales pour l'exploitation des chemins de fer d'Alsace, VIII, 280, 281.
- SOLOGNE. Améliorations effectuées, VI, 16.
- SOMME (baie de) V, 134, 176.
- SOMMEILLER, V, 2, 4, 5, 10, 21, 24, 34, 47, 50, 51.
- SONNETTES, Voir Pilotage, IX.
- SOUFFLOT, V, 186.
- SOURCES de Rocquencourt (eaux de Versailles), VII, 6.
- SOUTERRAINS pour chemins de fer, II, 126.
- Pour chemins de fer à une voie ou à deux voies ; comparaison de dépense, IV, 36. — Prix de l'élargissement, 40, 44, 57.
- Rapport sur le percement du grand tunnel des Alpes, par M. Couche, V, 1 à 51. Partie historique, 2. — Tracé et dispositions du tunnel, 6. — Appareil de compression de l'air, 10. — Transmission de l'air au fond de la galerie, 21. — Attaque de la roche, 24. — Conclusions, 32. — Notes et documents annexés, 36.
- Grotte souterraine empruntée pour la rectification d'une route (Côtes de Baudet, Ariège ; route impériale, n° 119), VI, 37 à 48. — Description de la grotte, 40. — Hypothèse sur sa formation, 41. — Voir Touage.
- Portes pour prévenir l'envahissement des neiges, X, 4. — Tunnels sur le chemin de fer franco-suisse, 116, 119. — Description, longueur, dépense d'établissement par mètre courant, 127, 133. — Détail de la dépense, 28.
- SOUTH Foreland, V, 117, 119, 120, 125, 133, 142.
- SPINCER, X, 247.
- STAFFER, III, 97, 105.
- START Point, V, 108, 110, 111, 140.
- STATIONS de chemins de fer. — Élévation des rails au-dessus de la mer, distance, classes, population des communes où elles sont situées : lignes de Poitiers à la Rochelle et à Rochefort, IV, 256. — *Id.* de Tours au Mans, 268. — *Id.* de Nantes à Saint-Nazaire, 279. — Dépenses de construction sur les mêmes lignes, 265, 266, 275, 276, 287, 288 ; Détail des dépenses moyennes, 291 à 303.
- STATIQUE. Voir Routes.
- STATISTIQUE. Situation des travaux publics en 1863, VI, 1 à 36.
- STEPHENSON, V, 316.
- STEWART (William), VI, 298.
- STOKES (G.), I, 47, 184.
- STUART, IV, 150, 151, 156.
- SUBVENTIONS en travaux ou en argent accordées par l'État pour



- l'établissement de chemins de fer, VI, 26, 28.  
 — Subventions des communes, VIII, 275, 276, 277; — des départements, 275, 276, 277; — des industriels. 275, 276, 277; — de l'État, 275, 276, 277, 281.
- SUISSE. Mouvement commercial par les frontières françaises, X, 181.  
 SURELL, VIII, 338.  
 SYNDICATS. Décret relatif au curage du Rhôny (Gard), III, 308 à 322.

## T

- TABAC. Influence des terrains bitumineux sur les qualités de cette plante, III, 111.  
 TABLIER métallique. — Poids, VIII, 234, 247, 259. — Décomposition du poids par mètre courant, 12. — Prix, 108. — Longueur de divers tabliers, 227, 247.  
 TAILFER, X, 262, 263.  
 TALUS de tranchées. — Inclinaison, IV, 51.  
 — d'un canal. — Détermination, VII, 225.  
 TAMISE (Baie de la), V, 107, 111, 113, 115, 116, 125, 128, 169.  
 TARIFS des chemins de fer, V, 381.  
 — Voir Agriculture. Influence des tarifs réduits sur la circulation, X, 182.  
 TARATTE, I, 88.  
 TAXE de consommation des eaux à New-York, VI, 147.  
 TAYLOR (James), III, 230.  
 TÉLÉGRAPHE électrique. Dépense, X, 138.  
 TEMPÉRATURE (Influence de la) sur les arcs métalliques, IV, 76, 100, 106, 117.  
 — (Variations de la) en Russie, VIII, 235.  
 TERRAINS. Valeur en diverses localités, II, 175, 186.  
 — Frais d'acquisition pour chemins de fer, X, 123, 124, 161, 162, 164. — Superficie 123, 164.  
 — Détails statistiques, IV, 262, 272, 283.  
 — Modification à introduire dans la législation, VIII, 238.  
 Terrains communaux. Projets d'assainissement et de mise en valeur, situation en 1863, VI, 19.  
 Terrains communaux dans le département de la Meuse; assainissement et mise en valeur; rapport sur l'exécution de la loi du 28 juillet 1860, par M. Poincaré, III, 113 à 123. Étendue et nature des propriétés dans le département, 113.  
 — Observations sur la manière dont les terrains en valeur sont administrés et cultivés; utilité des baux à long terme, 114. — Étendue et classement des terrains communaux tombant sous l'application de la loi du 28 juillet 1860, 114. — Observations sur la nature géologique du sous-sol de ces terrains, 115. — Marais, dépenses des dessèchements et plus-values, 116. — Terres humides, dépenses des assainissements et plus-values, 116. — Terres incultes réclamant des travaux; dépenses et plus-values,

117. — Résumé pour les trois classes de terrains exigeant des travaux, 117. — Terres incultes à utiliser immédiatement, 117. — Terres incultes à boiser : importance et nature de la question, 118. — Parcelles disséminées ; cause principale de leur abandon ; utilité d'une circulaire préfectorale sur leur aliénation ou leur location, 119. — Résumé des bienfaits à attendre par le département de l'application de la loi du 28 juillet 1860, 119. — Énumération et examen des obstacles que rencontrera cette application, 120. — Résultats déjà indirectement produits par la loi, 122. — Nombre des communes qu'il convient de mettre en demeure. — Améliorations qu'elles auront à entreprendre, 122. — Résumé des conclusions du rapport, 123.
- TERRASSEMENTS.** Exécution dans les terrains vaseux, VII, 215 à 290. — Comparaison de divers procédés, 287, 289. — Rouleaux compresseurs, 402 à 405.
- Chemins de fer. Dépense X, 125, 126, 161, 162, 164.
- de la deuxième voie des chemins de fer, IV, 47 à 53. — Cube et dépenses kilométriques pour diverses lignes, IV, 263, 273, 284, 304.
- TESTE** (Chemin de fer de la). Vieux devenus inutiles, IV, 46.
- THEIL**, III, 288.
- THÉNARD**, IV, 214.
- THIOLLIÈRE**, II, 338, 341. — VI, 243, 247.
- THORANT**, V, 287.
- THORÉ** (Mille et). Étude du profil géologique de la ligne de Paris à Rennes (section de Paris à Versailles), III, 125 à 135.
- THUNEN** (De), IV, 236.
- TIRAGE** des voitures sur les voies ferrées à traction de chevaux ; influence des boîtes à galets, I, 213 à 217.
- TIRANTS** reliant les arcs d'une voûte biaise, VII, 223.
- TIRE-FOND.** Voir Vis.
- TOITURE** d'une grande portée, V, 75.
- TÔLE.** Voir Portes d'écluse.
- TÔLES :**  
— d'acier fondu. Voir Acier, Chaudières.  
— de fer. Voir Fer, Ponts.
- TOSTAIN**, V, 290.
- TOUAGE** (Mémoire par M. Lermoyez sur le), dans les souterrains du canal de Saint Quentin, VI, 319 à 340. — Situation de la navigation du Nord avant l'ouverture du chemin de fer, 325. — Halage à bras dans les souterrains, 330. — Touage à vapeur, 333. — Halage par chevaux, 333. — Manège du sieur Quanceaux, 335. — Élargissement du souterrain, 337. — Touage sur chaîne noyée, 338. — Dénivellation produite par le passage des rames, 340. — Prix de revient du touage, 341. — Voir Traction des bateaux.
- TOURASSE**, VI, 249, 251.
- TOURNERIE** (De la), VII, 244, 248.
- TRACTION** des bateaux (Mémoire sur la), par MM. Chanoine et de Lagrené, VI, 229 à 322.  
Introduction, 229.  
Chapitre I. Halage et remorquage. — Situation générale des systèmes de traction en France, 231. — Prix de la traction à bras d'homme, 232. — Prix de traction par cheval sur les canaux, 236. — Prix de la traction par cheval sur les rivières ; traction sur la Seine, 238. — Traction sur l'Yonne, 242. — Prix de traction

avec des remorqueurs à vapeur, 243. — Prix de la traction par le toueur sur chaîne noyée, en usage sur la Seine, 245. — Récapitulation, 247.

Chapitre II. Touage. — Aperçu historique, 249. — Principaux avantages du touage en général, 250. — Touage par convois, 251. — Touage sur la haute Seine; régime et fréquentation de la haute Seine, 253. — Organisation et tarif de la compagnie du touage de la haute Seine, 254. — Disposition du bateau toueur *la ville de Sens*, 256. — Machines motrices, 257. — Commande des treuils, 257. — Débrayage et changement de vitesse, 257. — Treuils, 258. — Aiguilles de l'avant et de l'arrière, 259. — Chaudières, 259. — Vitesse et force, 259. — Prix d'achat et d'entretien, 260. — Personnel de service, 261. — Chaîne de traction, 261. — Manœuvres diverses, 262. — Passage dans une écluse, 264. — Passage sur un barrage à hausses mobiles, 266. — Touage sur la basse Seine, 269. — Touage sur le canal Saint-Martin, 270. — Touage sur la Saône, à Lyon, 273. — Touage de bateaux marchant isolément, 276. — Touage d'après le système de M. Bouquié; description sommaire du système, 276. — Croisement de deux bateaux, 277. — Poulie motrice, 278. — Poulie mobile de pression, 279. — Rouleaux de frottement, 280. — Locomobile, 280. — Chaîne, 281. — Essais officiels du système Bouquié, 282. — Application du système, 284. — Examen du système Bouquié au point de vue économique; durée de la navigation en-

tre Jemmapes et Paris, 286. — Frais actuels de la traction, 287. — Nombre de voyages de Jemmapes à Paris en employant le système de M. Bouquié, 289. — Prix de traction en employant le système de M. Bouquié, 290. — Transformation d'un bateau à hélice ou à aubes en bateau toueur, 294. — Bateau frein, 295. — Touage dans les souterrains, 296. — Comparaison entre les conditions de transport sur les chemins de fer et les canaux, 298.

Annexe n° I. Renseignements sur le trafic de la haute Seine. — Tonnage annuel entre Paris et Montereau, 301. — Nature des marchandises transportées en 1851 et 1861, 302. — Nombre de trains et de bateaux ayant circulé annuellement, 302.

Annexe n° II. Ordonnance concernant l'établissement d'un service de touage pour le remorquage des bateaux entre l'écluse de la Monnaie à Paris et les ponts de Montereau, 304.

Annexe n° III. Renseignements sur les prix de transport. — Prix moyen du fret pour 1000 kilogrammes de houille transportés par eaux de Charleroi et de Mons en 1861, 309. — Droits payés par les houilles et le coke sur les voies navigables du Nord et sur quelques canaux de la France, 310. — Droits payés par les houilles et le coke sur les canaux de l'intérieur de la France, 312. — Prix comparatifs de divers charbons de terre transportés par eau ou par chemin de fer en 1861, 313. — Prix de transport d'une tonne de houille sur divers chemins de fer d'Angleterre, 314.

- Prix de transport de houille sur divers chemins de fer français, 314.
- Annexe n° IV. Renseignements sur l'importation des houilles belges en France, 315. — Marchandises de toute nature expédiées de Belgique en France par le canal de Mons, 316.
- Annexe n° V. Dépenses faites pour l'entretien du chemin de halage et du chenal de la haute Seine pendant les années 1860, 1861, 1862, entre Montereau et le canal de Troyes, 317. — Entre Paris et Montereau, 318.
- Annexe n° VI. Passage d'un toueur dans le sas d'une écluse, 319 à 322.
- TRACTION sur les chemins de fer (Résultats pratiques des différents modes de), V, 314 à 382.
- Frais de traction sur les chemins de fer. Influence des fortes rampes, X, 189 à 198.
- TRAEPEGER, V, 135.
- TRANCHÉES. Élargissement, IV, 50, 52.
- TRANSPORTS. Voir Dépenses des transports.
- Prix de transport sur l'Èbre, III, 29.
- Augmentation due au mauvais état d'une route, IX, 333.
- de l'agriculture sur les chemins de fer, X, 324 à 388.
- TRASS. Analyse chimique, III, 289, 290.
- TRAVAUX maritimes. Voir Ports, Formes de radoub, Phares, Chasses, Dragages, Épis, Jetées, Portes d'écluse.
- Note, par M. Hardy sur un travail de défense de côte exécuté à la Salpêtrière près Alger, III, 173 à 176.
- Note sur les procédés de construction du môle ou jetée monolithe du port de Fiume, par M. le baron Durvigny, VII, 397 à 401. — Des divers ciments employés, 399. — Légende de la planche, 401.
- Travaux publics. Exposé de la situation de l'Empire à l'ouverture de la session de 1863. — 1864, VI, 1 à 36. — Routes impériales, 2. — Navigation intérieure, 6. — Navigation maritime, 12. — Service hydraulique, 16. — Chemins de fer, 21. — Résumé, 31.
- TRAVERSÉE des routes par les chemins de fer. Voir Passages à niveau, Ponts.
- TRAVERSES pour rails. Traverses Pouillet : Comparaison avec les traverses ordinaires, II, 73.
- TREILLIS (tabliers en), VIII, 9 à 12. — Treillis appliqué à l'étrésillonage, 118.
- TRESCA, 26. — Procès-verbal des expériences faites sur la résistance des tôles en acier fondu pour chaudières, II, 33 à 53.
- Résistance à la traction des omnibus du chemin de fer dit américain, I, 213 à 217.
- TRÈVES (M.), III, 169.
- TRIGER, III, 127, 132.
- TROTTOIRS en asphalte, I, 91 à 94.
- TUBE de Pitot, 1286.
- TUNNEL. Voir Souterrains.
- TURBINES. Conditions d'établissement, I, 237.
- comparées aux roues à palettes, VII, 19, 20.
- Turbine destinée à l'épuisement d'une forme de carénage, IX, 73 à 85.
- TUYAUX de drainage. Moyens d'empêcher les obstructions ou de les faire disparaître, I, 67.

## U

UNGER, IV, 7.

USINES. Voir Règlements d'eau.

USURE des chaussées en asphalte comprimé, I, 89.

— des voies empierrées de Paris, X, 316 à 324. (Tableaux.)

— des chaussées empierrées. — Mode de constatation, IX, 273 à 276. — Variation de l'usure avec le tonnage, 283, 300. — Comparaison de l'usure dans le système

d'emploi des matériaux par le procédé ordinaire et par le cylindrage, 284, 362, 366 (tableau). Courbes représentant l'usure, 303. — Usage des courbes de l'usure, 305. — L'usure n'est pas proportionnelle à la fréquentation, 310. — Rapport de l'usure avec le détritus, 311. — Mesure directe de l'usure; sondages, règle de M. Mary, 313.

## V

VAILLANT, VII, 1, 79.

VAINE pâture. — Ses inconvénients, III, 117, 120.

VAIR (le), affluent de la Meuse, VIII, 337, 342, 343, 344, 354, 358.

VALLÈS, I, 251, 321. — X, 99.

— Mention honorable pour son mémoire sur les inondations, II, 354.

— Études expérimentales sur les inondations; considérations sur l'intensité respective des écoulements qui ont lieu après la pluie à la surface des terrains boisés et des terrains déboisés, III, 177 à 210.

— Études sur les eaux de Marly et de Versailles, VII, 1 à 140.

VAN BLARENBERGHE, VIII, 233.

VAN LANGREN, V, 172, 174.

VANNAGE (machine de Marly), VII, 46.

VANNES de décharge d'une usine.

— Conditions d'établissement, I, 254.

— de la forme de Paimbœuf, IX, 72.

— automobile de M. Chaubart à débit constant, sous des charges variables. — Rapport par M. Schloessing, VIII, 285 à 311. — Avis sur le rapport précédent, par M. Couturier, 312 à 318. — Mémoire sur la détermination théorique de la courbe d'appui, 318 à 333.

— Propriétés hydrostatiques des vannes pressées par l'eau d'un seul côté (Note sur les), par M. Bresse, X, 18 à 30. — Préliminaires, 19. — Somme des moments des pressions et du poids de la vanne relativement à un arc quelconque, horizontal et parallèle au plan pressé, 22. — Existence d'un

- centre d'action relatif à la résultante des pressions de l'eau et du poids de la vanne dans un cas particulier, 24. — Possibilité d'équilibrer le moment  $M$  dans le cas général au moyen des contrepoids, 25. — Applications pratiquées. Barrages mobiles, 27. — Vannes automobiles, 28.
- VARNE**, V, 115, 139.
- VARROY et JUNDT (Marx)**. — Notice sur les chemins de fer économiques d'Alsace, leur prix de revient, les ressources appliquées à leur mise en exploitation, etc. VIII, 265 à 284.
- VAUBAN**, V, 172, 173, 174, 225. — VII, 10.
- VAUDREY**, I, 88, VIII, 212. — Notice sur la démolition de la maçonnerie en contre-bas du niveau de l'eau des piles du pont au Change, et sur l'extraction des fondations de ces piles, III, 259 à 272.
- VAUQUELIN**, III, 290.
- VAUTHIER**, I, 38.
- VÈNE**, IX, 188, 189, 214.
- VENT**. Effet d'une trombe, I, 5. — Action sur les marées, V, 122; — sur les plages et les bancs, 121 à 128. — Action sur la stabilité des ponts avec piles en charpente métallique, VIII, 68 à 89. — Direction des vents pluvieux dans le bassin de la Seine, X, 34. — Id. de l'Yonne, 36. — De l'Oise, 40. — à Paris, 39.
- VERGNE**, VII, 214.
- VERNÈDE (canal de la)**, II, 170.
- VERPILLEUX**, X, 352.
- VERRINS**, VIII, 242.
- VÉSIAU (de)**. Note sur les rouleaux compresseurs pour terrassements VII, 402 à 405.
- VESIGNIÉ**, II, 203 à 205.
- VESTIER**, IV, 270.
- VEYSSIÈRES**, I, 88.
- VIADUC**. — Voir Fondations.
- VIADUCS** du chemin de fer franco-suisse, X, 116, 119. — Dépense de construction, 128.
- VICAT**, III, 284, 290, 292. — V, 190. — Nécrologie, IV, 180 à 216.
- VIDOURLE (rivière)**, V, 217, 270, 271. — Alluvions à l'embouchure, II, 163.
- VIGNE**. — Malbois (M), V, 215.
- VIGNON**, X, 40. — VIII, 135. — VI, 272, 247.
- VILAIN**, VIII, 201.
- VILAINE (vallée de la)**, VIII, 275, 278, 282, 284, 285, 286.
- VIRLA**, I, 42 à 45.
- VIRLET**, III, 286.
- VIS**, tire-fond pour rails Vignole, II, 82 — III, 6.
- VISTRE (rivière)**. — Alluvions à l'embouchure, II, 163.
- VITESSE** de l'eau des rivières. — Èbre, III, 29. Seine, 105. — (Limite de la) pour ne pas dégrader le fond d'un canal, VII, 227, — pour éviter les dépôts, 228. — Courants de la Manche, V, 116, 118. — Rapport des vitesses dans les syzigies et la quadrature, 120. — Vitesse des courants maritimes, 220. — Mascaret, I, 25 à 32. — Vitesse comparée au centre de l'eau et à la surface, 27, 30. — Vitesse de l'eau dans les rivières de l'Ardèche en temps de crue, 9, 10.
- VITESSE** du transport sur les chemins de fer. — Traction par chevaux, V, 320, 322, 327, 329, 330, 371. — Traction par locomotives, 347, 363, 373. — Vitesse sur les plans inclinés, 337. — sur les rivières, III, 29. — sur les canaux et les rivières

- suivant les différents modes de traction (tableau), VI, 247.
- Voies de communication.** — Comparaison entre les conditions de transport sur les chemins de fer et les canaux, VI, 298 à 300, 330.
- Voies de fer.** — Dépense d'établissement, IV, 264, 274, 285, 286, 304; X, 137, 160, 161, 162, 164.
- en rails Vignole, II, 75 à 89. — Utilité d'une entaille dans le rail, et d'une plaque en fer entre le rail et les traverses, 77, 79, 80. — Sous-détail de la dépense d'une voie avec rails Vignole et d'une voie avec rails à double champignon, 88. — Inutilité des plaques de joint, III, 7. — Application du système Vignole au chemin de fer du Nord, IV, 248.
  - Note par M. Desbrière, sur un système de bagues en fonte applicable à la voie Vignole, VI, 212 à 227. — Avantage de la voie Vignole, 212. — Imperfection du mode de fixation du rail sur les traverses, 212. — Actions verticales, 213. — Actions horizontales, 215. — Examen des divers systèmes d'attache, 216. — Inconvénients des crampons ordinaires sur les lignes à fortes pentes et à petites courbes, où les traverses sont en bois tendre, 218. — Moyens employés en Allemagne pour améliorer le service des crampons. — Plaques de joints et selle d'arrêt, 220. — Système de bagues en fonte, 221. — Modification au modèle d'abord employé, 225.
  - chemins de fer de St.-Étienne à Lyon, à Andrezieux et à Roanne (Modification aux voies des), V, 348. — Avantages des voies avec de forts rails, 378.
- Voies ferrées à traction de chevaux.** — Résistance des omnibus à la traction, I, 213 à 217.
- Voies ferrées à traction de chevaux entre Quinto et Sastago.** — Projet, pente, poids des rails, dépense, III, 45.
- empierrées et asphaltées de Paris (Notice sur les voies), par M. Homberg, X, 239 à 324. — Choix des matériaux, 241. — Préparation, 245. — Emploi, 250. — Balayage, 261. — Cylindrage, 265. — Arrosement, 273. — Bitume et asphalte, 283. — Renseignements sur la fréquentation des voies empierrées de Paris et sur l'accroissement de la circulation générale 309. — Tableaux de la fréquentation des voies en 1859, 311, 312. — Id. 1859 à 1863, 313. — Renseignements statistiques, 314. — Tableau des dépenses moyennes pendant la période 1860, 1861, 1863 et 1864 sur toutes les voies empierrées de la division centrale de Paris, 316. — Usure et dépenses par kilomètre et 100 colliers sur les voies principales, 317.
- VOIRIE** (Jurisprudence de la), Voir Droit administratif. — Définition de la voirie sous l'ancien droit, III, 65. — Grande et petite voirie : ce qu'on entendait par là avant la révolution, 73. — Signification nouvelle, 76, 78. — Anciennes juridictions : Voyer de Paris, 66. — Trésoriers généraux de France, 70, 72. Grand voyer ; Création de cette charge, 70. Suppression, 72. — Appel des décisions du bureau des finances, 74 ; — limites de ses attributions, 75. — Suppression, 76. — Législation moderne : Compétence administrative et judiciaire, 77.
- VOITURES** (nombre de) dans Paris, X, 315.

**VOUTES en béton, V, 307.**

— maçonnées en ciment de Portland. Influence sur la répartition des pressions, IX, 46. — Voûtes de décharge, 55.

— biaises. — Mémoire par M. F. Lucas sur un nouvel appareil pour la construction des ponts biais, I, 125 à 144. — Objet du mémoire, 125. — Origine et propriétés fondamentales du nouvel appareil, 127. — Théorie de l'appareil, 130. — Tracé de l'épure, 135. — Considérations sur l'emploi de l'appareil, 141.

— elliptiques ou circulaires (évaluation des pénétrations rectangulaires des), mémoire par M. Villot, X, 199 à 238.

I. Évaluation du cube de maçonneries, 201. — Exposé théorique de la question, 201. — Résultats pratiques, 207. — Application des formules à quelques exemples, 218.

II. Surface d'enduit. Exposé théorique, 225. — Résultats pratiques, 230.

— Stabilité des voûtes, mémoire par M. Drouets, IX, 179 à 266. — Introduction, 179. — Notations et hypothèses, 181. — Loi de la répartition des pressions sur un

joint, 185. — Surface représentant les valeurs de la plus grande pression de chaque joint correspondantes à toutes les courbes de pressions compatibles avec l'équilibre, 192. — Considérations sur les surfaces représentant les pressions pour deux joints, 202. — Considérations sur les surfaces représentant les pressions relatives à trois joints différents, 205. — Considérations sur l'ensemble des surfaces représentant les pressions pour tous les joints de la voûte et pour toutes les courbes de pressions compatibles avec l'équilibre, 206. — Détermination de la courbe des pressions de moindre action, 225. — Application numérique, 218. — Recherche graphique de la courbe des pressions de moindre action, 241. — Conséquences de la théorie développée au double point de vue scientifique et pratique, 256. — Il n'existe pas de forme type de voûtes de pont jouissant du maximum de stabilité, 258. — Résumé et conclusions, 261.

VUHRER, VII, 4.

VUILLEMIN, V, 83.

## W

WALDE (pointe de) V, 121, 135, 139, 143, 144, 148, 151, 152, 175.

WALMER Castle, V, 133.

WASHINGTON, (eaux de). Voir **Eaux.**

WASHINGTON (Capitaine), V, 130.

WATIER, I, 114. — IX, 63.

WERTON, VI, 136.

WETHERILL, VI, 157.

WHEWEL, I, 35. — V, 112.



WHITE, V, 106.

WILLIOT. Mémoire sur l'évaluation  
des pénétrations rectangulaires

des voûtes elliptiques ou circu-  
laires, X, 199 à 238.

WINCHELSEA (port de), V, 153.

## Y

YONNE, rivière. — Crues, III, 97  
à 99, 101.

— (Bassin de l'). Régime de la pluie,  
X, 30 à 58.

YVETTE, rivière, VII, 12.

YVON Villarceau, IX, 188, 189,  
259.

**ANNALES**

**DES**

**PONTS ET CHAUSSÉES.**

-03-

PARIS. — IMPRIMÉ PAR CUSSET ET C<sup>e</sup>,  
Rue Racine, 26, près de l'Odéon.

-00-

**ANNALES**  
**DES**  
**PONTS ET CHAUSSÉES.**

---

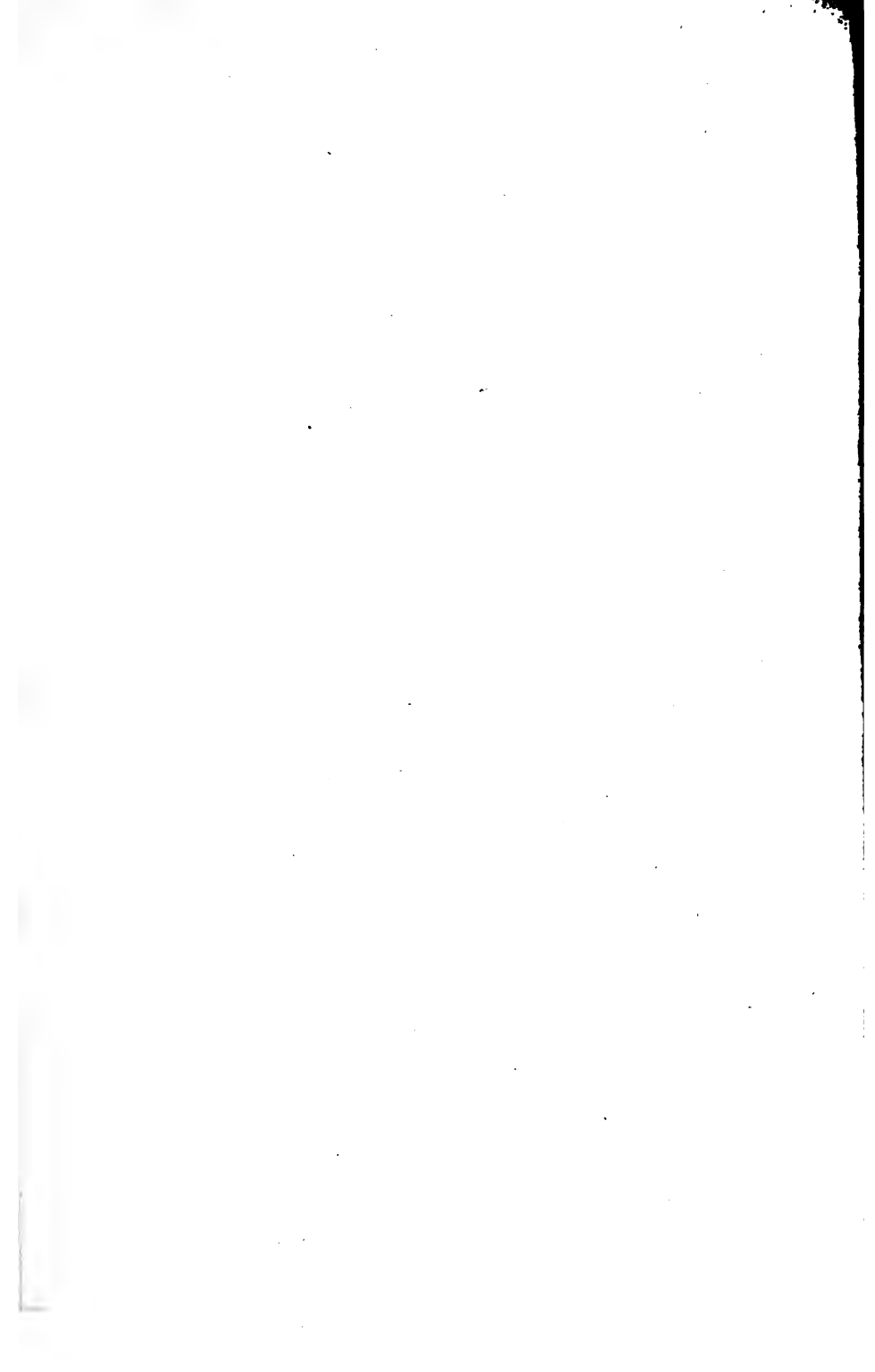
**LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS**  
**ET AUTRES ACTES**  
**CONCERNANT L'ADMINISTRATION DES PONTS ET CHAUSSÉES.**

---

**4<sup>e</sup> série. — 1861 à 1865**  
**TABLES GÉNÉRALES.**

---

**PARIS**  
**DUNOD, ÉDITEUR,**  
**LIBRAIRE DES CORPS IMPÉRIAUX DES PONTS ET CHAUSSÉES ET DES MINES,**  
**Quai des Augustins, 49.**  
**1868**



# TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES

## DANS LES ANNALES DES PONTS ET CHAUSSEES.

2<sup>e</sup> PARTIE. — LOIS, DÉCRETS, ETC. — 5 VOLUMES.

4<sup>e</sup> série. — 5 années. — 1861-1865.

### SOMMAIRE.

PREMIÈRE TABLE. — Analyse des matières par ordre chronologique.

DEUXIÈME TABLE. — Analyse des matières par ordre alphabétique.

### PREMIÈRE TABLE: PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE.

NOTA. On a rappelé, *en italique*, les pièces, notes et décisions imprimées à la suite et en tête de chaque loi ou décret.

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1852				
30 janv.	Conseil d'Etat. — Règlement intérieur. — ( <i>Extrait</i> )	1168	IV	657
1861				
9 janv.	Alignement; crépissage non confortatif. — (Anglade.) . . . . .	24	I	81
10 janv.	Entrepreneurs solidaires; notification; pourvoi tardif. — (Artigues.) . . . . .	25	I	82
10 janv.	Expertise; serment. — (Desjobert.) . . . . .	26	I	87
12 janv.	Chemin de fer de la Croix-Rousse au camp de Sathonay. Concession :			
	1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	1	I	1
	2 <sup>o</sup> Convention. . . . .	"		2
	3 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .	"		2
16 janv.	Chemin de fer de Perpignan à Port-Vendres. — Utilité publique. . . . .	2	I	24
16 janv.	Budget de 1861. — Répartition des crédits par chapitres. . . . .	3	I	25
16 janv.	Cours d'eau; taxe de curage. — (D'Andlau.) . . .	27	I	89
17 janv.	Chemin de fer; assignation; chef de gare. — (Lang.) . . . . .	28	I	90

Annales des P. et Ch, 4<sup>e</sup> SÉRIE. — Lois, etc. (Tables).

1.

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1861				
17 janv.	Usines; dommages; indemnité. — (Chemin de fer du Midi.) . . . . .	29	I	91
17 janv.	Pensions; droits acquis en 1854; maximum. — (d'Armengaud.) . . . . .	30	I	94
17 janv.	Pensions; pensionnaire remis en activité. — (Faucon Dela onde.) . . . . .	31	I	95
17 janv.	Entrepreneurs; dispense d'exécution. — (Boissey.) . . . . .	32	I	98
17 janv.	Entrepreneur; désaccord entre le détail estimatif et le sous-détail. — (Mazelin.) . . . . .	33	I	100
18 janv.	Pont en maçonnerie sur la Vienne, à Pouzay. — Concession : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	4	I	27
	2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .	»	»	27
	3 <sup>o</sup> Adjudication. . . . .	»	»	34
19 janv.	Budget de 1860 — Fonds de concours. . . . .	5	I	35
23 janv.	Canal d'irrigation de Pierrelatte. — Séquestre. . . . .	6	I	36
23 janv.	Expropriation; liste générale du jury. — (Gellée.) . . . . .	34	I	103
24 janv.	Chemins vicinaux; largeur; arrêté préfectoral. — (Devin.) . . . . .	35	I	104
24 janv.	Endiguements; révision du périmètre et du classement; compétence. — (Chemin de fer de Paris à la Méditerranée.) . . . . .	36	I	107
24 janv.	Entrepreneur; application d'un arrêté du conseil d'état. — (Chanudet.) . . . . .	37	I	111
24 janv.	Entrepreneurs et architectes; augmentation de dépenses; responsabilité. — (Massenot.) . . . . .	38	I	112
24 janv.	Indemnités; dommages; plus-value; locataires. — (Carré.) . . . . .	39	I	114
24 janv.	Contravention; poursuites; concessionnaire de canal. — (Dupont.) . . . . .	40	I	117
24 janv.	Usines; rivières navigables; chômage. — (Douliez.) . . . . .	41	I	119
24 janv.	Alignements; travaux intérieurs. — (Leneveu.) . . . . .	42	I	121
25 janv.	Petite voirie; alignements. — (Caldier.) . . . . .	43	I	122
25 janv.	Petite voirie; chemins publics; actes administratifs. — (Vilcoq.) . . . . .	44	I	124
26 janv.	Chemin vicinal; usurpation; action possessoire. — (Patisier.) . . . . .	45	I	124
30 janv.	Budget de 1860. — Crédit extraordinaire. . . . .	7	I	39
30 janv.	Expropriation; offres. — (Vantujol.) . . . . .	46	I	126
31 janv.	Endiguements; fusion d'associations. — (Syndicat du Haut-Tencin.) . . . . .	47	I	127
31 janv.	Usines; châteaux; indemnités. — (Rouyer.) . . . . .	48	I	130
31 janv.	Pourvoi; renonciation prétendue. — (Ville d'Uzès.) . . . . .	49	I	132
31 janv.	Entrepreneur; retards dans les ordres d'exécution. — (Lefèvre.) . . . . .	50	I	133
31 janv.	Indemnités; dommages. — (Anger.) . . . . .	51	I	135
31 janv.	Alignements; reconstruction d'un mur latéral. — (Royer.) . . . . .	52	I	137

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1861				
31 janv.	Eaux de Paris; concessions; révocabilité. — (Le-rebours.)	53	I	139
1 <sup>er</sup> févr.	Budget de 1861; — Inondations; fonds de concours; rapport de crédit.	8	I	39
1 <sup>er</sup> févr.	Budget de 1861; crédits extraordinaires.	9	I	40
1 <sup>er</sup> févr.	Budget de 1861. — Inondations; travaux défensifs des villes. — Crédit extraordinaire.	10	I	41
1 <sup>er</sup> févr.	Budget de 1861. — Chemins de fer de Lunéville à Saint-Dié. — Crédit extraordinaire.	11	I	42
1 <sup>er</sup> févr.	Budget de 1861. — Chemin de fer de Rennes à Brest et de Toulouse à Bayonne. — Crédit extraordinaire.	12	I	42
1 <sup>er</sup> févr.	Budget de 1861. — Loi du 14 juillet 1860. — Report de crédits.	13	I	43
1 <sup>er</sup> févr.	Budget de 1860. — Crédit supplémentaire.	14	I	45
1 <sup>er</sup> févr.	Budget de 1861. — Départements annexés. — Crédits supplémentaires.	15	I	46
1 <sup>er</sup> févr.	Étangs salés; navigation maritime. — (Prat.)	54	I	144
2 févr.	Petite voirie; alignements. — (Marin.)	55	I	148
2 févr.	Routage; éclairage des voitures. — (Dugardin.)	56	I	149
6 févr.	Marais et terres incultes appartenant aux communes. — Exécution de la loi du 28 juillet 1860	16	I	47
6 févr.	Expropriation; indemnité éventuelle. — (Chrétien et Brun.)	57	I	150
8 févr.	Contravention; chose jugée. — (Lacroix.)	58	I	152
11 févr.	Expropriation; jury; composition. — (Bruch et Cadroy.)	59	I	153
11 févr.	Expropriation; visite des lieux. — (Deshayes, Bonneau.)	60	I	156
13 févr.	Expropriation; jury; désignation. — (Gallet-Le-fevre.)	61	I	157
13 févr.	Expropriation; propriété indivise; mari. — (Bou-jonnier.)	62	I	158
14 févr.	Petite voirie; alignement. — (Poupart.)	128	I	273
14 févr.	Eaux publiques; concessions anciennes; question de révocabilité. — (Ville de Saint-Germain en Laye.)	129	I	275
14 févr.	Indemnités; compétence; chemin de fer; constructions ébranlées. — (Chemin de fer du Midi.)	130	I	281
14 févr.	Indemnités; dommages. — (Chemin de fer du Midi.)	131	I	284
14 févr.	Trottoir; demande en démolition. — (Boujol C. David.)	132	I	288
14 févr.	Entrepreneur; déblais; prix nouveau. — (Grey-veldinger.)	133	I	291
14 févr.	Entrepreneur; règle indûment ordonnée. — (Du-pont.)	134	I	293
14 févr.	Architecte; travaux supplémentaires; responsabilité. — (Ballereau.)	135	I	294



Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1861				
14 févr.	Indemnités; dommages. — (De Lastic Saint-Jal.).	136	I	297
23 févr.	Endiguement; acte constitutif; répartition des dépenses. — (Dubuc.). . . . .	137	I	298
23 févr.	Pensions; accident grave. — (Delage.). . . . .	138	I	303
23 févr.	Indemnités; tierce expertise. — (Friquet.). . . . .	139	I	304
23 févr.	Indemnités; dommages. — (Follet.). . . . .	140	I	306
23 févr.	Indemnités; dommages. — (Barbier.). . . . .	141	I	310
23 févr.	Route classée comme chemin vicinal; dommage. — (Lallart.). . . . .	142	I	312
27 févr.	Rivières navigables; permissions antérieures à 1566. — Conflit. — (Guérard-Deslauriers.). — Notice. . . . .	143	I	313
28 févr.	Roulage; éclairage des voitures. — (Maisonneuve.).	144	I	321
4 mars.	Expropriation; indemnité; mobilier du locataire. — (Dufflé.). . . . .	145	I	323
4 mars.	Expropriation; locataire; intervention. — (Dufflé fils et Malliez.). . . . .	146	I	325
4 mars.	Expropriation; pourvoi non recevable. — (Dumont). . . . .	147	I	325
5 mars.	Expropriation; visite des lieux. — (De Benoist.).	148	I	326
6 mars.	Chemin de fer; études. — (Circulaire.). . . . .	20	I	66
6 mars.	Expropriation; offres; augmentation. — (Duc de Brunswick.). . . . .	149	I	328
7 mars.	Chemins vicinaux; plantations; anticipation. — (Baudry). . . . .	150	I	330
7 mars.	Concession domaniale; révocation. — (Houtin.).	151	I	332
7 mars.	Indemnités; expertise obligatoire. — (Vallols.). . . . .	152	I	334
7 mars.	Indemnités; dommages; compensation de plus-value. — (De la Grange.). . . . .	153	I	335
7 mars.	Extraction de matériaux; terrain clos. — (Thiac.).	154	I	339
7 mars.	Alignements; travaux intérieurs. — (Bidault.). . . . .	155	I	341
7 mars.	Usines; rivières navigables; existence légale. — (Ser.). — Notice. . . . .	156	I	343
11 mars.	Chemin de fer; interdiction d'exploiter une mine; indemnité; compétence. — (Chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.). . . . .	157	I	345
11 mars.	Source; pouvoir réglementaire. — (Duleau.). — Notice. . . . .	158	I	349
14 mars.	Expropriation; jury; formalités. — (Roubichon.).	159	I	351
14 mars.	Petite voirie; alignements. — (Allouis et Tripier.).	160	I	354
14 mars.	Indemnités; dommages. — (De Sainneville.). . . . .	161	I	355
21 mars.	Pensions; accident grave. — (Roger). . . . .	167	I	369
21 mars.	Entrepreneur; décompte; frais d'expertise. — (Bouillant.). . . . .	168	I	370
21 mars.	Indemnités; chemins de fer; passage des trains. — (Becq.). . . . .	169	I	372
21 mars.	Architecte; vices du projet; responsabilité. — (Bastien.). . . . .	170	I	374

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1861				
21 mars.	Indemnités; abaissement de la voie publique; dommage à un commerçant. — (Cluzel.). . . .	171	I	375
21 mars.	Petite voirie; anciens règlements locaux; exécution ajournée. — (Ville de Montpellier.). . . .	172	I	378
25 mars.	Rues de Paris; entretien des chaussées; contingent de l'Etat. . . . .	17	I	53
25 mars.	Appareils et bateaux à vapeur. — (Circulaire.). . . .	21	I	67
4 avril.	Terrains retranchés de la voie publique; aliénation; irrévocabilité. — (Gourrand.). . . . .	173	I	381
4 avril.	Indemnités; dommages; expertise obligatoire. — (Douliex.). . . . .	174	I	383
4 avril.	Indemnités; dommages; perte de clientèle; difficultés d'accès. — (Chemin de fer d'Orléans.). . . .	175	I	384
4 avril.	Indemnités; stagnation des eaux; dommages aux personnes. — (Ayme.). . . . .	176	I	387
4 avril.	Indemnités; dommages. — (Cagne.). . . . .	177	I	389
6 avril.	Canal des houillères de la Sarre. — Canal du Rhône au Rhin; embranchement sur la ville de Colmar. — Utilité publique. . . . .	18	I	54
8 avril.	Alignements; terrains à céder; refus de riverains; expropriation. — (Feuilloy.). . . . .	178	I	392
9 avril.	Expropriation; juré; erreur de nom. — (Caldayron.). . . . .	179	I	394
10 avril.	Expropriation totale ou partielle; indemnités alternative. — (Jeanson.). . . . .	180	I	395
12 avril.	Règlements préfectoraux; publication. — (Vidon, Gris.). . . . .	181	I	396
13 avril.	Décentralisation administrative. . . . .	19	I	55
17 avril.	Canal de Nœux au canal d'Aire à la Bassée; concession : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	63	I	159
17 avril.	2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .	63	I	160
17 avril.	Expropriation; bail sous seing privé; exécution. (Louvât.). . . . .	182	I	398
18 avril.	Usines; pouvoir réglementaire. — (De la Genardière.). . . . .	183	I	399
18 avril.	Procédure; dépens; compétence. — (Courtin.). . . .	184	I	400
18 avril.	Expertise facultative; syndicat d'irrigation. — (Mingret.). . . . .	185	I	402
18 avril.	Indemnités; suppression de servitude active; compétence. — (Bourquin.). . . . .	186	I	405
27 avril.	Reboisement des montagnes. — Exécution de la loi de 1860. . . . .	64	I	167
27 avril.	Ecole d'irrigation et de drainage au Lézardeau (Finistère) : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	65	I	176
27 avril.	2 <sup>o</sup> Convention. . . . .	65	I	176
30 avril.	Cantonniers. — Versements à la caisse des retraits. — (Circulaire et arrêté.). . . . .	22	I	69

Dates des Déclarations.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1861 (*)	Personnel; décorations; décisions diverses; re- traites; décès. . . . .	23	I	75
1 <sup>er</sup> mai.	Expropriation; juré étranger. — (Blanchet). . . .	187	I	408
2 mai.	Éclairage au gaz; retrait d'une autorisation mu- nicipale; indemnité; compétence. — (Compa- gnie du gaz de Londres). . . . .	188	I	409
2 mai.	Taxes d'irrigation; syndicat; circonscription. — (Canal du Plan d'Orgon). . . . .	189	I	414
2 mai.	Usines; dérivation d'un cours d'eau. — (Rocca Castellani). . . . .	190	I	416
2 mai.	Architectes et entrepreneurs; vices de construc- tions. — (Dauvergne). . . . .	191	I	418
2 mai.	Alignements; rue projetée. — (Letellier). . . . .	192	I	420
6 mai.	Cours d'eau non navigables; propriété. — (Gou- tant contre le chemin de fer des Ardennes). . . .	193	I	423
8 mai.	Cours d'eau non navigables. — Attributions mi- nistérielles. . . . .	194	I	425
8 mai.	Chemin de grande communication; frais d'éta- blissement; répartition. — (Commune de So- lesmes). . . . .	195	I	427
8 mai.	Usines; pouvoir réglementaire. — (Girod de Mé- serey). . . . .	196	I	428
8 mai.	Travaux communs; ouvrages non prévus; conflit. — (Commarmont). . . . .	197	I	433
8 mai.	Extraction de matériaux; conventions privées; compétence. — (Leclerc de Pulligny). . . . .	198	I	440
8 mai.	Entrepreneur; malfaçons; responsabilité. — (Syn- dicat du canal d'Isle). . . . .	199	I	442
8 mai.	Chemins de fer; ouvrages d'art livrés par l'Etat à une compagnie; chute d'un viaduc; respon- sabilité. — (Chemin de fer de Paris à Lyon). . .	200	I	440
16 mai.	Indemnités; dommages; plus-values. — (Berger C. la ville de Lyon). . . . .	201	I	450
16 mai.	Pont; droit de péage; exemption. — (Bayer de la Vingrie). . . . .	202	I	452
18 mai.	Bessèchements; taxes d'entretien; réclamations. (Wattignies du Pas-de-Calais). . . . .	203	I	497
23 mai.	Indemnités; dommages; dégradation d'un gac. (Commission syndicale de l'Osme). . . . .	204	I	499
23 mai.	Extraction de matériaux; entrepreneur non au- torisé. — (Chemin de fer d'Orléans). . . . .	205	I	501
23 mai.	Canaux; délimitation. — (Coquard). . . . .	206	I	503
23 mai.	Canaux; contravention; exception de propriété. — (Coquard). . . . .	207	I	503
24 mai.	Marais communaux et terres incultes. — Mise en valeur. — (Circulaire). . . . .	208	I	223
25 mai.	Servitude au profit de la voie publique. — Ecou- lement d'eau; conflit. — (Commune de Bisch- willer). . . . .	209	I	506

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1861				
28 mai.	Expropriation; décret exécuté; dépossessions ultérieures. — (Belcambre.) . . . . .	210	I	509
28 mai.	Expropriation; juré; incapacité. — (Edet.) . . . . .	241	I	512
28 mai.	Expropriation; indemnité unique. — (Anselin.) . . . . .	242	I	513
30 mai.	Indemnités; canal; dommages; conflit. — (Labbé Gaudineau.) . . . . .	243	I	514
30 mai.	Indemnités; dommages; accident. — (Richard.) . . . . .	244	I	517
30 mai.	Entrepreneur; chose jugée; indemnité à titre gracieux. — (Costes.) . . . . .	245	I	520
1 <sup>er</sup> juin.	Domaine public; francs-bords d'un canal; droit de passage; action possessoire; conflit. — (Canal latéral à la Garonne.) . . . . .	246	I	523
1 <sup>er</sup> juin.	Carrières; contestations entre les exploitants et les propriétaires voisins; conflit. — (Duboux.) . . . . .	247	I	527
5 juin.	Chemin de fer d'Aigues-Mortes à la ligne de Nîmes à Montpellier; subvention; garantie d'intérêt. (Loi.) . . . . .	67	I	178
5 juin.	Chemin de fer de Beauvais à Compiègne. — Utilité publique. . . . .	68	I	179
5 juin.	Chemin de fer d'Angers à Niort. — Utilité publique. . . . .	69	I	180
5 juin.	Chemin de fer de Poitiers à Limoges. — Utilité publique. . . . .	70	I	181
5 juin.	Chemin de fer de Tours à Vierzon. — Utilité publique. . . . .	71	I	181
5 juin.	Expropriation; offres à l'audience. — (Marion-Vallée.) . . . . .	260	II	1
8 juin.	Port; lestage et délestage. — (Roland et Frayassinet.) . . . . .	261	II	3
10 juin.	Chemins de fer; marchandises; tarifs distincts. — (Bourdeau.) . . . . .	262	II	5
14 juin.	Chemin de fer de ceinture de Paris; rive gauche de la Seine. — Utilité publique. . . . .	72	I	181
14 juin.	Chemin de fer de Boulogne à Calais; direction; délai d'exécution. . . . .	73	I	182
14 juin.	Chemin de fer de Senlis à la ligne de Paris à Soissons. — Utilité publique. . . . .	74	I	183
14 juin.	Chemin de fer de Niederbronn à la ligne de Metz à Thionville. — Utilité publique. . . . .	75	I	184
14 juin.	Chemin de fer de Dieuze à la ligne de Paris à Strasbourg. — Utilité publique. . . . .	76	I	184
14 juin.	Chemin de fer de Sainte-Marie-aux-Mines à Schœlstadt. — Utilité publique. . . . .	77	I	185
14 juin.	Chemin de fer de Châtillon-sur-Seine à Chaumont. — Utilité publique. . . . .	78	I	186
14 juin.	Chemin de fer de Chaumont à Toul. — Utilité publique. . . . .	79	I	186
14 juin.	Chemin de fer de Dijon à Langres. — Utilité publique. . . . .	80	I	186
14 juin.	Chemin d'Auxerre à Nevers. — Utilité publique. . . . .	81	I	187

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1861				
14 juin.	Chemin de fer de Commeny à la ligne de Saint-Germain-des-Fossés à Clermont. — Utilité publique. . . . .	82	I	188
14 juin.	Chemin de fer de Clermont à Montbrison. — Utilité publique. . . . .	83	I	189
14 juin.	Chemin de fer d'Annonay à Saint-Rambert. — Utilité publique. . . . .	84	I	189
14 juin.	Chemin de fer de Grasse à la ligne de Toulon à Nice. — Utilité publique. . . . .	85	I	190
14 juin.	Chemin de fer de Louviers sur la ligne de Rouen. — Utilité publique. . . . .	86	I	191
14 juin.	Chemin de fer de Napoléonville à Saint-Brieuc. — Utilité publique. . . . .	87	I	191
14 juin.	Chemin de Châteaulin à Landerneau. — Utilité publique. . . . .	88	I	192
14 juin.	Chemin de fer de Napoléon-Vendée aux Sables-d'Olonne. — Utilité publique. . . . .	89	I	193
14 juin.	Chemin de fer de Napoléon-Vendée à la ligne d'Angers à Niort. — Utilité publique. . . . .	90	I	193
14 juin.	Chemin de fer de Napoléon-Vendée à la Rochelle; de Rochefort à Saintes et à Coutras. — Utilité publique. . . . .	91	I	194
14 juin.	Chemin de fer d'Angoulême à Saintes. — Utilité publique. . . . .	92	I	195
14 juin.	Chemin de fer de Libourne à Bergerac. — Utilité publique. . . . .	93	I	195
14 juin.	Chemin de fer de Saint-Girons sur la ligne de Toulouse à Bayonne. — Utilité publique. . . . .	94	I	196
14 juin.	Chemin de fer de Port-Vendres à la frontière d'Espagne. — Utilité publique. . . . .	95	I	197
15 juin.	Chemin de fer de Bordeaux à Verdon. — Utilité publique. . . . .	96	I	197
15 juin.	Rectification de la rampe de Pannessières (Jura). — Réduction de la durée du péage. . . . .	97	I	199
15 juin.	Indemnités; dommages; chose jugée. — (Gouley.)	263	II	7
15 juin.	Entrepreneur; augmentation notable des prix. — (Lescure.) . . . . .	264	II	10
15 juin.	Extraction de matériaux; autorisation; non-rétroactivité. — (Roubière.) . . . . .	265	II	13
17 juin.	Cours d'eau non navigables. — Attributions ministérielles. — (Circulaire). . . . .	119	I	233
18 juin.	Cantonniers. — Caisse des retraites de la vieillesse. — (Circulaire). . . . .	120	I	234
18 juin.	Expropriation; visite des lieux; indemnité alternative. — (Ourgaud.) . . . . .	266	II	16
19 juin.	Expropriation; indemnité; base certaine. — (Bertrand.) . . . . .	267	II	17
19 juin.	Expropriation; visite des lieux; réunion des jurés. — (Bompied.) . . . . .	268	II	20

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1861				
20 juin.	Chemin de fer d'Andrezieux à Montbrison. — Utilité publique. . . . .	98	I	199
20 juin.	Chemin de fer de Castres à la ligne de Bordeaux à Cette. — Utilité publique. . . . .	99	I	200
20 juin.	Port de Calais. — Etablissement d'une grue. . . . .	203	I	155
20 juin.	Indemnités; dommages; locataire. — (Degousse.). . . . .	269	II	21
22 juin.	Chemin de fer de Montluçon à Limoges. — Utilité publique. . . . .	100	I	201
22 juin.	Personnel; indemnités départementales. — (Circulaire.). . . . .	121	I	248
26 juin.	Expropriation; jury; composition. — (Quézac.). . . . .	270	II	25
28 juin.	Budget de 1862. — ( <i>Extrait de loi</i> ). . . . .	101	I	202
28 juin.	Petite voirie; alignements; rue projetée. — (Dehu). . . . .	271	II	26
29 juin.	Chemins de fer; obligations du trésor. — ( <i>Loi</i> ). . . . .	102	I	204
1 <sup>er</sup> juillet.	Voie publique; rues droites ou obliques. — (Fornari.). . . . .	272	II	27
2 juillet.	Chemins de fer. — Exécution par l'Etat. — ( <i>Loi</i> ). . . . .	103	I	205
2 juillet.	Chemin de fer d'Alger à Blidah; crédit. — ( <i>Loi</i> ). . . . .	104	I	207
2 juillet.	Budget de 1861. — Crédit de 45 millions. — ( <i>Loi</i> ). . . . .	105	I	208
2 juillet.	Expropriation; offres; propriétaire apparent. — (Lefoullon.). . . . .	273	II	28
3 juillet.	Budget de 1861; routes impériales; crédit. — ( <i>Loi</i> ). . . . .	106	I	209
3 juillet.	Budgets de 1859, 1860, 1861. — Crédits supplémentaires et extraordinaires. — ( <i>Loi</i> ). . . . .	107	I	209
3 juillet.	Budgets de 1860 et 1861. — Crédits supplémentaires et extraordinaires. — ( <i>Loi</i> ). . . . .	108	I	210
3 juillet.	Expropriation; reliquat de terrain; réquisition d'acquérir. — (Viviant.). . . . .	274	II	30
3 juillet.	Expropriation; jury; renouvellement de la liste. — Vignes.). . . . .	275	II	32
3 juillet.	Chemins vicinaux; anticipations antérieures au classement. — (Grellier.). . . . .	276	II	33
3 juillet.	Expertise incomplète. — (Girard.). . . . .	277	II	34
3 juillet.	Indemnités; dommage direct et matériel. — (Delbert.). . . . .	278	II	36
4 juillet.	Chemins de fer. — Emission d'obligations. . . . .	109	I	211
9 juillet.	Routes; écoulement d'eau sur une propriété; contravention. — (Légrand.). . . . .	279	II	38
10 juillet.	Bâtiment menaçant ruine; démolition; sursis. — (Allard.). . . . .	280	II	40
10 juillet.	Expropriation; offre collective. — (Lemasson). . . . .	281	II	41
13 juillet.	Voie publique urbaine; élargissement. — (Chicard et Marie.). . . . .	282	II	42
14 juillet.	Canal des houillères de la Sarre. — Convention diplomatique. . . . .	204	I	457
14 juillet.	Budget de 1860. — Fonds de concours. . . . .	110	I	213
14 juillet.	Port de Dunkerque. — Amélioration; utilité publique. . . . .	111	I	215

Dates des déclarations.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1861				
15 juillet.	Expropriation; indemnité unique; éléments di- vers. — (Rabilloud.) . . . . .	283	II	44
17 juillet.	Usines; condition d'une autorisation. — (De- lauge.) . . . . .	295	II	85
17 juillet.	Pensions; blessures dans l'exercice des fonctions; veuves. (Lejust.) . . . . .	296	II	87
17 juillet.	Occupation de terrain; conflit. — (Chemin de fer de Paris à Lyon). . . . .	297	II	89
17 juillet.	Acquisitions de terrains pour l'ouverture d'une rue; condition stipulée dans l'intérêt des rive- rains. — (Commune de Craon.) . . . . .	298	II	95
17 juillet.	Indemnités; dommages; source interceptée. — (Chemin de fer de l'Est.) . . . . .	299	II	96
17 juillet.	Indemnités; dommages-intérêts. — (De Martin.)	300	II	98
17 juillet.	Chemin de fer; camionnage des marchandises :			
	1 <sup>re</sup> espèce. — (Bardout et Prat.) . . . . .	301	II	101
	2 <sup>e</sup> espèce. — (Prévost.) . . . . .	"	"	102
19 juillet.	Petite voirie; alignements; rue projetée. — (Lu- cotte.) . . . . .	302	II	103
20 juillet.	Roulage; éclairage des voitures. — (Lecoq.) . . . .	303	II	106
21 juillet.	Port de Saint-Nazaire; bassin à flot; travaux com- plémentaires. . . . .	205	I	457
21 juillet.	Canal de Roubaix. — Achèvement; utilité pu- blique. . . . .	206	I	458
22 juillet.	Budget de 1861. — Rachat de canaux; crédit. . . .	112	I	217
26 juillet.	Appareils à vapeur. — Chaudières en tôle d'acier fondu. — (Circulaire.) . . . . .	122	I	249
26 juillet.	Budget de 1860. — Virements de crédits. . . . .	113	I	247
27 juillet.	Pont de Vichy; rachat. — Routes thermales. . . .	114	I	218
27 juillet.	Chemin de fer de Pontoise vers la ligne de Bel- gique. — Prorogation du délai d'exécution. . . .	115	I	219
27 juillet.	Canal de Vitry à Saint-Dizier. — Utilité publique.	207	I	459
27 juillet.	Seine. — Amélioration au passage de Martot. — Utilité publique. . . . .	208	I	459
5 août.	Touage sur chaîne moyée entre l'écluse de la Mon- naie et le pont de Montereau. — Modification du cahier des charges. . . . .	116	I	220
5 août.	Décentralisation. — Décret du 13 avril 1861. — (Circulaire.) . . . . .	123	I	251
5 août.	Port de Saint-Nazaire; second bassin à flot; uti- lité publique. . . . .	209	I	460
5 août.	Procédure; délai du pourvoi. — (Gon.) . . . . .	304	II	109
5 août.	Rivières navigables; règlement préfectoral; contra- vention; compétence. — (Bonnevay.) . . . .	305	II	109
6 août.	Associations syndicales; franchise postale. — (Circulaire.) . . . . .	124	I	253
(*)	Personnel. — Elèves; classement; concours; mis- sions; décisions diverses; démission; révocation; décès. . . . .	125	I	255

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1861 (°)	Classements de routes impériales. . . . .	126	I	272
(°)	Classements de routes départementales. . . . .	127	I	272
6 août.	Procédure; double degré de juridiction. — (Laugier). . . . .	306	II	111
6 août.	Extraction de matériaux; entrepreneur non auto- risé; compétence. — (Pees-Belgpregonne). . . . .	307	II	113
6 août.	Entrepreneur; décompte; refus d'acceptation. — (Chanudet). . . . .	308	II	115
6 août.	Indemnités; dommages. — (Liégeard). . . . .	309	II	118
6 août.	Rivières navigables; flot; question de propriété. — (Revol.). — (Notice). . . . .	310	II	120
6 août.	Rivières navigables; plantations sur un flot. — (Revol.). . . . .	311	II	123
6 août.	Routes; plantations sur les propriétés riveraines; conflit négatif. — (Morel et Paillason). — Notice. . . . .	312	II	126
6 août.	Chemins de fer; traité de faveur; nullité. — (Nizerolles). . . . .	313	II	131
7 août.	Expropriation; offres; irrégularité. — (Signoret). . . . .	314	II	132
8 août.	Boulage; plaque. — (Bidaud). . . . .	315	II	133
10 août.	Routes forestières. — Reboisement des montagnes. . . . .	147	I	221
11 août.	Voie publique; droit d'accès des riverains; action possessoire; conflit. — (Commune de Riche- renches). . . . .	316	II	134
11 août.	Indemnités; dommages aux personnes; conflit. — (Reine). . . . .	317	II	138
13 août.	Syndicat d'endiguement; acte constitutif. — (Syndicat de Malakoff). . . . .	333	II	181
13 août.	Chemins de fer exécutés par l'état, puis concédés; entretien d'un chemin d'exploitation. — (Che- min de fer d'Orléans). . . . .	334	II	182
13 août.	Extraction de matériaux; terrain clos. — (Mar- telle). . . . .	335	II	184
13 août.	Uaines; dommages. — (De Bouard). . . . .	336	II	186
21 août.	Expropriation; indemnité; chefs divers. — (Wuichet). . . . .	337	II	190
25 août.	Chemin de fer du canal de Roanne à Digoin à la ligne du Bourbonnais. Utilité publique. . . . .	162	I	357
25 août.	Budget de 1861. — Fonds de concours. . . . .	163	I	358
25 août.	Chemins de fer d'Avignon à Gap. — Utilité publique. . . . .	164	I	359
25 août.	Budget de 1861. — Crédits extraordinaires pour grands travaux. — Répartition par chapitres. . . . .	165	I	360
(°)	Personnel. — Décorations; nominations; décisions diverse; démission; révocation; retraites. . . . .	166	I	361
25 août.	Port de Bordeaux. — Amélioration; utilité publique. . . . .	210	I	460
25 août.	Port de Bordeaux. — Rachat du péage. . . . .	211	I	461
25 août.	Port de Boulogne. — Travaux d'amélioration. . . . .	212	I	462



Dates des déclions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1861				
25 août.	Routes agricoles. — Établissement dans le Lot-et-Garonne. . . . .	213	I	463
26 août.	Expropriation; indemnité; matériaux. — (Chauvet.). . . . .	338	II	192
30 août.	Indemnités; dommages. — (Chabaneau.) — Notice. . . . .	339	II	194
31 août.	Alignements; rue projetée. (Diguët.). . . . .	340	II	197
31 août.	Indemnités; dommages. — (Vinnebaux.). . . . .	341	II	198
31 août.	Extraction de matériaux; indemnité réclamée au propriétaire. — (Nourric.). . . . .	342	II	201
31 août.	Fils électriques sur une maison; opposition du propriétaire; compétence. — (Appay.). . . . .	343	II	204
31 août.	Entrepreneur; vices du sol; refus de construire. — (Baron.). . . . .	344	II	206
8 septemb.	Extraction de matériaux; conventions privées. — (De Villequier.). . . . .	345	II	208
10 septem.	Dordogne. — Partie déclarée flottable. . . . .	214	I	464
22 septem.	Chemin de fer de Soissons à la frontière belge; utilité publique; tracé. . . . .	215	I	465
22 septem.	Chemin de fer d'Amiens à la ligne de Creil à Saint-Quentin. — Tracé entre Amiens et Ham. . . . .	216	I	465
23 septem.	Budget de 1860. — Grands travaux d'utilité générale; report de crédit. . . . .	217	I	466
7 octobre.	Reboisement des montagnes. — (Circulaire.). . . . .	231	I	484
9 octobre.	Ciron. — Partie déclarée flottable. . . . .	218	I	467
9 octobre.	Droits de navigation intérieure. — Denrées alimentaires; affranchissement. . . . .	219	I	468
13 octobre.	Voie ferrée à traction de chevaux sur divers chemins de la commune d'Outran (Pas-de-Calais). — Concession : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	220	I	469
	2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .	"	"	470
15 octobre.	Budget de 1861. — Rachat de canaux; crédit extraordinaire. . . . .	221	I	473
15 octobre.	Routes agricoles. — Établissement dans la Sologne. . . . .	222	I	474
15 octobre.	Canal de la Somme. — Travaux d'amélioration. . . . .	248	I	531
6 novemb.	Expropriation; pourvoi non recevable. — (Duplessis.). . . . .	346	II	210
7 novemb.	Budget de 1862. — Répartition des crédits par chapitre. . . . .	223	I	476
8 novemb.	Petite voirie; alignements. — (Corté.). . . . .	347	II	211
9 novemb.	Budget de 1861. — Fonds de concours. . . . .	224	I	477
9 novemb.	Budget de 1861. — Fonds de concours. . . . .	225	I	478
9 novemb.	Budget de 1861. — Fonds de concours. . . . .	226	I	479
9 novemb.	Budget de 1861. — Fonds de concours. . . . .	227	I	480
14 novemb.	Chemins ruraux; prescriptibilité. — (Dubois.). . . . .	348	II	213
17 novemb.	Drainage. — Assainissement de Romorantin (Loir-et-Cher.). . . . .	349	I	532
21 novemb.	Domaine public; question de propriété; conflit. (Port de Bayonne). — Notice. . . . .	349	II	214

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1861				
21 novemb.	Canaux ; terrains recouvrant un souterrain ; herbe coupée. — (Boullerne.). . . . .	350	II	220
21 novemb.	Petite voirie ; obstacle à l'écoulement des eaux. — (Costes.). . . . .	351	II	222
21 novemb.	Alignements ; route empruntant une voie communale. — (Commune de Void.). — Notice. . . . .	352	II	223
27 novemb.	Chemin public ; abandon ; prescription. — (Fraix.). . . . .	353	II	225
28 novemb.	Usine ; pouvoir réglementaire ; droits des tiers. — (Fabrégat.). . . . .	354	II	228
28 novemb.	Pensions ; suppression d'emploi ; acceptation de nouvelles fonctions. — (Liskenne.). . . . .	355	II	229
28 novemb.	Indemnités ; dommages ; compétence. — (Degay.). . . . .	356	II	231
28 novemb.	Expropriation ; cession amiable ; interprétation. — (Berthow.). . . . .	357	II	233
28 novemb.	Cours d'eau ; barrages ; enquêtes. — (Maréchal.). . . . .	358	II	237
28 novemb.	Chemins de fer exécutés par l'Etat, puis concédés ; dommages. — (Chemin de Paris à la Méditerranée.). . . . .	359	II	239
28 novemb.	Indemnités ; dommages. — Travaux. — (Ville d'Agen.). . . . .	360	II	242
30 novemb.	Roulage ; éclairage des voitures. — (Lataple.). . . . .	361	II	245
1 <sup>re</sup> décemb.	Budgets. — Travaux pouvant en augmenter les charges ; autorisation . . . . .	228	I	481
4 décemb.	Cours d'eau ; riverains ; usage des eaux. — (Mau-champ.). . . . .	362	II	246
7 décemb.	Cours d'eau ; riverains ; usage des eaux. — (Consl.). . . . .	363	II	248
9 décemb.	Chemins de fer ; construction de gares ; compétence. — (Ville de Montauban.). . . . .	364	II	249
11 décemb.	Traitements des ingénieurs ; augmentation. . . . .	229	I	482
11 décemb.	Vanlone. — Partie déclarée navigable. . . . .	250	I	533
12 décemb.	Chemins de fer ; taxe de pavage. — (Chemin d'Orléans.). . . . .	365	II	250
12 décemb.	Indemnités ; dommages. — (Monchez.). . . . .	366	II	252
12 décemb.	Entrepreneur ; travaux non prévus. — (Bœuf.). . . . .	367	II	253
12 décemb.	Entrepreneur ; emploi de la mine ; responsabilité. — (Dubutsson.). . . . .	368	II	255
13 décemb.	Cours d'eau ; écoulement d'eaux corrompues ; demande en suppression d'un aqueduc ; conflit. — (Ville de Saint Germain-en-Laye.). . . . .	369	II	256
13 décemb.	Domaine public ; dépendances d'un canal ; question de propriété ; conflit. — (Médard et Mourgues.). . . . .	370	II	261
13 décemb.	Extraction de matériaux ; conventions privées ; conflit. — (Mulsant.). . . . .	371	II	264
14 décemb.	Budget de 1861. — Crédits extraordinaires et supplémentaires. . . . .	251	I	534
16 décemb.	Expropriation ; indemnité unique ; éléments divers. — (Seguin.). . . . .	372	II	267
17 décemb.	Cours d'eau ; fonds supérieur et inférieur ; droits respectifs. — (Dolivot.). . . . .	373	II	268

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1861				
18 décemb.	Expropriation; magistrat directeur; intervention. — (Desautels.). . . . .	374	II	269
20 décemb.	Traitement des ingénieurs; augmentation. — (Circulaire.). . . . .	232	I	486
21 décemb.	Budget de 1861. — Crédits extraordinaires pour grands travaux; report. . . . .	252	I	535
21 décemb.	Budget de 1861. — Fonds de concours. . . . .	253	I	536
21 décemb.	Appareils à vapeur. — Tôle d'acier fondu. — (Circulaire.). . . . .	255	I	538
21 décemb.	Trottoirs; répartition des frais. — (Ville de Lyon.). . . . .	375	II	270
21 décemb.	Entrepreneur; clause pénale; mise en demeure. — (Commune de Sauveterre.). . . . .	376	II	273
21 décemb.	Occupation de terrains; indemnité; compétence. — (Courbon.). . . . .	377	II	275
21 décemb.	Indemnités; dommages. — (Commune de Schiltigheim.). . . . .	378	II	277
21 décemb.	Indemnités; dommages. — (Lecorps.). . . . .	379	II	279
22 décemb.	Appareils à vapeur. — Tôle d'acier fondu. — (Circulaire.). . . . .	256	I	539
23 décemb.	Expropriation; indemnités. — (Billat). . . . .	380	II	282
25 décemb.	Routes thermales à Vichy. — (Utilité publique.). . . . .	284	II	46
28 décemb.	Budget de 1861. — Crédit supplémentaire. . . . .	254	I	537
31 décemb.	Budget. — Divisions en sections; virement de crédits. . . . .	230	I	483
(*)	Personnel. — Décorations; nominations; décisions diverses; démissions; retraites; décès. . . . .	233	I	487
(*)	Classements de routes départementales. . . . .	234	I	496
(*)	Personnel. — Décisions diverses; décès. . . . .	257	I	540
(*)	Classements de routes impériales. . . . .	258	I	544
(*)	Classements de routes départementales. . . . .	259	I	545
1862				
4 janvier.	Autorité municipale; circulation des voitures. — (Fralze.). . . . .	400	II	421
6 janvier.	Expropriation; dommage éventuel. — (Bréger.). . . . .	401	II	424
7 janvier.	Expropriation; acquisition totale. — (Roche.). . . . .	402	II	425
9 janvier.	Petite voirie; autorisation de construire. — (Baudouin.). . . . .	403	II	426
11 janvier.	Indemnités; eaux d'arrosage. — Canal du Vigueirat. — (Notice.). . . . .	404	II	427
11 janvier.	Routes; largeur; délimitation. — (De Nicolai de Bercy.). . . . .	405	II	435
11 janvier.	Alignements; chemins ruraux. — (Detourenne.). . . . .	406	II	436
16 janvier.	Plus-value par suite de travaux publics; indemnité à la charge des propriétaires. — (De l'Espine.). . . . .	407	II	437
16 janvier.	Indemnités; expertise inutile; perte d'un bateau. — Compagnie d'assurances générales maritimes. . . . .	408	II	440
16 janvier.	Dessèchements (taxe de); demande en décharge; compétence. — (Marais mouillés de la Vendée.). . . . .	409	II	442
16 janvier.	Pensions; infirmités; remise en activité. — (Guinet). . . . .	410	II	445

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros.		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1862				
16 janvier.	Travaux publics; inexécution d'un marché; compétence. — (De Bourdeille). . . . .	411	II	447
18 janvier.	Canaux; Chemins de halage; abandon de voiture. — (Lauvernier). . . . .	412	II	450
23 janvier.	Entrepreneur; cessation des travaux; indemnités. — (Belly). . . . .	413	II	452
23 janvier.	Extraction de matériaux apportés par une inondation. — (Lantagrel). . . . .	414	M	458
23 janvier.	Suppression de caves sous la voie publique. — (Legendre). — Notice. . . . .	415	M	460
23 janvier.	Indemnités; dommages; compétence. — (Chemin de fer du Dauphiné). . . . .	416	II	466
27 janvier.	Chemins de fer; lettre de voiture; indemnité de retard. — (Royer). . . . .	417	M	472
30 janvier.	Pont suspendu sur la Durance, à Roussel. — Concession:			
	1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	285	II	47
	2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .			47
	3 <sup>o</sup> Adjudication. . . . .			55
30 janvier.	Bâtiment menaçant ruine; démolition; expertise. — (Lemarié). . . . .	418	II	473
30 janvier.	Procédure; mémoire injurieux. — (Dubruille). . . . .	419	M	475
30 janvier.	Indemnités; dommages; tierce expertise irrégulière. — (Picard). . . . .	420	II	479
30 janvier.	Indemnités; dommages. — (Larcher). . . . .	421	M	480
30 janvier.	Indemnités; dommages; compensation de plus-value. — (Rochoux). . . . .	422	M	482
3 <sup>o</sup> février.	Alignements; refus d'autorisation. — (Benoist). . . . .	423	II	483
30 janvier.	Budget de 1862. — Report de crédits. . . . .	286	II	55
1 <sup>er</sup> février.	Budget de 1862. — Report de crédits. . . . .	287	II	56
1 <sup>er</sup> février.	Budget de 1862. — Report de crédits. . . . .	288	II	57
1 <sup>er</sup> février.	Budget de 1861. — Fonds de concours. . . . .	290	II	60
1 <sup>er</sup> février.	Chemins de fer de Vesoul à Besançon et de Gray à Besançon. — Utilité publique. . . . .	289	II	59
5 février.	Expropriation; erreur sur le véritable propriétaire. (Maujonan). . . . .	424	II	485
8 février.	Chemins de fer des fosses de Fléchinelle au canal d'Aire à la Bassée et à la ligne des houillères du Pas-de-Calais; concession;			
	1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	291	II	61
	2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .			62
11 février.	Suppression de voies publiques; terrains vendus par une ville; actes de vente; interprétation; conflit. — (Ville de Lyon). . . . .	425	II	486
13 février.	Indemnités; dommages; tiers expert. — (Adrian). . . . .	426	II	493
15 février.	Budget de 1862. — Report de crédits. . . . .	291	II	80
( <sup>c</sup> )	Personnel. — Décisions diverses; démission. . . . .	292	II	82
( <sup>c</sup> )	Classements de routes départementales. . . . .	293	II	83
( <sup>n</sup> )	Classement d'une route thermale. . . . .	294	II	84

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1862.				
15 février.	Roulage; éclairage des voitures. — (Roumen- guère.). . . . .	427	II	494
15 février.	Petite voirie; toitures et couvertures; réparation. — (Dessolès.). . . . .	428	II	496
17 février.	Indemnités; dommages; expertise obligatoire. — (Syndicat des digues de Balafray.). . . . .	429	II	496
20 février.	Roulage; éclairage des voitures. — (Feugas.). . .	430	II	499
20 février.	Alignements; chemins ruraux. — (Martin.). . .	431	II	500
20 février.	Roulage; absence de plaque. — (Delatre et Fournier.).	432	II	502
27 février.	Cours d'eau non navigables; règlement; intérêt privé. (Gougis.) — (Notice.). . . . .	433	II	502
27 février.	Dessèchement; rôles de dépenses; confection; re- cours; — (Marais de Moëze.). . . . .	434	II	504
27 février.	Trottoirs; arrêtés prescrivant leur établissement; — Gouley.). . . . .	435	II	506
27 février.	Chemins vicinaux; déclaration de vicinalité; ques- tion de propriété. — (Massé.) (Note.). . . . .	436	II	508
27 février.	Entrepreneur; résiliation; compétence. — (De- meure.). . . . .	437	II	511
27 février.	Indemnités; dommages non directs ni matériels. — (Frohlich.). . . . .	438	II	514
27 février.	Contravention; dommages intérêts. — (Garnuchot.).	439	II	515
27 février.	Rivières navigables; contravention; exception de propriété. — (Miquel.). . . . .	440	II	517
27 février.	Canaux; contravention; question de propriété. — (Canal du Midi. . . . .	441	II	519
3 mars.	Expropriation; domaine public. — (Decagny.). . .	442	II	521
4 mars.	Alimentation d'eau dans Paris. — Dérivation de la Dhuis. . . . .	318	II	140
7 mars.	Petite voirie; badigeonnage des maisons. — (Bour- jadé.). . . . .	443	II	522
7 mars.	Roulage; plaque. — (Rallu.). . . . .	444	II	524
10 mars.	Pont fixe en métal, avec travée mobile, sur l'Ar- quenon, au passage du Guildo (Côtes-du-Nord. — Concession : 1° Décret. . . . .	319	II	141
	2° Cahier des charges. . . . .	"		141
	3° Adjudication. . . . .	"		147
11 mars.	Canal de Loing; usage des moulins. — Contraven- tion; dommages-intérêts. — (Pouzot.). . . . .	470	II	581
13 mars.	Petite voirie; écoulement des eaux ménagères; arrêté individuel. — (Hutin.). . . . .	471	II	585
19 mars.	Voies ferrées de Sèvres à Versailles. — Change- ment de concessionnaire. . . . .	320	II	148
20 mars.	Chemins vicinaux; suppression ou modification; indemnité. — (Chemin de fer de Carmaux.). . .	472	II	586
20 mars.	Concession; clause de résiliation; compétence. — Télégraphe électrique sous-marin de la Médi- terranée. . . . .	473	II	590

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1862.				
20 mars.	Concessions; éclairage au gaz; compétence. — (Compagnie grenobloise d'éclairage au gaz.) . . .	474	II	592
20 mars.	Pensions; services hors d'Europe. — (Large.) . .	475	II	595
20 mars.	Usines; règlement d'eau. — (Mauzaize.) . . . .	476	II	597
20 mars.	Voirie urbaine; alignements; rue projetée. — (Lassonnery.) . . . . .	477	II	598
26 mars.	Expropriation; dommages distincts; compétence. — (Duplessis-Daubremont.) . . . . .	478	II	600
27 mars.	Alignements; route empruntant une voie communale. — Ville de Mortagne. — Notice. . . . .	479	II	601
27 mars.	Concessions; réparation d'un pont; délai; régie. — (Ponts de Colombier et de Montils.) . . . .	480	II	604
27 mars.	Expropriation; rétrocession de terrains non employés. — (Dobler.) . . . . .	481	II	606
27 mars.	Roulage; conduite de voitures. — (Vaillant.) . .	482	II	609
28 mars.	Chemins vicinaux; propriété contestée; arrêté préfectoral. — (Commune de Ranville-Breuillaud.) — Notice . . . . .	483	II	610
28 mars.	Entrepreneur; travaux distraits de l'entreprise; indemnité. — (Fagot.) . . . . .	484	II	614
28 mars.	Alignements; travaux antérieurs au règlement. — (Lobérat.) . . . . .	485	II	617
29 mars.	Chemin de fer de Reims à Mourmelon. — (Utilité publique.) . . . . .	321	II	148
29 mars.	Canal de la haute Seine. — Prolongement en amont de Troyes. . . . .	322	II	149
2 avril.	Routes agricoles dans la Dombes. — (Ain.) . .	323	II	150
4 avril.	Endiguements; bases de la répartition des dépenses : 1 <sup>re</sup> espèce. — (De Brunet.) . . . . .	486	II	619
	2 <sup>e</sup> espèce. — (D'Herbès, de Brunet et Dame Seguin.) . . . . .			620
4 avril.	Voirie urbaine; alignements. — (Cambuzat.) . .	487	II	622
5 avril.	Chemins de fer de Charleville et de Morialmé. — Raccordement. . . . .	324	II	152
5 avril.	Petite voirie; suppression de rues. — (Fourniols.)	488	II	624
5 avril.	Petite voirie; alignements. — (Lebrun.) . . . .	489	II	625
9 avril.	Chemin de fer de Brioude à Alais. — Utilité publique. . . . .	325	II	156
9 avril.	Expropriation; décision; publicité. — (Brémond.)	490	II	627
11 avril.	Chemins vicinaux; terrains litigieux. — (Desguez.)	491	II	629
11 avril.	Petite voirie; alignements. — (Lebrun.) . . . .	492	II	630
16 avril.	Expropriation; indemnité pécuniaire. — (Pellapra.) . . . . .	493	II	632
24 avril.	Usines, pouvoir réglementaire. — (Dailly.) . . .	494	II	633
24 avril.	Entrepreneur; intérêt des intérêts; frais d'expertise. — (Roulet.) . . . . .	495	II	635
24 avril.	Extraction de matériaux; indemnité. — (Delpeyrou.) . . . . .	496	II	639

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1862.				
24 avril.	Indemnités; dommages. — (Dajon). . . . .	497	II	642
24 avril.	Canal concédé; privation des droits de stationnement. — (Canaux de l'Ourcq et de Saint-Denis.)	498	II	644
24 avril.	Occupation de terrains; plus-value. — (Chemin de fer de l'Est.). . . . .	499	II	646
26 avril.	Chemins de fer. — (Marchandises de transit et d'exportation). . . . .	326	II	157
29 avril.	Pêche fluviale; dunes maritimes. — Attributions ministérielles. . . . .	327	II	159
30 avril.	Canal de navigation entre le canal de la Haute-Deule et le chemin de Harmes à Hénin-Liétard. — (Pas-de-Calais.) — Concession :			
	1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	328	II	160
	2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .			161
30 avril.	Petite voirie; alignements; rue projetée. — (De Kervéguen). . . . .	500	II	649
1 <sup>er</sup> mai.	Cours d'eau; entretien des berges. — (Verdellet.).	501	II	651
1 <sup>er</sup> mai.	Extraction de matériaux; autorisation retirée. — (Chemin de fer du Nord). . . . .	502	II	652
1 <sup>er</sup> mai.	Indemnités; occupation temporaire. — (Chemins de fer de l'Est.) — Notice. . . . .	503	II	657
6 mai.	Expropriation; chemin de fer; réserve de droits. — (Richarme). . . . .	504	II	661
13 mai.	Cours d'eau; frais de curage. — (Bardoux). . . .	505	II	662
15 mai.	Expertise non obligatoire; formalités. — Intérêts. — (Saint Guily). . . . .	506	II	664
15 mai.	Indemnités; dommages; tierce expertise. — (Chanutet). . . . .	507	II	667
15 mai.	Indemnités; dommages; expertise. — (Gouhier.).	508	II	667
17 mai.	Cours d'eau; curage; arrêté municipal. — (Ortoli.).	509	II	670
19 mai.	Expropriation; offres; délai. — (Rousset.). . . .	510	II	672
21 mai.	Budget de 1861. — Fonds de concours. . . . .	329	II	168
22 mai.	Endiguements; classement des terrains. — (Meynieu). . . . .	511	II	673
22 mai.	Indemnités; dommages. — (Sabatier.). . . . .	512	II	675
24 mai.	Ponts; passages à gué. — (Delille.). . . . .	513	II	677
27 mai.	Canaux; demande en suppression de travaux; conflit. — (Canal de l'Ourcq.). . . . .	514	II	678
28 mai.	Dette de l'Etat; déchéance; compétence. — (Roumagoux). . . . .	515	II	684
31 mai.	Budget de 1862. — Virement de crédits. . . . .	330	II	170
31 mai.	Comptabilité publique. — Règlement général. . .	331	II	284
4 juin.	Pont suspendu de Ris-Orangis, sur la Seine; travaux de restauration. — Concession :			
	1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	382	II	379
	2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .			381
	3 <sup>o</sup> Adjudication. . . . .			385
5 juin.	Cours d'eau; curage; reconnaissance des limites anciennes. — (D'Andigné de Resteau). . . . .	516	II	686

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1862.				
5 juin.	Cours d'eau; enrage; indemnité de dépossession. — (De Maupeou.) . . . . .	517	II	689
5 juin.	Chemins vicinaux; déplacement; arrêté préfectoral. — (Rengade.) . . . . .	518	II	691
7 juin.	Rectification de la route départementale du Doubs n° 17 entre Besançon et Emagny. . . . .	383	II	386
9 juin.	Chemins de fer entre la France et l'Italie. — (Convention internationale.) . . . . .	384	II	387
14 juin.	Budget de 1862. — Report de crédit. . . . .	385	II	393
14 juin.	Expropriation; dette de l'Etat; déchéance; conflit. — (Lechevallier.) . . . . .	519	II	694
14 juin.	Canal de Saint-Quentin; zone interdite aux constructions. — (Compagnie des glaces de Saint-Gobain.) . . . . .	520	II	697
15 juin.	Routes impériales. — Dépenses d'entretien. — (Circulaire et tableau.) . . . . .	331	II	171
(*)	Personnel. — Nominations. Elèves : classement, concours, missions. Décisions diverses. Retraites. Décès . . . . .	332	II	174
18 juin.	Chemin de fer des mines de Neux et d'Hersin au canal de Beuvry à Gorre. — Concession. . . . .	386	II	396
19 juin.	Rues de Paris; ouverture; bande de terrain en dehors de l'alignement; réunion à la propriété voisine ou expropriation. — (De Chabrol-Chaméane.) . . . . .	521	II	699
19 juin.	Chemins de fer; agents assermentés; service de la garde nationale. — (Guérin.) . . . . .	522	II	703
23 juin.	Expropriation; indemnité pécuniaire; travaux. — (Péraldi.) . . . . .	523	II	704
23 juin.	Expropriation (jugement d'); délai du pourvoi. — (Lafeuillade.) . . . . .	524	II	706
26 juin.	Cours d'eau; curage; usines. — (Syndicat de l'Orbize.) . . . . .	525	II	708
1 <sup>er</sup> juillet.	Expropriation; indemnité; détermination distincte. — (Jourdan.) . . . . .	526	II	709
2 juillet.	Budget ordinaire de 1863. — (Extrait de loi.) . . . . .	387	II	397
2 juillet.	Budget extraordinaire de 1863. — (Extrait de loi.) . . . . .	388	II	398
2 juillet.	Budget de 1862. — Supplément de crédits. . . . .	389	II	399
2 juillet.	Budget de 1862. — Fonds de concours. . . . .	390	II	400
4 juillet.	Endiguements (taxes d'); pourvoi; délai. — (Société agricole de l'Eysselle.) . . . . .	527	II	710
4 juillet.	Usines; expertise. — (Grenier, Rigault, etc.) . . . . .	528	II	713
4 juillet.	Canaux concédés; dommages. — (Canal latéral à la Garonne.) . . . . .	529	II	719
4 juillet.	Rivières navigables; plantations illicites. — (Burgevin.) — Notice. . . . .	530	II	721
6 juillet.	Budgets de 1860 et de 1861. — Crédits supplémentaires et extraordinaires. — (Extrait de loi.) . . . . .	391	II	401
6 juillet.	Budget de 1862. — Report de crédit. — (Loi.) . . . . .	392	II	402



Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1862.				
6 juillet.	Chemin de fer de Belfort à Guebwiller. — Subvention. — (Loi.) . . . . .	393	II	403
6 juillet.	Pont suspendu de Vichy, sur l'Allier. — Rachat du péage. — (Loi.) . . . . .	394	II	403
6 juillet.	Pont de Bordeaux. — Rachat de la concession. (Loi.) . . . . .	395	II	404
6 juillet.	Pont de Trilport, sur la Marne. — Rachat de concession. — (Loi.) . . . . .	445	II	523
6 juillet.	Chemins de fer : 1° de Valenciennes à Achette; 2° de Lille à la frontière belge, dans la direction de Tournai. — Concession : 1° Décret. . . . . 2° Convention . . . . . 3° Loi. . . . .	446	II	526 526 527
6 juillet.	Chemin de fer de la ligne de Saint-Quentin à Erquelines à la ligne de Soissons à la frontière de Belgique. — Utilité publique. Tracé. . . . .	447	II	527
6 juillet.	Chemin de fer de Mézières à la ligne de Soissons à la frontière de Belgique. — Utilité publique. Tracé. . . . .	448	II	528
6 juillet.	Chemin de fer de Napoléon-Vendée à la Rochelle, de Rochefort à Saintes, de Saintes à Coutras et de Saintes à Angoulême : 1° Décret autorisant l'adjudication de la concession. . . . . 2° Cahier des charges . . . . . 3° Décret approuvant l'adjudication. . . . . 4° Loi. . . . .	449	II	529 530 542 543
6 juillet.	Chemin de fer de Bergerac à Libourne : 1° Décret autorisant l'adjudication de la concession. . . . . 2° Cahier des charges . . . . . 3° Décret approuvant l'adjudication. . . . .	450	II	544 545 547
8 juillet.	Expropriation; dommages certains quoique non réalisés; compétence. — (Castéja.) . . . . .	531	II	723
10 juillet.	Routes stratégiques de l'Ouest. — Classement parmi les routes impériales ou départementales. . . . .	451	II	548
10 juillet.	Budget de 1862. — Virement de crédits. . . . .	452	II	554
10 juillet.	Chemin de fer de Napoléon-Vendée à la ligne d'Angers à Niort. — Tracé . . . . .	453	II	555
10 juillet.	Chemin de fer d'embranchement de Draguignan. — Jonction avec la ligne de Toulon à Nice. . . . .	454	II	555
10 juillet.	Chemins de fer des mines de Lens. — Embranchement de la fosse d'Eleu. — Concession. . . . .	455	II	556
10 juillet.	Rivière de Loing; domanialité prétendue. — (Molard.) . . . . .	532	II	724
10 juillet.	Halage; rivières canalisées; réduction de la servitude. — (De Graves.) . . . . .	533	II	727

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1862.				
10 juillet.	Procédure; acquiescement. — Commune; autorisation de plaider. — (Ville d'Auxonne.) . . . .	534	II	731
10 juillet.	Entrepreneur; résiliation de marché. — (Benac.) .	535	II	734
17 juillet.	Usines; vente nationale; acte ancien de concession; interprétation. — (Pierson.) . . . .	536	II	735
17 juillet.	Cours d'eau; curage; élargissement. — (Canche.) .	537	II	738
19 juillet.	Alignements; chemins ruraux. — (Laux.) . . . .	538	II	740
21 juillet.	Voie publique; jours dans un mur mitoyen. — (Tétard.) . . . .	539	II	742
21 juillet.	Expropriation; indemnité; nature. — (De Legge.) .	540	II	743
24 juillet.	Usines; existence légale; vente nationale. — (Vital.) .	551	III	1
29 juillet.	Expropriation; nature de l'indemnité. — (Barral.) .	552	III	3
29 juillet.	Expropriation; jury; secret des délibérations. — (Gigard.) . . . .	553	III	4
31 juillet.	Irrigations; écoulement des eaux sur une voie communale. — (Commune de Combestault.) — Notice.	554	III	5
31 juillet.	Pensions; services hors d'Europe. — (Négre.) . .	555	III	8
31 juillet.	Indemnités; dommages; tierce expertise. — (Doullay.) .	556	III	8
31 juillet.	Indemnités; dommages. — (Rossignol.) . . . .	557	III	10
1 <sup>er</sup> août.	Cours d'eau; curage; compétence. — (Renard-Robert.) .	558	III	11
3 août.	Affluent de la Garonne. — Esteys de Langoiran, l'OEnille, etc. — Déclaration de navigabilité . .	456	II	557
4 août.	Expropriation; offres. — (Sieys de Reyens.) . . .	559	III	12
4 août.	Expropriation; jury; procès-verbal. — (Désormes.) .	560	III	13
4 août.	Expropriation; serment des jurés. — (Comolet.) .	561	III	14
8 août.	Chemin public; usurpation. — (Corroy.) . . . .	562	III	15
8 août.	Voie publique; empiétement. — (Fourcade.) . . .	563	III	16
8 août.	Petite voirie; alignements. — (Lemer cier.) . . .	564	III	17
11 août.	Chemin de fer de Paris à la Méditerranée. — Paiement de la subvention : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . . 2 <sup>o</sup> Convention. . . . .	457	II	558 559
11 août.	Chemin de fer d'Orléans. — Paiement des subventions : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . . 2 <sup>o</sup> Convention. . . . .	458	II	559 560
11 août.	Chemin de fer du Grand-Parc à Rouen par la vallée de Darnetal. — Utilité publique. . . . .	459	II	560
12 août.	Concessions; déchéance; privilège des ouvriers et fournisseurs. — (Jolly.) . . . .	565	III	19
13 août.	Expropriation; nature de l'indemnité. — (Pavin de la Farge.) . . . .	566	III	20
16 août.	Chemin de fer de Rouen à Amiens. Section du Grand-Parc à Amiens. — Tracé. . . . .	460	II	561
16 août.	Chemin de fer d'embranchement de Dieuze à la ligne de Paris à Strasbourg. — Concession : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . . 2 <sup>o</sup> Convention. . . . . 3 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .	461	II	562 562 563

Dates des Décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1862				
16 août.	Alignements; rue projetée. — (De Legge.). . . .	567	III	21
16 août.	Usines; dépréciation; chômage; indemnité. — (Maréchal.). . . . .	568	III	23
16 août.	Usines; réduction de force motrice; indemnité. — (Robo et Méhérene de Saint-Pierre.). . . . .	569	III	25
16 août.	Usines; pouvoir réglementaire; cours d'eau; élar- gissement; curage. — (Lafforgue.). . . . .	570	III	27
16 août.	Usines; dommages; indemnité. — (Syndicat du plan de Veynes.). . . . .	571	III	31
16 août.	Occupation de terrains; autorisation. — (Nicolas.).	572	III	33
16 août.	Expropriation; rétrocession de terrains non em- ployés. — (Bertrand). . . . .	573	III	37
16 août.	Concessions; exécution du cahier des charges; décision ministérielle. — (Chemin de fer du Nord)	574	III	40
16 août.	Indemnités; dommages; travaux. — (Chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.). . . .	575	III	42
16 août.	Indemnités; dommages indirects; dommages éven- tuels. — (Roustan.). . . . .	576	III	46
18 août.	Contraventions de grande voirie; poursuites; concessionnaire de chemin de fer. — (Duval.). .	577	III	48
18 août.	Chemins de fer; introduction d'animaux sur la voie. — (Dubourdonné.). . . . .	578	III	49
20 août.	Expropriation; indemnité; chefs distincts de demande. — (Claverie.). . . . .	579	III	51
20 août.	Expropriation; offres; modification prétendue; (Bouze.). . . . .	580	III	53
20 août.	Expropriation. — jury; visite des lieux. — (Vimont.). . . . .	581	III	54
20 août.	Expropriation; jury; publicité des débats. — (Alboux.). . . . .	582	III	55
22 août.	Petite voirie; trottoir; autorisation modifiée. — (Renaud.). . . . .	583	III	56
28 août.	Conducteurs et employés secondaires. — Frais de déplacements et de découchers. — (Circulaire.).	396	II	405
(*)	Personnel. — Décorations; promotions; décisions diverses; démission; retraite; décès. . . . .	397	II	407
(*)	Classements de routes impériales. . . . .	398	II	419
(*)	Classements de routes départementales. . . . .	299	II	420
28 août.	Chemin de fer de Paris à Tours par Vendôme; tracé. — Chemin de fer de Paris à Orsay; pro- longement jusqu'à Limours. . . . .	462	II	565
28 août.	Budget de 1862. — Suppléments de crédits; répa- ration par chapitres. . . . .	463	II	567
28 août.	Voie publique; règlement municipal; stationne- ment des voitures. — (Letimbre.). . . . .	584	III	58
28 août	Petite voirie; alignements. — (Maillard et Bigey).	585	III	59
1 <sup>er</sup> septem.	Chemins de fer. — Service de surveillance. . . .	464	II	569
2 septem.	Chemins ruraux; classement; alignement. — (Chicard.). . . . .	586	III	61

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1862				
2 septemb.	Pensions; démission; refus d'admission à la retraite. — (Describes). . . . .	587	III	63
22 octob.	Chemin de fer d'embranchement des mines de houille de la Roche et de la Vernade, sur le chemin de fer de Commentry à Gannat. — Concession: 1° Décret. . . . . 2° Convention. . . . . 3° Cahier des charges. . . . .	465	II	569 570 571
7 novemb.	Budget de 1862. — Fonds de concours; report de crédits. . . . .	541	II	744
8 novemb.	Routes impériales. — Excédants de largeur. — ( <i>Circulaire et tableau</i> ). . . . .	496	II	573
8 novemb.	Budget de 1862. — Fonds de concours. . . . .	542	II	745
17 novemb.	Budget de 1862. — Virement de crédits. . . . .	543	II	747
21 novemb.	Travaux publics; opposition par voies de fait. — (Doucet). . . . .	588	II	64
23 novemb.	Budget ordinaire de 1863. — Répartition des crédits par chapitres. . . . .	544	II	749
23 novemb.	Budget extraordinaire de 1863. — Répartition des crédits par chapitres. . . . .	545	II	750
24 novemb.	Expropriation; contestation sur le fond du droit. — (Mansey). . . . .	589	III	66
24 novemb.	Expropriation; jury; secret des délibérations. — (Rivolle). . . . .	590	III	67
26 novemb.	Expropriation; immeuble indivis. — (Bourcard). . . . .	591	III	67
26 novemb.	Expropriation; jury; procès-verbal. — (Bouvet). . . . .	592	I I	69
30 novemb.	Cours d'eau; curage; élargissement. — (De Ville-neuve-Bargemont). . . . .	593	III	70
30 novemb.	Indemnités; expertise; décision par défaut. — (Bélin). . . . .	594	III	70
30 novemb.	Honoraires d'architecte; compétence. — (Brunet). . . . .	595	III	74
30 novemb.	Indemnités; dommages. — (Commune d'Essoyes). . . . .	596	III	75
30 novemb.	Indemnités; dommages. — (Tréjaut). . . . .	597	III	78
30 novemb.	Routes; pacage de bestiaux. — (Beauvais et Gaudard). . . . .	598	III	81
5 décemb.	Comptabilité. — Reversements pour cause de trop payé. — ( <i>Circulaire</i> ). . . . .	467	II	576
(*)	Personnel. — Décorations; nominations; décisions diverses; retraites; décès. . . . .	468	II	577
(*)	Classements de routes départementales. . . . .	469	II	580
6 décemb.	Chemins de fer; circulation des voitures dans les gares. — (Lesbat). . . . .	599	III	82
6 décemb.	Irrigations; arrêté préfectoral. — (Vilon). . . . .	600	III	86
11 décemb.	Expropriation amiable; conventions y relatives; compétence. . . . .	627	III	161
11 décemb.	Extraction de matériaux; frais d'expertise. — (Laburthe). . . . .	628	III	163
11 décemb.	Indemnités; dommages. — (Roussel). . . . .	629	III	164

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1862				
11 décemb.	Pensions; services antérieurs à 1854. — (Lacourrière.) . . . . .	630	III	166
13 décemb.	Petite voirie; alignement. — (Grossot-Fauleau et Bonnemont.) . . . . .	631	III	169
14 décemb.	Domaine public; question de propriété. — Conflit. — (Lamy.) . . . . .	632	III	170
16 décemb.	Expropriation; délibération du jury. — (Carrion-Nizas.) . . . . .	633	III	175
16 décemb.	Expropriation; dissolution de société; gérant. — (Vesin.) . . . . .	634	III	176
17 décemb.	Rivières navigables; affluent de la Sèvre; contravention. — (Bonnain.) . . . . .	635	III	177
17 décemb.	Alignements; travaux confortatifs. — (Oublin.) . . . . .	636	III	179
18 décemb.	Extraction de matériaux; carrière en exploitation. — (Cottenest.) . . . . .	637	III	180
18 décemb.	Extraction de matériaux; carrière en exploitation. — (Roche.) . . . . .	638	III	185
18 décemb.	Extraction de matériaux; carrière en exploitation. — (Daurel.) . . . . .	639	III	186
18 décemb.	Alignements; travaux non confortatifs. — (Lechartier.) . . . . .	640	III	190
18 décemb.	Rues de Paris; nivellement. — (Bernardet.) . . . . .	641	III	192
18 décemb.	Occupation de terrains; indemnité. — (Dajon.) . . . . .	642	III	194
18 décemb.	Pont concédé; bac provisoire; entretien des abords. — (Debans.) . . . . .	643	III	198
18 décemb.	Procédure; délai du pourvoi. — (De Montagnac.) . . . . .	644	III	200
18 décemb.	Travaux communaux; honoraires des architectes. — (Raymond.) . . . . .	645	III	201
18 décemb.	Indemnité; dommages; décision ministérielle. — (Ployer.) . . . . .	646	III	204
20 décemb.	Petite voirie; alignements. — (Vallentin-Dulac.) . . . . .	647	III	206
20 décemb.	Petite voirie; alignements. — (Morin et Macé-Berland.) . . . . .	648	III	207
23 décemb.	Expropriation; abandon volontaire. — (Guérin.) . . . . .	649	III	209
24 décemb.	Budget de 1862. — Report de crédits. . . . .	546	II	751
24 décemb.	Fils électriques sur une maison; indemnité. — (Arnould.) . . . . .	650	III	211
26 décemb.	Terrains retranchés de la voie publique; aliénation; irrévocabilité. — (Périer.) . . . . .	651	III	213
26 décemb.	Conflit; dépôt au greffe; délai. — (Martiny.) . . . . .	652	III	216
26 décemb.	Extraction de matériaux; terrain clos. — (Brulé-Grouzelle.) . . . . .	653	III	217
27 décemb.	Chemin de fer de Rouen à Amiens; tracé : 1° Décret. . . . . 2° Traité entre les compagnies du Nord et de l'Ouest . . . . .	601	III	88 89
30 décemb.	Conseils de préfecture. — Publicité des audiences en matière contentieuse. . . . .	547	II	752

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros.		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1862				
31 décemb.	Budget de 1862. — Virement de crédits . . . . .	548	II	753
(*)	Personnel. — Décorations; nominations; déci- sions diverses; retraites; décès. . . . .	549	II	753
(*)	Classements de routes départementales. . . . .	550	II	758
1863				
3 janvier.	Petite voirie; bâtiment menaçant ruine. — (Gos- sot-Fauleau.) . . . . .	654	III	222
8 janvier.	Petite voirie; bâtiment menaçant ruine. — (Do- minici.) . . . . .	655	III	223
8 janvier.	Expropriation; déclaration d'urgence. — (De Ro- chetaillée.) . . . . .	656	III	225
8 janvier.	Indemnités; dommages; expertise. — (Ville de Toulouse.) . . . . .	657	III	226
8 janvier.	Indemnités; dommages; propriété indivise. — (Grenot.) . . . . .	658	III	230
8 janvier.	Ports maritimes; navire échoué; contravention. — (Samson.) . . . . .	659	III	232
8 janvier.	Ponts suspendus; épreuve en fin de concession. — (Séguin.) . . . . .	660	III	236
14 janvier.	Chemins de fer; dégradations causées par un animal. — (Damiens.) . . . . .	661	III	238
22 janvier.	Canaux d'irrigation; acte de concession; décision ministérielle. — (Œuvre général des Alpines.) . . . . .	662	III	240
22 janvier.	Alignements; rue projetée. — (De la Moskowa.) — Notice. . . . .	663	III	242
22 janvier.	Petite voirie; arrêté d'alignement; appréciation. — (Tartalini.) . . . . .	664	III	245
22 janvier.	Pensions; maximum. — (Sainjon.) . . . . .	665	III	247
24 janvier.	Autorité municipale; constructions; emploi des matériaux. — (Forien.) . . . . .	666	III	248
26 janvier.	Expropriation; indemnité; propriété indivise. — (Mouren et Cassely.) . . . . .	667	III	249
26 janvier.	Expropriation; dommage éventuel; indemnité. — (Boisson.) . . . . .	668	III	251
27 janvier.	Expropriation; décision sur la sincérité d'un bail. — (Chave, Lan et Cie.) . . . . .	669	III	252
27 janvier.	Expropriation; offres; signification. — (Buffet.) . . . . .	670	III	254
28 janvier.	Expropriation; indemnité unique; plusieurs chefs de demande. — (Pichon.) . . . . .	671	III	255
29 janvier.	Cours d'eau non navigables; règlement; intérêt privé. — (Couverchel.) — Notice . . . . .	672	III	255
29 janvier.	Expropriation; rétrocession de terrains. — (Au- bert.) . . . . .	673	III	259
29 janvier.	Expertise; réclamation d'entrepreneur. — (God- barge.) . . . . .	674	III	262
29 janvier.	Entrepreneur; métré accepté. — (Erard et Mouët.) . . . . .	675	III	267
29 janvier.	Occupation de terrains; indemnité. — (Toussaint- Forest.) . . . . .	676	III	271

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1863				
31 janv.	Budget de 1863. — Crédit extraordinaire. — Virement de crédit. . . . .	602	III	90
31 janv.	Budget de 1863. — Report de crédit. . . . .	603	III	91
6 févr.	Petite voirie; arbres; élagage. — (Louvet.) . . .	677	III	273
9 févr.	Expropriation; jugement; droits réels. — (Delcambre.) . . . . .	678	III	276
11 févr.	Expropriation; indemnité en bloc. — (Riégel.) .	696	III	321
12 févr.	Adjudication; soumission éventuelle. — (Raucoule.) . . . . .	697	III	323
12 févr.	Extraction de matériaux. — (Viaud.) . . . . .	698	III	325
12 févr.	Usines; existence légale; chose jugée prétendue. — (Canal de la Sambre à l'Oise.) . . . . .	699	III	327
12 févr.	Cours d'eau flottables; marchepied. — (Audebert.)	700	III	329
12 févr.	Pensions; minimum prétendu. — (Martin.) . . .	701	III	332
12 févr.	Délai du pourvoi; arrêté préfectoral. — (Baudry.)	702	III	333
14 févr.	Chemins ruraux; usurpation; dégradation. — (Daguin et Déniard.) . . . . .	703	III	335
14 févr.	Chemins ruraux; alignement. — (Poulain.) . . .	704	III	337
14 févr.	Petite voirie; alignements. — (Moreau.) . . . .	705	III	338
17 févr.	Vente de terrains par une ville; rue projetée. — (Dugueyt.) . . . . .	706	III	339
18 févr.	Budget de 1862; fonds de concours. . . . .	604	III	92
18 févr.	Expropriation; assignation; délai; comparution. (Bourdely.) . . . . .	607	III	340
18 févr.	Indemnités; dommages; caveaux sous la voie publique. — (Thibézar.) . . . . .	708	III	342
18 févr.	Canal; prises d'eau; redevances. — (Motte-Bossut.)	709	III	345
19 févr.	Cours d'eau non navigables; fossés; curage. — (Hubert.) . . . . .	710	III	348
21 févr.	Petite voirie; alignements. — (Perrichon.) . . . .	711	III	350
25 févr.	Budget de 1863; crédit extraordinaire; industrie cotonnière. . . . .	605	III	93
25 févr.	Arrêté par défaut; acquiescement prétendu. — (Marret.) . . . . .	712	III	352
26 févr.	Routes; modification du tracé; déclassement de l'ancienne direction. — (Biolley.) . . . . .	713	III	353
26 févr.	Usines; règlement; contestations d'intérêt privé. — (De Clauzade.) . . . . .	714	III	355
26 févr.	Indemnités; dommages futurs; sous-traitants. — (Brunier et commune de Raudens.) . . . . .	715	III	357
26 févr.	Entrepreneur; cession; décompte. — (Perrin des Iles et Lignée.) . . . . .	716	III	364
26 févr.	Entrepreneur; obligation de combler des carrières; notification. — (Roussel.) . . . . .	717	III	366
26 févr.	Indemnités; dommages; expertise obligatoire. — (Battault.) . . . . .	718	III	369
26 févr.	Indemnités; dommages directs et matériels; exhaussement de la voie publique. — (Auvray.) — (Notice.) . . . . .	719	III	371

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1863				
26 févr.	Indemnités; dommages; exhaussement de la voie publique. — (Denouel.) . . . . .	720	III	373
26 févr.	Rivières navigables; dépôt sur les berges. — (Fourcade.) . . . . .	721	III	374
26 févr.	Chemins de fer; mesures administratives; appréciation. — (Schott.) . . . . .	722	III	376
27 févr.	Petite voirie; alignements. — (Giraud-Pinard.) . . . . .	723	III	378
28 févr.	Voie publique; banc; concession révocable. — (Clavel.) . . . . .	724	III	380
3 mars.	Expropriation; indemnité; dommage éventuel. — (Rahoin.) . . . . .	750	III	465
4 mars.	Chemins de fer de Napoléon-Vendée aux Sables d'Olonne et de Napoléon-Vendée à Bressuire : 1° Décret. . . . .	606	III	94
	2° Cahier des charges . . . . .			95
	3° Décret approuvant l'adjudication. . . . .			118
	4° Loi approuvant les clauses financières de la concession. . . . .			120
5 mars.	Cours d'eau; curage; ville imposée comme propriétaire. — (Syndicat de l'Yèvre.) . . . . .	751	III	466
11 mars.	Trottoirs; taxes; délai des réclamations. — (Jardein.) . . . . .	752	III	467
12 mars.	Conflit; compétence du jury d'expropriation. — (Syndicat de la Basse-Veyle.) . . . . .	753	III	469
12 mars.	Cours d'eau; curage; hauts fourneaux. — (Cellard et Thibaut.) . . . . .	754	III	471
12 mars.	Indemnités; dommages; exhaussement de la voie publique. — (Butor.) . . . . .	755	III	473
12 mars.	Rues de Paris; fermeture d'une rue à l'une de ses extrémités. — (Chardin.) . . . . .	756	III	475
14 mars.	Pensions; étranger. — (Sauphar.) . . . . .	757	III	477
14 mars.	Concessionnaire; poursuite des contraventions. — (Chemin de fer de ceinture.) . . . . .	758	III	480
14 mars.	Chemins de fer; dépôts. — (Chemin de fer de ceinture.) . . . . .	759	III	483
14 mars.	Lais de mer concédés; autorisation d'endiguer; refus; indemnité. — (Frenoy.) . . . . .	760	III	486
16 mars.	Expropriation; liste du jury; département de la Seine. — (Nézet.) . . . . .	761	III	491
19 mars.	Trottoirs; arrêté municipal; contravention; compétence. — (Tertreau.) . . . . .	762	III	493
19 mars.	Pont; chemin de grande communication; frais d'élargissement. — (Parpaite.) . . . . .	763	III	495
19 mars.	Entrepreneurs; responsabilité décennale. — (Mazelin.) . . . . .	764	III	499
19 mars.	Extraction de matériaux; indemnité. — (Choulant.) . . . . .	765	III	501
20 mars.	Roulage; éclairage des voitures. — (Guiguen.) . . . . .	766	III	503



Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1863				
25 mars.	Expropriation; indemnité éventuelle. — (De Rochetaillée.)	767	III	504
30 mars.	Chemin de fer; camionnage; concurrence. — (Desplas.)	768	III	506
30 mars.	Expropriation; jury; composition. — (Nicolas.)	769	III	508
30 mars.	Expropriation; visite des lieux. — (Larderet.)	770	III	509
30 mars.	Expropriation; indemnité inférieure à l'offre. — (Missland.)	771	III	510
1 <sup>er</sup> avril.	Budget de 1863. — Report de crédits.	607	III	120
8 avril.	Budget de 1863; lois des 14 juillet 1860 et 2 juillet 1861. — Report de crédits	608	III	122
8 avril.	Expropriation; dénomination inexacte de l'immeuble. — (Bucan.)	772	III	511
8 avril.	Expropriation; indemnité; dommage incertain. — (Neyron.)	773	III	513
8 avril.	Expropriation; offres; nullité couverte. — (Frennier.)	774	III	515
9 avril.	Chemins de fer; entrepreneurs des messageries; libre concurrence. — (Giblat.)	775	III	517
9 avril.	Usines; suppression; indemnité; compétence : 1 <sup>re</sup> espèce. — (Deshayes.)	776	III	519
9 avril.	2 <sup>e</sup> espèce. — (Duvivier.)			521
9 avril.	Usines; suppression; indemnité; compétence; intérêts : 1 <sup>re</sup> espèce. — (Deshayes.)	777	III	522
9 avril.	2 <sup>e</sup> espèce. — (Duvivier.)			525
9 avril.	Usines; rivières navigables; existence légale. — (Conturier.)	778	III	527
11 avril.	Expropriation irrégulière; discontinuation des travaux; conflit. — Commune d'Allanche. — (Veuve Gerbe.)	779	III	529
13 avril.	Expropriation; droit de défense; nullité. — (De Fitz-James.)	780	III	532
14 avril.	Expropriation; demande des expropriés; constatation. — (Picomes.)	781	III	533
14 avril.	Expropriation; indemnité; chefs distincts. — (Pans.)	782	III	534
15 avril.	Chemins de fer; commissaires de police.	609	III	124
16 avril.	Roulage; éclairage des voitures. — (Eycard de Morin.)	783	III	535
16 avril.	Concessionnaires; sous-traitants; dommages; responsabilité. — (Chemin de fer d'Orléans.)	784	III	537
16 avril.	Travaux publics; caractère; compétence. — (Berr.)	785	III	540
16 avril.	Extraction de matériaux; carrière en exploitation. — (Gruter.)	786	III	542
16 avril.	Alignement; engagement de démolir. — (Durand.)	787	III	544
16 avril.	Pourvoi; signification; déchéance. — (Guibert.)	788	III	547
20 avril.	Expropriation; indemnité; dommage éventuel. — (Gontlé.)	789	III	549

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1863				
22 avril.	Eaux pluviales; voie publique. — (Alric). . . . .	790	III	550
27 avril.	Rétrocession de terrains expropriés; renoncia- tion. — (Genest). . . . .	791	III	551
30 avril.	Délai du pourvoi; signification. — (Ville de Paris).	792	III	553
30 avril.	Travaux publics; souscriptions. — (De Montalembert d'Essé). . . . .	793	III	555
30 avril.	Chemin de fer; emplacement d'une gare; subven- tion d'une ville. — (Chemin de fer de l'Est). . .	794	III	558
30 avril.	Extraction de matériaux; carrière en exploitation. — (Mackensie). . . . .	795	III	562
30 avril.	Domaine public; rivage de la mer; droit d'accès. — (Bourgeois). . . . .	796	III	563
30 avril.	Alignements; maison en saillie; démolition du mur de face. — (Detouche). . . . .	797	III	565
30 avril.	Petite voirie; alignement; contravention; entre- preneurs et ouvriers. — (Servat). . . . .	798	III	567
2 mai.	Chemins de fer de l'Est; justification des dépenses et des recettes. . . . .	610	III	125
2 mai.	Budget de 1862; chemins de fer; contrôle et sur- veillance; crédit . . . . .	611	III	132
3 mai.	Expropriation; communication du plan. — (Bau- doin et Chauley). . . . .	799	III	569
4 mai.	Routes impériales; dépense d'entretien. — ( <i>Circu- laire</i> ). . . . .	686	III	301
6 mai.	Budget de 1862. — Contrôle et surveillance des chemins de fer. — ( <i>Loi</i> ). . . . .	611	III	132
6 mai.	Chemin de fer de Perpignan à Prades. — Subven- tion. — ( <i>Loi</i> ). . . . .	612	III	132
6 mai.	Chemins de fer du Midi; justification des dépenses et des recettes. . . . .	679	III	278
6 mai.	Chemin de fer d'Orléans; justification des dépenses et des recettes. . . . .	680	III	281
6 mai.	Chemin de fer de l'Ouest; justification des dé- penses et des recettes. . . . .	681	III	282
7 mai.	Indemnités; dommages; recours. — (Monnin). . .	800	III	571
7 mai.	Usines; mesures d'intérêt général. — (Proust). .	801	III	574
7 mai.	Dessèchements; prise d'eau; contravention non prouvée. — (Brelet). . . . .	802	III	575
12 mai.	Expropriation; servitude; propriété; poursuite isolée. — (Delcambre). . . . .	803	III	577
13 mai.	Budget ordinaire de 1864. — ( <i>Extrait de loi</i> ). .	613	III	133
13 mai.	Budget ordinaire 1864. — ( <i>Loi</i> ). . . . .	614	III	134
13 mai.	Budget de 1863; suppléments de crédits. — ( <i>Ex- trait de loi</i> ). . . . .	615	III	135
20 mai.	Canaux d'Orléans et du Loing. — Fonds pour le rachat. ( <i>Loi</i> ). . . . .	616	III	136
20 mai.	Canaux de la Somme, des Ardennes; Oise canali- sée; canal latéral à l'Oise; fonds pour le ra- chat. — ( <i>Loi</i> ). . . . .	617	III	138

Dates des décisions,	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1863				
20 mai.	Canal d'Aire à la Bassée. — Fonds pour le rachat. — (Loi.) . . . . .	618	III	139
20 mai.	Canal de Briare; fonds pour le rachat. — (Loi.) . . . . .	619	III	140
20 mai.	Canal de Roanne à Digoin. — Fonds pour le rachat. — (Loi.) . . . . .	620	III	141
20 mai.	Canal de la Sensée; fonds pour le rachat. — (Loi.) . . . . .	621	III	142
20 mai.	Ecluse d'Iwuy sur l'Escaut; fonds pour le rachat. — (Loi.) . . . . .	622	III	143
20 mai.	Canal d'Arles à Bouc; fonds pour le rachat. — (Loi.) . . . . .	623	III	144
20 mai.	Pont de Bordeaux; fonds pour le rachat. — (Loi.) . . . . .	624	III	145
20 mai.	Pont de Trilport, sur la Marne; fonds pour le rachat. — (Loi.) . . . . .	625	III	145
(*)	Personnel. — Décorations; nominations; élèves; classement; concours; missions; décisions diverses; retraites; décès. . . . .	626	III	146
23 mai.	Chemin de fer de Dunkerque à la frontière belge dans la direction de Furnes : 1° Décret autorisant l'adjudication de la concession. . . . .	682	III	282
	2° Cahier des charges . . . . .			283
	3° Décret approuvant l'adjudication . . . . .			284
23 mai.	Petite voirie; alignements; crépi. — (Lavageau.) . . . . .	804	III	579
26 mai.	Chemins de fer; introduction de bestiaux. — (Hervieu.) . . . . .	805	III	580
27 mai.	Chemin de fer Victor-Emmanuel. — Concession des sections françaises : 1° Décret. . . . .	683	III	285
	2° Convention. . . . .			286
	3° Cahier des charges. . . . .			288
	4° Loi. . . . .			297
27 mai.	Acte administratif; infraction; recours non recevable. — (Avenet.) . . . . .	806	III	582
27 mai.	Domaine public maritime; délimitation. — (Drillet de Lannigou.) — (Notice.) . . . . .	807	III	585
27 mai.	Ponts; rivières navigables; autorisation; enquête. — (Delahaye.) . . . . .	808	III	594
27 mai.	Dessèchements; taxe irrégulière. — (Capelle.) . . . . .	809	III	596
27 mai.	Extraction de matériaux; carrière en exploitation. — (Choffin.) . . . . .	810	III	599
27 mai.	Décret au contentieux; motifs; mandat de paiement. — (Pensa.) . . . . .	811	III	605
27 mai.	Petite voirie; alignements; pouvoirs du préfet. — (Estienne.) . . . . .	812	III	609
2 juin.	Chemin de fer de Bordeaux au Verdon : 1° Décret autorisant l'adjudication de la concession. . . . .	684	III	297
	2° Cahier des charges. . . . .			298
	3° Décret approuvant l'adjudication. . . . .			299

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1863.				
6 juin.	Chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. — Justification des dépenses et des recettes. . .	725	III	382
6 juin.	Budget de 1862. — Fonds de concours. . . . .	726	III	383
11 juin.	Chemin de fer de l'Est. — Concession de nouvelles lignes :			
	1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	727	III	384
	2 <sup>o</sup> Convention entre l'Etat et la compagnie de l'Est . . . . .			386
	3 <sup>o</sup> Traité entre les compagnies de l'Est et des Ardennes. . . . .			390
	4 <sup>o</sup> Traité entre la compagnie de l'Est et la compagnie de Dieuze à Avricourt. . . . .			391
	5 <sup>o</sup> Loi. . . . .			393
11 juin.	Chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditer- ranée. — Concession de nouvelles lignes. — Ex- ploitation de la ligne de Cette à Marseille :			
	1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	728	III	393
	2 <sup>o</sup> Convention. . . . .			395
	8 <sup>o</sup> Loi. . . . .			401
11 juin.	Chemins de fer de l'Ouest. — Concession de nou- velles lignes :			
	1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	729	III	402
	2 <sup>o</sup> Convention. . . . .			403
	3 <sup>o</sup> Loi. . . . .			406
11 juin.	Chemins de fer du Midi. — Concession de nou- velles lignes. — Rachat du chemin de Graisses- sac à Béziers :			
	1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	730	III	406
	2 <sup>o</sup> Convention. . . . .			407
	3 <sup>o</sup> Loi. . . . .			412
11 juin.	Chemins de fer algériens. — Lignes de la mer à Constantine; d'Alger à Oran. — Concession :			
	1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	731	III	413
	2 <sup>o</sup> Convention entre l'Etat et la compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée. . .			414
	3 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .			415
	4 <sup>o</sup> Loi. . . . .			416
18 juin.	Chemin de fer des forges de Denain à la ligne de Busigny à Somain, près la station de Lourches. — Concession :			
	1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	732	III	428
	2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .			429
19 juin.	Chemins de fer; distance des constructions rive- raïnes. — (Delafond.) . . . . .	831	III	649
19 juin.	Cours d'eau; intérêts privés. — (De Conéglano.)	832	III	651
19 juin.	Indemnité; dommages; pont. — (Chemin de fer d'Orléans.) . . . . .	833	III	653
19 juin.	Action judiciaire; dommage; recours en garantie contre l'administration. — (Armandies.) . . . .	834	III	654

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1863				
20 juin.	Petite voirie. — Démolition pour cause de sûreté publique. — (Avenet.). . . . .	835	III	657
22 juin.	Inspecteurs généraux des chemins de fer; nombre; limite de leur activité. — Inspecteurs principaux et particuliers de l'exploitation commerciale. — Commissaires de surveillance administrative. — Retraite. . . . .	733	III	432
22 juin.	Chemin de fer de Rouen à Amiens et d'Amiens à la ligne de Creil à Saint-Quentin. — Prorogation de délai. . . . .	734	III	433
22 juin.	Budget de 1863. — Fonds de concours. — Chemins de fer. . . . .	735	III	434
23 juin.	Expropriation; litige sur le fond du droit; dommages connexes. — (Syndicat de la Mare). . . . .	836	III	660
27 juin.	Concessions; infraction au cahier des charges; pénalité. — (Cheneusac.). . . . .	837	III	661
29 juin.	Budget de 1863. Suppléments de crédits; répartition par chapitres. . . . .	736	III	435
1 <sup>er</sup> juillet.	Expropriation; réquisition d'acquisition totale. — (Lecœur.). . . . .	838	III	663
1 <sup>er</sup> juillet.	Expropriation; réquisition d'acquisition totale. — (Fruhins-Holz.). . . . .	839	III	665
2 juillet.	Délais d'instruction des affaires. — (Circulaire.). . . . .	687	III	304
6 juillet.	Chemin de fer d'Orléans. — Concessions de nouvelles lignes: 1 <sup>o</sup> Décret. . . . . 2 <sup>o</sup> Convention. . . . . 3 <sup>o</sup> Loi. . . . .	737	III	438 439 443
6 juillet.	Budget extraordinaire de 1863. — Annulation de virement de crédits. . . . .	738	III	443
6 juillet.	Budget de 1863. — Fonds de concours. . . . .	739	III	444
6 juillet.	Usines; règlement d'eau, délai du pouvoir. — (Lautel) . . . . .	840	III	667
6 juillet.	Entrepreneur; projet nouveau; résiliation; dommages-intérêts. — (Charrier.). . . . .	841	III	669
6 juillet.	Entrepreneur; mode d'exécution non prévu; prix spécial. — (Gariel.). . . . .	842	III	675
6 juillet.	Entrepreneurs; terrassements; indications de l'avant-métré. — (Gouvenot.). . . . .	843	III	677
7 juillet.	Extraction de matériaux; éboulements postérieurs. (Chemin de fer du Nord.). . . . .	844	III	679
7 juillet.	Extraction de matériaux; indemnité. — (Chemin de fer d'Orléans.). . . . .	845	III	681
7 juillet.	Extraction de matériaux; arrêté préfectoral; recours. — (Leremboure.). . . . .	846	III	685
7 juillet.	Indemnités; dommages; chose jugée. — (Chemin de fer de l'Est). . . . .	847	III	687
7 juillet.	Arrêté par défaut. — (Escarraguel). . . . .	848	III	690
7 juillet.	Indemnités; dommages; décision préparatoire. — (Ville de Paris). . . . .	849	III	693

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1863				
14 juillet.	Expropriation; indemnité. — (Porte.). . . . .	850	III	694
16 juillet.	Chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée. — Fusion avec les chemins de Lyon à Genève et du Dauphiné:			
	1 <sup>er</sup> Décret. . . . .	740	III	446
	2 <sup>e</sup> Traité entre les compagnies de Paris à Lyon et à la Méditerranée et de Lyon à Genève. . . . .			446
	3 <sup>e</sup> Traité entre les compagnies de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Dauphiné. . . . .			448
16 juillet.	Budget extraordinaire de 1863. — Report de crédit. . . . .	741	III	449
16 juillet.	Alignements; travaux non autorisés; routes; dépôt illicite:			
	1 <sup>re</sup> Espèce (Beautier.). . . . .	851	III	695
	2 <sup>e</sup> Espèce (Dame Royer.). . . . .			697
17 juillet.	Petite voirie; alignements; clôture. — (Giraud-Pinard.). . . . .	852	III	698
20 juillet.	Comptabilité. — Sous-ordonnateurs secondaires; mutations. — (Circulaire.). . . . .	688	III	306
22 juillet.	Dock-entrepôt du Havre. — Modification du cahier des charges. . . . .	742	III	450
25 juillet.	Petite voirie. — Règlement des alignements; pouvoir du préfet. — (Lebrun.). . . . .	853	III	700
26 juillet.	Budget de 1862. — Virement de crédits. . . . .	743	III	452
26 juillet.	Budget de 1862. — Virement de crédits. . . . .	744	III	452
28 juillet.	Police de la pêche fluviale. — Poursuite des délits; paiement des frais de poursuite. — (Circulaire.). . . . .	689	III	307
29 juillet.	Chemins de fer; industries exercées dans les gares; autorisation. — (Circulaire.). . . . .	690	III	310
30 juillet.	Chemins vicinaux; usurpation; question de propriété. — (Lacouture). . . . .	854	III	704
30 juillet.	Chemins vicinaux; modifications; chemin de fer. — (Commune de Saint-Cyr.). . . . .	855	III	706
30 juillet.	Arrêté par défaut; recours. — (Legrès.). . . . .	856	III	710
30 juillet.	Occupation temporaire; indemnité; compétence. — (Giboulot). . . . .	857	III	711
30 juillet.	Indemnités, dommages; intérêts des intérêts. — (Baron.). . . . .	858	III	713
30 juillet.	Marche d'escalier en saillie; pouvoirs du préfet. — (Martin.). . . . .	859	III	715
30 juillet.	Cours d'eau non navigables; Bièvre; constructions; servitude. — (Didier.). — (Notice). . . . .	860	III	717
30 juillet.	Usines; dommages; ingénieurs; responsabilité. — (Commune de Champlive.). . . . .	861	III	721
30 juillet.	Extraction de matériaux; carrière en exploitation. — (De Gouyon). . . . .	862	III	729
30 juillet.	Extraction de matériaux; bois. — (Mauté.). . . . .	863	III	731

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1863				
30 juillet.	Extraction de matériaux; carrière affermée. — (Marchon.)	864	III	734
6 août.	Chemin de fer Victor-Emmanuel. — Justification des dépenses et des recettes	813	III	614
7 août.	Cours d'eau non navigables; prise d'eau; pouvoir réglementaire. — (Goguett.)	865	III	737
7 août.	Entrepreneur; forfait; travaux supplémentaires. — (Glanoli.)	866	III	739
7 août.	Extraction de matériaux; indemnité de dépréciation. — (Souverain.)	867	III	742
7 août.	Expropriation; erreur de contenance; conflit négatif. — (Clary.)	868	III	744
7 août.	Ports; lest vendu. — (Frappin.)	869	III	748
7 août.	Terrains retranchés de la voie publique; aliénation; irrévocabilité. — (Levéque.)	870	III	749
7 août.	Petite voirie; alignements; chose jugée; conflit. — (Gossot.)	871	III	751
7 août.	Concession; exécution du marché; arrêté préfectoral; recours. — (Compagnie parisienne d'éclairage au gaz.)	872	III	754
10 août.	Comptabilité; formules; papier de couleur. — (Circulaire.)	691	III	311
12 août.	Routes agricoles dans la Double (Dordogne)	814	III	615
13 août.	Irrigation; prise d'eau; arrêté préfectoral; notification. — (De Gromard.)	873	III	756
13 août.	Entrepreneur; chaux éteinte en poudre ou en pâte. — (Ladvocat.)	874	III	758
14 août.	Chemins de fer; entrepreneur de messageries; conventions. — (Didion.)	875	III	764
16 août.	Chemin de fer direct entre Lille et Tournay; convention internationale	745	III	453
16 août.	Budget extraordinaire de 1863. — Virement de crédits	815	III	616
16 août.	Rectification des côtes de Quingey (Doubs); route impériale n° 83; rachat de péage	816	III	617
24 août.	Interdiction du travail le dimanche. — (Circulaire.)	692	III	313
24 août.	Comptabilité; acquisition d'immeubles; certificats d'inscription et de transcription. — (Circulaire.)	693	III	314
(*)	Personnel; décorations; nominations d'élèves ingénieurs; décisions diverses; décès	694	III	315
(*)	Classement de routes impériales	695	III	320
26 août.	Expropriation; juré; serment. — (Lauzin.)	876	III	765
27 août.	Police du roulage; éclairage des voitures. — (Faux.)	877	III	766
28 août.	Petite voirie; alignements. — (Micheau.)	878	III	767
29 août.	Police du roulage; barrières de dégel	746	III	456
29 août.	Chemin de fer de Boulogne à Calais; délai d'exécution	817	III	618

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1863				
29 août.	Chemin de fer de Perpignan à Prades. — Concession :			
	1° Décret. . . . .	818	III	618
	2° Cahier des charges. . . . .			619
	3° Décret approuvant l'adjudication . . . . .			621
29 août.	Chemin de fer de la Bassée à Lille. — Concession :			
	1° Décret. . . . .	819	III	622
	2° Convention. . . . .			622
	3° Cahier des charges. . . . .			623
31 août.	Entrepreneur; cahier des charges; renonciation au droit d'appel. — (Maret-Besson.) . . . .	879	III	766
31 août.	Occupation temporaire; dépôts de terre; indemnité. — (Piard.) . . . .	880	III	770
31 août.	Usines; vente nationale; indemnité. — (Grégoire.) . . . .	881	III	771
31 août.	Alignements; travaux confortatifs. — (Biguet.) . . . .	882	III	773
31 août.	Contributions; taxes de pavage; réclamations. — (Maillard et Besnier.) . . . .	883	III	774
2 septem.	Chemin de fer d'Avallon aux lignes d'Auxerre à Nevers et de Paris à Dijon. — Utilité publique.	820	III	625
15 septem.	Police du roulage; barrières de dégel. — (Circulaire.) . . . .	747	III	457
(*)	Personnel; décorations; promotions; décisions diverses; démission; retraites; décès. . . . .	748	III	459
20 septem.	Chemins de fer algériens; justification des dépenses et des recettes. . . . .	821	III	626
5 octobre.	Recensement de la circulation. — (Circulaire.) . . . .	827	III	635
7 octobre.	Chemin de fer d'embranchement entre les mines de Carvin et le chemin de fer de Paris à Lille.			
	1° Décret. . . . .	823	III	627
	2° Cahier des charges. . . . .			627
7 octobre.	Budget de 1863; fonds de concours. . . . .	823	III	631
7 octobre.	Routes agricoles de la Brenne (Indre); modification du tracé. . . . .	824	III	633
7 novemb.	Budget de 1863; report de crédits. . . . .	825	III	633
7 novemb.	Petite voirie; alignements. — (Baron.) . . . .	884	III	776
7 novemb.	Roulage; éclairage des voitures. — (Mansard.) . . . .	885	III	777
13 novemb.	Chemin de fer des mines de Fléchinelle; prorogation du délai d'exécution. . . . .	826	III	635
22 novemb.	Budget ordinaire et extraordinaire de 1864; répartition des crédits par chapitres. . . . .	886	III	779
22 novemb.	Domages aux personnes; entrepreneur pour le compte d'une compagnie de chemin de fer; conflit. — (Boisseau.) — (Notice). . . . .	894	IV	1
22 novemb.	Architecte; marché avec un sous-traitant; conflit. — (Zeppenfeld.) . . . .	895	IV	7
23 novemb.	Personnel; demande des fonctionnaires ou agents. — (Circulaire.) . . . .	828	III	638
(*)	Personnel; nominations; décisions diverses; démissions; retraite; décès. . . . .	829	III	639



Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1863 (*)	Classements des routes départementales. . . . .	830	III	647
26 novemb.	Cours d'eau; établissement de barrage; enquête. — (Rallier.). . . . .	896	IV	9
26 novemb.	Cours d'eau; ravin; droit de passage. — (Haigne- relle.). . . . .	897	IV	11
26 novemb.	Cours d'eau; taxe de curage; usage ancien. — (Commune de Condun.). . . . .	898	IV	14
30 novemb.	Ecole polytechnique. — Réorganisation. . . . .	887	III	783
1 <sup>er</sup> décemb.	Expropriation; juré supplémentaire. — (Deblais.).	899	IV	16
2 décemb.	Expropriation; indemnité en bloc. — (Barre-Pin).	900	IV	17
2 décemb.	Expropriation; juré; incompatibilité. — (Berger.).	901	IV	19
3 décemb.	Endiguement; suspension de travaux autorisés; taxes. — (Syndicat des digues du Guiers Vif). . . . .	902	IV	21
3 décemb.	Domaine public maritime; port; limites; incorpora- tion d'une propriété privée. — (Meurillon.) — <i>Notice.</i> . . . . .	903	IV	23
3 décemb.	Indemnités; dommages. — (Canal Saint-Martin.).	904	IV	28
8 décemb.	Expropriation; visite des lieux. — (Bray et Bories.).	905	IV	33
8 décemb.	Expropriation; offres; engagement devant le jury. — (Gutzman et Girard.). . . . .	906	IV	34
9 décemb.	Expropriation; offres. — (Blanquié.). . . . .	907	IV	36
12 décemb.	Expropriation irrégulière; terrains incorporés aux talus d'un chemin de fer; conflit. — (Chemin de fer du Nord.). . . . .	908	IV	37
14 décemb.	Gardon. — Déclassement d'une partie de cette rivière. . . . .	888	III	801
16 décemb.	Expropriation; juré; erreur sur le nom. — (Lepellet- Lemaire.). . . . .	909	IV	40
16 décemb.	Expropriation; indemnité éventuelle; offres. — (Raffin.). . . . .	910	IV	41
16 décemb.	Routes départementales; qualité pour se pour- voir; ministre. — (Vachon.) — ( <i>Notice</i> ). . . . .	911	IV	43
16 décemb.	Pensions; veuves; accident. — (Renault.). . . . .	912	IV	45
16 décemb.	Indemnités; dommages; accident; expertise obli- gatoire. — (Dalifol.). . . . .	913	IV	47
16 décemb.	Indemnités; dommages; question préjudicielle de propriété. — (Canal de Buzay.). . . . .	914	IV	48
16 décemb.	Usines; dommages; indemnités. — (Kornprobst.).	915	IV	52
20 décemb.	Budget de 1863. — Report de crédits. . . . .	889	III	802
20 décemb.	Budget de 1863. — Fonds de concours. . . . .	890	III	804
20 décemb.	Indemnités; dommages postérieurs à l'achèvement des travaux; conflit. — (Chemin de fer de Paris à Lyon.). . . . .	916	IV	53
22 décemb.	Cours d'eau; taxes de curages; frais de rédaction d'un projet. — (Andriot.). . . . .	917	IV	56
23 décemb.	Expropriation; intervention tardive; intéressé. — (Quinet.). . . . .	918	IV	57
24 décemb.	Taxes de dessèchement; réclamation. — (Magnier- Monchaux.). . . . .	919	IV	59

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1863				
24 décemb.	Dessèchement; fossé; largeur; arrêté préfectoral. — (De la Gonnivière.) . . . . .	920	IV	62
24 décemb.	Indemnités; dommages; renonciation. — (Cambuzat.) . . . . .	921	IV	64
24 décemb.	Indemnités; dommages; locataire; action du propriétaire. — (Gency.) . . . . .	922	IV	66
24 décemb.	Chemins de fer; introduction de bestiaux. — (Boyer.) . . . . .	923	IV	68
26 décemb.	Budget extraordinaire de 1863. — Fonds de concours. . . . .	891	III	805
(")	Personnel. — Décorations; nominations; décisions diverses. . . . .	892	III	807
(")	Classements de routes départementales. . . . .	893	III	812
29 décemb.	Expropriation; jury; pouvoirs expirés. — (De Meynard-Delafarge.) . . . . .	924	IV	71
1864				
6 janvier.	Chemin de fer d'Orléans à la ligne du Bourbonnais; concession définitive. . . . .	925	IV	71
7 janvier.	Usines; mise en chômage; recours contre les tiers; compétence. — (Marie dit Chevalier.) . . . . .	940	IV	113
7 janvier.	Cours d'eau; élargissement ou simple curage. — (Commune de Saulmory.) . . . . .	941	IV	115
7 janvier.	Indemnités; dommages; travaux. — (Chemin de fer de Mons à Hautmont.) . . . . .	942	IV	119
7 janvier.	Entrepreneur; travaux supplémentaires après réception; recours. — (Raoult.) . . . . .	943	IV	124
7 janvier.	Entrepreneur; régie; matériel. — (Feuillatre.) . . . . .	944	IV	126
7 janvier.	Extraction de matériaux; occupation temporaire ou définitive. — (Guyot de Villeneuve.) . . . . .	945	IV	130
7 janvier.	Procès-verbaux de contravention; affirmation. — (Canal du Midi.) . . . . .	946	IV	134
12 janvier.	Expropriation; juré; incompatibilité. — (Soubrin.) . . . . .	947	IV	136
13 janvier.	Inspecteurs généraux des ponts et chaussées et des mines; congé illimité. . . . .	926	IV	73
20 janvier.	Budget de 1863. — Fonds de concours. . . . .	927	IV	73
22 janvier.	Petite voirie; usurpation d'un chemin public; chose jugée. — (Trotignon-Desvarennnes.) . . . . .	948	IV	138
22 janvier.	Petite voirie; alignement; exhaussement d'une construction. — (Schneider.) . . . . .	949	IV	139
23 janvier.	Inspecteurs et commissaires des chemins de fer. — Retraite. . . . .	928	IV	75
23 janvier.	Chemin de fer de Santenay à Etang. — Concession définitive. . . . .	929	IV	75
23 janvier.	Ingénieurs; travaux pour le compte des communes; responsabilité. — (Notice.) . . . . .	950	IV	141
	1 <sup>er</sup> arrêt. — (Mary.) . . . . .			144
	2 <sup>e</sup> arrêt. — (Devanne.) . . . . .			148
	3 <sup>e</sup> arrêt. — (Mary et Devanne.) . . . . .			150

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1864				
23 janvier.	Chemins ruraux; élargissement; dépossession. — (De Suze.). . . . .	951	IV	154
23 janvier.	Cours d'eau; règlement; lavoir et barrage. — (Béguin-Desvaux.). . . . .	952	IV	157
23 janvier.	Usines; dépréciation; attribution de l'indemnité; conventions privées; compétence. — (Mocquet.). . . . .	953	IV	159
23 janvier.	Cours d'eau; curage conforme à l'usage local; formalités. — (Delauzon.). . . . .	954	IV	162
23 janvier.	Cours d'eau; curage; ancien règlement; publicité. — (Picotteau.). . . . .	955	IV	164
23 janvier.	Indemnités; dommages; construction d'un tunnel. — (Pacalet.). . . . .	956	IV	166
23 janvier.	Vices de construction; contravention à un arrêté préfectoral. — (Dugras.). . . . .	957	IV	169
27 janvier.	Expropriation; rue nouvelle; immeuble en dehors du tracé. — (Roussel.). . . . .	958	IV	171
28 janvier.	Chemins de fer; refus de rétablir une gare supprimée. — (Hachard et Guinard.). . . . .	959	IV	173
28 janvier.	Usines; dommages; compétence; puits creusé pour l'alimentation d'un réservoir de chemin de fer. — (Meslin.) — (Notice.). . . . .	960	IV	174
28 janvier.	Extraction de matériaux; indemnité; délai. — (Dupond.). . . . .	961	IV	177
28 janvier.	Extraction de matériaux; carrière en exploitation; valeur industrielle. — (Viaud.). . . . .	962	IV	180
28 janvier.	Grande ou petite voirie; hauteur des bâtiments; rues de Paris. — (Belloir.). . . . .	963	IV	182
1 <sup>er</sup> févr.	Indemnités; dommages; fumée des locomotives. — (Clouard.). . . . .	964	IV	184
1 <sup>er</sup> févr.	Expropriation; chemins vicinaux; présidence du jury. — (Luzel.). . . . .	965	IV	185
2 févr.	Expropriation; jury; récusation illégale. — (Dety.). . . . .	966	IV	186
2 févr.	Expropriation; jury; liste annuelle. — (Gros.). . . . .	967	IV	187
6 févr.	Voies ferrées. — Ligne de Paris à Sèvres et de Sèvres à Versailles; prix de transport. . . . .	930	IV	76
6 févr.	Personnel. — Polices de la pêche fluviale; frais de serment. — (Circulaire.). . . . .	935	IV	81
8 févr.	Chemins de fer; déplacement d'un chemin vicinal; dommage indirect. — (Commune d'Arnouville.). . . . .	968	IV	188
8 févr.	Canal d'irrigation; concession à une commune; consentement des intéressés. — (Association du canal Harmand.). . . . .	969	IV	190
8 févr.	Cours d'eau; curage; délai du pourvoi. — (Marquet.). . . . .	970	IV	192
8 févr.	Cours d'eau; curage; fossé. — (Martinet.). . . . .	971	IV	193
8 févr.	Endiguements; classement des terrains; expertise. — (Biques de la Baudissière.). . . . .	972	IV	195

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1864				
8 févr.	Rivières navigables; bâtiments naufragés dans la Loire. — Contravention. — (Fessard et Guérin). . . . .	973	IV	199
8 févr.	Usines; dommages et plus-value; compensation. — (Moulin de la Guillonnet). . . . .	974	IV	202
8 févr.	Voirie urbaine; numérotage des maisons. — (Chardin-Hadancourt. — <i>Notice</i> ). . . . .	975	IV	206
10 févr.	Comptabilité; cantonniers; retenues. — ( <i>Circulaire</i> ). . . . .	936	IV	83
15 févr.	Chemins de fer; chemin latéral d'exploitation rurale; fossé; poursuite en contravention. — (Vauquelin). . . . .	976	IV	208
16 févr.	Expropriation; propriété indivise. — (Walher). . . . .	977	IV	210
18 févr.	Petite voirie; ouverture de porte; saillie sur la rue. — (Orsatelli). . . . .	978	IV	211
18 févr.	Pourvoi dans l'intérêt de la loi. — (Peillon-Deloras et autres). . . . .	1003	IV	273
18 févr.	Occupation de terrains; conventions privées; conflit. — (Département du Morbihan). . . . .	1004	IV	274
18 févr.	Entrepreneur; compte soldé; intérêt. — (Leynet). . . . .	1005	IV	276
18 févr.	Architecte; honoraires; vices du projet; responsabilité. — (Lombard). . . . .	1006	IV	277
18 févr.	Extraction de matériaux; carrière en exploitation. — (Chemin de fer de l'Ouest). . . . .	1007	IV	280
18 févr.	Routes; écoulement des eaux sur une propriété riveraine. — (Gobreau). . . . .	1008	IV	283
20 févr.	Chemin de fer de Champagnols à la ligne de Dôle en Suisse. — Concession définitive. . . . .	931	IV	78
20 févr.	Budget de 1864. — Report de crédits. . . . .	932	IV	78
24 févr.	Routes départementales. — Travaux; approbation des préfets. . . . .	933	IV	79
24 févr.	Expropriation; constitution du jury. — (Blot-Leconte). . . . .	1009	IV	285
24 févr.	Canal de navigation; acte de concession; interprétation; compétence. — (Laumonier-Cariot). . . . .	1010	IV	286
24 févr.	Expropriation; locataire; intervention. — (Petit). . . . .	1011	IV	287
25 févr.	Alignements; constructions le long d'un quai; suppression ordonnée par le préfet. — (Vallette). . . . .	1012	IV	288
25 févr.	Alignements; terrain incorporé à une voie publique communale; indemnité; préfet; excès de pouvoir. — (Vallette). . . . .	1013	IV	291
25 févr.	Éclairage au gaz; dommages à des plantations publiques. — (Compagnie parisienne). . . . .	1014	IV	294
25 févr.	Chemins de fer; carrière dans la zone interdite. — (Grangier). . . . .	1015	IV	296
25 févr.	Chemins de fer; entrée des voitures publiques dans les gares. — (Lesbats). — ( <i>Notice</i> ). . . . .	1016	IV	298

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1864				
25 févr.	Cours d'eau non navigables; obstacle à l'écoulement des eaux; contestation privée. — (Bouisson.). . . . .	1017	IV	305
25 févr.	Usines; canal public ou privé; obligations relatives au curage et à l'entretien. — (Belot.). . . . .	1018	IV	306
25 févr.	Usines; ouvrages régulateurs; accès des intérêts. — (Arson.). . . . .	1019	IV	309
25 févr.	Indemnités; dommages; gêne temporaire dans les communications. — (Kegel.). . . . .	1020	IV	311
25 févr.	Chemin non public; déclaration de vicinalité. — (Grellier.). . . . .	1021	IV	315
25 févr.	Pensions; rappel d'arrérages. — (Sauphar.). . . . .	1022	IV	317
27 févr.	Voies ferrées. — Ligne de Ruëil à Port-Marly. — Prix de transport. . . . .	934	IV	80
3 mars.	Conducteurs des ponts et chaussées; taxe des chevaux et des voitures. — (Beaupré.). . . . .	1023	IV	319
5 mars.	Budget de 1863. — Reports de crédits. . . . .	979	IV	212
5 mars.	Budget de 1863. — Fonds de concours. . . . .	980	IV	214
5 mars.	Travaux publics; souscriptions particulières; cessations de terrain; conflit. — (Cristofini.). . . . .	1024	IV	320
5 mars.	Alignements; grande voirie et voirie urbaine. — (Depoilly.). . . . .	1025	IV	323
9 mars.	Chemin de fer de Carcassonne à Quillan. — Concession définitive. . . . .	981	IV	215
9 mars.	Chemins de fer de Castres à Albi et de Castres à Mazamet. — Concession définitive. . . . .	982	IV	216
9 mars.	Expropriation; exploit de citation; inscription de faux. — (Vilcoq.). . . . .	1026	IV	325
9 mars.	Expropriation; locataire principal; déchéance. — (Bonetti.). . . . .	1027	IV	326
10 mars.	Endiguements; révisions du périmètre et du classement; compétence. — (5 <sup>e</sup> syndicat de la Durançe.). . . . .	1045	IV	361
10 mars.	Indemnités; dommages; détournement d'une source. — (Commune de Salmagne.). . . . .	1046	IV	364
10 mars.	Indemnités; dommages; acquiescement. — (Mé-rignac.). . . . .	1047	IV	366
10 mars.	Indemnités; dommages; expertise obligatoire. — (De Meynard.). . . . .	1048	IV	368
10 mars.	Indemnités; dommages; plus-value; locataire. — (Hardy-Passot.). . . . .	1049	IV	370
10 mars.	Indemnités; dommages. — (Chemin de fer du Nord.). . . . .	1050	IV	374
10 mars.	Alignements; ports maritimes; délai. — (Le-bon.). . . . .	1051	IV	380
10 mars.	Chemin rural; suppression; aliénation du sol. — (Jolly.). . . . .	1052	IV	381
12 mars.	Canaux d'Orléans et du Loing. — Dissolution de la société. . . . .	983	IV	217

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros.		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1864.				
16 mars.	Expropriation; indemnité; usufruitier. — (Tiranty.). . . . .	1053	IV	383
17 mars.	Extraction de matériaux; carrière abandonnée. — (Chemin de fer de l'Ouest.). . . . .	1054	IV	388
17 mars.	Extraction de matériaux; indemnité. — Chemin de fer de l'Ouest.). . . . .	1055	IV	392
17 mars.	Indemnités; dommages; locataire de boutique. — (Guérin.). . . . .	1056	IV	394
17 mars.	Indemnités; dommages; plus-value; intérêts. — (Bourseret.). . . . .	1057	IV	396
17 mars.	Dessèchements; entretien des ouvrages; compétence. — (Marais de Bourgoin.). . . . .	1058	IV	398
18 mars.	Routes impériales; entretien; projets de budget. — (Circulaire.). . . . .	937	IV	89
(*)	Personnel. — Décorations; promotions d'ingénieurs-élèves; classement; concours; destinations; missions; décisions diverses; retraites; décès. . . . .	938	IV	98
(*)	Classement des routes impériales. . . . .	939	IV	111
19 mars.	Halage; passage à cheval sur la digue d'un canal. — (Brohon.). . . . .	1059	IV	403
23 mars.	Pont de Givors (Rhône); route impériale n° 86; rachat du péage. . . . .	984	IV	219
23 mars.	Expropriation; visite de lieux. — (Saissac.). . . . .	1060	IV	405
30 mars.	Chemin de fer de jonction entre le canton de Genève et le chemin de fer du Valais. — Annulation de la concession. . . . .	985	IV	220
30 mars.	Expropriation; indemnité; division. — (Mallard.). . . . .	1061	IV	406
31 mars.	Alignements; démolition ordonnée; prescription. — (Dupin.) — (Notice.). . . . .	1062	IV	407
31 mars.	Chemins de fer; entrepreneurs de messageries; traités spéciaux. — (Gibat.) — (Notice). . . . .	1063	IV	415
31 mars.	Chemin de fer; trains en marche; introduction dans les voitures. — (Lœw.). . . . .	1064	IV	415
31 mars.	Indemnités; dommages; séquestre; législation sarde. — (Ville de Saint-Pierre-d'Albigny.). . . . .	1065	IV	416
31 mars.	Rivière canalisée appartenant à un particulier, chute d'un pont; action du propriétaire; conflit. — (Canal du Léz.). . . . .	1066	IV	420
31 mars.	Entrepreneur; terrassements; interprétation d'un devis. — (Gallon.). . . . .	1067	IV	423
31 mars.	Indemnités; dommages; force majeure. — (Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.). . . . .	1068	IV	425
31 mars.	Chemins vicinaux; arrêté de classement; recours. — (Crestin.). . . . .	1069	IV	427
4 avril.	Expropriation; production de pièces. — (Santalier.). . . . .	1070	IV	429

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1864				
6 avril.	Expropriation; indemnité; erreur matérielle. — (Pichon.). . . . .	1071	IV	430
7 avril.	Chemins de fer; clôtures, contravention. — (Chemins de fer de l'Ouest.). . . . .	1072	IV	432
7 avril.	Indemnités; dommages; décision préparatoire. — (Ville de Niort.). . . . .	1073	IV	434
7 avril.	Extraction de matériaux; carrière en exploitation. — (Pescatore.). . . . .	1074	IV	435
7 avril.	Canal concédé; dépendances. — (Canal de la Sensée.). . . . .	1075	IV	437
13 avril.	Pensions civiles; crédit d'inscription pour 1864. . . . .	986	IV	221
14 avril.	Indemnités; dommages; allongement de parcours. — (Wolff.). . . . .	1076	IV	440
14 avril.	Taxes d'endiguement; délai des réclamations. — (Syndicat de Lanterbourg.). . . . .	1077	IV	441
14 avril.	Usines; autorisation. — (Aveillé.). . . . .	1078	IV	442
14 avril.	Indemnités; dommages; interdiction d'exploiter une usine. — (Marin.). . . . .	1079	IV	445
14 avril.	Pensions; services antérieurs à 1854. — (Metz.). . . . .	1080	IV	448
14 avril.	Entrepreneur; responsabilité décennale. — (Boret.). . . . .	1081	IV	451
15 avril.	Cours d'eau; curage dans la traversée d'un étang. — (Leblond.). . . . .	1082	IV	453
16 avril.	Budget de 1863. — Contrôle et surveillance des chemins de fer. — Crédit. — (Loi.). . . . .	987	IV	222
21 avril.	Procès-verbaux de contravention; délai. — (Granger.). . . . .	1083	IV	455
21 avril.	Petite voirie; alignements; démolition. — (Guilleteaux.). . . . .	1084	IV	457
25 avril.	Expropriation; liste du jury. — (Cordier.). . . . .	1085	IV	458
28 avril.	Endiguements; classement des terrains. — (Angorin.). . . . .	1086	IV	459
28 avril.	Indemnités; dommages. — (Chiapella.). . . . .	1087	IV	460
28 avril.	Halage; cours d'eau non navigables. — (Lagorse.). . . . .	1088	IV	462
28 avril.	Vente de terrains par une ville; alignements modifiés; conflit. — (Ville de Marseille.). . . . .	1089	IV	463
4 mai.	Alignements. — Pouvoirs confiés aux sous-préfets. — (Loi.). . . . .	988	IV	223
4 mai.	Budget de 1864. — Reports de crédits. . . . .	989	IV	223
5 mai.	Entrepreneur; terrassements. — (Boisard.). . . . .	1109	IV	513
5 mai.	Entrepreneur; demande de résiliation. — (Boisard.). . . . .	1110	IV	517
5 mai.	Domaine public; canal de navigation; limites. — Ilot; propriété. — (Commune d'Haumont.) — (Notice.). . . . .	1111	IV	520
5 mai.	Expertise contradictoire; opposition non recevable. — (Demoulin.). . . . .	1112	IV	524
10 mai.	Expropriation; intervention; compétence. — (Schacher.). . . . .	1113	IV	526

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1864				
14 mai.	Bateaux à vapeur; permis de navigation. — (Rama- gny et Valery.) . . . . .	1114	IV	528
19 mai.	Concession; rétrocession; dock-entrepôt. — (Com- pagnie des docks du Havre.) . . . . .	1115	IV	532
19 mai.	Entrepreneur; augmentation des prix; résiliation. — (Jacquelot.) . . . . .	1116	IV	537
19 mai.	Entrepreneur; résiliation; indemnité. — (Bar- quey.) . . . . .	1117	IV	539
19 mai.	Cours d'eau; irrigations; usines; partage des eaux. — (Vidal.) . . . . .	1118	IV	546
19 mai.	Usines; dommages; indemnités. — (Vérillot.) . . . . .	1119	IV	548
19 mai.	Pensions; accident grave; veuves. — (Delenclos.) . . . . .	1120	IV	549
19 mai.	Entrepreneur; pertes; force majeure. — (Au- bert.) . . . . .	1121	IV	550
19 mai.	Entrepreneurs; architectes; vices de construc- tion. — (Courtoisier.) . . . . .	1122	IV	553
19 mai.	Chute d'un pont communal dans un canal ap- partenant à un particulier; indemnité; compé- tence. — (Canal du Lez.) . . . . .	1123	IV	559
19 mai.	Canal navigables appartenant à un particulier; surveillance de l'administration. — (Canal du Lez.) . . . . .	1124	IV	561
19 mai.	Canal navigable appartenant à un particulier; dé- signation de l'ingénieur chargé du contrôle. — (Canal du Lez.) . . . . .	1125	IV	564
19 mai.	Canal navigable; entretien d'un pont. — (De Fabre-Roussac.) . . . . .	1126	IV	566
23 mai.	Expropriation; indemnité; usufruit. — (Vallade.) . . . . .	1127	IV	569
25 mai.	Expropriation; jury; visite de lieux. — (Bou- tan.) . . . . .	1128	IV	571
26 mai.	Petite voirie; terrain cédé pour élargissement; travaux confortatifs. — (Cirodde et Comte.) . . . . .	1129	IV	572
26 mai.	Expertise; dommages; intérêt communal ou dé- partemental. — (Vallois.) . . . . .	1130	IV	574
26 mai.	Indemnités; dommages. — (Chemin de fer du Midi.) . . . . .	1131	IV	576
26 mai.	Route; curage d'un égout dans la traverse d'une ville. — (Ville d'Amiens.) . . . . .	1132	IV	578
26 mai.	Cours d'eau; curage et redressement. — (Pellete- rat de Bordes.) . . . . .	1133	IV	580
26 mai.	Entrepreneur; réception définitive; intérêts. — (Mialane.) . . . . .	1134	IV	583
30 mai.	Expropriation; jury; serment; visite de lieux. — (Gazon.) . . . . .	1135	IV	585
31 mai.	Expropriation; indemnité; travaux. — (Mansa- cré.) . . . . .	1136	IV	586
1 <sup>er</sup> juin.	Expropriation; offres; modicité. — (Lethierry.) . . . . .	1137	IV	587
1 <sup>er</sup> juin.	Expropriation; offres; époques de la notification. — (Boisgontier.) . . . . .	1138	IV	588



Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1864.				
1 <sup>er</sup> juin.	Routes; dégradations; pacage de bestiaux. — (Chevallier.). . . . .	1139	IV	589
2 juin.	Dessèchement; prorogation du délai d'exécution. — (Commune d'Ollezy.). . . . .	1140	IV	590
2 juin.	Pavages des communes; contribution des riverains. — (Chave.). . . . .	1141	IV	592
2 juin.	Cours d'eau; taxes de curages; délai des réclamations. — (Grenier de Remondet.). . . . .	1142	IV	596
4 juin.	Port du Havre. — Bassin à flot; formes de radoub. — (Loi.). . . . .	1090	IV	466
8 juin.	Gazonnement et reboisement des montagnes. — (Loi.). . . . .	990	IV	225
8 juin.	Rues formant le prolongement des chemins vicinaux. — (Loi.). . . . .	991	IV	227
8 juin.	Pont du Port Jouet (Deux-Sèvres). — Rachat de la concession. — (Loi.). . . . .	992	IV	228
8 juin.	Budget ordinaire de 1865. — (Extrait de loi.). . . . .	983	IV	229
8 juin.	Budget extraordinaire de 1865. — (Loi.). . . . .	994	IV	231
8 juin.	Budget de 1864. — Suppléments de crédits. — (Loi.). . . . .	995	IV	232
9 juin.	Chemins de fer; voitures; incendie. — (Bourgerie.). . . . .	1143	IV	599
13 juin.	Gardes-ports; tarifs. — (Bonneau.). . . . .	1144	IV	600
14 juin.	Chemin de fer d'Orléans à Châlons-sur-Marne — Concession : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . . 2 <sup>o</sup> Convention. . . . . 3 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .	996	IV	233 234 234
14 juin.	Expropriation; droits d'enregistrement. — (De Pommereu.). . . . .	1145	IV	602
15 juin.	Eclairage au gaz; dommage au concessionnaire. — (Ployer.). . . . .	1146	IV	603
15 juin.	Cours d'eau; suppression d'un barrage; enquête. — (Gauvard.). . . . .	1147	IV	605
15 juin.	Tierce expertise; dommages. — (Chemin de fer d'Orléans.). . . . .	1148	IV	608
15 juin.	Indemnités; dommages; interdiction d'exploiter une mine au-dessous d'un chemin de fer. — (Mines de Combes.). — (Notice.). . . . .	1149	IV	611
15 juin.	Indemnités; dommage éventuel. — (Chemin de fer d'Orléans.). . . . .	1150	IV	617
15 juin.	Barrières de dégel. — Chemin de grande communication. — (Delan.). . . . .	1151	IV	619
20 juin.	Expropriation; résiliation de bail. — (Briquet.). . . . .	1152	IV	621
20 juin.	Petite voirie; alignements; mur en retour. — (Giraud Pinard.). . . . .	1153	IV	623
21 juin.	Expropriation; appel non recevable. — (Goepf et Bloch.). — (Notice.). . . . .	1154	IV	625
25 <sup>e</sup> juin.	Chemins de fer; tarifs. — (Pigneau.). . . . .	1155	IV	629

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1863.				
23 juin.	Endiguements; bases de la répartition des dépenses; chemin de fer. — (Syndicat de Picque-Pierre.). . . . .	1156	IV	631
23 juin.	Cours d'eau; curage; lit nouveau. — (Izard.). . . . .	1157	IV	633
23 juin.	Pourvoi; délai; décision exécutée. — (Duclos.). . . . .	1158	IV	635
23 juin.	Indemnités; dommages; compétence. — (Castor.). . . . .	1159	IV	638
23 juin.	Entrepreneur; augmentation notable des prix. — (Deslandes-Orière.). . . . .	1160	IV	640
23 juin.	Indemnités; dommages. — (Chemin de fer de l'Est.). . . . .	1161	IV	644
23 juin.	Indemnités; dommages; compensation de plus-value. — (Lafosse.). . . . .	1162	IV	645
24 juin.	Roulage; plaque. — (Hervé et Moreau.). . . . .	1163	IV	640
25 juin.	Chemin de fer des mines de Marles. — Concession d'un embranchement. . . . .	997	IV	257
27 juin.	Occupation de terrains; conventions privées; conflit. — (Cardinal.). . . . .	1164	IV	650
27 juin.	Expropriation; erreur sur la contenance. — (Saglier.). . . . .	1165	IV	653
27 juin.	Expropriation; intervention; délai. — (Charton.). . . . .	1166	IV	655
27 juin.	Chemins de fer du midi de la France et du nord de l'Espagne. — Service de surveillance et de douane. — (Convention internationale.). . . . .	998	IV	258
28 juin.	Expropriation; indemnité alternative. — (Rangot.). . . . .	1167	IV	656
1 <sup>er</sup> juillet.	Roulage; convoi de voitures; éclairage. — (Briancourt.). . . . .	1180	V	1
2 juillet.	Budget de 1864. — Suppléments de crédits; répartition par chapitres. . . . .	1028	IV	328
2 juillet.	Budget de 1864. — Fonds de concours. . . . .	1029	IV	331
4 juillet.	Expropriation; femme mariée. — (Banguel.). . . . .	1181	V	2
4 juillet.	Expropriation; résiliation du bail; continuation de jouissance. — (Moutier.). . . . .	1182	V	3
4 juillet.	Expropriation; chefs distincts de demande. — (Lavenant.). . . . .	1183	V	4
5 juillet.	Expropriation; indemnité fixe; demande par mesure. — (Bohier.). . . . .	1184	V	6
11 juillet.	Chemin de fer de Valenciennes à Lille. — Concession : . . . . .			
	1 <sup>o</sup> Décret). . . . .	1030	IV	332
	2 <sup>o</sup> Convention. . . . .			333
	3 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .			333
11 juillet.	Budget de 1864. — Fonds de concours . . . . .	1031	IV	334
11 juillet.	Budget de 1864; pensions civiles; crédit supplémentaire. . . . .	1032	IV	336
12 juillet.	Occupation de terrains; base de l'indemnité. — (Claye.). . . . .	1185	V	7
12 juillet.	Indemnités; dommages; compensation de plus-value. — (Souhay.). . . . .	1186	V	9
12 juillet.	Indemnité; dommages; compensation de plus-value. — (Fortin-Proust.). . . . .	1187	V	13

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1864.				
42 juillet.	Indemnités; dommages; expertise. — (Commune de Gorze). . . . .	1188	V	17
12 juillet.	Extraction de matériaux; terrains clos. — (Poullain.) . . . .	1189	V	19
12 juillet.	Cours d'eau non navigable; frais de curage; pouvoir du syndicat. — (Desgrottes.) . . . .	1190	V	21
12 juillet.	Rivières navigables; terrains d'alluvion; concession aux riverains. — (Richet.) — (Notice.) . . . .	1191	V	25
13 juillet.	Occupation de terrains; dépôt de matériaux; indemnité. — (De Gualdy.) . . . . .	1192	V	29
13 juillet.	Usines; rivières navigables; niveau réglementaire; tolérance. — (Douliez.) . . . . .	1193	V	31
15 juillet.	Petite voirie; alignement; autorisation tardive. — (Oberti.) . . . . .	1194	V	34
20 juillet.	Personnel. — Police de la pêche fluviale; frais de poursuite. — (Circulaire.) . . . . .	999	IV	265
20 juillet.	Personnel. — Nominations d'élèves-ingénieurs. — Décisions diverses. . . . .	1000	IV	267
20 juillet.	Classements de routes impériales. . . . .	1001	IV	271
(*)	Classement de route thermale. . . . .	1002	IV	272
(*)	Expropriation; retards dans la fixation de l'indemnité. — (Ridel.) . . . . .	1195	V	35
21 juillet.	Pavage des communes; contribution des riverains; rue de Paris. — (Cottin.) . . . . .	1196	V	37
21 juillet.	Petite voirie; alignement; arrêté modifié. — (Courboul.) . . . . .	1197	V	39
25 juillet.	Chemin de fer de Sathonay à Bourg et dessèchement d'étangs dans la Dombes. — Concession: 1° Décret.) . . . . .	1033	IV	337
	2° Convention. . . . .			338
	3° Cahier des charges. . . . .			339
	4° Lol. . . . .			340
28 juillet.	Budget ordinaire et extraordinaire de 1864. — Virement de crédits. . . . .	1034	IV	340
28 juillet.	Grèves et relais de la mer; mise en possession; conflit. — (Pallix.) . . . . .	1198	V	41
28 juillet.	Routes; éboulement des terres riveraines; responsabilité du propriétaire. — (Grégoire.) . . . .	1199	V	47
28 juillet.	Expertise; révocation d'un expert. — (Mougey.) . . . .	1200	V	48
28 juillet.	Indemnités; dommages; constructions ébranlées. — (Adrian.) . . . . .	1201	V	50
28 juillet.	Indemnités; dommages; compensation de plus-value. — (Merlin d'Antigny.) . . . . .	1202	V	54
28 juillet.	Entrepreneur; régie. — (Nicolle.) . . . . .	1203	V	55
28 juillet.	Entrepreneur; travaux distraits de l'entreprise; augmentation de prix. — (Genève-Brault.) . . . .	1204	V	57
29 juillet.	Petite voirie; alignement; arrêté annulé. — (Layrolle.) . . . . .	1205	V	63
29 juillet.	Petite voirie; chemin de grande communication; contravention; compétence. — (Siouret.) . . . .	1206	V	64

Dates des Décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1864				
1 <sup>er</sup> août.	Chemin de fer d'Epinau au canal de Bourgogne.— Rectification et prolongement jusqu'à la ligne de Paris à Lyon. — Concession :			
	1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	1035	IV	341
	2 <sup>o</sup> Convention. . . . .			343
	3 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .			343
1 <sup>er</sup> août.	Chemin de fer de Chaumont à la ligne de Paris à Strasbourg. — (Tracé). . . . .	1026	IV	345
1 <sup>er</sup> août.	Chemin de fer. — Transport de marchandises de transit et d'exportation. . . . .	1037	IV	346
1 <sup>er</sup> août.	Voirie de Paris. — Hauteur des maisons. . . . .	1038	IV	347
1 <sup>er</sup> août.	Budget de 1864. — Fonds de concours. . . . .	1039	IV	348
1 <sup>er</sup> août.	Chemins de fer; tarifs; modification. — (Forés- tier). . . . .	1207	V	65
4 août.	Pensions; ingénieurs; ordonnance de 1840. — (De Fourcroy). . . . .	1208	V	66
4 août.	Rivières navigables; dépôt de pierres. — (Fron- tault). . . . .	1209	V	69
4 août.	Chemins de fer; répression des contraventions; dépens. — (Chemin de l'Ouest). . . . .	1210	V	71
4 août.	Eaux de Paris; pouvoirs du préfet de la Seine. — (Canal de l'Ouecq). . . . .	1211	V	72
9 août.	Priée d'eau dans la Marne par la ville de Paris. — (Usine hydraulique de Saint-Maur). . . . .	1040	IV	349
10 août.	Cours d'eau; priée d'eau au profit d'un chemin de fer; recours des tiers; compétence. — (Ar- cillon). . . . .	1212	V	75
11 août.	Petite voirie; construction en dehors de l'aligne- ment; prescription. — (Mounot). . . . .	1213	V	76
11 août.	Conseil de préfecture; membre suppléant; in- compatibilité. — (Ville de Montpellier). . . . .	1214	V	78
11 août.	Indemnités; dommages; procédure. — (Chemin de fer de l'Est). . . . .	1215	V	81
11 août.	Entrepreneur; augmentation des prix; résilia- tion. — (Escarraguel). . . . .	1216	V	85
11 août.	Entrepreneur; résiliation; reprise du matériel. — (Nicolotte). . . . .	1217	V	86
11 août.	Rivières navigables; trains de bois; fausses ma- nœuvres. — (Prévost). . . . .	1218	V	88
13 août.	Chemin de fer de Flers à Mayenne. — Concession définitive. . . . .	1041	IV	352
16 août.	Police de la pêche fluviale. — Frais de prestation de serment. — (Circulaire). . . . .	1043	IV	354
16 août.	Chemins de fer; transport de meubles; surtaxe.— (Inchaurrega). . . . .	1219	V	90
16 août.	Chemins de fer; transport de meubles; surtaxes. — (Pourailly). . . . .	1220	V	92
16 août.	Expropriation; convocation; domicile. — (Que- not). . . . .	1221	V	94

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1864				
17 août.	Chemin de fer; tarifs; application erronée. — (Moreau et Reboulin). . . . .	1222	V	95
17 août.	Chemins de fer; contribution foncière; portes et fenêtres; patentes. — (Chemin de fer de Paris à Lyon). . . . .	1223	V	96
17 août.	Chemin public; non-classement; prescription. — (De Melon). . . . .	1224	V	99
17 août.	Rivières navigables; navigabilité ancienne. — (Commune de Sagnac). . . . .	1225	V	100
18 août.	Route départementale; traverse d'une ville; construction non autorisée; compétence. — (Chartier). . . . .	1226	V	102
20 août.	Canal de navigation entre Meaux et le canal d'Aire à la Bassée. — Modification de la concession. .	1042	IV	353
(*)	Personnel. — Décoration; nomination; décisions diverses. . . . .	1044	IV	357
20 août.	Cours d'eau; canal de dérivation; curage. — (Bisson). . . . .	1227	V	104
20 août.	Extraction de matériaux; carrière en exploitation. — (De Villequier). . . . .	1228	V	106
20 août.	Endiguement; retrait d'une subvention. — (Syndicat de Varades). . . . .	1229	V	109
20 août.	Chemins de fer; modification de la destination d'une gare. — (Gare de la Guillotière). . . . .	1230	V	111
22 août.	Expropriation; jury; secret des délibérations. — (Hardouin). . . . .	1231	V	115
25 août.	Chemin de fer; service des gares; omnibus. — (Lesbats). . . . .	1232	V	116
29 août.	Expropriation; pourvoi en cassation; recevabilité. — (Oudard). . . . .	1233	V	118
7 sept.	Conseil d'Etat. — Règlement intérieur. — Modification du décret de 1852. . . . .	1168	IV	657
10 sept.	Chemin de fer de Montmorency à Enghien. — Concession : 1° Décret. . . . . 2° Convention. . . . . 3° Cahier des charges. . . . .	1091	IV	467 468 469
10 sept.	Cours d'eau; règlement d'un barrage; enquête. — (De Lafferrière). . . . .	1257	V	181
10 sept.	Cours d'eau; curage; élargissement. — (De Cès-Caupenne). . . . .	1258	V	185
10 sept.	Usines; dépréciation; indemnité. — (Beaupère). . . . .	1259	V	187
10 sept.	Usines; question de propriété; vente nationale. — (Hejd.). . . . .	1260	V	189
10 sept.	Rivières navigables; prise d'eau; vente nationale. — (Société de Maisons-Laffitte). . . . .	1261	V	191
10 sept.	Usines; vente nationale; interprétation. — (Pierçon). . . . .	1262	V	195
10 sept.	Ponts concédés; levée aux abords; obligation de reconstruire. — (Pont de Ville-sur-l'Ardèche). . . . .	1263	V	197

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1864				
10 sept.	Indemnités; dommages; rues de Paris; tierce expertise. — (Daverton.) . . . . .	1264	V	199
13 sept.	Contravention par des ouvriers; procès-verbal contre le maître. — (Mines de Rouxwiller.) . . .	1265	V	204
13 sept.	Ports; chauffage des navires; contravention. — (Lemoine.) . . . . .	1266	V	206
13 sept.	Canaux; règlement préfectoral; contravention. — (Marcel.) . . . . .	1267	V	208
13 sept.	Canaux; règlement préfectoral; contravention. — (Breton.) . . . . .	1268	V	210
5 octob.	Conseil d'Etat. — Modification des attributions des deux sections. . . . .	1169	IV	658
15 octob.	Ingénieurs. — Travaux pour les communes. — (Circulaire.) . . . . .	1102	IV	496
19 octob.	Chemin de fer destiné à relier le marché à bestiaux de Paris avec le chemin de fer de ceinture. — Concession : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . . 2 <sup>o</sup> Convention entre la ville de Paris et le syndicat du chemin de fer de ceinture. . .	1269	V	211
20 octob.	Ingénieurs. — Cours publics. — (Circulaire.) . . .	1103	IV	213
22 octob.	Police de la pêche fluviale. — Frais de transport des engins saisis. — (Circulaire.) . . . . .	1104	IV	498
26 octob.	Chemin de fer de la Croix-Rousse au camp de Sathonay. — Séquestre. . . . .	1092	IV	471
2 novem.	Affaires contentieuses. — Règles pour leur instruction. . . . .	1093	IV	472
2 novem.	Chemin de fer de Langon à Bazas. — Concession définitive. . . . .	1094	IV	474
5 novem.	Chemin de fer d'Arras à Étaples. — Concession. — Décret autorisant l'adjudication : 2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . . 3 <sup>o</sup> Décret approuvant l'adjudication. . . . .	1095	IV	475
5 novem.	Budget de 1864. — Virement de crédits. . . . .	1096	IV	477
8 novem.	Expropriation irrégulière; action possessoire; suppression de travaux. — (Champavier.) . . . . .	1270	V	478
10 novem.	Reboisement et gazonnement des montagnes. — Règlement d'administration publique. . . . .	1097	IV	214
10 novem.	Budget de 1864. — Fonds de concours. . . . .	1098	IV	479
10 novem.	Budget de 1864. — Fonds de concours. . . . .	1099	IV	490
15 novem.	Budgets ordinaire et extraordinaire de 1865. — Répartition des crédits par chapitres. . . . .	1100	IV	491
18 novem.	Personnel. — Serment des cantonniers. — (Circulaire.) . . . . .	1105	IV	493
19 novem.	Contravention; preuve. — (Destenaves.) . . . . .	1271	V	500
20 novem.	Chemin de fer de Montbéliard à Delle — Modification du tracé. . . . .	1101	IV	216
20 novem.	Budget de 1864. — Report de crédits. . . . .	1170	IV	495
20 novem.	Budget de 1864. — Report de crédits. . . . .	1171	IV	659
				661

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1864				
21 novemb.	Police de la pêche fluviale. — Frais de prestation de serment. — ( <i>Circulaire.</i> ) . . . . .	1106	IV	502
(*)	Personnel. — Décorations; nominations; décisions diverses; retraite; décès. . . . .	1107	IV	505
(*)	Classements de routes départementales. . . . .	1108	IV	512
22 novemb.	Expropriation; jurés; indemnité de séjour. — (Jougl.) . . . . .	1272	V	217
27 novemb.	Port de la Ciotat (Bouches-du-Rhône). — Établissement d'un bassin de radoub. . . . .			
	1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	1172	IV	664
	2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .			466
3 décemb.	Usines; inexécution du règlement; recours des tiers. — (Lemoine.) . . . . .	1273	V	218
3 décemb.	Endiguements; décret au contentieux; opposition. — (Haignoux.) . . . . .	1274	V	221
5 décemb.	Expropriation; poursuite par l'exproprié; offres. (Blanjet.) . . . . .	1275	V	223
6 décemb.	Expropriation; décret; modification. — (Roza-pelli.) . . . . .	1276	V	224
9 décemb.	Trottoirs; déclaration d'utilité publique; légalité. — (Ville de Nancy.) . . . . .	1277	V	226
9 décemb.	Alignements; refus d'autorisation. — (Leseurre.) — ( <i>Notice.</i> ) . . . . .	1278	V	229
9 décemb.	Alignements; travaux non confortatifs. — (Bourgeois.) . . . . .	1279	V	233
9 décemb.	Alignements; travaux non confortatifs. — (Ratel-Lepers.) . . . . .	1280	V	234
9 décemb.	Usines; règlement; recours. — (Aumont-Thievill.) . . . . .	1281	V	236
9 décemb.	Cours d'eau; curage; enquête; élargissement; distance des plantations. — (Bourbon.) . . . . .	1282	V	239
10 décemb.	Conseils de préfecture. — Présence des Ingénieurs. — ( <i>Circulaire.</i> ) . . . . .	1176	IV	680
10 décemb.	Petite voirie; alignement. — (Lorsères.) . . . . .	1283	V	242
11 décemb.	Chemin de fer des mines de Liévin à la ligne des houillères du Pas-de-Calais. — Concession : . . . . .			
	1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	1173	IV	668
	2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .			669
13 décemb.	Chemin rural; élagage des plantations. — (Aubier et Joyat.) . . . . .	1284	V	243
14 décemb.	Dessèchements; entretien des ouvrages; garantie hypothécaire; conflit. — (Marais de Bourgoin.) . . . . .	1285	V	245
14 décemb.	Expropriation irrégulière; conflit. — (Commune de Belvéze.) . . . . .	1286	V	248
14 décemb.	Rivières navigables; droit de pêche; conflit. — (Boutillier.) — ( <i>Notice.</i> ) . . . . .	1287	V	251
15 décemb.	Petite voirie; alignement. — (Duffo.) . . . . .	1288	V	254
16 décemb.	Chemin de fer; stationnement des trains. — (Chemin d'Orléans.) . . . . .	1289	V	256

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1864				
16 décemb.	Petite voirie; alignement; plan modifié. — (Mottu-Pétillant.) . . . . .	1290	V	257
16 décemb.	Entrepreneur; régie; augmentation des prix. — (Nercam.) . . . . .	1291	V	261
16 décemb.	Entrepreneur; déblais; prix nouveau. — (Nercam.) . . . . .	1292	V	264
16 décemb.	Usines; indemnité; intérêts. — (Gillet.) . . . . .	1293	V	267
17 décemb.	Chemin de fer entre les mines de Portes et la ligne de Brioude à Alais. — Concession : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	1174	IV	674
	2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .			675
21 décemb.	Expropriation; indemnité alternative. — (Haentjens.) . . . . .	1294	V	269
22 décemb.	Ports; lestage et délestage. — (Lemoine.) . . . . .	1295	V	271
24 décemb.	Budget de 1864. — Virement de crédits. . . . .	1175	IV	679
( <sup>o</sup> )	Personnel. — Décorations; nominations; décisions diverses; retraites; décès. . . . .	1177	IV	681
( <sup>o</sup> )	Classement des routes impériales. — Dates et extraits des décrets y relatifs. . . . .	1178	IV	687
( <sup>o</sup> )	Classement de routes départementales. — Dates et extraits des décrets y relatifs. . . . .	1179	IV	688
27 décemb.	Expropriation; offres tardives. — (Conturier.) . . . . .	1296	V	273
1865				
4 janvier.	Budget de 1864. — Fonds de concours. . . . .	1234	V	120
6 janvier.	Expropriation au-delà des alignements; traité entre une ville et un entrepreneur; réclamations des tiers; compétence. — (Ardoin.) . . . . .	1319	V	323
6 janvier.	Indemnités; travaux en rivière; suppression d'un port. — (Joanne-Rousseray.) . . . . .	1320	V	338
6 janvier.	Canal de l'Oureq; revendication d'attributions. — (Préfet de la Seine.) . . . . .	1321	V	340
6 janvier.	Chemins de fer; transports de la guerre; gratuité. — (Chemin de ceinture.) . . . . .	1322	V	342
6 janvier.	Expertise; irrégularité prétendue. — (Raynaud.) . . . . .	1323	V	345
6 janvier.	Expertise obligatoire; dommages. — (Déthire.) . . . . .	1324	V	348
11 janvier.	Expropriation; significations; jonction d'affaires. — (Menet et Masson.) . . . . .	1325	V	349
11 janvier.	Expropriation; locataire; intervention. — (Montferrand.) . . . . .	1326	V	350
13 janvier.	Dessèchements et endiguements; terrains dépendant de deux syndicats. — (Marais de la Gironde.) . . . . .	1327	V	351
13 janvier.	Dessèchements; choix des syndics. — (Marais de la Gironde.) . . . . .	1328	V	353
13 janvier.	Indemnité; dommage connexe à une expropriation. — (Gonsaud.) . . . . .	1329	V	354
13 janvier.	Tierce expertise; irrégularité. — (Cabanes.) . . . . .	1330	V	357
13 janvier.	Usines; règlement; usiniers copropriétaires d'un canal. — (Speulé.) . . . . .	1331	V	359



Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros.		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1865.				
13 janvier.	Roulage; défaut de plaque; responsabilité. — (Maignac.) . . . . .	1332	V	361
14 janvier.	Pêche fluviale. — Désignation des rivières navigables dans les départements annexés. . . . .	1235	V	121
14 janvier.	Indemnités; corrosions d'un fleuve; préjudice futur. — (Chemin de fer du Midi.) . . . . .	1333	V	363
14 janvier.	Eclairage au gaz; autorisation révoquée; indemnité. — (Ville de Marseille.) — (Notice.) . . . . .	1334	V	367
14 janvier.	Ports; frais d'éclairage. — (Commune de l'Iérin.) . . . . .	1335	V	373
14 janvier.	Pavage; contribution des riverains; rues de Paris. — (Pénicaud.) . . . . .	1336	V	374
16 janvier.	Expropriation; jury; liste annuelle. — (Jégo.) . . . . .	1337	V	377
20 janvier.	Expropriation amiable; dommage ultérieur; compétence. — (Baudelin.) . . . . .	1338	V	377
20 janvier.	Péage; interprétation d'une ordonnance royale; compétence. — (Ponts de Lyon.) . . . . .	1339	V	380
20 janvier.	Expertise; récusation. — (Moreau-Marié.) . . . . .	1340	V	382
21 janvier.	Budget de 1864. — Fonds de concours. . . . .	1236	V	124
23 janvier.	Expropriation; jury; visite de lieux. — (Lieutaud.) . . . . .	1341	V	384
25 janvier.	Chaudières à vapeur. — Rapport et décret. . . . .	1237	V	125
27 janvier.	Chemins de fer; contribution foncière; patente. — (Chemin de Paris à Lyon.) . . . . .	1342	V	385
27 janvier.	Chemins de fer; contribution des portes et fenêtres. — (Chemin de l'Ouest.) . . . . .	1343	V	386
27 janvier.	Syndicat; composition irrégulière; action en justice. — (Canal de Crillon.) . . . . .	1344	V	387
27 janvier.	Expertise obligatoire; dommages. — (Ducoudré.) . . . . .	1345	V	390
30 janvier.	Expropriation; dommage éventuel. — (Chemin de fer Victor Emmanuel.) . . . . .	1346	V	393
30 janvier.	Expropriation; hypothèque. — (Sicre.) . . . . .	1347	V	394
30 janvier.	Expropriation; indemnité de dépréciation. — (Muiron.) . . . . .	1348	V	395
31 janvier.	Canaux; droits de navigation; laissez-passer. — (Circulaire.) . . . . .	1251	V	156
7 févr.	Expropriation; indemnité; allocation de matériaux. — (Chatelain.) . . . . .	1349	V	397
7 févr.	Expropriation; pourvoi en cassation. — (Babaz.) . . . . .	1350	V	398
8 févr.	Expropriation; dépréciation ultérieure. — (Maigre.) . . . . .	1351	V	399
8 févr.	Contravention; prescription. — (Dussol d'Héraud.) . . . . .	1352	V	400
9 févr.	Indemnités; détournement d'une source. — (Ville de Nevers.) — (Notice.) . . . . .	1353	V	403
9 févr.	Recours contre une décision ministérielle; chose jugée. — (D'Andigné de Resteau.) — (Notice.) . . . . .	1354	V	408
9 févr.	Expropriation partielle; servitude <i>altius non tollendi</i> . — (Letessier-Delaunay.) . . . . .	1355	V	413
9 févr.	Usines; dommages et plus-value. — (Le Prestre.) . . . . .	1356	V	416
9 févr.	Usines; décret réglementaire; demande en révision. — (Commune de Chalette.) . . . . .	1357	V	419
9 févr.	Indemnités; dommages. — (Crié.) . . . . .	1358	V	420

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1865				
9 févr.	Chemins vicinaux; classement. — (De la Broue.).	1359	V	422
10 févr.	Routes; fossés. — (Marais des Queyries.) . . . . .	1360	V	424
10 févr.	Indemnités; dommages; plus-value. — (Thurel.).	1361	V	427
10 févr.	Rivières; maison sur un pont; existence légale. — (Guérard Deslauriers.) . . . . .	1362	V	430
10 févr.	Alignements; pouvoir du Préfet. — (Sanmartin). — (Notice.) . . . . .	1363	V	433
10 févr.	Indemnités; dommage éventuel. — (Moreau.) . .	1364	V	439
10 févr.	Indemnités; dommages et plus-value. — (Ville de Nantes.) . . . . .	1365	V	441
10 févr.	Pavage des rues de Paris; contribution, com- munes annexées. — (Bayeux.) . . . . .	1366	V	444
10 févr.	Chemins vicinaux; question de propriété. — (Massé.) . . . . .	1367	V	447
10 févr.	Procédure; délai du pourvoi. — (Gilliard.) . .	1368	V	449
11 févr.	Petite voirie; écoulement des eaux; arrêté. — (Monnot.) . . . . .	1369	V	451
17 févr.	Alignements; avancement des maisons riveraines; cession de terrain. — (Bonnevaine.) . . . . .	1370	V	452
17 févr.	Canaux d'irrigation; taxes extraordinaires; con- flit. — (Canal de Carpentras.) . . . . .	1371	V	454
17 févr.	Usine; suppression; fermier. — (Vielle.) . . . .	1372	V	460
17 févr.	Indemnités; transaction; interprétation. — (De- wals.) . . . . .	1373	V	463
17 févr.	Indemnités; dommages connexes à une expro- priation; compétence. — (Poncet.) . . . . .	1374	V	464
17 févr.	Chemins de fer; patente. — (Chemin de Paris à Lyon.) . . . . .	1375	V	466
20 févr.	Péage sur pont; hypothèque. — (Rolland.) . . .	1376	V	467
22 févr.	Expropriation; indemnité; compétence. — (Mel- nadier.) . . . . .	1377	V	468
23 févr.	Roulage; charretier. — (Gruz.) . . . . .	1378	V	470
24 févr.	Extraction de matériaux; indemnité. — (Chemin de fer d'Orléans.) . . . . .	1379	V	471
24 févr.	Extraction de matériaux; autorisation; interpré- tation. — (Watel.) . . . . .	1380	V	473
24 févr.	Indemnités; dommages indirects. — (Lac de Nantua.) . . . . .	1381	V	475
24 févr.	Indemnités; dommages postérieurs à l'expropria- tion; conflit. — (Roger.) . . . . .	1382	V	477
24 févr.	Expertise; avis conforme des experts; tierce ex- pertise. — (Chemin de fer du Nord.) . . . . .	1383	V	479
24 févr.	Usines; pouvoir réglementaire. — (Damay.) . . .	1384	V	482
24 févr.	Pensions; maximum. — (Sage.) . . . . .	1385	V	486
25 févr.	Budget de 1865; report de crédits. . . . .	1238	V	138
1 <sup>er</sup> mars.	Chaudières à vapeur; envoi d'un décret régle- mentaire. — (Circulaire.) . . . . .	1252	V	157
2 mars.	Roulage; éclairage des voitures. — (Baillemont.).	1411	V	557
2 mars.	Chemin public; preuve. — (Crouzier.) . . . . .	1412	V	558

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1865				
4 mars.	Budget de 1864; fonds de concours . . . . .	1230	V	139
4 mars.	Budget de 1864. Fonds de concours . . . . .	1240	V	140
4 mars.	Pavage des communes; répartition des dépenses. — (Ville du Mans). . . . .	1413	V	559
8 mars.	Chemin de fer de la Bassée à Lille. Embranchement sur Béthune; concession. . . . .	1241	V	142
8 mars.	Cours d'eau non navigables; circulation des rivières. — (Frichot). . . . .	1414	V	562
10 mars.	Indemnités; dommages indirects; dommages éventuels. — (Puyo). . . . .	1415	V	564
11 mars.	Touage sur chaîne dans la Loire, entre Angers et la mer : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	1242	V	143
	2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .	"	"	144
11 mars.	Petite voirie; alignements; voie projetée. — (Allouard). . . . .	1416	V	566
14 mars.	Expropriation; procès-verbaux. — (Sénat). . . . .	1417	V	567
14 mars.	Expropriation; production des pièces; visa. — (Monbrun). . . . .	1418	V	568
15 mars.	Expropriation; intervention; droit de propriété. — (Delair). . . . .	1419	V	569
18 mars.	Chemin de fer des mines de Commentry au canal du Berry. — Embranchement à la ligne de Montluçon à Moulins; concession. . . . .	1243	V	148
18 mars.	Pensions; ingénieurs; ordonnance de 1840. — (Fénéon). . . . .	1420	V	570
18 mars.	Indemnités; dommages indirects. — (Chemin de fer de Paris à Lyon). . . . .	1421	V	573
23 mars.	Cours d'eau; curage; contravention; compétence. (Boitel). . . . .	1422	V	575
23 mars.	Cours d'eau; frais d'entretien; délai des réclamations. — (Petit-Jean). . . . .	1423	V	576
23 mars.	Procès-verbaux de contravention; enregistrement; délai. — (Delaplace). . . . .	1424	V	579
24 mars.	Chemins de fer; patente. — (Chemin de fer du Nord). . . . .	1425	V	581
24 mars.	Fils électriques sur une maison; indemnité. — (Arnould). . . . .	1426	V	582
25 mars.	Roulage; éclairage des voitures. — (Frébillot). . . . .	1427	V	583
25 mars.	Chemins vicinaux; dégradation; subvention. — (Chemin de fer de Lyon à la Méditerranée). . . . .	1428	V	584
27 mars.	Rivières navigables; règlement préfectoral; contravention. — (Blin). . . . .	1429	V	586
29 mars.	Pensions. Crédit d'inscription pour 1865. . . . .	1244	V	149
31 mars.	Chemins vicinaux; alignements partiels. — (Poncelet). — (Notice). . . . .	1430	V	590
31 mars.	Chemins de fer; matières inflammables; zone prohibée. — (Navet). . . . .	1431	V	95
3 avril.	Expropriation; indemnité; valeur indéterminée. — (Lebreton). . . . .	1432	V	597

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1865.				
7 avril.	Usines; chômages; indemnités. — (Batault.). . .	1433	V	598
7 avril.	Usines; chômages; indemnités. — (Usiniers de l'Oise.). . . . .	1434	V	601
7 avril.	Extraction de matériaux; indemnité. — (Chemin de fer du Nord.). . . . .	1435	V	608
8 avril.	Chemin de fer de Pithiviers à la ligne de Corbeil à Montargis; concession définitive. . . . .	1245	V	150
8 avril.	Chemin de fer de Pithiviers à Orléans; concession définitive. . . . .	1246	V	151
8 avril.	Voûte sur un cours d'eau; propriété; conflit. — (Ville de Bordeaux.). . . . .	1436	V	611
8 avril.	Canal d'irrigation; dommages; conflit. — (Canal Alarie.). . . . .	1437	V	614
12 avril.	Budget de 1864. Fonds de concours. . . . .	1247	V	152
15 avril.	Canal de Vitry à Saint-Dizier. — Prêt à l'Etat pour les travaux. . . . .	1248	V	153
15 avril.	Budget de 1865. — Report de crédits. . . . .	1249	V	154
20 avril.	Usines et prises d'eau; curage des biefs de retenue; clause de suppression sans indemnité. — (Circulaire.). . . . .	1253	V	162
22 avril.	Chemin de fer des mines de Fléchinelle. — Prorogation du délai d'exécution. . . . .	1250	V	155
22 avril.	Rivières navigables; berges; frais d'entretien et de nettoyage; latrines. — (Ville de Paris.). . .	1460	V	677
22 avril.	Usines; existence légale. — (Chemin de fer de Paris à Lyon.). . . . .	1461	V	679
22 avril.	Irrigations; concession ancienne de prise d'eau; interprétation. — (Canal de Craponne.). . . .	1462	V	681
22 avril.	Pensions; infirmités. — (Millart.). . . . .	1463	V	686
22 avril.	Entrepreneur; réception définitive; chose jugée. — (Commune d'Aix-en-Othe.). . . . .	1464	V	688
22 avril.	Indemnités; dommages; tierce expertisc. — (Pellion.). . . . .	1465	V	689
22 avril.	Indemnités; dommages. — (Turban.). . . . .	1466	V	691
24 avril.	Cours d'eau non navigables; curage; maire; préfet. — (Chauveau.). . . . .	1467	V	693
24 avril.	Indemnités; dommages. — (Commune de Vendennes.). . . . .	1468	V	695
26 avril.	Indemnités; suppression de servitude; compétence. — (Lebaudy.). . . . .	1469	V	696
3 mai.	Pont en maçonnerie sur la Vézère; au Gourd-de-l'Arche (Corrèze et Dordogne): 1° Décret. . . . .	1297	V	275
	2° Cahier des charges. . . . .	"	"	276
3 mai.	Canal de navigation entre Machecoul et Saint-Même (Loire-Inférieure); concession: 1° Décret. . . . .	1298	V	276
	2° Cahier des charges. . . . .	"	"	277
3 mai.	Rivières. — Déclassement de la Bar. . . . .	1299	V	281

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1865				
3 mai.	Budget extraordinaire de 1864. — Fonds de concours. . . . .	1300	V	282
5 mai.	Salubrité, assainissement d'un fossé; pouvoir du maire. — (De Montailleur.). . . . .	1470	V	698
5 mai.	Alignements; chemins ruraux; clôture. — (De Montailleur.). . . . .	1471	V	700
5 mai.	Alignements; chemins ruraux; pouvoir du maire. — (Gibaud.). . . . .	1472	V	701
5 mai.	Chemin sur deux communes; suppression partielle. — (Fontaine.). . . . .	1473	V	703
5 mai.	Rivières navigables; constructions non autorisées. (Mallet.). . . . .	1474	V	704
8 mai.	Expropriation; alluvions d'un fleuve. — (Compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée.). . . . .	1475	V	706
8 mai.	Expropriation; visite des lieux; décision du jury; publicité. — (Murat.). . . . .	1476	V	708
11 mai.	Petite voirie; alignements. — (Pierlay.). . . . .	1477	V	709
16 mai.	Expropriation; utilité publique d'un boulevard; changement de tracé. — (Grangeneuve.). . . . .	1478	V	710
17 mai.	Chemin de fer de Limoges à Brives. — Concession définitive. . . . .	1301	V	283
17 mai.	Chemins de fer de Paris à Lyon et de Lyon à la Méditerranée. — Autorisation de n'exécuter qu'une seule voie sur certaines sections. . . . .	1302	V	284
17 mai.	Indemnités; dommages; conflit. — (Ville de Paris.). . . . .	1479	V	712
19 mai.	Usines; règlement; recours. — (Jacob.). . . . .	1480	V	713
19 mai.	Cours d'eau; taxes de curage. — (Constantin.). . . . .	1481	V	716
19 mai.	Cours d'eau non navigables; marchepied; excès de pouvoir. — (Daire.). . . . .	1482	V	718
19 mai.	Entrepreneur; demande en résiliation. — (Ruelle.). . . . .	1483	V	720
20 mai.	Chemin de fer; tarifs; perception illégale. — (Poussin.). . . . .	1484	V	722
22 mai.	Budget de 1865. — Fonds de concours. . . . .	1303	V	285
22 mai.	Cours d'eau; taxes de curage. — (Delaage.). . . . .	1485	V	725
22 mai.	Expropriation; nu propriétaire et usufruitier. — (Manivet.). . . . .	1486	V	728
22 mai.	Expropriation; litige sur le fond du droit. — (Guérin-Marais.). . . . .	1487	V	729
27 mai.	Rivières; navigabilité de la Chalaronne. . . . .	1304	V	286
27 mai.	Travaux publics; tunnel; eaux souterraines; conflit. — (Chemin de fer de Paris à Lyon.). . . . .	1488	V	731
27 mai.	Chemins de fer; entrepreneurs de messageries. — (Chemin de l'Ouest.). . . . .	1489	V	738
27 mai.	Indemnités; compensation de plus-value. — (Ville de Caen.). . . . .	1490	V	740
30 mai.	Expropriation; serment des jurés. — (Bancillon.). . . . .	1491	V	741
30 mai.	Expropriation; indemnité; moulin. — (Salvan.). . . . .	1492	V	742

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1865.				
31 mai.	Loi relative à la pêche. . . . .	1305	V	287
31 mai.	Expropriation; compagnie concessionnaire; pour- suites à la requête du préfet. — (Granger- Chotard.). . . . .	1493	V	743
31 mai.	Expropriation; indemnité; matériaux. — (Langlois et Chabouillé.). . . . .	1494	V	744
1 <sup>er</sup> juin.	Conducteurs. — Frais de déplacement. — ( <i>Circu- laire</i> ). . . . .	1254	V	164
(*)	Personnel. — Décorations. — Nominations : élè- ves : classement; concours; destination; mis- sions. — Décisions diverses; retraites; décès. .	1255	V	160
(*)	Classement des routes départementales. . . . .	1256	V	179
7 juin.	Endiguements de la mer; préfet; excès de pou- voir. — (Palvadeau). . . . .	1495	V	746
7 juin.	Entrepreneur : avaries; force majeure. — Ren- chérissement des prix. — (Driot.). . . . .	1496	V	750
7 juin.	Indemnités; dommages; plus-value. — (Arlot). .	1497	V	754
7 juin.	Indemnités; dommages; plus-value. — (Auger). .	1498	V	756
7 juin.	Chemins de fer; entrée des voitures dans les gares. — (Leshats.). . . . .	1499	V	759
17 juin.	Chemin de fer de Toulouse à Auch. — Concession définitive. . . . .	1306	V	289
20 juin.	Usines; règlement ancien; clause de non-indem- nité. — (Lesquilbet.). . . . .	1500	V	763
20 juin.	Dessèchements. — Terrains imposés aussitôt après leur mise en valeur. — Propriétaires de l'île de Bouis. . . . .	1501	V	766
20 juin.	Entrepreneur; exécution d'un souterrain. — (Da- gicn). . . . .	1502	V	769
20 juin.	Indemnités; dommages; plus-value. — (Ville de Toulouse). . . . .	1503	V	778
20 juin.	Canaux; passage d'une charrette. — (Ségonne.). .	1504	V	782
21 juin.	Loi sur les associations syndicales. . . . .	1307	V	290
21 juin.	Loi relative au conseils de préfecture. . . . .	1308	V	295
23 juin.	Pavage des communes; taxes sur les propriétaires riverains. — (Ville de Vannes). . . . .	1505	V	786
28 juin.	Budget extraordinaire de 1865. — Fonds de con- cours. . . . .	1309	V	297
28 juin.	Budget extraordinaire de 1865. — Fonds de con- cours. . . . .	1310	V	298
1 <sup>er</sup> juillet.	Rectification des cotes de Jouhe et de Menotey (Jura). — Réduction de la durée du péage : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	1311	V	298
	2 <sup>o</sup> Traité. . . . .	1311	V	299
1 <sup>er</sup> juillet.	Chemin de fer de Lunel au Vigan. — Exécution facultative pour une seule voie. . . . .	1312	V	300
1 <sup>er</sup> juillet.	Chemin de fer de la Fosse-de-Castellane à la ligne d'Aubagne aux mines de Fuveau. — Concession : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	1386	V	488
	2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .			489

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1865.				
8 juillet.	Budget ordinaire de 1866. — ( <i>Extrait de loi.</i> ) . . . . .	1387	V	507
8 juillet.	Budget extraordinaire de 1866. — ( <i>Loi.</i> ) . . . . .	1388	V	508
8 juillet.	Budget de 1865. — Suppléments de crédits. — ( <i>Extrait de loi.</i> ) . . . . .	1389	V	509
10 juillet.	Chemin de fer de ceinture de Paris, rive gauche. — Concession. — ( <i>Loi.</i> ) . . . . .	1390	V	511
12 juillet.	Conseils de préfecture. — Mode de procéder. . . . .	1391	V	511
12 juillet.	Chemins de fer d'intérêt local. — ( <i>Loi.</i> ) . . . . .	1392	V	514
12 juillet.	Ponts de Lyon. — Rachat de péages. — ( <i>Loi.</i> ) . . . . .	1393	V	516
12 juillet.	Algérie. — Travaux publics; voies et moyens : 1 <sup>o</sup> Loi. . . . .	1394	V	516
	2 <sup>o</sup> Convention. . . . .			517
12 juillet.	Routes agricoles des Landes. — Dépenses d'entretien. — ( <i>Loi.</i> ) . . . . .	1395	V	519
14 juillet.	Port du Havre. — Bassin à flot; formes de radoub. — ( <i>Loi.</i> ) . . . . .	1396	V	519
18 juillet.	Chemin de fer de ceinture de Paris; rive gauche. — Concession : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	1397	V	521
	2 <sup>o</sup> Convention. . . . .			522
24 juillet.	Budget de 1864. — Virement de crédits. . . . .	1398	V	524
24 juillet.	Budget de 1864. — Fonds de concours. . . . .	1399	V	525
24 juillet.	Budget de 1865. — Fonds de concours. . . . .	1400	V	526
31 juillet.	Bassin de carénage sur la Garonne, à Lormont. — Autorisation. . . . .	1401	V	527
31 juillet.	Touage sur chaîne noyée, entre Condé et Conflans : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	1402	V	531
	2 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .			532
6 août.	Chemins de fer : de Valenciennes à la ligne de Saint-Quentin à Erquelines et à la ligne de Soissons à la frontière de Belgique. — Modification du tracé. . . . .	1403	V	536
6 août.	Chemin de fer de la banlieue sud de Marseille. — Concession : 1 <sup>o</sup> Décret. . . . .	1438	V	617
	2 <sup>o</sup> Convention. . . . .			617
	3 <sup>o</sup> Cahier des charges. . . . .			618
12 août.	Pêche. — Loi du 31 mai 1865. — ( <i>Circulaire.</i> ) . . . . .	1313	V	301
12 août.	Pêche fluviale : 1 <sup>o</sup> Circulaire. . . . .	1314	V	306
	2 <sup>o</sup> Projet de règlement. . . . .			308
12 août.	Associations syndicales. — ( <i>Circulaire.</i> ) . . . . .	1315	V	312
(*)	Personnel. — Décorations; nominations; décisions diverses; retraite. . . . .	1316	V	325
(*)	Classement des routes impériales. . . . .	1317	V	332
(*)	Classement des routes départementales. . . . .	1318	V	332
12 août.	Chemins de fer d'intérêt local. — ( <i>Circulaire.</i> ) . . . . .	1408	V	542

Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
(*)	Personnel. — Décorations; admission d'élèves; nominations; décisions diverses; retraites. . . . .	1409	V	550
(*)	Classement de routes départementales. . . . .	1410	V	555
26 août.	Chemin de fer de Bar-sur-Seine à Châtillon. — — Concession définitive. . . . .	1404	V	537
26 août.	Pêche. — Vérification des filets et des nasses. . .	1405	V	538
26 août.	Pont d'Argentat (Corrèze). — Rachat du péage. . .	1406	V	539
26 août.	Budget de 1865. — Suppléments de crédits. . . . .	1407	V	540
30 août.	Chemin de fer de Vitre à Fougères. — Concession: 1° Décret. . . . .	1439	V	626
	2° Convention. . . . .			627
	3° Cahier des charges. . . . .			627
18 septem.	Chemin de fer de raccordement entre les lignes de ceinture (rive droite) et Auteuil. — Con- cession définitive. . . . .	1440	V	637
18 septem.	Algérie. — Travaux publics; approbation d'une convention financière. . . . .	1441	V	638
18 septem.	Budget de 1865. — Fonds de concours. . . . .	1442	V	639
18 septem.	Budget extraordinaire de 1865. — Fonds de con- cours. . . . .	1443	V	641
25 septem.	Budget extraordinaire de 1865. — Fonds de con- cours. . . . .	1444	V	641
25 septem.	Budget de 1865. — Fonds de concours. . . . .	1445	V	641
21 octobre.	Budget extraordinaire de 1865. — Virement de crédits. . . . .	1446	V	643
21 octobre.	Budget extraordinaire de 1865. — Fonds de con- cours. . . . .	1447	V	643
21 octobre.	Budget extraordinaire de 1865. — Fonds de con- cours. . . . .	1448	V	644
28 octobre.	Budget ordinaire et extraordinaire de 1866. — Ré- partition des crédits par chapitres. . . . .	1449	V	645
3 novemb.	Budget extraordinaire de 1865. — Fonds de con- cours. . . . .	1450	V	647
3 novemb.	Police de la pêche. — (Circulaire.). . . . .	1455	V	665
4 novemb.	Chemin de fer sur la route impériale n° 6 entre Saint-Michel (Savoie) et la frontière d'Italie. — Autorisation : 1° Décret. . . . .	1451	V	647
	2° Cahier des charges. . . . .			648
17 novemb.	Associations syndicales. — Forme des enquêtes. .	1452	V	660
17 novemb.	Budget extraordinaire de 1865. — Fonds de con- cours. . . . .	1453	V	662
29 novemb.	Budget de 1865. — Report de crédits. . . . .	1454	V	663
2 décemb.	Associations syndicales. — (Circulaire.). . . . .	1456	V	667
2 décemb.	Rivières. — Déclassement d'une partie de la Rille. . . . .	1506	V	788
2 décemb.	Pêche. — Gratifications aux rédacteurs de procès- verbaux. . . . .	1507	V	789
2 décemb.	Budget de 1865. — Fonds de concours. . . . .	1508	V	790



Dates des décisions.	INDICATION DES MATIÈRES.	Numéros		
		des articles.	des volumes.	des pages.
1865				
2 décemb.	Budget extraordinaire de 1865. — Virement de crédits. . . . .	1509	V	791
12 décemb.	Chaudière à vapeur. — ( <i>Circulaire.</i> ) . . . . .	1457	V	669
(*)	Personnel. — Décorations; nominations; décisions diverses; décès. . . . .	1458	V	670
(*)	Classement des routes départementales. . . . .	1459	V	676
14 décemb.	Chemin de fer de Montrejeau à Bagnères-de-Luchon. — Concession définitive. . . . .	1510	V	792
14 décemb.	Chemins de fer de Besançon à Vesoul et à Gray, de Dijon à Langres, d'Auxerre à Nevers. — Autorisation de n'exécuter qu'une seule voie. . . . .	1511	V	793
14 décemb.	Chemin de fer de Lourdes à Pierrefitte. — Concession définitive. . . . .	1512	V	794
20 décemb.	Ponts de Lyon. — Rachat de péages. . . . .	1513	V	794
28 décemb.	Chemin de fer de Vassy à Saint-Dizier. — Concession : 1 <sup>re</sup> Décret. . . . . 2 <sup>e</sup> Convention. . . . . 3 <sup>e</sup> Cahier des charges. . . . .	1514	V	795 797 797
23 décemb.	Chemin de fer du Midi. — Incorporation des lignes de Graissessac à Béziers et de Carmaux à Albi. . . . .	1515	V	802
30 décemb.	Chemins de fer de Rouen à Amiens et d'Amiens à la ligne de Creil à Saint-Quentin. — Prorogation du délai d'exécution. . . . .	1516	V	804
30 décemb.	Budget de 1865. — Report de crédits. . . . .	1517	V	805
(*)	Personnel. — Nominations; décisions diverses; retraites; décès. . . . .	1518	V	806
(*)	Classement des routes impériales. . . . .	1519	V	811

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.

## DEUXIÈME TABLE.

### ANALYSE DES MATIÈRES PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

Le chiffre romain indique le volume, le chiffre arabe la page. Lorsque le chiffre arabe est seul, il faut se reporter, pour l'indication du volume, au chiffre romain précédemment exprimé.

#### A

**ACCIDENT.** Perte d'un bateau, II, 440. — Indemnité, IV, 47.

**ACQUIESCEMENT :**

- (1) Prétendu; taxe d'endiguement, I, 298.
- (2) Arrêtés. — Conclusions tendantes à l'exécution d'un arrêté sans réserve, II, 731. — Exécution volontaire d'un arrêté, I, 132. — Les arrêtés des conseils de préfecture statuant sur les contraventions en matière de grande voirie doivent être exécutés nonobstant tout recours. Ainsi le paiement d'une amende prononcée par un arrêté rendu par défaut, ne peut être considéré comme un acte d'exécution volontaire emportant acquiescement, 352.
- (3) Entrepreneur; prix supplémentaires offerts par le préfet, II, 10. — Régie, V, 261. — Résiliation, 57. — Réception et paiement des travaux exécutés par voie d'adjudication, III, 499. — Décompte, IV, 550.
- (4) Dommages, IV, 336, 460. — Réparation, II, 96. — Coproprié-

taire, III, 230. — Offres tardives d'indemnité, V, 273.

(5) Expertise. — Irrégularité, II, 466; III, 226.

(6) Expropriation. — Irrégularités de procédure, I, 123, 625; II, 282. — Poursuivie par le préfet au lieu de la compagnie intéressée, V, 743. — Jury; instruction collective; visite de lieux, 708. — Offres; vices de formes, III, 515. — Indemnité, IV, 41, 586. — Jury; visite de lieux, IV, 33; défaut de convocation, 835.

**ACTES ADMINISTRATIFS.** Voir Canaux, — Contrat.

(1) Intervenues dans le cours d'une instance judiciaire, II, 214.

(2) Contraires à une décision judiciaire; peuvent être l'objet d'un recours contentieux, 610.

(3) Actes anciens de concession d'usine relatés dans un acte de vente nationale; interprétation; compétence du conseil de préfecture, 735.

(4) Cadastre. — L'autorité judiciaire est compétente pour statuer sur une question de pro-

priété à l'appui de laquelle on invoque un cadastre, si la demande ne porte ni sur la teneur et la confection de ce cadastre, ni sur son maintien ou son changement, 225.

(5) Qui ne préjudicient pas au droit que les réclamants peuvent faire valoir devant l'autorité compétente, IV, 130, 157, 193, 520, V, 109.

(6) Recours non recevable. — Un particulier qui a contrevenu à un arrêté préfectoral et a été condamné pour ce fait à des peines de police par l'autorité judiciaire, n'est plus recevable à demander au conseil d'Etat l'annulation de cet arrêté comme entaché d'excès de pouvoir, III, 582. — Un arrêté du préfet ordonnant des mesures générales empruntées à un ancien arrêt du conseil relatif à la police des eaux ne peut être l'objet d'un recours contentieux au conseil d'Etat. Cet arrêté ne fait pas d'ailleurs obstacle à ce qu'un propriétaire pour contester l'application qui lui en serait faite, se pourvoie devant l'autorité compétente, III, 717.

(7) Appréciation. — La cour qui saisie d'une prévention en homicide par imprudence dirigée contre un chef de gare, examine certaines mesures prises par la compagnie de chemin de fer, en exécution de règlements administratifs, peut apprécier ces mesures au regard de la part de responsabilité qui pouvait résulter de leur exécution, sans violer le principe de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire, III, 276. — Le juge de police excède ses pouvoirs en décidant que le plan d'alignement auquel il au-

rait été contrevenu est inexact, III, 245. — Reconnaissance du caractère d'un chemin, compétence judiciaire, I, 124. — Interprétation demandée par le ministre, V, 681. — Interprétation de l'ordonnance de concession d'un pont; compétence du conseil d'Etat, 380. — Canal; interprétation en ce qui concerne les droits des tiers; incompétence judiciaire, IV, 286. — Il appartient à l'autorité judiciaire de prononcer sur les réclamations auxquelles peut donner lieu l'exécution d'une sentence arbitrale ordonnant des travaux pour prévenir ou réparer un dommage, II, 586.

#### ACTIONS :

(1) Actions des communes. — Le conseil de préfecture est valablement saisi par la communication que le préfet lui adresse, sur la demande du maire, de la délibération du conseil municipal décidant qu'une action serait intentée contre la partie adverse, IV, 559. — Est déclarée recevable l'intervention d'une commune demandant que la poursuite d'une contravention soit annulée, attendu que le fait qui y avait donné lieu s'était passé sur sa propriété et non sur une dépendance du domaine public, 117. — Le préfet agissant comme représentant les communes intéressées à un chemin vicinal, est recevable à intervenir devant le conseil d'Etat pour conclure au maintien d'un arrêté du conseil de préfecture, statuant sur une contestation relative à ce chemin, III, 495. — Expropriation; travaux communaux; offres faites par le préfet et non par le maire, III, 12. — Par un particulier

dans l'intérêt d'une commune. Décidé que le réclamant ne justifiait d'aucune qualité pour se plaindre de l'atteinte qui aurait été portée par l'arrêté préfectoral aux droits d'une commune, par l'autorisation donnée à l'usiner d'établir un aqueduc sur un chemin de cette commune, IV, 442.

(2) Actions des départements; qualité pour se pourvoir. — Le ministre des travaux publics n'a pas qualité pour se pourvoir contre un arrêté du conseil de préfecture statuant sur une demande en indemnité formée contre un département par un particulier à raison de dommages résultant de l'exhaussement d'une route départementale, IV, 43.

(3) Ayant cause. — Action à l'effet d'obtenir une indemnité à raison de dommages antérieurs à la vente d'un immeuble. Jugé que cette action appartient au vendeur en vertu d'une clause de l'acte de vente, III, 75. — Le propriétaire n'a pas qualité pour réclamer des indemnités au nom et du chef de ses locataires qui ne sont pas en cause, I, 114, 335. — Le propriétaire est sans qualité pour réclamer une indemnité au nom de ses locataires, à moins qu'il ne soit tenu lui-même d'indemniser le locataire, IV, 370, 66. — Rejet d'un pourvoi formé par un tiers au nom d'un contribuable sans justification d'un pouvoir régulier, I, 452. — Droit de l'acheteur à réclamer l'indemnité quand le vendeur lui a cédé ses droits à cet égard, IV, 374. — Dommage résultant de travaux de voirie nécessités par une con-

travention de voirie. — L'action en indemnité doit être exercée contre le contrevenant et non contre l'administration, IV, 374.

(4) Action possessoire intentée à raison de l'obstacle que des travaux de voirie apportent à l'accès d'une propriété riveraine; n'est pas recevable, II, 134. — Intentée dans le but d'obtenir non une réintégration de possession mais seulement une indemnité, I, 124. — Pour être maintenu dans la jouissance d'un franc-bord de canal; incompétence judiciaire, 523. — Une action possessoire n'est pas recevable, lorsqu'elle est motivée sur le trouble apporté à l'exercice d'une industrie par le mode de chauffage des locomotives, IV, 184. — Action possessoire pour être réintégré dans la jouissance d'un terrain vendu nationalement et confondu avec une place publique; recevabilité, III, 170. — Expropriation irrégulière, V, 214.

(5) Actions exercées par les concessionnaires ou les entrepreneurs ou dirigées contre eux. — Un concessionnaire de chemin de fer n'a pas qualité pour poursuivre en son nom, devant le conseil de préfecture, la répression des contraventions de grande voirie commises sur ce chemin, III, 48, 480. — Les compagnies de chemins de fer, en vertu d'une clause de leurs cahiers des charges, sont directement responsables envers les particuliers, des dommages causés par les entrepreneurs qu'elles se sont substituées dans l'exécution des travaux, III, 536. — Un concessionnaire de canal

n'a pas qualité pour poursuivre en son nom, devant les conseils de préfecture, la répression des contraventions de grande voirie commises sur ce canal, I, 117.

— Assignation donnée à une compagnie de chemin de fer dans la personne d'un chef de gare; peut être déclarée valable par le juge, I, 90.

- (6) ACTIONS diverses : Intérêts collectifs. — Gérant d'une société en commandite; action personnelle du gérant, III, 176. — Actions contre l'administration. — Bien que le devis mette le paiement des indemnités à la charge de l'entrepreneur, le département peut aussi être mis en cause de ce chef, comme responsable de la négligence apportée par ses agents dans la surveillance des travaux, III, 571. — Un préfet ne peut se pourvoir devant le conseil d'Etat à l'effet de revendiquer contre un ministre l'exercice de ses attributions, V, 340. — Action d'une compagnie de chemin de fer exercée par le préfet; expropriation; acquiescement des parties, 743. — Un décret au contentieux rendu entre une association syndicale de travaux d'endiguement et certains associés (décret annulant une décision de la commission spéciale relative au classement des terrains), ne pourrait être frappé d'opposition que par le syndicat; l'opposition individuelle de l'un de ses membres est non recevable, 221. — Un syndicat irrégulièrement composé ne peut agir en justice, 387. — Action d'un propriétaire à raison de dommages causés à ses locaux; fin de non recevoir, 9.

— Action civile exercée à l'égard d'une contravention prescrite, 76.

#### ADJUDICATION :

(1) Soumission éventuelle. — Un entrepreneur qui a vu la soumission d'un concurrent admise de préférence à la sienne, parce qu'elle présentait un rabais plus élevé, n'est pas recevable à demander plus tard à être déclaré adjudicataire de la même entreprise, en se fondant sur ce que le projet a été modifié et sur ce que les nouvelles conditions d'exécution et de rabais sont celles qui avaient été proposées par lui dans une soumission éventuelle produite lors de l'adjudication, III, 323.

(2) Modifications apportées à un projet. — Les modifications apportées par les ingénieurs aux dimensions d'un ouvrage compris dans une adjudication, ne peuvent soustraire l'administration à l'obligation d'en laisser l'exécution à l'adjudicataire. Celui-ci a le droit de réclamer une indemnité si l'ouvrage lui est retiré pour être confié à un autre entrepreneur. — Fixation de l'indemnité due dans l'espèce, V, 57.

ADRIAN, II, 493, V, 50.

AFFIRMATION de procès-verbaux. IV, 134, 432.

AGEN (ville d'), II, 242.

AGENTS des compagnies. — Voir Signification. — Agents d'une compagnie de chemin de fer; dommages aux personnes, recours contre la compagnie; compétence judiciaire, IV, 1. — Agents assermentés; service de la garde nationale; exemption, II, 703. — Agents de l'administration. — Dommages attribués

à leur négligence, responsabilité de l'administration, III, 571.

AIX-EN-OTHE (Commune d'), V, 688.

ALARIC (canal), V, 614.

ALBIGNY (ville de Saint-Pierre d'), IV, 416.

ALBOUY, III, 53.

ALGÉRIE. — Convention entre l'État et une société financière pour l'exécution de travaux publics, loi, V, 516. — Convention, 517. — Décret approuvant la convention, 638.

ALIGNEMENTS. — Voir Bâtiments menaçant ruine.

#### I. GRANDE VOIRIE.

(1) Alignements sur les routes impériales et départementales et sur les chemins vicinaux de grande communication. Pouvoirs conférés aux sous-préfets (loi), IV, 223. — Aucune disposition de loi n'autorise les sous-préfets à exercer les pouvoirs conférés aux préfets en matière de grande voirie, II, 223.

(2) Route empruntant une voie communale. — Quand une route impériale emprunte, dans une traverse, une partie seulement de la largeur d'une rue communale, les portions de cette rue, non comprises dans les limites de la route, ne sont pas soumises aux règlements de la grande voirie. — Il n'appartient pas à l'autorité préfectorale de statuer sur les demandes d'alignement formées par les propriétaires de maisons bordant la zone de terrain qui dépend de la petite voirie, II, 233. — Quand une route impériale emprunte l'une des rues d'une ville dans toute sa largeur, il appartient exclusivement au préfet de donner aligne-

ment aux riverains; le maire n'est pas fondé à revendiquer ce droit à l'égard de quelques maisons que le plan général a laissées en arrière des limites de la grande voirie en rectifiant sur quelques points le tracé de la rue. Il n'existe pas dans ce cas une voie municipale en dehors de la route. — L'alignement délivré par le préfet ne fait pas obstacle à ce que la commune réclame le prix de la parcelle de la voie publique cédée au riverains, 601.

(3) ALIGNEMENTS le long des voies navigables. Pourvoi de la compagnie des glaces de Saint-Gobain contre un arrêté du conseil de préfecture qui l'a condamnée à démolir sans indemnité des portions de bâtiments dont elle est propriétaire le long du canal de Saint-Quentin, et qui empiètent sur la largeur légale de la digue du canal; le dit pourvoi fondé sur ce que des lettres patentes, en vertu desquelles elle possède ces bâtiments, l'ont autorisée à les reconstruire sur leur emplacement. Rejet par le motif que cette prétention est contraire au sens des lettres patentes tel qu'il a été déterminé par un précédent décret, II, 697.

(4) Rue projetée. — Tant qu'un décret fixant les alignements d'une rue n'a pas été modifié par l'autorité compétente, le préfet ne peut refuser à un propriétaire l'autorisation de construire selon ces alignements en se fondant sur ce qu'un décret impérial (non encore suivi de l'arrêté préfectoral de cessibilité) a déclaré d'utilité publique l'ouverture d'une rue nouvelle qui doit entraî-

ner ultérieurement l'expropriation d'une partie du terrain sur lequel le propriétaire se propose d'élever des constructions. Décidé que le préfet, dans l'espèce, n'avait pas excédé ses pouvoirs, attendu que sa lettre au requérant n'exprimait pas un refus définitif, mais qu'elle contenait seulement des explications sur les conséquences du prolongement de la rue et des propositions en vue de l'acquisition de la propriété, III, 242. — Un simple projet d'alignement, non revêtu de l'approbation de l'autorité supérieure, ne justifie pas le refus du préfet de laisser réparer une maison en saillie sur l'alignement futur. Si le propriétaire a passé outre et a exécuté les réparations, le conseil de préfecture est fondé à ne pas ordonner la démolition des travaux; mais il doit condamner le propriétaire à une amende pour avoir contrevenu à l'arrêt du conseil du 27 février 1765, qui défend de réparer sans autorisation les bâtiments situés le long et joignant les voies publiques dépendantes de la grande voirie, V, 433. — Le préfet de la Seine excède ses pouvoirs lorsqu'il refuse à un propriétaire l'autorisation de construire sur un terrain situé dans l'emplacement d'une rue projetée, mais dont l'utilité publique n'a pas encore été déclarée, I, 420, II, 197.

- (6) Refus d'autorisation. — Le préfet en refusant à un propriétaire l'autorisation d'exécuter certains travaux à la façade de sa maison en saillie sur l'alignement, et le ministre, en approuvant cet arrêté, font, dans la limite de leurs

pouvoirs, un acte d'administration qui ne peut être l'objet d'un recours par la voie contentieuse, II, 483; V, 229.

- (6) Autorisation conditionnelle. — Interprétation de l'adhésion d'un particulier à un arrêté municipal qui l'autorisait à réparer les parties de sa propriété au devant desquelles le sol avait été abaissé, à la condition qu'il n'aurait aucun recours pour obtenir une indemnité. — Jugé que l'autorisation ne comportait pas la construction d'un perré extérieur excédant l'alignement, et que la suppression ordonnée par le tribunal de police du perron établi dans ces conditions ne donnait pas au propriétaire le droit de revenir sur sa renonciation à indemnité, IV, 64.

- (7) Modification. Conventions privées. Terrains vendus par une ville qui s'est engagée à maintenir certains alignements; interprétation du contrat; compétence judiciaire, IV, 463.

- (8) Elargissement de la voie publique. — En l'absence d'un plan général d'alignement approuvé par l'autorité compétente, le préfet a le droit de délivrer les alignements partiels le long d'un quai soumis au régime de la grande voirie; mais il ne peut donner ces alignements que suivant la limite actuelle de la voie publique et sans qu'il en résulte aucun élargissement de cette voie aux dépens de la propriété riveraine, V, 433.

- (9) Terrain retranché. — Recours pour excès de pouvoir contre un arrêté préfectoral, qui, par application de l'article 53 de la loi

du 16 septembre 1807, a mis les propriétaires riverains d'une rue supprimée, en demeure d'acquérir le terrain retranché de la voie publique et de construire à l'alignement, ou de subir l'expropriation de l'ensemble de leur propriété; le dit recours formé par des locataires des constructions existantes, qui se plaignent qu'en obligeant les propriétaires à démolir ces constructions, l'arrêté attaqué aurait amené l'expulsion des demandeurs et déterminé l'application d'une clause de leur bail qui les prive du droit de réclamer une indemnité dans le cas de reconstruction à l'alignement. — Rejet, l'arrêté préfectoral ne renfermant pas l'ordre de démolir, et ne faisant pas d'ailleurs obstacle à ce que les requérants portent devant l'autorité compétente leurs réclamations fondées sur l'inexécution, ou de la fausse application de leur bail, ou sur le dommage qu'ils entendraient faire résulter de l'exécution du décret d'alignement, V, 452.

- (10) Terrain entre la voie publique et une propriété bâtie; expropriation d'un riverain qui refuse d'acquérir; le jugement doit, à peine de nullité, viser en les indiquant, par leurs dates les pièces qui constatent le refus du propriétaire. La mention « vu la réponse négative du propriétaire » est insuffisante pour satisfaire au vœu de la loi, I, 392.
- (11) Démolition. Construction non autorisée, suppression ordonnée par le préfet avant la décision du conseil du préfecture, IV, 288. — Convention particulière. — Une décision ministérielle récla-

mant d'un particulier l'exécution de l'engagement qu'il a pris de démolir, sans indemnité, dans un cas déterminé, ses constructions situées le long d'une voie publique, ne statue pas sur la validité de l'engagement, et ne fait pas obstacle à ce que les contestations sur la portée de son exécution soient portées devant l'autorité compétente; elle ne peut dès lors être attaquée devant le conseil d'Etat pour cause d'incompétence, III, 544. — Démolition du mur de face. Peu importe que le propriétaire ait opéré cette démolition derrière une devanture de boutique. C'est avec raison que le conseil de préfecture le condamne à payer une amende et à démolir les travaux exécutés sur la partie retranchable, III, 565. — Marches en saillie. — Annulation pour excès de pouvoir de la disposition d'un arrêté préfectoral ordonnant que, faute par les propriétaires riverains d'une route impériale d'avoir supprimé dans un délai déterminé les marches d'escalier, bornes, descentes de caves et autres constructions établies devant leurs maisons en saillie sur la route, il y sera pourvu d'office et à leurs frais, III, 715.

- (12) Contraventions : constructions établies sans autorisation le long d'un quai. — Le propriétaire qui a élevé un mur et creusé des fondations joignant le quai d'une ville, dépendant de la grande



voirie, sans avoir obtenu l'alignement du préfet, commet une contravention de grande voirie qui doit être réprimée par application de l'arrêt de 1765, IV, 288. — Travaux confortatifs. — La réparation avec mortier de chaux et pierres d'un mur en saillie constitue un travail confortatif dont la démolition doit être ordonnée, III, 179. — Il en est de même de la construction d'un poitrail soutenu par plusieurs poteaux, après démolition du rez-de-chaussée d'une maison lézardée et menaçant ruine, III, 773. — Travaux non confortatifs. — Pourvoi d'un propriétaire contre un arrêté du conseil de préfecture qui l'a déclaré coupable de contravention pour avoir : 1° reconstruit un mur pignon aboutissant perpendiculairement à la façade de sa maison, qui forme saillie sur l'alignement d'une route départementale; 2° relié au moyen d'un tirant en fer, une panne de la toiture qui s'appuyait sur cette façade à un mur latéral à ladite façade. Annulation des condamnations prononcées, l'instruction établissant : 1° que le mur pignon n'est rattaché par aucun lien au mur de face; 2° que le tirant en fer, placé sous les pannes de la toiture à 1<sup>m</sup>.60 au-dessus du mur de face est fixé à un mur latéral intérieur; d'où la conséquence que la façade n'a pu être consolidée, V, 233. — Décidé que les travaux exécutés sans autorisation par un propriétaire au mur de face de sa maison formant saillie sur l'alignement d'une route départementale, n'étaient pas confortatifs, et qu'en consé-

quence il n'y avait pas lieu d'en ordonner la démolition (travaux consistant dans une ouverture de 4<sup>m</sup>.95 et dans la pose d'un linteau en sapin de 5<sup>m</sup>.10 de longueur et de 0<sup>m</sup>.30 d'épaisseur sur une largeur de 0<sup>m</sup>.28), 234. — Crépissage non confortatif. — Le propriétaire d'une maison en saillie qui fait exécuter un crépissage à sa façade, au lieu d'un simple badigeonnage qu'il était autorisé à faire, doit être condamné à l'amende. Les travaux n'étant pas confortatifs, dans l'espèce, décidé qu'il n'y avait pas lieu d'en ordonner la démolition, I, 81. — Le propriétaire d'une maison en saillie qui substitue sans autorisation à un mur de refend, une poutre établie sur deux colonnes en fonte et reposant par une de ses extrémités sur le mur de face, commet une contravention de grande voirie et doit être condamné à l'amende. La poutre n'ayant pas eu pour effet dans l'espèce de consolider le mur de face, décidé que la suppression n'en devait pas être prononcée, III, 190. — Amende prononcée par application de l'arrêt de 1765 contre un propriétaire qui a fait exécuter sans autorisation des réparations à la façade de sa maison joignant une route départementale. Dans une autre espèce, l'instruction n'établissant pas que les réparations aient été exécutées à la façade de la maison donna; t sur la route départementale, le propriétaire est renvoyé des fins du procès-verbal, III, 695. — Chemins de fer. — La zone de 2 mètres interdite aux constructions doit être comptée,

aux abords d'une gare en déblai à partir du mur de soutènement qui tient lieu du talus (le déblai formant la limite du chemin de fer. Les constructions établies sur le mur de soutènement lui-même constituent une contravention à quelque distance qu'elles se trouvent du rail extérieur, III, 649. — Traverse d'une ville ; la construction sans autorisation, dans le faubourg d'une ville, d'un mur contigu à une voie publique, classée comme une route départementale, ne constitue pas une infraction aux règlements municipaux de petite voirie sur les alignements, mais une contravention de grande voirie rentrant dans la juridiction du conseil de préfecture, V, 102. — Reconstruction d'un mur latéral. — Le propriétaire d'une maison sujette à reculement, qui fait reconstruire sans autorisation son mur mitoyen laissé à découvert par la mise à l'alignement de la maison voisine, doit être condamné à l'amende, mais la démolition de la portion de mur latéral reconstruite ne peut être ordonnée qu'autant qu'elle a eu pour résultat de consolider le mur de face, I, 137. — Les travaux intérieurs sur la partie retransmissible ne constituent pas une contravention, s'ils n'ont pas eu pour effet de réconforter directement ou indirectement le mur de face, I, 121. 341. — Annulation des condamnations prononcées contre un propriétaire qui avait effectué sans autorisation une reconstruction de plancher non confortative de la façade, 121. — Travaux antérieurs au règlement des alignements. — Des

travaux confortatifs exécutés à la façade d'une maison antérieurement au décret par suite duquel cette maison devient sujette à reculement, ne constituent pas une contravention, II, 617.

(13) Délai accordé pour rentrer dans l'alignement. — Le propriétaire d'un bâtiment en construction (dans l'espèce, le long de la digue de retenue des chasses d'un port), qui a obtenu un délai pour rentrer dans l'alignement n'a pas le droit d'élever jusqu'à l'expiration de ce délai, de nouvelles constructions faisant saillie sur l'alignement prescrit. Le conseil de préfecture doit ordonner la démolition de ces constructions et condamner le propriétaire à l'amende, IV, 380. — La disposition de l'article 4, § 2, du décret du 26 mars 1852, portant que vingt jours après le dépôt de ses plans et coupes au secrétariat de la préfecture, le constructeur pourra commencer ses travaux d'après son plan s'il ne lui a été notifié aucune injonction, n'a ni pour but ni pour effet, de modifier les règles établies en matière d'alignement, IV, 288.

(14) Condamnation prescrite. — Un arrêté du conseil de préfecture ordonnant la démolition d'une construction en saillie sur l'alignement d'une route est frappé de prescription, s'il s'est écoulé plus de trente ans depuis la date de sa signification qui n'a été suivie d'aucun acte d'exécution, IV, 407.

## II. Petite voirie.

(1) Approbation des plans. — Le préfet à qui appartient l'approbation des plans d'alignement adoptés par les conseils municipaux, a le droit d'y introduire des modifications. Mais si les changements indiqués par le préfet sont de nature à entraîner une augmentation de dépense de la commune, ils ne peuvent être prescrits sans le consentement du conseil municipal, III, 609.

(2) Chemins vicinaux de grande communication; traversée des villes. — Le préfet, à l'exclusion du maire, est chargé de donner l'alignement et l'autorisation d'élever une construction sur un chemin vicinal de grande communication dans la traversée des villes, III, 206. — La démolition de travaux exécutés sans autorisation sur les chemins de grande communication ne peut être ordonnée que par les conseils de préfecture, 338. — Excédant de largeur. — Lorsque le règlement général relatif aux chemins vicinaux d'un département, fixe leur largeur maximum et détermine sous quelles conditions cette largeur pourra être augmentée dans la traversée des villes, bourgs et villages, c'est à tort que le préfet délivre un alignement partiel ayant pour effet de donner au chemin un excédant de largeur sans que les conditions réglementaires aient été remplies, I, 104.

(3) Chemins ruraux. — Les chemins ruraux ne sont pas régis par l'édit de 1607. Il n'y a donc pas contravention par celui qui a construit sur un chemin rural

sans avoir préalablement obtenu l'autorisation, pourvu toutefois qu'il n'y ait pas d'arrêté municipal à cet égard, III, 837. — L'édit de décembre 1607 ne régit exclusivement que les rues et les places des villes, bourgs et villages; il est donc inapplicable aux chemins ruraux, sur lesquels on peut construire, sans autorisation de l'autorité municipale, à moins qu'un arrêté spécial de cette autorité ait été pris à ce sujet, II, 500. — Les chemins ruraux ne sont régis, quant aux constructions à élever ou plantations à y faire, ni par l'édit de 1607, ni par la loi de 1836, sur les chemins vicinaux; l'arrêté municipal qui interdit de construire ou de planter sans autorisation le long d'un chemin rural, donne lieu, en cas d'infraction, à l'application d'une amende, mais n'a pas pour effet de frapper les propriétés riveraines de la servitude *non ædificandi*, II, 436. — Les terrains qui bordent des chemins purement ruraux ne sont pas assujettis à l'obligation du reculement; la demande d'alignement faite par le propriétaire, au lieu d'une demande d'autorisation, ne modifie pas son droit à cet égard. Dans de telles circonstances, un sursis devant l'autorité administrative pour faire déterminer le caractère du chemin, est sans objet et a pu être refusé, 741.

(4) Question de propriété. — Il appartient à l'autorité judiciaire de statuer sur les prétentions respectives d'une commune et d'un particulier à la propriété d'un terrain compris parmi les places publiques de la commune dans

- le plan général d'alignement homologué par un décret, prétentions qui s'appuient sur des titres de droit commun, tels que : actes de partage, actes notariés, IV, 291. — Le préfet excède ses pouvoirs en décidant que le terrain litigieux faisait partie de la voirie urbaine avant le décret d'alignement, en vertu d'un acte de partage intervenu entre la commune et le propriétaire, et que l'indemnité de dépossession doit être calculée sur la valeur dudit terrain à l'époque de ce partage, 291. — Interprétation du décret réglant les alignements des rues d'une ville pour la solution d'un litige pendant devant l'autorité judiciaire entre deux particuliers, au sujet de la possession et de l'usage d'une ruelle. Décidé que le plan approuvé ne comprenait pas la partie de la ruelle, objet de la contestation, I, 273.
- (5) Pouvoirs du maire. — En dehors d'un plan régulièrement arrêté, les alignements délivrés par le maire ne peuvent avoir pour effet de procurer l'élargissement de la voie publique, II, 625. — En l'absence d'un plan d'alignement régulièrement approuvé, aucune disposition de loi n'autorise le maire à refuser aux propriétaires riverains d'une voie publique, la permission d'élever de nouvelles constructions sur l'alignement d'un bâtiment qui a cessé d'exister. L'arrêté municipal contenant ce refus doit être annulé pour excès de pouvoir, V, 701. — Clôture. Le maire excède ses pouvoirs en prescrivant à un particulier de clore sa propriété sur l'alignement d'une voie publique qui n'est située ni dans une ville ni dans le faubourg d'une ville, V 700. — Autorisation verbale. Un simple alignement verbal donné par le maire ne peut légalement suppléer à la demande d'alignement prescrite par arrêté municipal pour toute construction à faire sur un chemin rural; l'autorisation et l'alignement doivent être écrits et antérieurs à l'exécution des travaux, IV, 154.
- (6) Propriété non contiguë à la voie publique. — Le juge de police qui constate, en fait, que le terrain du prévenu est une propriété privée qui ne confine point à la voie publique actuelle et qui ne se trouve pas compris dans un plan soit général, soit local, d'alignement, décide à bon droit que ce terrain n'était pas soumis à l'application des principes qui régissent la petite voirie, II, 426.
- (7) Rue projetée. — Un arrêté préfectoral approuvant le plan des alignements des rues d'une commune, peut y comprendre des rues non encore ouvertes et à l'état de simple projet, en stipulant que les propriétés dont l'occupation est nécessaire ne seront pas assujetties aux servitudes de voirie avant que la commune ait été spécialement autorisée à en faire l'acquisition, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, III, 21. — Le propriétaire qui a cédé à une commune, pour l'élargissement d'une rue, un terrain sur lesquels élèvent des constructions, ne peut plus, sans autorisation, faire des travaux confortatifs, sous prétexte que la rue ne serait pas ouverte dans toute son étendue ou n'aurait pas atteint toute sa largeur régle-

mentaire, IV, 572. — Le propriétaire n'est pas tenu à demander une autorisation et un alignement lorsque sa construction ne joint pas une voie publique actuellement affectée à la circulation, mais un terrain simplement désigné par un plan général, même officiel, pour former plus tard une voie nouvelle, V, 566. — L'autorité municipale excède ses pouvoirs en fixant à un propriétaire l'alignement pour construire le long d'un prolongement d'une rue qui n'a pas été déclarée d'utilité publique et n'est encore qu'à l'état de projet, II, 598. — Le propriétaire qui veut élever une construction sur son terrain, non contigu à la voie publique, mais compris dans le prolongement de cette voie, n'est point tenu d'obtenir du maire l'alignement à suivre; cette obligation ne lui est imposée que lorsque ses terrains joignent la voie publique actuellement ouverte et livrée entièrement au public, 26. — Le décret qui déclare l'utilité publique du prolongement d'une rue n'a pas pour effet de soumettre immédiatement aux servitudes de voirie les propriétés comprises dans le tracé qu'il détermine. L'administration est tenue de procéder à l'égard de ces propriétés par la voie de l'expropriation. Dès lors, les propriétaires ne sont pas tenus de se pourvoir d'une permission pour réparer leurs constructions ou en élever de nouvelles dans l'emplacement ou le long de la rue projetée, 103. — L'imprescriptibilité du domaine public n'est pas applicable aux terrains sur lesquels des rues doivent être

ouvertes en exécution de plans arrêtés, lorsque ces terrains n'ont pas encore reçu la destination de voie publique par l'ouverture des rues elles-mêmes, 649.

(8) Badigeonnage des maisons. — Est illégal et non obligatoire l'arrêté municipal qui prescrit aux habitants ou possesseurs de maisons, de badigeonner au blanc de chaux ou autre couleur claire, toutes les murailles donnant sur la voie publique, et même celles donnant sur les jardins, II, 522.

(9) Toitures et couvertures. — L'édit de 1607, qui défend de réparer les murs de face des bâtiments donnant sur la voie publique, ne s'applique pas aux toitures et couvertures des maisons, II, 496.

(10) Exécution d'un arrêté; excès de pouvoir prétendu. — Lorsqu'au lieu de la démolition partielle d'un mur ordonnée par arrêté préfectoral, le maire fait procéder à une démolition totale, le propriétaire n'est pas fondé à déférer au conseil d'Etat, pour excès de pouvoir, cette infraction à l'arrêté préfectoral non plus que la lettre du ministre de l'intérieur qui fait connaître au réclamant dans quelles circonstances la démolition a eu lieu, III, 609.

(11) Arrêté modifié. — L'arrêté par lequel le préfet détermine un alignement, sur la demande d'un propriétaire, constitue, même sans notification pour le demandeur, un droit acquis à ne pas subir la démolition de sa construction conforme, même quand il aurait encouru l'amende pour avoir commencé ses travaux à

- une date antérieure et même quand un second arrêté est venu modifier le premier, V, 39. — Un alignement régulièrement délivré par le maire et suivi d'exécution confère au permissionnaire un droit qui ne saurait lui être retiré. Le préfet excède ses pouvoirs en prononçant l'annulation de l'arrêté municipal d'alignement, en décidant que cet acte sera remplacé par un nouvel arrêté et en enjoignant au permissionnaire de cesser immédiatement ses travaux et de démolir les parties déjà exécutées de ses constructions, 257.
- (12) Arrêté d'alignement; appréciation. — Le juge de police excède ses pouvoirs en décidant que le plan d'alignement auquel il aurait été contrevenu est inexact; saisi d'une poursuite dirigée contre un constructeur prévenu de n'avoir pas suivi l'alignement donné, et, par suite, d'avoir empiété sur la voie publique, ce juge de police ne doit pas se livrer à l'appréciation de cette pièce administrative, il doit prononcer la peine de la contravention, III, 245.
- (13) Arrêté annulé. — Si un arrêté municipal d'alignement, dont la violation a entraîné une condamnation à l'amende et à la démolition, est plus tard annulé par le préfet, le jugement antérieur, contre lequel il y a pourvoi régulier, se trouve sans base légale et doit être cassé sans renvoi, V, 63. — Plan annulé; décisions prises pour son exécution; indivisibilité. L'annulation de l'arrêté préfectoral qui homologuait le plan d'alignement d'une commune, entraîne celle de l'arrêté municipal qui a refusé à un propriétaire l'autorisation de faire des travaux à un bâtiment que ce plan désignait comme formant saillie sur la voie publique, III, 609. — Jugé qu'un particulier n'avait pas commis d'usurpation sur un chemin vicinal de grande communication, en reconstruisant sur ses anciennes fondations, ou en retraite de ces fondations, le mur de clôture de sa propriété le long dudit chemin. Annulation d'un arrêté par lequel le conseil de préfecture s'était fondé pour décider le contraire et prescrire la démolition du mur, sur un arrêté d'alignement partiel pris par le préfet postérieurement aux travaux et faisant application d'un plan général d'alignement qui n'existait qu'à l'état de projet dans la commune, V, 590. — Condamnation pour infraction à un arrêté annulé ultérieurement. La décision du conseil d'état qui annule un arrêté municipal d'alignement pour cause d'incompétence, entraîne l'annulation des condamnations auxquelles cet arrêté a servi de base, II, 630.
- (14) Elargissement de la voie publique. — Lorsqu'un plan général d'alignement fixe la largeur de la voie publique, le sol appartient de droit à cette voie et le propriétaire ne peut reconstruire ou réparer sa maison sans avoir demandé l'alignement; il n'y a pas lieu, dans ce cas, à l'expropriation; il n'en est pas du cas d'élargissement de la voie publique comme du cas d'ouverture d'une voie publique nouvelle, III, 207.
- (15) Durée d'une permission. —

Une autorisation de construire à l'alignement est valable pour un an et est périmée si les travaux n'ont pas été commencés dans ce délai, III, 206.

- (16) Contraventions : — Construction non autorisée; excuse. — Le propriétaire qui a entrepris, sans autorisation, des constructions ou réparations le long de la voie publique, ne peut être acquitté par ce motif que le mur réparé était dans l'alignement d'un premier plan général; à l'autorité municipale seule appartient la décision de cette question, 59. — La circonstance que les réparations ont été faites au premier étage et non au rez-de-chaussée, ne fait pas disparaître la contravention, III, 767. — Porte s'ouvrant du côté de la voie publique. L'ouverture d'une porte en dehors, sur la voie publique, établit une saillie qui apporte une entrave accidentelle à la libre circulation chaque fois que cette porte est ouverte. L'autorité municipale a le droit d'ordonner la fermeture de cette porte ou son ouverture à l'intérieur, et l'autorité judiciaire doit, par la répression, assurer l'exécution des arrêtés municipaux, IV, 211. — Grande voirie et voirie urbaine. En présence de deux arrêtés, l'un du maire qui refuse, l'autre du préfet qui autorise la réparation d'une maison, le juge de police ne peut surseoir à statuer sur la contravention prétendue, sous prétexte qu'il ne doit pas connaître de cette espèce de conflit. Il doit, pour constater sa compétence, rechercher, d'après la situation de l'immeuble, s'il est régi par les lois de la grande voi-

fie, comme joignant une route départementale, ou s'il est soumis seulement aux règlements de la voirie urbaine, IV, 323. — Travaux commencés avant l'autorisation écrite. La contravention est consommée et l'amende encourue par le fait que les travaux sont commencés à une date antérieure à l'autorisation écrite de l'autorité compétente. — Mais la démolition des travaux ne doit pas être ordonnée si l'on s'est conformé au véritable alignement, V, 34. — Contravention; preuve. Lorsque le procès-verbal de la contravention constate que le travail fait à un bâtiment, sur ou joignant la voie publique, était sujet à reculement, le juge de police ne peut, sans avoir établi la preuve contraire, décider que le terrain sur lequel le travail a été fait se trouvait en arrière de l'alignement, II, 211. — Jugement; disjonction. Le juge de police, saisi d'une contravention de voirie pouvant entraîner l'amende et la démolition, ne peut disjoindre son jugement, en prononçant l'amende par une première décision et en accordant un sursis sur la démolition jusqu'à décision de l'autorité compétente sur la question d'alignement. Il doit par un seul et même jugement, ou surseoir à statuer sur le tout, ou prononcer en même temps l'amende et la démolition, III, 776. — L'individu qui a clos son terrain par une palissade, sans en avoir obtenu l'autorisation, doit être condamné à l'amende; quant à la démolition, elle peut n'être prononcée que quand cette palissade a été élevée en usurpation sur la

voie publique; mais alors, dans l'incertitude de l'alignement, le juge de police doit surseoir à statuer sur la prévention entière; il ne peut prononcer l'amende et refuser de s'expliquer, quant à présent, sur la démolition, III, 350. — Bâtiment militaire. Les bâtiments militaires, non compris dans le terrain militaire d'une place de guerre, ne sont pas affranchis des obligations municipales relatives à la voirie, III, 567. — Travaux non confortatifs. Les travaux, même non confortatifs, opérés sans autorisation municipale, constituent une contravention quoiqu'ils n'entraînent pas démolition, V, 242. — exhaussement d'une construction. Le propriétaire prévenu d'avoir réparé sa maison sujette à reculement, contrairement à l'arrêté d'alignement qui lui a été donné, doit être condamné à l'amende et à la démolition des travaux indûment exécutés; il ne peut être affranchi de la démolition par ce motif qu'ayant fait des travaux de surélévation, ces travaux, loin d'être confortatifs, étaient une surcharge qui devait entraîner plus tôt la chute de la maison. En effet, d'une part, l'appréciation du caractère confortatif des travaux appartient exclusivement au maire; de l'autre, si le plan d'alignement n'est pas encore définitivement arrêté, c'est le cas d'ordonner un sursis, et le juge ne doit pas terminer définitivement le litige en dispensant de la démolition, IV, 139. — Mur latéral. Le propriétaire d'un terrain sujet à retranchement, qui, sans autorisation, clôt par un mur en retour d'équerre l'ouverture

sur la voie publique laissée par le reculement d'une maison voisine, encourt l'application de l'article 5 de l'édit de 1607, qui ne distingue pas entre les différentes natures de constructions, et de l'article 161 du Code d'instruction criminelle, qui exige, à titre de dommages-intérêts, la démolition de tout ouvrage irrégulier sur terrain retranchable. Il n'y a pas lieu de maintenir le mur, soit en vertu d'un arrêté du préfet, qui aurait reconnu qu'il n'est pas confortatif du mur de façade étranger au procès, soit en vertu de l'article 647 du Code Napoléon, qui ne dispense pas les clôtures sur la voie publique des prescriptions des lois spéciales, IV, 627. — Relèvement d'un mur écroulé. Il y a contravention dans le fait d'avoir, sans autorisation, superposé, sans ordre ni symétrie, des matériaux écroulés, sur les fondements mêmes d'un ancien mur en pierres sèches, sujet à reculement, V, 254. — Caractère confortatif; compétence. Le juge de police empiète sur les attributions administratives, en décidant si la pose de tuiles neuves sur un bâtiment sujet à retranchement, est un travail de pur entretien ou confortatif, V, 242. — Le juge de police est incompetent pour décider que les travaux de réparation faits à un édifice sur ou joignant la voie publique, sont ou ne sont pas confortatifs; à l'autorité administrative seule appartient une pareille décision, II, 211. — Travaux non autorisés; démolition. Le juge de police, après avoir condamné le prévenu à l'amende, peut se borner à ordonner que



les lieux seront rétablis dans leur état primitif; par là, il prescrit implicitement la destruction de tout ce qui a été nouvellement fait, et il laisse à l'autorité administrative le choix du mode d'exécution de la mesure ordonnée, I, 148. — La réparation d'une maison sujette à reculement, faite sans autorisation, donne lieu à l'application d'une amende et à la démolition des travaux. C'est à tort que le juge de police ordonne un sursis pour faire décider par l'autorité administrative si les travaux sont confortatifs ou non, III, 17. — Lorsqu'un bâtiment est sujet à reculement, le propriétaire ne peut faire opérer une réparation, spécialement un crépis à chaud et à sable, sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation. Le juge de police ne peut se refuser à ordonner la démolition de ces travaux sous le prétexte qu'ils ne sont pas confortatifs; c'est à l'autorité administrative seule qu'il appartient de décider cette question, III, 579. — Question préjudicielle. Le juge de police doit ordonner la démolition de toute construction élevée en empiètement sur la voie publique; il ne peut s'en dispenser en se fondant sur la bonne foi du prévenu, sur le peu d'importance des travaux, et sur ce que ces travaux n'étaient pas confortatifs, à moins cependant qu'il y ait doute sur l'alignement donné à la construction; dans ce cas, le juge doit surseoir à statuer jusqu'à décision de l'autorité administrative sur l'alignement, et non acquitter le prévenu, I, 122. — Cumul de peines. Un particulier poursuivi pour avoir,

sans demande d'alignement, établi les fondations d'un mur de clôture le long de la voie publique, peut être l'objet de nouvelles poursuites, s'il élève le mur projeté sur les fondations déjà commencées. Les deux faits constituent une double contravention donnant lieu à des condamnations distinctes, I, 354. — L'établissement, sans autorisation, au devant d'une maison donnant sur la voie publique, de marches en saillie sur l'alignement, rend le contrevenant passible d'une amende; la démolition du travail doit en outre être ordonnée à titre de réparation civile. C'est à tort que le tribunal de police prononce à raison de ce fait deux amendes contre le contrevenant: l'une pour le défaut d'autorisation, l'autre pour l'empiètement sur la voie publique, II, 622. — Démolition. Dans le cas de contravention à un arrêté d'alignement, la démolition des marches en pierre de taille qui font saillie sur la voie publique, doit être ordonnée par le jugement de condamnation. Nonobstant l'avis du conseil d'Etat du 31 juillet 1817, applicable exclusivement en matière administrative, le maire n'est pas tenu de sommer les contrevenants d'avoir à détruire les travaux faits en violation d'alignement, IV, 457. — Travaux intérieurs; clôtures. L'édit de 1607, interdisant toute construction, sans autorisation préalable, sur un terrain joignant la voie publique, comprend virtuellement toute construction, même à l'intérieur de l'édifice, dans la partie retranchable du bâtiment, alors même qu'il s'agirait de la

construction d'une clôture de la propriété, III, 378. — Le tribunal qui condamne à l'amende un propriétaire pour avoir construit, sans autorisation, sur la partie retranchable, doit en outre ordonner la démolition de cette construction; cette prescription est absolue, et la démolition doit être ordonnée, encore bien qu'il s'agisse d'une clôture à refaire par suite de la destruction d'une propriété voisine soumise à reculement, III, 698. — Mur latéral. En cas de réparation, sans autorisation, d'un mur joignant la voie publique et sujet à reculement, le juge ne peut dispenser le propriétaire de démolir la berge mal plantée, sous le prétexte arbitraire que le mur a été mis à jour et affaibli par la démolition d'une maison à laquelle il était adossé, V, 709. — Chose jugée. Le conflit ne peut être élevé dans une instance terminée par une décision judiciaire passée en force de chose jugée. Il y a lieu, en conséquence, d'annuler le conflit élevé contre un jugement par lequel un tribunal de police correctionnelle, saisi d'un procès-verbal dressé contre un particulier pour avoir exécuté, sans autorisation, des travaux confortatifs à une maison en saillie sur l'alignement d'une voie urbaine, renvoie le prévenu des poursuites par application de l'article 360 du Code d'instruction criminelle, en déclarant que les travaux incriminés forment un ensemble indivisible avec des travaux précédents qui ont été jugés ne constituer aucune contravention par une décision ayant acquis l'autorité de la chose ju-

gée. Le préfet revendique en vain pour l'autorité administrative, en cette circonstance, l'interprétation de l'ordonnance qui a approuvé le plan d'alignement, III, 751. — La construction ou la réparation, sans autorisation, d'un édifice sujet à reculement, constitue une contravention à laquelle on ne peut opposer l'exception de chose jugée qu'autant que le juge a déclaré que cette construction, simple continuation, au dire du prévenu, de travaux qui avaient fait l'objet d'une poursuite antérieure, formait un ensemble indivisible avec ces derniers travaux, 169. — Responsabilité pénale des entrepreneurs et ouvriers. Les entrepreneurs et ouvriers employés à l'exécution de certains travaux dont le juge du fait déclare qu'ils n'avaient en aucune façon la direction, peuvent être renvoyés de la contravention résultant de l'exécution de ces travaux, III, 567. — Contravention prescrite; action civile. Quand, faute de poursuite dans l'année, il y a eu prescription de la contravention résultant de la construction d'un mur en dehors de l'alignement, la commune n'a plus que l'action civile, et le maire ne peut, pour obtenir la démolition, rouvrir la voie de la poursuite en simple police par un arrêté spécial comme s'il s'agissait de la suppression autorisée par l'édit de 1607, des saillies sur la voie publique réputées de tolérance, V, 76.

ALIMENTATION d'eau dans Paris. Dérivation des sources de la Dhuis. Déclaration d'utilité publique, II, 140.

**ALLARD**, II, 40.

**ALLAUCH** (commune d'), III, 529.

**ALLOUARD**, V, 566.

**ALLOUIS** et **TRIPPIER**, I, 354.

**ALLUVION** (droit d'), V, 25, 706.

**ALPINES** (œuvre générale des), III, 240.

**ALRIC**, III, 550.

**AMENDE**. Voir Cumul de peines.

L'application de l'article 471, n° 15, du Code pénal ne rentre pas dans les pouvoirs attribués aux conseils de préfecture, II, 126. — Le conseil d'état peut seul, à l'exclusion du conseil de préfecture, abaisser au-dessous du minimum déterminé par la loi du 23 mars 1842, les amendes fixes établies par les anciens règlements de grande voirie, I, 81.

**AMIENS** (ville d'), IV, 578.

**ANDIGNÉ DE RESTEAU** (d'), II, 686.  
— V, 408.

**ANDLAU** (d'), I, 89.

**ANGLADE**, I, 81.

**ANGORIN**, IV, 459.

**ANSELIN**, I, 513.

**APPAREILS** à vapeur. Mesures réglementaires (circulaire), I, 67.  
— Chaudières en tôle d'acier fondu (circulaire), 249.

**APPAY**, II, 204.

**APPEL**. Voir Conseil d'état.

**APPROVISIONNEMENT** de matériaux.

Décision sur la quantité de matériaux approvisionnés dont l'administration devait tenir compte à l'entrepreneur. Jugé que l'entrepreneur n'avait pas droit aux quantités portées dans un décompte provisoire et qu'il ne justifiait pas de l'insuffisance du déchet de 1/10 pour les moellons après la mise en œuvre, II, 452.

**ARBRES**. Voir Plantations.

**ARCHITECTE**. Voir Honoraires, Malfaçons, Sous-traitant.

(1) Vices du projet. — L'architecte d'un édifice communal est responsable de l'insuffisance des moyens prévus au devis pour préserver un mur de l'infiltration des eaux, I, 374. — Vices de construction, 418.

(2) Travaux supplémentaires. — Confirmation d'un arrêté par lequel le conseil de préfecture a mis à la charge d'un architecte la dépense de travaux supplémentaires prescrits par cet architecte, dans le but de donner à un édifice des proportions plus considérables que celles qui étaient prévues au devis, I, 294. — L'engagement pris par un architecte envers une commune, en cours d'exécution d'une entreprise, de ne pas dépasser le devis, n'exonère pas l'entrepreneur de la responsabilité que le cahier des charges lui imposait à l'égard des travaux excédant les prévisions. Les réclamations de la commune, en ce qui touche ces travaux supplémentaires, doivent être dirigées d'abord contre l'entrepreneur, sauf le recours qu'elle peut exercer également contre l'architecte, s'il y a lieu, pour les cas prévus par la loi, I, 112.

(3) Il appartient aux conseils de préfecture de statuer sur les difficultés qui peuvent s'élever entre l'administration et les architectes, à raison de travaux publics, soit qu'il s'agisse de la préparation des plans et devis de ces travaux, soit qu'il s'agisse de l'exécution de ces plans et devis, III, 74. — Voir Honoraires.

(4) Expertise; incompatibilité, V, 382.

**ARCILLON**, V, 75.

**ARDENNES** (chemin de fer des), I, 423.

**ARDOIN**, V, 333.

**ARLOT**, V, 754.

**ARMANDIES**, III, 654.

**ARMENGAUD** (d'), I, 94.

**ARNOULD**, III, 211. — V, 582.

**ARNOUVILLE** (commune d'), IV, 188.

**ARRÊTÉ**. Voir Jugement.

**ARSON**, IV, 309.

**ARTIGUES**, I, 82.

**ASSIGNATION**. Voir Actions.

**ASSOCIATIONS syndicales**. Voir Syndicats.

**ASSURANCES** générales maritimes (compagnie d'), II, 440.

**AUBERT**, III, 259; IV, 550.

**AUBIER et JOYAT**, V, 243.

**AUDEBERT**, III, 329.

**AUDRIOT**, IV, 56.

**AUGER**, I, 135; V, 756.

**AUMONT-THIÉVILLE**, V, 236.

**AUVRAY**, III, 371.

**AUXONNE** (ville d'), II, 731.

**AVANCES**; intérêts, I, 440, 442.

— Avances à l'état pour des travaux publics, V, 153. — Allocation par l'article 24 des conditions générales, du quarantième des sommes avancées par l'entrepreneur pour salaires d'ouvriers employés à des travaux en régie, IV, 513.

**AVANT-MÉTRÉ**. Aux termes d'un devis, les quantités de déblais portées à l'avant-métré doivent servir de base à l'établissement du décompte, si l'entrepreneur n'a pas demandé la vérification des calculs de l'avant-métré dans le mois de son adjudication. L'entrepreneur forme cette demande dans le délai fixé, puis y

renonce et accepte le cube fixé par l'avant-métré. Les ingénieurs font néanmoins procéder à la vérification; mais les profils dressés par eux à cet effet ne l'ont pas été contradictoirement avec les entrepreneurs et n'ont pas été présentés à leur acceptation. Dans ces circonstances, le cube des déblais doit être fixé, non d'après ces profils, mais d'après les indications de l'avant-métré, III, 677.

**AVARIES**, entrepreneur. — Un entrepreneur qui a volontairement et à ses risques et périls préféré le transport des matériaux par bateaux à leur transport par terre, ne peut invoquer l'article 26 des clauses et conditions générales pour mettre à la charge de l'administration la perte de ces bateaux et de leur chargement, IV, 550. — Refus de tenir compte à l'entrepreneur de pertes imputables à sa négligence, 550. — Les cas de force majeure ne peuvent donner ouverture à indemnité au profit de l'entrepreneur, qu'autant qu'ils ont été signalés par lui dans les dix jours. S'il s'agit d'avaries causées par plusieurs inondations, le délai des réclamations court à partir de chaque inondation particulière. — L'entrepreneur ne peut échapper à la déchéance en soutenant que le dommage dont il se plaint consistait dans le retard provenant de l'ensemble des crues et n'a pu être constaté qu'à la fin des travaux, 537. — Refus de tenir compte dans l'allocation d'une indemnité pour pertes résultant d'une crue, de la valeur des matériaux laissés à l'abandon dans des endroits submer-

sibles, 513. — Demande d'indemnité à raison de matériaux perdus par suite d'éboulements survenus dans des dépôts au bord d'un fleuve, perte que l'entrepreneur attribue à un cas de force majeure ou à un travail exécuté en rivière par l'administration. — Rejet, l'instruction établissant que ces éboulements proviennent du défaut de solidité du sol dont l'entrepreneur a fait choix pour ces dépôts et à l'absence des précautions nécessaires pour prévenir les accidents, V, 261. — Demande d'indemnité à raison de pertes occasionnées à l'entrepreneur par des événements de force majeure.

— Rejet par application d'une clause spéciale du cahier des charges, de laquelle il résulte que les dommages qui seraient la conséquence de ces événements, ne peuvent servir de base à une réclamation par la voie contentieuse de la part de l'entrepreneur, 750.

AVEILLÉ, IV, 442.

AVENET, III, 582, 657.

AYANT CAUSE. *Voir* Actions. — Vente; obligation transmise à l'acheteur, V, 767. — Contravention; maître; domestique; intérêts distincts, 782. — *Voir* Responsabilité.

AYME, I, 387.

## B

BACQUEY, IV, 539.

BAIL. *Voir* Locataire. — Le propriétaire d'une prairie qui a intégralement touché le prix du fermage, n'a pas droit à une indemnité de dommage représentant une perte de jouissance, II, 277.

BAILLEMONT, V, 557.

BALAFRAY (syndicat des digues de), II, 496.

BALLEREAU, I, 294.

BANCILLON, V, 741.

BARBIER, I, 310.

BARDOUX, II, 662.

BARON, II, 206; III, 713, 776.

BARRAGE. *Voir* Contribution.

BARRAL, III, 713, 776.

BARRE-PIN, IV, 17.

BARRIÈRES DE DÉGEL. Décret, III, 456. — (Circulaire), 457. — Le particulier qui malgré la publication

d'un arrêté du sous-préfet prescrivant la fermeture des barrières de dégel, a fait circuler des voitures chargées et attelées de plusieurs chevaux sur un chemin vicinal de grande communication, doit être condamné à l'amende et à la réparation du dommage causé à la chaussée par ces transports, IV, 619.

BASTIEN, I, 374.

BATEAUX :

— Perte d'un bateau brisé contre un pieu de fondation d'un pont, II, 440. — Droit de circuler en bateau, sur les cours d'eau non navigables, V, 562. — Privation du droit d'amarrage et de stationnement sur une rivière navigable; réclamation d'indemnité; rejet, 338. — Stationnement de bateaux sur un canal; in-

terdiction aux abords d'un pont; question d'indemnité, II, 644. — Interdiction de laisser stationner les bateaux chargés de matières inflammables près des ponts suspendus; contravention; incompétence du conseil de préfecture, 109.

**BATEAUX A VAPEUR.** Mesures réglementaires (circulaire), I, 67. — Lorsqu'un bateau à vapeur, à la suite de réparations, a subi des changements dans ses conditions de navigabilité, le permis de navigation prescrit par l'article 8 de la loi du 21 juillet 1856 doit être renouvelé. — Dans le cas de réparations notables à la chaudière, la pression qu'elle peut supporter doit, conformément à l'article 10, être constaté par l'aposition d'un nouveau timbre d'épreuve. — L'inobservation des articles 8 et 10 fait encourir au directeur gérant de la compagnie une responsabilité pénale professionnelle inhérente à la nature même de l'entreprise. — Si la conduite de l'appareil moteur est confiée à un mécanicien non pourvu des certificats de capacité nécessaires, le directeur gérant ne peut échapper à la responsabilité pénale que lui impose directement l'article 12, sous prétexte que le choix des gens d'équipage appartient au capitaine : l'article 123 du Code de commerce ne peut restreindre les dispositions intéressant la sûreté publique de la loi de 1856, IV, 528.

**BÂTIMENTS menaçant ruine :**

(1) Rectification équivalant à démolition. Lorsqu'un arrêté prescrit, non la démolition d'une œuvre dangereuse pour la sû-

reté publique, mais des rectifications équivalant à cette démolition, le juge de répression peut, sans excès de pouvoir, ordonner la démolition; ce juge, dans ce cas, ne statue pas *ultra petita*, III, 657.

(2) Expertise. — Hors le cas de péril imminent, la démolition des maisons menaçant ruine, ne peut être ordonnée par l'autorité compétente qu'après qu'il a été procédé à une expertise contradictoire. — Annulation, pour excès de pouvoir, de deux arrêtés préfectoraux rendus sans l'accomplissement de cette mesure d'instruction, II, 473. — Sursis accordé par le conseil d'état sur l'avis du ministre de l'intérieur à l'exécution d'un arrêté préfectoral ordonnant la démolition d'une maison par mesure de sûreté publique, jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur le pourvoi formé contre cet arrêté par les parties intéressées, 40. — Les arrêtés ayant pour objet de prescrire la démolition des constructions qui présenteraient un péril pour la sécurité publique, ne peuvent être déférés au conseil d'état, qu'autant qu'ils auraient été pris sans qu'il ait été procédé à l'expertise ordonnée par les déclarations de 1729 et 1730, III, 609. — L'autorité administrative qui prescrit la démolition d'une construction, parce qu'elle est signalée comme dangereuse pour la sûreté publique, n'a pas besoin de faire précéder sa décision d'une expertise préalable et contradictoire; l'administration, dans ce cas, exerce un droit souverain d'appréciation, 657.

(3) Sursis. — Le juge de police peut

- accorder un sursis à l'individu prévenu de n'avoir pas obtempéré à un arrêté municipal prescrivant la démolition d'un édifice pour cause de sûreté publique, lorsqu'il lui est justifié qu'un recours contre cet arrêté a été formé devant l'autorité administrative supérieure avant citation devant lui, III, 223.
- (4) Construction autorisée. — L'autorisation donnée par l'autorité municipale de construire un balcon en saillie sur la voie publique, sous certaines conditions, ne fait pas obstacle à ce que postérieurement un nouvel arrêté prescrive la démolition de ce balcon, encore bien que ces conditions aient été remplies, si le constructeur a négligé les autres règles de l'art et si, par suite, il y a péril pour la sûreté publique, III, 657.
- (5) Construction en retraite. — L'autorité administrative est compétente pour ordonner la démolition d'un édifice menaçant ruine, que cet édifice soit situé immédiatement sur la voie publique ou bien en retraite, si, par sa chute, il est de nature à menacer la sûreté du passage, III, 222.
- BÂTIMENTS militaires. Sont assujettis aux servitudes de voirie, III, 567.
- BATTAULT, III, 369; V, 598.
- BAUDELIN, V, 377.
- BAUDISSION (digues de la), IV, 195.
- BAUDOIN, II, 426.
- BAUDRY, I, 330; III, 333.
- BAUGUEL, V, 2.
- BAUVAIS et GARIDARD, III, 81.
- BAYARD DE LA VINGTRIE, I, 450.
- BAYEUX, V, 444.
- BEAUDOIN et CHAULAY, III, 569.
- BEAUFRÈRE, V, 187.
- BEAUPRÉ, IV, 319.
- BECCQ, I, 372.
- BÉGUIN-DESVAUX, IV, 157.
- BELIN, III, 72.
- BELLOIR, IV, 182.
- BELLY, II, 452.
- BELOT, IV, 306.
- BELVÈZE (commune de), V, 248.
- BENAC, II, 734.
- BÉNÉFICE manqué. Entrepreneur; résiliation, III, 669; IV, 529.
- BENOIST, II, 483.
- BENOIST (de), I, 326.
- BERGER, I, 446; IV, 19.
- BERNARDET, III, 192.
- BERR, III, 540.
- BERTHON, II, 233.
- BERTRAND, II, 17; III, 37.
- BESTIAUX. Dégâts aux routes, III, 81; IV, 588. — Aux chemins de fer, III, 238, 580. IV, 68.
- BIDAUD, II, 133.
- BIDAULT, I, 341.
- BIÈVRE (rivière de). Zone interdite aux constructions. — Aux termes de l'arrêt du conseil du 26 février 1732, les propriétaires des héritages joignant la Bièvre, sont tenus de laisser de chaque côté de cette rivière une berge de 4 pieds de plate-forme sur laquelle il est fait défense de planter aucun arbre et d'élever aucun bâtiment ou mur. — En vertu de cette disposition, le préfet de la Seine peut, sans excès de pouvoir, subordonner l'autorisation d'établir un mur transversal sur la berge de la Bièvre, pour la clôture d'une propriété, à la condition que le propriétaire pratiquera dans ce mur une ouverture dont la porte ne sera fermée qu'avec une serrure dont la clef sera remise aux agents de l'administration, III, 717.

- BIFFOUR (canal de), III, 177.  
 BIGNET, III, 773.  
 BILLOT, II, 282.  
 BIOLLAY, III, 253.  
 BISCHWILLER (commune de) I, 506.  
 BISSON, V, 104.  
 BLANCHET, I, 408.  
 BLANJOT, V, 223.  
 BLANQUIÉ, IV, 36.  
 BLIN, V, 586.  
 BLOT-LECONTE, IV, 285.  
 BŒUF, II, 253.  
 BOHIER, V, 6.  
 BOIS. Voir Reboisement.  
 BOISARD, IV, 513, 517.  
 BOISGONTIER, IV, 588.  
 BOISSEAU, IV, 1.  
 BOISSEY, I, 98.  
 BOISSON, III, 251.  
 BOITEL, V, 575.  
 BOMPLED, II, 20.  
 BONETTI, IV, 326.  
 BONNAIN, III, 177.  
 BONNEAU, IV, 600.  
 BONNEVAINE, V, 452.  
 BONNEVAY, II, 109.  
 BORDEAUX (ville de), V, 611.  
 BOUARD (de), II, 186.  
 BOUILLAUT, I, 370.  
 BOUIN (propriétaire de l'île), V, 766.  
 BOUISSON, IV, 305.  
 BOUJOL, I, 288.  
 BOUJONNIER, I, 158.  
 BOULLERNE, II, 220.  
 BOURBON, V, 239.  
 BOURCARD, III, 67.  
 BOURDEAU, II, 5.  
 BOURDEILLE (de), II, 447.  
 BOURDELY, III, 340.  
 BOURGEOIS, III, 563; V, 233.  
 BOURGERIE, IV, 598.  
 BOURGOIN (marais de), IV, 398; V, 245.  
 BOURJADE, II, 522.  
 BOURQUIN, I, 404.  
 BOURSERET, IV, 396.  
 BOUTAN, IV, 571.  
 BOUTILLIÉ, V, 251.  
 BOUXWILLER (mines de), V, 204.  
 BOUZE, III, 53.  
 BOYER, IV, 68.  
 BRAY et BORIES, IV, 33.  
 BRÉGER, II, 424.  
 BRELET, III, 575.  
 BRÉMOND, II, 627.  
 BRETON, V, 210.  
 BRIQUET, IV, 621.  
 BROHON, IV, 403.  
 BROUE (de la), V, 422.  
 BRUCH et CADROY, I, 153.  
 BRULÉ-GROUZELLE, III, 217.  
 BRUNET, III, 74.  
 BRUNIER et commune de Randens, III, 357.  
 BRUNSWICK (duc de), I, 328.  
 BUCAN, III, 511.  
 BUDGET :  
 (1) Dispositions générales; travaux pouvant augmenter les charges du budget; autorisation; avis préalable du ministre des finances, I, 481. — Divisions du budget en sections; répartition des crédits par chapitres; virements de crédits; crédits supplémentaires et extraordinaires. (Sénatus-consulte portant modification des articles 4 et 12 du sénatus-consulte du 25 décembre 1852), 483.  
 (2) Exercices 1859, 1860 et 1861. — Crédits supplémentaires et extraordinaires (loi), I, 209, 210.  
 (3) Exercice 1860. Crédit extraordinaire, I, 39. — Crédit supplémentaire, 45. — Grands travaux d'utilité générale. — Report sur l'exercice 1861 de portions de crédits ouverts en vertu de la loi du 14 juillet 1860. Désignation des chapitres, 466, 535. — Virements de crédits, 217. — Fonds de concours, 35, 215.  
 (4) Exercice 1861. Répartition par



- chapitres des crédits ouverts par la loi de finances du 26 juillet 1860, I, 25. — *Id.* des crédits ouverts par la loi du 2 juillet 1761 pour grands travaux d'utilité générale, 360. — Crédit de 45 millions pour de grands travaux d'utilité publique (loi), 208. — Crédits supplémentaires, 534, 537. — *Id.* pour les services dépendants de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes, 46. — Crédits extraordinaires, 40, 534. — *Id.* pour travaux de chemins de fer, 42. — *Id.* pour rachat de diverses concessions de canaux, 217, 473. — *Id.* pour travaux destinés à mettre les villes à l'abri des inondations, 41. — *Id.* pour les travaux de grosses réparations des routes impériales, 209. — Fonds de concours, 357, 477, 478, 479, 480, 536. — Report d'une portion des crédits ouverts par la loi du 14 juillet 1860, 43. — Inondations; fonds de concours; report de crédits, 39. — Concours des départements, des communes et des particuliers à la dépense de travaux publics, II, 60, 168.
- (5) Exercice 1862. Extrait de la loi qui fixe les dépenses de cet exercice, I, 202. — Répartition des crédits par chapitres, 476. — Supplément de crédits (loi), II, 399. — Répartition des crédits par chapitres, 567. — Report de crédits non employés en 1861, 55, 56, 57, 80, 395, 402, 744, 751. — Virement de crédits, 170, 554, 747, 755. — Concours des départements, des communes et des particuliers à la dépense de travaux publics, 400, 745. — Chemins de fer; crédit applicable au contrôle et à la surveillance (loi), III, 132. — Concours des départements, des communes et des particuliers à la dépense de travaux publics, 92, 383. — Virement de crédits, 452.
- (6) Exercice 1863. Budget ordinaire : extrait de la loi qui fixe les dépenses de cet exercice, II, 397. — Répartition des crédits par chapitres, 749. — Budget extraordinaire; extrait de loi, 398. — Répartition des crédits par chapitres, 750. — Crédit en faveur des localités où l'industrie cotonnière est en souffrance, III, 93. — Ouverture d'un crédit extraordinaire par virement de crédit, 90. — Suppléments de crédits, 135; répartition par chapitres, 435. — Report de crédits, 91, 120, 122, 633, 776, 802. — Concours de compagnies de chemins de fer à la dépense de travaux publics, 434. — Concours des départements, des communes et des particuliers, 444, 631. — Budget extraordinaire : annulation et virement de crédits, 443. — Virement de crédits, 616. — Report de crédits, 449. — Crédit applicable au contrôle et à la surveillance des chemins de fer (loi), IV, 222. — Report de crédits, 212. — Virements de crédits, 340. — Concours des départements des communes et des particuliers, 73, 214, 334.
- (7) Exercice 1864. Budget ordinaire. Extrait de la loi qui fixe les dépenses de cet exercice, III, 133. — Budget extraordinaire (loi), 134. — Budgets ordinaire et extraordinaire. Répartition des crédits par chapitres, 779. — Suppléments de crédits (loi), IV, 232. — Répartition par chapitres, 328. — Report de crédits, 78, 223. — Virements de crédits, 478, 679. — Report de crédits, 659, 661. —

- Concours des départements, des communes et des particuliers à la dépense des travaux publics, 331, 348, 490, 491. — Concours des départements, des communes et des particuliers à la dépense de travaux publics, V, 120, 124, 139, 140, 152, 282, 525. — Virements, de crédits, 524.
- (8) Exercice 1865. Budget ordinaire; extrait de la loi qui fixe les dépenses de cet exercice, IV, 229. — Budget extraordinaire (loi), 231. — Répartition des crédits par chapitres, 493. — Suppléments de crédits (loi), V, 509. — Répartition par chapitres, 540. — Report de crédits, 138, 154, 663, 805. — Virements de crédits, 643, 791. — Concours des départements, des communes et des particuliers à la dépense de travaux publics, 285, 297, 526, 639, 641, 644, 790. — Concours des compagnies de chemins de fer, 641, 647, 662. — Avances faites par divers industriels, 298, 640, 643.
- (9) Exercice 1866. Budget ordinaire. Extrait de la loi qui fixe les dépenses de cet exercice, V, 507. — Budget extraordinaire (loi), 508. — Budgets ordinaire et extraordinaire. — Répartition des crédits par chapitres, 645.
- BURGEVIN, II, 721.
- BUTOR, III, 473.
- BUZAY (canal de), IV, 48.

## C

- CABANES, V, 357.
- CADASTRE. — Chemin public; nature du terrain, V, 558.
- CAEN (ville de), V, 740.
- CAGNE, I, 389.
- CAHIER DES CHARGES. *Voir* Concession. — Infraction; inapplicabilité du Code pénal, III, 661. — Exécution; arrêté préfectoral; recours, 754.
- CALDAYRON, I, 394.
- CALDIER, I, 122.
- CAMBUZAT, II, 622, IV, 64.
- CANAU D'IRRIGATION. *Voir* Syndicat.
- (1) Utilité publique des travaux, V, 614. — La propriété du canal est distincte de celle des eaux, V, 359.
- (2) Canal d'irrigation de Pierrelatte. — Séquestre, I, 36.
- (3) Canal des Alpes. — Annulation pour excès de pouvoir et pour fausse interprétation du décret qui a prescrit la mise sous séquestre de la branche septentrionale du canal des Alpes, d'une décision préfectorale autorisant l'administrateur du séquestre à prendre possession de la distribution des eaux de la branche mère du canal qui appartient, non pas à la compagnie concessionnaire de la branche septentrionale, mais uniquement à l'œuvre générale, III, 240.
- (4) Canal d'irrigation appartenant à une association; concession à une commune. — Un décret autorisant une commune à dériver pour ses arrosages les eaux d'une rivière flottable, ne peut légale-

ment prescrire, sans l'assentiment des intéressés, que cette dérivation emprunte à un canal d'irrigation déjà existant et exploité par une association qui soutient en être propriétaire. Sont annulées, par application de ce principe, les dispositions dudit décret qui ordonnent l'élargissement et le prolongement du canal actuel, attribuent une partie de ses eaux à la commune, et soumettent l'association à l'obligation de contribuer aux dépenses d'établissement et d'entretien du tronçon commun, IV, 190.

CANAUX DE NAVIGATION. *Voir* Concessions, Domaine public, Halage, Droit de navigation.

(1) Rachat des canaux ci-après désignés :

Canal d'Aire à la Bassée (loi), III, 139. Canal des Ardennes (loi), III, 138. Canal d'Arles à Bouc (loi), III, 144. Canal de Briare (loi), III, 140. Escaut écluse d'Iwuy (loi), III, 143. Oise (navigation de l') et canal latéral à l'Oise (loi), III, 138. Canaux d'Orléans et du Loing (loi), III, 136. Canal de Roanne à Digoin (loi), III, 141. Canal de la Sensée (loi), III, 142. Canaux de la Somme et de Manicamp; Oise canalisée et canal latéral à l'Oise (loi), III, 138.

(2) Carpentras (canal de), V, 454.

(3) Colmar (embranchement du canal du Rhône au Rhin sur la ville de). Déclaration d'utilité publique, I, 54.

(4) Canal de navigation entre le canal de la Haute-Deûle et le chemin de Harnes à Henin-Liétard (Pas-de-Calais). Concession. Décret, II, 160. — Cahier des charges, 161.

(5) Dieuze (canal des usines de). — Loi qui rapporte la disposition contenue au § 2 de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 20 mai 1860, relative à l'exécution de ce canal, I, 205.

(6) Canal du Loing. — Manœuvres abusives des usiniers. — L'arrêté préfectoral et la décision ministérielle qui interdisent à un propriétaire de moulin sur ou attenant la ligne navigable du Loing, de faire usage des eaux de la rivière toutes les fois que ces eaux n'atteindront pas un niveau déterminé, sont pris dans la limite des pouvoirs conférés à l'administration par le décret de 1813. Cet arrêté et cette décision ne font pas obstacle à ce que le propriétaire réclame une indemnité devant l'autorité compétente à raison du préjudice que lui occasionneraient leurs prescriptions. Son refus d'y obtempérer constitue une contravention de grande voirie punissable d'une amende, s'il en est résulté une entrave au service de la navigation dans le canal du Loing, II, 581.

(7) Canal de l'Ourcq. — Actes de concession; interprétation. Demande en suppression de travaux. — L'arrêté du gouvernement du 25 thermidor an X, le décret du 4 septembre 1807 et l'ordonnance du 10 juin 1818, relatifs aux travaux, à l'administration et à la concession du canal de l'Ourcq, ne peuvent être interprétés que par l'empereur en conseil d'état. Cette interprétation est préjudicielle au jugement d'une contestation judiciaire dont la solution dépend de la question de savoir si le préfet de la Seine

- a agi dans la limite des pouvoirs que ces actes lui confèrent et comme représentant l'intérêt public, en faisant établir un barrage sur la rivière d'Ourcq, ouvrage dont un particulier réclame la suppression, soit parce qu'il aurait été construit dans l'intérêt privé de la ville de Paris, propriétaire du canal, soit parce qu'il aurait été établi dans la rivière au delà du point où cesse le canal, II, 678.
- (8) Établissement d'un canal entre Machecoul et Saint-Même (Loire Inférieure). Concession. Décret, V, 276. — Cahier des charges, 277.
- (9) Nœux (canal de navigation entre) et le canal d'Aire à la Bassée (Pas-de-Calais). — Concession décret, I, 159. — Cahier des charges, 160. — Modification de la concession, IV, 353.
- (10) Canaux d'Orléans et du Loing. — Dissolution de la Société, IV, 217.
- (11) Roubaix (achèvement du canal de). Déclaration d'utilité publique, I, 458.
- (12) Canal Saint-Quentin ; zone interdite aux constructions, II, 697.
- (13) Sarre (Canal des bouillères de la). Déclaration d'utilité publique, I, 54. — Convention diplomatique, 213.
- (14) Canal de la Haute-Seine. — Prolongement en amont de Troyes, II, 149.
- (15) Somme (Canal de la). — Travaux d'amélioration. — Crédit, I, 531.
- (16) Vitry à Saint-Dizier (Canal de). Déclaration d'utilité publique, I, 459. — Fonds avancés à l'État pour les travaux. — Acceptation de l'offre des maîtres de forges et industriels des départements de la Haute-Marne, de la Meuse et du Nord (loi), V, 153.
- (17) Modification de l'article 7 du règlement de police en ce qui concerne les laissez-passer à délivrer par l'administration des contributions indirectes (circulaire, V, 156).
- (18) Francs-Bords ; terrain enclavé ; droit de passage réclamé ; action possessoire ; incompétence judiciaire, I, 523.
- (19) Entretien des ponts : interprétation d'actes administratifs, IV, 566.
- (20) Canal d'amenée d'une usine, dérivation d'une rivière navigable ; jouissance des eaux, usinier intérieur, IV, 442.
- (21) Canal navigable appartenant à un particulier. C'est à tort que le ministre déclare que ce canal fait partie du domaine public, IV, 564. — La décision par laquelle le ministre des travaux publics charge un ingénieur du contrôle d'un canal navigable, dont la propriété a été concédée à un particulier par d'anciennes lettres patentes du roi, ne peut être attaquée pour excès de pouvoir et comme portant atteinte à la propriété du concessionnaire. Si le concessionnaire demande que les conditions de la surveillance de l'administration sur le canal soient déterminées par un règlement émané de l'autorité souveraine comme la concession elle-même, la décision ministérielle ne fait pas obstacle à ce qu'il présente sa demande devant l'Empereur dans les formes qu'elle comporte, 564. — Il appartient à

l'administration, chargée de la police de la grande voirie, de réprimer toute atteinte portée à la liberté et à la sûreté de la navigation sur un canal navigable dont la propriété a été concédée à un particulier par lettres patentes de Louis XIV, 562. — Mais on ne peut considérer comme un obstacle à la liberté de la navigation le refus fait par le concessionnaire de laisser pénétrer dans le canal l'embarcation d'un conducteur des ponts et chaussées chargé de pratiquer des sondages ; refus motivé sur ce qu'il ne pouvait être procédé à cette opération malgré l'opposition du concessionnaire et sans que l'autorité souveraine eût déterminé la forme et les conditions de la surveillance qu'il appartenait à l'administration d'exercer sur le canal, 562. — L'autorité judiciaire est incompétente pour connaître d'une contestation existante entre le propriétaire d'une rivière canalisée et une commune, au sujet de la chute d'un pont d'un chemin vicinal dans la rivière ; contestation dans laquelle le propriétaire demande que la commune soit condamnée à enlever les matériaux tombés, à prendre les précautions nécessaires pour empêcher la partie restante du pont de s'écrouler et à payer des dommages-intérêts, tandis que la commune soutient que l'accident est imputable à la négligence du propriétaire de la rivière et conclut contre lui à des dommages-intérêts. La demande en dommages étant principalement formée à l'occasion des obstacles qui ont pu être apportés au service public de la navi-

gation, et la décision à intervenir dépendant nécessairement de l'appréciation, soit de la bonne exécution du pont, soit de l'état d'entretien du canal, c'est au conseil de préfecture qu'il appartient de statuer, 420. Le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur la demande dirigée par une commune contre le propriétaire d'une rivière canalisée à l'effet de faire décider que la chute d'un pont, dépendant d'un chemin vicinal, doit être attribuée soit à une surcharge du pont par suite du retard apporté par un agent du défendeur à l'ouverture d'une écluse du canal, soit au rétrécissement du lit du canal résultant du défaut d'entretien et du curage, 559.

(22) Prises d'eau. — Le préfet agit dans la limite de ses pouvoirs lorsqu'il approuve la délibération par laquelle le conseil municipal d'une ville, concessionnaire d'un canal, maintient les prises d'eau existantes sur le canal et règle le tarif des redevances auxquelles ces prises d'eau seront assujéties. L'arrêté du préfet ne fait pas obstacle à ce que les requérants contestent devant l'autorité compétente l'application qui leur serait faite des articles du tarif, III, 345.

(23) Acte de concession, interprétation ; compétence. — Lorsqu'un arrêté administratif a autorisé la création d'un canal destiné à dériver les eaux d'une rivière navigable, à la charge par le concessionnaire de ne pouvoir, en aucun temps et en aucune manière, prétendre à la propriété exclusive de ce canal, et de n'y former aucun établissement sus-

ceptible de nuire à la navigation, il n'appartient pas à l'autorité judiciaire de décider que cet arrêté ne saurait constituer aucun droit utile de navigation, aux tiers, et que le concessionnaire seul a le droit de se servir du canal. C'est se livrer à l'interprétation d'un acte administratif qui est hors de la compétence de l'autorité judiciaire, IV, 286.

- (24) Dépendances. — Décidé, par interprétation du contrat intervenu entre l'Etat et le concessionnaire d'un canal, que les terrains excédant la largeur assignée au canal faisaient partie de la concession, par suite des modifications que le projet primitif avait subies en cours d'exécution, IV, 437. — Dépendances. — Délimitation. — Le préfet ne peut incorporer à un canal, par voie de délimitation, des terrains qui n'en faisaient pas originairement partie, et dont la propriété est revendiquée par un particulier, I, 501.

- (25) — Dommages, indemnités. — Le concessionnaire d'un canal qui occasionne l'inondation des propriétés riveraines par l'observation des mesures réglementaires prescrites pour la manœuvre des barrages, commet une faute personnelle dont il appartient à l'autorité judiciaire d'apprécier la conséquence à l'égard des tiers, I, 514. — Infiltration; indemnités, IV, 28. — Eaux d'arrosage affectées à l'alimentation d'un canal; indemnité; intérêts, II, 427. — Canaux sous la voie publique; dommages, III, 342. — Canal concédé; privation des droits de stationnement par

suite de l'établissement d'un pont; refus d'indemnité, II, 644.

— Dommages antérieurs à la concession. Application d'une clause du cahier des charges de la concession d'un canal portant qu'à dater de la livraison de l'ouvrage par l'Etat à la compagnie, celle-ci sera seule chargée des indemnités qui seraient réclamées pour filtrations ou autres causes. Décidé que cette disposition n'avait pas pour effet d'exonérer l'Etat de la responsabilité des dommages antérieurs à la concession, mais dont la réparation n'a été réclamée que postérieurement à la prise de possession de la compagnie, II, 719.

- (26) Contraventions : Infraction à un règlement de police. — L'infraction à un arrêté préfectoral portant règlement de police d'une voie navigable constitue une contravention de grande voirie et non de simple police, lorsque cet arrêté rappelle ou reproduit les dispositions générales des anciens règlements de grande voirie maintenus en vigueur, V, 208. — Décidé qu'il y avait lieu de condamner à l'amende, par application de l'article 4 de l'arrêté du Conseil du 24 Juin 1777, un propriétaire qui avait fait un dépôt d'immondices sur le franc bord d'un canal, dans la partie comprise entre le contre-fossé et le mur de son jardin sans alléguer d'ailleurs que le dépôt eût été effectué en dehors des dépendances du canal, V, 208. — L'infraction à la disposition du règlement de police d'un canal interdisant la manœuvre d'une écluse par d'autres que par l'éclusier, constitue une contraven-

tion de grande voirie tombant sous l'application des articles 4 et 11 de l'arrêt du Conseil du 24 juin 1777, 210. — Un particulier commet une contravention de grande voirie en jetant sans autorisation des matériaux dans un emplacement affecté à la décharge d'un déversoir compris dans les dépendances d'un canal de navigation. Le contrevenant doit être condamné par application de l'arrêt de 1777 à payer une amende et à enlever les matériaux déposés. — La condamnation doit être prononcée nonobstant ses prétentions à la propriété de l'emplacement dont il s'agit, I, 503. — Dommages-intérêts. — Le Conseil de préfecture, statuant sur une contravention à la police des eaux d'un canal, excède les limites de sa compétence en condamnant les contrevenants à des dommages-intérêts envers la compagnie concessionnaire, pour réparation du préjudice pécuniaire qui serait résulté des obstacles opposés au service de la navigation; le Conseil ne peut allouer d'indemnité à la compagnie que pour la réparation des dégradations causées au canal par la contravention, II, 581. — Question de propriété. — Le Conseil de préfecture doit, sans s'arrêter devant l'exception de propriété, réprimer la contravention qu'un propriétaire riverain de la rigole alimentaire d'un canal de navigation a commise en coupant du fourrage sur des terrains compris dans la largeur attribuée aux francs-bords de la rigole par les actes constitutifs du canal, II, 519. — Terrains recouvrant un souterrain. — Annulation d'un

arrêté par lequel le Conseil de préfecture s'était déclaré incompétent pour statuer sur un procès-verbal de contravention dressé contre une personne qui avait coupé des herbes sur des terrains recouvrant le souterrain d'un canal. L'instruction établissant que ces terrains étaient situés à l'intérieur des fossés de délimitation du canal, décidé qu'ils étaient une dépendance du canal, et que, dès lors, il appartenait au Conseil de préfecture de connaître de la contravention, II, 220. — Le fait de couper des herbes sur les dépendances d'un canal ne constitue pas une contravention, s'il n'a pas occasionné de dégradations aux terrains, II, 220.

CANTAGREL, II, 458.

CANTONNIERS :

— Retenues pour la caisse des retraites de la vieillesse : circulaire, I, 69, — arrêté, 72. IV, 83. — Instructions pour les opérations de comptabilité concernant ces retenues (circulaire), I, 234. — Serment (circulaire), IV, 500.

CAPELLE, III, 596.

CARDINAL, IV, 650.

CARMAUX (Chemin de fer de), II, 586.

CARRÉ, I, 114.

CARRIÈRES : Voir Extractions.

(1) Chemin de fer; zone interdite, IV, 296.

(2) Entrepreneur. — Demande d'indemnité à raison d'une augmentation du prix de transport, par suite de la stérilité d'une carrière indiquée au devis. — Rejet attendu que l'entrepreneur avait extrait ses matériaux d'une autre carrière également désignée par le devis, et que la série fixait le prix du mètre cube de pierre ren-

due sur le chantier quelle que fût sa provenance, V, 750. — Application de l'article 9, § 7, des clauses et conditions générales portant que si l'entrepreneur parvenait à découvrir de nouvelles carrières plus rapprochées que celles qui auraient été indiquées au devis, et offrant des matériaux d'une qualité au moins égale, il recevra l'autorisation de les exploiter, et il ne subira aucune réduction sur les prix de l'adjudication, II, 614. — C'est seulement lorsque les matériaux extraits des nouvelles carrières découvertes par l'entrepreneur sont d'une qualité au moins égale à celles des matériaux indiqués au devis, qu'il y a lieu de lui payer au même prix, IV, 539. — La nécessité d'un changement de carrière peut motiver une demande en résiliation de marché, 517. — Obligations de combler les carrières. Application d'une clause du cahier des charges de l'entretien des routes, d'après laquelle l'administration pouvait, dans une circonstance déterminée, exiger des entrepreneurs, sans être tenue à indemnité, le comblement et le nivellement de certaines carrières. L'éventualité prévue s'étant réalisée, jugé qu'aucun délai n'avait été fixé pour notifier aux entrepreneurs l'abandon des carrières. Dès lors, l'administration a pu leur faire cette notification après l'expiration de leurs baux, alors qu'ils étaient encore en possession de leurs exploitations et que le règlement de leur entreprise n'était pas terminé, III, 366.

(3) Conflits, compétence. — La connaissance des contestations

qui s'élèvent entre les exploitants des carrières et les propriétaires voisins des exploitations, sur leurs droits réciproques, appartient essentiellement à l'autorité judiciaire. — Cette autorité est compétente, notamment pour prononcer sur la demande d'un particulier, tendante à faire décider que l'exploitant d'une carrière contiguë à sa propriété sera tenu d'observer à l'égard des édifices et bâtiments du demandeur, les distances et précautions prescrites par un règlement d'administration publique, I, 527. — Alors même que les autorités locales auraient cru pouvoir tolérer l'inexécution du règlement, cette tolérance ne saurait préjudicier aux droits des tiers, 527.

CASSATION EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION. Le pourvoi en cassation est la seule voie de recours autorisée contre les jugements et décisions du jury d'expropriation; l'art. 71 de la loi du 3 mai 1841 n'a en rien modifié l'art. 20 qui est de droit commun, V, 118. — Le délai de quinzaine pour le pourvoi contre la décision du jury court du prononcé même de la décision, qu'elle soit contradictoire ou par défaut seulement; dans ce dernier cas, il faut que l'exproprié ait été régulièrement appelé. Ainsi, il ne serait admis à prouver que la décision n'aurait pas été publiquement prononcée, 398. — Décisions attaquables ou non. — La loi de 1841 n'autorise le pourvoi en cassation que contre les jugements qui statuent sur une expropriation; dès lors, est non recevable le pourvoi contre le jugement qui, sur la demande des proprié-



- taires, se borne à renvoyer devant un jury chargé de déterminer les indemnités formellement réservées dans l'acte de cession pour dépréciation et autres chefs accessoires, II, 210. Doit être attaquée par la voie de l'appel et non par un recours en cassation, le jugement par lequel un tribunal, reformant sur tierce-opposition sa décision précédente, déclare qu'une indemnité doit être fixée par l'autorité administrative et non par le jury, 610. — Est non recevable le pourvoi dont les pièces n'ont été déposées au greffe de la cour de cassation que plus d'un mois après sa notification, I, 325. — La partie expropriante est non recevable à critiquer une décision qui n'a fait qu'obtempérer à ses conclusions, prétendant que cette décision est contraire à la loi, 150. — Délai du pourvoi. — Le jugement qui ordonne l'expropriation ne peut être attaqué devant la cour de cassation que dans le délai de trois jours à partir de la signification, II, 706. — L'obligation de transmettre les pièces du pourvoi en cassation dans la quinzaine à partir de sa notification n'est pas prescrite à peine de nullité, 743.
- CASTÉJA**, II, 723.
- CASTOR**, IV, 638.
- CAUCHE**, II, 738.
- CAVES SOUS LA VOIE PUBLIQUE.** — Le préfet peut valablement enjoindre à un propriétaire de combler les caves de sa maison qui s'étendent sous le sol de la voie publique. Cette mesure ne fait pas obstacle à ce que le propriétaire fasse valoir devant l'autorité compétente les droits qu'il prétendrait avoir à une indemnité à raison de la suppression de ses caves, II, 460.
- CEINTURE** (chemin de fer de), III, 480, 483. — V, 342.
- CELLARD ET THIBAUT**, III, 471.
- CÈS CAUPENNE** (de), V, 185.
- CESSION DE TERRAIN.** *Voir* Expropriation amiable. Sous traitant. — D'un droit à indemnité, IV, 374. — D'un dock entrepôt, 532.
- CHABANEAU**, II, 194.
- CHABOUILLE**, V, 745.
- CHABROL-CHAMÉANE** (de), II, 699.
- CHALETTE** (commune de), V, 419.
- CHAMPAVIER**, V, 214.
- CHAMPLIVE** (commune de), III, 721.
- CHANUDET**, I, 111. — II, 115, 667.
- CHARDIN**, III, 475. — IV, 205.
- CHARRIER**, III, 669.
- CHARTIER**, V, 102.
- CHARTON**, IV, 655.
- CHATELAIN**, V, 397.
- CHAUVEAU**, V, 693.
- CHAUVET**, II, 192.
- CHAVE**, IV, 592.
- CHAVE, LAN et compagnie**, III, 252.
- CHEMINS DE FER, Voir** Concessions, souterrains.
- (1) Service de surveillance, II, 569.
- (2) Inspecteurs généraux; nombre; limite de leur activité. — Inspecteurs principaux et particuliers de l'exploitation commerciale; commissaires de surveillance administrative; retraite, III, 432. — Ajournement de l'application du décret du 22 juin 1863, IV, 75.
- (3) Service de la police dans les localités où il n'existe pas de commissaire spécial, III, 124.
- (4) Transport des marchandises de transit et d'exportation; mo-

- dification du décret du 26 avril 1862, IV, 346, I, 157.
- (5) Industries exercées dans les gares (circulaire), III, 310.
- (6) Loi qui autorise l'État à entreprendre les travaux de plusieurs chemins de fer. — Allocation d'un crédit de 15 millions réalisable au moyen d'une émission d'obligations du Trésor, I, 205.
- (7) Lignes à la charge de l'État. — Formation d'un capital de 104 millions au moyen de la création d'obligations du Trésor (loi), I, 204.
- (8) Lignes exécutées avec le concours de l'État. — Émission de 300,000 obligations du Trésor par souscription publique, I, 211.
- (9) Études (circulaire), I, 66.
- (10) Établissement de grandes lignes dans les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes. — Voies et moyens (loi), I, 204.
- (11) Chemins de fer d'intérêt local. — (Loi), V, 514. — Circulaire, 542.
- (12) Achette à Valenciennes. — Concession de cette ligne à la Compagnie du Nord, II, 526.
- (13) Aigues-Mortes à la ligne de Nîmes à Montpellier. — Subvention; garantie d'intérêt. — (Loi), I, 178.
- (14) Aix à Annecy. — Voies et moyens (loi), I, 204.
- (15) Algériens. — Lignes de la mer à Constantine; d'Alger à Oran, par Blidah et Saint-Denis-du-Sig. Concession. Décret, III, 413. — Convention entre l'État et la Compagnie de Paris à Lyon et à la Méditerranée, 414. — Cahier des charges, 416. — Loi, 428. — Formes suivant lesquelles la Compagnie concessionnaire sera tenue de justifier, vis-à-vis de l'État, de ses dépenses et de ses recettes, 626. — Alger à Blidah. — Crédit pour la continuation des travaux (loi), I, 207.
- (16) Amiens à la ligne de Creil à Saint-Quentin. — Détermination du tracé entre Amiens et Ham, I, 465. — Délai d'exécution et de mise à exploitation; prorogation, III, 433. — Prorogation du délai d'exécution, V, 804.
- (17) Andrézieux à Montbrison. — Déclaration d'utilité publique, I, 199.
- (18) Angers à Niort. — Déclaration d'utilité publique, I, 179.
- (19) Angoulême à Saintes. — Déclaration d'utilité publique, I, 195.
- (20) Annonay à Saint-Rambert. — Déclaration d'utilité publique, I, 189. — Exécution par l'État, voies et moyens (loi), 205.
- (21) Ardennes. — Fusion de cette compagnie avec celle des chemins de fer de l'Est, III, 384.
- (22) Arras à Étaples. — Concession. Décret autorisant l'adjudication, IV, 475. Cahier des charges, 475. Décret approuvant l'adjudication, 477.
- (23) Auxerre à Nevers. — Déclaration d'utilité publique, I, 187. — Exécution par l'État, voies et moyens (loi), 205. — Autorisation de l'exécuter qu'une seule voie, V, 793.
- (24) Avallon aux lignes d'Auxerre à Nevers et de Paris à Dijon. — Déclaration d'utilité publique, III, 625.
- (25) Avignon à Gap, avec embranchement, d'une part, sur Aix, et d'autre part, sur Miramas par Salon. — Déclaration d'utilité publique, tracé, V, 359.

- (26) Bar-sur-Seine à Châtillon. — Déclaration d'utilité publique. Concession définitive à la Compagnie de l'Est, I, 537.
- (27) La Bassée à Lille. — Concession. — Décret, III, 622. — Convention, 622. — Cahier des charges, 623. — Prorogation du délai d'exécution. — Concession d'un embranchement sur Béthune, V, 142.
- (28) Beauvais à Gournay. — Déclaration d'utilité publique, I, 179.
- (29) Belfort à Guebwiller. — Subvention (loi), II, 403.
- (30) Bergerac à Libourne. — Déclaration d'utilité publique, I, 195. — Exécution par l'État, — Voies et moyens (loi), 205.
- (31) Besançon à Vesoul et à Gray. — Déclaration d'utilité publique, II, 59. — Autorisation de n'exécuter qu'une seule voie, V, 793.
- (32) Bordeaux au Verdon. — Annulation de la concession, I, 197. — Décret qui déclare l'utilité publique et prescrit la mise en adjudication, III, 297. — Cahier des charges, 298. — Décret qui approuve l'adjudication, 299.
- (33) Boulogne à Calais. — Direction ; délai d'exécution. — Modification du cahier des charges annexé au décret du 26 juin 1857, I, 182. — Modification du tracé ; intervention (loi), 205. — Prorogation du délai d'exécution, III, 618.
- (34) Brioude à Alais. — Déclaration d'utilité publique, II, 156.
- (35) Carcassonne à Quillan. — Déclaration d'utilité publique, concession définitive, IV, 215.
- (36) Carmaux à Alby. — Incorporation au réseau de la compagnie du Midi, V, 802.
- (37) Carvin (embranchement entre les mines de) et le chemin de fer de Paris à la frontière de Belgique. — Concession. — Décret, III, 627. — Cahier des charges, 627.
- (38) Embranchement de la fosse dite de Castellane, à la ligne d'Aubagne aux mines de Fuveau. — Concession. — Décret, V, 488. — Cahier des charges, 489.
- (39) Castres à la ligne de Bordeaux à Cette. — Déclaration d'utilité publique, I, 200.
- (40) Castres à Albi. — Castres à Mazamet. — Déclaration d'utilité publique. — Concession définitive, IV, 216.
- (41) Ceinture de Paris (rive gauche). — Concession à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest. — Loi, 311. — Décret, V, 521. — Convention, 522. — Ceinture de Paris (rive droite). — Raccordement avec le chemin d'Auteuil. — Déclaration d'utilité publique. — Concession définitive à la compagnie de l'Ouest, V, 637. — Embranchement destiné à relier le marché à bestiaux de Paris avec le chemin de fer de ceinture. — Concession. — Décret, 211. — Convention, V, 213.
- (42) Cette à Marseille. — Exploitation de cette ligne, III, 393.
- (43) Champagnole à la ligne de Dôle en Suisse. — Déclaration d'utilité publique. — Concession définitive, IV, 78.
- (44) Charleville. — Raccordement avec le chemin de fer belge de Morialmé. — Convention internationale, II, 152.
- (45) Chateaulin à Landerneau. — Déclaration d'utilité publique, I, 192. — Exécution par l'État, voies et moyens, (loi), 205.

- (46) Châtillon sur Seine à Chaumont. — Déclaration d'utilité publique, I, 186. — Exécution par l'État. — Voies et moyens, (loi), 205.
- (47) Chaumont à Toul. — Déclaration d'utilité publique, I, 186. — Exécution par l'État, voies et moyens, (loi), 205.
- (48) Chaumont à la ligne de Paris à Strasbourg. — Détermination du tracé à partir de Neufchâteau, IV, 345.
- (49) Clermont à Montbrison. — Déclaration d'utilité publique, I, 189. Exécution par l'État, voies et moyens, (loi), 205.
- (50) Commentry à la ligne de Saint-Germain des fossés à Clermont. — Déclaration d'utilité publique, I, 188. — Exécution par l'État, voies et moyens, (loi) 205. — Mines de Commentry au canal de Berry. Embranchement destiné à relier ce chemin à la ligne de Montluçon à Moulins. — Concession, V, 148.
- (51) Croix-Rousse au camp de Sathonay. — Concession. — Décret, I, 1. — Convention, 2. — Cahier des charges, 2. — Séquestre, IV, 471.
- (52) Denain (embranchements des hauts fourneaux et forges de) à la ligne de Busigny à Somain, près la station de Louches. Concession : Décret, 428, III. — Cahier des charges, 429.
- (53) Dieuze à la ligne de Paris à Strasbourg. — Déclaration d'utilité publique, I, 184. — Autorisation de concéder. Subvention (loi), 205. — Concession. Décret, II, 562. Convention, 562. Cahier des charges, 563. — Acquisition de cette ligne par la compagnie de l'Est, III, 384.
- (54) Dijon à Langres. — Déclaration d'utilité publique, I, 187. — Exécution par l'État. — Voies et moyens (loi), 205. — Autorisation de n'exécuter qu'une seule voie, V, 793.
- (55) Embranchement de Dragnignan. — Détermination de son point de jonction avec la ligne de de Toulon à Nice, II, 555.
- (56) Dunkerque à la frontière belge, dans la direction de Furnes. — Concession : Décret qui prescrit la mise en adjudication, III, 282. — Cahier des charges, 283. — Décret qui approuve l'adjudication, 284.
- (57) Épinac au canal de Bourgogne. — Rectification de ce chemin et établissement d'un prolongement jusqu'à la ligne de Paris à Lyon. Raccordement avec le canal de Santenay à Étang. — Concession. Décret, IV, 341. Convention, 343. Cahier des charges, 343.
- (58) Espagne. — Ligne du midi de la France et du nord de l'Espagne. — Convention internationale concernant le service de surveillance et de douane, IV, 258.
- (59) Est. — Concession de nouvelles lignes à la compagnie. Dispositions générales relatives au tarif des marchandises, au capital garanti et au partage des bénéfices avec l'État. Fusion des compagnies de l'Est et des Ardennes. Cession du chemin de fer de Dieuze à Avricourt à la compagnie de l'Est par la compagnie des salines domaniales de l'Est. Décret, III, 384. Convention entre l'État et la compagnie de l'Est, 386. Traité entre les compagnies de l'Est et des Ardennes, 390. Traité entre la

- compagnie de l'Est et la compagnie concessionnaire de la ligne de Dieuze à Avricourt, 391. Loi, 393. — Formes suivant lesquelles la compagnie sera tenue de justifier, vis-à-vis de l'État, de ses dépenses et de ses recettes, 125.
- (60) Embranchement des mines de Fléchinelle au canal d'Aire à la Bassée et à la ligne des houillères du Pas-de-Calais. — Concession. Décret, II, 61. Cahier des charges, 62. Prorogation du délai d'exécution, III, 635. Nouvelle prorogation du délai d'exécution, V, 155.
- (61) Flers à Mayenne. — Déclaration d'utilité publique. Concession définitive, IV, 352.
- (62) Ligne de jonction entre le canton de Genève et le chemin de fer du Valais. — Annulation de la concession, IV, 220.
- (63) Graissessac à Béziers. — Incorporation au réseau de la Compagnie du Midi, V, 802. Rachat par la compagnie du Midi, III, 406.
- (64) Grand-Parc à Rouen par la vallée de Darnetal. — Déclaration d'utilité publique, II, 560.
- (65) Grasse à la ligne de Toulon à Nice. — Déclaration d'utilité publique, I, 190. — Exécution par l'État, voies et moyens (loi), 205.
- (66) Gray à Besançon. — Autorisation de n'exécuter qu'une seule voie, V, 793.
- (67) Grenoble à Montmélian. — Voies et moyens (loi), I, 204.
- (68) Langon à Bazas. — Déclaration d'utilité publique. Concession définitive, IV, 474.
- (69) Mines de Lens. — Embranchement de la fosse d'Eleu. Concession, II, 556.
- (70) Libourne à Bergerac. — Décret qui prescrit la mise en adjudication de la concession, II, 544. Cahier des charges, 545. Décret qui approuve l'adjudication, 547.
- (71) Embranchement entre les mines de Liévens et la ligne des houillères du Pas-de-Calais. Concession. Décret, IV, 668. Cahier des charges, 669.
- (72) Lille (ligne directe entre) et Tournay. — Convention internationale, III, 453.
- (73) Limoges à Brives. — Déclaration d'utilité publique. — Concession définitive à la Compagnie d'Orléans, V, 283.
- (74) Limours. — Développement du chemin de Paris à Orsay jusqu'à cette ville, II, 565.
- (75) Lourdes à Pierrefitte. — Déclaration d'utilité publique. — Concession définitive à la Compagnie du Midi, V, 794.
- (76) Louviers à la ligne de Rouen. — Déclaration d'utilité publique, I, 191. — Exécution par l'État, — Voies et moyens (loi). 205.
- (77) Lunel au Vigan. — Modification du cahier des charges; exécution des ouvrages pour une seule voie, V, 300.
- (78) Mines de Marles à la ligne des houillères du Pas-de-Calais. — Concession d'un embranchement destiné à relier la fosse n° 2 à ce chemin, IV, 257.
- (79) Banlieue sud de Marseille. — Concession. Décret. Convention V, 617. — Cahier des charges 618.
- (80) Mézières à la ligne de Soissons à la frontière de Belgique. — Déclaration d'utilité publique. Tracé, II, 528.
- (81) Midi. — Formes suivant lesquelles la Compagnie sera tenue

- de justifier, vis-à-vis de l'État, de ses dépenses et de ses recettes, III, 278. — Concessions de nouvelles lignes à la Compagnie. Dispositions générales relatives au tarif des marchandises, au capital garanti et au partage des bénéfices avec l'État. Chemin de fer de Graissessac à Béziers ; rachat. Décret, 406. Convention, 407. Loi, 412. — Incorporation des lignes de Graissessac à Béziers et de Carmaux à Albi, V, 802.
- (82) Mines de Portes à la ligne de Brioude à Alais. Concession. Décret, IV, 674. Cahier des charges, 675.
- (83) Embranchement de Montbéliard à Delle. — Modification du tracé, IV, 495.
- (84) Montluçon à Limoges, avec embranchement sur le centre du bassin houiller d'Ahun. — Déclaration d'utilité publique, I, 201.
- (85) Montmorency à Enghien. — Concession. — Décret, IV, 467. Convention, 468. Cahier des charges, 469.
- (86) Montrejeau à Bagnères-de-Luchon. — Déclaration d'utilité publique. — Concession définitive à la Compagnie du Midi. V, 792.
- (87) Napoléon-Vendée à la ligne d'Angers à Niort. — Déclaration d'utilité publique, I, 193. Exécution par l'État. Voies et moyens (loi), 205. — Tracé, II, 555.
- (88) Napoléon-Vendée à La Rochelle. — Déclaration d'utilité publique, I, 194. — Exécution par l'État. — Voies et moyens (loi), 205.
- (89) Napoléon-Vendée aux Sables d'Olonne. — Déclaration d'utilité publique, I, 193. — Exécution par l'État. — Voies et moyens (loi), 205.
- (90) Napoléon-Vendée aux Sables d'Olonne et Napoléon-Vendée à Bressuire. — Concession. Décret qui prescrit la mise en adjudication, III, 94. — Cahier des charges, 95. — Décret approuvant l'adjudication, 118. — Loi, 120.
- (91) Napoléonville à Saint-Brieuc. — Déclaration d'utilité publique, I, 191. — Exécution par l'État. — Voies et moyens (loi), 205.
- (92) Niederbronn à la ligne de Metz à Thionville. — Déclaration d'utilité publique, I, 184. — Exécution par l'État. — Voies et moyens (loi), 205.
- (93) Embranchement des mines de Nœux et d'Hersin au canal de Beuvry à Gorre (Pas-de-Calais). Concession, II, 396.
- (94) Nord. — Concession de deux nouvelles lignes : 1° de Valenciennes à Achette ; 2° de Lille à la frontière belge, dans la direction de Tournai. — Décret, II, 526. — Convention, 526. — Loi, 527.
- 95) Orléans. — Subventions de l'État ; mode de paiement. — Décret, II, 559. — Convention, 560. — Formes suivant lesquelles la compagnie sera tenue de justifier, vis-à-vis de l'État, de ses dépenses et de ses recettes, III, 281. — Concession de nouvelles lignes à la compagnie. — Dispositions générales relatives au tarif des marchandises, au capital garanti et au paiement des subventions. — Décret, 438. — Convention, 439. — Loi, 442.
- (96) Orléans à la ligne du Bourbonnais. — Déclaration d'utilité

- publique. — Concession définitive, IV, 71.
- (97) Orléans à Châlons sur Marne. — Concession. — Décret, IV, 233. — Convention, 234. — Cahier des charges, 234.
- (98) Ouest. — Formes suivant lesquelles la compagnie sera tenue de justifier, vis à-vis de l'État, de ses dépenses et de ses recettes, III, 282. — Concessions de nouvelles lignes à la compagnie. — Dispositions générales relatives au tarif des marchandises, au capital garanti et au partage des bénéfices avec l'État. — Rachat éventuel par l'État du chemin de fer d'Auteuil. — Décret, 402. — Convention, 402. — Loi, 406.
- (99) Paris. — Chemin de ceinture. — Prolongement sur la rive gauche de la Seine, entre Auteuil et la gare d'Orléans, I, 181 — Exécution par l'État. — Voies et moyens (loi), 205.
- (100). Paris à Lyon et la Méditerranée. — Subvention de l'État ; mode de paiement. — Décret, II, 558. — Convention, 559. — Formes suivant lesquelles la compagnie sera tenue de justifier vis-à-vis de l'État, de ses dépenses et de ses recettes, III, 382. — Concession de nouvelles lignes à la compagnie. — Exploitation de la ligne de Cette à Marseille. — Dispositions générales relatives au tarif des marchandises, au capital garanti et au partage des bénéfices avec l'État. — Décret, 393. — Convention, 395. — Loi, 401. — Chemins de fer algériens, 413. — Traités pour la réalisation de la fusion avec les chemins de fer de Lyon à Genève et du Dauphiné. — Décret, 446. —
- Traité avec la compagnie de Lyon à Genève, 446. — Traité avec la compagnie du Dauphiné, 448. — La compagnie est autorisée à n'établir qu'une voie sur certaines sections, par dérogation au cahier des charges, V, 284.
- (101) Perpignan à Port-Vendres. — Déclaration d'utilité publique, I, 24. — Voies et moyens (loi), 204.
- (102) Perpignan à Prades. — Subvention en vue de son exécution (loi), III, 132. — Concession. — Décret déclarant l'utilité publique et prescrivant la mise en adjudication, 618. — Cahier des charges, 619. — Décret approuvant l'adjudication, 621.
- (103) Pithiviers à la ligne de Corbeil à Montargis. — Déclaration d'utilité publique. — Concession définitive à la compagnie d'Orléans, V, 150.
- (104) Pithiviers à la ligne de Paris à Orléans, près de cette dernière ville. — Déclaration d'utilité publique. — Concession définitive à la compagnie d'Orléans, V, 151.
- (105) Poitiers à Limoges. — Déclaration d'utilité publique, I, 180.
- (106) Pontoise vers la ligne de Belgique. — Prorogation du délai d'exécution, I, 219.
- (107) Port-Vendres à la frontière d'Espagne. — Déclaration d'utilité publique, 197. — Exécution par l'État. — Voies et moyens, (loi), I, 205.
- (108) Reims à Mourmelon. — Déclaration d'utilité publique, II, 148.
- (109) Rennes à Brest. — Voies et moyens, (loi), I, 204. — Crédit extraordinaire, 42.
- (110) Embranchement du canal de Roanne à Digoin au chemin de

- fer du Bourbonnais. — Déclaration d'utilité publique, I, 357.
- (111) Embranchement des mines de houille de la Roche et de la Vernade sur le chemin de fer de Commeny à Gannat. — Concession. — Décret, II, 569. — Convention, 570. — Cahier des charges, 571.
- (112) Rochefort à Saintes. — Déclaration d'utilité publique, I, 194. — Exécution par l'État. — Voies et moyens, (loi), 205.
- (113) La Rochelle à Napoléon-Vendée. — Décret qui prescrit la mise en adjudication de la concession, II, 529. — Cahier des charges, 530. — Décret qui approuve l'adjudication, 542. — Loi qui approuve les clauses financières de la concession, 543.
- (114) Rouen à Amiens. — Tracé. — Décret, III, 88. — Traité entre les compagnies du Nord et de l'Ouest, 89. — Prorogation du délai d'exécution, 433. — Nouvelle prorogation du délai d'exécution V, 804. — Section comprise entre le Grand-Parc et Amiens. — Tracé, II, 561.
- (115) Saintes : 1<sup>o</sup> à Angoulême ; 2<sup>o</sup> à Coutras ; 3<sup>o</sup> à Rochefort. — Concession. — Cahier des charges, II, 530. — Adjudication, 529 ; 530. — Loi, 542.
- (116) Saintes à Angoulême. — Exécution par l'État. — Voies et moyens (loi), I, 205.
- (117) Saintes à Coutras. — Déclaration d'utilité publique, I, 194. Exécution par l'État. — Voies et moyens, (loi), 205.
- (118) Sainte-Marie-aux-Mines à Schelestadt (ligne de Strasbourg à Bâle). — Déclaration d'utilité publique, I, 180. — Autorisation de concéder. Subvention (loi), 205.
- (119) Saint-Girons à la ligne de Toulouse à Bayonne. — Déclaration d'utilité publique, I, 196. Exécution par l'État. — Voies et moyens (loi), 205.
- (120) Saint-Michel (Savoie) à la frontière d'Italie sur la route impériale n<sup>o</sup> 6. — Autorisation. Décret, V, 647. Cahier des charges, 648.
- (121) Jonction de la ligne de Saint-Quentin à Erquelines à la ligne de Soissons à la frontière de Belgique. — Déclaration d'utilité publique. Tracé, II, 527.
- (122) Santenay à Etang. — Déclaration d'utilité publique. Concession définitive, IV, 75.
- (123) Sathonay à Bourg et dessèchement d'étangs dans la Dombes. — Concession. Décret, IV, 337. Convention, 338. Cahier des charges, 339. Loi, 340.
- (124) Senlis à la ligne de Paris à Soissons. — Déclaration d'utilité publique, I, 183.
- (125) Soissons à la frontière de Belgique. Déclaration d'utilité publique, tracé, I, 466.
- (126) Thonon à Collonges. Voies et moyens (loi), I, 204.
- (127) Toulouse à Auch. — Déclaration d'utilité publique. — Concession définitive à la compagnie du Midi, V, 289.
- (128) Toulouse à Bayonne. — Voies et moyens (loi), I, 204. — Crédit extraordinaire, 42.
- (129) Tournai à Lille. — Concession de cette ligne à la Compagnie du Nord II, 528.
- (130) Tours à Paris par Vendôme. Tracé, II 565.
- (131) Tours à Vierzon. — Déclaration d'utilité publique, I, 181.



- (132) Valenciennes à Lille. — Concession. Décret, IV, 332. Convention, 333. Cahier des charges, 333.
- (133) Valenciennes à la ligne de Saint-Quentin à Erquelines, et de cette dernière ligne à celle de Soissons à la frontière de Belgique. Modification du tracé, V, 536.
- (134) Vassy à Saint-Dizier. — Concession. — Décret, V, 795. — Convention, 797. Cahier des charges, 797.
- (135) Victor-Emmanuel. — Concession des sections françaises. Décret, III, 255. Convention, 286. Cahier des charges, 288. — Formes suivant lesquelles la compagnie sera tenue de justifier, vis-à-vis de l'État, de ses dépenses et de ses recettes, 614.
- (136) Vitré à Fougères. — Concession. — Décret, V, 626. — Convention, 627. Cahier des charges, 627.
- (137) Lignes internationales entre la France et l'Italie. Convention diplomatique, II, 387.
- (138) Gares. — Constructions de gares. — Une convention intervenue, avec l'approbation de l'administration supérieure, entre une ville et une compagnie pour la construction d'une gare, constitue un marché de travaux publics. Les contestations élevées sur un contrat de cette nature et sur les faits administratifs qui l'ont précédé ou suivi, ne peuvent être jugées que par les tribunaux administratifs. L'incompétence des tribunaux ordinaires étant d'ordre public peut être opposée, pour la première fois, devant la cour de cassation, II, 249. Emplacement d'une gare;

subvention promise par une ville. — Décision sur la validité de l'engagement pris par une ville de payer une somme d'argent à une compagnie de chemin de fer et d'exécuter certains travaux pour le cas où une gare serait établie dans l'enceinte de la ville. Rejet du moyen de nullité, tiré par la ville de ce que cet engagement serait dépourvu de cause et n'aurait pas été régulièrement approuvé par l'autorité supérieure, III, 558. Modification de la destination d'une gare. — Le ministre peut, sans excéder ses pouvoirs, autoriser, après enquête, une compagnie à modifier la destination d'une gare en dirigeant sur une annexe une certaine catégorie de marchandises, de manière à éviter l'encombrement de la gare principale. — Cette mesure ne saurait être attaquée par les tiers comme équivalente à la suppression indirecte de la gare, V, 111. Refus de rétablir une gare supprimée. L'administration, investie par le cahier des charges du droit de déterminer, après enquête, le nombre et l'emplacement des gares qu'elle juge utile pour le service du chemin de fer, agit dans les limites de ses attributions en refusant de rétablir une gare supprimée. La décision ministérielle contenant ce refus ne peut être l'objet d'un recours contentieux de la part d'un particulier ou d'une commune, IV, 173.

(139) Entrée des voitures publiques dans les gares. — Si l'ordonnance du 15 novembre 1846 donne aux préfets le droit de régler l'entrée, le stationnement et la circulation des voitures publiques ou parti-

culières dans les cours dépendantes des stations de chemin de fer, cette attribution ne doit s'exercer que dans un intérêt de police et de service public. Annulation, pour excès de pouvoirs, d'un arrêté par lequel le Préfet, en refusant à un entrepreneur de transports l'autorisation de faire entrer et stationner des omnibus dans la cour d'une gare, n'avait pour objet que d'assurer l'exécution d'un traité par lequel la compagnie du chemin de fer garantissait à un autre entrepreneur de voitures publiques le droit exclusif d'être admis dans ladite cour, pour y recevoir et y déposer les voyageurs, IV, 298. Les Préfets investis par la loi du 15 juillet 1845 et l'ordonnance du 15 novembre 1846, du droit d'autoriser, sous l'approbation du ministre des travaux publics, les entrepreneurs de voitures publiques à faire entrer, stationner, circuler leurs voitures dans les gares, peuvent légalement imposer à leur autorisation la condition de desservir tous les trains de jour et de nuit s'arrêtant à une station. (Arrêt de la cour de cassation.) V, 116. — L'ordonnance du 15 novembre 1846 donne au préfet le droit de régler l'entrée, le stationnement et la circulation des voitures publiques ou particulières dans les cours dépendantes des stations de chemins de fer. Cette attribution ne lui a été dévolue que dans un intérêt de police, pour y maintenir l'ordre et prévenir le danger des encombrements; elle ne l'autorise pas à intervenir dans les conditions de la concurrence entre les diverses entreprises qui font le

service des correspondances de la station à la ville et réciproquement. Doit être annulé, en conséquence, comme entaché d'excès de pouvoir, l'arrêté préfectoral qui n'autorise l'entrée, la circulation et le stationnement dans les cours attenantes à une gare, des voitures d'un entrepreneur de transport tenant un hôtel, que sous la condition de desservir tous les trains, et lui interdit de recevoir dans un omnibus des voyageurs autres que ceux à destination de son établissement. (Arrêt du conseil d'État.) 759. Circulation des voitures. — Les arrêtés préfectoraux sont légalement exécutoires lorsqu'ils ont reçu une publicité en rapport avec leur objet; ainsi, un arrêté sur l'entrée, la circulation et le stationnement des voitures dans une gare a été légalement et suffisamment publié par son affiche dans la gare et dans les salles d'attente, s'il est, en outre, reconnu que, de cette façon, il est parvenu à la connaissance des intéressés, III, 82. — Les lois spéciales sur les chemins de fer donnent aux préfets le droit de prendre les arrêtés nécessaires pour régler, dans l'intérêt de la sûreté publique, l'entrée, la circulation et le stationnement des voitures dans les gares; ils peuvent, notamment, décider qu'aucune voiture ne pourra circuler ou stationner dans les gares sans une autorisation préalable. Ces arrêtés sont légaux et obligatoires. C'est donc en vain qu'un entrepreneur de voitures publiques se plaindrait de n'avoir pas obtenu l'autorisation de faire circuler son omnibus dans la gare, autorisa-

tion qui n'aurait été accordée qu'à une seule entreprise, ce qui constituerait un monopole, interdit par la loi; s'il y a abus dans les mesures d'exécution du préfet, la partie intéressée a le droit de les attaquer devant l'autorité administrative supérieure ou le conseil d'État; mais, tant qu'elles ne sont pas réformées, l'autorité judiciaire doit reconnaître l'arrêté exécutoire et prononcer la peine portée par la loi, 82.

(140) Voyageur; introduction dans les gares. — L'art. 61 du règlement de 1846 portant interdiction de s'introduire, de circuler et de stationner, est inapplicable à un voyageur muni d'un billet ayant le droit de s'introduire dans l'intérieur de la gare, IV, 415.

(141) Trains en marche; introduction dans les voitures. — Le fait, par un voyageur, de monter dans un train de chemin de fer déjà en mouvement n'est pas prévu par l'art. 63 du règlement du 15 novembre 1846, comme celui du voyageur qui sort des voitures avant que le train soit arrêté, IV, 415.

(142) Assignation; chef de gare.

— Une compagnie peut, indépendamment du siège social indiqué dans ses statuts, établir ailleurs un établissement commercial, et s'y créer un autre domicile; il appartient au juge du fait de déclarer valable, d'après les circonstances de la cause, l'assignation donnée à un des agents de cette compagnie, chef d'une de ses gares, ayant d'ailleurs qualité pour la recevoir et y répondre, I, 90.

(142 bis) Accident, chef de gare. — L'homicide involontaire, pure-

ment accidentel, ne peut donner lieu à l'application d'une peine contre le chef de gare, dans la gare duquel il aurait eu lieu, lorsque surtout les juges du fait déclarent qu'il n'y a eu aucun fait d'inattention ou de négligence de sa part. Cette déclaration, qu'il est légalement coupable pour n'avoir pas provoqué de son administration l'établissement de mesures propres à éviter de pareils accidents, ou pour s'être chargé d'un service qu'il ne pouvait faire dans de telles conditions, ne peut justifier sa condamnation, III, 376.

(143) Dommages. Lignes exécutées par l'État et concédées ensuite à une compagnie. — Un chemin de fer construit par l'État a été concédé à une compagnie. Le cahier des charges impose à la Compagnie l'obligation de faire à ses frais tous les travaux d'entretien, de réparation et de reconstruction nécessaire. Après l'expiration du délai convenu pour la garantie des travaux, l'État est affranchi de toute responsabilité, soit à l'égard de la compagnie, soit à l'égard des tiers. C'est dès lors contre la Compagnie que doivent être dirigées les réclamations des particuliers qui se plaignent des dommages que l'établissement du chemin de fer aurait occasionnés à leurs propriétés riveraines soit en faisant obstacle au libre écoulement des eaux, soit en les privant de la jouissance d'une parcelle de leurs terrains, II, 239. — Cession de terrain antérieure à la loi de 1845. — Le propriétaire qui, avant la loi de 1845, sur la police des chemins

- de fer, a cédé une partie de son terrain à une compagnie, en se réservant le droit d'élever des constructions à l'arête même du mur de soutènement, d'avoir des vues directes sur le chemin de fer et de faire, pour le transport de ses produits, des chargements sur ce chemin, est bien fondé à réclamer une indemnité pour privation de ces droits; du moins la demande d'indemnité ne peut être rejetée par le motif qu'il n'est pas justifié d'obstacles à l'exercice des droits stipulés; ces obstacles résultent suffisamment des prohibitions de l'article 5 de la loi du 15 juillet 1845, II, 661. — Alimentation d'eau; autorisation de prise d'eau dans un cours d'eau non navigable; recours du tiers en indemnité contre la compagnie. Compétence judiciaire, V, 75. — Dommage à une voie publique par l'établissement de viaducs ou de passages à niveau, demande d'indemnité par la commune; rejet, II, 586. — Passage des trains; ébranlement de constructions, indemnités, compétence administrative, I, 281. — Règlement d'une indemnité de cette nature, 372. — Interdiction d'exploiter une mine au-dessous d'un chemin de fer; indemnité; compétence administrative, I, 345. IV, 445, 611.
- (144) Ouvrages d'art livrés par l'État à une compagnie. — Question de savoir si les frais de rétablissement d'un viaduc livré par l'État à une Compagnie de chemin de fer et détruit avant l'expiration du délai de garantie, devaient être supportés par l'État, ou si l'accident constituait un cas de force majeure à la charge de la Compagnie. — Décidé que la chute du viaduc, survenue à la suite de crues de la rivière qui n'avaient pas dépassé la proportion des grandes crues observées antérieurement, avait été déterminée par les dispositions défectueuses du plan et que l'État en était dès lors responsable, I, 442.
- (145) Chemin latéral. — Un chemin latéral établi lors de la construction d'un chemin de fer, en dehors des clôtures, pour remplacer un chemin qui servait à l'exploitation des propriétés riveraines, n'est pas une dépendance du chemin de fer, II, 182. — Si la Compagnie concessionnaire peut être tenue de contribuer à l'entretien de ce chemin à raison de l'usage qu'elle en a fait sur une section, cette charge ne peut lui être imposée en vertu des pouvoirs que le cahier des charges confère à l'administration pour assurer l'entretien du chemin de fer et de ses dépendances, *ibid.* — Un chemin d'exploitation rurale établi latéralement à un chemin de fer ne peut être considéré comme une dépendance de la voie ferrée. Dès lors, le fait d'un riverain de creuser le long de ce chemin un fossé pouvant compromettre la sûreté de la circulation ne constitue pas un délit de grande voirie, IV, 208.
- (146) Dégradation à un chemin vicinal. — Une commune n'est pas fondée à réclamer des subventions extraordinaires d'une compagnie de chemin de fer, à raison des dégradations causées à un chemin vicinal par suite des transports de marchandises effectués pour le compte de la Com-

pagnie, celle-ci n'ayant fait qu'user de la voie publique dans les conditions de sa destination, V, 584.

(147) Déplacement d'un chemin vicinal. — Une commune n'est pas recevable à poursuivre par la voie contentieuse la réparation du préjudice que lui cause le déplacement d'un chemin de fer, préjudice consistant dans l'allongement du parcours et dans l'augmentation des frais d'entretien, IV, 188.

(148) Insuffisance ou défaut d'entretien des clôtures. — L'insuffisance ou défaut d'entretien des clôtures d'un chemin constitue, à la charge de la Compagnie concessionnaire, une contravention au titre I<sup>er</sup>, art. 4, de la loi du 15 juillet 1845, IV, 432. — Le maire et son adjoint ont qualité, en vertu de l'art. 23, pour dresser procès-verbal de cette contravention, et leur procès-verbal, d'après l'art. 24, n'est pas soumis à la formalité de l'affirmation. L'instruction n'établissant pas que les clôtures établies par la Compagnie le long de la voie ferrée, ne fussent pas conformes au mode prescrit par l'administration supérieure, ni qu'elles eussent cessé de recevoir un entretien suffisant, décidé que c'était à tort que le conseil de préfecture avait condamné la Compagnie à l'amende et aux dépens, 432. — Un particulier prévenu d'avoir laissé des bestiaux s'introduire sur un chemin de fer, doit être renvoyé de la poursuite s'il est prouvé que les animaux n'ont franchi la clôture qu'à raison de sa vétusté, 68. — Le Conseil de préfecture a le droit de faire vérifier par des

experts quel était l'état des clôtures au point indiqué dans le procès-verbal, 68.

(149) Introduction d'animaux sur la voie. — Le Conseil de préfecture est compétent pour statuer sur le procès-verbal dressé contre un particulier à raison de dégradations qui auraient été causées à un chemin de fer ou à ses dépendances par l'introduction d'un animal sur la voie, III, 49. — L'introduction de bestiaux sans le concours de la volonté de l'homme, ne donne pas lieu à l'application d'une amende. S'il n'est résulté d'ailleurs de ce fait aucune dégradation de la voie ferrée, le prévenu doit être renvoyé sans condamnation, 49. — Poursuites contre le propriétaire de bestiaux qui, en s'introduisant sur un chemin de fer, en auraient brisé la clôture et y auraient causé d'autres dégradations. Renvoi de l'inculpé, la contravention n'étant pas suffisamment établie, 238. — Le propriétaire de bestiaux qui se sont introduits sur les talus d'un chemin de fer, doit être renvoyé des fins du procès-verbal de contravention dressé contre lui, quand il n'est pas établi que cette introduction ait eu lieu avec bris de clôture, 580.

(150) Stationnement des trains. — Est illégal et non obligatoire l'arrêté municipal qui interdit à une compagnie de laisser stationner le long des promenades de la ville des trains ou convois pouvant exhaler des odeurs incommodes et insalubres. — Le Ministre des travaux publics, ou l'administration supérieure, ont le droit exclusif de réglementer la police des chemins de fer

lorsque la sûreté et la santé des habitants ne sont pas en cause, V, 256.

- (151) Zone prohibée. — Les dépôts de matières inflammables, tels que bois de chauffage et de construction, à une distance moindre de 20 mètres d'un chemin de fer, ne constituent une contravention à la loi de 1845 qu'autant que leur existence est postérieure à l'établissement du railway. — A l'égard des dépôts antérieurs, l'administration peut en ordonner la suppression moyennant indemnité. Elle n'est pas fondée d'ailleurs à soutenir que le propriétaire ayant reçu une indemnité lors de la construction du chemin de fer, pour l'expropriation d'une partie de ses terrains, il y a présomption légale que, dans la fixation de l'indemnité, le jury a tenu compte des dépréciations résultant des servitudes de toute nature que la loi de 1845 pouvait faire peser sur le restant de la propriété, V, 595. — Ouverture ou exploitation de carrière. — Aux termes de l'arrêt de 1772, rendu applicable aux chemins de fer par la loi de 1845, aucune carrière ne peut être ouverte ni aucune fouille continuée à moins de 30 toises des bords extérieurs de la voie, IV, 296. — Le propriétaire d'une carrière, située à moins de 60 mètres d'un chemin de fer, qui en suspend l'exploitation, sur l'avertissement d'un agent de l'administration, ne fait que se conformer aux lois et règlements et n'est pas forcé dès lors à réclamer une indemnité à raison de la suspension de ses travaux, 296. — Il n'appartient ni au Conseil

de Préfecture, ni au Conseil d'Etat, de statuer sur les conclusions de ce propriétaire tendantes à ce qu'il soit déclaré qu'il pourra continuer à exploiter sa carrière dans les mêmes conditions qu'avant l'établissement du chemin de fer, 296. — Distance des constructions riveraines. Voir alignements.

- (152) Traités avec les entrepreneurs ou particuliers. — Une compagnie peut, par un traité particulier, accorder à une entreprise une réduction sur les tarifs en vigueur, pourvu que la réduction consentie soit susceptible d'être étendue par l'administration à tous les autres expéditeurs. Mais lorsque la réduction est stipulée, même sur les tarifs futurs, de manière à assurer à un expéditeur un privilège permanent et exclusivement personnel qui rendrait sans effet les abaissements généraux des taxes que l'administration pourrait prescrire, le traité doit être annulé comme contraire au principe d'égalité, base essentielle des conditions du transport sur les chemins de fer, II, 131. — Les compagnies peuvent passer des traités avec les entrepreneurs de messageries, sans autorisation de l'autorité supérieure, lorsqu'il n'y a qu'un seul entrepreneur pour faire le service d'une route ; mais, dès qu'un second service s'établit, la compagnie doit faire profiter l'entrepreneur nouveau des mêmes avantages, ou bien se pourvoir d'une autorisation ; les conventions, licites quand il n'y a qu'un entrepreneur, cessent de l'être quand il en survient d'autres, III, 517. — Les

compagnies doivent faire jouir tous les voituriers desservant une même route des mêmes avantages consentis en faveur de l'un d'eux ; l'arrêt qui constate que l'avantage accordé à l'un n'a pas été consenti au profit de l'autre, constate à la charge de la compagnie une contravention à la loi du 15 juillet 1845, 764. — *Traités spéciaux.* — Il appartient au ministre des travaux publics, en vertu d'une clause des cahiers des charges annexés aux actes de concession des chemins de fer, d'approuver un traité par lequel la compagnie s'engage à fournir une subvention à un entrepreneur de messageries, en vue d'assurer un service de correspondance aux voyageurs transportés sur le chemin de fer. Le ministre agit dans la limite de ses pouvoirs en refusant, soit d'accorder les mêmes avantages à un autre entrepreneur, soit de révoquer l'approbation par lui donnée aux arrangements consentis par la compagnie, IV, 413. — Une compagnie peut, sauf l'autorisation du ministre des travaux publics, s'engager par un traité passé avec un entrepreneur de messageries, à fournir une subvention à cet entrepreneur en vue d'assurer aux voyageurs transportés sur le chemin de fer un service de correspondance, V, 738. — La décision par laquelle le ministre approuve ce traité et refuse d'admettre d'autres entrepreneurs au bénéfice qui en résulte pour le contractant, constitue un acte d'administration non attaquant par la voie contentieuse, 738.

(153) *Transports gratuits.* — Contestation entre l'administration de la guerre et la société du chemin de fer de ceinture de Paris sur la question de savoir si un traité intervenu entre les deux parties en 1855, pour régler les prix des transports militaires, a pu déroger aux dispositions du décret de concession dudit chemin de fer de 1851 et du cahier des charges y annexé, stipulant que les troupes et le matériel militaire seront transportés gratuitement. — Décidé qu'il a pu être fait par ce traité un abandon momentané des droits garantis à l'État dans l'acte de concession. — Annulation par voie de conséquence, d'une décision du ministre de la guerre portant qu'à l'avenir il ne sera plus tenu compte à la société, signataire du traité, du prix de transport sur le chemin de fer de ceinture, et que ladite société aura à restituer les sommes qu'elle a perçues, à ce titre, depuis le commencement de son entreprise, V, 342.

(154) *Transport de meubles, surtaxes.* — Les meubles transportés par les chemins de fer ne sont pas affranchis de la surtaxe établie par la loi, V, 92. — Les meubles ne peuvent être compris parmi les objets manufacturés, dont l'indication est faite dans l'art. 42 du cahier des charges de la compagnie du Midi, annexé à la loi du 21 juillet 1856, et, dès lors, ils ne sont pas affranchis de la surtaxe, 90.

(155) *Camionnage des marchandises.* — Les expéditeurs et les destinataires de marchandises sont libres d'en opérer eux-mêmes le factage et le camionnage.

—L'expéditeur ne saurait priver le destinataire de l'usage de son droit en inscrivant sur la lettre de voiture la mention à domicile. Cette mention n'autorise pas la compagnie à porter la marchandise chez le destinataire, si celui-ci a exprimé la volonté de la prendre en gare, II, 101. — Le cahier des charges d'une compagnie qui l'autorise à un service de camionnage particulier, implique bien la nécessité d'accorder à son camionneur particulier des facilités exceptionnelles pour l'entrée et le stationnement dans les gares; mais il n'en résulte pas qu'elle puisse accorder un privilège spécial au détriment des camionneurs libres. L'appréciation de ces diverses questions appartient à l'autorité judiciaire, qui peut, à raison du préjudice causé aux camionneurs libres, condamner la compagnie à des dommages-intérêts envers eux, III, 506.

(156) Lettre de voiture; indemnité de retard. — Les compagnies, obligées de délivrer une lettre de voiture aux expéditeurs ou commissionnaires qu'elles chargent du transport de leurs marchandises, ne sont pas tenues d'accepter l'insertion, dans la lettre de voiture, d'une clause pénale ou fixation à forfait d'une indemnité quelconque pour cause de retard. Les tribunaux sont, en l'absence de conventions à cet égard, compétents pour arbitrer l'indemnité en raison du préjudice provenant du retard, II, 472.

(157) Tarifs. Homologation; perception illégale. — La pénalité de l'article 21 de la loi du 10 juillet 1845 réprime toute perception

qu'une compagnie de chemin de fer, ou les entrepreneurs qu'elle se substitue, auraient faite en dehors des tarifs approuvés par le Ministre des travaux publics, sans distinction entre les services obligatoires ou facultatifs, comme d'une part, le camionnage de la gare d'arrivée au domicile du destinataire, et, de l'autre, le camionnage du domicile de l'expéditeur à la gare de départ, V, 722. Modifications. Les modifications de tarifs des chemins de fer, approuvées par décision ministérielle, sont exécutoires un mois après l'affiche qui les a portées à la connaissance du public, sans qu'il soit nécessaire qu'il intervienne des arrêtés préfectoraux dans les divers départements traversés si le cahier des charges ne l'exige pas, V, 65. Application erronée; supplément de perception. — Les tarifs des chemins de fer sont de véritables lois auxquelles il ne peut être dérogé, et les parties peuvent ultérieurement réclamer contre les perceptions erronées qui auraient été faites; une compagnie peut, en conséquence, réclamer le supplément de perception qui lui est dû, aux termes des tarifs, sans que l'expéditeur puisse lui opposer une convention faite entre eux au moment de l'expédition, V, 95. — Renouvellement. Les anciens tarifs doivent continuer à être perçus jusqu'à décision nouvelle, V, 92. — Tarifs distincts. — L'expéditeur qui fait des envois de marchandises par chemin de fer n'est pas fondé à combiner, pour la fixation des prix de transport, les avantages différents accordés au commerce



par des tarifs spéciaux, distincts et indépendants les uns des autres, II, 5. — Contravention par l'expéditeur. — Les expéditeurs, aussi bien que les compagnies de chemins de fer, sont soumis aux prescriptions des règlements administratifs légalement pris en matière de tarifs. Les peines de l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845, sont encourues par la violation des arrêtés qu'en vertu de l'ordonnance du 15 novembre 1846, art. 79, le Ministre des travaux publics peut prendre pour l'exploitation, c'est-à-dire pour le transport même des marchandises, et notamment pour les déclarations par l'expéditeur de la valeur des finances à transporter, IV, 629.

- (158) Contribution foncière. — Le revenu net imposable des maisons d'habitation doit être déterminé sous la déduction du quart de la valeur locative; celui des manufactures et usines sous la déduction du tiers. En appliquant cette distinction aux bâtiments d'une gare de chemin de fer, on doit assimiler aux maisons d'habitation, les salles d'attente, les buffets, les bureaux, les logements des employés, les magasins de bagages et de marchandises, les cabinets d'aisances et les remises de voitures; et aux usines, les ateliers, châteaux d'eau, rotondes des locomotives, locaux renfermant les machines à vapeur ou hydrauliques. Il n'y a pas lieu de comprendre parmi les locaux imposables d'une gare, une remise de sciage, les bâtiments loués à des marchands de bois, qui n'appartiennent pas à la compagnie et les bâtiments affectés au ser-

vice public des dépêches, V, 96.

— Les quais découverts établis le long d'une voie ferrée, pour le service des voyageurs ou des marchandises, ainsi que les guérites d'aiguilleurs et de surveillants font partie de ladite voie; par suite, ils ne doivent être soumis à la contribution foncière qu'à raison de la superficie des terrains qu'ils occupent, 96. Les quais à bestiaux, attenants à la voie ferrée, en font partie et ne doivent être imposés à la contribution foncière qu'à raison de la superficie qu'ils occupent, 385.

— Il n'y a pas lieu de comprendre dans l'estimation du revenu imposable les guérites en bois des aiguilleurs et les grues à pivot non scellées au sol. Ces objets ne font pas partie intégrante des immeubles où est située la gare, 385.

- (159) Contribution des portes et fenêtres. — Les ouvertures des locaux non destinés à l'habitation des hommes ne sont pas imposables à la contribution des portes et fenêtres; par suite, ne donnent pas lieu à imposition des remises servant à une compagnie de chemin de fer à abriter ses wagons et une pompe à incendie; des greniers situés au-dessus de la remise, V, 386. — Une gare de chemin de fer qui renferme des salles d'attente, des buffets, des bureaux, des logements d'employés, ne peut être exemptée de la contribution des portes et fenêtres comme n'étant pas destinée à l'habitation des hommes, 96. — Les ouvertures des bureaux de la poste et de l'octroi ne doivent pas être imposées, ces locaux étant affectés à des services

publics, 386. — Les ouvertures des magasins sont imposables, et l'on doit considérer comme un magasin un hangar aux marchandises pour le roulage, 386. Les grandes portes des remises à locomotives doivent être imposées comme portes cochères. — Rejet de la demande de la Compagnie tendant à ce qu'elles ne le soient que comme des ouvertures ordinaires, par le motif qu'elles ne donneraient accès que sur des cours appartenant à la Compagnie et non pas sur la voie publique ou sur les champs, 386. — Les vitrages formant toitures au-dessus des halles, ateliers, magasins d'une gare, ne constituent pas des ouvertures imposables; la loi n'assujettit à la taxe des portes et fenêtres que les ouvertures donnant sur les rues, cours et jardins, 96. — Les meneaux en bois divisant les ouvertures qui éclairent, tant les bureaux de la voie, qu'une forge et un hangar aux locomotives, ne peuvent avoir pour effet de faire considérer chacune des baies pratiquées dans les façades du bâtiment, comme constituant plusieurs fenêtres distinctes, 386.

- (160) Patentes. — 1° Détermination de la valeur locative. Pour déterminer la valeur locative d'une gare servant de base au droit proportionnel de patente, il faut rechercher le prix de location que peut produire la gare, d'après l'usage auquel elle sert présentement et non fixer le revenu de l'immeuble à 3 p. 0/0 du prix total des constructions, V, 96. — 2° Ne doivent pas être compris dans l'évaluation de la valeur locative d'une gare de chemin de

fer, pour l'assiette du droit proportionnel de patente, les quais découverts, situés le long de voies ferrées reliant la gare des marchandises à la voie principale; les estacades, quais et terrains découverts où est déposé le charbon; ce sont les annexes de la voie principale, V, 466; — La portion de la voie ferrée s'étendant sous la halle d'arrivée d'une gare; c'est une dépendance de la voie publique, 96; — les terrains des cours, les quais, trottoirs, voies de garage, entre-voies; ils font partie de la voie publique à laquelle ils donnent accès, 385; — l'emplacement de voies ferrées reliant une gare de terre à une gare d'eau; c'est une dépendance de la voie ferrée principale, 385; — des quais découverts établis pour le service des voyageurs, des bestiaux ou des marchandises le long de la voie ferrée et faisant partie de cette voie, à laquelle ils sont attenants, 96; — les quais servant au chargement des bestiaux et du coke; les quais et trottoirs attenants à la voie publique; les quais aux chaises de poste, aux bestiaux; les quais pour le chargement des sapins et la guérite de l'aiguilleur faisant partie de la voie ferrée, 96; — une cour des voyageurs et des marchandises, un jardin et des quais et entre-voies inférieurs; ils n'ont pas de destination industrielle, 96; — le bureau du télégraphe; ce local est destiné à un service public et ne sert pas à l'exploitation de la Compagnie, 385, 466; — le bureau de l'octroi, 466; — les bâtiments affectés au service du commissaire de

surveillance dans une gare, 96 ; — un buffet occupé par un tiers ; il ne fait pas partie de l'établissement industriel de la Compagnie, 385 ; les logements du chef de section, de l'ingénieur et de l'inspecteur de la traction ; du receveur principal, du conducteur des travaux, du chef de bureau de la grande vitesse et du contrôleur ambulant (ces agents, dont les fonctions ne nécessitent pas l'habitation dans les gares, ne font pas partie de l'établissement industriel), 581 ; — le logement d'un employé (dans l'espèce un piqueur), dont la présence dans la gare n'est pas nécessitée par ses fonctions, 385 ; — 3° On doit comprendre dans l'évaluation de la valeur locative d'une gare de chemin de fer, pour l'assiette du droit proportionnel de patente, les locaux et objets suivants : prise d'eau, conduites et réservoirs, grues hydrauliques, emplacements des remises, hangars, magasins, terrains contigus aux remises, forges, 385 ; — Quais situés sous les gares des marchandises, servant à la compagnie de lieux de dépôts et de chantiers, 96 ; — Maisons des gardes-barrières ; réservoirs ou châteaux d'eau ; machine de prise d'eau et accessoires ; cabinets d'aisances ; appareils pour le gaz et les bouillottes ; grues, pont à bascule ; lieux de dépôt ou chantiers ; outillage des ateliers, 96 ; — logement occupé par le chef de gare et celui du sous-chef chargé de le remplacer ; logement des sous-chefs de gare attachés au service de la petite et de la grande vitesse ; du chef de dépôt, du garde magasin, du chef lampiste, des

concierges, des contrôleurs surveillants, de l'homme d'équipe chargé d'amarrer les trains, du surveillant pompier (tous ces agents chargés d'une surveillance constante et dont, par suite, l'habitation dans la gare est nécessaire pour l'exercice de l'industrie de la compagnie, font partie de l'établissement industriel), 581 ; — logements occupés par le sous-chef de gare et les employés mécaniciens ; logements occupés par le chef de dépôt, 385 ; — 4° On doit comprendre dans l'évaluation au vingtième les logements des sous-chefs de gare et employés de la compagnie chargés de la surveillance ; en effet, les concessionnaires de chemins de fer sont impossibles sur la maison d'habitation (loi du 25 avril 1844), et ce droit proportionnel s'applique non-seulement à la maison ou le patentable fait sa résidence habituelle et principale, mais à toutes les autres habitations qu'il possède et qui servent à l'exercice de sa profession ; or les agents de surveillance d'un chemin de fer représentent la compagnie, et leurs logements dans la gare servent à l'exercice de son industrie, 385. — Doit être compris dans l'évaluation au vingtième le logement occupé par un homme d'équipe logé avec le chef et les sous-chefs de gare au service desquels il est attaché ; il ne fait pas partie de l'établissement industriel, 466 ; le logement occupé par le chef de gare et celui du sous-chef chargé de le remplacer ; ces logements ne font pas partie de l'établissement industriel ; ils sont exclusivement affectés à l'habi-

tation des agents qui représentent la compagnie, 581; — les maisons du sous-chef de gare, des ouvriers mécaniciens et la partie du logement du chef de dépôt affecté à son service personnel, 96. — 5° On doit comprendre dans l'évaluation au quarantième, comme faisant partie de l'établissement industriel : l'outillage de réparation de la gare; une plaque tournante établie sous une remise; le bureau compris dans le logement d'un employé, 385; — les logements des sous-chefs de gare attachés au service de la petite et de la grande vitesse, du chef de dépôt, du garde magasin, du chef lampiste, des concierges, des contrôleurs surveillants, de l'homme d'équipe chargé d'amarrer les trains, du surveillant pompier, 581; les maisons des gardes barrières, 96; — le logement du surveillant du dépôt du combustible, 466.

(161) Taxes communales. Frais de pavage, II, 250.

(162) Contraventions : Poursuite des contraventions; défaut de qualité des compagnies, V, 71. — Les contraventions de grande voirie commises sur les chemins de fer étant poursuivies par l'autorité administrative ne peuvent donner lieu à des dépens à la charge des compagnies devant le Conseil d'Etat, IV, 68. — Voitures et wagons; incendie. — L'incendie volontaire d'une voiture circulant ou stationnant sur la voie publique constitue la contravention prévue par l'art. 479 § 1<sup>er</sup>, du Code pénal, et non le crime prévu par l'art. 434, § 5, applicable exclusivement aux voitures

et wagons de chemins de fer, IV, 598. — Dépôts à une distance de plus de 5 mètres. — Le fait par un particulier d'établir sur son terrain, dans le voisinage d'un chemin de fer, des cavaliers qui, par leur pesanteur et leur pression, ont déformé horizontalement et soulevé le sol de la voie, ne constitue pas une contravention de grande voirie, alors que ces cavaliers se trouvent au delà de la zone de 5 mètres où il ne peut être fait de dépôt sans autorisation. Si la compagnie se croit fondée à réclamer la réparation du dommage qu'elle aurait éprouvé par suite de l'accumulation des dépôts dont lesdits cavaliers ont été successivement formés, elle conserve le droit de porter sa demande devant la juridiction compétente. Renvoi du propriétaire des fins d'un procès-verbal de contravention constatant un dommage causé au chemin de fer par suite de l'éboulement des cavaliers, III, 483.

(163) Agents assermentés; service de la garde nationale. — Les agents assermentés d'une compagnie dont le cahier des charges assimile ces agents aux gardes champêtres, doivent être rayés des contrôles du service actif de la garde nationale et portés seulement dans la réserve, II, 703.

Chemins publics ruraux ou communaux. Voir alignements, Voirie urbaine.

(1) Vente par une commune à un particulier; irrévocabilité, III, 213, 749.

(2) Arrêté de classement; recours. — L'arrêté municipal qui comprend un chemin au nombre des chemins publics ruraux d'une

commune, n'a pas pour effet légal d'attribuer à la commune la propriété ni la possession du terrain; il ne peut être considéré que comme une mesure d'ordre et ne fait pas obstacle à ce que les parties intéressées fassent valoir leurs droits de propriété ou de possession devant les tribunaux civils, III, 61.

(3) Nature du terrain. — Preuve testimoniale. — Le juge de police ne peut refuser au ministère public le droit d'établir par témoin la nature publique d'un terrain, même non classé place ou voie publique, et, si l'extrait du cadastre qui l'attribue à un particulier peut-être un élément de conviction, sa production n'exclut pas la preuve contraire, V, 558.

(4) Chemin s'étendant sur le territoire de deux communes; suppression partielle. — Un chemin rural qui s'étend sur le territoire de deux communes peut être supprimé dans l'une d'elles sans qu'il soit nécessaire de remplir dans l'autre les formalités exigées par la loi du 28 juillet relative aux chemins vicinaux, V, 703.

(5) Ecoulement des eaux. — Un arrêté municipal qui, dans l'intérêt de la salubrité publique, ordonne l'enlèvement d'un obstacle à l'écoulement des eaux d'un chemin, est exécutoire indépendamment de toute question de propriété ou de servitude aussi longtemps qu'il n'a pas été réformé par l'autorité supérieure V, 451. — Lorsqu'un procès-verbal régulier constate que le prévenu a diminué la largeur du chemin public, en y plaçant des

pierres de façon à y déverser les eaux, le juge de police ne peut acquitter le prévenu en se fondant sur ce qu'il n'avait fait qu'un travail défensif, dans le but d'éviter l'écoulement des eaux sur sa propriété et non dans le but d'anticiper sur la largeur du chemin, II, 222.

(6) Élargissement. — Le préfet excède ses pouvoirs en approuvant un plan d'alignement qui augmente la largeur d'un chemin public rural: L'élargissement d'un semblable chemin ne peut être prescrit en exécution ni de l'article 52 de la loi du 16 septembre 1807, qui est exclusivement applicable aux rues, ni de l'article 16 de la loi du 21 mai 1836, qui statue à l'égard des chemins classés comme vicinaux, III, 61. — L'arrêté du maire qui ordonne l'élargissement d'un chemin rural n'a pas pour effet de déposséder les riverains; ils ne peuvent être dépossédés que par les voies ordinaires; dès lors le juge de police refuse, à bon droit d'ordonner la démolition d'un mur construit sur un chemin rural, si les formalités de la dépossession régulière n'ont pas été remplies à l'égard du propriétaire, IV, 154.

(7) Suppression. — L'arrêté par lequel le préfet autorise, conformément à la délibération du Conseil municipal, la suppression et l'aliénation d'un chemin rural, est un acte de tutelle administrative qui ne peut porter préjudice aux droits de préemption réclamés par un riverain et à l'exercice de ces droits devant l'autorité compétente. Cet arrêté n'est pas dès lors suscep-

- tible d'être attaqué au contentieux par le riverain, pour excès de pouvoir, IV, 381. — Le Préfet en approuvant la délibération d'un Conseil municipal qui demande, après enquête préalable, la suppression d'un chemin rural et autorise l'aliénation du sol de ce chemin à titre d'échange et sous la réserve des droits des tiers, fait un acte de tutelle qui n'est pas susceptible d'être déferé au Conseil d'Etat par la voie contentieuse. Son arrêté ne fait pas obstacle à ce que les tiers qui entendraient s'opposer à l'échange et réclamer des droits de propriété et de préemption, fassent valoir ces droits devant l'autorité compétente, 311. — Le Conseil de préfecture doit se déclarer incompétent pour statuer sur les demandes d'indemnité fondées sur le dommage que la suppression du chemin et son aliénation occasionneraient aux demandeurs, 311. — Si un particulier prétend avoir des droits de propriété ou de préemption à exercer sur le sol d'un chemin rural dont le Conseil Municipal a décidé l'aliénation, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de prononcer sur ces prétentions, 381. — Le ministre de l'Intérieur agit dans l'exercice de ses pouvoirs de tutelle administrative, lorsqu'il confirme un arrêté du Préfet qui approuve une délibération du Conseil Municipal votant la suppression d'un chemin rural et la cession du sol de ce chemin au profit d'un particulier, V, 703.
- (8) Usurpation. — L'individu poursuivi pour avoir usurpé par des labours sur la largeur d'un chemin public, fixé par arrêté du Préfet, ne peut être acquitté par ce motif qu'il n'y avait pas d'abornement préexistant, déterminant la limite du chemin. Le prévenu devait faire fixer par le Maire la limite de la voie publique, avant d'entreprendre le travail objet de la poursuite, III, 150.
- (9) Possession annale reconnue. — Dispense le propriétaire de se soumettre à l'obligation d'élaguer ses plantations, V, 243. Construction non autorisée. — La possession annale juridiquement reconnue établit en faveur du prévenu une exception de nature, comme celle de propriété, à enlever au fait poursuivi le caractère de contravention : c'est à bon droit que le juge de police se fonde sur la possession annale reconnue par le juge civil pour acquitter le prévenu, IV, 151.
- (10) Prescription. — Avant la loi du 21 mai 1836, comme depuis, un terrain à usage de chemin n'était imprescriptible qu'autant qu'il était classé comme chemin public. Un jugement est périmé lorsqu'il est resté sans exécution pendant trente ans, V, 99. — Les chemins ruraux sont prescriptibles alors même qu'ils seraient classés par arrêté préfectoral. Dès lors, le juge de police doit surseoir à statuer sur l'usurpation poursuivie, lorsque le prévenu excipe d'un droit de propriété, II, 213.
- (11) Contravention. — Les dégradations, usurpations et embarras sur des chemins simplement ruraux, constituent des contraventions qu'il appartient au juge de police de réprimer; ce juge doit également statuer sur la ré-

paration du dommage, en ordonnant le rétablissement des lieux dans leur ancien état. C'est donc à tort qu'il s'est déclaré incompétent et qu'il a renvoyé devant le conseil de préfecture, qui n'est compétent que quand la contravention a été commise sur les chemins vicinaux, III, 235. — Construction sans autorisation, II, 436, 500, 741.

- (12) Publicité. — Le jugement qui se fonde, pour déclarer public un chemin sur le plan cadastral et autres documents administratifs, fait une application de ces actes et non une interprétation qui sortirait de sa compétence, I, 124.

Chemins vicinaux. Voir Alignements. Plantations. Voirie urbaine.

- (1) Dépense d'établissement, répartition. — Voir Contribution.
- (2) Alignements. — Pouvoirs conférés aux sous-préfets (loi), IV 223. — Largeur réglementaire. — Ne peut être augmentée par un arrêté d'alignement, I, 104. — Traversée des villes; les permissions de voiries doivent être données par les préfets, III, 206. — Qualité du préfet pour défendre à un pourvoi; 495.
- (3) Rues formant le prolongement des chemins vicinaux; lois et règlements de voirie à appliquer (loi), IV, 227.
- (4) Classement. — Pour comprendre au nombre des voies vicinales une avenue qui n'avait pas le caractère de chemin public, il doit être procédé par voie d'expropriation, conformément à l'article 16 de la loi du 21 mai 1836. Le Préfet commet un excès de pouvoir en prenant un arrêté de

classement par application de l'article 15 de la même loi, V. 422. — L'interprétation de l'arrêté de classement d'un chemin vicinal a été demandée par un tribunal préalablement au jugement d'une contestation relative à la propriété d'un chemin qu'une commune soutient être vicinal et qu'un particulier prétend être une dépendance de son domaine. Dans cette circonstance, l'arrêté interprétatif du préfet et la décision confirmative du ministre qui attribuent au chemin litigieux le caractère vicinal, à dater de l'arrêté de classement sont de nature à être déférées au Conseil d'État par la voie contentieuse, parce qu'ils ont pour effet de conférer à la commune des droits qu'elle peut faire valoir pour combattre la prétention de la partie adverse à la propriété du terrain, IV, 427; — anticipations antérieures à l'arrêté de classement. — Le conseil de préfecture est incompétent pour en connaître, II, 33.

- (5) Déclaration de vicinalité; question de propriété. — Le conseil de préfecture excède ses pouvoirs en statuant sur des questions relatives à la possession du sol d'un chemin qu'une commune prétend être vicinal et qu'un particulier revendique à titre de propriété privée, alors que ces questions ont été réservées à l'autorité judiciaire par un décret au contentieux portant annulation d'un arrêté du Préfet qui avait déclaré la vicinalité du chemin litigieux, V. 447. — Le dépôt de matériaux sur un chemin vicinal doit être réprimé par le juge de police,

nonobstant le jugement qui maintient le prévenu en possession du terrain sur lequel le dépôt a eu lieu; ce jugement au possessoire ne fait pas obstacle à ce que le terrain auquel il s'applique n'ait pu être ultérieurement incorporé au chemin vicinal par l'effet d'une reconnaissance et d'une délimitation administrative, II, 629. — Lorsqu'un particulier produit des titres établissant son droit à la propriété du sol d'un chemin dont une commune prétend avoir eu de tout temps la possession immémoriale, le préfet excède ses pouvoirs en procédant, conformément à la loi de 1836, à la reconnaissance et à la fixation de la largeur de ce chemin, avant qu'il ait été statué sur la question de propriété par l'autorité compétente, 508. — Une commune est recevable à attaquer par la voie contentieuse, la décision ministérielle annulant un arrêté préfectoral qui avait déclaré partie intégrante d'un chemin vicinal, par interprétation de l'acte de classement, un terrain dont une décision judiciaire avait maintenu la possession à un particulier. Jugé que le recours de la commune contre la décision du ministre était mal fondé, 610. — Un chemin d'exploitation dont le sol appartient à un particulier et qui n'a pas le caractère d'un chemin public, ne peut être classé comme vicinal par le préfet procédant, conformément à l'article 15 de la loi de 1836, à la reconnaissance et à la fixation de la largeur de la voie dont il s'agit. Le préfet doit procéder par voie d'expropria-

tion conformément à l'article 16, IV, 315.

- (6) Réunion d'un terrain particulier. — Le propriétaire d'un terrain réuni au sol d'un chemin vicinal par l'effet d'un arrêté de classement, ne peut plus occuper ce terrain sans commettre une contravention. Une sentence du juge de paix qui le maintient en possession de la parcelle ainsi incorporée à la voie publique établit son droit à une indemnité, mais ne le met pas à l'abri de la peine encourue pour le fait d'empiétement sur le chemin, I, 124.
- (7) Déplacement. — Le préfet excède la limite de ses pouvoirs lorsque, contrairement à la délibération du conseil municipal, il ordonne le déplacement d'une portion de chemin vicinal dans la traverse d'une commune, accepte l'offre faite par les propriétaires riverains de céder sans indemnité le terrain compris dans le tracé de la nouvelle voie, enfin maintient les mêmes propriétaires dans la possession d'une portion de la voie déclassée occupée par leurs constructions, II, 691. — Déplacement par suite de l'établissement d'un chemin de fer; refus d'indemnité, IV, 188.
- (8) Usurpation. — Le conseil de préfecture doit réprimer immédiatement une usurpation commise sur la largeur d'un chemin vicinal, telle qu'elle est déterminée par un arrêté du préfet antérieur aux poursuites. Il n'a pas à surseoir jusqu'à ce que l'autorité judiciaire ait statué sur la prétention du contrevenant à la propriété du terrain usurpé. L'arrêté du conseil de préfecture ne fait



pas d'ailleurs obstacle à ce que les tribunaux civils soient saisis de la question de savoir si le contrevenant était propriétaire du terrain litigieux avant l'époque où le chemin dont il s'agit a été déclaré vicinal, III, 704. — Usurpation prétendue. — Condamnation annulée, V, 590. — Dans le cas d'élévation d'une clôture le long d'un chemin de grande communication sans demande d'alignement, le juge de police ne peut ajouter à l'amende encourue pour cette omission, une condamnation à la suppression de l'œuvre, que le conseil de préfecture serait seul compétent pour ordonner, à raison d'un empiétement sur chemins placés dans ses attributions, 64.

- (9) Dégradations ; subventions. — Une commune à qui l'État a cédé un chemin qu'elle a classé comme vicinal, n'est pas fondée à réclamer une indemnité à des tiers, pour des dégradations antérieures à la cession, III, 706. — Les dégradations que le transport des matériaux employés à la construction d'un chemin de fer, ont occasionnées à un chemin vicinal donnent lieu à une subvention spéciale, conformément à l'article 14 de la loi du 21 mai 1836, II, 586. — Transport de marchandises pour le compte d'une compagnie de chemin de fer ; demande de subvention par la commune, rejet, V, 584. — Dégradations par suite du curage d'un cours d'eau ; indemnité à la commune, I, 497. Modifications ou dégradations par suite de l'établissement d'un chemin de fer. — L'établissement sur un chemin vicinal d'un viaduc ou d'un

passage à niveau, ne donne lieu à l'allocation d'aucune indemnité au profit de la commune, soit que ladite commune se plaigne de dépossession, soit qu'elle allègue la gêne dans la circulation, les dangers et les embarras qui résulteraient de l'existence des viaducs, des passages à niveau et des barrières, ou des mauvaises dispositions de ces ouvrages, ou de la situation nouvelle d'une partie du chemin vicinal qui se trouve comprise dans les clôtures du chemin de fer, II, 586.

- (10) Prescription. — L'imprescriptibilité des chemins publics n'existe qu'autant qu'ils conservent leur destination publique : d'où il suit que l'abandon d'un chemin sur une partie de sa largeur le fait rentrer dans la catégorie des propriétés pouvant être prescrites, II, 225.

CHENEUSAC, III, 661.

CHEVALIER, IV, 589.

CHIAPELLA, IV, 460.

CHICARD, III, 61.

CHICARD et MARIE, II, 42.

CHOFFIN, III, 599.

CHOSE JUGÉE :

- (1) Contraventions. — Défense à une poursuite en contravention fondée sur une interprétation de lettres patentes, contraire à un décret rendu au contentieux, II, 697. — Il y a chose jugée lorsque, en matière de voirie, le juge de police renvoie le prévenu de la contravention sur laquelle il a été respectivement conclu au fond par les parties, parce que cette contravention a été irrégulièrement constatée par un procès-verbal que ce juge déclare nul. — C'est donc à bon droit qu'il refuse de prononcer

- une condamnation à la suite d'un nouveau procès-verbal, cette fois régulier, qui lui réfère cette même contravention, I, 152. — Un propriétaire acquitté par un jugement qui déclare non confortatifs les travaux qu'il a exécutés à la façade de sa maison, ne peut être poursuivi pour des travaux postérieurs qui forment un ensemble indivisible avec les ouvrages précédents, III, 169, 751. — Un arrêté du conseil de préfecture condamnant un particulier à supprimer une grille le long de la Bièvre, dans la zone interdite aux constructions, ne fait pas obstacle à ce que le propriétaire demande ultérieurement au préfet, l'autorisation d'établir un mur de clôture sur le même emplacement et se pourvoie contre l'arrêté préfectoral qui lui refuse cette autorisation, III, 717.
- Contravention; double poursuite, IV, 138. — Le particulier poursuivi à raison d'une contravention peut reproduire un moyen de défense qu'il a déjà fait valoir dans une instance relative à un fait de même nature, sans qu'on puisse lui opposer l'exception de la chose jugée, V, 782. — L'annulation d'un arrêté d'alignement entraîne l'annulation des condamnations auxquelles cet arrêté a servi de base, II, 630.
- (2) Indemnités de dommages, III, 687. — L'allocation d'une indemnité pour extraction, ne fait pas obstacle à ce qu'une nouvelle indemnité soit réclamée pour des éboulements postérieurs, 679. — Un usinier dont la demande d'indemnité à raison de chômages a été rejetée pour défaut de justification de l'existence l'égalé de l'usine, peut présenter ultérieurement une autre demande d'indemnité motivée sur de nouveaux chômages, en fournissant la preuve qu'il n'avait pu faire d'abord de la légalité de son usine. La faculté de faire cette preuve ne peut être séparée du droit de produire la demande principale. L'exception de la chose jugée n'est donc pas opposable, 327. — La légalité de l'existence d'une usine peut être discutée toutes les fois qu'il est formé une nouvelle demande d'indemnité de chômage, V, 601. — Usines; dépréciation, V, 187. — Usine mise en chômage, — Recours de l'usinier contre les tiers qui ont provoqué cette mesure, IV, 113. Un arrêté du conseil de préfecture ordonnant une expertise, entre les entrepreneurs des travaux d'un chemin de fer et un propriétaire, pour l'évaluation de dommages, n'a pas l'autorité de la chose jugée à l'égard de la compagnie concessionnaire et ne fait pas obstacle dès lors à ce que le conseil de préfecture ordonne une autre expertise sur le même objet, entre la compagnie et le réclamant, III, 536. — L'indemnité accordée à titre gracieux à un entrepreneur dont les réclamations ont été rejetées par la voie contentieuse, n'autorise pas à remettre en question la chose jugée, I, 520. — Jury opposé à une demande d'indemnité de dommages formée devant le conseil de préfecture; rejet de l'exception, II, 7.
- (3) La chose jugée par l'autorité judiciaire ne peut être remise en question devant le conseil de

- préfecture, V, 189. — Le conseil d'Etat, après avoir rejeté comme tardif le recours d'un particulier pour excès de pouvoir contre un arrêté du préfet qui aurait prescrit l'élargissement d'un cours d'eau aux dépens de sa propriété, peut encore être appelé à statuer sur le recours du même propriétaire contre la décision ministérielle qui maintient les dispositions dudit arrêté attaquées ultérieurement par la voie hiérarchique. L'exception de la chose jugée n'est pas opposable au dernier recours, V, 408. — Question de propriété, V, 447.
- (4) Périmètre d'un syndicat, I, 107, IV, 361. — La décision par laquelle le conseil d'Etat reconnaît qu'une contestation jugée par une commission spéciale d'endiguement rentrait dans les attributions du conseil de préfecture, n'a pas pour effet d'annuler la déclaration d'incompétence rendue antérieurement dans la même affaire par le conseil de préfecture si cette déclaration a acquis l'autorité de la chose jugée, I, 107.
- CHOULANT, III, 501.
- CHRÉTIEN ET BRUN, I, 151.
- CIRCULAIRES :
- (1) Associations syndicales. — Exécution de la loi du 21 juin 1865, V, 312; — id. du règlement d'administration publique déterminant la forme des enquêtes, 667.
- (2) Appareils et bateaux. — Mesures réglementaires, I, 67. — Chaudières en tôle d'acier fondu, 249.
- (3) Canaux. — Modification de l'article 7 du règlement de police en ce qui concerne les laissez-passer à délivrer par l'administration des contributions indirectes, V, 156.
- (4) Cantonniers. — Retenues versées à la caisse des retraites pour la vieillesse, IV, 83. — Serment, 500. — Retenues pour la caisse des retraites, I, 69. — Instructions pour les opérations de comptabilité concernant ces retenues, 234.
- (5) Chaudières à vapeur. — Envoi d'un décret du 25 janvier 1865, V, 157. — Exécution de l'article 19 du décret du 25 janvier 1865, 669.
- (6) Chemin de fer. — Études, I, 66. — Industries exercées dans les gares, III, 310. — Chemins de fer d'intérêt local. Exécution de la loi du 12 juillet 1865, V, 542.
- (7) Comptabilité. — Ordonnance du 31 mai 1862; exécution de l'article 46. Reversement pour cause de trop payé, II, 576. — Budget de 1863. Mesures à prendre lors de l'envoi aux payeurs des mandats de paiement, III, 300. — Mesures à prendre pour accréditer auprès des payeurs les sous-ordonnateurs secondaires, 306. — Mesures à prendre pour l'emploi du papier de couleur pour l'établissement de certaines formules de comptabilité, 311. — Loi du 23 mars 1855. Mesure à prendre pour compléter, dans le sens de la loi, les indications contenues dans les certificats des conservateurs des hypothèques délivrés après transcription, 314.
- (8) Décentralisation. — Application du décret du 13 avril 1861, I, 251.
- (9) Pêche. — Exécution de la loi du 31 mai 1865, V, 301. — Envoi d'un projet de règlement, 306. — Fonctionnement du personnel

- de la surveillance, 665. — Instructions au sujet de la poursuite des délits et du paiement des frais de poursuite, III, 307. — Frais de serment, IV, 81, 354. — Taxe judiciaire des frais de poursuite tombés en non-valeur, 265. — Remboursement aux greffiers du prix du papier timbré employé pour la prestation de serment, 502. — Paiement des frais de transport des engins saisis, 498.
- (10) Personnel. — Ingénieurs des ponts et chaussées et des mines. — Travaux pour le compte des départements, des communes ou des particuliers, IV, 496. — Cours publics, 497. — Augmentation des traitements des ingénieurs I, 486. — Indemnités départementales. — Intervention du ministre des travaux publics dans la répartition de ces indemnités, I, 248. — Conducteurs et employés secondaires. — Nouveau règlement des frais de déplacements et de dé couchers, II, 405. — Modifications au règlement du 28 août 1862, V, 164. — Invitation de hâter l'instruction des affaires, III, 304. — Demandes des fonctionnaires ou agents. — Intervention de personnages étrangers à la hiérarchie des corps, 683.
- (11) Police du roulage. — Barrières de dégel, III, 457.
- (12) Reboisement des montagnes, I, 484.
- (13) Routes impériales. — Entretien; projets de budget et tableaux récapitulatifs, IV, 86. — Dépenses d'entretien. — Demande de renseignements; envoi de tableaux, III, 301. — Recensement de la circulation sur les routes impériales et départementales, 685. — Envoi d'un état récapitulatif des dépenses d'entretien pour l'exercice 1861, et instructions pour la rédaction des projets de budget, 171. — Excédants de largeur; demande de renseignements, II, 573.
- (14) Secrétariat général. — Interdiction du travail les dimanches et les jours fériés, III, 313.
- (15) Service hydraulique. — Assainissement et mise en valeur des marais et terres incultes appartenant aux communes, I, 223. — La police, le curage et l'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables sont placés dans les attributions du ministère de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. — Envoi du décret du 8 mai 1861, 233. — Associations syndicales; franchise postale, 253.
- (16) Usines et prises d'eau. — Cours d'eau non navigables. — Règlements d'eau. — Modification des dispositions générales relatives au curage des biefs de retenue, et à la suppression sans indemnité des autorisations accordées, V, 162.
- CIRCULATION; recensement, III, 635.
- CIRODDE et COMTE, IV, 572.
- CITATION; expropriation; inscription de faux, IV, 325.
- CLARY, III, 744.
- CLASSEMENT de terres; endiguements; compétence, II, 673.
- CLAUDE pénale dans une lettre de voiture délivrée à une compagnie de chemin de fer; la compagnie est en droit d'en refuser l'insertion, II, 472. — Entrepreneur; mise en demeure, 273.
- CLAUZADE (de), III, 355.
- CLAVEL, III, 380.
- CLAVIERIE, III, 51.

CLAYE, V, 7.

**CLOTURES.** — Alignements, III, 378. Clôture sur l'alignement prescrite le long d'un chemin rural; excès de pouvoir, V, 700. — Clôture anticipant sur un chemin vicinal, 64. — Extraction de matériaux, I, 339, II, 184. — Chemin de fer, IV, 68, 432.

CLOUARD, IV, 184.

CLUZEL, I, 375.

COLOMBIER et de MONTILS, II, 604.

COMBERTAULT, III, 5.

COMBES (mines de), IV, 611.

COMMARMOND, I, 431.

**COMMISSAIRES** de surveillance administrative des chemins de fer. — Retraite, IV, 75.

**COMMISSIONS :**

(1) Une commission est incompétente pour modifier le classement des terrains compris dans une association syndicale d'endiguement, IV, 195, 459.

(2) Commission spéciale instituée en exécution de la loi du 16 septembre 1807. — Dessèchements. — Les taxes sont perçues illégalement si cette commission n'a pas été instituée, III, 596. — Endiguements; demande en révision du périmètre et du classement des propriétés qui y sont comprises. — Une commission spéciale, après avoir, par une décision non attaquée dans les délais légaux, fixé le périmètre d'un syndicat d'endiguement et déterminé les bases de la répartition des dépenses entre les propriétaires intéressés, ne peut plus être saisie d'une demande ayant pour but de modifier les dispositions arrêtées. — C'est à l'administration supérieure à apprécier si des circonstances particulières peuvent motiver la révision du

périmètre et du classement des propriétés. — Décidé que la commission spéciale avait pu d'autant moins connaître, dans l'espèce, d'une demande en révision qu'aux termes de l'ordonnance qui l'instituait, ses fonctions avaient pris fin après l'accomplissement de ses opérations, I, 107. — Demande en révision du périmètre et des bases de la répartition des dépenses. — Lorsqu'une décision d'une commission spéciale a fixé le périmètre d'un syndicat d'endiguement, arrêté le classement des terrains compris dans ce périmètre, et établi d'une manière définitive les bases de la répartition des dépenses entre les propriétés intéressées; que cette décision n'a pas été attaquée devant le conseil d'État dans les délais prescrits par la loi; que les taxes établies en exécution de ses dispositions, ont été perçues pendant plusieurs années; qu'ainsi les opérations en vue desquelles la commission a été instituée se sont trouvées accomplies, et que les fonctions de la commission ont pris fin aux termes de son acte constitutif; s'il survient des circonstances nouvelles de nature à motiver une demande de modification dans le périmètre du syndicat et dans la classification des propriétés, cette demande ne peut être soumise qu'à l'administration supérieure à qui seule il appartient de provoquer un nouveau décret. Il est décidé qu'en se déclarant sans pouvoir pour statuer sur la demande en révision, la commission spéciale n'a pas violé l'autorité de la chose jugée dans une précédente

décision par laquelle, sans se prononcer sur la compétence, elle soumettait ladite demande à un supplément d'instruction, IV, 361.

- (3) Serment. — Les membres d'une commission spéciale de travaux d'endiguement qui ont prêté, avant d'entrer en fonctions, le serment prescrit par le décret constitutif, ne sont pas tenus de renouveler ce serment chaque fois qu'ils doivent faire acte de leurs fonctions, IV, 195.

**COMMUNES.** Voir Action, chemins ruraux, vicinaux, pavage.

- (1) Expropriation; offres par le préfet, III, 12.

- (2) Dommage. — Indemnité allouée à une commune pour dégradation d'un chemin vicinal par suite du curage d'un cours d'eau, I, 497. Réclamation par une commune contre l'Etat d'une indemnité de dommage. V, 695. — Expropriation du sol d'une partie de voie communale. — L'indemnité comprend celle à laquelle les riverains peuvent prétendre à raison du dommage que leur causerait le rétrécissement de la voie publique, I, 281; mais elle ne comprend pas le dommage que leur causeraient des remblais exécutés ultérieurement, 284.

- (3) Domaine communal. — Cessions. — La cession par une commune à un particulier, du sol d'un chemin rural dont la suppression a été prononcée après l'accomplissement de toutes les formalités exigées par la loi, est consommée et ne peut plus être attaquée par les tiers devant l'autorité administrative après que l'acte de cession a été passé et le prix payé.

Mais les tiers peuvent, s'ils s'y croient fondés, soutenir devant l'autorité judiciaire que la cession a été irrégulière et doit être considérée comme non avenue en vertu de l'article 1596 du code Napoléon, parce que l'acquéreur du sol ainsi vendu était maire de la commune, III, 213. — La vente à un particulier par une commune, du sol d'un chemin rural, lorsqu'elle a été opérée dans les formes légales et réalisée par une prise de possession, crée au profit de l'acheteur des droits auxquels l'autorité administrative ne peut porter atteinte. — Le préfet excède dès lors ses pouvoirs en rapportant, sur la réclamation d'un tiers, l'arrêté par lequel il avait approuvé la délibération du conseil municipal autorisant la vente, I, 381.

- (4) Mise en valeur des marais et des terres incultes appartenants aux communes. — Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 28 juillet 1860, I, 47 (circulaire), 223. — Une commune ne peut se prévaloir des droits qui résultent pour elle de la loi du 28 juillet 1860 pour attaquer un décret prorogeant le délai fixé pour l'exécution de travaux de dessèchement par un acte de concession intervenu sous l'empire de la loi de 1807, IV, 590.

- (5) Engagement envers une compagnie de chemin de fer au sujet de l'emplacement d'une gare projetée, approbation implicite par l'autorité supérieure, III, 558.

- (6) Réclamation du prix de la cession à un particulier d'un terrain retranché par voie d'alignement d'une route impériale ou départe-

tementale, autrefois voie communale, II, 601.

- (7) Dépens. — Un particulier qui demande l'annulation d'un arrêté d'alignement pris par l'autorité municipale, n'est pas fondé à réclamer une condamnation aux dépens contre la commune qui n'est pas partie dans l'instance, II, 598.

**COMPENSATION.** Voir Plus-value.

**COMPTABILITÉ.** Voir Circulaires.

— Règlement général sur la comptabilité publique (31 mai 1862), II, 284. Décret du 31 mai 1862. Exécution de l'article 46. Reversement pour cause de trop payé (circulaire), II, 576.

**CONCESSIONS** Voir Canaux, chemins de fer, dessèchements, dock-entrepôt, gaz, pont, rachat, rétrocession.

- (1) Cahier des charges; interprétation; incompétence judiciaire, V, 731. — Infraction au cahier des charges; inapplicabilité du Code pénal. — Lorsqu'un entrepreneur (de l'éclairage au gaz, dans l'espèce) a conclu avec une commune un marché avec des stipulations d'exécution et de dommages-intérêts, en cas d'inexécution, il y a un contrat civil qui ne peut donner lieu qu'à l'application des règles du droit civil. C'est donc à bon droit que le juge de police acquitte l'entrepreneur, en refusant d'appliquer les peines de l'article 471 du Code pénal pour infraction aux prescriptions du marché conclu avec la commune, III, 661.

- (2) CONCESSION modifiée, IV, 353.

- (3) Droit des tiers. — Interprétation d'un acte de concession, IV, 286. Inexécution des conditions; ré-

clamation des tiers, V, 614. Annulation d'une concession faite en violation des droits de tiers intéressés, IV, 190. — Annulation d'une concession de chemin de fer, 220.

- (4) Chemins de fer. — Responsabilité d'une compagnie de chemin de fer à raison des dommages aux personnes, occasionnés par la faute de l'entrepreneur des travaux; compétence judiciaire, IV, 1.

1. Dommages par un sous-traitant; responsabilité directe du concessionnaire, III, 526.

— Travaux prescrits par le ministre à une compagnie de chemin de fer dans l'intérêt des propriétaires riverains d'une route, IV, 119. — Injonctions administratives. — Les compagnies concessionnaires de chemins de fer ne sont pas fondées à attaquer pour excès de pouvoir un arrêté du ministre des travaux publics qui règle l'exécution des obligations que l'État prétend leur avoir été imposées par les cahiers des charges en ce qui concerne les transports à prix réduits, des militaires ou des marins, et du matériel des administrations de la guerre et de la marine. Cet acte ne fait pas obstacle à ce que les compagnies se pourvoient devant le conseil de préfecture pour être statué sur la question de savoir si l'application de l'arrêté est contraire au cahier des charges et leur donne droit à une indemnité. La demande d'indemnité étant subordonnée à l'interprétation du cahier des charges ne peut être portée au conseil d'État avant d'avoir été jugée par le Conseil de Préfecture III, 40. — Un ar-

rété pris par le préfet de la Seine à l'effet d'organiser l'exercice des droits de surveillance et de contrôle que confèrent à la ville de Paris les traités conclus avec la compagnie d'éclairage au gaz, n'est pas susceptible d'un recours contentieux devant le conseil d'État. Si la compagnie prétend que les mesures prescrites excèdent les droits attribués à la ville par le marché, l'arrêté préfectoral ne fait pas obstacle à ce que la compagnie porte sa réclamation devant le conseil de préfecture, 754.

(5) Compétence. — Un traité passé entre une ville et une compagnie pour l'éclairage de la ville par le gaz constitue un marché de travaux publics; dès lors, les contestations qu'il soulève, relativement aux travaux et à l'éclairage, rentrent dans la compétence du conseil de préfecture. Mais ce conseil est incompétent pour statuer sur des réclamations de la ville qui ont pour objet de faire établir la situation financière de la société, d'apprécier sa comptabilité intérieure et de régler le partage des bénéfices, tant entre la ville et la compagnie, qu'entre cette dernière et les abonnés associés, II, 592.

(6) Clause de résiliation; compétence. — L'établissement d'un télégraphe électrique sous-marin, entre la France et l'Algérie, aux risques et périls de la compagnie concessionnaire, constitue un marché de travaux publics. Dès lors, la réclamation de la compagnie contre l'application qui lui a été faite par une décision, ministérielle, d'une clause de résiliation insérée dans le marché,

doit être portée devant le conseil de préfecture, sauf recours au conseil d'État; le conseil d'État ne peut être saisi directement de la contestation, II, 590.

(7) Perpétuelles. — Chute d'un pont communal dans un canal appartenant à un particulier; action du propriétaire contre la commune; compétence administrative, IV, 420. — Action de la commune contre le propriétaire; compétence administrative, 559. — Surveillance de l'administration, 562. — Désignation de l'ingénieur chargé du contrôle, 564.

(8) Révocation; indemnité. — Une compagnie, privée par un arrêté municipal du bénéfice de l'autorisation d'établir des conduites de gaz sous la voie publique, qui lui avait été accordée par un précédent arrêté, réclame une indemnité, tant contre la ville où les travaux devaient être exécutés que contre un particulier devenu concessionnaire de l'éclairage public et privé de la ville. Cette demande d'indemnité n'est pas de la compétence judiciaire; elle n'est pas non plus une réclamation tardive à l'exécution d'un marché de travaux publics dont la connaissance appartienne au conseil de préfecture. — L'administration supérieure peut seule déterminer le caractère et apprécier les effets des arrêts municipaux qui lui servent de base et décider si la première autorisation constituait un contrat administratif, pouvant, en cas d'inexécution, donner lieu à des dommages. intérêts, ou une simple permission de voirie révocable sans indemnité, I, 409. — Révocation



d'une concession domaniale. — Formalités 1, 332.

- (9) Dommages. — L'interdiction par le ministre d'exploiter une partie de mine au-dessus de laquelle un chemin de fer doit-étre établi, constitue pour l'exploitant un simple dommage et non une expropriation, alors que l'administration déclare que cette interdiction n'est pas absolue et définitive et que la compagnie du chemin de fer consent à prendre à sa charge les travaux de consolidation qu'exigera l'exploitation de la mine sous le railway, si elle vient à étre autorisée. Il appartient, dès lors, à l'autorité administrative de connaître de la demande en indemnité formée à raison de ce dommage, I, 345. — Privation de droits attachés à une concession. — Demande d'indemnité formée par la compagnie concessionnaire d'un canal pour la réparation du préjudice que lui causerait un pont établi pour le passage d'un chemin de fer, pont aux abords duquel une ordonnance de police interdisait le stationnement des bateaux. Rejet, la compagnie ne justifiant pas avoir été privée d'une partie des droits de stationnement qu'elle était autorisée à percevoir et les autres dommages qu'elle alléguait (perte de clientèle) n'étant ni directs ni matériels, II, 644. — Dommage à un concessionnaire pour cause d'utilité publique. *Voir* Gaz, usine.

- (10) Contraventions de grande voirie, poursuites. — Un concessionnaire de canal n'a pas le droit de poursuivre directement et en son nom, devant les conseils de préfecture,

la répression des contraventions de grande voirie commises sur ce canal et sur ses dépendances I, 117. — Poursuite des contraventions de grande voirie, défaut de qualité des concessionnaires de travaux publics V, 71. — Infraction au cahier des charges. — Ne peut étre poursuivie comme une contravention de grande voirie IV, 294, 398. — Il appartient à l'administration, à l'exclusion des compagnies concessionnaires, de poursuivre les contraventions aux dispositions de la loi du 15 juillet 1845 relative à la conservation des chemins de fer. En conséquence, c'est à tort que le conseil de préfecture, en renvoyant un particulier des fins d'un procès-verbal constatant la construction d'un bâtiment sur les limites du chemin de fer, à une distance moindre que celle exigée par les règlements, condamne la compagnie concessionnaire aux dépens, III, 48. — Les concessionnaires de chemins de fer, routes ou canaux n'ont pas qualité pour poursuivre devant le conseil de préfecture et, par voie d'appel, devant le conseil d'État, la répression des contraventions de grande voirie. Ils ne peuvent étre admis à intervenir pour réclamer la réparation des dégradations et des dommages résultant des contraventions, qu'autant que la juridiction compétente a été appelée par les représentants de l'autorité publique à prononcer sur les procès-verbaux, 480.

- (11) Régie. — Interprétation de la clause du cahier des charges de la concession d'un pont portant que, si les travaux ne sont pas

achevés dans un délai déterminé, il sera pourvu à leur achèvement au moyen d'une adjudication à la folle enchère des concessionnaires. En supposant cette disposition applicable aux travaux d'entretien et de réparation, elle n'exclut pas le droit qui appartient à l'administration de faire exécuter en régie, aux frais des concessionnaires les travaux nécessaires à la viabilité, dans le cas où ils ne les exécuteraient pas eux-mêmes, II, 604.

(12) Privilège des ouvriers et fournisseurs. Voir Privilège.

**CONCURRENCE.** — Voitures publiques desservant les gares de chemins de fer, V, 738, 759. — Éclairage au gaz, 367. — Chemins de fer; camionnage, III, 506. Entreprise de messagerie, 517, 764. — (Obstacle à la libre); bains de mer; circulation des voitures sur la plage, 563. — (Libre). Chemin de fer; traité de faveur; annulation, II, 131.

**Conducteurs des ponts et chaussés:**

(1) Taxe des chevaux et voitures. La loi n'exempte de la taxe les chevaux et voitures des fonctionnaires que lorsqu'ils sont possédés en conformité des règlements administratifs; un conducteur des ponts et chaussées n'est pas fondé à réclamer le bénéfice de cette exemption sur le motif que la voiture et le cheval qu'il possède lui sont nécessaires pour l'exercice de ses fonctions, IV, 319.

(2) Frais de déplacements et de découchers, (*circulaire*), II, 405; V, 164.

**CONÉGLIANO** (de); III, 651.

**CONFLITS**, I, 107, 288, 313, 431, 506, 514, 523, 527. — II, 89, 93,

134, 138, 214, 261, 264, 486, 678, 694; — 126. — III, 170, 751; 744. — IV, 1, 7, 37, 53, 274, 320, 420, 463, 650. — V, 41, 100, 245, 248, 251, 454, 477, 611, 614, 712, 731.

(1) Un conflit ne peut être élevé lorsqu'il y a chose jugée, III, 751.

(2) Conflit négatif, I, 433. — Règlement d'un conflit négatif résultant d'une double déclaration d'incompétence rendue par un tribunal et par le conseil d'Etat, 433; — Conflit négatif non justifié. — Dans une contestation relative à des extractions de matériaux, opérées sans autorisation administrative, il n'existe pas de conflit négatif entre l'arrêté du conseil de préfecture qui se déclare incompétent pour connaître de la demande de dommages-intérêts du propriétaire contre l'entrepreneur, et le jugement du tribunal correctionnel qui renvoie l'entrepreneur de la plainte en soustraction frauduleuse de matériaux portée contre lui par le propriétaire, ce jugement ne faisant pas obstacle à ce que la juridiction civile soit saisie de la question d'indemnité, III, 180.

(3) Délai. — Le conflit peut être élevé tant qu'il n'a pas été pris de décision définitive; en conséquence, le déclinatoire est recevable lors même qu'il est présenté après les plaidoiries des avocats et la réquisition du ministère public et la mise de l'affaire en délibéré; V, 41. — Le conflit peut être élevé tant qu'il n'a pas été statué définitivement sur le fonds de la contestation; en conséquence le déclinatoire peut être proposé dans une instance, où, après avoir reconnu en

principe le droit du demandeur à une indemnité, la cour impériale a nommé des experts pour déterminer le montant de cette indemnité, II, 486.

(4) Préfet, qualité. — Dans une instance relative à la revendication par un particulier de terrains possédés par l'État, le conflit auquel l'affaire peut donner lieu doit être élevé par le préfet du département où sont situés le tribunal ou la cour saisie du débat, à l'exclusion du préfet du département où est situé l'immeuble litigieux, V, 41. — Le préfet compétent pour proposer le déclinaire et élever le conflit d'attribution devant les tribunaux compris dans la circonscription de son département, a seul qualité pour faire ces actes devant la cour impériale où les affaires que l'autorité administrative veut revendiquer sont portées par voie d'appel, II, 256. — Le préfet ne peut proposer le déclinaire et élever le conflit que devant les tribunaux du département qu'il administre. Cette règle s'applique même au préfet dont les pouvoirs s'étendent dans plusieurs départements, à raison des travaux d'un canal qui donnent lieu à la contestation à revendiquer pour l'autorité administrative, 678.

(5) Compétence du jury d'expropriation. — Le préfet ne peut proposer le déclinaire et élever le conflit devant un tribunal, dans le but de demander le renvoi de l'affaire devant le jury d'expropriation. La revendication par la voie du conflit est autorisée seulement dans l'intérêt de la juridiction administrative, III, 469.

(6) Intervention des parties privées.

— Les parties ne sont pas admises à prendre des conclusions sur les arrêtés de conflit; elles sont seulement autorisées à présenter des observations sur les questions soulevées par ces arrêtés, II, 256.

(7) Dépôt au greffe. — L'arrêté de conflit doit, à peine de nullité, être déposé au greffe dans la quinzaine de la transmission, par le procureur impérial au préfet, du jugement qui rejette le déclinaire, III, 216.

CONGÉ ILLIMITÉ. — Voir inspecteurs.

CONSEIL D'ÉTAT. — Voir Ministre, Pourvoi.

(1) Compétence. — Le conseil d'État est compétent pour interpréter une ordonnance de concession d'un pont à péage, V, 380. — Le conseil d'État ne peut autoriser l'exploitation d'une carrière dans une zone frappée de servitude au profit d'un chemin de fer, IV, 296. — Aux termes du décret du 26 novembre 1860, les pourvois en instance devant le conseil d'État de Sardaigne, au moment de la réunion de la Savoie à la France, contre des décisions rendues en matière de contentieux administratif, doivent être jugés par le conseil d'État français, IV, 416.

(2) Affaires contentieuses. Nouvelles règles de procédure, IV, 472.

(3) Modifications des attributions de deux sections, IV, 658. — Modifications du décret du 30 janvier 1852 portant règlement intérieur du conseil d'État, IV, 657. — Extrait de ce décret, ibid.

(4) Les règlements d'administration publique doivent être délibérés

par l'assemblée générale et non par les sections, I, 298.

- (5) Arrêts du conseil d'État. — Compétence du Conseil de préfecture sur leur application — Quand le prix d'un certain travail a été fixé par un arrêt du conseil d'État, si des contestations s'élèvent entre un entrepreneur et l'administration au sujet des quantités auxquelles ce prix doit être appliqué, il appartient au conseil de préfecture d'en connaître. — C'est à tort que le conseil de préfecture se déclare incompétent en se fondant sur ce qu'il ne lui appartient pas d'appliquer et d'interpréter la décision du conseil d'État, III, 111.

- (6) Les parties ne peuvent renoncer à appeler devant le conseil d'État des décisions du conseil de préfecture, III, 768.

CONSEIL MUNICIPAL. — Délibération sur les projets d'alignements, III, 609. — Suppression de rucs, II, 624; répartition de la dépense de trottoirs, 270.

- (2) Registre des délibérations. — Bien que la loi prescrive la transcription, sur un registre, des délibérations des conseils municipaux, l'omission de cette formalité n'est pas une cause de nullité, IV, 427.

CONSEILS DE PRÉFECTURE. — Voir Jugement, Contraventions.

- (1) Loi du 21 juin 1865, V, 295. — Décret réglementaire du 12 juillet 1865, 511. — Publicité des audiences en matière contentieuse (décret du 30 décembre 1862), II, 752.

- (2) Compétence. — Annulation pour excès de pouvoir d'une décision par laquelle le préfet avait statué sur une réclamation qui lui avait

été adressée pour être transmise au conseil de préfecture, V, 218. — Un conseil de préfecture a le droit de faire vérifier l'état de la clôture d'un chemin de fer, constatation d'où dépend l'existence d'une contravention, IV, 68. — Un Conseil de Préfecture peut ordonner la suppression d'un passage injurieux d'un mémoire produit devant lui, II, 475.

- (3) Incompétence. — Est incompétent pour connaître des contraventions aux règlements préfectoraux pris dans l'intérêt de la sûreté publique et non de la grande voirie, II, 109. — L'application de l'article 471 du code pénal ne rentre pas dans ses pouvoirs, II, 126.

- (4) Incompatibilité. — Un conseil de préfecture statue valablement sur la demande en indemnité formée par un particulier contre une ville alors même que l'un de ses membres est suppléé par un conseiller général du département qui se trouve en même temps membre du conseil municipal de la ville défenderesse, si ce suppléant n'avait pas pris part aux délibérations antérieures du Conseil municipal sur le litige V, 78. — La décision du conseil de préfecture devrait au contraire être annulée, si ce conseiller avait concouru à la délibération du conseil municipal autorisant la commune à défendre à la demande en indemnité, 78.

- (5) Constatation de la présence d'un conseiller. — Grief contre un arrêté du conseil de préfecture, tiré de ce qu'un des membres ayant pris part à la décision n'aurait pas assisté à une pré-

cédente séance où aurait eu lieu le débat contradictoire. — Rejet pour défaut de justification, attendu qu'il résulte de l'expédition de l'arrêté que le débat contradictoire et le jugement ont eu lieu dans une seule et même séance, V, 420.

- (6) Observations orales. — Si les parties sont admises à présenter des observations orales au conseil de préfecture, c'est sur leur demande et sans que le conseil soit tenu de les mettre en demeure à cet effet, V, 106.

CONSI, II, 248:

CONSTANTIN, V, 716.

CONTRAT ADMINISTRATIF. — Voir Souscriptions.

- (1) Questions de compétence. — Traité entre une ville et des entrepreneurs pour l'ouverture d'un boulevard. — Les tiers ont le droit de réclamer l'exécution des clauses qui les intéressent. Il appartient au conseil de préfecture d'en déterminer le sens, V, 333. — Convention entre une compagnie de chemin de fer et une ville pour la construction d'une gare; contestation: compétence administrative, II, 249. — Traité entre un concessionnaire de dessèchement et des communes pour l'entretien des ouvrages; contestation sur son application, compétence du conseil de préfecture, IV, 398. Contrat sanctionné par une ordonnance royale entre une ville et un propriétaire pour l'ouverture d'un nouveau quartier; interprétation par le conseil de préfecture, 592. — Arrêté municipal autorisant une compagnie à établir des conduites. Question de savoir si cet arrêté constitue un

contrat administratif ou une simple permission de voirie; compétence de l'administration supérieure, I, 409.

- (2) Inexécution d'un marché. — Un traité souscrit par des particuliers relativement aux travaux à faire pour une distribution d'eaux dans une ville, constitue un marché de travaux publics. Dès lors, le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur la demande de dommages-intérêts formée par l'une des parties contractantes contre l'autre à raison de l'inexécution de ce marché. Le conseil d'État reconnaît que la ville a pu demander la résiliation, faute par les concessionnaires d'avoir constitué une société anonyme dans le délai déterminé par le traité. Mais la ville ayant différé pendant un long espace de temps d'exercer son droit de résiliation, décidé qu'elle n'était pas fondée à réclamer une indemnité à raison du préjudice qui a pu résulter pour elle d'un retard auquel elle s'est volontairement soumise, II, 447.
- (3) Exécution par l'une des parties; indemnité, III, 486. — Engagement pris par un propriétaire de démolir, dans un cas déterminé, ses constructions situées le long d'une voie publique. La décision ministérielle qui en réclame l'exécution ne fait pas obstacle à ce que les contestations sur la portée de son exécution soient déferées à l'autorité compétente, 544.
- Contrat judiciaire formé devant le jury d'expropriation; constatation par le magistrat directeur II, 192.
- Contrat de droit civil. — Voir

**Jury.** Questions de compétence. Acte de cession amiable de terrain par un propriétaire à une compagnie de chemin de fer; interprétation; compétence judiciaire, V, 377. — Transaction sur une instance judiciaire entre un particulier et une compagnie de chemin de fer; interprétation; compétence judiciaire, 463. — Vente d'un terrain pour l'élargissement d'une voie publique; interprétation. compétence judiciaire, 444. — Un cahier de charges passé entre l'administration et un entrepreneur de lestage d'un port est un contrat de droit civil, 271. — Location par une ville à un particulier d'un emplacement dépendant d'une promenade publique, pour l'établissement de spectacles, concerts etc.; contestations y relatives; compétence judiciaire, III, 540. — Vente de terrain par une ville; rue projetée; inexécution du contrat par force majeure, pas d'indemnité, 339. — Un contrat ayant pour objet la cession amiable d'immeubles nécessaires à l'exécution de travaux publics est un contrat de droit commun, dont il appartient à l'autorité judiciaire de déterminer le sens et la portée, 161. — Convention non prouvée; expropriation, 209. — Cession par des particuliers à des communes de terrains destinés à l'exécution de travaux publics sous certaines conditions stipulées au profit des propriétaires; interprétation; compétence judiciaire, II, 93. — Dommages; convention privée motivant l'incompétence du conseil de préfecture; allégation non justifiée, 96. — Convention pri-

vée réglant les conditions d'une extraction de matériaux; interprétation; compétence judiciaire, 208, 264. — Chemin de fer; traité de faveur, 131. — Contrat ayant pour objet la cession de terrains par une ville à des particuliers, à la charge de concourir à l'exécution d'une voie publique; interprétation; compétence judiciaire, 486. — Cession amiable de terrain par un particulier à une compagnie de chemin de fer; dommage accessoire prévu au contrat; règlement ultérieur de l'indemnité; compétence du jury d'expropriation, 233.

— Vente de terrains par une ville; interprétation; compétence judiciaire IV, 463. — Interprétation d'un acte de partage, excès de pouvoir du préfet, 291. — Id. d'un acte de vente d'une usine, 159. — Convention entre un entrepreneur et un propriétaire pour régler les conditions d'une extraction de matériaux; interprétation et application; compétence judiciaire, I, 433.

**Contraventions.** Voir Alignements, Canaux, Cumul des peines, Chemins de fer, Halage, Procès-verbaux, Responsabilité, Rivières, Routes.

(1) Contravention en matière de pêche fluviale. Poursuites et paiement des frais (circulaire) III, 307.

(2) Poursuites. — Compétence. — Il n'appartient qu'à l'autorité publique de poursuivre la répression des contraventions à la police des chemins de fer, V, 71. — Dès lors, le conseil de préfecture saisi d'un procès-verbal constatant l'introduction de bestiaux sur un chemin de fer, condamne

à tort la compagnie concessionnaire, qui n'est pas en cause, aux dépens faits devant lui, aux frais de l'expertise prescrite aux fins de vérifier si la clôture de la voie ferrée présentait une solidité suffisante, et aux frais de mise en fourrière des bestiaux saisis, 71. — Maître, domestique, recours distincts, 782. — Le procès-verbal constatant que les ouvriers d'une compagnie ont encombré, dans un service commandé, le terre-plein d'un port en y faisant stationner des voitures chargées, peut être dressé contre la compagnie sans mentionner le nom des ouvriers qui ont causé l'encombrement, le fait n'étant pas de nature à donner lieu à des poursuites personnelles contre les ouvriers, 204. — Roulage, défaut de plaque, responsabilité pénale du maître, 361. — Le préfet peut, en vertu des lois du 22 décembre 1789 et 8 janvier 1790, sans attendre la décision du conseil de préfecture sur le procès-verbal de contravention qui lui est déféré, ordonner provisoirement la suppression d'une construction établie sur un terrain dépendant de la grande voirie, mais si le terrain sur lequel la construction a été élevée ne fait pas partie de la grande voirie, il ne peut appartenir au préfet d'en prescrire la suppression IV, 288. — L'article 3 de la loi du 29 floréal an X qui confère au préfet et au sous-préfet le droit de prendre les mesures nécessaires pour faire cesser immédiatement le dommage résultant d'une contravention de grande voirie, n'est applicable qu'au cas d'urgence et

dé péril imminent. C'est au conseil de préfecture qu'il appartient de réprimer les contraventions de cette nature après qu'elles ont été constatées dans les formes prescrites par la loi III, 715. — L'article 5 du décret du 27 juillet 1859 qui fixe le maximum de hauteur des bâtiments situés en dehors des voies publiques, sur les cours ou espaces intérieurs, a été pris dans un intérêt de sûreté et de salubrité publique et non dans l'intérêt de la voirie. L'infraction à cette disposition ne constitue pas, dès lors, une contravention de grande voirie dont la répression appartienne au conseil de préfecture IV, 182. — Vices de construction. — Les conseils de préfecture ne sont compétents que pour statuer sur les contraventions de grande voirie. Il appartient à l'autorité judiciaire, d'après les règles de la législation générale, de réprimer les contraventions aux dispositions d'un arrêté préfectoral prises dans l'intérêt de la sûreté publique, et ayant pour objet notamment de régler l'épaisseur qu'un propriétaire devra donner aux murs d'ossiers des cheminées d'un bâtiment en construction. Aucune disposition législative spéciale n'a transféré cette attribution au conseil de préfecture de la Seine, en ce qui concerne les constructions élevées à Paris, IV, 169.

(2 bis) Double poursuite. — L'individu acquitté de la prévention d'usurpation d'un chemin public ne peut être l'objet d'une nouvelle poursuite pour le même fait, encore bien que, dans le second procès-verbal, les faits étant

mieux précisés, il paraît probable que la contravention a été réellement commise; il y a chose irrévocablement jugée; IV, 138. — Le tribunal administratif saisi d'une contravention de grande voirie n'a pas à prononcer d'amende contre le prévenu, si le fait a déjà été poursuivi devant le tribunal de police et puni d'une amende par application de l'article 471 du Code pénal, IV, 408.

- (3) Dommages. — Dommages résultant pour des tiers. Recours en indemnité contre le contrevenant. Compétence judiciaire, IV, 374. — Dommage résultant, pour une compagnie concessionnaire, de travaux publics. — La Compagnie ne peut en demander la réparation qu'autant que la juridiction compétente a été appelée par l'autorité publique à prononcer sur les procès-verbaux de contravention, III, 480. — Les dommages aux arbres d'un boulevard par suite du mauvais état des conduites de gaz ne constituent pas une contravention de grande voirie à la charge de la compagnie concessionnaire, IV, 294. — L'inexécution, par un concessionnaire de dessèchement, des clauses de son traité relatives à la conservation des ouvrages ne peut être assimilée à une contravention de grande voirie, 398. — Dommages-intérêts. — Le conseil de préfecture, statuant sur un procès-verbal de contravention, ne peut, après avoir déclaré que le prévenu n'a pas commis de contravention, le condamner à payer la réparation des dégradations par lui causées, II, 515.

— Il ne peut allouer des dommages-intérêts à une compagnie concessionnaire d'un canal pour réparation du préjudice pécuniaire que lui auraient causés des obstacles opposés au service de la navigation par un contrevenant, 581. — Fait de nature à faire obstacle à la navigation. Le prévenu ne peut être acquitté, II, 450.

- (4) Amendes distinctes. — Le juge de police doit, à peine de nullité pour omission de statuer, condamner le prévenu à autant d'amendes qu'il y a eu de contraventions constatées, III, 235.

- (5) Questions diverses. — Une excuse non admise par la loi ne saurait motiver l'acquittement du prévenu, II, 133, 494, 609. — Bonne foi. — La bonne foi d'un contrevenant ne le met pas à l'abri de la peine encourue, I, 122.

Constatations successives, chose jugée, I, 152. — Exception de propriété, II, 123, 517, 519. — Force majeure, excuse légale, I, 321. — Fait qualifié à tort de contravention de grande voirie, II, 220. — L'article 471 du Code pénal n'est pas applicable aux contraventions de grande voirie, II, 126. — En matière de voirie urbaine, l'article 471, n° 15, du Code pénal est applicable à l'exclusion de l'article 479, n° 11, 622. — Les arrêtés des conseils de préfecture doivent être exécutés nonobstant tout recours, III, 352.

#### CONTRIBUTIONS :

- (1) Contribution à la dépense de travaux publics. Voir Souscriptions.
- (2) Contribution aux frais d'établissement de trottoirs. Voir Trottoirs.



(3) Contribution aux frais d'établissement des chemins vicinaux de grande communication; excédant de dépenses résultant d'acquisition de terrains. — Les communes qui ont contribué dans les proportions déterminées par un arrêt préfectoral à la dépense de travaux et d'acquisition de terrains nécessaires à l'établissement d'un chemin vicinal de grande communication, doivent concourir, d'après les mêmes bases, aux excédants de dépense occasionnés par le paiement de terrains achetés pour l'élargissement du chemin. Le préfet ne peut mettre cet excédant de dépense à la charge exclusive des communes sur le territoire desquelles l'élargissement a été opéré en se fondant sur ce que ces communes sont propriétaires du sol du chemin et peuvent en disposer en cas de déclassement, 1, 425.

**CONTRIBUTIONS EN MATIÈRE DE CURAGE DE COURS D'EAU, D'ENDIGUEMENT ET DE DESSÈCHEMENT.**  
*Voir Dépens.*

(1) Frais de rédaction d'un projet. — La répartition, entre les riverains d'un cours d'eau non navigable, des frais de rédaction d'un projet de curage, doit être basée, non sur l'étendue des propriétés, mais sur le degré d'intérêt de chaque propriétaire à l'exécution des travaux, IV, 56.

(2) Bases de la répartition. — Les taxes de curage doivent être proportionnées au degré d'intérêt des imposés aux travaux. — Jugé que la disposition de l'ordonnance qui indiquait l'étendue des terrains possédés comme base de répartition des dépenses du syndicat, s'appliquait à des tra-

vaux de dessèchement, d'irrigation et de navigation et non à des travaux de curage régis par la loi du 14 floréal an XI, V, 725. — Supplément d'instruction ordonné à l'effet d'établir l'étendue contestée des terrains du réclamant qui profitaient du curage, 725. — Jugé que la répartition de la dépense au prorata du revenu cadastral de la propriété ne tenait pas compte du degré d'intérêt de chaque imposé, l'association comprenant deux classes de terrains qui devaient être taxés différemment, savoir: des terrains bas et marécageux et des terres d'une qualité supérieure qui n'avaient à souffrir qu'accidentellement de l'excès d'humidité et des inondations. — Renvoi du requérant devant le conseil de préfecture pour y être procédé, après expertise, à la fixation de sa part contributive, 21. — Décharge est accordée à une commune de la taxe à laquelle elle a été imposée à raison de frais de curage et de faucardement qui, d'après un usage local ancien non abrogé, devaient être supportés exclusivement par les usiniers, IV, 74. — Recours tendant à faire changer les bases adoptées par la commission spéciale pour la détermination de la part contributive d'une compagnie de chemin de fer dans les dépenses d'un syndicat de travaux d'endiguement. Rejet fondé sur ce que la commission spéciale, dans la décision attaquée, a fait une juste appréciation de la valeur des terrains occupés par le chemin de fer dans le périmètre du syndicat et du degré, d'intérêt qu'a la compagnie à l'exécution

et à la conservation des travaux, 631. — Décret modifié. — Les bases de la répartition des dépenses fixées d'une manière générale par un décret, pour les travaux à effectuer dans les marais, peuvent être modifiées par un décret spécial en ce qui concerne un syndicat compris dans cet arrondissement, IV, 195. — Un ruisseau qui emprunte, dans la plus grande partie de son cours, le lit d'une rivière et forme un cours d'eau naturel et permanent donne lieu à des taxes de curage par application de la loi du 14 floréal an XI. Ce n'est pas un simple fossé d'assainissement, de défense ou de clôture d'une propriété à l'entretien duquel il n'appartiendrait pas à l'administration de pourvoir, I, 89. — D'après les règles établies par le décret du 4 thermidor an XIII, le montant de l'adjudication des travaux d'endiguement dans les Basses-Alpes doit être réparti entre les intéressés à raison du degré d'intérêt de leurs propriétés, et aucun d'eux ne peut être taxé pour sa contribution aux travaux exécutés dans le cours d'une année, au delà du quart du revenu net des terrains à raison desquels il aura été compris dans l'association syndicale II, 618. — Jugé que le conseil de préfecture avait fait une juste appréciation de l'intérêt d'un usinier dans les travaux exécutés pour le curage d'un cours d'eau non navigable en réduisant sa cotisation à un taux inférieur à la proportion fixée par la commission syndicale pour les propriétaires d'usines, 708. — Contestation au sujet de l'application de

la disposition d'un arrêté préfectoral portant que les frais de curage d'un cours d'eau navigable seraient supportés par les propriétaires de barrages dans toute l'étendue du remous. Jugé, d'après les résultats d'une expertise, que le barrage litigieux, hors d'état de fonctionner depuis plusieurs années, ne produisait plus aucun remous apparent et n'avait contribué ni depuis sa dégradation ni auparavant aux envasements de la rivière. Décidé, en conséquence que les frais de curage étaient à la charge exclusive des propriétaires riverains aux abords du barrage, 662. — En l'absence d'un règlement ou d'un usage ancien ayant fixé les bases de la répartition des frais d'entretien d'un cours d'eau non navigable entre les propriétaires intéressés, ces bases peuvent être déterminées par un syndicat de dessèchement chargé par une ordonnance royale d'assurer, conformément à la loi du 14 floréal an XI, l'entretien et le curage des cours d'eau compris dans le périmètre du syndicat, de fixer les cotisations des intéressés et de préparer les rôles de recouvrement. Il n'est pas besoin, en ce cas, d'un règlement d'administration publique, V, 21. — Les propriétaires imposés sont recevables à contester devant le conseil de préfecture les bases adoptées et à soutenir qu'en décidant que les dépenses seraient réparties entre les intéressés au centime le franc du revenu cadastral de leurs propriétés, le syndicat ne s'est pas conformé à l'article 2 de la loi précitée de l'an XI, qui veut que la quotité de la taxe

soit corrélatrice au degré d'intérêt de chacun dans les travaux, V, 21. —

(3) **Légalité des taxes.** — L'irrégularité résultant de ce que la liste des intéressés à des travaux de curage d'un cours d'eau n'a pas été rendue publique avant la confection du rôle de répartition des dépenses, contrairement à une prescription de l'ordonnance constitutive du syndicat, n'est pas de nature à entraîner l'annulation de l'arrêté du préfet qui a rendu le rôle exécutoire, lorsque d'ailleurs ce rôle a été régulièrement publié et que chacun des intéressés a reçu un avertissement indiquant la cote pour laquelle il y était porté, V, 725. **Taxe à la charge de l'acheteur de la propriété.** — L'acheteur d'une propriété n'est pas fondé à réclamer sa décharge de la taxe d'un curage exécuté d'office postérieurement à son entrée en jouissance, en alléguant que des procès-verbaux avaient été dressés antérieurement, à l'effet de constater quels étaient les propriétaires riverains qui n'avaient pas exécuté les travaux de curage, IV, 162.

(4) **Taxes irrégulières.** — Bien que contribuant depuis plusieurs années à l'entretien d'un dessèchement, un propriétaire est recevable à demander le remboursement des cotisations par lui payées, en se fondant sur ce que, contrairement aux prescriptions de la loi du 16 septembre 1807, à laquelle se référait le décret constitutif de l'association syndicale, il n'a pas été institué une commission spéciale pour arrêter les bases de la répartition des dépenses, III, 596. — Taxes

imposées hors de la circonscription d'un syndicat. — Le syndicat d'un canal d'irrigation, autorisé par son acte constitutif à dresser des rôles de cotisation contre les propriétaires associés ou non associés qui font usage de ces eaux sur le territoire d'une commune, n'est pas fondé à employer le même mode de recouvrement contre les usagers dont les propriétés sont situées dans une autre commune. — Le paiement volontaire pendant plusieurs années par ces derniers des taxes qui leur ont été imposées ne fait pas obstacle à ce qu'il soit fait droit à leur demande en décharge pour l'année courante, I, 414. — **Haut fourneau; locataire.** — Application d'un arrêté préfectoral portant règlement d'un syndicat, aux termes duquel les dépenses du curage d'un cours d'eau devaient être exclusivement supportées par les propriétaires soit de terrains, soit d'usines intéressés aux travaux, sauf tous droits ou servitudes contraires. Décharge accordée aux fermiers d'un haut fourneau de la taxe de curage à laquelle ils n'étaient tenus par aucun usage local, III, 471.

(5) **Confection des rôles.** — Une association de marais qui prétend n'être pas soumise à l'obligation de contribuer au paiement du salaire d'un garde non choisi par elle, n'est pas fondée à attaquer par la voie contentieuse la décision par laquelle le ministre donne au préfet des instructions pour l'inscription de ce salaire au rôle des dépenses de l'association. La décision ministérielle ne fait pas d'ailleurs obstacle à ce que les

propriétaires intéressés portent devant le conseil de préfecture, leurs réclamations contre les taxes auxquelles ils auraient été imposés, II, 504.

- (6) Réclamations. — Questions de Compétence. — Une réclamation tendante à ce que des terrains qui ont cessé d'être imposables comme terrains destinés à l'agriculture, soient taxés comme terrains exploités par l'industrie, d'après les bases établies par la commission spéciale pour cette dernière catégorie, constitue une demande en réduction de taxe dont le jugement appartient au conseil de préfecture, I, 107. — Le conseil de préfecture, compétent pour apprécier si un particulier qui demande sa décharge d'une taxe de dessèchement a été justement imposé, l'est aussi pour décider si la propriété du réclamant est comprise ou non dans la section du syndicat qui doit supporter la dépense des travaux. Mais le conseil de préfecture commet un excès de pouvoir en déclarant, sans avoir été saisi de la question, que la propriété dont il s'agit ne fait partie d'aucune des sections du syndicat, II, 442. Un décret rejette comme mal fondé le recours formé pour excès de pouvoir par un propriétaire contre une décision ministérielle portant confirmation d'un arrêté par lequel le préfet, agissant en vertu d'une ordonnance réglementaire, d'une usine, avait déterminé la proportion suivant laquelle les intéressés supporteraient les frais de curage du cours d'eau aux abords de l'usine. Si le requérant se croit fondé à soutenir que cet arrêté n'est conforme ni aux dis-

positions de la loi du 14 floréal an XI, ni à celles de l'ordonnance précitée, il peut porter sa réclamation devant le conseil de préfecture, 218. — Le conseil de préfecture ne peut statuer sur la demande en dégrèvement de contribuables imposés aux rôles dressés par la commission administrative d'une section des wattringues du Pas-de-Calais, sans qu'il leur ait été donné communication des avis et rapports des ingénieurs des ponts et chaussées contraires à leurs réclamations, I, 452.

- (7) Réclamations. — Terrains imposés aussitôt après leur mise en valeur. — Demande d'exemption. L'association formée par les propriétaires de l'île de Bouin pour faire exécuter et réparer les canaux et autres ouvrages nécessaires à la mise en valeur des domaines de l'île, jouit d'une existence légale, en vertu de la loi du 4 pluviôse an VI qui a autorisé les propriétaires des marais desséchés dans les départements de la Vendée, des Deux-Sèvres et de la Charente-Inférieure, à se réunir pour l'entretien de leurs dessèchements, et en vertu de l'approbation donnée à ses statuts par l'administration centrale du département, V, 766. — Les charges qui pèsent sur les anciens propriétaires de l'île doivent être étendues aux acquéreurs des polders de l'île, d'après une clause de vente passée par l'État aussitôt après la mise en rapport et dans la proportion des terrains qu'ils auront endigués, 766. — En présence de cette disposition, un acquéreur de polder, ne peut se prévaloir de l'article 111 de la loi

du 3 frimaire an VII pour soutenir qu'il ne devra contribuer à la dépense des travaux exécutés dans l'intérêt commun des propriétaires de l'île que vingt-cinq ans après la mise en valeur de ces terrains, 766.

(8) Réclamations; dégrèvements. —

Les réclamations n'ont d'effet que pour l'année courante, V, 576. — Les réclamations ne peuvent être portées devant le conseil de préfecture qu'à l'occasion de la mise en recouvrement des rôles rendus exécutoires par le préfet. En conséquence une demande en dégrèvement ne peut être formée pour l'avenir, V, 716.

(9) Réclamations. — Travaux ajournés. — Demande formée par des propriétaires de terrains compris dans le périmètre d'un syndicat d'endiguement à l'effet d'obtenir décharge des cotisations qui leur ont été imposées, ladite demande fondée sur ce que les travaux autorisés, au lieu de recevoir le développement que leur assignait l'ordonnance déclarative d'utilité publique, avaient été arrêtés en un point où ils n'avaient aucun effet défensif pour la propriété des réclamants et leur occasionnaient même des dommages. Rejet par le motif qu'aucun acte de l'autorité compétente n'avait modifié les dispositions de l'ordonnance, et que les travaux interrompus par des causes momentanées, indépendantes de la volonté des syndics, allaient être repris par les soins du syndicat, les ressources nécessaires paraissant assurées, IV, 21.

(10) Réclamations. — Timbre. — Les demandes en décharge ou en réduction de taxe de dessèchements

dont la perception doit être faite dans la forme établie pour les contributions directes, sont assujetties au droit de timbre lorsqu'elles ont pour objet une cote de 30 fr. et au-dessus. Dès lors, une réclamation collective formée sur une seule feuille de papier timbré, par un mandataire, au nom de plusieurs contribuables, contre des taxes supérieures à 30 fr., n'est recevable qu'en ce qui touche le contribuable dont le nom se trouve inscrit le premier, IV, 58.

(11) Délai des réclamations. — Les réclamations contre les taxes d'entretien des cours d'eau non navigables doivent, à peine de déchéance, être présentées dans les trois mois de la publication des rôles; l'imposé exciperait en vain, pour échapper à la déchéance, d'une décision ministérielle reconnaissant que sa propriété n'était pas comprise dans le périmètre de l'association syndicale et prétendrait à tort que cette décision rend inapplicables à son égard les délais et prescriptions tirées de l'acte constitutif du syndicat, V, 576. — Le recouvrement des rôles de répartition des sommes nécessaires au paiement des travaux de curage des cours d'eau non navigables est assimilé à celui des contributions publiques. Dès lors doivent être rejetées comme tardives et non recevables les réclamations des imposés, présentées plus de trois mois après la publication des rôles. Il en est ainsi alors que la réclamation a pour objet de déclarer, non que la taxe n'est pas due, mais qu'elle doit être acquittée par un autre que le requérant

716. — Les demandes en décharge ou en réduction des taxes recouvrables comme les contributions directes doivent être adressées au préfet ou au sous-préfet dans les trois mois de la publication des rôles. Une réclamation adressée au maire et qui n'a pas été transmise à la préfecture dans ce délai est rejetée avec raison comme non recevable, III, 774. — Les taxes de dessèchement étant assimilées aux contributions directes, quant aux formes du recouvrement, la demande en décharge doit, à peine de nullité, être formée dans les trois mois de la publication du rôle, 596. — Déchéance appliquée à un riverain qui prétendait que sa réclamation n'était pas une simple demande en décharge de taxes, mais qu'elle avait pour objet de faire déclarer que le syndicat avait été irrégulièrement composé; qu'il n'avait pu ordonner des élargissements sous prétexte de curage, et qu'enfin le réclamant ne pouvait avoir aucune taxe à payer pour les travaux qui seraient exécutés sur une partie de ses terrains situés en dehors de la circonscription du syndicat, IV, 596. — Un propriétaire inscrit sur le rôle de répartition des dépenses de travaux d'endiguement n'est pas recevable à réclamer contre les taxes auxquelles il a été assujéti sur ce rôle, plus de trois mois après en avoir effectué le paiement, 441. —

(12) Réclamations, quittance des termes échus. — Quand aucun acte administratif n'a prescrit que le recouvrement des taxes d'un dessèchement aurait lieu de

mois en mois, et qu'en fait la totalité de la taxe a été demandée en un seul paiement, la réclamation d'un contribuable ne peut être écartée sur le motif qu'elle n'aurait pas été accompagnée de la quittance des termes échus, IV, 58. — Quand les actes constitutifs d'un syndicat ne prescrivent pas le paiement par douzièmes des taxes à recouvrer, c'est à tort que le conseil de préfecture déclare des réclamations non recevables pour défaut de production des quittances des termes échus II, 618.

(13) Réclamations. Fin de non-recevoir. — On ne saurait opposer comme fin de non-recevoir à des réclamations formées contre des taxes d'endiguement perçues en vertu d'un décret, le paiement que les imposés auraient fait antérieurement des mêmes taxes, alors que la perception en était opérée en vertu d'un arrêté préfectoral annulé depuis pour cause d'excès de pouvoir, I, 298.

(14) Exécutoire délivré par le préfet. — L'arrêté du préfet qui déclare exécutoire le rôle des taxes établies pour l'entretien d'un dessèchement ne peut être attaqué par la voie contentieuse, mais ne fait pas obstacle à ce que le conseil de préfecture soit saisi des réclamations des propriétaires imposés, IV, 58.

(15) Recours au conseil d'Etat. — Les taxes de curages doivent être recouvrées comme en matière de contributions directes, et, dès lors, le recours contre les arrêtés du conseil de préfecture statuant au sujet des dites taxes peut être formé sans frais, V, 21. — La demande d'un membre

d'une association syndicale à l'effet d'obtenir le remboursement de la cotisation qui lui a été imposée ne peut être présentée directement au conseil d'Etat, II, 107. — Délai du pourvoi. —

La décision de la commission spéciale qui détermine les bases du recouvrement de la dépense de travaux effectués par un syndicat d'endiguement, ne peut être déferée au conseil d'Etat plus de trois mois après que le réclamant a payé les taxes auxquelles il avait été imposé sur les rôles dressés conformément à cette décision, II, 710. — Dépens. — Les recours au conseil d'Etat contre les décisions rendues en matière de taxes d'endiguement étant assimilés aux recours en matière de contributions directes, ne donnent lieu à aucune condamnation aux dépens, I, 298.

**CONTRÔLE.** — Concession perpétuelle, IV, 564.

**CONVENTIONS PRIVÉES.** — Extraction de matériaux; compétence, IV, 274. — Occupation de terrains; compétence, 650. — Voir Contrat.

**COQUARD**, I, 501, 508.

**CORDIER**, IV, 458.

**CORROY**, III, 15.

**CORTÉ**, II, 211.

**COSTES**, I, 520. — II, 222.

**COTTINEST**, III, 180.

**COTTIN**, V, 37.

**COUDUN** (Commune de), IV, 14.

**GOUBON**, II, 275.

**COURBOULIN**, V, 39.

**COURS D'EAU FLOTTABLES.** — Marchepied. — Le préfet met valablement les propriétaires riverains d'un ruisseau où s'exerce le flottage à bûches perdues pour l'ap-

provisionnement de Paris, en demeure de se conformer aux dispositions de l'article 7 du titre XVII de l'ordonnance de décembre 1672, et d'enlever les obstacles qui s'opposeraient au passage des ouvriers préposés au flottage. Mais il excède ses pouvoirs en décidant que, faute de se conformer à cette injonction, l'administration forestière exécutera à leurs frais toutes les opérations nécessaires pour assurer au marchepied la largeur de 1<sup>m</sup>.33 fixée par l'ordonnance de 1672. L'autorité compétente, pour décider si, en vertu de cette ordonnance, les riverains sont tenus de laisser un chemin libre à peine de contravention, a seule le pouvoir de prescrire l'enlèvement des obstacles, III, 329.

**Cours d'eau non navigables.** Voir Bièvre, Canaux d'irrigation, Contributions, Curage, Halage, Plantations, Usines.

(1) Lit; propriété. — Le lit des rivières non navigables n'est pas la propriété des riverains. Dès lors, un riverain n'a pas le droit de demander l'enlèvement des terres et déblais qu'une compagnie a déposés dans le lit d'un cours d'eau et des dommages-intérêts à raison de ce dépôt, I, 428. — Fonds supérieur et inférieur; droits respectifs. — Le propriétaire dont l'héritage est traversé par une eau courante n'a pas le droit d'en user d'une façon tellement absolue qu'elle soit absorbée, et le propriétaire du fonds inférieur peut toujours demander que l'usage respectif des eaux soit réglé entre eux, de telle sorte que chacun jouisse des eaux dans une juste mesure, II,

208. — Le riverain supérieur d'une eau courante ne peut l'absorber toute entière au préjudice d'un riverain inférieur, alors même que cette eau ne serait pas suffisante pour les besoins de son héritage. Les juges doivent régler, entre les deux riverains, l'usage des eaux, et ils ne peuvent se soustraire à cette obligation et sous prétexte que la division matérielle des eaux annihilerait le droit de chacun, 246. — Droit des riverains; circulation. — Les cours d'eau non navigables ni flottables et leur lit sont au nombre des choses qui, aux termes de l'article 714 du Code Napoléon, n'appartiennent à personne, et dont l'usage, commun à tous, n'est limité que par les lois et règlements de police. — Les riverains ne peuvent réclamer d'une manière exclusive sur ces cours d'eau, d'autres droits que ceux qui leur ont été spécialement accordés par la loi; ils ne peuvent notamment, considérer comme à eux propres et exclusif le droit de circuler en bateau sur lesdits cours d'eau dans la partie qui borde ou qui traverse leurs fonds, et interdire à tous autres l'exercice de ce droit en établissant des chaînes en travers desdits cours d'eau, V, 562.

(2) Droits du propriétaire d'une source. — Les eaux de source ne constituent pas sur la propriété où elles prennent naissance, un cours d'eau soumis au pouvoir réglementaire de l'administration; le propriétaire a le droit d'élever le niveau de la source qui lui appartient au moyen d'un barrage construit sur son terrain. — Annulation d'un arrêté préfectoral et d'une décision ministérielle

qui, en se fondant sur des règlements locaux non applicables à l'espèce, avaient ordonné la suppression d'un ouvrage de ce genre, I, 349.

(3) Pouvoir réglementaire. — Recours d'une commune contre un arrêté préfectoral qui, en réglant les conditions d'établissement d'une prise d'eau pour irrigation, avait autorisé le propriétaire à faire écouler les eaux, à leur sortie du fonds arrosé, à travers un fossé longeant une rue communale. Rejet, l'arrêté attaqué rendu à la suite de la reconnaissance judiciaire des droits du propriétaire à l'usage des eaux, s'étant borné à prescrire des mesures destinées à faciliter l'écoulement des eaux et leur rentrée dans la rivière, comme ils s'opéraient précédemment, en réservant aux parties le droit de porter devant l'autorité judiciaire toutes contestations relatives à la servitude, III, 5. — Recours d'un propriétaire de prairies contre un arrêté préfectoral réglementaire des prises d'eau servant à l'irrigation d'une vallée, qui a substitué une irrigation unique à deux irrigations dont le requérant jouissait à raison d'un usage ancien. Rejet par le motif que la mesure attaquée, prise sur la demande de la commission syndicale du cours d'eau, et dans un but d'utilité générale, ne renferme aucun excès de pouvoir. Les dispositions de l'arrêté préfectoral ne font pas obstacle à ce que le réclamant fasse valoir devant l'autorité compétente les droits qu'il prétendrait avoir acquis à la jouissance des eaux, 255. — En autorisant un



propriétaire à employer, dans la traverse de sa propriété, pour l'alimentation d'un lavoir, les eaux d'un cours d'eau non navigable et à établir un barrage destiné à élever le niveau des eaux dans le bassin de ce lavoir, le préfet ne fait qu'user du droit de surveillance qu'il tient des lois de la matière, IV, 157. — Son arrêté ne fait pas obstacle à ce que les tiers qui prétendraient, soit avoir acquis par titre ou par prescription un droit exclusif à l'usage des eaux, soit que l'autorisation accordée leur cause préjudice, portent leurs réclamations devant l'autorité compétente, 157. — Les demandes formées à l'effet d'obtenir l'autorisation d'établir des barrages doivent être soumises à une enquête de vingt jours, avant que les ingénieurs et les administrations départementales soient appelés à donner leur avis. Annulation, pour excès de pouvoir, d'un arrêté préfectoral qui, sans avoir été précédé d'une enquête, avait autorisé un particulier à exhausser le barrage de son moulin, 9. — Le préfet saisi d'une demande tendante à obtenir le maintien d'un barrage excède ses pouvoirs lorsqu'il ordonne la suppression immédiate dudit barrage, sans avoir fait procéder à l'enquête prescrite par l'instruction du 19 thermidor an VI, et sans que l'urgence dans un intérêt d'utilité publique ait été constatée, 605. — Règlement général reproduisant les dispositions d'un ancien arrêt du conseil. — N'est pas attaquant au contentieux, III, 717. — Enquête. — Est régulier en la forme un arrêté

préfectoral réglant un barrage après deux enquêtes intervenues, l'une sur la demande en règlement dans la commune, de la situation du barrage, l'autre sur les propositions des ingénieurs dans la même commune et dans celle où sont situées les propriétés auxquelles le barrage porterait préjudice. — Rejet d'un recours fondé sur ce que l'arrêté contiendrait des dispositions non soumises à l'enquête, V, 181. — Clause de non-indemnité. — Le préfet peut stipuler, dans un règlement de barrage, que le permissionnaire n'aura droit à aucune indemnité dans le cas où l'administration prendrait de nouvelles mesures qui le priveraient en tout ou partie des avantages attachés au règlement. — Mais le préfet ne peut imposer la même condition au permissionnaire d'une manière absolue pour le cas où la jouissance des eaux lui serait retirée en totalité ou en partie par suite de l'exécution de travaux quelconques dont l'utilité publique aurait été légalement constatée, V, 181. — Intérêt général. — Décidé que l'arrêté réglementaire avait eu pour objet de prévenir les inondations sur les propriétés riveraines de la retenue du barrage; que, dès lors, il avait été pris dans un but d'utilité générale et dans la limite des pouvoirs attribués à l'administration, V, 181.

(4) Contestations privées. — Annulation, pour excès de pouvoir, d'un arrêté préfectoral qui avait réglé dans un intérêt purement privé le partage des eaux d'un cours d'eau entre un propriétaire de prairies et un usi-

nier, II, 502. — Si les préfets ont le droit et le devoir de régler, dans un but de police et d'utilité générale, le régime des barrages établis sur les cours d'eau non navigables ni flottables, il ne leur appartient, dans aucun cas, de statuer sur des contestations d'intérêt privé, IV, 546. — Sont annulés pour excès de pouvoir et comme pris en vue d'un intérêt privé, des arrêtés préfectoraux qui ont partagé entre un arrosant et un usinier des eaux dont le premier avait auparavant la jouissance exclusive, 546. — Pourvoi d'un propriétaire contre un arrêté préfectoral qui lui enjoint de rétablir dans son état primitif un ruisseau dont il aurait intercepté l'écoulement des eaux par des travaux de défrichement. Annulation, pour excès de pouvoir, de l'arrêté attaqué, l'instruction établissant que le préfet n'avait pas exercé son droit de police en vue du libre écoulement des eaux, mais qu'il était intervenu dans une contestation privée entre le requérant et le propriétaire d'un terrain contigu qui se prétendait lésé par les travaux de défrichement, 305. — Annulation, pour excès de pouvoir, d'un arrêté du maire et d'une décision confirmative du préfet, qui ont prescrit l'enlèvement de barrières, de pieux et plantations établis par un particulier en amont et en aval d'un ravin traversant sa propriété; mesure prescrite, non afin d'assurer, dans un but de police et d'utilité générale, le libre cours des eaux, mais dans l'intérêt privé de la commune et en vue de la maintenir en pos-

session d'un droit de passage dont elle soutenait avoir toujours eu la jouissance, 11. — Il y a lieu de rembourser au propriétaire les frais d'une visite des lieux ordonnée pour apprécier le mérite de sa réclamation, 11. — Annulation, pour excès de pouvoir, 1° d'une disposition d'un arrêté ordonnant, dans l'intérêt privé d'un propriétaire de moulin, la suppression de prises d'eau existantes depuis cinquante à soixante ans au-dessus du niveau de la retenue de l'usine et destinées à alimenter un étang. III, 255; — 2° d'un arrêté préfectoral qui avait réglé la prise d'eau d'un particulier, non en vue de l'utilité générale, mais dans le seul but de statuer sur des intérêts privés, 737; — 3° d'un arrêté préfectoral qui, sans motif d'utilité générale et en vue de satisfaire aux réclamations de propriétaires d'usines, avait prescrit au propriétaire d'un domaine traversé par un cours d'eau non navigable : (1°) de modifier une partie des ouvrages établis, depuis un temps très-reculé, dans l'intérieur de la propriété, pour régler l'usage des eaux; (2°) de créer un certain nombre de nouveaux ouvrages; (3°) de déplacer, sur une certaine étendue, la clôture de la propriété, afin de rendre ces ouvrages visibles et accessibles, 651. — Autorisation de prise d'eau au profit d'un chemin de fer; recours des tiers en indemnité contre la compagnie; compétence judiciaire, V, 75. — Écoulement d'eaux corrompues. — L'autorité administrative est incompétente pour

connaître des contestations relatives au droit qu'un particulier prétend avoir de s'opposer à l'introduction des eaux d'un abattoir dans son cours d'eau; mais il lui appartient, à l'exclusion de l'autorité judiciaire, de statuer sur des conclusions ayant pour but la suppression d'un aqueduc construit sur la voie publique pour le service de l'abattoir, II, 256. — Voûte couvrant un ruisseau; question de propriété. — La contestation dont un tribunal civil a été saisi par deux propriétaires riverains au sujet de la propriété et de l'usage de la superficie d'une voûte couvrant un cours d'eau, ne saurait être revendiquée par l'autorité administrative par la voie du conflit, attendu que ce litige ne met en question aucun des droits que l'administration peut exercer pour assurer le cours des eaux, faire opérer le curage du cours d'eau et en maintenir la conservation dans un intérêt général ou public. On alléguerait en vain en faveur de la compétence administrative que le lit et les eaux du cours d'eau n'étant pas susceptibles de propriété privée, les ouvrages existants au-dessus n'en sauraient l'être davantage, V, 611. Chose jugée. Lorsque l'autorité judiciaire a statué en dernier ressort sur une question de propriété à laquelle l'administration subordonnait l'autorisation d'établir un barrage, le demandeur en autorisation ne peut plus s'adresser au conseil de préfecture pour obtenir, par voie d'interprétation d'un acte de vente nationale, une déclaration contraire à la décision

des tribunaux. Il devait faire statuer sur l'interprétation de l'acte de vente nationale pendant le cours de l'instance judiciaire, V, 189.

(5) Dérivation pour l'établissement d'une usine; recours d'un propriétaire d'usine en aval. — Une dérivation, pratiquée sur un cours d'eau non navigable pour l'alimentation d'une usine, rend les eaux au lit principal au-dessous d'une autre usine. Le propriétaire de l'usine inférieure réclame contre l'arrêté préfectoral et la décision ministérielle qui ont autorisé cette dérivation; il se fonde, d'une part, sur ce que le permissionnaire ne serait pas riverain du cours d'eau et n'aurait pas dès lors droit à l'usage des eaux d'après le droit civil, d'autre part sur ce que les eaux dérivées ne seraient pas rendues à leur cours naturel. — Rejet du pourvoi par le motif qu'il appartient à l'administration d'accorder l'autorisation de dériver les eaux pour les besoins de l'industrie et de l'agriculture et que si les tiers prétendent que l'usage de cette autorisation leur cause un préjudice ils peuvent faire valoir leurs droits devant l'autorité compétente, I, 416.

(6) Ouvrages régulateurs; accès des intéressés. — Le droit qui appartient aux préfets de régler dans un but de police et d'utilité générale les retenues d'eau établies sur les cours d'eau non navigables ni flottables, implique pour les agents de l'administration, celui de vérifier si les mesures prescrites reçoivent leur exécution, IV, 309. — Mais si

le préfet, en autorisant un propriétaire à conserver un vannage sur un ruisseau; ne se borne pas à réserver aux agents de l'administration le droit d'accéder aux ouvrages régulateurs; s'il prescrit au permissionnaire de disposer les ouvrages de telle sorte que les intéressés puissent y accéder de jour et de nuit par un sentier toujours ouvert, une telle mesure constitue une atteinte au droit de propriété et un excès de pouvoir, 309.

(7) Délimitation. — Il appartient au préfet, sauf recours devant le ministre compétent, de statuer sur la demande d'un particulier tendante à faire procéder à la reconnaissance des anciennes limites d'un cours d'eau dans la traverse de sa propriété. L'arrêté par lequel le préfet rejette cette demande ne contient aucun excès de pouvoir, II, 686. — Rivière du Loing. — Cette rivière n'est pas navigable. Dès lors le préfet excède ses pouvoirs lorsqu'il délimite cette rivière au droit de la propriété d'un riverain; comprend dans le domaine public un îlot possédé par ce dernier; prescrit la démolition d'un mur de clôture pour laisser le passage libre le long de la berge; enfin ordonne la suppression de travaux défensifs, II, 724.

(8) Contravention. — Il appartient aux préfets de prendre des arrêtés pour fixer les jours et heures pendant lesquels les propriétaires riverains d'un cours d'eau pourront user de ces eaux. Les tribunaux ne peuvent suspendre les effets de ces arrêtés en accordant un sursis aux par-

ticuliers prévenus d'y avoir contrevenu, II, 248.

(9) Gué dépendant d'un chemin vicinal; dégradation par l'effet de travaux de curage en aval; indemnité à la commune, I, 497.

COURTIN, I, 400.

COURTOISIER, IV, 553. — III, 527.

COUTURIER, V, 273.

COUVERCHEL, III, 255.

CRAON (commune de), II, 93.

CRAPONNE (canal de), V, 681.

CRÉPI NON CONFORTATIF, I, 81.

CRESTIN, IV, 427.

CRITÉ, V, 420.

CHILLON (canal de), V, 387.

CRISTOFINI, IV, 320.

CROUZIER, V, 552.

CUMUL DE PEINES, I, 354. — II, 622. — IV, 138, 288, 403.

CURAGES. — Curage des cours d'eau non navigables. Voir Contributions, Étang.

(1) BRIEFS de retenue des usines (circulaire), V, 162.

(2) Elargissement ou curage. — Décidé que le Préfet, par les arrêtés attaqués, n'avait prescrit ni le creusement d'un lit nouveau à un cours d'eau non navigable, ni l'élargissement du lit actuel; qu'il s'était borné à en ordonner le curage à vieux fonds et à vieux bords, et que, dès lors, il n'avait pas commis d'excès de pouvoir, IV, 633. — En exécution d'un arrêté préfectoral prescrivant le curage d'un ruisseau, un riverain a effectué cette opération jusqu'au point qu'il considère comme la limite de sa propriété et du cours d'eau. Si l'administration ne croit pas que le vif fond et les vieux bords aient été atteints, elle ne peut, sans mettre le riverain en demeure de justifier de ses prétentions à la propriété des ter-

rains dont elle veut ordonner l'enlèvement et sans aucune vérification contradictoire de l'ancien état des lieux, faire procéder d'office à cet enlèvement et mettre à la charge du riverain les frais de l'opération, 115. — L'arrêté qui ordonne le curage à vieux fond et à vieux bords d'un cours d'eau et fixe la largeur du lit au plafond, ne saurait être attaqué pour excès de pouvoir lorsqu'il stipule d'ailleurs qu'une commission constatera avant l'exécution que cette largeur n'excède pas la largeur ancienne. Cet arrêté ne fait pas obstacle à ce que si, dans l'exécution, les limites anciennes étaient dépassées, le requérant porte devant l'autorité compétente son recours pour les atteintes portées à sa propriété, V, 239.

(3) Redressement. Cession volontaire de terrains. — Décidé que le requérant ne justifiait pas avoir consenti la cession gratuite des portions de ses terrains nécessaires au redressement d'un cours d'eau le long de sa propriété, et que, dès lors, il n'était pas fondé à se prévaloir de la délibération d'un conseil municipal qui ne mettait l'exécution des travaux à la charge de la commune qu'en faveur des propriétaires qui auraient réalisé cette cession, IV, 580.

(4) Usage ancien. — L'arrêté préfectoral constatant sur le rapport d'une commission nommée à cet effet, qu'un usage ancien dans le département met le curage des cours d'eau à la charge des propriétaires riverains, chacun au droit de soi, ne saurait être attaqué sur le seul motif que l'usage constaté serait général et ne s'ap-

pliquerait pas d'une manière spéciale au cours d'eau qu'il s'agit de curer, V, 239. — Il doit être pourvu au curage de la manière prescrite par les anciens règlements ou d'après les usages locaux, tant qu'il n'est pas intervenu de nouveau règlement rendu dans la forme des règlements d'administration publique. Ces usages ne peuvent être modifiés par une simple décision préfectorale, IV, 14. — Publicité. — Un curage exécuté en vertu d'un ancien édit du parlement encore en vigueur, qui prescrivait d'appeler préalablement les propriétaires intéressés, ne doit pas avoir lieu sans que le projet des travaux et l'état de répartition des frais aient été publiés, affichés et soumis à l'enquête et que le conseil municipal ait été appelé à en délibérer. Si ces formalités n'ont pas été remplies, les propriétaires imposés sont fondés à demander à être déchargés de leur cotisation, IV, 164.

(5) Exécution par les riverains. — Application de la disposition d'un décret qui réservait aux riverains d'un cours d'eau la faculté d'exécuter eux-mêmes les travaux de curage et de redressement prescrits au droit de leur propriété sous la condition qu'ils feraient connaître dans un délai déterminé l'intention d'user de cette faculté. Les réclamants mis en demeure, n'ayant fait aucune déclaration dans le délai fixé, décidé qu'ils ne peuvent se refuser à payer en argent la portion de travaux mise à leur charge, IV, 580.

(6) Boues et immondices. — Lorsque, en vertu d'un usage ancien, les frais de curage d'un cours

d'eau sont exclusivement à la charge des propriétaires riverains, une ville, imposée comme propriétaire à raison de terrains communaux longeant la rivière, ne peut en outre être assujettie à une autre cotisation à raison de l'avantage qu'elle retirerait du curage pour l'enlèvement des boues et immondices, III, 466.

- (7) Pouvoirs du Préfet. — C'est au Préfet qu'il appartient d'ordonner le curage des cours d'eau non navigables, V, 693. — Lorsque les propriétaires ont été mis en demeure de procéder au curage par un arrêté du maire, non revêtu de l'approbation du Préfet, c'est à tort que le conseil de préfecture maintient à la charge des réclamants le montant des frais, 693. — Le Préfet peut, en vertu des pouvoirs qu'il tient de la loi du 14 floréal an XI, ordonner un curage conforme à l'usage local, sans faire procéder à l'enquête exigée par le décret du 25 mars 1852, et l'instruction ministérielle y relative, pour l'émission d'un nouveau règlement de curage, IV, 162. — Est légal l'arrêté du préfet qui prescrit le curage d'un cours d'eau; la loi a conféré à l'autorité préfectorale le droit de réglementer les cours d'eau qui, traversant plusieurs communes, ont besoin, dans l'intérêt de la salubrité des localités traversées, d'une réglementation qui ne saurait appartenir au pouvoir municipal que dans la partie du territoire confiée à sa surveillance, III, 11. — Le droit d'ordonner le curage d'un cours d'eau qui traverse une commune n'appartient pas à l'autorité municipale; la réglementation en

appartient exclusivement au préfet, à moins qu'il n'ait délégué ce droit au maire, II, 670. — Enquête. — Un arrêté préfectoral peut prescrire le curage d'un cours d'eau non navigable dans les conditions de la loi du 14 floréal an XI sans faire procéder préalablement à une enquête, V, 239.

- (8) Excès de pouvoir du préfet. — Il n'appartient au préfet de prescrire l'élargissement d'un cours d'eau qu'en procédant, à l'égard des propriétaires riverains, conformément à la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation. Doit être annulé pour excès de pouvoir l'arrêté préfectoral qui ne se borne pas à prescrire le curage à vieux fond et à vifs bords d'une rivière non navigable, mais qui fixe pour cette rivière des dimensions uniformes excédant les limites naturelles, II, 738, III, 70. — Le préfet excède ses pouvoirs lorsqu'il impose au propriétaire d'une usine qu'il réglemente l'obligation d'élargir le lit du cours d'eau au delà de ses limites naturelles. Cet élargissement ne peut avoir lieu sans qu'il ait été procédé conformément à la loi du 3 mai 1841, 27. — Annulation de plusieurs arrêtés préfectoraux et de la décision ministérielle confirmative, en tant que ces actes ont prescrit l'élargissement et non le simple curage d'un cours d'eau devant une propriété sans l'accomplissement des formalités d'expropriation, V, 408. — Décidé que les travaux exécutés par l'administration le long des propriétés d'un réclamant avaient eu pour objet, non de curer le cours d'eau à vieux fond et à vieux bord, mais d'élar-

gir son lit naturel en entamant le sol des propriétés riveraines et en détruisant un grand nombre d'arbres qui y étaient plantés. En conséquence il est accordé décharge des taxes imposées, 185. — Doit être annulée, comme entachée d'excès de pouvoir, la disposition d'un arrêté préfectoral qui prescrit à un usinier le curage du cours d'eau dans toute l'étendue du remous de l'usine, sans qu'il ait été établi préalablement que cette obligation soit en rapport avec son intérêt dans les travaux de curage, III, 27. — Est entachée d'excès de pouvoir la disposition d'un arrêté préfectoral qui impose d'une manière générale et permanente au propriétaire d'un barrage l'obligation de curer le lit de la rivière en amont du barrage et dans toute l'étendue des remous, sans qu'il ait été établi préalablement que cette obligation soit en rapport avec son intérêt dans les travaux de curage. V, 181. — *Id.* celle qui impose à un permissionnaire l'obligation de curer la rivière dans toute l'étendue du remous de son usine, sans qu'il ait été préalablement établi si aucun riverain n'est intéressé au curage, alors que l'usinier soutient n'être tenu, d'après les anciens usages de curer qu'une partie de l'étendue du remous, 482.

- (9) Arrêté; délai du pourvoi. — Un arrêté préfectoral prescrivant le curage d'un cours d'eau ne peut être attaqué devant le Conseil d'État pour excès de pouvoir plus de trois mois après sa mise à exécution, IV, 192. — L'arrêté préfectoral prescrivant le curage peut être attaqué devant le Con-

seil d'État, pour excès de pouvoir, dans les trois mois de la notification ou, s'il n'a pas été notifié, dans les trois mois de sa mise à exécution, II, 738. — Un arrêté préfectoral prescrivant l'élargissement et l'amélioration d'un cours d'eau ne peut être attaqué par un riverain plus de trois mois après sa publication et son exécution, 686, 689.

- (10) Dommages; indemnités. — Indemnité allouée à raison de l'enlèvement de plantations par suite de l'exécution de l'arrêté préfectoral ordonnant le curage, IV, 115. — Le refus du ministre d'allouer une indemnité réclamée par un propriétaire à raison d'un curage indûment exécuté, en vertu des ordres de l'administration, ne peut donner lieu à un recours contentieux devant le Conseil d'État. Mais ce refus ne fait pas obstacle à ce que le propriétaire porte, s'il s'y croit fondé, sa réclamation devant l'autorité compétente, 193. — Dépôt sur les terres riveraines; indemnité, V, 29. — Indemnité de dépossession. — Le conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur la demande d'indemnité formée par un particulier contre le syndicat chargé du curage à raison, tant de la dépossession de plusieurs parcelles détachées de la propriété du demandeur pour être incorporées au lit de la rivière, que de divers dommages accessoires, II, 689.

- (11) Fossés. — La loi du 14 floréal an XI n'a eu pour objet que de pourvoir au curage des canaux et rivières non navigables. Elle n'est pas applicable aux fossés d'assainissement, de clôture ou de dé-

fense ou autres fossés creusés de main d'homme pour la vidange des eaux. Annulation pour excès de pouvoir, d'un arrêté du préfet ayant prescrit, en vertu de la loi précitée, le curage d'un fossé d'écoulement creusé par les auteurs du réclament pour la vidange des pièces d'eau qui dépendent de sa propriété, III, 348.

— Le préfet, en ordonnant, par application de la loi du 14 floréal an XI, le curage d'un cours d'eau non navigable, ne peut comprendre dans cette mesure un fossé d'assainissement d'une propriété, qui n'est pas en communication avec le cours d'eau, qui n'en reçoit les eaux que dans les crues extraordinaires et qui ne saurait être considéré comme un cours d'eau naturel et permanent, IV, 193.

- (12) Cas d'application de la loi de l'an XI. — Question de savoir si un ruisseau constitue un simple fossé d'écoulement ou un cours d'eau au curage duquel il appartient à l'administration de pourvoir par application de la loi du 14 floréal an XI. Résolu dans ce dernier sens, V, 239. — Demande en décharge d'une taxe de curage par le motif que le curage n'aurait pu être obligatoire que pour les cours d'eau naturels et non pour les canaux de dérivation creusés par la main de l'homme. — Rejet fondé sur ce que, d'après

les usages locaux et les dispositions d'un arrêté réglementaire applicable au département, les canaux et rigoles aboutissant aux rivières pouvaient faire l'objet d'un curage ordonné par le préfet, 104. — Le curage de rigoles et de fossés d'assainissement se rattachant les uns aux autres pour conduire à un ruisseau les eaux provenant des infiltrations d'un fleuve, peut rentrer dans les opérations prescrites par la loi du 14 floréal an XI, 693.

- (13) Expertise. — Expertise contradictoire ordonnée à l'effet d'apprécier le degré d'intérêt de certaines propriétés aux travaux de curage et l'emploi des subventions accordées par la commune, l'Etat et le département pour les travaux, IV, 580.

- (14) Contestations privées relatives au curage d'un canal sur lequel des usines sont établies; compétence du conseil de préfecture à l'exclusion du préfet, IV, 306.

- (15) Arrêté municipal; contravention; compétence. — Il y a contravention justiciable du tribunal de police dans le refus d'obéir à un arrêté municipal prescrivant le curage d'un ruisseau, dans l'intérêt de la salubrité publique. — Le conseil de préfecture n'est compétent que pour les contestations relatives au recouvrement des rôles et à la confection des travaux, V, 575. *Voir* Salubrité.



## D

DAGIEU, V, 769.

DAGUIN et DENIARD, III, 235.

DAILLY, II, 633.

DAIRE, V, 718.

DAJON, II, 642. — III, 194.

DALIFOL, IV, 47.

DAMAY, V, 482.

DAMIENS, III, 238.

DATE CERTAINE; bail, I, 398.

DAUPHINÉ (chemin de fer du), II, 466.

DAUREL, III, 186.

DAUVERGNE, I, 418.

DAVERTON, V, 199.

DAVID, I, 288.

DEBANS, III, 198.

DÉBLAIS. *Voir* Extraction.

DÉBLAIS (sieur), IV, 161.

DECAGNY, II, 521.

DÉCENTRALISATION ADMINISTRATIVE. — Modification du décret du 25 mars 1852. — Décret, I, 55. — Circulaire, 251.

DÉCÈS, I, 80, 271, 496, 544. — II, 180, 419, 579, 757. — III, 160, 320, 464, 646, 807. — IV, 111, 511, 687. — V, 179, 676, 811.

DÉCHÉANCE. *Voir* Dette de l'Etat.

DÉCHET; matériaux mis en œuvre, II, 452.

Décisions diverses relatives au personnel, I, 76, 259, 362, 489, 540.

— II, 82, 178, 409, 578, 754.

— III, 152, 317, 460, 639, 807.

— IV, 104, 268, 357, 505, 682.

— V, 174, 328, 552, 671, 806.

DÉCOMPTE :

(1) Décompte provisoire, II, 452.

(2) Acceptation sous réserve. — L'entrepreneur qui n'a accepté un métré que sous la réserve de

réclamer contre le prix des déblais de fondation et de la maçonnerie de béton, est recevable à faire valoir l'effet de cette réserve, même après l'établissement du décompte général, IV, 126.

(3) Réclamations; déchéance. — Ne sont pas recevables les réclamations formées contre un décompte qui n'est que la reproduction d'un précédent décompte devenu définitif ou de métrés acceptés par l'entrepreneur, II, 115. — Réclamations postérieures à l'acceptation du décompte, rejet, IV, 550. — L'entrepreneur n'est pas recevable à réclamer contre les articles d'un décompte général qui avaient été précédemment compris dans des décomptes provisoires acceptés par lui ou non attaqués dans le délai de dix jours, V, 57.

(4) Délai des réclamations. — L'entrepreneur qui refuse d'accepter un décompte doit, à peine de déchéance, déduire les motifs de son refus dans les dix jours de la notification de cette pièce. Il ne suffirait pas que l'entrepreneur se fût référé à un mémoire explicatif qu'il prétend avoir remis à l'ingénieur et que celui-ci soutient n'avoir pas reçu, II, 115.

DÉCORATIONS, I, 75, 255, 361, 487, — II, 407, 577, 753. — III, 146, 315, 459, 807. — IV, 98, 267, 356, 505, 681. — V, 169, 325, 550, 670.

DÉCRET AU CONTENTIEUX. — II

n'appartient pas au ministre d'en déterminer le sens et la portée, III, 605.

**DÉFAUT (Décision par) :**

- (1) Caractère. — Un arrêté statuant après expertise, sur la réparation d'un dommage, est rendu par défaut à l'égard de celle des parties dont l'expert a été nommé d'office, qui n'a pas comparu à l'expertise et n'a pas présenté d'observations devant le conseil de préfecture, III, 72. — Doit être considéré comme rendu par défaut, et dès lors comme susceptible d'opposition, un arrêté du conseil de préfecture qui ne vise aucune observation du défendeur postérieure à la date où le conseil a été saisi du litige par les conclusions du demandeur; une protestation faite au nom du demandeur avant l'introduction de l'instance ne saurait rendre le débat contradictoire, 690. — En matière de contravention de grande voirie, le paiement de l'amende ne peut être considéré comme un acte d'exécution volontaire emportant acquiescement, III, 352.
- (2) Recours. — Les arrêtés par défaut des conseils de préfecture doivent être attaqués par la voie de l'opposition et non par la voie de l'appel au conseil d'État. — Est rejeté, comme non recevable, par application de cette règle, le pourvoi dirigé contre un arrêté qui avait procédé au règlement d'une indemnité due pour extraction de matériaux sans que le propriétaire eût été appelé ni entendu, III, 710. — Les arrêtés rendus par défaut par le conseil de préfecture ne

peuvent être déferés au conseil d'État tant que la voie de l'opposition reste ouverte contre lesdits arrêtés, V, 782. — L'opposition formée à la décision par défaut n'anéantit pas l'interruption de prescription qui a été la conséquence de cette décision, 400. — La prescription ne commence à courir qu'à partir de la notification de l'opposition, 400. — Admission, en la forme, d'une opposition à un décret rendu par défaut au contentieux, II, 252.

**DÉFRICHEMENT** des terres incultes appartenantes aux communes. — Décret, I, 47. — Circulaire, 223.

**DEGOUSSE**, II, 24.

**DEGOY**, II, 231.

**Degré de juridiction (Double).** — Rejet d'une demande soumise au conseil d'État sans avoir subi l'épreuve du premier degré de juridiction, II, 107, 590. — Une commission syndicale, condamnée par le conseil de préfecture à payer à son entrepreneur le prix de travaux qu'elle prétend avoir été exécutés en pure perte, ne peut conclure devant le conseil d'État à ce que ces travaux soient mis à la charge de l'ingénieur en chef, auteur du projet; c'est là une demande nouvelle qui doit subir l'épreuve du premier degré de juridiction, III. — Est nulle la clause du cahier des charges d'une entreprise de travaux publics portant que le conseil de préfecture prononcera en dernier ressort et sans appel sur toutes les difficultés qui pourraient s'élever entre les parties contractantes relativement au règlement des travaux. Le conseil d'État ne peut être

saisi *de plano* d'une demande sur laquelle le conseil de préfecture n'a pas statué, III, 40, 194. — Une commune qui a introduit devant le conseil de préfecture une instance ayant pour objet de faire condamner une compagnie de chemin de fer à exécuter certains travaux, ne peut conclure pour la première fois, en appel devant le conseil d'État, à l'allocation d'une indemnité. Cette demande nouvelle doit subir l'épreuve du premier degré de juridiction, 706. — Rejet d'une demande subsidiaire qui n'avait pas subi l'épreuve du premier degré de juridiction, 654. — Le conseil d'État ne peut être saisi directement d'une demande qui n'a pas subi l'épreuve du premier degré de juridiction, V, 111.

DEHU, II, 26.

DELAAGE, V, 725.

DELAFOND, III, 649.

DELAGE, I, 303.

DELAHAYE, III, 594.

DELAI. Voir Offres.

(1) Délai des réclamations. — Voir Contribution, Trottoirs.

(2) Délai pour l'instruction des affaires (circulaire), III, 304.

(3) Délai pour rédiger un procès-verbal de contravention, IV, 455. — Enregistrement de procès-verbaux, V, 579.

(4) Délai de livraison de marchandises; chemin de fer; indemnité en cas de retard, II, 472.

(5) Délai de livraison de terrains à un entrepreneur. — Décidé, par interprétation du marché, que l'administration n'était pas tenue de procéder à une expropriation dans un délai déterminé, et qu'il avait été tenu par le conseil de

préfecture un compte suffisant de l'aggravation apportée aux conditions de transport des déblais par le retard survenu dans ladite expropriation, IV, 513.

(6) Délai d'exécution de travaux.

· Voir Prorogation. — Durée d'une autorisation de construire, III, 206. — Délai dans lequel il doit être statué sur une demande en autorisation de bâtir, IV, 288; délai accordé pour rentrer dans l'alignement, 380. — Délai d'exécution d'une entreprise. — Demande de résiliation d'une entreprise de travaux communaux fondée sur le retard que la ville aurait mis à ordonner le commencement des travaux. — Rejet, I, 133. — Travaux de réparation d'un pont concédé; régie, II, 604. — La clause d'un marché par laquelle l'entrepreneur s'engage, en cas d'inexécution de ses travaux dans un délai déterminé, à payer des dommages-intérêts par chaque jour de retard, ne peut être appliquée qu'autant que l'entrepreneur a été mis en demeure de satisfaire à son engagement, 273.

(7) Délai pour demander la résiliation d'un marché. — Résiliation demandée par une partie contractante longtemps après avoir été encourue; le préjudice qui a pu résulter d'un retard auquel la partie s'est volontairement soumise ne peut donner lieu à indemnité, II, 447.

(8) Délai en matière d'expropriation. — Délai accordé au locataire pour réclamer une indemnité, IV, 326. — Délai dans lequel les tiers intéressés doivent faire valoir leurs droits, 655. — Délai des offres d'indemnité en

- cas de réquisition d'acquisition totale, III, 665. — Délai pour faire connaître des prétentions à un droit de servitude; application de la déchéance; compétence judiciaire, I, 405.
- (9) Délais de pourvoi. — Pourvoi devant le conseil d'État. *Voir* Signification. — Pourvoi en cassation contre une décision du jury, V, 398. — Pourvoi contre un arrêté préparatoire; ne court qu'à dater du jugement au fond, I, 517. — Pourvoi contre un arrêté préfectoral prescrivant le curage d'un cours d'eau, IV, 192. — Contre un décret constitutif d'un syndicat, 635. — Pourvoi contre une décision d'une commission spéciale d'endiguement, II, 710. — Contre un arrêté préfectoral prescrivant le curage d'un cours d'eau, 686, 689, 738. — Délai pour la transmission des pièces du pourvoi en matière d'expropriation, 743; délai du pourvoi, 706. — La partie qui a reconnu, dans une lettre adressée au préfet, avoir reçu de la partie adverse des expéditions de l'arrêté du conseil de préfecture qu'elle attaque, doit, à peine de déchéance, former son pourvoi dans les trois mois de cette reconnaissance, 107. — Une décision ministérielle statuant sur une demande dont la connaissance appartient au conseil de préfecture ne fait courir aucun délai pour la présentation de cette demande devant la juridiction compétente, 734. — Doit être rejeté comme tardif le pourvoi dirigé contre une décision administrative, plus de trois mois après la notification de l'arrêté du conseil de préfecture qui en a ordonné l'exécution contre le requérant, III, 333. — Un arrêté préfectoral statuant en matière d'alignement, n'est pas susceptible d'être déféré au conseil d'État après l'expiration du délai de trois mois à partir du jour où il a été notifié au réclamant, 544. — L'arrêté préfectoral réglant le point d'eau d'une usine ne peut être attaqué pour excès de pouvoir devant le conseil d'État après l'expiration du délai de trois mois à partir de sa notification, 667. — Le maire a qualité pour notifier aux intéressés les décisions préfectorales qui règlent les prises d'eau d'irrigation, et cette notification fait courir le délai de trois mois pendant lequel la décision peut être déférée au conseil d'État pour excès de pouvoir, 756.
- DELAIR, V, 569.  
 DELALOGÉ, II, 85.  
 DELAN, IV, 619.  
 DELAPLACE, V, 579.  
 DELATRE et FOURNIER, II, 502.  
 DELAUZON, IV, 162.  
 DELBERT, II, 36.  
 DELCAMBRE, I, 509. — III, 276, 577.  
 DÉLÉGATION; serment, I, 98. — Visite de lieux par délégation; jury, II, 16.  
 DELENCLOS, IV, 549.  
 DELILLE, II, 677.  
 DELPEYROU, II, 639.  
 DEMANDE NOUVELLE; expertise, V, 345.  
 DEMEURE, II, 511.  
 DÉMISSIONS D'INGÉNIEURS I, 271, 368, 495. — II, 83, 418. — III, 463, 646. — Perte du droit à pension, 63.

DÉMOLITION. *Voir* Alignements, Bâtiments menaçant ruine.

DÉNOUËL, III, 373.

DÉPARTEMENT. *Voir* Action.

DÉPENS. *Voir* Expertise, Pêche fluviale.

(1) Contributions publiques; taxes assimilées. — Les recours contre les arrêtés des conseils de préfecture rendus en matière de contribution ne donnent pas lieu à des condamnations aux dépens, III, 596. — Les réclamants contre des taxes d'irrigation ne peuvent obtenir une condamnation de dépens contre le syndicat, les recours en cette matière étant exercés sans frais, V, 387. — Les recours contre les arrêtés des conseils de préfecture en matière de taxes de pavages peuvent être présentés sans frais et ne donnent lieu à aucune condamnation de dépens, 374, 559. — Les recours au Conseil d'État, contre les décisions du conseil de préfecture, statuant sur des réclamations relatives à des taxes d'endiguement, peuvent être introduits sans frais et ne donnent lieu par suite à aucune condamnation de dépens, IV, 441. — Même décision en matière de taxes de pavage, 592. — Les taxes d'endiguement étant assimilées aux contributions publiques, le recours contre les décisions de la commission spéciale fixant les bases de la répartition des dépenses entre les intéressés ne donne pas lieu à une condamnation de dépens, 631. — Les recours contre les arrêtés du conseil de préfecture qui statuent sur les demandes en décharge ou en réduction de taxes destinées à couvrir la dépense de travaux

de dessèchement, peuvent être formés sans frais et ne donnent lieu dès lors à aucune condamnation de dépens, II, 442. — Dessèchements. — Terrains imposés aussitôt après leur mise en valeur. *Voir* Contribution.

(2) Réclamations d'entrepreneur.

— Les dépens sont mis par moitié à la charge de l'État et de l'entrepreneur, par application du décret du 2 novembre 1864, V, 264. — Instance annulée pour incompétence. Un tribunal en déclarant, conformément au déclinaire du préfet, son incompétence pour connaître d'une contestation entre un propriétaire et un entrepreneur de travaux publics, peut valablement statuer sur les dépens de l'instance à laquelle cette contestation a donné lieu, I, 400.

(3) Dommages. — Les prétentions du propriétaire n'étant pas admises, les dépens sont mis pour moitié à sa charge, II, 675. — Si l'État peut être condamné à payer tous les frais d'une expertise et d'une tierce expertise nécessités par la constatation d'un dommage, les dépens consistant en frais d'actes ou de procédure ne sauraient être mis à sa charge, V, 50. — Une ville qui a refusé d'accorder à un propriétaire une indemnité pour un dommage dont elle est reconnue responsable, est condamnée avec raison à payer les frais d'expertise ainsi que les frais de l'assignation et du timbre d'un mémoire adressé par la partie adverse au conseil de préfecture, 776.

(4) Dépens en matière d'expropriation. — Doivent être réservés

- jusqu'à décision d'une question litigieuse par l'autorité compétente, III, 660. — L'exproprié qui n'a pas répondu aux offres qui lui ont été faites doit, quelle que soit l'estimation du jury, être condamné aux dépens; la modification faite à l'audience pas l'expropriant du chiffre des offres primitives ne relève par l'exproprié de cette conséquence attachée à l'inexécution de l'article 24, I, 328.
- (5) Recours en matière de pensions. — Les recours contre les décisions portant refus de liquidation ou contre les liquidations de pensions ne peuvent donner lieu à une condamnation de dépens à la charge de l'Etat, V, 570.
- (6) Instance relative à la police des eaux. — Une demande faite par le ministre dans l'exercice de ses droits de police sur les cours d'eau ne saurait donner lieu à une condamnation de dépens au profit de la partie adverse, V, 681.
- (7) Contravention. — Le propriétaire renvoyé des fins d'un procès-verbal qui constatait à sa charge une usurpation sur un chemin vicinal n'est pas fondé à demander que la commune soit condamnée aux dépens, V, 590. — Pas de dépens en matière de contraventions de grande voirie sur les chemins de fer, IV, 68.
- DEPOILLY, IV, 323.
- DÉPÔTS près des chemins de fer, III, 483. — Dépôt sur les dépendances d'un canal; amende, I, 503.
- DÉPRÉCIATION (Indemnité de), I, 312, 384. — II, 252, 657, 704. — III, 23, 742, 681, 711. — IV, 28, 159, 366. — V, 13, 29, 119, 377, 395, 399, 608.
- DÉRIVATION pratiquée sur un cours d'eau non navigable pour l'établissement d'une usine; droit des tiers, I, 416.
- DESAUTELS, II, 269.
- DESCRIMES, III, 63.
- DESGROTTE, V, 21.
- DESGUEZ, II, 629.
- DESHAYES, III, 519.
- DESHAYES-BONNEAU, I, 155.
- DESJOBERT, I, 87.
- DESLANDES-ORIÈRE, IV, 640.
- DESORMES, III, 13.
- DESPLAS, III, 506.
- DESSÈCHEMENTS. *Voir* Contribution.
- (1) Dessèchement d'étangs dans la Dombes. — Concession. — Décret, IV, 337. — Convention, 338.
- (2) Entretien des ouvrages; garantie hypothécaire. — Les clauses d'un acte de concession qui mettent à la charge du dessécheur et de ses ayants cause l'entretien perpétuel des ouvrages et affectent une garantie hypothécaire à l'exécution de cette obligation, doivent, en cas de contestation entre les concessionnaires et les propriétaires, être interprétées et appliquées par l'autorité administrative. — Les tribunaux civils sont incompétents pour décider si l'acte de concession autorise les propriétaires à réclamer un supplément d'hypothèque sur les terrains desséchés abandonnés au concessionnaire en paiement de ses travaux et vendus par celui-ci à des tiers qui prétendent être affranchis de l'hypothèque supplémentaire, soit par la prescription, soit par

l'accomplissement des formalités de la purge, V, 245. — Mais au cas où une inscription hypothécaire aurait été prise par les propriétaires, en vertu d'une décision administrative, et où il s'élèverait des contestations sur le rang et les effets de cette inscription, il appartiendrait à l'autorité judiciaire de prononcer sur ces contestations par application des règles du droit civil, 245. — Fossés d'une route servant au dessèchement d'un marais; frais d'entretien et de curage, 424. — Le préfet, en vertu de l'article précité de la loi de 1807, a le droit et le devoir de veiller à l'accomplissement des conditions stipulées au traité pour la conservation des ouvrages de dessèchement. Si les concessionnaires ne se conforment pas au traité, le préfet peut, après constatation du défaut d'entretien, les mettre en demeure d'exécuter les travaux nécessaires, et en cas de contestation, porter l'affaire devant le conseil de préfecture; c'est à tort qu'il fait dresser contre eux un procès-verbal de contravention de grande voirie, IV, 398. — Les réparations et dommages en matière de conservation de travaux de dessèchement, devant être poursuivis devant la juridiction chargée de prononcer sur les difficultés relatives aux travaux de grande voirie (loi du 16 septembre 1807, art. 27), le conseil de préfecture se déclare à tort incompétent pour connaître des contestations relatives à l'exécution des obligations imposées au concessionnaire d'un dessèchement par les

actes de concession et les traités approuvés par ces actes, en ce qui concerne l'entretien des ouvrages. Il lui appartient spécialement de statuer sur les conclusions prises par le syndicat, à l'effet de faire condamner les concessionnaires ou leurs ayants cause, par application d'un traité qui les oblige envers les communes à l'entretien perpétuel des ouvrages : 1° à payer des dommages-intérêts pour inexécution de l'obligation dont il s'agit; 2° à fournir un supplément d'hypothèque pour garantir cet entretien. Les concessionnaires objectent vainement que ce traité, approuvé par un décret, n'est qu'un contrat privé dont l'appréciation appartient aux tribunaux civils, IV, 398.

- (3) Fossé; largeur; arrêté préfectoral. — Recours d'un propriétaire pour excès de pouvoir contre un arrêté préfectoral autorisant un syndicat de dessèchement à donner une largeur déterminée à un fossé. Rejet fondé sur ce que, contrairement aux assertions du requérant, d'une part, il s'agissait d'un fossé de dessèchement assujéti aux prescriptions d'une ancienne ordonnance de l'intendant de la province, et non d'un simple fossé de clôture, et d'autre part, sur ce que les travaux prescrits constituaient un curage à vieux fond et à vifs bords et non un élargissement qui aurait exigé l'accomplissement des formalités d'expropriation, IV, 62.
- (4) Prorogation du délai d'exécution. — Un décret qui proroge le délai fixé pour l'exécution de travaux de dessèchement par un

acte de concession intervenu sous l'empire et par application de la loi du 16 septembre 1807, ne peut être attaqué pour excès de pouvoir par une commune qui allègue que cette prorogation, en faisant revivre une concession expirée, la prive de l'exercice des droits résultant pour elle de la loi du 28 juillet 1860, relative à la mise en valeur des marais et terres incultes appartenant aux communes. La lettre ministérielle annonçant au maire que le décret de prorogation a été adopté par le conseil d'État et n'attend plus que la sanction impériale, ne constitue pas une décision qui soit de nature à être attaquée par la voie contentieuse, IV, 590.

- (5) Contravention de grande voirie imputée à un propriétaire pour avoir ouvert dans un temps prohibé l'orifice d'une prise d'eau établie dans la levée d'un canal de dessèchement, à l'effet de se procurer l'eau nécessaire à l'arrosage de sa propriété. — Annulation de la poursuite par le motif que cette propriété est située en dehors des limites du dessèchement, III, 575.

DESSOLIÉS, II, 496.

DESTENAVES, V, 216.

DESVALS, V, 463.

DÉTAIL ESTIMATIF. — Désaccord avec le devis, V, 264.

DETHIRE, V, 348.

DETOUCHE, III, 565.

DETTE DE L'ÉTAT; déchéance. — L'application des dispositions qui prononcent des déchéances contre les créanciers de l'État appartient aux ministres compétents, sauf recours au conseil d'État. Le conseil de préfecture

est incompétent pour statuer sur l'exception de déchéance opposée par l'administration à la demande d'un propriétaire tendante à obtenir une indemnité de dommage, II, 684. — L'autorité judiciaire, saisie de la demande formée par un particulier contre l'État en paiement d'une indemnité réglée par le jury d'expropriation, est incompétente pour statuer sur l'exception tirée de ce que la créance du demandeur se trouverait éteinte par la prescription quinquennale établie par les lois de finances au profit de l'État, 694.

DETY, IV, 186.

DEVIN, I, 104.

DEVIS. — Voir Carrière, Délai d'exécution, Malfaçons, Terrassement.

- (1) Devis. — Travaux imprévus. — Compétence administrative, I, 431. — Des déblais que l'entrepreneur prétend constituer un ouvrage imprévu ne sauraient motiver de sa part la demande d'un nouveau prix, après l'achèvement des travaux, lorsqu'il n'a réclamé aucune vérification sur ce point en cours d'exécution. L'entrepreneur doit également, à peine de rejet de ses réclamations ultérieures, faire constater, en cours d'exécution, la nécessité où il se trouverait de construire des batardeaux et de faire des épaissements en dehors des prévisions du devis, II, 253. — Renvoi de l'entrepreneur devant l'administration et, en cas de contestation, devant le conseil de préfecture, pour la détermination d'un prix nouveau à appliquer à des travaux de démo-



- lition de maçonnerie non prévus au devis, V, 57. — La substitution d'un nouveau projet au projet adjugé, donne lieu à la résiliation du marché, II, 452.
- (2) **Projet modifié.** — Demande en résiliation de l'adjudication par un soumissionnaire évincé, 323. — L'arrêté préfectoral ordonnant la modification d'un projet ne peut être contesté que devant le ministre, III, 323. — Projet nouveau. — *Voir Résiliation.*
- (3) **Désaccord entre le devis et le détail estimatif.** — En cas de désaccord entre le détail estimatif et le devis, les énonciations du devis doivent prévaloir, V, 264.
- (4) **Travaux supplémentaires; marché à forfait; application d'une clause réservant à l'entrepreneur le bénéfice d'une souscription, III, 739.** — Travaux en plus. — Demande par l'entrepreneur d'un supplément de prix pour la pose de pierres excédant les dimensions prévues. — Rejet, attendu que l'entrepreneur a reçu et employé les pierres dont il s'agit sans faire de réserves; qu'il ne représente pas d'attachements constatant le nombre des pierres excédant les dimensions ordinaires, et que, d'ailleurs, il n'est pas justifié que les frais de maçonnerie dus sent s'accroître à raison de la dimension des pierres employées, V, 770.
- (5) **Changements donnant ouverture à indemnité.** — Détermination du supplément de prix auquel a droit un entrepreneur astreint à faire emploi dans les bétons ou mortiers de chaux éteinte en poudre, au lieu de chaux éteinte en pâte prévue par le devis. Il est tenu compte des difficultés particulières de l'extinction de la chaux en poudre et de la fabrication du mortier avec cette chaux, ainsi que la différence entre le foisonnement en poudre et le foisonnement en pâte, III, 758. — Les fondations d'un pont qui devaient être faites sur rocher ayant donné lieu, par suite de l'absence du rocher, à des fouilles dans l'eau à une grande profondeur, et la maçonnerie de béton ayant dû être substituée à la maçonnerie de libage, décidé que leur exécution dans ces nouvelles conditions constituait un travail non prévu pour lequel l'entrepreneur réclamait à bon droit l'allocation d'un prix spécial, IV, 126. — Détermination du montant de l'indemnité à laquelle un entrepreneur avait droit pour avoir été privé, contrairement aux stipulations de son marché, d'une fourniture de moellons de blocage, II, 614.
- (6) **Changements ne donnant pas ouverture à indemnité.** — Les modifications apportées sans autorisation par l'entrepreneur à un appareil de construction ne lui donnent pas le droit de réclamer une indemnité pour les augmentations qui ont pu en résulter dans le cube de la maçonnerie prévue au devis, III, 267. — Les retards apportés par l'entrepreneur à l'exécution de certains travaux ayant nécessité plus tard une augmentation de main-d'œuvre (reprise de déblais), jugé qu'il n'avait pas droit à une indemnité à raison du supplément de dépense qui en était résulté à sa

charge, IV, 513. — Rejet d'une demande d'indemnité à raison de travaux supplémentaires pour lesquels l'entrepreneur n'avait pas reçu d'ordre, II, 10.

- (7) Difficultés d'exécution. — L'entrepreneur a droit à une indemnité pour les pertes que lui a causées l'exécution des ordres des ingénieurs, qui l'ont obligé à construire des maçonneries de pierres pendant la mauvaise saison et à l'époque des plus hautes crues d'un fleuve, V, 751.

DHUIS (Sources de la); dérivation, II, 140.

DIDIER, III, 717.

DIDION, III, 764.

DIGUET, II, 197.

DIMANCHE :

Interdiction de travail, III, 638.

— Réunion du jury d'expropriation, IV, 136. — Délai d'enregistrement, V, 579.

DISTRIBUTION D'EAU dans une ville; le traité y relatif constitue un marché de travaux publics, II, 447. — Application d'une clause de résiliation, *id.*

DIVISIBILITÉ. — Pourvoi; maître, domestique; jugement commun; recours séparé, V, 782. — Expropriation d'un terrain et d'une servitude qui y est attachée, poursuite séparée, III, 577. — Réclamation collective contre des taxes de dessèchement; droit de timbre, IV, 58.

DOCK D'ENTREPÔTS :

- (1) Concession; rétrocession. — Contestation entre une ville, concessionnaire de la construction d'un dock, moyennant la perception de droits sur les marchandises soumises à l'entrepôt et une compagnie à laquelle la ville a rétrocédé l'exploitation

du dock. Question de savoir : 1° si le traité de rétrocession attribue à la ville un prélèvement sur le produit du magasinage des marchandises autres que celles qui doivent acquitter des droits de douane; 2° si l'abri provisoire donné aux marchandises sous des hangars doit être assimilé au magasinage et autorise la ville à réclamer une partie du droit de manutention perçue par la compagnie. Solution négative à l'égard de cette double question, IV, 532. — Cette contestation au sujet de la répartition entre la ville et la compagnie du produit des droits de magasinage et de manutention est de la compétence du conseil de préfecture comme se rattachant à l'exécution d'un marché de travaux publics. C'est à tort qu'on prétendrait qu'elle doit être portée devant le ministre qui a arrêté le tarif des droits à percevoir, 532. — Décidé que la ville n'est pas recevable à se prévaloir de la correspondance échangée entre elle et la compagnie pour soutenir que les dispositions du traité, d'ailleurs claires et précises, sont incomplètes, 532.

- (2) Dock-entrepôt du Havre. — Modification du cahier des charges de la concession, III, 450.

DOLIVOT, II, 268.

DOMAINE DE L'ÉTAT. Voir Lais de mer.

Un décret déclarant l'utilité publique de travaux qui doivent être établis en partie sur un emplacement du domaine de l'État concédé à un particulier en vertu d'un décret antérieur, n'a pas pour effet de retirer implicitement cette concession. —

**La révocation doit avoir lieu dans les mêmes formes que l'acte de concession. Elle ne saurait donc être prononcée par un arrêté préfectoral, I, 332.**

**DOMAINE PUBLIC. Voir Lais de mer, Rétrocession. — Empiètements. Voir Rivières navigables.**

(1) Choses qui en font partie. — **Eaux de Paris, I, 189. — Concession d'eaux publiques consentie par la ville de Saint-Germain; question de révocabilité, 275. — Étang en communication avec la mer, 144. — Rivage de la mer; droit d'accès. Le rivage de la mer fait partie du domaine public et tout le monde a le droit d'y accéder librement. En conséquence, le ministre des finances excède ses pouvoirs lorsqu'en autorisant la location à une ville d'une portion du rivage de la mer où se prennent habituellement les bains, il accorde à la ville le droit de faire circuler et stationner sur la plage des voitures à l'usage des baigneurs en excluant toute concurrence, III, 563. — Les terrains recouvrant le souterrain d'un canal sont une dépendance du domaine public, II, 220.**

(2) Choses qui n'en font pas partie. — **C'est à tort que le ministre déclare qu'un canal de navigation appartenant à un particulier fait partie du domaine public et, comme tel, doit être soumis à l'action directe de l'administration, IV, 564. — Alluvions. — Les alluvions d'un fleuve ne font pas partie du domaine public, V, 706. — Les propriétés comprises dans l'emplacement d'une rue projetée ne font pas partie du**

**domaine public, II, 649. — Une portion de route départementale devenue inutile par suite de changement de tracé, cesse d'appartenir au domaine public sans qu'il soit nécessaire de prononcer le déclassement de l'ancienne direction, III, 353. — L'arrêté de classement d'un chemin rural n'attribue pas au domaine public la propriété des terrains compris dans les limites de ce chemin, 68.**

(3) Dépendances. — **Domanialité ancienne; compétence. — Du principe que c'est à l'administration qu'il appartient de reconnaître le domaine public dans le présent et dans le passé et d'en déterminer les dépendances, il suit que c'est à l'administration seule qu'il appartient aussi de connaître des établissements sur le domaine public et sur ses dépendances et de la légalité de ces établissements, à quelque date qu'ils remontent, et aussi de vérifier, s'il y a lieu, le caractère des permissions accordées et les conditions imposées à ceux qui les ont obtenues. — Dès lors, l'autorité judiciaire saisie d'une contestation relative à la suppression, pour cause d'utilité publique, d'une maison établie anciennement sur l'arche d'un pont dépendant d'une rivière navigable, contestation dans laquelle le possesseur de la maison soutient, à l'encontre d'une ville intéressée à la suppression, avoir acquis par titre ou par prescription la propriété du bâtiment avant l'édit de 1566, doit surseoir à statuer jusqu'à ce qu'il ait été procédé par l'autorité ad-**

ministrative à l'examen de la légalité de l'établissement et à l'appréciation des permissions accordées, I, 313. — Suppression d'une clôture en vertu d'une convention. — Le préfet agit dans la limite de ses pouvoirs lorsque, pour assurer l'exécution d'un engagement contracté envers l'État par le locataire d'un terrain dépendant d'une route, il enjoint à ce particulier d'enlever une clôture établie le long de la route et de reconnaître les limites de sa propriété et de la voie publique. On soutiendrait à tort que cette mesure n'aurait pu être prise que par le conseil de préfecture statuant sur un procès-verbal de contravention de grande voirie. L'arrêté du préfet ne fait pas d'ailleurs obstacle à ce que la partie intéressée se retire devant qui de droit pour faire reconnaître soit que le terrain enclos est sa propriété, soit que ledit terrain n'est pas compris dans les limites de la route, telles qu'elles ont été déterminées par l'autorité compétente, IV, 407.

- (4) Délimitation; compétence. — Le droit qui appartient au préfet de délimiter le domaine public ne lui confère pas la faculté d'incorporer à un canal de navigation, comme indispensables à sa conservation, des îlots et atterrissements qui n'en faisaient pas originairement partie et dont la propriété est revendiquée devant les tribunaux par un particulier, I, 501. — Il appartient au préfet de déterminer quelle est la consistance d'un canal de navigation et de déclarer si des

îlots situés entre le bras canalisé et le bras non navigable d'une rivière forment une dépendance d'une écluse du canal et sont, par suite, compris dans les limites de cet ouvrage, IV, 520. — La déclaration du préfet que ces îlots font partie du domaine public, ne fait pas obstacle à ce qu'une commune fasse valoir devant l'autorité compétente les droits de propriété qu'elle prétendrait avoir sur lesdits îlots, aux termes des articles 560 et 561 du Code Napoléon, 520. — s'il appartient au préfet de procéder à la reconnaissance de l'étendue et des limites d'un port maritime et de ses dépendances, le préfet ne peut attribuer au port des terrains qui antérieurement n'en faisaient pas partie, 23. — Annulation, pour excès de pouvoir, d'un arrêté par lequel le préfet avait compris dans les limites d'un port des terrains en nature de prairie qui, bien que contigus au bassin de retenue des chasses et recouverts par la laisse des hautes mers de vive eau d'équinoxe, n'en avaient jamais fait partie, qui avaient toujours été considérés comme susceptibles de propriété privée, et dont une portion avait fait l'objet d'un acte de vente nationale, 23. — Un décret portant délimitation du rivage de la mer à l'embouchure d'une rivière peut être attaqué au contentieux par un propriétaire qui prétend que son terrain a été indûment compris dans le domaine public, III, 585. — Est rapportée la disposition d'un décret de délimitation qui a compris dans le rivage de la mer un terrain situé à 15 kilomètres de

l'embouchure d'une rivière, en un point où les eaux éprouvent un regonflement par l'action de la mer. — Annulation par voie de conséquence d'un arrêté du conseil de préfecture qui avait prononcé des condamnations contre le propriétaire pour contravention de grande voirie commise sur ce terrain, 585. — Route ; arrêté préfectoral ; excès de pouvoir prétendu, II, 433. — Si les particuliers ne sont pas recevables à réclamer devant les tribunaux contre l'État la possession de terrains affectés à un service public et dont ils se prétendent propriétaires en vertu de titres anciens (dans l'espèce, terrains situés le long d'un fleuve et servant de quais), ils peuvent conclure à ce que leurs droits de propriété soient reconnus et à ce que des indemnités de dépossession leur soient allouées. Le préfet après avoir, dans un arrêté de délimitation, déclaré les terrains litigieux dépendances d'un port, dans le présent et pour le passé, n'est plus fondé à revendiquer ces questions de délimitation préalablement au jugement du fond, 214. — Lorsque l'administration conteste le sens, la portée et les effets d'un acte de vente nationales sur lequel un particulier fonde ses prétentions à la propriété de parcelles de terrains comprises dans les dépendances d'un canal, l'autorité judiciaire doit surseoir à statuer sur la question de propriété jusqu'à ce que l'autorité administrative ait interprété l'acte de vente nationale et ait reconnu quels étaient, à la date de cet acte, le caractère, les limites et les dépendances du

canal, 261. — Un îlot dans un fleuve est possédé par un particulier en vertu d'une sentence du juge de paix. Le préfet déclare ultérieurement ce terrain dépendance du domaine public par un arrêté de délimitation du lit du fleuve, et assigne le détenteur devant l'autorité judiciaire en délaissement de l'îlot. Dans ces circonstances, l'arrêté préfectoral est annulé pour excès de pouvoir, 120.

(5) Questions de propriété. — Contestation relative à un terrain occupé par un particulier à titre de propriété privée et revendiqué par l'administration comme dépendance du domaine aliénable de l'État. Cette revendication est fondée, non sur ce que le terrain litigieux, placé entre une route départementale et un port maritime, ferait actuellement partie de la route ou du port, mais sur ce qu'il dépendrait d'un ancien port dont l'emplacement a été vendu nationalement et sur ce que, depuis la vente, ledit terrain serait resté confondu avec une place publique. Le particulier, troublé de vive force dans sa possession par un agent de l'administration, forme contre l'État devant la justice de paix une action à l'effet d'être réintégré. La décision du juge de paix qui accueille cette demande ne peut donner lieu au conflit devant le tribunal d'appel, III, 170. — Une maison construite en 1772 en vertu d'un arrêt du conseil dans l'emplacement d'une autre maison, établie antérieurement à l'édit de 1566, sur un pont traversant une rivière navigable, a une existence légale et ne peut être supprimée

sans indemnité pour cause d'utilité publique, V, 430. — Mais il n'y a pas lieu de reconnaître l'existence légale des constructions reposant sur des portions du pont qui n'étaient pas occupées par l'ancien bâtiment, 430.

- (6) Questions diverses. — Vente par une compagnie de chemin de fer de parcelles de terrains détachées du domaine public; il n'appartient pas à l'autorité administrative de statuer sur sa validité, III, 353. — Incorporation de terrains. — Une décision ministérielle déclarant que des terrains expropriés sont nécessaires à l'établissement d'un chemin de fer ne peut être l'objet d'un recours par la voie contentieuse, II, 606. — Contrat privé en vertu duquel un terrain aurait été réuni à une voie publique; excès de pouvoir du préfet, VI, 291. — L'autorisation d'établir des tuyaux sous une route impériale est révocable sans indemnité, IV, 603.
- (7) Servitude; compétence. — L'autorité judiciaire est incompétente pour connaître d'une demande dirigée contre la compagnie concessionnaire d'un canal de navigation par le propriétaire d'un terrain enclavé, dans le but de faire maintenir le demandeur dans la possession où il serait depuis plus d'un an et jour de passer sur un franc-bord du canal et d'obtenir des dommages-intérêts à raison du trouble causé à sa jouissance, I, 523.
- (8) Aliénation. — Le domaine public n'est pas sujet à expropriation, mais à un simple changement de destination, II, 521. — Terrains retranchés d'une voie publique communale, aliénation

au profit d'un riverain, irrévocabilité, 213.

DOMICILE ÉLU; assignation, V, 94.

DOMINICI, III, 223.

DOMMAGES. *Voir* Garantie, Indemnités.

(1) — Dommages éventuels, I, 383.

— II, 424. — III, 46, 251, 357, 465, 504, 515, 549. — IV, 617. — V, 363, 393, 399, 439, 564, 763.

(2) — Dommages directs et matériels, III, 369.

(3) Dommages indirects, IV, 188. — V, 475.

(4) Dommages permanents, V, 696.

(5) Dommages futurs, II, 496, 273. — III, 23, 230. — IV, 202.

(6) Dommages aux personnes, I, 387. — II, 138. — IV, 1.

(7) Dommages provenant de la négligence des entrepreneurs, I, 306, 517.

(8) Dommages connexes à une expropriation, IV, 119.

(9) Dommages à un concessionnaire, II, 233. *Voir* Concessions.

(10) Dommages résultant d'une contravention. *Voir* Contraventions.

DOMMAGES-INTÉRÊTS. *Voir* Indemnités.

DOUBLER, II, 606.

DOUCET, III, 64.

DOULIEZ, I, 119, 383. — V, 31.

DOULLAY, III, 9.

DRAINAGE. *Voir* École. — Assainissement de la ville de Romorantin (Loir-et-Cher), I, 532.

DRIANCOURT, V, 1.

DRILLET DE LANNIGOÛ, III, 585.

DRIOT, V, 750.

DROITS :

(1) Droits au profit de l'État et des départements dont la perception est autorisée pour 1862, I, 203.

(2) Droits de navigation intérieure perçus au profit de l'État sur les

- rivières ou sur les canaux. —  
 Affranchissement temporaire des  
 chargements de grains et farines,  
 de riz, de pommes de terre ou de  
 légumes secs, I, 468.  
 (3) Droits stipulés dans un contrat  
 et dont l'usage est inconciliable  
 avec une loi ultérieure; leur pri-  
 vation peut donner lieu à une  
 demande d'indemnité, II, 661.  
 DUBOIS, II, 213.  
 DUBOURDONNÉ, III, 491.  
 DUBRULLE, II, 475.  
 DUBUC, I, 298.  
 DUBUISSON, II, 255.  
 DUCLOS, IV, 635.  
 DUCOUDRÉ, V, 390.  
 DUFFET, III, 254.  
 DUFFIÉ, I, 323.  
 DUFFIÉ fils et MALLIEZ, I, 325.  
 DUFFO, V, 254.  
 DUGARDIN, I, 149.  
 DUGRAS, IV, 169.  
 DUGUEYT, III, 339.  
 DUHOUX, I, 527.  
 DULEAU, I, 349.  
 DUMONT, I, 325.  
 DUMOULIN, IV, 524.  
 DUNES SUR LE LITTORAL MARITIME.  
 — (Décret qui confie à l'admini-  
 stration des forêts les travaux  
 de fixation, d'entretien, de conser-  
 vation et d'exploitation des), II,  
 159.  
 DUPIN, IV, 407.  
 DUPLESSIS, II, 210.  
 DUPLESSIS-DAUBREMONT, II, 600.  
 DUPONT I, 117, 293. — IV, 117.  
 DURANCE (cinquième syndicat de  
 la), IV, 361.  
 DURAND, III, 544.  
 DUSSOL D'HÉRAUD, V, 400.  
 DUVAL, III, 48.

## E

**Eaux.** Voir Cours d'eau, Indemnités de dommages, Irrigations, Servitude.

- (1) Eaux pluviales. — Les eaux plu-  
 viales coulant sur un chemin  
 public sont légalement considé-  
 rées comme n'appartenant à per-  
 sonne, et tous les actes quels  
 qu'ils soient, exercés à l'occasion  
 de ces eaux par les propriétaires  
 riverains pour les amener sur  
 leurs fonds, ne sont que des ac-  
 tes de tolérance ou de pure fa-  
 culté, lesquels, aux termes de  
 l'article 2232 du Code Napoléon,  
 ne peuvent fonder ni possession  
 ni prescription, III, 550. — Dé-  
 versement des eaux d'une pro-  
 priété sur un chemin au moyen  
 de travaux non autorisés; con-  
 travention, I, 222. — Eaux plu-  
 viales d'une route; écoulement  
 sur une propriété; obstacle, con-  
 travention, I, 38.  
 (2) Eaux de Paris; concessions, ré-  
 vocabilité. — Les eaux de la ville  
 de Paris appartiennent au do-  
 maine public; les concessions  
 qui en ont pu être faites sont es-  
 sentiellement révocables. Dans  
 le cas de suppression d'une con-  
 cession consentie à titre oné-  
 reux, la ville doit restituer la fi-  
 nance qu'elle a touchée; elle ne  
 peut être tenue de payer une in-  
 demnité réglée d'après la valeur

actuelle de la concession supprimée, I, 139. — Pouvoirs exceptionnels du préfet de la Seine. Le préfet de la Seine, en vertu de la législation spéciale qui a régi de tout temps l'administration des eaux de Paris, a le droit d'ordonner dans le lit ou sur le bord du canal de l'Oureq les travaux destinés à assurer l'alimentation de la ville de Paris. Il a le même pouvoir sur la portion de la rivière d'Oureq canalisée, en exécution des conventions additionnelles au traité de concession du canal de l'Oureq. Il agit dès lors dans la limite de ses pouvoirs en ordonnant, même hors de son département, sur les dépendances de la partie canalisée de la rivière de l'Oureq, des travaux destinés à empêcher que les eaux provenant des égouts d'une ville ne corrompent, en se déversant directement dans la rivière, les eaux destinées à l'alimentation de la ville de Paris. On objecterait en vain que, hors de son département, il ne peut agir que comme représentant les intérêts de la ville de Paris et non comme dépositaire de l'autorité publique, V, 72. *Voir Oureq.*

- (3) Eaux publiques; concessions anciennes; question de révocabilité. — Il est déclaré, par interprétation des arrêts du conseil du 15 février 1780 et du 22 février 1785 : 1° que les concessions d'eau consenties par la ville de Saint-Germain en vertu de ces arrêts, ne peuvent être révoquées que dans le cas où il serait établi par l'administration que les eaux concédées sont devenues nécessaires pour fournir

le tiers réservé par le roi ou pour assurer le service des fontaines publiques; 2° que la ville et les concessionnaires ont été dispensés de l'obligation de soumettre chacun des actes de concession à l'homologation de l'intendant de la généralité de Paris et à l'approbation du roi, I, 275.

ÉCOLE centrale des arts et manufactures. Les ingénieurs chargés de l'enseignement sont en service détaché, V, 178.

ÉCOLE DES PONTS ET CHAUSSÉES : Élèves. Classements; concours; missions, I, 255; — II, 174, 176, 177; — III, 146, 816; — V, 150, 170, 171, 172, 173.

École polytechnique. — Réorganisation, III, 783.

École pratique d'irrigation et de drainage sur le domaine du Lézardeau (établissement). Décret, I, 176.

ÉDET, I, 511.

ÉGOUT domanial ou communal; frais de curage, IV, 578.

ÉLAGAGE. *Voir* Plantations.

EMPLOYÉS secondaires. — Frais de déplacements et de découchers (Circulaire), II, 405.

ENCLAVE. — Canal de navigation. Droit de passage; compétence, I, 523.

ENDIGUEMENTS. *Voir* Commission spéciale, Contributions, périmètre, Syndicat.

- (1) Endiguements à la mer; préfet; excès de pouvoir. — C'est à l'autorité souveraine, et non au préfet, qu'il appartient de pourvoir aux dépenses d'entretien et de réparation des digues à la mer et de fixer la part contributive des intéressés. Annulation, pour excès de pouvoir, d'un arrêté préfectoral ordonnant que les digues d'une



île seront réparées et consolidées aux frais des propriétaires, conformément aux projets des ingénieurs des ponts et chaussées, et que les travaux qui n'auraient pas été terminés dans le délai fixé par ledit arrêté seront exécutés d'office sous la direction de l'administration. Il est accordé décharge aux réclamants des taxes qui leur ont été imposées en exécution de l'arrêté préfectoral, V, 746. — Endiguement non autorisé; lais de mer concédé; indemnité, III, 486.

- (2) Règlements. — Les formalités prescrites en matière de dessèchement, par les art. 7, 8, 9, 10, 11, 13 et 14 de la loi du 16 septembre 1807, pour la formation d'un syndicat, le tracé du périmètre et sa division en classes, sont applicables au cas de construction de digues contre les fleuves, I, 298. — Décidé que le syndicat dont les réclamants faisaient partie avait été institué par un arrêté préfectoral, conformément aux dispositions du décret du 4 thermidor an XIII, rendu pour le département des Hautes-Alpes, et déclaré commun au département des Basses-Alpes par le décret du 16 septembre 1806, II, 618.

- (3) Classement des terrains. — En matière de travaux d'endiguement exécutés par des syndicats, comme en matière de dessèchement, il doit être procédé par les experts et les ingénieurs réunis au classement des terrains, et l'estimation de chaque classe de terrain doit être faite par les experts dont le travail est soumis, au moyen d'une enquête, au contrôle de tous les intéressés.

Une commission spéciale excède ses pouvoirs en procédant, sans expertise préalable, au classement des terrains, IV, 195. — Le classement des terrains compris dans une association syndicale de travaux d'endiguement doit être opéré par les experts et les ingénieurs réunis. La commission spéciale ne peut, sans qu'il ait été procédé à cette opération, supprimer des sections qu'elle avait primitivement établies et décider que les terrains répartis entre ces diverses sections ne formeront plus désormais qu'une seule classe, 459. II, 673.

- (4) Convention entre l'État et un syndicat; compétence. — Il appartient au conseil de préfecture de connaître des difficultés relatives aux engagements contractés entre l'État et un syndicat au sujet de l'établissement de travaux de défense le long d'une rivière navigable, V, 109. — Modification d'un système d'endiguement prescrit par l'État; dommage en résultant pour un syndicat; demande d'indemnité; expertise obligatoire, II, 496.

- (5) Retrait d'une subvention. — La décision par laquelle le ministre prononce le retrait d'une subvention promise au syndicat sur les fonds du trésor ne fait pas obstacle à ce que le syndicat porte sa réclamation devant le conseil de préfecture. — Dès lors, le recours formé par lui devant le Conseil d'État contre la décision ministérielle n'est pas recevable, V, 109.

ENQUÊTE. — Une enquête est obligatoire lorsqu'il s'agit d'établir un pont sur une rivière navigable, III, 594. — Règlement d'eau; caractère contradictoire, I, 427.

— Curage des cours d'eau, IV, 162, 164. — V, 239. — Établissements, règlements et suppressions de barrages, II, 236. — IV, 9, 605. — V, 181. — Expropriation au delà des limites d'une voie nouvelle, II, 699.

**ENREGISTREMENT.** *Voir* Procès-verbal. — (droits d'); Expropriation, IV, 602.

**ENTREPRENEUR.** *Voir* Adjudication, Approvisionnements, Avant-métré, Avaries, Carrières, Décompte, Délai d'exécution, Devis, Extraction de matériaux, Faux frais, Forfait (marché à), Garantie, Intérêts, Malfaçons, Matériaux, Métré, Ordres, Payerment, Privilège, Prix, Réception de travaux, Régie, Résiliation, Solidarité, Sous-traitant, Sous-détail, Terrassements, Transports.

(1) Exécution de travaux. — Emploi de la mine. — L'entrepreneur est responsable des dommages que l'emploi de la mine occasionne à des propriétés particulières, lorsque ce mode d'extraction a été prévu par le devis, II, 255. — Travaux adjugés; dispense d'exécution. — Le conseil de préfecture ne peut dispenser un entrepreneur de l'exécution de rejointoiements et de raccords faisant partie des travaux adjugés, en le soumettant à une retenue sur le montant du décompte, I, 98.

(2) Vices du sol, refus de construire. — Les entrepreneurs étant responsables, aux termes de l'article 1792 du Code Napoléon, de la perte totale ou partielle de leurs constructions par suite des vices du sol, ils sont fondés, lorsqu'ils reconnaissent que l'emplacement d'un bâtiment projeté

ne présente pas une solidité suffisante, à suspendre leurs travaux et à porter la question devant le conseil de préfecture. Mais ils ne peuvent refuser de construire après que l'administration les a déchargés de toute responsabilité à cet égard, en reconnaissant la mauvaise qualité du sol et en prescrivant l'exécution à ses frais de divers travaux qui paraissent y rendre possible l'établissement de constructions solides, II, 206.

(3) Travaux constituant une contravention de voirie; responsabilité, III, 567.

(4) Dommages à des tiers; inobservation d'un ordre de service, règlement de l'indemnité, I, 517.

(5) Indemnité à titre gracieux. — La décision ministérielle qui accueille en partie des réclamations d'un entrepreneur rejetées précédemment par un arrêté du conseil de préfecture devenu définitif, est une mesure administrative non susceptible d'être attaquée par la voie contentieuse et ne donne pas à l'entrepreneur le droit de remettre en question la chose jugée, I, 520.

**ENTRETIEN:**

— des routes agricoles, V, 519.

— d'un dessèchement, garantie hypothécaire, V, 245.

**ERARD et MOUET**, III, 267.

**ERREUR:**

— dans la désignation d'un juré, II, 1, 17, 190. V, 744. — Dans l'indication de son domicile, 17. — Frais de séjour alloués à un juré, 217. — De contenance dans une expropriation, III, 744. — Dans une indemnité d'expropriation, IV, 430, 653; — III, 515. — *Id.* sur le véritable propriétaire d'un

immeuble exproprié, II, 28, 485.

— Dans un métre, III, 267. — Dans un décompte, V, 688. — Dans un arrêt du conseil d'État, rectifié par le conseil de préfecture chargé de l'exécution, II, 635.

ESCARRAGUEL, III, 690; — V, 85.

ESPINE (de l'), II, 437.

ESSOYE (commune d'), III, 75.

EST (chemin de fer de l'), II, 96, 646, 657; — III, 558, 687; — IV, 644. — V, 81.

ESTIENNE, III, 609.

ETANGS. *Voir* Dessèchements. — Les propriétaires d'étangs traversés par une rivière sont tenus, par les règlements applicables à tous les riverains, au curage d'un chenal de parcours dans les dimensions réglementaires, IV, 453.

Étangs salés; navigation maritime. — L'arrêt qui déclare que les eaux d'un étang ne sont pas salées, tout en constatant que cet étang est en communication avec la mer, viole le décret du 19 mars 1852, I, 144.

ÉTRANGER; pension, III, 477.

EXÉCUTION. *Voir* Actes de l'autorité judiciaire, Délai, Sursis. — D'un arrêté; extension à des tiers, nullité, V, 81. — Un arrêté, pris dans l'intérêt de la salubrité, ne peut être suspendu sous prétexte d'un droit de propriété ou de servitude, V, 451. — L'exécution des arrêtés des conseils de préfecture prononçant des condamnations de grande voirie, doit avoir lieu nonobstant tout recours, et ne peut être assimilée à un acquiescement, III, 352. — L'exécution d'un arrêté n'est pas une renonciation à un pourvoi déjà formé, I, 132. — L'exécution d'un arrêté fait courir le délai du pourvoi,

IV, 192. — Même décision à l'égard d'un décret, 635. — Faits constitutifs de l'exécution. *Voir* Syndicat. — Une demande d'exécution d'arrêt constitue un acquiescement, II, 731. — Le conseil de préfecture, appelé en exécution d'un arrêt du conseil d'État à évaluer une indemnité de dommage due à un entrepreneur peut rectifier, d'après le résultat de l'instruction, une indication inexacte de l'arrêt en ce qui concerne la durée du dommage, 635. — L'exécution d'un arrêté non conforme à son texte n'est pas susceptible d'être déferée au conseil d'État pour excès de pouvoir, III, 609. — Alors même que les autorités locales auraient toléré l'inexécution d'un règlement de police, cette tolérance ne saurait préjudicier aux droits des tiers, I, 527. — Exécution d'un ancien règlement local de voirie et d'un arrêté du conseil de préfecture qui en a fait l'application; ajournement; excès de pouvoir, I, 379.

#### EXPERTISE :

(1) Désignation des experts. — Lorsque le conseil de préfecture ordonne une expertise, même dans une contestation où ce mode d'instruction n'est pas obligatoire, les parties doivent être mises en demeure de nommer leurs experts; c'est seulement à défaut par elles de faire un choix que les experts peuvent être désignés d'office par le conseil de préfecture, II, 664. — Quand une expertise a été annulée par le motif que le dommage qui y donne lieu ne pourra être apprécié qu'après l'exécution des travaux, les experts qui ont concouru à cette

opération peuvent être choisis pour procéder de nouveau à l'évaluation du dommage, 667. — L'arrêté portant nomination d'experts est préparatoire et ne peut être attaqué avant la décision du fond, IV, 273.

- (2) Avis du directeur et du contrôleur des contributions directes. — Si le directeur et le contrôleur des contributions directes sont appelés par l'article 57 de la loi du 16 septembre 1807 à donner leur avis sur une expertise de dommages, l'omission de cette formalité n'est pas de nature à entraîner l'annulation de l'arrêté du conseil de préfecture portant règlement de l'indemnité, V, 441, 471; — II, 667.

- (3) Incompatibilité. — L'architecte qui a dirigé des travaux communaux ne peut être admis à procéder comme expert pour la commune dans les contestations entre la commune et l'entrepreneur sur le décompte des travaux, V, 382.

- (4) Expertise obligatoire; indemnité de dommage, IV, 47, 368; — III, 369. — Dommages à une usine, I, 383. — Annulation d'un arrêté du conseil de préfecture qui avait statué sur le mérite d'une demande en indemnité de dommages, sans avoir fait procéder à l'expertise prescrite par la loi, 334. — Il ne peut être statué qu'après une expertise contradictoire sur la demande d'indemnité formée par une commune, contre une compagnie de chemin de fer, à raison de la coupure d'un chemin de la commune ou des changements apportés au régime des eaux d'un autre chemin, II, 586. — Le conseil de préfecture doit prescrire une expertise avant de

statuer sur la demande d'indemnité formée contre l'État par un syndicat d'endiguement, pour dommages causés par des inondations qui seraient le résultat de la substitution, par l'administration, d'une digue submersible à une digue insubmersible, construite en partie aux frais du syndicat. Décidé que l'expertise à intervenir devrait porter non-seulement sur le dommage direct et matériel déjà éprouvé, mais en outre sur le préjudice pouvant résulter pour le syndicat du nouvel état des lieux, 496. — Il y a lieu d'ordonner une expertise pour apprécier la demande d'indemnité d'un propriétaire alléguant que les travaux de nivellement exécutés à une route départementale ont eu pour effet, en plaçant sa propriété en contre-haut de la voie publique, de diminuer les facilités d'accès de ladite propriété, V, 348. — C'est à tort que le conseil de préfecture rejette la réclamation sans expertise préalable, en se fondant sur ce qu'il n'aurait pas été touché aux bâtiments du propriétaire, et sur ce que l'administration aurait fait exécuter des travaux de raccordement suffisants pour rétablir les accès de la propriété, 348. — Le conseil de préfecture, saisi d'une demande d'indemnité fondée sur la dépréciation que la maison du réclamant aurait subie par l'effet de travaux de voirie qui, en supprimant l'une des issues d'une rue, diminueraient la facilité d'accès et de circulation des voitures nécessaires au service de la maison, doit, avant de statuer, ordonner qu'il soit procédé à l'expertise

prescrite par la loi du 16 septembre 1807. — C'est à tort que, sans expertise préalable, il rejette la demande d'indemnité sur le motif que le dommage allégué n'est ni direct ni matériel, 390.

- (5) Expertise non obligatoire; dommage non susceptible de donner lieu à une indemnité, IV, 311. — Il n'y a pas lieu d'ordonner une expertise lorsqu'il est reconnu que le dommage allégué n'est pas de nature à donner ouverture à indemnité, II, 194. — Le conseil de préfecture peut, sans ordonner l'expertise prescrite par l'article 56 de la loi du 16 septembre 1807, statuer sur la question de responsabilité d'un dommage, dont les causes, les circonstances et l'importance ne sont pas contestées entre les parties, 440. — Démolition d'une construction dangereuse pour la sûreté publique, III, 657; réclamation d'entrepreneur, 263. — L'expertise n'est pas obligatoire dans une instance engagée entre un syndicat d'irrigation et un particulier, au sujet du remboursement de la valeur de travaux et d'études antérieures à la constitution du syndicat. — Si le conseil de préfecture a prescrit une expertise pour l'éclairer sur une contestation de cette nature, le désaccord des experts n'entraîne pas la nécessité d'une tierce expertise, I, 402. — Dans une instance où l'expertise n'est pas obligatoire, elle ne constitue qu'un acte ordinaire d'instruction auquel les dispositions spéciales de l'article 56 de la loi du 16 septembre 1807 ne sont pas applicables. — Le conseil de préfecture n'est pas tenu, d'ailleurs, d'observer les formalités indiquées par les articles 303

et 318 du Code de procédure civile, qui veulent que l'expertise soit faite par trois experts dressant un seul rapport et formant un seul avis à la pluralité des voix, 402.

- (6) Expertise préjugant ou non le fond. — L'arrêté par lequel le conseil de préfecture prescrit une expertise à l'effet de constater l'existence d'un dommage allégué, sans rien préjuger sur la question de savoir si une indemnité est due, est une décision contre laquelle le recours au conseil d'État n'est pas recevable, IV, 434. — Les arrêtés purement préparatoires ne sont pas susceptibles d'être déférés au conseil d'État. On doit considérer comme préparatoire l'arrêté qui se borne à prescrire une expertise sur une demande d'indemnité de dommage, en réservant d'ailleurs les droits des parties en ce qui concerne la question de savoir si les dommages allégués n'ont pas été compris antérieurement dans une indemnité d'expropriation réglée par le jury, III, 693. — Un arrêté qui se borne à ordonner une expertise pour l'évaluation d'un dommage, a un caractère préparatoire; les parties ne sont pas tenues de l'attaquer avant la décision sur le fond, alors même, qu'à raison de ces motifs, il pourrait être considéré comme interlocutoire, I, 517.

- (7) Expertise contradictoire. — Arrêté non susceptible d'opposition. — L'arrêté du conseil de préfecture réglant une indemnité de dommage est contradictoire à l'égard des parties qui ont été appelées et entendues dans l'expertise et la tierce ex-

- pertise, auxquelles il a été préalablement procédé, V, 601. — Arrêté non susceptible d'opposition. — L'arrêté du conseil de préfecture, rendu après une expertise, est contradictoire à l'égard des parties qui ont produit leurs moyens de défense dans cette expertise. Dès lors, le conseil de préfecture excède ses pouvoirs, en déclarant recevable l'opposition formée contre cet arrêté, et en rendant sur le fond du litige une nouvelle décision, IV, 524.
- (8) Révocation d'expert par une partie. — L'expert nommé par une partie pour apprécier contradictoirement un dommage résultant de l'exécution de travaux publics, n'est pas un mandataire révocable à la volonté du commettant. Le conseil de préfecture refuse avec raison d'admettre la partie à désigner un nouvel expert, après que le premier a accompli les opérations prescrites par une décision antérieure, V, 48.
- (9) Expertise incomplète. — Le conseil de préfecture, qui ne trouve pas dans une expertise par lui ordonnée des éléments suffisants de décision, peut en prescrire une nouvelle, mais la première continue à faire partie de l'instruction; le conseil de préfecture ne doit pas en prononcer la nullité lorsqu'elle ne présente d'ailleurs aucun vice de forme et aucune irrégularité, II, 34. — Quand une expertise de dommage a été faite, contrairement aux prescriptions de la loi, par les experts nommés d'office, sans que les parties aient été préalablement mises en demeure de les désigner, c'est avec raison que le conseil de préfecture ordonne une nouvelle expertise avant de statuer, I, 306. — Supplément d'instruction. — Après une expertise régulière intervenue sur une demande en indemnité de dommage, le conseil de préfecture peut charger l'architecte du département de procéder à un supplément d'instruction. Cette mesure ne constitue pas une nouvelle expertise exigeant l'accomplissement des formalités prescrites par la loi du 16 septembre 1807, I, 284.
- (10) Expertise irrégulière. — Demande en annulation d'une expertise dans laquelle quelques-uns des réclamants auraient été représentés par des mandataires sans pouvoirs, d'autres auraient fait connaître tardivement leurs prétentions. Rejet tiré de l'acquiescement de la compagnie requérante qui n'avait produit ses griefs ni devant les experts, ni devant le conseil de préfecture, II, 466.
- (11) Règlement d'indemnité d'après des bases précédemment établies. — Le conseil de préfecture, après avoir fait procéder à une expertise sur une demande en réparation d'un dommage, peut renvoyer devant les mêmes experts ceux des propriétaires au profit desquels il a reconnu un droit à indemnité, pour être procédé à la fixation de cette indemnité, d'après les bases déterminées par son arrêté. Ce n'est pas là statuer par voie de disposition générale et réglementaire, V, 81.
- (12) Demande nouvelle. Grief contre une expertise fondé sur ce que

le conseil aurait statué sur un chef de demande présenté après que les deux experts avaient procédé aux opérations de l'expertise, et qu'avant de faire droit, il eût dû renvoyer préalablement devant lesdits experts pour faire compléter leur rapport. Rejet par le motif que les conclusions présentées après le travail des experts constituaient, non une demande nouvelle, mais le développement et la conséquence de la demande primitive, V, 345.

(13) Intervention d'un tiers. — L'avis émis à la suite d'une expertise de dommages par le représentant d'une compagnie de chemins de fer qui n'était pas en cause, ne saurait invalider l'expertise, alors d'ailleurs que le demandeur en indemnité a pu contester cet avis devant le conseil de préfecture, V, 199.

(14) Serments. — Les experts chargés d'évaluer des indemnités dues pour extraction de matériaux sur des propriétés privées doivent prêter serment préalablement à leurs opérations, à peine de nullité de l'expertise et de l'arrêté auquel elle a servi de base, I, 87. — Une expertise dans laquelle le maire de la commune défenderesse a été délégué pour recevoir le serment des experts ne peut être attaquée comme irrégulière devant le conseil d'État, pour la partie adverse qui n'avait réclamé contre cette délégation, ni dans le cours des opérations de l'expertise, ni devant le conseil de préfecture, 98. — L'ingénieur en chef tiers expert de droit n'est pas tenu de prêter serment, V, 199.

(15) Frais. — Les frais d'une expertise et d'une tierce expertise de dommage sont à la charge de la partie qui n'a pas fait d'offre d'indemnité au propriétaire, III, 163, 271, 473, 681. — Décision sur les frais d'une expertise et d'une tierce expertise, 262. — Frais d'une expertise mis à la charge de l'État, 486. — Les frais d'une expertise et d'une tierce expertise de dommage sont à la charge de la partie qui n'a pas fait d'offres suffisantes d'indemnité, I, 446. — Les frais de l'expertise sur laquelle a été rendue une décision annulée pour incompétence sont à la charge de la partie qui a occasionné l'annulation de la procédure, 499. — L'administration peut être condamnée à payer la totalité des frais d'une expertise que ses prétentions ont rendue nécessaire pour le jugement des réclamations d'un entrepreneur, au sujet du règlement d'un décompte, 370. — Décision qui met la totalité des frais d'une expertise de dommage à la charge d'une compagnie, 387. Les frais d'une expertise de dommage doivent être supportés en totalité par l'administration, si elle a rendu l'expertise nécessaire en n'offrant aucune indemnité, V, 13, 199, 267. — Même décision à l'égard des frais d'une tierce expertise, 199. — La totalité des frais d'expertise et de tierce expertise est mise à la charge de la ville ou de la compagnie qui n'avait fait aucune offre d'indemnité aux propriétaires, 608, 766. — Frais d'expertise partagés par moitié entre l'État et l'entrepreneur, 770. — Les propriétaires

- qui ont mal dirigé leur demande d'indemnité doivent supporter les honoraires de l'expert désigné par la partie qu'ils ont indûment mise en cause, IV, 28. — Frais d'une expertise de dommage ordonnée par le président de la section du contentieux mis à la charge du demandeur, II, 198. — Répartition entre l'administration et l'indemnitaire, 279. — Bien que l'Etat ne doive pas supporter de dépens en matière contentieuse, il peut néanmoins être condamné à payer la totalité des frais d'une expertise de dommage, nécessitée par l'insuffisance de ses offres, 186. — La totalité des frais de l'expertise d'un dommage causé par des fouilles doit être mise à la charge de l'entrepreneur qui n'a fait aucune offre d'indemnité au propriétaire, 639. — Frais d'expertise à la charge de l'administration, 642. — Frais d'expertise mis en totalité à la charge de l'administration qui succombe sur la plupart des chefs de demande de l'entrepreneur, après avoir refusé d'y satisfaire en aucun point, 635. — Frais d'expertise partagés par moitié entre une ville et un entrepreneur, 511.
- (16) Expertise en matière d'endiguement. — Le classement des terrains doit être opéré par les experts et les ingénieurs réunis, et non par la commission spéciale, II, 673; — IV, 195, 459.
- (17) Expertise ordonnée à l'effet d'apprécier les causes de la chute d'une construction. — Le conseil de préfecture doit en attendre le résultat avant de statuer sur les questions de responsabilité qui se rattachent à l'accident, IV, 141.
- (18) Décision par défaut, III, 72. — Rejet, comme mal fondé, d'un moyen tiré de ce qu'il n'aurait pas été donné connaissance des résultats de l'expertise au propriétaire, 731.
- (19) Tierce expertise. — Quand deux experts chargés d'évaluer le préjudice causé à une commune, par une distribution d'eau publique, sont d'accord sur le principe du dommage et sur sa durée, mais qu'ils diffèrent seulement sur la fixation du chiffre de l'indemnité, il y a lieu, par le conseil de préfecture, d'ordonner une tierce expertise. — Ce conseil excède ses pouvoirs en prescrivant une nouvelle expertise, confiée à d'autres experts, V, 17. — Le conseil de préfecture ne doit pas ordonner une tierce expertise lorsque les experts ont émis un avis conforme sur une demande d'indemnité de dommages. S'il a néanmoins prescrit la tierce expertise et s'il a alloué, sur les conclusions du tiers expert, une indemnité qui, d'après les experts, n'était pas due, cette irrégularité n'est pas de nature à faire prononcer l'annulation de son arrêté, alors que le conseil d'Etat reconnaît que l'indemnité allouée n'est pas exagérée, 479. — Le tiers expert pour l'évaluation des dommages résultant de travaux exécutés par voie de concession n'est pas de droit l'ingénieur en chef du département; il doit être nommé par le préfet, 471. — Les travaux de nivellement de rues, exécutés par la ville de Paris, rentrent dans la catégorie des travaux de grande voirie pour lesquels le tiers expert des dommages causés est



de droit l'ingénieur en chef du département. — On prétendrait à tort que le tiers expert doit être désigné par le préfet, attendu qu'il s'agit de travaux exécutés pour le compte d'une ville, 199. — L'ingénieur en chef du contrôle d'un chemin de fer concédé n'est pas tiers expert de droit pour départager les experts chargés d'évaluer les dommages provenant de l'exécution des travaux du chemin. — Ces travaux ayant été exécutés par des concessionnaires, le tiers expert doit être nommé par le préfet, 689. — On ne saurait considérer comme régulière une tierce expertise de dommages dans laquelle l'ingénieur en chef tiers expert, sans avoir visité les lieux et sans discuter les rapports des deux premiers experts, s'est borné à résumer un rapport dressé par l'ingénieur ordinaire sur la réclamation, et à émettre un avis motivé sur les constatations renfermées dans ce rapport, 357. — Grief fondé sur ce que le conseil de préfecture aurait confié au tiers expert seul la vérification d'un point litigieux. — Rejet par le motif qu'il avait été satisfait aux prescriptions de la loi en procédant à une expertise et à une tierce expertise, et que le conseil de préfecture avait pu faire compléter par un rapport spécial l'instruction qui, sur un point, était encore insuffisante, 345. L'ingénieur en chef du département est tiers expert de droit pour l'appréciation des dommages causés à un particulier par des extractions pratiquées sur son terrain par l'entrepreneur des travaux d'entretien d'une route départementen-

tales, I, 304. De même pour des travaux d'amélioration d'une route impériale, II, 667. — L'article 56 de la loi du 16 septembre 1807, qui dispose que le tiers expert pour l'évaluation d'un dommage sera de droit l'ingénieur en chef du département, ne s'applique qu'au cas où il s'agit de travaux de grande voirie. La désignation du tiers expert appartient au conseil de préfecture, lorsqu'il s'agit des travaux d'une écluse de fortification exécutés par les officiers du génie, 493. — Le tiers expert chargé d'évaluer les indemnités pour dommages résultant des travaux des villes doit être désigné par le préfet. Annulation, par application de cette règle, d'une tierce expertise de dommages causés par les travaux de l'égout collecteur de la ville de Paris, opération à laquelle l'ingénieur en chef du service des eaux et des égouts de la ville avait procédé comme tiers expert de droit, sans désignation du préfet et sans prestation de serment, 479. — Le tiers expert pour le règlement d'une indemnité de dommages n'est pas tenu d'entendre les parties ou leurs experts, III, 8, 180. — Décidé que les réclamants ne sont pas fondés à attaquer pour cause d'irrégularité un rapport de tierce expertise qui leur a été communiqué, et sur lequel ils ont pu présenter des observations au conseil de préfecture, 8. — L'ingénieur en chef du département n'est pas tiers expert de droit pour l'évaluation des dommages résultant de travaux publics exécutés par une compagnie concessionnaire.

681. — Letiers expert, pour l'évaluation des dommages provenant des travaux d'une ville, doit être nommé par le préfet. Mais si la désignation du tiers expert a été faite par le conseil de préfecture, et si la ville a acquiescé à cette désignation, la régularité de la tierce expertise ne peut plus être contestée, 226. — L'art. 56 de la loi du 16 septembre 1807, qui dispose que le tiers expert est de droit l'ingénieur en chef, n'est pas applicable aux contestations pour lesquelles l'expertise n'est pas prescrite par la loi. Si l'ingénieur en chef, désigné par le conseil de préfecture comme tiers expert de droit dans une contestation de cette nature, n'a pas prêté serment, cette irrégularité entraîne l'annulation de l'expertise et de la décision à laquelle elle a servi de base. Décidé qu'une nouvelle tierce expertise devait avoir lieu dans l'espèce, et que le tiers expert devait être autre que l'ingénieur en chef du département, qui avait déjà donné son avis en qualité de tiers expert, 263. — L'art. 56 de la loi de 1807, qui réserve au préfet la nomination du tiers expert pour l'appréciation d'un dommage causé à une propriété par un concessionnaire de travaux publics, statue pour le cas où le préfet a été saisi de la demande d'indemnité. Si cette demande a été portée directement devant le conseil de préfecture par les parties, le conseil ne viole aucune loi en nommant lui-même le tiers expert, IV, 608. — Aucune disposition de la loi n'exige que le tiers expert se mette en relation avec les pre-

miers experts, et que son rapport soit communiqué aux parties, 608.

EXPROPRIATION. *Voir* Cassation, Curage, Dépens, Indemnité, Jury, Locataire, Offre, Rétrocession, Utilité publique.

(1) Expropriation imposée à un propriétaire d'usine comme condition d'un règlement d'eau, I, 427. — Élargissement d'un cours d'eau entraînant expropriation, III, 27, 70.

(2) Terrain incorporé à un chemin vicinal par l'effet d'un arrêté de classement. *Voir* Chemins vicinaux.

(3) Caractères. — Le dérasement de la partie supérieure d'une maison opéré dans le but d'assurer le mouvement de la volée d'un pont constitue une dépossession partielle de la propriété, et non un simple dommage. — Dès lors, le propriétaire a le droit de requérir l'acquisition totale de sa propriété par application de la loi du 3 mai 1841, et le conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur cette demande, V, 413.

(4) Déclaration d'urgence. — La déclaration d'urgence de la prise de possession de terrains nécessaires à des travaux publics et la reconnaissance de son opportunité, sont des actes d'administration qui ne peuvent donner lieu à un recours par la voie contentieuse, III, 225. — Le décret portant déclaration d'urgence peut précéder ou suivre le jugement d'expropriation, 225. — C'est l'autorité judiciaire qui est compétente pour décider tout ce qui tient à la question de la propriété des immeubles expro-

priés; elle est spécialement compétente pour décider qu'une propriété, déclarée non bâtie par le décret déclarant l'urgence, est réellement une propriété bâtie, et rectifier ainsi l'erreur du décret, V, 118.

- (5) Indication des localités traversées et des terrains à acquérir.

— Le décret d'expropriation, portant fixation du tracé et des localités par où passe le tracé d'un canal concédé, peut être modifié par l'autorité administrative, après l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 2 et par le titre II de la loi du 3 mai 1841; un nouveau décret modificatif n'est pas nécessaire, et il y a obligation pour les tribunaux de conformer l'expropriation à l'arrêté modificatif, V, 224. — L'arrêté préfectoral de cessibilité ne peut modifier le tracé des travaux, tel qu'il résulte du plan annexé au décret portant déclaration de l'utilité publique, alors surtout que, postérieurement à ce décret et antérieurement à l'arrêté de cessibilité, une loi, autorisant l'extension d'une ville, a déterminé son enceinte et l'a fixée suivant le tracé joint audit décret. En conséquence, l'arrêté préfectoral de cessibilité, en indiquant un tracé nouveau, viole à la fois le décret et la loi d'extension de la ville, 710.

- (6) Publication du plan. — L'avertissement de prendre communication du plan déposé à la mairie est une formalité essentielle et qui doit être remplie en la forme établie par la loi. En conséquence, l'insertion de ces avertissements dans un journal publié au chef-lieu du département est nulle,

quand il existe un journal publié dans l'arrondissement où sont situés les biens expropriés. Les tribunaux sont compétents pour prononcer sur la nullité des insertions faites contrairement à ces principes, alors même que le journal dans lequel elles ont eu lieu, aurait été désigné par arrêté préfectoral, en exécution du décret du 17 février 1852, III, 569.

- (7) Immeuble en dehors du tracé d'une rue nouvelle. — On ne peut, sans excès de pouvoir, prononcer l'expropriation d'un immeuble situé en dehors de l'alignement, non compris dans le jugement d'expropriation ni dans le plan parcellaire, alors, d'ailleurs, que cet immeuble ne se trouve pas dans le tracé de la rue nouvelle dont l'ouverture est décrétée et même terminée; cette expropriation ne saurait avoir lieu par cette seule circonstance qu'elle aurait pour but d'opérer le nivellement des rues nouvelles avec les rues anciennes, IV, 171.

- (8) Prise de possession. — Lorsque le jury, après avoir fixé l'indemnité, ajoute que « les intérêts de « cette indemnité courront ainsi « que de droit à partir de la prise « de possession, » ces dernières expressions, qui ne font que rappeler surabondamment les dispositions de l'art. 1652 du Code Napoléon, ne peuvent être considérées comme constituant, de la part du jury, fixation de l'époque de la prise de possession, III, 240.

- (9) Droits réels; réclamation tardive; application de la déchéance prononcée par la loi de 1841; compétence judiciaire, I, 405.

— L'expropriation d'un terrain a pour conséquence l'expropriation des droits réels qui s'y rattachent, et dès lors, il n'est pas nécessaire que le jugement en fasse une mention expresse et spéciale, III, 276. — L'expropriant n'est pas tenu de poursuivre en même temps l'expropriation du fonds et celle de la servitude; il peut poursuivre les propriétaires des uns et traiter à l'amiable avec les autres; il peut, notamment, demander le règlement de l'indemnité à raison des droits de servitude, sans agir contre le propriétaire du fonds grevé, 577.

- (10) Droit des tiers. — Les créanciers hypothécaires inscrits sur un immeuble exproprié pour cause d'utilité publique ne sont pas tenus, après l'expropriation, de renouveler leur inscription tous les dix ans. Les inscriptions continuent, après l'expropriation, de produire effet, sans qu'il soit nécessaire d'en opérer le renouvellement, V, 394. — Il appartient à l'autorité judiciaire de prononcer sur une question de justification de la mainlevée des inscriptions prises sur l'immeuble exproprié, II, 694. — L'intéressé à une expropriation, que le propriétaire n'a point appelé ni fait connaître, peut, sans doute, intervenir directement et faire personnellement valoir ses droits; mais il ne le peut qu'à la charge d'exercer ses droits dans le délai de huitaine accordé au propriétaire par l'art. 24 de la loi de 1841, IV, 655.

- (11) Propriété indivise; mari, femme copropriétaire. — Est

nulle la décision qui fixe une indemnité pour l'extension de l'expropriation à une partie de terrain non comprise au jugement d'expropriation, si devant le jury les copropriétaires indivis n'ont pas tous été régulièrement représentés, notamment si c'est le mari au nom de sa femme, sans mandat régulier de cette dernière qui a consenti purement et simplement, tant en son nom personnel qu'au nom de sa femme, I, 158. — Lorsque l'expropriation d'un immeuble indivis entre quatre n'a été prononcée et l'envoi en possession ordonné que contre trois, le copropriétaire omis est fondé à se pourvoir en cassation contre la décision du jury et l'ordonnance d'envoi en possession qui ont, l'un et l'autre, statué sans sa participation et sans même qu'il ait été appelé, III, 67. — Indication de la matrice; copropriétaire non connu. — L'expropriation et le règlement de l'indemnité ont été valablement poursuivis vis-à-vis de la personne indiquée à la matrice des rôles comme seule et unique propriétaire, sans que l'expropriant ait à rechercher s'il y a un autre propriétaire indivis, IV, 210.

- (12) Réquisition d'acquisition totale. — Peut être faite devant le jury, III, 663, 665. — Le jury peut, sans violer aucune des prescriptions de la loi du 3 mai 1841, et notamment celles de l'art. 50, se dispenser de répondre à la demande formée par un exproprié en reprise par l'expropriant d'un reliquat de terrain, alors que l'exproprié n'allègue pas que ce terrain est

inférieur à dix ares et se trouve dans le cas prévu par ledit art. 50, II, 30.

(13) — Expropriation totale ou partielle. — Lorsque le jugement d'expropriation et l'offre d'indemnité s'appliquent à une dépossession partielle, et que le propriétaire a requis ultérieurement dans le délai légal l'acquisition totale de son immeuble, le jury doit fixer une double indemnité en vue de ces deux alternatives, I, 395. — La partie expropriée qui, en vertu de l'article 50 de la loi du 3 mai 1841, a requis l'expropriation totale de sa propriété, peut conclure à l'audience à ce qu'une indemnité éventuelle soit fixée pour une troisième hypothèse entre l'expropriation totale et l'expropriation partielle, 150. — Si l'article 50 précité porte que la demande de dépossession totale sera adressée au magistrat directeur, aucune loi ne s'oppose à ce qu'elle le soit à l'expropriant, à l'effet d'être mise par lui sous les yeux du magistrat directeur et du jury. La décision du jury qui, dans ces circonstances, statue exclusivement sur l'indemnité correspondante à la dépossession partielle, peut être attaquée devant la cour de cassation. — Le moyen tiré de cette nullité étant d'ordre public, on ne saurait opposer au requérant le silence qu'il a gardé devant le jury, 395.

(14) Alignements; terrain retranché de la voie publique; mise en demeure au riverain d'acquérir ce terrain ou de subir la dépossession de l'ensemble de sa propriété; excès de pouvoir prétendu, V, 452. — Expropriation en dehors

des alignements de la voie publique; entrepreneurs substitués au droit d'une ville; action des tiers fondée sur le traité, 333. — Rues de Paris; bande de terrain en dehors de l'alignement. — Quand; après l'ouverture d'une rue nouvelle dans Paris, il est resté en dehors de l'alignement de la voie publique une bande de terrain non susceptible d'être utilisée, et que le propriétaire voisin n'ayant pas répondu à une mise en demeure de l'acquiescer se trouve dans le cas d'être exproprié par application du décret du 26 mars 1852 (art. 2, § 3), le préfet de la Seine agit dans la limite de ses pouvoirs en prescrivant par un arrêté le dépôt à la mairie du plan parcellaire indiquant la portion de la propriété à exproprier. Si dans cette enquête les propriétaires ont déclaré qu'ils s'opposent à l'expropriation, l'expropriation ne peut être autorisée que par un décret rendu en conseil d'État, conformément à l'article 2 du décret du 27 décembre 1858, décret à la suite duquel les intéressés doivent être mis en demeure de déclarer s'ils entendent profiter de la faculté de s'avancer sur la voie publique, en acquérant les parcelles riveraines, II, 699. — Propriétaire riverain d'une voie publique; refus d'acquiescer un terrain situé au devant de son bâtiment; formalités de la procédure d'expropriation, I, 392.

(15) Expropriation irrégulière; occupation temporaire d'un terrain devenue définitive, IV, 130. — Une compagnie de chemin de fer qui s'est emparée, pour l'établissement des talus de la voie ferrée, d'une partie des terrains d'un

particulier qu'elle était autorisée à occuper temporairement, ne peut être condamnée à restituer au propriétaire les terrains ainsi réunis au chemin. Mais elle est valablement actionnée en indemnité par le propriétaire devant les tribunaux, tant à raison de la dépossession que pour la réparation du préjudice qui en est la conséquence. La question de savoir si la compagnie a excédé la limite du droit qu'elle tenait de l'administration n'est pas, dans ce cas, de nature à être revendiquée par l'autorité administrative à titre préjudiciel, 37. — L'autorité judiciaire est compétente, à l'exclusion du conseil de préfecture, pour connaître de la demande formée par un propriétaire contre une commune en délaissement d'un terrain usurpé pour l'exécution d'un chemin vicinal et qui n'était pas compris au plan approuvé par l'administration, V, 248. — Au cas où il n'y a eu ni cession amiable, ni dépossession régulièrement prononcée d'un immeuble, ni règlement et paiement d'une indemnité préalable, l'autorité judiciaire peut prononcer la discontinuation des travaux entrepris sur cet immeuble par l'administration ou en vertu de ses ordres, III, 529. — Elargissement d'un cours d'eau aux dépens des propriétés riveraines; ne peut être ordonné par le préfet, II, 738. — Le conseil de préfecture n'est pas compétent pour régler l'indemnité due au propriétaire, 689.

16) Expropriation amiable. — Question de savoir si des terrains occupés pour l'exécution d'un dessèchement sont compris au nombre de ceux qu'un propriétaire a

cédés gratuitement pour la réalisation de l'entreprise; compétence administrative, IV, 320. — Les contrats qui ont pour objet la cession à l'amiable d'immeubles nécessaires à l'exécution des travaux publics sont des contrats de droit commun dont il appartient à l'autorité judiciaire de déterminer le sens et la portée. Dès lors, un conseil de préfecture excède ses pouvoirs lorsqu'il rejette une demande d'indemnité en se fondant sur ce que le dommage qui la motive a été pris en considération dans la fixation du prix d'un terrain cédé par le réclamant pour l'établissement d'un ouvrage public. Il doit surseoir à statuer sur le fond de la réclamation jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par l'autorité judiciaire sur le sens et la portée de l'acte de cession, III, 161. — Le jugement d'expropriation qui donne acte au propriétaire de son consentement à la prise de possession de son immeuble pour l'élargissement de la voie publique, doit porter en lui-même la preuve du fait même de ce consentement. Il doit être annulé, s'il a été rendu sur la simple et unique déclaration du préfet, attestant l'existence du consentement allégué. La question de savoir si le consentement a été donné à une époque quelconque, est sans influence sur la régularité du jugement d'expropriation, et ne peut motiver un sursis à la décision de la Cour de cassation, 209. — Les contrats qui ont pour objet la cession, par des particuliers à des communes, de terrains destinés à l'exécution de travaux publics sous certaines conditions

stipulées au profit des propriétaires, sont des contrats civils dont il appartient aux tribunaux de déterminer le sens et la portée. On doit considérer comme un contrat de cette nature, et non comme un marché de travaux publics, l'acceptation par une commune de l'offre d'un propriétaire de céder gratuitement un terrain pour l'ouverture d'une rue, sous la condition de ne pas gêner par des déblais ou des remblais l'exploitation des propriétés riveraines. Si, après l'ouverture de la rue, la commune fait exécuter des travaux d'amélioration que le propriétaire soutient être interdits par la clause précitée, l'autorité judiciaire est compétente pour décider si l'engagement dont le propriétaire excipe, est valable, pour déterminer quel en est le sens et la portée et quelles seraient pour les parties les conséquences de son exécution. Mais l'autorité judiciaire ne pourrait, sans violer le principe de la séparation des pouvoirs, ordonner la modification des travaux qui ont été commandés par l'autorité municipale sur une voie publique de la commune II, 93. — Il appartient aux autorités instituées par la loi du 8 mai 1841, de décider si un cas d'indemnité de dommage prévu dans un acte de cession amiable de terrain passé entre un particulier et une compagnie de chemin de fer (dans l'espèce, dommage pouvant résulter de l'exhaussement projeté d'une route) s'est réalisé, et, en cas d'affirmative, de régler le montant de l'indemnité due, 233. Voir, dans le même sens, 661.

(17) Objets réservés. — La déclaration par laquelle le magistrat directeur donne acte aux parties de ce qu'elles exceptent de l'expropriation des sources et un mobilier industriel fait foi par elle-même, et, sans qu'on puisse lui opposer les actes extrajudiciaires et les conditions relatives au procès-verbal, actes et conclusions par lesquels l'expropriant n'a offert et l'exproprié n'a demandé que de l'argent, sans rien excepter de l'expropriation, II, 192.

(18) Confusion de terrains. — L'expropriation ne porte que sur l'objet qui a donné lieu à l'indemnité, si, par suite d'une confusion dans les parcelles de terrains expropriés, il s'en trouve appartenantes à un autre propriétaire, les droits de ce dernier restent réservés. III, 577.

19) Erreur sur le véritable propriétaire. — Sont nulles la décision du juge et l'ordonnance du magistrat directeur intervenues sans qu'aucun acte de procédure ait été dirigé contre le véritable propriétaire qu'il s'agissait d'exproprier; par exemple lorsqu'elles ont été rendues uniquement vis à vis du mari, et que c'est la femme qui est seule propriétaire, II, 485. — Biens de femmes ou d'incapables. — Est nulle l'expropriation d'un immeuble appartenant en propre à la femme alors que le mari a été seul mis en cause et que l'indemnité a été réglée avec lui, V, 2.

(20) Erreur de contenance. — Il appartient à l'autorité judiciaire, et non au Conseil de préfecture, de statuer sur la demande d'un propriétaire tendant à obtenir,

- par interprétation de la décision d'un jury d'expropriation, la réparation d'une erreur de contenance qui aurait été commise à son préjudice lors de la prise de possession de sa propriété, soit que la demande ait pour objet la restitution de la portion de terrain indûment occupée, ou l'allocation d'une indemnité supplémentaire, III, 744.
- (21) — Jugement, interprétation, compétence judiciaire, V, 731.  
— L'accomplissement des formalités ordonnées par les articles 5, 6, et 7 de la loi du 3 mai 1841 est prescrit à peine de nullité : en conséquence, le jugement d'expropriation qui se borne à viser l'arrêté de classement et les pièces et documents produits, sans indiquer ces documents et ces pièces, contient une violation des dispositions de la loi de 1841, 568. Jugement refusant l'expropriation; voie de recours. — Il y a excès de pouvoir par la Cour impériale qui reçoit un appel du ministère public en matière d'expropriation, et qui, y faisant droit, prononce l'expropriation refusée par le tribunal civil et désigne le magistrat directeur. — Le jugement du tribunal civil qui a refusé de prononcer cette expropriation et de désigner un magistrat directeur n'est susceptible que d'un seul recours, celui devant la cour de cassation, IV, 623.
- (22) Domaine public. — L'occupation d'une parcelle appartenant au domaine militaire de l'Etat, nécessaire pour la pose d'une conduite d'eau destinée à l'alimentation d'une ville, ne peut avoir lieu par la voie de l'expropriation, il ne peut être statué sur les mesures à prendre qu'avec le concours et la participation du Ministre de la guerre, II, 521.
- (23) Exploit de citation. — Une inscription de faux ne peut être admise sur la simple allégation de l'intéressé que l'exploit de convocation remis au domicile de l'exproprié y aurait été déposé en son absence, lorsque, d'une part, rien ne justifie qu'il fût absent de son domicile le jour de cette signification, et, d'autre part, que l'exploit constate que la copie a été laissée à son domicile à une personne déclarée être lui; d'ailleurs, il y aurait présomption que la personne, l'ayant reçu chez lui, avait charge de le représenter, IV, 325.
- (24) Droits d'enregistrement. — Les actes faits en vertu de la loi du 3 mai 1841, et spécialement ceux portant remploi dotal des biens expropriés, sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement; mais, pour cela, il est nécessaire que ces actes contiennent la déclaration de remploi, et se rattachent ainsi par un lien nécessaire à l'expropriation. La simple réserve de faire connaître, par une déclaration ultérieure, si les deniers employés à payer le prix d'achat seraient dotaux ou paraphernaux est insuffisante, et les droits de timbre et d'enregistrement sont dus, IV, 602.
- (25) Décret exécuté. — Un décret conférant à l'administration le droit d'expropriation pour un ouvrage dont il déclare l'utilité publique, ne peut, après l'exécution de l'entreprise, servir de base à de nouvelles expropriations en vue de travaux qui



n'étaient pas compris aux projets primitifs, I, 509.

**EXTRACTION DE MATÉRIAUX.** Voir Carrières, occupation. — Conflit négatif non justifié, III, 180. 535.

- (1) Autorisation. — Actes administratifs. — Recours. — Un arrêté préfectoral autorisant l'occupation temporaire d'une propriété par un entrepreneur ou un concessionnaire de travaux publics, pour y faire des emprunts de terre, est un acte d'administration qui n'est pas de nature à être attaqué devant le conseil d'Etat par la voie contentieuse. Cet arrêté ne fait pas d'ailleurs obstacle à ce que le propriétaire soutienne, s'il s'y croit fondé, devant le conseil de préfecture, que l'entrepreneur ne pouvait être autorisé à occuper son terrain, III, 685. — L'arrêté préfectoral et la décision ministérielle confirmative qui autorisent une compagnie de chemin de fer à occuper temporairement le terrain d'un particulier pour y établir une voie de service destinée à l'exploitation d'une carrière de ballast, ne sont pas susceptibles d'être déférés au conseil d'Etat pour excès de pouvoir : 1° en ce qu'ils auraient dû surseoir à statuer jusqu'à ce que la juridiction compétente eût décidé si le propriétaire était fondé à se prévaloir de l'exemption accordée aux terrains entourés de clôtures par les arrêts du conseil de 1755 et de 1780; 2° en ce qu'ils auraient omis de réserver au propriétaire son droit à une indemnité pour privation de jouissance et dépréciation de

son terrain. Cet arrêté et cette décision ne font pas d'ailleurs obstacle à ce que le propriétaire porte ses réclamations devant le conseil de préfecture, IV, 130. — Il appartient au conseil de préfecture de prononcer sur les contestations qui s'élèvent entre un propriétaire et des entrepreneurs de travaux publics sur l'étendue des droits conférés à ces derniers par les arrêtés préfectoraux qui les ont autorisés à extraire des matériaux dans des terrains particuliers. C'est à tort que le conseil de préfecture appelé à décider si l'autorisation s'appliquait aux carrières en exploitation aussi bien qu'au sol non encore fouillé des terrains désignés, surseoit à statuer jusqu'à ce que le préfet ait déterminé le sens et la portée de ses arrêtés, V, 473. — Jugé, contrairement à l'interprétation préfectorale, que les arrêtés autorisaient les extractions dans les carrières ouvertes comme sur les autres terrains désignés, et que, par suite, le conseil de préfecture s'était à tort déclaré incompétent pour fixer l'indemnité afférente aux extractions qui auraient eu lieu dans les carrières en exploitation, 473. — Non rétroactivité. — L'autorisation administrative d'occuper une propriété pour en extraire des matériaux ne peut être accordée à un entrepreneur que pour l'avenir. Dès lors, le préfet excède ses pouvoirs en prescrivant aux experts chargés de régler l'indemnité de comprendre dans leur évaluation les dommages antérieurs à l'arrêté d'autorisation, II, 13. — L'autorisa-

- tion n'a d'effet que pour l'avenir; elle ne couvre pas l'irrégularité de fouilles pratiquées pendant une période où la permission d'occuper le terrain avait été retirée à l'entrepreneur; l'indemnité correspondante à ces fouilles irrégulières doit être fixée par les tribunaux, 652.
- (2) Désignation du devis. — Décision en fait sur l'identité du terrain fouillé avec celui indiqué au devis, III, 217. — Décision au sujet de l'insuffisance prétendue de désignation de la propriété d'où les matériaux devaient être extraits et du défaut de notification du devis de l'entrepreneur, 731.
- (3) Extraction de matériaux sur un terrain occupé sans autorisation; opposition des ayants droit. — Décidé qu'il existait entre les parcelles d'une propriété désignées à un entrepreneur pour y extraire des matériaux, un chemin d'exploitation dont l'occupation n'avait pas été autorisée; qu'ainsi les ayants droit à la jouissance du chemin étaient fondés à s'opposer à la continuation des travaux de l'entrepreneur sur ce chemin, III, 325.
- (4) Bois non soumis au régime forestier. — La disposition de l'arrêt du conseil du 7 septembre 1755, portant (art. 2) que l'administration s'abstiendra, autant que possible, de faire prendre des matériaux dans les bois, n'autorise pas un propriétaire à réclamer par la voie contentieuse contre la désignation que l'administration a faite de son bois comme lieu d'extraction de matériaux, III, 731. — Les agents forestiers ne doivent être consultés sur les extractions de matériaux nécessaires à des travaux publics, qu'autant qu'elles doivent avoir lieu dans des bois soumis au régime forestier, 731.
- (5) Carrière en exploitation. — Question de savoir si des falaises appartenantes à un particulier et désignées à un entrepreneur comme lieu d'extraction de ses matériaux pouvaient être considérées comme une carrière en exploitation. — Solution négative; attendu que ces falaises font partie de terrains d'une grande étendue, contenant des matériaux de formation incomplète dont les affleurements se présentent sur les deux rives d'un fleuve, et que si, avant l'entreprise, il a été enlevé sur divers points de ces affleurements des matériaux pour le service d'un four à chaux ou pour d'autres usages, il n'en résulte pas qu'il existât une carrière sur ces terrains. Jugé en conséquence que le propriétaire avait droit à une indemnité de dommage et non à la valeur des matériaux extraits, V, 106. — Lorsqu'il y a contestation entre les parties sur la question de savoir si la carrière désignée à l'entrepreneur était déjà en exploitation au moment où elle a été occupée et si, par suite, il devait être tenu compte du prix des matériaux dans l'évaluation de l'indemnité, le conseil de préfecture doit, avant de statuer sur cette question, en renvoyer l'examen aux experts chargés d'évaluer l'indemnité, II, 208.
- (6) Terrains clos. — Un domaine

composé d'une maison d'habitation, d'un pars et d'une ferme, le tout entouré soit par des murs, soit par des clôtures équivalentes, suivant l'usage du pays, soit par une rivière, sont exempts de la servitude d'extraction de matériaux établie par l'arrêt du conseil de 1755. — En effet, si les terres labourables et autres de même nature sont soumises, quoique closes, à l'extraction, aux termes de l'arrêt de 1780 interprétatif de l'arrêt de 1755, l'exonération de la servitude est acquise à tous les terrains qui, compris dans la même clôture qu'une maison d'habitation, doivent en être considérés comme une dépendance, I, 339. — Aux termes de l'arrêt du conseil du 7 septembre 1755, les entrepreneurs peuvent prendre des matériaux, pour l'exécution des travaux dont ils sont adjudicataires, dans tous les lieux qui leur sont indiqués; sauf, toutefois, ceux qui sont fermés de murs ou autres clôtures équivalentes, suivant les usages du pays. Cette exception, stipulée en faveur des lieux fermés, ne peut, d'après l'arrêt du conseil du 20 mars 1780, s'entendre que des cours et jardins, vergers et autres possessions de ce genre, attenants aux habitations, et ne doit pas être étendue aux herbages, bois et vignes et autres terres de même nature, quoique closes, V, 19. — Décidé que les terrains du réclamant ne rentraient pas dans le cas d'exemption prévu par les arrêts du conseil précité, soit parce qu'ils sont éloignés de l'habitation et

en sont séparés par un mur de clôture qui ne permet pas de les considérer comme dépendances, soit parce que leur accès est complètement libre du côté d'une propriété voisine, 19. — Jugé qu'un terrain en nature de verger, clos de tous les côtés suivant les usages du pays, et supportant des bâtiments d'exploitation dépendants de la maison d'habitation du propriétaire dont il n'est séparé que par un chemin vicinal, se trouvait dans les conditions prévues par les arrêts de 1755 et de 1780, pour être affranchi de la servitude d'extraction de matériaux. Annulation, en conséquence, de la disposition d'un devis qui avait désigné ce terrain comme devant fournir le gravier nécessaire à l'entretien d'une route impériale, III, 217. — Terrain clos dépendant d'une maison d'habitation. — Les entrepreneurs peuvent prendre des matériaux dans tous les lieux qui leur sont indiqués, à l'exception de ceux qui sont entourés de murs ou autres clôtures équivalentes suivant les usages du pays, et qui forment une dépendance d'une maison d'habitation. On ne saurait considérer comme dépendance d'une maison d'habitation un terrain qui en est séparé par une avenue ouverte à ses deux extrémités et sur laquelle des tiers ont un droit de passage, II, 184.

(7) Question de compétence pour le règlement des indemnités. — Le conseil de préfecture est incompétent pour connaître de la demande en dommages intérêts à laquelle peuvent donner lieu, au

profit du propriétaire, des extractions faites pour d'autres travaux que ceux en vue desquels l'entrepreneur a été autorisé à exploiter la carrière désignée, III, 180. — La question de savoir si, en pratiquant des fouilles dans une propriété, l'entrepreneur de l'entretien d'une route a agi en exécution de son devis, peut être portée devant le conseil de préfecture, sauf recours au Conseil d'Etat, 217. — Indemnité réclamée par l'entrepreneur au propriétaire. — Aucune disposition de loi ne confère aux conseils de préfecture le pouvoir de statuer sur les demandes d'indemnité que les entrepreneurs se croiraient fondés à former contre les propriétaires des terrains désignés pour l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics. Application de ce principe à la demande d'indemnité formée contre la ville de Paris par un entrepreneur à qui l'autorisation d'exploiter une carrière privée avait été retirée lorsque la ville avait acquis ultérieurement cette carrière pour l'exploiter en régie au compte du service municipal, II, 201. — Le conseil de préfecture est incompétent pour régler les indemnités dues aux propriétaires de terrains occupés par des entrepreneurs sans autorisation administrative, II, 652. L'autorité judiciaire est seule compétente pour régler les dommages-intérêts relatifs à des extractions opérées, avec ou sans le consentement du propriétaire, dans un terrain autre que celui qui était désigné par le devis d'une entreprise, 113. — Quand le droit d'occupation a été limité

par l'arrêté d'autorisation, à l'exécution d'une entreprise déterminée, il n'appartient pas au conseil de préfecture de connaître des indemnités relatives aux matériaux que l'entrepreneur a employés dans une autre entreprise de même nature, 652. — Une convention privée intervenue entre le propriétaire d'une carrière et un entrepreneur pour régler le prix des matériaux extraits ne peut être interprétée que par les tribunaux civils; la question de savoir si le prix stipulé comprend ou non tous les dommages causés par l'exploitation de la carrière, nécessite l'interprétation de la convention et n'est pas dès lors de la compétence du conseil de préfecture, 208. Il appartient aux tribunaux civils de connaître des contestations relatives à l'exécution d'une convention privée qui a réglé les conditions d'une extraction de matériaux entre un propriétaire de carrières et un entrepreneur de travaux communaux, alors même que la commune serait appelée en garantie dans l'instance, comme ayant agi aux droits de l'entrepreneur et continué l'exécution de son traité, 264. — Un adjudicataire de travaux de chemin de fer qui opère des fouilles sur une propriété privée sans l'autorisation de l'administration, n'agit pas en qualité d'entrepreneur de travaux publics. Dès lors, la réparation du dommage que ces fouilles ont pu causer au propriétaire n'est pas de la compétence du conseil de préfecture, I, 499. — Un entrepreneur autorisé à extraire des matériaux

sur une propriété, n'a occupé les lieux désignés qu'après avoir passé une convention avec le propriétaire pour régler les conditions, le mode et la durée de l'occupation. Le propriétaire réclame de lui des dommages-intérêts pour inexécution de la convention. Cette demande qui nécessite l'interprétation de conventions privées est de la compétence des tribunaux, 433. Les conseils de préfecture sont incompétents pour statuer sur les dommages-intérêts qui peuvent être dus au propriétaire de terrains fouillés, lorsqu'il a été reconnu par l'autorité administrative que les entrepreneurs n'étaient pas régulièrement autorisés, ou qu'ils ne se sont pas renfermés dans les limites de leur autorisation, 433. En retenant la connaissance des indemnités relatives aux extractions pratiquées dans la limite des autorisations, le conseil de préfecture peut surseoir à statuer jusqu'à l'interprétation judiciaire des conventions privées qui ont pu modifier les droits de l'entrepreneur, 433.

- (8) Bases et règlements d'indemnités. — Des extractions de matériaux pratiquées par un entrepreneur sur un terrain à quelques mètres de distance d'une exploitation déjà ouverte par le propriétaire et s'appliquant à la même nature de pierres et au prolongement du même banc, sont considérées comme faites dans une carrière en exploitation et donnent lieu à l'allocation d'une indemnité basée sur la valeur des matériaux extraits, 435. — L'entrepreneur ou la compagnie de travaux publics autorisé à ex-

traire du sable sur des terrains où le propriétaire exploitait antérieurement lui-même une carrière doit payer une indemnité calculée d'après la valeur des matériaux extraits alors même que les deux exploitations n'auraient pas été opérées sur le même emplacement, pourvu qu'elles s'appliquent au prolongement du même banc et à la même nature de matériaux, 280. — Une carrière doit être considérée comme en exploitation, lors même qu'au moment où l'entrepreneur l'a occupée, les extractions pratiquées pour le compte du propriétaire étaient suspendues depuis quelque temps, 388. — La seule obligation imposée à l'entrepreneur, dans le cas où il y a lieu de faire entrer dans l'estimation de l'indemnité la valeur de matériaux à en extraire, est d'en payer la valeur d'après leur prix courant. L'entrepreneur n'est pas tenu d'ajouter à ce prix une indemnité représentant la valeur industrielle des matériaux pour le propriétaire qui exerce la profession de marchand de pierre, 180. — Une carrière doit être considérée comme définitivement abandonnée lorsque le propriétaire l'a plantée en bois. Si des fouilles y sont pratiquées plus tard par un entrepreneur de travaux publics, l'indemnité due au propriétaire doit être basée sur le dommage causé et non sur la valeur des matériaux. Fixation en fait du chiffre de l'indemnité, IV, 388. — Fixation de l'indemnité due à un propriétaire pour la réparation du dommage que lui ont causé des extractions de sable

pratiquées sur son terrain par une compagnie de chemin de fer, 392. — Détermination du montant de l'indemnité due à raison des dommages de toute nature causés à une propriété par des extractions de matériaux, III, 163, 731. — Détermination de l'indemnité due à un particulier dont la propriété a subi une notable dépréciation par suite des fouilles et extractions pratiquées pour l'exécution d'un chemin de fer (abaissement du sol de la propriété au-dessous du niveau de la route qui la borde, diminution de la couche de terre végétale), 742. — Détermination de l'indemnité due à raison d'extractions de matériaux qui ont eu pour effet d'enlever la plus grande partie de la valeur des terrains fouillés et de déprécier la valeur du reste de la propriété, 681. — Maintien d'une décision du conseil de préfecture qui condamne un entrepreneur à payer au propriétaire d'un terrain où ont été pratiquées des extractions, une indemnité pour privation de jouissance et pour dépréciation, indépendamment de l'obligation mise à sa charge de niveler le terrain occupé et d'en enlever les débris de matériaux laissés sur le sol, 501. — Carrière en exploitation. — Un terrain que des agents du service vicinal ont ouvert, sans autorisation du préfet et du consentement du propriétaire, pour en extraire des matériaux, doit être considéré comme carrière en exploitation, alors même que, depuis cette époque et pendant plusieurs années, le propriétaire n'y aurait point opéré de nouvelles extractions

pour son compte. Dès lors, l'indemnité à laquelle donne lieu l'exploitation ultérieure de la carrière par un entrepreneur autorisé, doit être calculée d'après la valeur des matériaux extraits et non d'après l'estimation du dommage causé, III, 180. — Des extractions opérées par un entrepreneur sur le prolongement d'un banc de pierre que le propriétaire avait précédemment mis à découvert et exploité pour son propre compte dans une autre partie de la propriété, sont considérées comme faites dans une carrière ouverte au commerce. Dès lors, l'indemnité doit être basée sur la valeur des matériaux extraits, 542. — On ne peut considérer comme extrait d'une carrière en exploitation le ballast pris à 50 mètres de l'endroit où le propriétaire a opéré lui-même l'extraction de quelques mètres de sable, alors que la plus grande partie de la contrée est formée de la même couche géologique, composée spécialement de sable et de cailloux. En conséquence, la valeur des matériaux ne doit pas servir de base à l'évaluation de l'indemnité. Détermination de l'indemnité de dépréciation et de l'indemnité de non-jouissance auxquelles le propriétaire a droit dans l'espèce, 529. — Jugé qu'il existait des carrières en exploitation dans des parcelles de terrains occupées, en vertu d'une autorisation, par l'entrepreneur de la construction d'un chemin de fer. Allocation d'une indemnité basée sur la valeur des sables extraits de ces carrières, d'après le prix courant du pays, 562. —

Décision, en fait, sur la valeur des matériaux extraits d'une carrière, d'après leur prix courant, et abstraction faite de l'existence et des besoins des constructions d'un chemin de fer auxquels ils étaient destinés, 185. — Indemnité; question de fait, 186, 729. — Détermination de l'indemnité due par une compagnie de chemin de fer à des propriétaires dont elle a déprécié les terrains par des extractions de matériaux, V, 608. Détermination en fait du montant d'une indemnité à raison de dommage résultant de fouilles pratiquées sur un terrain par une compagnie de chemin de fer, 471. — Règlement de l'indemnité avant la fin de l'entreprise. — Le propriétaire d'un terrain dans lequel un entrepreneur extrait des matériaux est fondé, sans attendre la fin de l'exploitation, à réclamer le règlement de l'indemnité qui lui est due depuis le commencement des travaux, IV, 177. — Dépôt des déblais de l'exploitation; base de l'indemnité. — L'indemnité à allouer à raison du dépôt sur la propriété des déblais de l'exploitation doit être basée sur le préjudice causé et non sur les frais qu'entraînerait l'enlèvement de ces déblais, IV, 177. — Le propriétaire qui n'a pas tiré parti pour son compte d'une carrière ouverte sur son terrain par un entrepreneur a droit, non à la valeur des matériaux extraits, mais à une simple indemnité de dépréciation et de non-jouissance. En vain le propriétaire allègue-t-il qu'il n'a pu disposer de sa carrière, par le fait de l'entrepreneur lui-même, qui ayant

commencé ses extractions en vertu d'une autorisation administrative, les a continuées sans interruption après que l'autorisation a été révoquée et les a achevées en vertu d'une autorisation nouvelle, II, 652. — Jugé qu'un terrain sur lequel l'expert avait constaté des traces d'anciennes extractions de matériaux, devait être considéré comme une carrière en exploitation, et qu'en conséquence il y avait lieu de faire entrer dans le calcul de l'indemnité la valeur des matériaux extraits, 646. — Détermination de la valeur et de la quantité des matériaux extraits d'une carrière pour l'entretien d'une route départementale. Demande d'une indemnité spéciale motivée sur ce qu'à raison de l'abaissement du niveau du sol, la propriété serait devenue impropre à servir d'emplacement comme autrefois à un moulin à vent. Rejet, 639. — Dommages accessoires. — Le propriétaire qui reçoit le prix des matériaux ne peut réclamer en même temps une indemnité pour les arbres et récoltes qui couvraient le terrain, IV, 280. — Du moment où les matériaux sont extraits d'une carrière en exploitation, le propriétaire qui en reçoit la valeur, n'est pas fondé à réclamer en outre des indemnités accessoires pour la terre végétale enlevée et pour rétablissement des clôtures, 388. — Allocation spéciale accordée à raison du dommage causé à une autre partie de la propriété, 280. — Dommages distincts causés sur d'autres parties de la propriété; indemnité spéciale, II, 646. — Eboulements

postérieurs. — Décidé que le propriétaire, après avoir reçu une indemnité à raison de fouilles pratiquées sur son terrain, était recevable à réclamer une nouvelle indemnité relative à des éboulements survenus ultérieurement et ayant pour cause les extractions précédentes. C'est avec raison que le conseil de préfecture ordonne une expertise sur cette nouvelle demande, III, 679. — Carrière affermée. — Le fermier d'une carrière dans laquelle un entrepreneur de travaux publics a été autorisé à extraire des matériaux a droit à l'indemnité d'extraction, alors que le propriétaire de la carrière mis successivement en cause devant le conseil de préfecture et devant le conseil d'Etat, n'a pro-

duit aucune observation, III, 724. — Ramassage. — Décidé que les matériaux qu'une compagnie de chemin de fer a été autorisée à prendre sur la propriété du requérant n'ont point été extraits d'une carrière en exploitation; qu'ils proviennent uniquement des dépôts laissés par les eaux de débordement d'un fleuve. Le propriétaire ne justifiant pas qu'un dommage soit résulté pour lui de l'enlèvement de ces matériaux, jugé qu'aucune indemnité ne lui était due, II, 458.

(9) *Paiement de l'indemnité.* — Le préfet n'a pas le droit de fixer l'époque du paiement de l'indemnité et de décider qu'elle ne sera payée qu'à l'expiration de l'entreprise, II, 13.

## F

FABRÉGAT, II, 228.

FABRE-ROUSSAC (de), IV, 566.

FAGOT, II, 614.

FAUCON-DELLALONDE, I, 25.

FAUX, III, 766.

FAUX (inscription de), IV, 325.

FAUX FRAIS. — L'entrepreneur de la construction d'un souterrain, chargé de la mise en œuvre de matériaux qui devaient être fournis par l'Etat, peut réclamer une indemnité pour les recoupes qu'il a dû exécuter et pour l'enlèvement des débris provenant de la taille. Cet enlèvement ne peut être considéré comme rentrant dans les faux frais de la

maçonnerie à la charge de l'entrepreneur, V, 769.

FEMME MARIÉE, expropriation, I, 158. — II, 485. — V, 2.

FÉNÉON, V, 570.

FESSARD ET GUÉRIN, IV, 199.

FEUGAS, II, 499.

FEUILLATRE, IV, 126.

FEUILLOYS, I, 392.

FITZ-JAMES (de), III, 532.

FLOTTAGE. Voir cours d'eau.

FOLLET, I, 306.

FONTAINE, V, 703.

FORCE MAJEURE (excuse tirée de la), contravention, I, 321. — Inexécution d'un contrat, III, 339, 669. — Dommage, indem-



nité, IV, 425. — Chute d'un réservoir, 141. — Entrepreneur. Voir avaries.

FORESTIER, V, 65.

FORÊT. Voir reboisement.

FORFAIT (marché à) passé entre l'Etat et une compagnie de chemins de fer pour la reconstruction d'un viaduc, I, 442. — Réserve du bénéfice d'une souscription ; travaux supplémentaires. Jugé, par interprétation d'un marché à forfait intervenu pour la construction d'un pont, que les travaux supplémentaires exécutés sans protestation ni réserve par l'entrepreneur lui donnaient le droit de réclamer, non la valeur de ces travaux, mais le montant d'une souscription dont il s'était réservé le bénéfice pour le cas où la somme affectée à l'entreprise serait jugée insuffisante, III, 739.

FORIER, III, 248.

FORNARI, II, 27.

FORTIN PROUST, V, 13.

Fossés :

De dessèchement ; arrêté préfectoral, IV, 62.

D'assainissement, de défense ou de clôture ; défense, I, 89. — Taxe de curage, III, 348.

FOURCADE, III, 16, 374.

FOURCROY (de), V, 66.

FOURNIOLS, II, 624.

FRAIX, II, 225.

FRAIZE, II, 421.

FRANCHISE POSTALE. — Service hydraulique ; associations syndicales (circulaire), I, 253.

FRAPPIN, III, 748.

FRÉBILLOT, V, 583.

FREMIER, III, 515.

FRENAY, III, 486.

FRICHET, V, 562.

FRIQUET, I, 304.

FROHLICH, II, 514.

FRONTAULT, V, 69.

FRUHHOTZ, III, 665.

FUMÉE : locomotives, action possessoire, IV, 184.

## G

GALLET, Lefebvre, I, 157.

GALLON, IV, 423.

GARANTIE. — Application d'une clause d'un cahier des charges d'après laquelle l'entrepreneur était tenu de garantir la ville, qui avait ordonné les travaux, des condamnations prononcées contre elle au profit des propriétaires, I, 306. — Action en garantie contre l'Etat comme responsable d'un dommage donnant lieu à une contestation judiciaire entre deux particuliers ; compétence admi-

nistrative, II, 138. — Recours en garantie d'une compagnie de travaux publics contre son sous-traitant à raison des condamnations prononcées contre elle pour dommages à des tiers ; incompétence administrative, III, 357. — Recours en garantie contre l'administration par le vendeur d'un immeuble, à raison des condamnations judiciaires qui pourraient être prononcées au profit de l'acheteur, à raison de l'écroulement d'un mur dont la chute est

- attribuée à l'administration, III, 654. — Recours en garantie d'une commune contre un ingénieur à raison des condamnations prononcées contre elle pour dommage à des tiers; compétence du conseil de préfecture, III, 721.
- GARDE des ouvrages d'un dessèchement; salaire, II, 504.
- GARDES-PORTS. (*Voir* Ports.)
- GARE (emplacement d'une); subvention promise par une ville, III, 558.
- GARIEL, III, 675.
- GARNUCHOT, II, 515.
- GARONNE (canal latéral à la), I, 523; — II, 719.
- GAUNARD, IV, 605.
- GAZ (compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le), III, 754. — IV, 294. — (Compagnie grenobloise d'éclairage), II, 592.
- (1) Dommages aux plantations de la voie publique; contravention prétendue, IV, 294.
- (2) Travaux pour l'éclairage d'une ville; retrait d'une autorisation municipale; demande d'indemnité; compétence, I, 409. — Décidé par appréciation de deux arrêtés municipaux que le maire de Marseille, en autorisant une compagnie à établir, tant sous le sol que sur le sol de la voie publique, des tuyaux et appareils destinés à l'éclairage des particuliers, n'avait délivré qu'une permission de police dont le retrait a pu être prononcé sans donner droit à la compagnie d'obtenir une indemnité. Maintien de la décision ministérielle rejetant le recours en indemnité de la compagnie, qui soutenait avoir été privée du bénéfice de l'autorisation municipale, non en vue d'un intérêt public, mais dans le but unique d'assurer l'exécution d'un traité par lequel la ville a concédé à un tiers le monopole de l'éclairage public et privé, V, 367.
- (3) Déplacement de conduites pour cause d'utilité publique. — Le concessionnaire de l'éclairage au gaz d'une ville, obligé de déplacer une conduite sous le sol d'une route impériale, par suite de la création d'un bassin à flot dans un port, n'est pas fondé à réclamer pour ce fait une indemnité, soit de la ville, les tuyaux n'étant pas établis sous le sol de la voirie urbaine, et leur suppression n'ayant pas été amenée par des travaux exécutés pour le compte de la ville, soit de l'Etat, l'autorisation d'établir des tuyaux sur une route impériale pouvant toujours être retirée dans l'intérêt du service public, IV, 603.
- GAZON (sieur), IV, 205.
- GELLÉE, I, 103.
- GENARDIÈRE (de la), I, 399.
- GENCY, IV, 66.
- GENEST, III, 551.
- GENÈVE-BRAULT, V, 57.
- GERLE, III, 529.
- GIANOLI, III, 739.
- GIBAUD, V, 701.
- GIBIAT, III, 517. — IV, 413.
- GILLET, V, 267.
- GILLIARD, V, 449.
- GIRARD, II, 34. — III, 4.
- GIRAUD-PINARD, III, 378, 698. — IV, 623.
- GIROD DE MISEREY, I, 427.
- GIRONDE (marais de la), V, 351, 353.
- GOBREAU, IV, 283.
- GODBARGE, III, 262.
- GÖEPP et BLOCH, IV, 625.
- GOGUEL, III, 737.
- GONNIVIÈRE (de la), IV, 62.

GONSAUD, V, 354.  
 GONTIÉ, III, 549.  
 GORZÉ (commune de), V, 17.  
 GOSSOT, III, 751.  
 GOSSOT-FAULEAU, III, 169, 222.  
 GOUTIS, II, 502.  
 GOUHIER, II, 667.  
 GOULEY, II, 7, 506.  
 GOURRAUD, I, 381.  
 GOUTANT, I, 423.  
 GOUVENOT, III, 677.  
 GOUYON (de), III, 729.  
 GRANGE (de la), I, 335.  
 GRANGENEUVE, V, 710.  
 GRANGER, IV, 455.  
 GRANGER-CHOTARD, V, 743.  
 GRANGIER, IV, 296.  
 GRAVES (de), II, 727.  
 GRÉGOIRE, III, 771. — V, 47.  
 GRELLIER, II, 33. — IV, 315.  
 GRENIER et REMONDÉT, IV, 596.  
 GRENIER, RIGAULT, etc., II, 713.  
 GRÉNOT, III, 230.  
 GREYVELDINGER, I, 291.

GRIGUEN, III, 503.  
 GRÉMARD (de), III, 756.  
 GROS, IV, 187.  
 GRUTER, III, 542.  
 GRUZ, V, 470.  
 GUALDY (DE), V, 29.  
 Gué (passage à), II, 677. — Dégradation, indemnité, I, 497.  
 GUÉRARD DESLAURIERS, I, 313. — V, 430.  
 GUÉRIN, II, 703. — III, 209. — IV, 394.  
 GUÉRIN MARAIS, V, 729.  
 GUIBERT, III, 547.  
 GUIERS-VIF. (Syndicat des digues du), IV, 21.  
 GUILLONNE (Moulin de la), IV, 202.  
 GUILLoteaux, IV, 457.  
 GUILLOTIÈRE (Gare de la), V, 111.  
 GUTZMAN et GIRARD, IV, 34.  
 GUYNET, II, 445.  
 GUYOT DE VILLENEUVE, IV, 130.

## H

HACHARD et GUINARD, IV, 173.  
 HAENTJENS, V, 269.  
 HAIGNOUX, V, 221.  
 HAIGUERELLE, IV, 11.  
 HALAGE. *Voir* Cours d'eau.

- (1) Cours d'eau non navigables. — Aucune disposition législative n'autorise les préfets à prescrire l'établissement d'un marchepied sur les propriétés qui bordent les cours d'eau non navigables, V, 718.
- (2) Réduction de la servitude. — L'Administration peut, en vertu du décret de 1808, restreindre

la largeur du chemin de halage sur tous les cours d'eau navigables le long desquels ce chemin est établi en exécution de l'ordonnance de 1669. Le propriétaire d'une rivière canalisée à laquelle cette mesure est appliquée est recevable à attaquer pour excès de pouvoir la décision ministérielle prise dans ce but, en soutenant que la réduction du chemin de halage serait contraire à ses droits et aux titres spéciaux qui ont établi l'exercice de la servitude de halage le long de la

rière, II, 727. — Les actes qui ont établi l'exercice de la servitude de halage le long de la rivière canalisée du Lez, ont été pris en vertu de l'ordonnance de 1669, et ne font pas des lors obstacle au droit de réduire la servitude conféré à l'Administration par le décret de 1808. Maintien des dispositions de la décision ministérielle attaquée, portant que la largeur du chemin de halage sera réduite à 4 mètres et celle du marchepied à 1<sup>m</sup>.50; que le chemin de halage et le marchepied s'arrêteront en un point où cesse actuellement la navigation; ces dispositions ne devant pas avoir pour effet d'entraver la navigation ne sont pas entachées d'excès de pouvoir. Annulation pour excès de pouvoir d'une disposition de la même décision ministérielle déclarant que le marchepied serait interrompu dans certaines dérivations où la navigation s'exerçait, II, 727.

- (3) Indemnité. — Fixation de l'indemnité due à un propriétaire à raison de l'établissement de la servitude de halage sur un terrain qui n'y était pas assujéti, II, 279. — Demande d'indemnité pour la réparation du dommage qu'aurait causé au requérant l'empierrement de la partie de sa propriété grevée de la servitude de halage. Rejet par le motif que l'Administration, en répandant sur le sol du chemin de halage une couche de menus graviers indispensable à sa viabilité n'avait pas aggravé la servitude, 279.

- (4) Contravention; clôture établie le long d'un cours d'eau non na-

vigable. — Une clôture établie par un propriétaire le long d'un cours d'eau, à plusieurs kilomètres en amont du point où ce cours d'eau commence à être navigable, d'après le tableau annexé à l'ordonnance du 10 juillet 1895, ne saurait constituer une contravention de grande voirie. Annulation d'un arrêté par lequel le conseil de préfecture avait ordonné la démolition de ladite clôture, IV, 462. — Passage à cheval sur la digue d'un canal. — Le fait par un particulier d'avoir circulé à cheval sur la digue de halage d'un canal de navigation étant de nature à causer des dégradations à cette digue et à faire obstacle à la navigation, constitue une contravention à l'art. 11 de l'arrêt du conseil du 24 juin 1777. En conséquence, c'est à tort que le conseil de préfecture décide que le prévenu n'est passible d'aucune condamnation, IV, 403. — L'abandon d'une voiture sur le chemin de halage d'un canal étant de nature à faire obstacle à la navigation, constitue une contravention de grande voirie prévue par l'arrêt de 1777. Aux termes de cet arrêt et de la loi du 23 mars 1842, le contrevenant est passible d'une amende de 16 à 300 francs. C'est à tort que le conseil de préfecture se fonde, pour acquitter le prévenu, sur ce que le fait reproché n'a causé aucune gêne ni aucun retard pour la navigation, II, 450. — Canal; passage d'une charrette. — Le conseil de préfecture, saisi d'un procès-verbal constatant le passage d'une charrette sur le chemin de halage d'un canal, n'est pas tenu de

surseoir à statuer sur la contravention jusqu'à ce que l'autorité judiciaire ait apprécié la prétention de l'inculpé à un droit de passage, alors qu'aucun acte n'est produit ou indiqué à l'appui de cette prétention. Application d'une amende à raison de cette contravention, V, 782.

HARDOIN, V, 45.

HARDY-PASSOT, IV, 370.

HARMAND (Association du canal), IV, 190.

HAUMONT (commune d'), 52Q.

HAVRE (Compagnie des docks du), IV, 532.

HEID, V, 189.

HERBE coupée; dépendances d'un canal, 220, 519.

HERVÉ et MOREAU, IV, 648.

HERVIEU, III, 580.

HONORAIRES. — Architecte, IV, 277.

— Contestation au sujet d'honoraires dus à un architecte pour la rédaction de projets de travaux communaux. — Par application du tarif en vigueur dans le département (Basses-Alpes), il est alloué  $1.2/3$  du montant du devis pour les projets acceptés

par le conseil municipal et approuvés par l'Administration supérieure. Rejet de la demande d'honoraires pour des études préparatoires rentrant dans les travaux ordinaires d'un architecte communal, études que l'Administration municipale n'avait ni commandées ni acceptées, III, 201. *Voir Architectes.*

HOUTIN, I, 332.

HUBERT, III, 248.

HUTIN, II, 585.

HYPOTHÈQUE. — Entretien des ouvrages d'un dessèchement, IV, 398. — Hypothèque affectée à la garantie de l'entretien d'un dessèchement. Demande en supplément fondée sur l'acte de concession; compétence administrative, V, 245. — Hypothèque inscrite sur un immeuble exproprié, n'a pas besoin d'être renouvelée, 394. — Le péage d'un pont ne peut être hypothéqué, 467. — Hypothèque sur un immeuble exproprié; mainlevée d'inscription; justification; compétence judiciaire, II, 694.

# I

ILE : question de propriété, compétence, IV, 520.

IMPRESCRIPTIBILITÉ. Chemin public, V, 99.

INCHAURRAGA, V, 90.

INDEMNITÉS POUR CAUSES DIVERSES.

(1) Travaux pour l'éclairage au gaz; autorisation révoquée, de-

mande d'indemnité; rejet, V, 367.

(2) Retard dans la livraison de marchandises. *Voir chemins de fer.*

(3) Indemnité de plus-value à la charge d'un propriétaire. *Voir Plus-value.*

(4) Indemnité à la charge d'un

- contrevenant. *V<sup>r</sup>* Contravention.
- (5) Indemnité à un concessionnaire de lais de mer, dont l'administration a restreint les droits, III, 486.
- (6) Demande d'indemnité portée directement devant le conseil d'Etat. — En supposant qu'une modification autorisée dans le service d'une gare puisse servir de fondement à une demande d'indemnité contre l'Etat ou la compagnie, cette demande ne pourrait être portée directement devant le conseil d'Etat par la voie contentieuse, V, 114.

**INDEMNITÉS DE DOMMAGES.** — *Voir* Expertise, Extraction de matériaux, Halage, Intérêts, Mandat de paiement, Locataire, Occupation de terrains, Usines. — Décisions diverses, III, 226, 687. — Arrêté par défaut, III, 710. — Renonciation conditionnelle, IV, 64.

#### I. Questions de compétence.

§ 1<sup>er</sup>. Compétence administrative. — Dans le cas où le droit de propriétaire à une indemnité, à raison de la privation d'une source par un souterrain de chemin de fer, serait reconnu par les tribunaux, il appartiendrait à l'autorité administrative d'en régler le montant, attendu qu'il s'agit de réparer un dommage causé par l'exécution d'un travail public, V, 354, 731. — La question de savoir si la clause du cahier des charges d'un chemin de fer qui interdit au concessionnaire de changer le régime des eaux est applicable aux eaux souterraines aussi bien

qu'aux eaux extérieures, ne peut être décidée que par l'autorité administrative, seule compétente pour déterminer le sens et la portée des clauses d'un traité relatif à l'exécution d'un travail public, qui imposeraient au concessionnaire certaines obligations dans l'intérêt des tiers, V, 731. — La démolition faite pour une ville d'un bâtiment qui lui appartient, dans le but de procurer élargissement de la voie publique, par application d'une ordonnance qui en a fixé l'alignement, rentre dans l'exécution d'un travail public. Il appartient, dès lors, à l'autorité administrative de statuer sur les demandes d'indemnité formées contre l'entrepreneur de la démolition et contre la ville par les propriétaires de maisons voisines, à raison de dommages résultant de ce travail. L'autorité judiciaire ne peut retenir la connaissance du litige en se fondant sur ce que la portion d'immeuble atteinte par le dommage n'était pas contiguë à la voie publique, qu'elle tenait à un terrain dont la ville avait la propriété privée et à l'occasion duquel elle ne faisait pas exécuter de travaux sur la voie publique, V, 712. — Le dommage que le passage des trains d'un chemin de fer peut occasionner à des propriétaires en ébranlant leurs maisons est le résultat de la construction du chemin, et non un fait particulier d'exploitation. C'est dès lors à l'autorité administrative à connaître des demandes en indemnité formées à raison de ce dommage, I, 281. Interdiction d'exploiter une mine

au-dessous d'un chemin de fer ; indemnité ; compétence administrative, 345.

§ 2. Compétence judiciaire. — Le propriétaire d'un canal qui occasionne l'inondation des propriétés riveraines par l'inobservation des mesures réglementaires prescrites pour la manœuvre des barrages commet une faute personnelle dont il appartient à l'autorité judiciaire d'apprécier les conséquences à l'égard des tiers. I, 514. — La privation pour cause d'utilité publique d'une servitude active qui existait au profit d'une propriété, dans l'espèce, du droit d'un fonds inférieur aux eaux s'écoulant du fonds supérieur, constitue un dommage dont l'appréciation appartient au conseil de préfecture. Mais si l'administration ou la compagnie qui la représente conteste l'existence de la servitude invoquée, ou soutient que le propriétaire est déchu du droit de réclamer une indemnité parce qu'il n'a pas fait valoir ses prétentions dans les délais impartis par la loi du 3 mai 1841, le conseil de préfecture doit surseoir à statuer sur la question principale, jusqu'à ce que l'autorité judiciaire ait prononcé sur ces deux questions préjudicielles, 405. — Le conseil de préfecture, saisi par des propriétaires d'usines et de prairies, en vertu de l'article 48 de la loi du 16 septembre 1807, d'une demande en indemnité à raison du préjudice qu'une ville aurait causé en détournant, pour le service de ses fontaines publiques, les sources alimentaires du cours d'eau

qui fait mouvoir leurs établissements ou sert aux irrigations, n'est pas compétent pour statuer sur les exceptions tirées du droit commun que la ville oppose à cette demande. Spécialement, si la ville soutient qu'étant devenue propriétaire de la source par voie d'expropriation, elle a pu en disposer par application de l'article 641 du code Napoléon ; si, d'un autre côté, les demandeurs prétendent que telle ne peut être la conséquence de l'expropriation prononcée, et que le magistrat directeur du jury a réservé tous leurs droits à une indemnité spéciale pour le détournement de la source ; il n'appartient au conseil de préfecture, ni d'apprécier les droits que la ville prétend résulter pour elle de l'expropriation prononcée à son profit, ni de déterminer, en vertu des articles 641 et suivants du code Napoléon, les droits, soit de la ville, soit des demandeurs, sur les eaux des sources, ni de connaître de l'existence et des effets des réserves que les demandeurs allèguent avoir faites devant le jury à l'époque de l'expropriation. Ces questions sont de la compétence de l'autorité judiciaire, V, 403. — Indemnité réclamée par des tiers à raison du dommage que leur cause une autorisation de prise d'eau ; compétence judiciaire, V, 75. — Cas d'indemnité prévu dans un acte de cession amiable de terrain passé entre un particulier et une compagnie de chemin de fer ; l'autorité judiciaire est compétente pour interpréter le contrat et pour régler, s'il y a lieu, l'indemnité due, II, 233. —

Travaux publics empêchant l'exécution d'un contrat privé; les recours des parties contractantes les unes contre les autres, sont de la compétence judiciaire, II, 486. — L'autorité municipale n'est pas responsable envers les riverains d'une voie publique des dommages provenant de travaux de voirie destinés à assurer l'écoulement des eaux pluviales et ménagères intercepté par quelques propriétaires, travaux qu'elle a exécutés par mesure de police aux frais des contrevenants, faute par eux d'avoir satisfait à l'injonction de les exécuter eux-mêmes. Les demandes d'indemnité ne peuvent être dirigées que contre lesdits contrevenants, et sont de la compétence des tribunaux, IV, 374. — La compagnie de chemin de fer qui a obtenu du préfet l'autorisation d'établir une prise d'eau sur un cours d'eau non navigable ni flottable n'agit pas, dans l'exécution de ces travaux, comme entrepreneur de travaux publics; dès lors, l'indemnité réclamée par les propriétaires inférieurs, dont la prise d'eau compromet les intérêts, doit être portée devant les tribunaux civils et non devant les tribunaux administratifs; en effet, l'arrêté du préfet qui concède cette prise d'eau est pris en vertu du droit qui appartient à ce fonctionnaire de réglementer les cours d'eau, mais sous la réserve des droits des tiers, V, 75. — Le conseil de préfecture, saisi d'une demande d'indemnité de dommages formée par un propriétaire contre une compagnie de chemin de fer, doit surseoir à statuer si la compagnie excipe

d'une transaction sur une instance judiciaire, antérieurement intervenue entre elle et les auteurs du requérant, acte dont celui-ci conteste le sens et dont la compagnie induit qu'il n'aurait droit à aucune indemnité. Cette transaction est un acte de droit civil dont l'interprétation appartient à l'autorité judiciaire, V, 463. — La question de savoir si, en vertu du code Napoléon, la jouissance des eaux souterraines appartenait aux propriétaires ou à la compagnie qui les a dépossédés partiellement, et si les jugements d'expropriation contenaient ou non des réserves au sujet des indemnités afférentes au détournement de ces eaux, est de la compétence judiciaire, V, 731. —

§ 3. Compétence des conseils de préfecture. — Lorsque des travaux publics, exécutés par l'Etat ou par des villes sur les dépendances du domaine national ou du domaine municipal, entraînent la suppression de servitudes existant au profit des propriétaires des fonds voisins, il n'en peut résulter que des dommages permanents pour lesquels une action est ouverte devant les Conseils de préfecture. Si le jury est compétent pour statuer sur les indemnités dues à l'occasion de servitudes, c'est seulement quand il y a expropriation du fond assujéti, et accessoirement à cette expropriation; la loi du 3 mai 1841 déroge, seulement dans cette dernière hypothèse, aux règles générales établies par les lois des 28 pluviôse an VIII et 16 septembre 1807, V, 696.



— Il appartient aux conseils de préfecture, à l'exclusion des tribunaux ordinaires, de connaître des réclamations de propriétaires d'usines au sujet des torts et dommages qui seraient résultés pour eux soit de l'inexécution des conditions imposées au concessionnaire d'un canal d'irrigation, soit de l'exécution abusive des travaux autorisés pour son établissement, V, 614. — Le conseil de préfecture est compétent pour statuer sur la demande formée par une commune contre l'État en réparation du préjudice qu'elle éprouve par suite de l'exhaussement d'un pont sur un canal, travail qui aurait rendu dangereuses les rampes d'accès du dit pont, V, 695. — La décision ministérielle portant rejet d'une demande d'indemnité formée par l'entrepreneur de l'éclairage au gaz d'une ville, pour la réparation des dommages que lui ont causés des travaux d'utilité publique, n'est pas un acte de juridiction et ne peut dès lors être attaquée par la voie contentieuse; elle ne fait pas obstacle à ce que la réclamation soit portée devant le conseil de préfecture, III, 204. — Le conseil de préfecture, en reconnaissant sa compétence pour connaître d'une demande d'indemnité dirigée contre l'entrepreneur de travaux ayant occasionné des dommages, doit se déclarer également compétent pour statuer sur une semblable demande formée contre les agents de l'entrepreneur, tels que des concessionnaires non agréés par l'administration, III, 571. — La

compétence du conseil de préfecture pour prononcer sur les réclamations des particuliers qui se plaignent des torts et dommages procédant du fait des entrepreneurs, n'est pas limitée au cas où les dommages se manifestent pendant l'exécution des travaux; elle subsiste au cas où les dommages surviennent après leur achèvement, IV, 53. — Il appartient au conseil de préfecture de statuer sur la réclamation d'un particulier ayant pour objet de faire condamner une ville à lui payer une indemnité à raison du dommage qui résulterait pour lui d'un accident occasionné à sa voiture et à son cheval par le dépôt sur la voie publique, sans éclairage suffisant, de matériaux destinés à l'entretien de cette voie ou enlevés de la chaussée. Avant de statuer au fond sur cette demande, le conseil de préfecture doit, pour apprécier la cause, la nature et l'importance du dommage, faire procéder à une expertise, 47. — Il appartient au conseil de préfecture de connaître de la demande d'indemnité formée par un particulier contre une compagnie de chemin de fer à raison du dommage qui aurait été causé à sa propriété par l'éroulement du mur de soutènement d'une gare. La compagnie, tenue par son cahier des charges d'entretenir et de réparer les ouvrages établis, ne peut être actionnée pour ce fait devant l'autorité judiciaire, 53. — Le dommage causé à un particulier par l'établissement d'un chemin de fer provisoire à locomotives, destiné au transport des matériaux d'une entreprise

de travaux publics, doit être apprécié par le conseil de préfecture. C'est à tort que ce conseil se déclare incompétent en se fondant sur ce que le chemin de fer n'est pas une conséquence forcée de l'entreprise, mais un moyen accessoire et arbitraire; que la tolérance de l'administration a autorisé dans l'intérêt particulier de l'entrepreneur et réserve faite du droit des tiers, 638. — C'est au conseil de préfecture qu'il appartient de statuer sur les demandes d'indemnités pour réparation des dommages causés par suite de l'inexécution d'un travail public, tels qu'une inondation de terrains provenant, tant de la modification apportée au cours des eaux par l'établissement d'un chemin de fer, que de l'insuffisance des débouchés pour leur écoulement, III, 466. — L'administration ne peut être citée devant les tribunaux comme responsable d'un dommage (écroulement d'un mur ayant occasionné la mort d'une personne) provenant de l'exécution de travaux publics et donnant lieu à une contestation judiciaire entre deux particuliers, II, 138. — La réparation du préjudice qui peut résulter de la pose sur une maison des points d'appui nécessaires au soutien des fils électriques doit être poursuivie devant le conseil de préfecture comme celle d'un dommage résultant de l'exécution de travaux publics ordonnés par l'autorité compétente, II, 204. — L'arrêté du préfet qui autorise le service des lignes télégraphiques à établir sur une maison particulière les points

d'appui nécessaires au soutien des fils ne peut avoir pour effet de grever cette propriété d'une servitude, et, en supposant même qu'il ait pu créer une servitude, elle n'entraînerait aucune dépossession partielle de la propriété. Il appartient dès lors au conseil de préfecture de connaître de la demande d'indemnité formée par le propriétaire, soit à raison des dégradations que la pose des points d'appui aurait occasionnées à sa maison, soit à raison des inconvénients résultant du bruit que peut produire la vibration des fils, III, 211. — Le conseil de préfecture est incompétent pour allouer une indemnité à une compagnie concessionnaire d'un canal pour réparation du préjudice pécuniaire qui serait résulté d'obstacles opposés au service de la navigation par un contrevenant, II, 581. — Une compagnie de chemin de fer en faisant creuser, dans un terrain qui lui appartient, un puits où elle effectue les prises d'eau nécessaires pour l'alimentation d'un réservoir, n'agit pas en qualité d'entrepreneur de travaux publics; elle fait acte de propriétaire usant de sa propriété dans les conditions et selon les règles du droit commun. Dès lors, il n'appartient pas au conseil de préfecture de connaître des demandes d'indemnités formées contre la compagnie par des propriétaires qui prétendent que ce puits diminue la force motrice de leurs usines en abaissant le niveau du cours d'eau sur lequel elles sont situées, IV, 174.

## II. Dommages donnant ouverture à indemnité.

§ 4. Dommages provenant de l'abaissement ou de l'exhaussement du sol de la voie publique par suite de travaux de voirie.

Ledommage quél'abaissement de la voie publique cause à un commerçant en diminuant les facilités d'accès à son magasin, est susceptible de donner ouverture à indemnité. Fixation en fait du montant de l'indemnité due pour un dommage de cette nature, résultant de l'établissement de onze marches destinées à raccorder un trottoir placé devant les magasins avec le sol de la voie publique, I, 375. — Une indemnité est due au commerçant pour la réparation du dommage direct que lui a occasionné la difficulté d'accès à ses magasins pendant l'exécution des travaux faits pour changer le niveau de la voie publique ou pour approprier la maison qu'il occupe au nouvel état des lieux, 384. — Détermination de l'indemnité due à un particulier à raison du préjudice causé à ses maisons par l'abaissement du sol d'une rue de Paris, compensation faite de la plus-value procurée auxdites propriétés par les travaux, 114, IV, 396. — Fixation de l'indemnité due à un particulier à raison du préjudice direct et matériel causé à sa propriété par suite de l'abaissement du sol de la voie publique. Décidé que les travaux de nivellement exécutés dans le voisinage immédiat de l'immeuble n'avaient pas procuré à cet immeuble une plus-value appréciable et de na-

ture à motiver une réduction de l'indemnité. Allocation d'une indemnité spéciale à raison de la privation de jouissance d'un appartement pendant l'exécution des travaux de réparation dans la propriété, I, 335. — Détermination de l'indemnité due à un propriétaire à raison des dommages occasionnés à ses maisons et à son industrie par les travaux d'exhaussement d'une route, 310. — Le propriétaire d'une maison dont les facultés d'accès et de vue sur la voie publique ont été notablement diminuées par suite de l'établissement d'un remblai et d'un mur de soutènement à une distance de 2<sup>m</sup>.70, éprouve un dommage direct et matériel à raison duquel il peut réclamer une indemnité, 284. — Détermination de l'indemnité due pour la réparation du dommage direct et matériel causé à un propriétaire par des travaux de nivellement de la voie publique qui ont eu pour effet d'enterrer de plus de 5<sup>m</sup>.60 l'une des façades de sa maison et de placer l'autre à 0<sup>m</sup>.50 en contre-haut de la chaussée. Jugé que les travaux n'avaient pas procuré à la maison une plus-value immédiatement appréciable qui pût compenser, même en partie, l'indemnité due au propriétaire, 446. — Fixation de l'indemnité due à raison du dommage qu'un propriétaire riverain d'une route départementale a souffert par suite de l'application d'un remblai contre la terrasse de son jardin et le mur de sa remise, 284. — Détermination de l'indemnité due par une commune à un propriétaire

à raison du dommage résultant de remblais établis sur la voie publique, partie contre le mur de clôture de l'immeuble, partie à une distance de 1<sup>m</sup>.30 (atteinte à la solidité du mur, diminution de sa hauteur sur la rue; seuils de trois portes placés en contre-bas du sol de la voie publique), III, 473. — Détermination de l'indemnité due à un propriétaire pour la réparation du dommage occasionné à sa maison par l'établissement contre le mur d'un remblai qui était une cause constante d'humidité. L'indemnité allouée représentant les travaux nécessaires pour préserver la propriété de l'humidité, décidé qu'elle ne pouvait être considérée comme s'appliquant à des dommages non encore éprouvés, II, 242. — Allocation d'indemnité pour un dommage de même nature. Rejet comme manquant en fait d'un grief tiré de ce que l'arrêté attaqué aurait déduit de l'indemnité une plus-value qui serait résultée des travaux, II, 667. — Jugé que les travaux exécutés sur une route départementale ont eu pour effet de mettre des maisons riveraines en contre-bas du sol de la voie publique et de leur causer un dommage direct et matériel. Maintien du chiffre de l'indemnité allouée au propriétaire par le conseil de préfecture, II, 118. — Détermination du montant de l'indemnité due à un particulier à raison du dommage causé à sa maison par les travaux d'abaissement du sol d'une voie publique communale. Décidé qu'il n'était pas établi que la maison eût acquis par suite des travaux une plus-value qui

pût compenser le dommage, II, 482. — Fixation de l'indemnité due à un industriel locataire d'une maison située dans une rue dont le niveau a été abaissé. Décidé que le conseil de préfecture a fait une juste appréciation du dommage résultant pour le réclamant des dépenses de son installation provisoire, des frais de ses déménagements et du trouble apporté à l'exercice de son industrie, 21. — Détermination de l'indemnité due pour la réparation du dommage direct et matériel causé à une maison par les travaux de nivellement d'une rue, travaux qui, en plaçant la propriété à 0<sup>m</sup>.40 environ en contre-haut de la voie publique, ont eu pour effet de rendre ses accès plus difficiles, II, 10. — Détermination du montant de l'indemnité due à un particulier pour réparation du dommage causé à sa propriété, par suite des travaux d'exhaussement d'une route départementale, III, 713. — Appréciation du dommage occasionné à une maison par les travaux de rectification d'une route impériale qui ont eu pour effet de placer le rez-de-chaussée à 1 mètre environ en contre-bas du niveau de la voie publique, III, 373. — Détermination de l'indemnité due à un propriétaire à raison des dommages directs et matériels causés à sa maison par suite de l'exhaussement du sol de la voie publique, III, 75. — Il est dû réparation du dommage causé à une maison dont les accès ont été rendus difficiles par l'exhaussement de la voie publique. L'indemnité doit être calculée en

prenant pour base, non les dépenses nécessaires pour abaisser le sol de la voie publique, mais le dommage réel résultant des travaux en tenant compte de la plus-value produite par ces travaux, V, 441. — Les travaux exécutés pour la rectification d'une route ayant eu pour effet de mettre une maison riveraine en contre-bas du sol de la voie publique et de lui causer un dommage direct et matériel. Jugé qu'une indemnité était due au propriétaire. Renvoi des parties devant le conseil de préfecture pour y être statué sur la quotité de l'indemnité, III, 371. — Contestation au sujet de la réparation du dommage résultant pour une propriété de travaux d'exhaussement du sol de la voie publique exécutés par une ville. Maintien de la disposition d'un arrêté du conseil de préfecture qui met à la charge de la ville les travaux à faire pour empêcher le déversement des eaux de la chaussée sur la propriété et alloue une indemnité au propriétaire pour relever le niveau de sa cour. Décidé que ce relèvement devait amener une dépréciation de la maison en plaçant la cour à 0<sup>m</sup>.49 en contre-haut du rez-de-chaussée, et que les travaux de la ville n'avaient pas procuré à la propriété une plus-value appréciable pouvant être compensée, jusqu'à due concurrence avec le préjudice causé, conformément à l'article 54 de la loi du 16 septembre 1807. Renvoi des parties devant le conseil de préfecture pour être statué, après expertise contradictoire, sur le montant de l'indemnité de dé-

préciation, V, 13. — Fixation de l'indemnité due par une ville à des propriétaires en raison du dommage causé à leurs maisons par suite de l'abaissement du sol d'une voie publique en tenant compte de la plus-value immédiate que ce même travail a apportée aux immeubles, V, 756. — Fixation de l'indemnité due à un propriétaire à raison de la dépréciation que les travaux d'exhaussement du sol de la voie publique ont causée à sa propriété en amenant la suppression d'une pièce d'entresol et une diminution dans la hauteur du rez-de-chaussée. Rejet de conclusions tendantes à compenser avec l'indemnité due, une plus-value résultant des travaux, et dont il a déjà été tenu compte à l'occasion du règlement d'une indemnité représentative de la suppression de la force motrice d'une usine, V, 427. — Détermination de l'indemnité due à un propriétaire à raison du préjudice causé à sa maison par l'abaissement de la voie publique, IV, 66. — Jugé qu'en allouant à un propriétaire la valeur des travaux nécessaires à la réparation du dommage occasionné à sa maison par l'abaissement du sol de la voie publique, le conseil de préfecture avait tenu suffisamment compte du préjudice causé, compensation faite de la plus-value procurée à l'immeuble, 370. — Indemnités spéciales allouées pour privation de loyer d'une boutique et pour trouble apporté à l'industrie du propriétaire, 370. — Allocation au propriétaire riverain d'une rue de Paris d'une indemnité égale au

montant des travaux à faire pour rétablir l'accès de cette propriété avec le sol abaissé de la voie publique. Décidé que les travaux de la ville avaient donné à la propriété une plus-value qui devait être déduite de l'indemnité, 648. — Décidé que l'abaissement de 55 centimètres du sol d'une rue de Paris, au droit de la maison du requérant, lui donnait le droit de réclamer une indemnité. Détermination de l'indemnité basée sur la dépense des travaux de raccordement et sur la dépréciation que devait entraîner pour la maison l'établissement de trois marches, V, 199. — Jugé que les modifications apportées aux accès d'une maison par l'abaissement du sol de la voie publique (ladite maison se trouvant en moyenne à 1<sup>m</sup>.05 en contre-haut du trottoir et de la chaussée et ayant été reliée au trottoir par un escalier de quatre à six marches) ouvrait pour le propriétaire le droit à une indemnité. — Détermination du chiffre de l'indemnité, refus de la compenser avec une plus-value non justifiée, V, 9. — Fixation des indemnités dues à des propriétaires de maisons placées en contre-bas de la voie publique par suite de la construction d'un quai, lesdites indemnités comprenant le trouble causé à l'industrie des requérants. Décidé qu'il n'était résulté des travaux aucune plus-value directe et appréciable pouvant compenser, même en partie, les dommages, V, 776. — Fixation de l'indemnité due à un particulier à raison du préjudice causé à sa propriété par la difficulté des accès pro-

venant des travaux d'un quai, V, 420.

§ 5. Dommages provenant de travaux de nivellement et de pavage. — Travaux de pavage et de nivellement d'une rue communale ayant eu pour effet, en facilitant l'infiltration des eaux pluviales, de provoquer l'affaissement de caveaux situés partie au-dessous de la voie publique, partie au-dessous d'une maison riveraine qui s'est écroulée. La commune est déclarée responsable du dommage. Jugé que les caveaux situés à une profondeur de plus de 6 mètres, n'étaient pas une dépendance de la maison, et que dès lors la commune ne pouvait objecter au propriétaire de ne s'être pas conformé aux dispositions d'une ancienne ordonnance qui prescrivait le comblement des cavéaux sous la voie publique, III, 342. — Jugé que les dégradations occasionnées à une maison, par suite de travaux de pavage de la voie publique qui auraient amené l'affaiblissement des fondations, devaient être attribuées en partie à la ville pour le compte de laquelle les travaux avaient été exécutés. — Fixation de l'indemnité à payer aux propriétaires, V, 691. — Demande de propriétaires contre une ville en réparation de dommages causés à des maisons par les travaux d'élargissement et de nivellement d'une rue. Détermination de l'indemnité, déduction faite, de la plus-value que ces maisons ont retirée des mêmes travaux, V, 740. — Détermination, en fait, du montant de l'indemnité due à un récla-

mant pour les dégradations causées à sa maison, ainsi qu'à pour la dépréciation et la privation de jouissance qui en a été la conséquence, par suite des travaux qu'une commune a fait exécuter pour élever le niveau des eaux de sa fontaine publique, IV, 366.

§ 6. Dommages provenant de la construction ou de l'exploitation des chemins de fer. Le conseil de préfecture ne peut, sans faire procéder à l'expertise réclamée par la partie intéressée, statuer au fond sur une demande d'indemnité formée contre l'Etat à raison du préjudice que causerait à un propriétaire l'établissement d'un chemin de fer et la suppression d'une voie de communication qui en a été la conséquence, en rendant l'accès à sa propriété difficile, et en l'obligeant à renoncer, en raison des dangers d'incendie, à une batteuse hydraulique faisant partie de ladite propriété, IV, 368. — Fixation du montant de l'indemnité qu'une compagnie de chemin de fer devrait payer à des propriétaires riverains d'une route modifiée par suite de l'établissement de la voie ferrée, dans le cas où elle n'exécuterait pas, dans un délai déterminé, de chaque côté de la route, un fossé avec perrés qu'une décision ministérielle lui avait enjoint d'effectuer, 119. — La rampe établie par une compagnie concessionnaire de chemin de fer dans la partie supérieure d'une rue, ayant eu pour effet de causer un dommage aux maisons situées au pied de cette rampe, en donnant plus de rapidité au courant des eaux pluviales,

jugé que la compagnie devait la réparation de ce dommage. Détermination du chiffre de l'indemnité, 374. — Annulation d'un arrêté du conseil de préfecture portant rejet d'une demande d'indemnité formée par un propriétaire contre une compagnie concessionnaire de chemin de fer, à raison du dommage causé à sa maison par les travaux de construction d'un tunnel. Décidé que le percement du tunnel a fait éprouver à la maison des dégradations qui en ont compromis la solidité; que toutefois, dans l'appréciation de l'indemnité qui devra être allouée, il y aura lieu de tenir compte de l'état de vétusté dans lequel, selon la prétention de la compagnie, se serait trouvée la maison. Renvoi des parties devant le conseil de préfecture pour être procédé à une nouvelle expertise, 166. — Le propriétaire d'un terrain situé au-dessus d'une mine, privé temporairement de ses droits de redevance par suite d'un arrêté préfectoral qui interdit pour quelques années l'exploitation d'une partie de la mine en vue de la conservation d'un chemin de fer, peut actionner la compagnie de chemin de fer en indemnité. C'est à tort que le conseil de préfecture, sans examiner le mérite de sa demande, la rejette en se fondant sur ce que la mesure dont il s'agit aurait été prise en vertu du droit de police et de surveillance qui appartient à l'administration sur l'exploitation des mines, 445. — Le concessionnaire d'une mine, obligé, en vertu d'une décision ministérielle, de suspendre son exploitation dans le voisinage d'un che-

min de fer, dont la concession est postérieure à celle de la mine, éprouve un dommage direct et matériel qui lui ouvre un droit d'indemnité contre la compagnie du chemin de fer. L'interdiction dont il s'agit ne rentre pas dans le cas de l'art. 50 de la loi du 21 avril 1810, qui prescrit au préfet de pourvoir à ce que la sûreté des habitations de la surface ne soit pas compromise par l'exploitation de la mine, et qui est exclusif du droit du concessionnaire à une indemnité, 611. — Le trouble apporté à l'exercice d'une industrie (d'une blanchisserie dans l'espèce) par le mode de chauffage des locomotives qui envoient une fumée épaisse salissant les toiles étendues, n'a pas le caractère d'une contradiction opposée à la possession et ne légitime pas, dès lors, une action possessoire. Il ne pourrait donner lieu qu'à une action en dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé, IV, 184. — Jugé que si la plus grande partie des dégâts causés par les eaux dans la propriété d'un particulier, lors d'une inondation, devait être attribuée à l'effet naturel du débordement de ces eaux, les travaux exécutés par une compagnie de chemin de fer avaient contribué à augmenter le dommage. Fixation de l'indemnité due par la compagnie, IV, 644. — Jugé que les dommages causés à une propriété par les eaux d'une rivière (destruction de plantations et autres ouvrages de défense, enlèvement de terrains) provenaient, non de travaux d'endiguement exécutés par un syndicat, mais de travaux

de dragages exécutés par une compagnie de chemin de fer; que, dès lors, ces dommages étaient à la charge de la compagnie. Fixation du montant de l'indemnité, IV, 576. — Détermination de l'indemnité due par une compagnie de chemin de fer à des propriétaires auxquels elle a causé un dommage en ne donnant pas un débouché suffisant à des aqueducs construits par elle sous un remblai en aval de leurs propriétés, V, 479. — Indemnité accordée au propriétaire d'une maison bordant un chemin de fer, à raison des dégradations qui sont la conséquence de l'ébranlement causé par le passage des trains. Rejet d'une objection tirée de ce que ce dommage aurait été précédemment apprécié dans le règlement d'une indemnité d'expropriation. fait par le jury, I, 272. — Détermination de la quotité de l'indemnité due par une compagnie de chemin de fer à un propriétaire de terrains, lesquels avaient éprouvé des mouvements à la suite de travaux effectués aux murs de soutènement d'une tranchée traversant la propriété, 355. — Fixation de l'indemnité à laquelle un propriétaire avait droit à raison des dommages causés à sa propriété, comprenant un château, un moulin, un lot et diverses parcelles de terrain, par suite de la construction d'un chemin de fer, I, 297. — Privation, par l'effet d'une loi, de droits de servitude qui avaient été stipulés au profit d'une propriété sur un chemin de fer, II, 661. — Jugé que l'établissement d'un chemin de fer à 6 mètres de distance d'une maison a eu pour



effet de rendre cette maison humide et de lui causer ainsi un dommage direct et matériel donnant lieu à l'allocation d'une indemnité, II, 36. — Appréciation du dommage résultant, pour le propriétaire d'une usine, de l'établissement, par une compagnie de chemin de fer, d'un pont qui a eu pour effet, en diminuant le débouché de la rivière, dans le cas de grandes crues, de diriger contre l'usine toute la force du courant. Le conseil de préfecture statue dans les limites de sa compétence en allouant au propriétaire une indemnité calculée d'après la dépense des travaux nécessaires pour mettre son usine à l'abri de l'irruption des eaux, III, 42. — Le décret accorde à la compagnie la faculté de payer l'indemnité ainsi réglée, ou d'exécuter, sous l'autorisation du ministre des travaux publics, dans un délai déterminé, les ouvrages que les experts ont reconnus propres à prévenir le retour du dommage, l'entretien de ces ouvrages restant à la charge du propriétaire, III, 42. — Jugé que les dommages causés à des propriétés par le débordement d'une rivière devaient être attribués, pour une partie, aux travaux exécutés par une compagnie de chemin de fer. L'indemnité à payer par la compagnie est fixée au cinquième des dommages, V, 61. — Jugé que le dommage causé dans l'espèce devait être attribué en partie à la crue subite des eaux, en partie à l'établissement d'un chemin de fer ; maintien des condamnations prononcées par le conseil de préfecture contre la compagnie pour la réparation de la partie des dommages qui ont

été la conséquence de ses travaux, II, 466. — Dommages aux personnes. — Une compagnie de chemin de fer qui a négligé de procurer l'écoulement des eaux dans les chambres d'emprunt creusées pour y prendre les terres de ses remblais, peut être condamnée à payer des indemnités aux habitants des maisons voisines atteints de fièvres d'accès provenant de la stagnation des eaux, I, 387.

§ 7. Dommages provenant de cours d'eau ou de travaux exécutés sur ces cours d'eau. — Lorsqu'un chemin vicinal et un gué pavé servant au passage du chemin à travers un cours d'eau non navigable ont été dégradés par l'effet de travaux exécutés en aval pour le curage, l'approfondissement et le redressement du cours d'eau, une indemnité est due à la commune par le syndicat directeur des travaux pour la réparation de ce dommage direct et matériel, I, 497. — Décision en fait sur l'indemnité due au propriétaire d'un domaine que les eaux d'une rivière ont inondé par suite de la construction vicieuse d'un pont, II, 675. — Appréciation du dommage que l'administration a causé à un particulier en submergeant sa prairie par suite de l'exhaussement d'un barrage, II, 279. — Jugé que l'établissement d'un barrage en rivière par l'administration avait eu pour effet de prolonger la durée de l'inondation provenant d'une crue sur la propriété d'un particulier. Détermination de l'indemnité représentant la partie du préjudice causé

par le barrage, 622. — Décision en fait sur le montant de l'indemnité due à un particulier à raison des dommages causés à sa maison et de la dépréciation qu'elle subit par suite de l'infiltration des eaux d'un canal, II, 252. — Décidé que les inondations des caves de propriétaires voisins d'un canal étaient dues à des infiltrations souterraines provenant de graves avaries survenues dans le canal; qu'en conséquence, la compagnie concessionnaire était responsable. Décidé, en outre, que l'indemnité à laquelle les propriétaires avaient droit devait comprendre, non-seulement le remboursement des frais de réparation avancés par eux, mais encore tous les dommages directs et matériels constatés, ainsi que la dépréciation qui a été, pour les propriétés inondées, la conséquence de ces dommages, IV, 28. — Jugé que les dommages causés à une prairie par les infiltrations d'un canal ne pouvaient donner lieu à l'allocation d'une indemnité en faveur du propriétaire qui avait touché intégralement le prix du fermage de cette prairie. Allocation d'une indemnité pour des dommages de même nature postérieurs à l'expiration du bail, II, 277. — Le propriétaire d'un bâtiment voisin d'une écluse en construction est fondé à demander la réparation des dégradations causées à son immeuble par l'ébranlement et le tassement du sol provenant du battage de pieux et de palplanches dans le lit d'une rivière. En vain l'administration soutient n'être pas responsable du dommage par le

motif qu'elle s'est bornée à user de sa chose sans qu'il y ait eu abus de sa part, en faisant enfoncer des pieux et des palplanches dans un terrain qui lui appartenait et à plus de 10 mètres de distance de la maison du réclamant. — L'indemnité doit comprendre le préjudice résultant de la privation de l'industrie pendant le temps où la maison a été inhabitable, V, 50. — Décidé qu'un battage de pieux de fondation avait causé au mur d'une maison voisine un ébranlement qui constituait un dommage direct et matériel. Maintien de l'indemnité déterminée par le conseil de préfecture à raison des détériorations qui en étaient résultées, II, 242.

§ 8. Dommages provenant de la négligence d'entrepreneurs. — Jugé que l'accident survenu à un attelage sur une route en construction provenait de la négligence de l'entrepreneur, qui ne s'était pas conformé aux mesures prescrites par un ordre de service dans l'intérêt de la sûreté publique. Fixation de l'indemnité due par cet entrepreneur au propriétaire de la voiture pour la réparation du dommage, I, 517. — Jugé que les dommages causés à des maisons riveraines de la voie publique par l'invasion des eaux pluviales dans les tranchées ouvertes pour l'établissement de trottoirs était le résultat de la négligence de l'entrepreneur qui n'avait pris aucune précaution pour mettre ces tranchées à l'abri des eaux. Fixation des indemnités dues aux propriétaires, I, 306.

§ 9. Dommages provenant de la pose de fils télégraphiques. — Allocation d'une indemnité à un propriétaire à raison du trouble apporté à sa jouissance par l'établissement et le maintien pendant deux années de points d'appui posés sur sa maison pour le service des lignes télégraphiques, V, 692.

### III. Dommages ne donnant pas lieu à indemnité.

§ 10. Questions diverses. — La suppression, par l'effet de la construction d'une digue, d'une partie des voies de communication qui aboutissaient à une propriété ne constitue pas un dommage direct et matériel donnant ouverture à indemnité, III, 46. La gêne momentanée que l'exécution de travaux sur la voie publique apporte aux communications d'une propriété ne constitue pas un dommage donnant lieu à indemnité, spécialement l'interruption, pendant l'exécution de travaux de voirie, de la circulation à l'extrémité d'une avenue ne peut motiver une demande d'indemnité de la part du propriétaire d'une maison riveraine dont l'accès est toujours resté libre du côté opposé. Dans cette situation, le conseil de préfecture peut rejeter la réclamation des propriétaires sans ordonner une expertise préalable, IV, 311. — Un allongement de parcours entre une ville et une propriété, résultant de la suppression d'un chemin pour cause d'utilité publique, n'est pas de nature à donner un droit à indemnité au propriétaire. — Dans

l'espèce, le refus d'une indemnité est motivé en outre sur ce que l'administration a remplacé la voie supprimée par un nouveau chemin qui ouvre à la propriété une communication avec la ville, 440. — Un propriétaire n'est pas recevable à réclamer une indemnité à raison du dommage que causeraient à sa propriété des travaux d'abaissement de la voie publique et d'agrandissement de trottoirs, lorsqu'il a adhéré à la proposition de l'administration de concourir à la dépense de l'entreprise, et que, soit au moment où il a donné son adhésion, soit plus tard en réclamant l'exécution des travaux, quand il était évident que ces travaux devaient avoir pour effet d'abaisser le sol de la chaussée, il n'a fait aucune réserve d'un droit à indemnité, IV, 460. — Demande d'indemnité formée par un propriétaire contre une commune, à raison du dommage que l'exhaussement de la voie publique aurait occasionné à sa propriété. Rejet motivé sur ce que le préjudice allégué se trouvait compensé par l'amélioration de l'état des lieux résultant des travaux qui ont donné lieu à la plainte (assainissement de la rue, libre écoulement procuré aux eaux stagnantes autrefois devant la propriété), V, 54. — Rejet d'une demande d'indemnité formée par le propriétaire d'une maison située le long d'une route départementale, à raison du dommage qu'il prétendait avoir été causé à son immeuble par l'abaissement du sol de la route, abaissement dont le demandeur ne justifiait pas, I, 390. — Décidé que le

réglement par le conseil de préfecture de l'indemnité due au requérant à raison du dommage que lui avait causé l'abaissement du sol de la voie publique, avait tenu compte du préjudice que devait occasionner la suppression ultérieure d'une rampe d'accès. Rejet, en conséquence, de la demande d'une allocation supplémentaire, fondée sur cette suppression, 135. — Demande d'indemnité formée par le locataire d'une boutique contre la ville de Paris, à raison du préjudice que causeraient au fonds de commerce du réclamant des travaux de nivellement qui ont eu pour résultat d'abaisser le sol de la voie publique de 0<sup>m</sup>.79 au-dessous du trottoir, de diminuer la largeur de ce trottoir et de nécessiter la pose de cinq marches pour y accéder. Rejet par le motif que le demandeur ne justifiait pas que le changement apporté aux accès de sa boutique lui eût causé un dommage direct et matériel, III, 164. — La dépréciation qu'un fonds de commerce éprouve par suite de l'exécution sur la voie publique de travaux qui, en gênant la circulation et en allongeant le parcours à faire pour arriver au magasin, aurait détourné une partie de la clientèle, de ses habitudes, ne peut être considérée comme un dommage direct donnant lieu à indemnité, I, 384. — Le préjudice que le changement de tracé d'une route départementale a pu occasionner aux riverains, soit en les privant de l'avantage de vendre un terrain comme terrain à bâtir, soit en diminuant la clientèle d'une auberge, ne peut-

être considéré comme un dommage direct et matériel, et ne saurait dès lors donner ouverture à indemnité, II, 514. — La perte de clientèle résultant pour un canal d'un règlement de police, n'est pas un dommage direct et matériel, II, 644. — La gêne momentanée que l'exécution de travaux sur la voie publique, apporte à l'industrie des riverains, ne constitue pas un dommage direct et matériel, pouvant leur donner droit à une indemnité. Dès lors, si les communications d'une usine avec une ville ont été interrompues d'un seul côté par la construction d'une route et sont restées libres quoique moins commodes du côté opposé, le conseil de préfecture, en présence de ces faits reconnus constants doit rejeter immédiatement la demande en indemnité du propriétaire. C'est à tort qu'il prescrit une expertise à l'effet de vérifier l'existence du dommage et d'en évaluer l'importance, II, 694. — La dépréciation qui peut résulter pour une maison riveraine d'une route impériale de la conversion d'une portion de cette route en un chemin vicinal, n'est pas un dommage direct et matériel donnant au propriétaire le droit de réclamer de l'État une indemnité, I, 312. — Décidé que la chute d'un pont dépendant d'un chemin vicinal, par suite d'une crue subite de la rivière, ne pouvait être attribuée aux travaux exécutés dans le lit de cette rivière en aval du pont par une compagnie de chemin de fer pour faciliter l'écoulement des eaux; que, dès lors, la compagnie ne devait pas être appelée à con-

tribuer à la dépense de reconstruction, IV, 425. — Jugé que le préjudice causé à une maison par la privation de jour et de soleil et l'humidité provenant de l'ombre que projetterait un viaduc presque contigu au bâtiment, n'était pas de nature, dans l'espèce, à donner ouverture à indemnité; que, dès lors, le conseil de préfecture avait refusé avec raison de prescrire une expertise sur le chef de demande relatif à ce dommage, V, 564. — Demande d'indemnité fondée sur le préjudice que l'établissement d'un chemin de fer aurait causé à la propriété du demandeur en l'isolant du reste du village, en diminuant le nombre et la largeur des voies qui y accédaient et en la soumettant aux inconvénients résultant de la fumée des locomotives et du bruit des trains. Rejet, attendu qu'il ne résultait pas des circonstances invoquées qu'il eût été causé au réclamant un dommage de nature à donner droit à une indemnité, V, 573. — La construction par l'administration sur les cours d'eau navigables et flottables d'ouvrages reconnus nécessaires au service public, ne peut donner lieu à des demandes d'indemnité de la part des propriétaires riverains que dans le cas où ces travaux auraient pour effet de porter atteinte à un droit de propriété. La faculté d'amarrer et de faire stationner des bateaux sur un fleuve ne constitue pas un droit inhérent à la qualité de riverain. Dès lors il n'est pas dû d'indemnité au riverain privé, par la construction d'un ouvrage d'utilité publique, de la jouis-

sance d'un port d'embarquement qu'il avait établi en vertu d'une autorisation préfectorale donnée à titre révocable et par tolérance, V, 338. — Ne constitue pas un dommage de nature à donner lieu à l'allocation d'une indemnité, le préjudice que l'abaissement du niveau d'un lac, opéré pour cause d'utilité publique, a causé aux propriétaires riverains en déterminant soit l'affaissement de parcelles de terrains qui reposaient sur un banc de tourbe sans consistance, soit l'ébranlement, par la dépression du sol, de maisons voisines des terrains submergés, V, 475. — Suspension de l'exploitation d'une carrière dans la zone d'un chemin de fer où cette exploitation n'est pas permise, IV, 296.

#### IV. Dommages donnant ou ne donnant pas ouverture à indemnité, questions diverses.

§ 11. Dommage éventuel. — Demande d'indemnité formée par le concessionnaire d'un pont contre une compagnie de chemin de fer à raison de travaux exécutés par cette compagnie sur la rivière, et notamment de l'établissement d'un pont qui aurait modifié le régime des eaux et exposerait dans l'avenir le pont du demandeur à des détériorations graves ou même à une ruine complète. Décidé que, dans l'état de l'instruction et en présence de simples éventualités, les bases manquaient pour apprécier le départ qu'il y aurait lieu de faire, si les accidents signalés se réalisaient, entre la responsabilité pouvant incomber à la compagnie et celle

qui devrait rester à la charge du demandeur à raison des vices de construction que la compagnie reproche au pont dont il a la jouissance, Annulation d'un arrêté par lequel le conseil de préfecture avait condamné, dès à présent, la Compagnie à payer les travaux qu'il serait nécessaire de faire pour consolider cet ouvrage. Réserve au demandeur de poursuivre devant ledit conseil la réparation des dommages matériels que son pont aurait actuellement subis, IV, 617. — Un particulier à qui le conseil de préfecture alloue une indemnité représentant le prix de travaux reconnus nécessaires pour préserver sa propriété du danger d'inondation résultant d'un ouvrage public exécuté en lit de rivière, n'est pas fondé à demander acte de la réserve par lui faite de son droit à réclamer une nouvelle indemnité en cas de nouvelle inondation, III, 357. — Une demande d'indemnité fondée sur ce que la construction d'une digue le long d'un fleuve exposerait un établissement au danger des inondations, doit être rejetée, quant à présent, si le requérant ne justifie d'aucun préjudice actuellement appréciable, III 46. — Décidé que l'expertise avait dû être refusée pour l'appréciation de dommages qui ne devaient se réaliser que dans l'avenir, tels que ceux qui proviendraient de l'ébranlement d'un viaduc au passage des trains ou de la chute des corps venant à tomber du viaduc, V. 564. — Décidé que les travaux de consolidation de la voie d'un chemin de fer sur les bord d'un fleuve avaient

eu pour effet d'augmenter la dépense de construction d'une digue établie sur la rive opposée pour la défense d'une propriété et de détruire des terrains situés entre la digue et le lit du fleuve; qu'en conséquence, la compagnie était responsable de ce double dommage. Allocation au propriétaire d'une somme pour l'exécution de travaux de défense et d'une autre somme à raison de la perte, actuellement réalisée, ou qui se réalisera par la suite, des terrains situés au delà de l'alignement de la digue. — Annulation de la disposition d'un arrêté du conseil de préfecture, portant que le propriétaire n'avait, quant à présent, droit à aucune indemnité pour les terrains destinés à disparaître, dans un avenir plus ou moins éloigné, sous l'action des corrosions successives du fleuve, V. 363. — Un propriétaire qui a commencé des constructions le long d'une rue de Paris, suivant le relief actuel de la voie publique, n'est pas fondé à réclamer une indemnité à raison du préjudice éventuel que lui causera un nivellement projeté, mais non encore exécuté dont un arrêté préfectoral lui fait connaître les dispositions pour prévenir, au moment où le sol de la rue sera abaissé, une demande d'indemnité exagérée, V, 439.

§ 12. Dommages futurs. — Expertise ordonnée à l'effet d'apprécier les dommages pouvant résulter, pour un syndicat, de changements ordonnés par l'Etat, dans un système d'endiguements, II 496. — Dommages périodiques. — Fixation d'une indemnité dé-

finitive de dépréciation, III, 23, 230.

§ 13. Indemnité refusée à raison des circonstances. — Question de savoir si les dommages occasionnés à une propriété par le débordement d'une rivière ont été la conséquence de la construction d'un pont établi pour le passage d'un chemin de fer, et si, dès lors, la compagnie concessionnaire est responsable. Solution négative, III, 653. — Recours d'une compagnie d'assurances contre une compagnie de chemin de fer en remboursement de la somme que la demanderesse a payée au propriétaire d'un bateau brisé contre un pieu de fondation d'un pont en construction sur une rivière navigable. Jugé que l'accident provenait, non de l'insuffisance de précautions prises par la compagnie du chemin de fer, mais de la faute du conducteur du convoi de bateaux qui s'était engagé dans une passe non navigable, malgré les signaux qui lui indiquaient la passe ménagée à la navigation, II, 440. — Décision au sujet de dommages occasionnés à une propriété par les infiltrations d'un canal de navigation. Jugé que ces dommages auraient été évités, si le propriétaire avait convenablement exécuté les ouvrages indiqués par le conseil de préfecture et pour lesquels une somme avait été allouée au requérant. Rejet de la demande d'indemnité, III, 198. — Demande d'indemnité à raison de dommages qui auraient été causés à une propriété par le déversement du trop plein des eaux d'un canal de navigation.

Rejet par le motif que les réclamants n'établissent pas que les dommages aient eu lieu sur leur propriété, III, 78. — Demande d'indemnité à raison de dommages causés à des propriétés par suite de l'abaissement du sol de la voie publique. Rejet pour défaut de justification, III, 8.

§ 14. Exception de propriété. — Une compagnie de chemin de fer, tenue par son cahier des charges de payer les indemnités dues pour tout dommage quelconque résultant des travaux, n'est pas fondée à opposer aux réclamants cette considération qu'elle s'est bornée à user de son droit de propriété en travaillant sur son propre fonds, et que si des propriétaires voisins prétendent que ce fonds est grevé à leur profit d'une servitude *non ædificandi*, c'est une question de la compétence des tribunaux, II, 466. — Une compagnie de chemin de fer dont les ouvrages ont intercepté les sources alimentaires d'un lavoir communal, ne saurait, pour repousser l'action en indemnité de la commune, exciper du droit qu'elle aurait eu, comme propriétaire, de faire des fouilles sur son terrain, lorsque, par la construction d'un nouveau lavoir, elle s'est reconnue elle-même obligée à réparer le dommage qu'elle a causé à la commune. Si le nouveau lavoir n'est pas convenablement pourvu d'eau, il appartient au conseil de préfecture de constater les travaux complémentaires qui restent à faire, et d'évaluer le montant des indemnités

dues à la commune pour l'exécution de ces travaux dans le cas où la compagnie refuserait ou négligerait de les faire exécuter elle-même. Décidé que la compagnie ne justifiait, relativement au remplacement du lavoir, d'aucune convention intervenue entre elle et la commune qui motivât l'incompétence du conseil de préfecture, II, 96. — Une commune dont les travaux ont détourné une source de son cours naturel et diminué ainsi la force motrice de diverses usines, défend à la demande d'indemnité formée par les usiniers, en alléguant qu'elle est devenue propriétaire de la source et d'une partie du fonds où ladite source prend naissance, et que dans les conditions où elle la possède, elle est fondée à se prévaloir des dispositions de l'art. 641 du Code Napoléon, qui l'autorisent à en disposer à sa volonté. Dans cette situation, le conseil de préfecture, saisi de l'action en indemnité, doit surseoir à statuer jusqu'à ce que l'autorité judiciaire ait prononcé tant sur les droits à la propriété de la source, prétendus par la commune, que sur les droits invoqués par les usiniers à l'usage des eaux interceptées, IV, 364. — La société d'un canal, actionnée en indemnité devant le conseil de préfecture à raison de corrosions occasionnées par les eaux à des terres riveraines, soutient que la propriété du réclamant ne s'étend pas jusqu'aux terrains corrodés; que ces terrains sont au contraire la propriété de la société qui les aurait acquis pour l'établisse-

ment du canal. Les parties produisent respectivement les titres de propriété invoqués par elles. Dans cette situation, la question d'indemnité se trouve subordonnée à une question de propriété dont la connaissance appartient à l'autorité judiciaire, et le conseil de préfecture doit surseoir à statuer jusqu'après jugement de cette question, 48.

§ 15. Propriété indivise. — L'un des propriétaires d'un immeuble indivis a adhéré, tant en son nom personnel qu'au nom de ses copropriétaires, à l'indemnité offerte par l'administration pour détériorations passées et futures résultant des infiltrations d'un canal et pour l'exécution d'ouvrages destinés à préserver la propriété de nouveaux dommages. Un mandat de la somme stipulée a été délivré par le préfet à tous les propriétaires, qui en ont reçu le montant après l'avoir tous revêtu de leur acquit. Dans ces circonstances, il y a lieu de rejeter les nouvelles demandes d'indemnité de quelques-uns des copropriétaires qui prétendent être restés étrangers à la convention précitée, III, 230.

§ 16. Qualité pour réclamer. — Fin de non-recevoir opposée à une demande d'indemnité de dommage, et tirée de ce que cette demande aurait été formée postérieurement à la vente que le propriétaire aurait faite de son immeuble. Rejet, attendu que l'indemnité a été réclamée avant la vente, et que le contrat renfermait à cet égard des réserves



au profit du vendeur, III, 75. — L'acheteur d'un immeuble à qui le vendeur a cédé ses droits à une indemnité due pour la réparation de dommages antérieurement causés par des travaux publics, a qualité pour réclamer cette indemnité devant le conseil d'Etat, IV, 374.

§ 17. Acquiescement prétendu. — Un propriétaire peut, sans acquiescer à l'arrêté qui lui alloue une indemnité de dommage, recevoir sans réserve le paiement de cette indemnité postérieurement au pourvoi qu'il a formé contre la décision du conseil de préfecture, IV, 366.

§ 18. Chose jugée. — Annulation, pour violation de la chose jugée, de la disposition d'un arrêté par laquelle le conseil de préfecture alloue à un particulier une indemnité à raison d'un chef de demande (dépréciation pour difficulté d'accès) qu'il avait rejeté virtuellement par une décision précédente, III, 687. — Des propriétaires riverains d'une ruelle incorporée à un chemin de fer ont réclamé devant le jury d'expropriation des indemnités pour dépossession du sol et pour dommages accessoires à leurs maisons. L'allocation d'indemnité par le jury a été subordonnée à la condition que les réclamants justifieraient de leur droit de propriété sur la ruelle. Cette condition ne s'est pas réalisée, un jugement ayant déclaré depuis leur prétention mal fondée. Dans cette situation, les propriétaires sont fondés à se pourvoir en indemnité devant le conseil de pré-

fecture, à raison du dommage qui consisterait pour leurs maisons dans la difficulté d'accès à la ruelle. La décision du jury ne saurait être opposée comme une fin de non-recevoir à leur demande, II, 7.

§ 19. Dommages aux personnes. — Lorsque l'entrepreneur des travaux d'un chemin de fer pour le compte de la compagnie concessionnaire a été condamné correctionnellement comme coupable d'avoir causé par imprudence la mort d'un particulier qui est tombé dans une tranchée, l'action en indemnité dirigée par la veuve contre la compagnie, comme responsable de la négligence et de la faute de son agent, n'est pas de celles qui peuvent être décidées par application des clauses du cahier des charges de l'entreprise, et dont il appartient aux conseils de préfecture de connaître en vertu de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an 8, IV, 1. (La note placée au bas de la page 4 de cette décision doit être supprimée.)

§ 20. Législation sarde. — Décidé, par application du décret du 26 novembre 1860, qu'il appartient au conseil d'Etat français de statuer sur la question de savoir si une ville, pour assurer le paiement des condamnations prononcées à son profit en réparation des dommages que lui ont causés les travaux d'une compagnie d'endiguement, est fondée à frapper de séquestre les sommes dues par l'Etat à cette compagnie; question dont la ville avait saisi le conseil d'Etat de

Sardaigne conformément à la législation de ce pays, IV, 416.

— Jugé, au fond, qu'il n'y avait pas lieu de maintenir le séquestre, la ville ne justifiant pas qu'elle fût exposée à perdre la garantie de sa créance dont le montant était d'ailleurs indéterminé, 416.

#### INDEMNITÉ D'EXPROPRIATION. —

*Voir* Dépens, Jury, Locataire, Offres et demandes, Usufruitier.

— L'occupation définitive par l'administration du lit d'un cours d'eau non navigable ne donne pas ouverture à indemnité, I, 423.

— Prescription. *Voir* Dette de l'Etat.

(1) Expropriation et dommages connexes ou distincts. — La partie expropriante à la charge de laquelle le jury a mis une indemnité de dépossession d'un terrain incorporé à la voie publique ne peut pas, devant la Cour de cassation, se plaindre de ce que, contrairement à l'article 50 de la loi du 16 septembre 1807, le jury aurait alloué en sus de l'indemnité d'expropriation, une indemnité de dépréciation du terrain non exproprié; si, devant le jury, elle n'a pas conclu à ce que la disposition précitée de la loi de 1807 reçût son application; en tout cas, cette disposition est inapplicable lorsque le terrain auquel a été affectée l'indemnité de dépréciation n'a jamais été bâti, V, 395. — Il appartient à l'autorité judiciaire d'interpréter les décisions du jury d'expropriation et de décider, dès lors, entre un propriétaire et une compagnie de chemin de fer, la question contestée de savoir si l'indemnité

fixée par le jury pour l'expropriation du tréfonds d'un terrain, a compris ou non le dommage éventuel pouvant résulter de l'ouverture d'un souterrain à travers le terrain exproprié. Le conseil de préfecture, saisi par le propriétaire d'une demande d'indemnité fondée sur la suppression d'une source dont la perte proviendrait de l'exécution des travaux, doit surseoir à statuer jusqu'à ce que le sens et la portée de la décision du jury aient été déterminés par les tribunaux, V, 354. — Une compagnie de chemin de fer ayant occupé définitivement une partie de la cour de la maison d'un des propriétaires, jugé que le conseil de préfecture était incompétent pour statuer sur la demande d'indemnité formée tant à raison de cette dépossession que des dommages de toute nature qui en seraient la conséquence, tels que la suppression des accès à la route; renvoi des parties devant les autorités instituées par la loi du 3 mai 1841, pour être statué sur cette demande, IV, 119. — Quand une rue communale a été expropriée dans une partie de sa largeur pour l'établissement d'un chemin de fer, l'indemnité réglée par le jury au profit de la commune comprend celle à laquelle les riverains peuvent prétendre, à raison du dommage que leur causerait le rétrécissement de la voie publique, I, 281. — Une compagnie de chemin de fer qui a acquis une portion du sol d'une place communale par expropriation, et payé à la commune l'indemnité réglée par le jury, n'est

pas libérée de toute action en dommages de la part des propriétaires riverains à qui elle cause plus tard un préjudice en exhaussant la voie publique; c'est au conseil de préfecture qu'il appartient de connaître des réclamations des propriétaires à cet égard. 284. — Le conseil de préfecture, saisi d'une demande d'indemnité par un particulier contre une compagnie de chemin de fer, à raison de la dépréciation permanente qui résulterait pour le demandeur de l'abaissement de voies publiques aux abords de sa propriété, déclare à tort cette demande non recevable, alors que la compagnie allègue que ce dommage a été compris dans une indemnité précédemment allouée au propriétaire en vertu d'un acte de cession amiable de terrain, et que le propriétaire soutient qu'à l'époque de la cession, le travail d'abaissement des voies publiques n'était pas même projeté. En présence de cette contestation, le conseil de préfecture doit surseoir à statuer sur la demande d'indemnité jusqu'à ce que l'autorité judiciaire, seule compétente pour interpréter les contrats de droit civil, ait déterminé le sens et la portée de l'acte de cession, V, 377. — Il appartient au conseil de préfecture de connaître d'une demande d'indemnité formée par un propriétaire contre une compagnie de chemin de fer, à raison du préjudice que causerait au demandeur la perte des eaux de son domaine, interceptées par suite de l'établissement de ce chemin. En vain le propriétaire sou-

tient que le règlement de cette indemnité est de la compétence du jury d'expropriation comme se rattachant à la dépossession qu'il a subie lors de la construction du chemin de fer, et ayant été de sa part, à cette époque, l'objet de réserves devant le jury. La perte des eaux n'était pas une suite certaine et nécessaire de l'expropriation; elle n'était qu'une conséquence éventuelle des travaux à exécuter; il s'agit donc d'apprécier un dommage qui n'était ni certain ni connu lors de l'expropriation, V, 447. — Le jury appelé à fixer l'indemnité due pour le dommage que causeront à une propriété les travaux projetés pour l'assainissement d'une source, doit mesurer cette indemnité tout à la fois sur la valeur des parcelles expropriées et sur la dépréciation, pourvu qu'elle apparaisse comme le résultat direct et certain des travaux en vue desquels l'expropriation a été prononcée; l'indemnité devant être préalable à l'expropriation, elle doit être fixée avant que l'influence des travaux sur la propriété se soit réalisée par des faits accomplis, II, 723. — Le conseil de préfecture se déclare avec raison compétent pour connaître de la demande en indemnité d'un propriétaire contre un concessionnaire des travaux de voirie, fondée sur le dommage que causerait à la maison du demandeur l'exhaussement du sol d'une rue, en renvoyant d'ailleurs les parties devant l'autorité judiciaire, pour faire déterminer le sens et la portée d'une décision du jury d'expropriation, qui, d'après le

défendeur, aurait compris ce dommage dans une indemnité de dépossession d'une partie de l'immeuble. On ne saurait prétendre que le conseil de préfecture ne devait pas retenir la connaissance d'une demande relative à un dommage qui était la suite nécessaire de l'expropriation, V, 464. — L'indemnité d'expropriation comprend la valeur de la portion d'immeuble dont le propriétaire est privé et la dépréciation de la portion qui reste entre ses mains. Quant à la privation de jouissance pendant l'exécution des travaux, c'est un dommage étranger à l'expropriation; il appartient au conseil de préfecture de statuer sur la demande d'indemnité y afférente, II, 704. — Quand, après une cession amiable, le propriétaire prétend qu'il lui est dû une indemnité accessoire, et demande la nomination d'un magistrat directeur du jury, le jugement qui fait droit à la requête peut être attaqué par voie de tierce opposition par la partie expropriante. Le jugement qui, sur cette opposition, a rétracté la première décision en déclarant que l'indemnité réclamée ne pouvait être fixée que par les tribunaux administratifs, ne peut être attaqué que par la voie de l'appel, et n'est pas susceptible d'un recours en cassation, II, 600. — Les conseils de préfecture, seuls compétents pour fixer les indemnités dues pour les dommages résultant de l'exécution de travaux publics, cessent de l'être quand ces dommages sont la conséquence actuelle et nécessaire d'une expropriation pour cause d'utilité

publique; c'est au jury qu'il appartient alors de fixer l'indemnité, III, 660. — Interprétation de la décision du jury; compétence judiciaire, III, 161.

(2) Bases non conformes au jugement d'expropriation, nullité, I, 158. — Est nulle la décision par laquelle le jury fixe l'indemnité, non suivant les termes du jugement d'expropriation, mais suivant des modifications proposées par l'expropriant et dont l'acceptation par l'exproprié n'est pas suffisamment établie, III, 694.

(3) Détermination; contenance. — Il y a indemnité suffisamment déterminée lorsque le jury a fixé une indemnité différente suivant que la contenance du terrain exproprié aura telle ou telle quantité de mètres. L'évaluation peut être facilement faite avec cette base fixe, dans le cas où la contenance serait comprise entre les deux limites extrêmes indiquées par le jury, II, 17. — Le jury peut accorder une somme fixe par indemnité réglée à tant par mètre, si, d'ailleurs, rien ne constate une difficulté sur la contenance des terrains expropriés; les réserves de mesurer ultérieurement ces terrains ne constituent pas un véritable litige sur la contenance, V, 6.

(4) Fixation en bloc. — Lorsque aucune contestation ne s'est élevée sur la désignation et la contenance de l'immeuble exproprié, l'indemnité peut être fixée en bloc; il n'est pas nécessaire qu'elle soit fixée à tant par mètre, III, 321. — Lorsque l'indemnité réclamée à raison du déplacement d'une industrie et de l'éviction d'un immeuble a été l'ob-

jet d'un chef de demande en bloc, le jury, allouant aussi en bloc une somme unique, a statué sur le chef de la demande tel qu'il était formulé, III, 321.

- (5) Indemnité unique; chefs distincts de demande. — Le jury peut valablement allouer une indemnité unique sur une demande de l'exproprié divisée en plusieurs chefs, s'il résulte des termes de la décision que cette indemnité unique répond à tous les chefs de demande, III, 255; — V, 6. — Le jury peut comprendre dans une allocation unique toutes les demandes formées par l'exproprié; il n'est pas nécessaire qu'à chaque chef corresponde une allocation distincte, pourvu qu'il soit constant que tous les éléments de la demande sont entrés dans la décision, III, 51. — Le jury doit, à peine de nullité, statuer sur tous les chefs de demande qui lui sont soumis; bien qu'il ne soit pas tenu de s'expliquer formellement et par dispositions distinctes sur chacun de ces chefs, il n'en faut pas moins qu'il résulte des termes mêmes de sa décision qu'il s'est préoccupé de tous les chefs de la demande, V, 4. — L'allocation d'une indemnité unique est régulière, quoiqu'il y ait, par l'exproprié, plusieurs chefs de demande, si de la décision du jury, il résulte que cette indemnité unique est allouée pour toutes les causes diverses qui faisaient l'objet des demandes, II, 44. — Le jury peut comprendre dans une indemnité unique plusieurs chefs de demande; dès qu'aucune contesta-

tion ne vient contredire la présomption que cette allocation unique comprend tous les chefs de demande, sa décision est régulière, II, 190. — La fixation par le jury, d'une indemnité unique, en réponse à des conclusions qui font masse du chiffre de la demande fondée sur divers éléments d'indemnité, est présumée comprendre tous ces éléments, si rien ne vient contredire cette présomption, II, 267. — Quand une indemnité est réclamée conjointement par un propriétaire et un usager, avec réserve réciproque de faire régler leur part respective par les tribunaux, le jury peut fixer une indemnité unique, bien que chacun des intéressés estime à une somme différente la valeur de la parcelle litigieuse, si, d'ailleurs, il juge que l'indemnité due est inférieure à la moindre des deux demandes, II, 282. — Une indemnité unique, réclamée au nom personnel du propriétaire exproprié, répond aux différentes causes de préjudice énumérées par celui-ci dans ses conclusions annexées au procès verbal. Il n'y a pas nécessité de diviser dès que ce propriétaire n'allègue aucune indivision, IV, 406. — Lorsque l'exproprié a fait une demande d'indemnité en bloc et sans aucune distinction, l'indemnité unique allouée dans les mêmes termes implique nécessairement une indemnité pour tout ce qui pouvait faire l'objet de l'expropriation, 17. — Propriété indivise. — La propriété indivise d'un immeuble exproprié n'oblige pas le jury à fixer des indemnités distinctes;

c'est aux propriétaires indivis à se répartir l'indemnité allouée, IV, 210. — L'exproprié à qui le jury a accordé une indemnité unique, pour tout dommage, ne saurait être fondé à prétendre que dans cette indemnité n'est pas entrée la valeur des richesses minérales existantes sous son sol, alors surtout qu'il n'a lui-même demandé qu'une indemnité unique, et non pas deux indemnités distinctes, 155. — Lorsque le jury alloue une indemnité unique à raison d'une demande fondée sur divers éléments d'indemnité, mais résumés dans un chiffre total, la présomption est que l'indemnité allouée s'applique à tous les éléments de la demande, et il n'y aurait violation de la loi que s'il résultait du procès-verbal une preuve contraire à cette présomption, I, 513.

- (6) Indemnités distinctes. — Une indemnité distincte doit être accordée au propriétaire de l'immeuble exproprié, qui exerce en même temps une industrie dans sa propriété; il en est de même de l'usufruitier, qui n'est placé dans l'exception de l'article 39 de la loi du 3 mai 1841 qu'au regard du propriétaire. Si donc l'usufruitier exerçant sa profession dans l'immeuble dont il a l'usufruit, réclame deux indemnités distinctes, l'une pour son droit d'usufruit, l'autre pour la dépossession de son industrie, le juge la lui refuserait à tort et en violation des articles 38 et 39, V, 728. — Est nulle la décision par laquelle le jury saisi de deux demandes distinctes d'indemnité, l'une pour l'exproprié

personnellement, l'autre tant en son nom qu'au nom de sa fille mineure, à raison d'une indivision existante entre eux, alloue une seule indemnité, sans distinguer entre celle due à raison de la propriété indivise et celle due à raison du déplacement de l'industrie personnelle à l'exproprié lui-même, II, 709. — Le jury doit, à peine de nullité, statuer sur tous les chefs de demandes qui lui sont soumis, lorsque, outre l'indemnité de la valeur des terrains expropriés, les demandeurs réclament d'autres indemnités pour la dépréciation du terrain restant, III, 534. —

(7) Indemnité pécuniaire. — Est nulle la décision du jury d'expropriation qui fixe l'indemnité partie en argent, partie en autres valeurs, sans qu'il apparaisse d'aucun consentement des parties. L'indemnité doit être fixée en argent, à moins d'un consentement formellement donné, III, 3. — L'indemnité doit, à peine de nullité, à moins de consentement formel des parties, être fixée en argent; il y a donc nullité si elle a été fixée en travaux à exécuter par l'expropriant alors que le consentement des parties n'est pas constaté, IV, 586. — Est nulle la décision du jury qui fixe l'indemnité partie en argent, partie en arbres existants sur le terrain exproprié; l'indemnité doit être fixe et déterminée en argent à moins qu'il n'y ait eu accord entre toutes les parties intéressées, III, 20; — V, 597. — L'indemnité doit être fixée exclusivement en argent, et l'on ne saurait comprendre dans cette indemnité la valeur des maté-

rioux à provenir de la démolition de l'immeuble exproprié. Mais l'offre des matériaux faite en dehors de l'indemnité en argent, par l'expropriant, à l'exproprié, ne saurait, qu'elle soit acceptée ou refusée, vicier en rien la décision qui fixe l'indemnité en argent, V, 744. — Est nulle la décision du jury qui accorde aux expropriés, outre la somme d'argent réclamée par eux, les matériaux à provenir des immeubles atteints par l'expropriation. Le jury ne peut, d'une part, allouer à l'exproprié autre chose qu'une somme d'argent, que du consentement exprès de toutes les parties; d'autre part, dépasser, dans l'indemnité allouée, la somme d'argent demandée en y ajoutant la valeur des matériaux, V, 397. — La déclaration faite à l'audience par l'expropriant qu'il abandonne à l'exproprié les matériaux de démolition, à la charge par lui d'en faire l'enlèvement, est une allocation faite en dehors et en sus des offres, et qui, à ce titre, n'a pas besoin d'être acceptée pour justifier l'exception au principe d'après lequel l'indemnité doit être réglée en argent, II, 192. — L'indemnité doit consister uniquement en une somme d'argent mise à la disposition immédiate du propriétaire; à moins que celui-ci, d'accord avec l'expropriant, n'ait consenti à être payé en d'autres valeurs. Dans ce cas, le procès-verbal doit en faire une mention expresse. — En l'absence d'une convention semblable, le jury ne peut réserver à l'exproprié le bois et les récoltes qu'il n'avait pas demandés, II, 743. — Lorsque

l'exproprié a réclamé une indemnité pour relever ses murs de clôture, le jury ne peut décider que l'administration procédera elle-même à la reconstruction, II, 704.

(8) Litige sur le droit; indemnité alternative, I, 395. — Indemnité hypothétique, IV, 526. — Un litige n'empêche pas le jury de fixer l'indemnité qui, alors, doit être conditionnelle et hypothétique, III, 66. — Le magistrat directeur du jury est incompétent pour rejeter la réquisition d'acquisition totale de l'immeuble exproprié; il doit, au contraire, y faire statuer par le jury qui, dans ce cas, est tenu de fixer deux indemnités alternatives pour les deux hypothèses d'expropriation partielle et d'expropriation totale, III, 663, 665. — Lorsque la décision du jury fixe une indemnité dans les deux hypothèses d'une expropriation partielle ou d'une expropriation totale, la nullité dont elle est entachée relativement à l'expropriation totale (faute d'offre dans le délai légal) emporte la nullité de la décision sur l'expropriation partielle; il y a indivisibilité de la décision, V, 269. — En cas de désaccord sur la parcelle expropriée, le jury ne peut le trancher lui-même; il doit fixer une indemnité alternative ou hypothétique pour la répartition être faite après vérification, 729. — S'il y a contestation sur le droit à une servitude d'arrosage et d'abreuvement, alors que la suppression de cette servitude résulte de l'expropriation, le jury doit fixer l'indemnité d'une manière éventuelle pour le cas où ce droit

serait reconnu par l'autorité judiciaire, III, 660. — Lorsque l'autorité supérieure prescrit à l'expropriant un travail et que le jury alloue une indemnité différente selon que ce travail sera exécuté ou non, cette indemnité a un caractère fixe qui satisfait aux prescriptions de la loi, II, 16.

(9) Indemnité certaine. — L'expropriation ne comprend pas le mobilier appartenant au locataire, et la production d'une note détaillée estimative de ce mobilier ne rend incertaines ni la demande d'indemnité ni la décision du jury, alors surtout qu'il résulte du procès-verbal des opérations du jury que, dans la pensée de l'exproprié et de l'expropriant, le mobilier était en dehors de l'indemnité demandée, I, 323.

(10) Dommage éventuel. — Si en règle générale l'indemnité fixée par le jury doit comprendre tous les chefs de demande, il n'en saurait être ainsi quand un de ces chefs porte sur un dommage dont l'existence et l'étendue sont subordonnées à des travaux ultérieurs. C'est avec raison que le magistrat directeur soumet immédiatement au jury le règlement de l'indemnité afférente à l'expropriation, tous droits réservés, et refuse un sursis demandé pour l'instruction du chef relatif au dommage, II, 424. — Le jury, en fixant une indemnité pour un dommage certain et actuel résultant de l'expropriation, ne peut réserver l'indemnité applicable aux dommages éventuels qui pourraient résulter des modifications apportées au régime des eaux par suite des travaux dont l'utilité publique

a été déclarée, III, 465. — La diminution éventuelle de la force motrice d'une usine, par suite de l'exécution des travaux de l'expropriant, peut faire l'objet d'une réserve dans l'appréciation que le jury a à faire de l'indemnité accordée pour la partie expropriée, si le procès-verbal constate que cette réserve a eu lieu d'un commun accord, III, 504. — Un particulier exproprié de parcelles de bois ne peut demander une indemnité à raison du dommage que cette expropriation pourra entraîner ultérieurement pour une scierie qu'il conserve. C'est là un dommage éventuel et incertain qui ne donne pas lieu à la fixation actuelle d'une indemnité. La réserve qui est faite par le magistrat directeur suffit pour la conservation des droits des particuliers, III, 513. — Il appartient au jury, dans la fixation d'une indemnité réclamée en bloc pour la valeur du terrain exproprié et pour diverses dépréciations dont le propriétaire soutient que la portion restante de la propriété serait menacée, de déterminer seulement l'indemnité due pour le dommage actuel et certain résultant de l'expropriation, en réservant au demandeur ses droits à l'indemnité applicable aux dommages qui pourraient résulter ultérieurement de faits incertains au moment de l'expropriation, III, 540. — Le jury n'a mission que pour fixer les indemnités dues à raison d'expropriations judiciairement prononcées ou de faits actuels résultant de ces expropriations et susceptibles d'une appréciation définitive; il doit, en conséquence,



se refuser à évaluer l'indemnité à laquelle l'exproprié prétendrait en raison de l'éventualité d'un dommage futur qui pourrait naître d'un événement ultérieur et encore incertain. Si cet événement venait à se réaliser, en tout ou en partie, le dommage ne résulterait plus de l'expropriation elle-même, et, dès lors, la réparation ne pourrait être demandée au jury, III, 251. — Lorsque l'expropriation n'a eu pour objet que le terrain et non les constructions, il n'est pas nécessaire que des offres séparées aient été faites à l'égard de ces dernières; une indemnité éventuelle a pu être accordée, du moment où cette prétention s'est produite seulement aux débats, IV, 41. — Les offres n'ayant pas été acceptées par l'exproprié, l'expropriant a pu les modifier aux débats et demander qu'il ne fût accordé qu'une indemnité éventuelle pour le tout; le débat accepté en ces termes par toutes les parties, et l'indemnité éventuelle accordée, l'exproprié n'est plus fondé à alléguer l'irrégularité, 41. — Le jury n'est tenu de fixer une indemnité que pour les portions expropriées; mais il n'est pas tenu de fixer d'office et éventuellement une indemnité pour le cas où des travaux promis n'auraient pas été exécutés, 34. — Est à l'abri de toute censure la décision du jury qui a réglé l'indemnité due à raison du dommage actuel et certain; elle n'a pas à s'appliquer sur un dommage éventuel et incertain, tel spécialement le dommage qui pourrait résulter de la suppression de fours à chaux menacés par l'expropriation d'un

terrain devant servir à l'établissement d'un chemin de fer, V, 393. — Est nulle, comme ayant statué *Ultra petita* la décision du jury qui, après avoir accordé à l'exproprié la totalité de l'indemnité par lui demandée pour tous les objets de la demande, lui réserve cependant un droit ultérieur à des dommages intérêts pour la dépréciation possible d'un de ses immeubles, que les travaux faits par l'expropriant pourraient amener, V, 399. — Conclusions devenues sans intérêt. — Le jury n'est pas tenu de fixer une indemnité pour une éventualité qui, tout en ayant été l'objet de conclusions de la part de l'une des parties dans le cours de l'instance, a cessé d'avoir de l'intérêt au moment de la décision, II, 132.

(11) Chiffre inférieur aux offres. — L'indemnité fixée par le jury ne peut être inférieure au chiffre déterminé dans les offres de la partie expropriante, III, 510.

(12) Propriété indivise. — Ne contient aucune nullité la décision du jury qui fixe l'indemnité, non pour la propriété toute entière d'un immeuble, mais pour les deux tiers indivis de la propriété appartenante à deux personnes déterminées, sans aucunement s'expliquer sur le dernier tiers indivis, appartenant à une troisième personne à l'égard de laquelle il ne paraît pas qu'il y ait eu expropriation prononcée, III, 249.

(13) Dénomination inexacte de l'immeuble. — La décision du jury, désignant sous la dénomination de maisons les portions d'immeubles et les terrains expro-

priés à raison desquels l'indemnité est fixée, ne présente aucune équivoque et ne viole pas la loi, s'il résulte du procès-verbal, ainsi que de l'ensemble et de la concordance de tous les actes de la procédure, que le jury a entendu appliquer la dénonciation de maisons à toutes les portions d'immeubles indiquées par le jugement d'expropriation, III, 511.

- (14) Désignation de la partie de l'immeuble. — La décision du jury précise suffisamment la portion d'un immeuble auquel elle applique l'indemnité fixée, si elle se réfère au jugement d'expropriation qui lui-même désignait très-nettement la partie de l'immeuble dont la dépossession a été prononcée, II, 1.

- (15) Erreur matérielle. — La transposition dans l'allocation de l'indemnité, qui attribue à la propriété l'indemnité pour privation de jouissance, et réciproquement, ne saurait entraîner la nullité de la décision du jury, si cette erreur est rectifiée dans le procès-verbal et s'il en résulte que l'indemnité totale est supérieure à la totalité des offres, IV, 430.

- (16) Erreur sur la contenance. — L'erreur sur la contenance des parcelles expropriées n'est pas de nature à entraîner la cassation, si elle n'a été relevée par aucune des parties, et si, d'ailleurs, il a été accordé tout ce qui était demandé, IV, 653.

- (17) Qualité pour réclamer. — Le gérant d'une société en commandite formée pour l'exploitation d'immeubles atteints par l'expropriation ne peut, dans l'instance

en règlement de l'indemnité à allouer à la société propriétaire, réclamer lui-même une indemnité en sa qualité de gérant et pour les bénéfices à lui assurés par l'acte social, s'il n'a déjà fait connaître ses prétentions à l'administration expropriante, dans le délai fixé par l'article 21 de la loi du 3 mai 1841, III, 176.

- (18) Qualité pour agir. — Lorsque s'agissant de travaux pour la confection desquels l'État s'était subrogé un concessionnaire, c'est le Préfet, et non la compagnie concessionnaire qui a poursuivi le règlement de l'indemnité, il n'y a aucune nullité qui en résulte, si l'exproprié n'a fait aucune protestation ni réserve contre cette manière de procéder, V, 743.

- (19) Tiers ayant des droits sur l'immeuble exproprié. Voir Locataire, Usufruitier. — L'intéressé qui intervient dans une affaire d'expropriation, en prétendant à un droit de propriété sur l'immeuble exproprié, doit être déclaré recevable dans son intervention, s'il s'est fait connaître dès avant le jugement d'expropriation. L'obligation existe pour le jury de statuer sur l'indemnité réclamée par cet intervenant, sauf le jugement ultérieur de la question de propriété et le magistrat directeur commet un excès de pouvoir en écartant l'intervention par le motif que le nom de l'intervenant ne se trouve point porté sur les rôles de la matrice cadastrale, V, 569.

#### INDIVISIBILITÉ.

- (1) Expropriation. — Plusieurs propriétaires; offre collective, II, 41.

- Plusieurs expropriants; offre unique, 282. — Propriété indivise; dommages; transaction avec l'un des propriétaires; adhésion des autres, III, 230. — Jury d'expropriation; plusieurs catégories d'affaires; excuse d'un juré pour cause de communauté d'intérêts avec quelques-unes des parties, III, 508. — Arrêté reproduisant les dispositions d'un précédent arrêté; délai du pourvoi, III, 547.
- (2) Alignement; travaux non autorisés; la démolition ne peut être prononcée par un jugement distinct de l'amende, III, 169, 751. — Plan d'alignement annulé; les arrêtés pris pour son exécution doivent également être annulés, III, 609.
- (3) Décompte reproduisant des articles acceptés dans un décompte précédent, V, 57. — Décision applicable à deux hypothèses, 249.
- (4) Annulation d'une condamnation de grande voirie, par suite de l'annulation de l'acte sur lequel cette condamnation est basée, III, 585.
- Infiltrations. Voir Canaux.**
- Ingénieurs. Voir Expertise, Pensions.**
- (1) Décorations, I, 75, 255, 361, 487; II, 407, 577, 753; — III, 146, 315, 459, 807; — IV, 98, 267, 356, 505, 681; — V, 169, 325, 550, 670.
- (2) Promotions, I, 361, 488; — II, 174, 408, 577, 754; — III, 146, 316, 459, 639, 807; — IV, 99, 267, 357, 505, 682; — V, 170, 327, 551, 670, 806.
- (3) Démissions, I, 271, 368, 495; — II 83, 418; III 463, 646
- (4) Décisions diverses, I, 76, 259, 362, 489, 540; — II, 82, 178, 409, 578, 754; — III, 152, 317, 460, 639, 807; — IV, 104, 268, 357, 505, 682; — V, 174, 328, 552, 671, 806.
- (5) Retraites, I, 89, 368, 496, 554; — II, 180, 418, 579, 757; — III, 160, 465, 646; — IV, 111, 511, 687; — V, 179, 331, 555, 676, 811.
- (6) Décès, I, 89, 271, 496, 544; — II, 180, 418, 579, 757; — III, 160, 320, 646, 807; — IV, 111, 511, 687; — V, 179, 676, 811.
- (7) Révocation, I, 271, 368.
- (8) Augmentation des traitements des ingénieurs des ponts et chaussées et des mines. — Décret, I 482, Circulaire, 486.
- (9) Professeurs à l'Ecole centrale des Arts et manufactures sont en service détaché, V, 178.
- (10) Cours publics (circulaire), IV, 497.
- (11) Travaux pour le compte des communes (circulaire) IV, 496.
- (11 bis) Part de responsabilité incombant aux ingénieurs et inspecteurs dans l'exécution de grands travaux d'art pour le compte d'une ville. — Un inspecteur général des ponts et chaussées a rédigé, pour le compte d'une ville, le projet et les plans d'une distribution d'eau et s'est chargé de diriger l'exécution des travaux. Toutefois, l'administration municipale reconnaissant qu'il ne pouvait, à raison de ses fonctions, diriger les détails de l'exécution, l'a invité à s'associer un ingénieur civil investi de toute la confiance de la ville et qui serait chargé de suivre l'exécution des travaux. L'inspecteur général a donné en conséquence à cet ingénieur civil, qui l'a aidé dans la rédaction du projet, pouvoir de faire pour lui tout ce qu'il jugera convenable.

ble à la distribution des eaux. Un arrêté du maire a alloué à forfait à l'inspecteur général et à l'ingénieur civil, sans faire aucune distinction entre eux, une certaine somme pour frais de rédaction des plans de direction et de surveillance des travaux. Dans ces circonstances, l'inspecteur général n'est pas fondé à repousser d'une manière absolue l'action en responsabilité intentée contre lui par la ville, à raison des vices de construction qui compromettraient l'existence des travaux, en se prévalant soit de ce que la responsabilité prévue par les articles 1792 et 2270 du Code Napoléon ne pourrait s'appliquer aux ingénieurs qui dirigent de grands travaux d'art, soit de ce que les plans et projets des dits travaux auraient été approuvés par l'autorité supérieure, soit enfin de ce qu'il n'aurait pas été chargé de surveiller les travaux. Mais il est fondé à soutenir que la ville avait entendu lui faire une situation différente de celle de l'ingénieur civil et qu'il ne peut être responsable de la mauvaise exécution des travaux que dans le cas où il serait établi qu'il a manqué à exercer la surveillance générale dont il était chargé, IV, 141. — Jugé que l'ingénieur civil, qui avait cessé ses fonctions de directeur des travaux de la ville, pour se charger à forfait de la distribution des eaux, n'était pas non plus fondé à décliner toute responsabilité à raison des vices de construction, 141. — Décision au sujet de la responsabilité encourue à raison de la chute du mur d'un réservoir. L'inspecteur général est exonéré des consé-

quences de cet accident survenu après la réception et la mise en service du réservoir et résultant du mode de réparation d'une fissure employé par l'ingénieur civil, après avoir repris ses fonctions de directeur des travaux publics de la ville. L'ingénieur civil est également déchargé de la responsabilité de l'accident, d'une part, parce que si la réparation de la fissure s'est rouverte, cette réouverture doit être attribuée à une circonstance non encore observée dans les constructions de ce genre, et qui, eu égard à l'état de la science, doit être considérée comme un cas de force majeure, savoir : la poussée produite par la dilatation des voûtes supérieures; d'autre part, parce que la chute violente du mur aurait été prévenue si l'administration avait fait vider le réservoir aussitôt que les filtrations lui ont été signalées. La question de savoir si les vices du sol doivent engager la responsabilité du constructeur qui les a signalés et a indiqué les précautions nécessaires pour en prévenir les effets, ne doit pas être appréciée en principe par le conseil de préfecture, avant qu'il ait été procédé à l'expertise prescrite par lui dans le but de déterminer les causes des avaries survenues dans les travaux, 141.

(11.ter) Recours en garantie contre un ingénieur chargé de travaux communaux. —

Le conseil de préfecture est compétent pour connaître du recours en garantie formé par une commune contre un ingénieur des ponts et chaussées à raison des

indemnités auxquelles elle a été condamnée envers des particuliers pour réparation de dommages résultant de travaux d'assainissement pour son compte sous la direction de cet ingénieur. Il appartient également au conseil de préfecture de statuer sur l'exception proposée par le défendeur et tirée de ce qu'il aurait agi en qualité d'ingénieur de l'Etat et non d'architecte de la commune; c'est à tort qu'avant de statuer, le conseil renvoie les parties devant l'administration pour faire prononcer sur cette question de qualité. Décidé, en fait, que le défendeur avait été désigné par le préfet en sa qualité d'ingénieur des ponts et chaussées, conformément à l'article 13 du décret du 7 fructidor an XIII, pour diriger les travaux d'assainissement de la commune; qu'il n'avait fait qu'exécuter un projet conçu et préparé par l'ingénieur auquel il succédait et que d'ailleurs la commune ne justifiait d'aucune faute imputable à l'ingénieur, III, 721.

(12) Indemnités départementales. Intervention du ministre des travaux publics dans la répartition de ces indemnités. Maintien et rappel des dispositions arrêtées par la circulaire du 20 août 1846 (circulaire), I, 248.

(13) Ingénieur en chef. — Tierce expertise, III, 681. — L'ingénieur en chef doit prêter serment s'il est tiers expert en vertu d'une désignation du conseil de préfecture, et non de la loi, III, 263.

INSPECTEURS. — Voir Chemins de fer.

Inspecteurs généraux des ponts et chaussées et des mines, mis, sur

leur demande, en congé illimité pour s'attacher au service des compagnies (décret impérial concernant les), IV, 73.

INSTRUCTION des affaires. — (invitation de hâter!) Circulaire, III, 304.

INTÉRÊTS :

(1) Sommes dues à un entrepreneur. — L'entrepreneur peut, à partir de la réception définitive, demander les intérêts des sommes qui lui reviennent à titre de solde du prix des travaux, IV, 539. — L'entrepreneur est en droit de réclamer les intérêts des sommes qui lui restent dues après la réception définitive. Dans ce cas, les intérêts ne courent pas seulement de la demande au conseil de préfecture; ils doivent être alloués à partir de la demande qui en a été faite au préfet, 583. — Les intérêts des sommes dues à un entrepreneur peuvent remonter, en vertu d'une transaction, à la date d'une réclamation antérieure dans laquelle l'entrepreneur ne les avait pas demandés, 640. — Un entrepreneur, après avoir reçu le solde de son compte, n'est plus fondé à élever ultérieurement des réclamations relatives aux intérêts, 276. — Les intérêts des sommes dues à un entrepreneur ne sont dus qu'à partir du jour où ils ont été demandés devant le conseil de préfecture. Une demande adressée à l'administration ne suffit pas pour les faire courir, III, 267. — La clause d'une soumission portant qu'un entrepreneur aura droit aux intérêts des sommes qui lui resteront dues après la réception des travaux ne fait pas courir ces intérêts de plein droit. Ils ne doi-

vent être alloués qu'à partir du jour où l'entrepreneur les demandes, II, 664. — Allocation d'intérêts à dater de l'époque où ils ont été demandés, I, 291, 442. — II, 452, 511. 635. — III, 23, 758. — V, 751, 770.

- (2) Intérêts pour indemnités de dommages. — Allocations, I, 114, 335, 355, 384, 387. — II, 639, 646. — III, 186, 226, 536, 713, 729. — IV, 180, 370, 392, 576. — V, 9, 50, 199, 756. Lorsque des intérêts ont été demandés au conseil de préfecture dans un mémoire sans date, ils courent de la date de l'arrêté, si l'indemnitaire ne justifie pas du jour où il les a demandés, II, 99. — Quand l'indemnité d'une occupation de terrain comprend la valeur des fruits, les intérêts ne peuvent courir avant la fin de l'occupation, 480. — Les intérêts d'une indemnité due à des propriétaires d'eaux d'arrosage détournées de leur destination pour être affectées à l'alimentation d'un canal, sont dus à partir du jour où l'Etat a eu la libre disposition des eaux, 427. — Dommages à une usine; allocation des intérêts à partir de la demande, III, 31, 42, 201. — L'indemnité due au possesseur d'une usine supprimée pour cause d'utilité publique est de plein droit productive d'intérêts à compter du jour où le propriétaire a été privé des revenus de l'usine, 522. — Les intérêts d'une indemnité de dommage ne courent pas de plein droit à partir du jour du trouble. Ils ne sont dus qu'à partir de la demande qui en a été faite par l'indemnitaire devant le conseil de préfecture ou le conseil

d'Etat. La demande des intérêts qui aurait été faite par un expert dans son rapport ne suffit pas pour les faire courir, IV, 396. — Les intérêts d'une indemnité allouée pour extraction de matériaux ne sont dus qu'à partir du jour où ils ont été demandés, 388. — Le propriétaire n'est pas fondé à prétendre qu'ils ont couru de plein droit à titre de réparation du dommage causé, 280. — Allocation, à partir de la demande qui en a été faite, des intérêts de la somme représentant la valeur de terrains emportés par les eaux, V, 363. — Allocation des intérêts à partir de la demande qui en a été faite dès le commencement des travaux d'où est résulté le dommage. Rejet de conclusions tendantes à ne fixer leur point de départ qu'à dater de leur achèvement, 776. — Allocation des intérêts de l'indemnité à partir du jour où la jouissance d'une usine a été interrompue par la démolition de la digue de retenue. Refus de la faire remonter à l'époque des projets de l'administration, 267. — Les intérêts des indemnités allouées à raison de chômages d'usines courent à partir de la demande qui en est faite et non à dater des chômages, 601.

- (3) Avances. — Les sommes avancées par un particulier à un syndicat d'irrigation avant sa constitution sont productives d'intérêts à dater du décret qui institue le syndicat et reconnaît la créance, I, 402. — Réclamation par une compagnie de chemin de fer de l'intérêt d'une somme qu'elle aurait avancée pour la reconstruction d'un viaduc à la charge de

l'Etat; refus fondé sur ce que la compagnie n'était pas mandataire de l'Etat pour la confection des travaux, qu'elle avait exécutés en vertu d'un marché à forfait, I, 442. — Décidé qu'en faisant courir les intérêts d'une somme remboursable à partir de l'avance qui en avait été faite, le conseil de préfecture avait traité la partie condamnée au remboursement plus favorablement qu'elle ne l'aurait été en vertu de l'application des conventions, 440.

- (4) **Paiement indûment perçu. Restitution.** — Les contribuables qui obtiennent la décharge, et par suite la restitution de leurs contribution directes, ne sont pas autorisés à réclamer les intérêts des sommes qui doivent leur être remboursées. Il en est de même, pour les taxes assimilées aux contributions directes, I, 298. — Un contribuable n'a pas le droit de réclamer les intérêts d'une taxe de pavage qui lui est restituée, ni des dommages intérêts, 559.

- (5) **Double emploi.** — Les intérêts d'une indemnité qui représente la privation des produits d'une exploitation rurale pendant un an, ne doivent être alloués qu'à l'expiration de l'année agricole, bien qu'ils aient été demandés antérieurement, III, 194. — Une indemnité de non-jouissance réglée par annuités n'est pas productive d'intérêts de plein droit; les intérêts ne courent qu'à dater de la demande et ne peuvent être demandés que pour des annuités échues, 486. — Les intérêts d'une indemnité de dépréciation ne peuvent être alloués cumulativement avec une indemnité annuelle

pour privation de jouissance, 599.

- (6) **Intérêts des intérêts.** — La demande ne saurait s'appliquer à des intérêts à échoir, V, 199. — Les intérêts d'une indemnité peuvent être capitalisés s'ils sont dus au moins pour une année entière et produire eux-mêmes des intérêts à partir de la demande spéciale présentée à cet effet, I, 402; II, 664; V, 199, 598, 756. — La capitalisation des intérêts autorisée par l'article 1154 du Code Napoléon ne s'applique qu'aux intérêts échus au jour de la demande; pour faire courir les intérêts des années d'intérêts échus postérieurement, il faut une nouvelle demande, II, 635. — Les intérêts des intérêts doivent être refusés lorsqu'ils sont demandés avant qu'une année d'intérêts ne soit due, IV, 539; III, 713, 226, 186. — Décidé que des entrepreneurs avaient droit aux intérêts des intérêts de sommes qui leur étaient dues depuis plusieurs années, I, 82. — Capitalisation de deux années d'intérêts échus, V, 427. — Capitalisation de deux années échues d'intérêts qui seront eux-mêmes productifs d'intérêts à partir de la demande spéciale présentée à cet effet par l'indemnitaire, 9. — Allocation des intérêts de dix années d'intérêts échus, III, 758.

**INTERPRÉTATION.** Voir Actes administratifs.

— **Interprétation d'un décret fixant les alignements d'une ville,** I, 273.

**INTERVENTION,** Voir Action.

— **Expropriation,** IV, 526, 655.

**IRRIGATIONS,** Voir Canaux d'irri-

gation, Cours d'eau non navigables.

- (1) Est légal et obligatoire l'arrêté préfectoral qui réglemente l'usage des eaux d'un canal devant servir à l'arrosage de plusieurs communes, III, 86.

- (2) Acte ancien de concession de prise d'eau, demande en interprétation. — Bien qu'aucune décision de l'autorité administrative ou judiciaire n'ait déclaré qu'il y avait lieu à interpréter un ancien acte de concession de prise d'eau pour irrigations, le ministre est néanmoins recevable à demander cette interprétation rendue nécessaire pour lever les objections que la compagnie concessionnaire élève contre un projet de règlement d'eau qui porterait atteinte au droit illimité et irrévocable qu'elle prétend avoir sur les eaux, V, 681. — Interprétation d'un acte passé le 17 Août 1554 par les présidents

et Maîtres ratiensaux de la chambre des comptes et archives du Roi en Provence pour la concession d'une prise d'eau en Durance, en faveur d'Adam de Craponne et de ses successeurs. Il est déclaré : que la concession a été faite à titre irrévocable ; que les eaux introduites dans le canal sont affectées à perpétuité au service des irrigations et des usines de la localité ; que l'administration a le droit de prendre les mesures nécessaires pour que les eaux ne soient pas détournées de leur destination ; que les eaux non utilisées pour l'œuvre de Craponne sont à la disposition de l'administration ; que ladite œuvre ne peut réclamer un droit de priorité sur les eaux qui auraient été concédées depuis 1554, V, 681.

ISLE (Syndicat du canal d'), I, 440.

IZARD, IV, 682.

J

JACOB, V, 713.

JACQUELOT, IV, 537.

JARDEIN, III, 487.

JEANSON, I, 395.

JOANNE-ROUSSEY, V, 236.

JOLLY, III, 19 ; IV, 381.

JOUGLA, V, 217.

JOURDAN, II, 709.

JUGEMENT. Voir Chose jugée, Défaut (Décision par). Sursis.

- (1) L'arrêté rendu en suite d'une expertise contradictoire, n'est

pas susceptible d'opposition, IV, 524 ; V, 601.

- (2) Décision préparatoire : n'est pas attaquant avant la décision du fonds, IV, 273, 484. — Un jugement préparatoire n'est pas susceptible d'être attaqué par la voie de l'appel, III, 693. — Un arrêté qui se borne à ordonner une expertise pour l'évaluation d'un dommage, a un caractère préparatoire ; les parties ne sont



pas tenues de l'attaquer avant la décision sur le fond, alors même, qu'à raison de ses motifs, il pourrait être considéré comme interlocutoire, I, 517.

(3) Désignation des parties. — Le conseil de préfecture, bien que le dispositif de son arrêté ne contienne pas le nom des parties auxquelles il alloue une indemnité, les désigne suffisamment en visant leurs noms et en s'y référant, V, 81.

(4) Recours. — Maître; domestique. — L'arrêté par lequel le conseil de préfecture statue sur une convention imputable tant au maître qu'à son domestique, peut être l'objet d'un recours au conseil d'Etat de la part de celui des deux inculpés avec lequel il a été rendu contradictoirement et d'une opposition devant le conseil de préfecture de la part de celui contre lequel il a été rendu par défaut, V, 782.

(5) Observations orales. — Un demandeur ne peut attaquer par la voie de l'opposition l'arrêté rendu sur la réclamation dont il a saisi le conseil de préfecture, mais il peut demander l'annulation de cet arrêté pour violation de l'article 2 du décret du 30 décembre 1862, si le conseil de préfecture connaissant son intention de présenter des observations orales à l'appui de sa réclamation, a négligé de le prévenir du jour où l'affaire serait jugée, V, 746.

(6) Tiers. — L'arrêté par lequel le conseil de préfecture met à la charge d'une compagnie de chemin de fer la réparation de dommages causés à des terrains compris dans une zone déterminée, ne confère un droit à une

indemnité qu'au profit des propriétaires qui étaient parties dans l'instance engagée contre la compagnie. C'est à tort que les experts inscrivent dans l'état de répartition des indemnités des propriétaires qui n'avaient présenté aucune demande, et l'approbation donnée à cet état par le Préfet n'a pu créer à leur profit un droit qu'ils ne tenaient pas de l'arrêté du conseil de préfecture, V, 81.

(7) Arrêté maintenant un particulier en possession d'un ilot dont la propriété est contestée par l'Etat; plantations non autorisées; question préjudicielle, II, 123. Voir Actes de l'autorité judiciaire.

(8) Jugement statuant à la fois sur des demandes de différent ordre. Le conseil de préfecture statue valablement par une même décision sur la double demande présentée par une commune à l'effet d'obtenir l'autorisation, d'une part, de défendre à une action judiciaire que la faillite d'un entrepreneur de travaux communaux veut diriger contre elle, d'autre part, à se porter créancière dans la liquidation à raison d'excédants de dépenses occasionnées par une régie prononcée contre le même entrepreneur, II, 731.

(9) L'acte administratif qui a servi de base à une condamnation judiciaire ne peut plus être attaqué au conseil d'Etat pour excès de pouvoir, III, 582.

(10) Jugement annulé en conséquence de l'annulation de l'acte qui lui a servi de base, III, 585. — Décision *ultra petita*; annulation, II, 442.

(11) Exécution ajournée, excès de pouvoir prétendu, I, 379.

**JURIDICTION.** — Les juridictions sont d'ordre public; on ne peut renoncer d'avance dans un contrat au droit d'appel, III, 768.

**JURY D'EXPROPRIATION.** Voir Cas-sation, Offres et demandes, Procès-verbal.

(1) Liste du jury. Pour le département de la Seine, il n'y a pas de distinction à faire entre les arrondissements; une seule liste du jury existe pour tout le département, sans attribution spéciale des jurés à tel ou tel arrondissement, suivant le lieu des immeubles soumis à l'expropriation, III, 491.

(2) Liste annuelle, durée légale. — Est nulle la décision rendue par un jury dont les pouvoirs étaient expirés, IV, 71. — Est nulle la décision à laquelle ont concouru des jurés dont les pouvoirs étaient expirés par suite du renouvellement annuel de la liste du jury, 458. — La liste annuelle du jury dressée par le conseil général continue d'exister tant qu'elle n'a pas été renouvelée à la session suivante du conseil général, et non pas seulement jusqu'au jour où cette session s'est ouverte. Les opérations du jury commencées le jour même de l'ouverture du conseil général sont donc valables, 187; — Est illégalement constitué, et, par suite, il y a nullité, si le jury est composé de jurés faisant partie d'une liste ancienne renouvelée par une nouvelle dans la session annuelle du conseil général, V, 377. — Renouvellement de la liste. — Est nulle, comme entachée d'incompétence, la décision

rendue par un jury dont les opérations n'étaient pas commencées avant le renouvellement annuel de la liste par le conseil général, II, 32.

(3) Droit d'en provoquer la réunion.

— La cour impériale saisie d'une requête de l'exproprié, à fin de désignation d'un jury, doit se borner à apprécier s'il a qualité pour poursuivre le règlement de l'indemnité, ou si, comme dans l'espèce, il se trouve au nombre des parties que la loi regarde comme intéressées. La cour viole la loi en refusant de désigner le jury, par une appréciation des droits des parties, et notamment en se fondant sur la renonciation de l'une d'elles à l'exécution du jugement d'expropriation, I, 157.

(4) Constitution. — Le jury est composé de douze membres pris sur une liste de seize jurés titulaires et quatre jurés supplémentaires. — L'appel par le magistrat directeur d'un nombre de jurés complémentaires supérieur à celui nécessaire pour compléter le chiffre de seize jurés ne vicie pas les opérations, si d'ailleurs les jurés complémentaires appelés à prendre part aux opérations l'ont été dans l'ordre prescrit par la loi, II, 190. — L'article 29 de la loi du 3 mai 1841, qui oblige le conseil général à composer de trente-six noms au moins et de soixante-douze au plus, la liste générale du jury d'expropriation, sur laquelle la cour impériale choisit les membres du jury spécial, doit être observé à peine de nullité. En conséquence, est nulle la décision du jury choisi par la cour

sur une liste générale où se trouvaient inscrits plus de soixante-douze noms, L. 103. — Il n'est pas nécessaire que le jugement du tribunal civil qui a désigné les jurés énonce qu'il a été rendu par la première chambre de ce tribunal; il suffit que les magistrats qui la composent, et dont les noms sont indiqués, fassent réellement partie de cette chambre pendant l'année judiciaire, 351. — Le jury dont les opérations sont commencées antérieurement au renouvellement de la liste par le conseil général peut continuer de statuer sur les affaires qui lui ont été soumises, 351. — Division d'affaires en catégories. — La constitution des jurys des diverses catégories à laquelle il a été procédé à la séance d'ouverture de la session est acquise aux parties, de telle sorte que la comparution postérieure d'un juré absent à cette première séance n'est pas un motif de désorganiser les jurys pour faire concourir à leur composition le juré retardataire, I, 513. — Il y a irrégularité et, par suite, nullité lorsque le procès-verbal, après avoir constaté l'empêchement de trois jurés sur seize, déclare que leur nombre se trouve réduit à douze, et porte qu'il a été appelé quatre jurés complémentaires, I, 153.

- (5) Incapacité. — L'inscription d'un juré sur la liste dressée par le conseil général pour le jury d'expropriation emporte présomption de la capacité légale de ce juré, surtout lorsque aucune allégation n'est faite sur une cause d'incapacité qui serait survenue postérieurement à la désignation.

D'ailleurs, l'article 32 de la loi du 3 mai 1841 n'est pas au nombre des articles dont la violation donne ouverture à cassation, IV, 653. — Les maires et adjoints de Paris ne peuvent être considérés comme parties intéressées dans les expropriations poursuivies au nom de la ville de Paris, et dès lors ils ne sont pas frappés d'une incapacité absolue de siéger dans le jury de jugement, I, 328; — II, 41. — On ne peut se faire un moyen de cassation absolu de la présence dans le jury d'un créancier hypothécaire inscrit sur l'un des immeubles désignés dans un arrêté de cessibilité collectif. S'il est vrai qu'un créancier hypothécaire soit incapable de statuer comme juré sur le règlement de l'indemnité afférente à l'immeuble sur lequel il est inscrit, cette incapacité ne s'étend pas aux autres immeubles compris dans le même arrêté, 511. — La décision du jury ne peut être annulée par le motif que l'un des jurés, qui figurait sur les listes dressées par le conseil général et la cour impériale, n'aurait pas eu la qualité de Français, alors qu'il n'a été élevé aucune objection à ce sujet devant le magistrat directeur, 408. — Aucun texte de loi ne fait une cause d'incapacité légale de la parenté d'un juré avec le magistrat directeur, II, 47. — La présence sur la liste du jury d'un juré incapable ne vicie pas cette liste, si ce juré n'a pas pris part à l'affaire pour laquelle existait une incapacité spéciale, II, 17.

- (6) Compatibilité. — Il n'y a pas incompatibilité entre les fonctions de juré et celles de membre

du conseil municipal de la commune intéressée dans l'expropriation, IV, 19. — Un juré et le magistrat directeur, membres du conseil municipal de la commune intéressée, ainsi qu'un juré propriétaire imposé dans cette commune, peuvent légalement faire partie du jury d'expropriation, 136.

(7) Noms des jurés ; notification. — La loi n'exige que la notification des noms des jurés choisis par la cour impériale; dès lors, la notification aux parties de l'arrêt intégral faisant ce choix n'est pas nécessaire, III, 340.

(8) Citation des jurés. — Aucun doute ne peut exister sur l'identité d'un juré lorsqu'il a été cité sous le nom et au domicile indiqués sur la liste dressée par le conseil général, et qu'il n'existait à ce domicile aucune autre personne portant le même nom, III, 515.

(9) Juré supplémentaire. — Les jurés supplémentaires ne peuvent être appelés à remplacer les jurés titulaires qu'après l'épuisement de la liste de ces derniers, IV, 16. — Lors même qu'il y aurait doute sur l'identité d'un juré supplémentaire avec celui réellement porté sur la liste, l'absence de ce juré ne vicie pas la composition du jury régulièrement formé par les jurés titulaires, II, 20. — Le magistrat directeur averti que les jurés ne seront pas en nombre suffisant pour la formation du jury peut désigner éventuellement, la veille de la réunion du jury, un juré complémentaire, l'article 33, en vertu duquel il procède, n'est pas au nombre de ceux dont la violation entraîne

nullité, V, 729. — Lorsqu'un juré complémentaire a été appelé, aucune mention spéciale n'est nécessaire au procès-verbal; il suffit qu'en fait ce juré soit porté sur la liste dressée par le conseil général, III, 340.

(10) Récusation. — Les parties intéressées ont seules le droit de récuser les jurés portés sur la liste; dès lors, est nulle la composition d'un jury, lorsqu'un juré a été écarté par suite de la récusation faite par une personne étrangère au procès, IV, 186. — Le droit de récusation d'un juré peut être encore utilement exercé, encore bien que ce juré ait pris place sur son siège, si aucun acte n'a été accompli depuis et si le jury de jugement n'a pas été déclaré définitivement constitué, 406. — Les parties ne peuvent se plaindre qu'il ait été apporté entrave à leur droit de récusation, lorsque plusieurs affaires ayant été réunies avec leur consentement en une seule catégorie, elles ont déclaré de concert n'entendre exercer aucune récusation, II, 20. — Le tuteur du mineur exproprié peut valablement suivre les procédures d'expropriation, et notamment exercer, concurremment avec les autres parties intéressées, les récusations des jurés, I, 351.

(11) Erreur de nom. — La différence qui existe entre le nom d'un juré tel qu'il figure sur la liste, et la signature de ce juré, qui a ajouté à son nom une particule et un nom accessoire, ne saurait entraîner la cassation, s'il résulte des circonstances de la cause qu'aucun doute sérieux

n'a pu s'élever sur l'identité de ce juré, I, 394. — La partie expropriante ne saurait se faire un grief d'une légère irrégularité sur le nom d'un juré, qui aurait été la cause de la non-comparution de ce juré; c'est à sa propre négligence qu'elle doit l'attribuer, IV, 40. — Une légère altération du nom d'un juré et l'omission d'un de ses prénoms ne sont pas de nature à vicier la composition du jury, si ces erreurs se trouvent rectifiées par d'autres énonciations suffisantes, III, 321. — Des erreurs matérielles dans l'orthographe des noms des jurés ne peuvent entraîner nullité de la décision intervenue, si ces erreurs n'ont pu tromper sur l'identité des jurés et n'ont pas nui à l'exercice du droit de récusation, V, 744. — L'erreur sur la liste du jury qui désigne un juré sous le prénom de son père, prénom sous lequel il est connu, n'est pas de nature à tromper les parties sur l'identité de ce juré, et n'entraîne pas la nullité, II, 1. — L'erreur dans la liste des jurés sur les prénoms d'un juré ne saurait fonder un moyen utile de cassation, si les parties ont reconnu l'identité de ce juré, II, 17. — L'erreur sur le nom d'un juré qui l'a autorisé à refuser la convocation à lui adressée, n'est pas une cause de nullité des opérations auxquelles il a été procédé en l'absence de ce juré, si cette erreur se trouvait sur la liste dressée par le conseil général, et si dès lors, elle ne provenait pas du fait de l'expropriant, II, 190.

(12) Magistrat directeur. — Le magistrat directeur, chargé de la

direction des débats peut, en faisant appeler une affaire, donner au jury les explications qu'il juge nécessaires et lui présenter un résumé succinct, V, 729. — Le magistrat directeur du jury prononce souverainement sur les causes d'empêchement et sur les incompatibilités applicables à un juré et inconnues au moment de la désignation faite en vertu de l'article 30 de la loi de 1841, III, 513. — Est nulle la décision du jury qui, en matière d'expropriation pour les chemins vicinaux, a été rendue par le jury, sous la présidence d'un des jurés et non sous celle du magistrat directeur, IV, 185. — Il n'y a pas incompatibilité entre les fonctions de magistrat directeur du jury et celles de membre du conseil municipal de la commune intéressée dans une expropriation, 19. — Le jugement qui, sur la requête d'une partie, a nommé un magistrat directeur; peut être attaqué par la voie de l'opposition par la partie expropriante, II, 610. — Remplacement. — L'ordonnance du président du tribunal qui commet un magistrat directeur en remplacement et pour l'empêchement du magistrat directeur déjà nommé, emporte avec elle la présomption de droit que l'empêchement est légitime, I, 323. — Lorsqu'il y a un magistrat remplacé par un autre, il y a présomption que les magistrats plus anciens que ce dernier sont légalement empêchés; une mention spéciale n'est pas nécessaire, III, 340. — Il y a présomption légale que le juge suppléant, nommé directeur du jury, l'a été en

remplacement des magistrats plus anciens, empêchés; il n'y a pas, d'ailleurs, besoin de recourir à cette présomption, lorsque l'ordonnance de nomination prend soin de déclarer que ce juge suppléant n'a été désigné qu'à la suite de l'empêchement de tous les membres du tribunal, 491.

(13) Réunion; jour férié. — Le jury d'expropriation peut statuer sur les affaires qui lui sont soumises, les dimanches et jours fériés, IV, 136.

(14) Excuse. — Lorsque différentes affaires ont été divisées en plusieurs catégories et qu'un juré a été excusé à cause de ses liens de parenté et de communauté d'intérêts avec les parties, sauf avec l'une d'elles, cette dernière ne peut se prévaloir de l'illégalité de l'excuse admise par le magistrat directeur en ce qui la concerne. Le magistrat directeur est juge souverain des excuses des jurés, et, d'ailleurs, cette partie a à s'imputer la réunion dans une même catégorie, de son affaire avec celles dans lesquelles se révélait l'incompatibilité, réunion à laquelle elle a consenti avec le concours de toutes les parties, III, 508. — Le magistrat directeur du jury prononce souverainement sur les causes d'empêchement et sur les incompatibilités applicables à un juré et inconnues au moment de la désignation faite en vertu de l'article 30 de la loi de 1841, III, 513.

(15) Convocation des parties. — La citation à comparaître devant le jury peut être donnée aux expropriés avant l'expiration du délai de quinzaine qui leur est accordé pour délibérer sur les offres de

l'expropriant, pourvu que ce délai soit expiré avant le jour de la réunion du jury, I, 328. — L'assignation donnée devant le jury, qui n'a été signifiée ni à personne ni au domicile réel, mais à un domestique indiqué comme élu, est nulle, si le fait de cette élection, qui a été dénié, n'a point été prouvé par l'expropriant, V, 94.

(16) Serment des jurés. — Est nulle la décision du jury, lorsque le procès-verbal ne constate pas que les jurés ont prêté le serment prescrit par la loi, III, 14, 765 V, 741.

(17) Visite des lieux. — La décision du jury indiquant une visite à faire sur les lieux, bien qu'elle n'ait été visée ni par le magistrat directeur ni par le greffier, et que la teneur n'en soit pas textuellement insérée au procès-verbal, ne peut être attaquée comme irrégulière, alors qu'il résulte des pièces de l'instruction qu'elle a été exécutée et que les parties en ont pris connaissance, I, 155. — La visite des lieux par le jury n'a le caractère d'acte d'instruction officielle qu'autant qu'il en est fait mention dans le procès-verbal des opérations du jury. A défaut de cette mention, le fait articulé d'une visite des lieux faite avant la prestation de serment des jurés ne peut donner lieu à une inscription de faux ni à l'annulation de la décision, 326. — Le magistrat directeur a pu dire, malgré l'opposition des expropriés, que deux personnes présentées par l'expropriant pouront accompagner le jury dans sa visite des lieux, pour donner seulement les renseignements que

les jurés croiraient utiles, mais non pas en qualité d'experts, 155.

— Le jury peut déléguer une partie de ses membres pour faire la visite des lieux litigieux. Le juré dispensé pour cause légitime d'assister à cette visite, peut valablement concourir à la délibération et au jugement de l'affaire, II, 16. — Le transport des jurés sur les lieux, antérieur à la composition du jury, et dont le procès-verbal ne fait pas mention, doit être considéré comme officieux et ne peut vicier les opérations, alors même que le magistrat directeur aurait eu le tort de porter en taxe les frais de transport, II, 190. — La visite des lieux peut être faite partie par la moitié du jury et l'autre partie par l'autre moitié; surtout lorsque les parties présentes y ont consenti, et lorsque, par sa nature, par sa forme et par son étendue, la propriété ne pouvait être visitée par les jurés réunis, III, 509. — La décision par laquelle un jury à raison d'empêchements de force majeure qui ne permettent pas de reconnaître et d'apprécier la nature du sol soumis à l'expropriation, s'ajourne à un temps un peu éloigné pour procéder à la visite des lieux, doit être considérée comme un ajournement nécessité par les besoins de l'instruction, 45. — Lorsque plusieurs jurys ont procédé séparément à toutes les mesures d'instruction, l'ajournement de la visite des lieux a pu être prononcé sur la demande d'un juré qui ne siégeait pas dans toutes les affaires, si d'ailleurs les autres jurés et les parties ont adhéré à cette demande, III, 54. — Le magistrat direc-

teur peut, sans excéder ses pouvoirs, refuser d'insérer au procès-verbal des débats des conclusions prises après la décision du jury, conclusions par lesquelles l'une des parties prétendait qu'une visite des lieux irrégulière, non mentionnée au procès-verbal, avait eu lieu dans la cause; il suffit que, dans son procès-verbal le magistrat directeur ait fait mention de cet incident et de la décision par laquelle il a rejeté les conclusions, III, 69. — La décision par laquelle le jury a déclaré qu'il serait procédé à une visite des lieux par tous ses membres n'est que préparatoire, et rien ne s'oppose à ce qu'avant son exécution une nouvelle décision délègue quelques-uns des jurés seulement pour procéder à cette visite. Les parties qui ont procédé, sans opposition, conformément à la seconde décision, ne sont pas fondées à se prévaloir ultérieurement devant la cour de cassation, qu'il n'a pas été procédé conformément à la première, V, 706. — Un juré est sans qualité pour attester qu'une visite des lieux, constatée par le procès-verbal, n'a pas eu lieu, et son attestation est sans valeur devant la cour de cassation, IV, 187. — L'absence d'un ou de plusieurs jurés à la visite des lieux peut être couverte par le consentement, même tacite, des parties, 33. — Le jury ne peut procéder à une visite des lieux qu'après avoir prêté serment, à moins que cette visite n'ait le caractère d'une démarche spontanée et officieuse, mais il n'en est pas ainsi lorsque la visite a été collectivement demandée, que le magistrat direc-

teur et le greffier y ont assisté, et que procès-verbal en a été dressé, 405. — Le transport du jury d'expropriation sur les lieux litigieux, quoique accompli avec toutes les formes prescrites par la loi, est nul s'il n'a pas été précédé de la prestation du serment des jurés; cette prestation de serment, faite au retour, serait tardive et inopérante, 571, 585.

— La mention au procès-verbal que la visite des lieux ordonnée par le jury a eu lieu n'est pas prescrite à peine de nullité; elle peut, d'ailleurs, être présumée en l'absence de réclamation à ce sujet, V, 384. — Il n'y a pas nullité parce que le jury, interpellé sur le point de savoir s'il voulait visiter les lieux, aurait refusé en déclarant en avoir une connaissance suffisante, V, 729.

- (18) Instruction collective. — Le magistrat directeur a pu légalement soumettre au jury plusieurs affaires d'expropriation s'il n'y a eu aucune réclamation des parties, si le droit de récusation a été exercé de concert et si toutes les parties ont pris part à la discussion successive de toutes ces affaires; il y a, dans ces circonstances, adhésion implicite, mais suffisante, IV, 17. — Le jury accepté par toutes les parties pour les diverses affaires de la session a pu prêter une seule fois serment pour toutes les affaires, ordonner son transport sur les lieux pour visiter tous les terrains expropriés et recevoir la remise simultanée de toutes les pièces et documents relatifs à toutes les affaires dont il avait à connaître, 19. — Le consentement par toutes les parties à accepter un seul et même

jury justifie un seul serment des jurés et une seule visite des lieux s'appliquant à toutes les affaires d'une même série, 136.

— L'exproprié qui a consenti à ce que plusieurs affaires soient jointes et jugées par un seul jury est présumé légalement s'être entendu avec les autres parties pour l'exercice de son droit de récusation V, 349. — La loi n'interdit pas de soumettre à un seul et même jury le règlement d'indemnités relatives à des expropriations prononcées par des jugements différents, V, 729. — La jonction de plusieurs affaires a pu être faite, s'il y a eu adhésion au moins implicite des parties par l'absence de réclamation et par la discussion successive des affaires jointes. Cette jonction autorise à n'ouvrir la délibération et à ne prononcer la décision sur chacune des affaires qu'après la clôture des débats sur toutes les affaires jointes; la partie n'est donc pas fondée à prétendre qu'après l'examen de son affaire, on a procédé à l'examen d'une autre avant de délibérer sur la sienne, III, 321.

- (19) Énonciations inexactes dans les actes de la procédure. — L'exproprié n'est pas fondé à se plaindre devant le jury de ce qu'on ne lui a donné que la qualité de locataire, tandis qu'il est propriétaire de certaines constructions élevées sur les lieux loués, et de ce qu'il a deux professions au lieu d'une seulement déclarée dans l'acte d'offres, si, ayant été à même de protester contre ces énonciations, il n'en a rien fait et a même présenté sa défense dans cet état des faits, IV, 17.



(20) Absence de l'expropriant. — La nullité qui résulterait de ce qu'un jury d'expropriation aurait été constitué en l'absence du maire qui poursuit l'expropriation est couverte si ce maire, sans se prévaloir du prétendu défaut de convocation, a accepté le débat dans cet état, IV, 285.

(21) Indemnité de séjour. — Lorsque sur la proposition du magistrat directeur du jury et du consentement commun des parties, l'indemnité pour frais de déplacement due aux jurés a été étendue aux frais de séjour, l'erreur du juge peut invalider la taxe, mais ne constitue pas une atteinte au principe de la gratuité de la justice, V, 217.

(22) Production de pièces. — La partie qui poursuit l'expropriation n'est pas fondée à prétendre que toutes les pièces, et notamment le plan parcellaire, n'ont pas été produites devant le jury; cette irrégularité lui est imputable, IV, 429. — Il n'y a pas nullité parce qu'il aurait été remis aux jurés une copie conforme du plan parcellaire, certifiée par l'ingénieur de la compagnie expropriante, au lieu de la copie officielle, s'il n'est allégué aucune différence entre les deux copies, 33. — Dans le silence du procès-verbal sur la communication de pièces nouvelles au jury, l'allégation des parties à cet égard ne peut être admise, III, 515. — La mention au procès-verbal de la remise des titres et documents produits respectivement par les parties établit suffisamment que les prescriptions de l'article 37 de la loi de 1841, ont été exécutées, 511.

(23) Intervention. — Le droit qu'a le magistrat directeur de rejeter les interventions irrégulières ou sans fondement ne l'autorise pas à rejeter une intervention sérieuse qui établit une qualité dont la valeur se tire de l'article 39, § 4, de la loi du 3 mai 1841, notamment lorsque le droit de l'intervenant se fonde sur un traité passé entre lui et le propriétaire du sol exproprié, traité qui lui conférerait une sorte de copropriété. C'est le cas de réserver la contestation et de faire fixer une indemnité hypothétique dont l'attribution sera faite ultérieurement par le juge compétent, IV, 526.

(24) Publicité des débats. — Aucune disposition de loi ne s'oppose à ce que les jurés, au retour d'une visite des lieux, se réunissent entre eux dans un local disposé par le magistrat directeur, s'il n'est pas établi que cette réunion ait été consacrée à une délibération sur l'affaire à juger, avant l'ouverture des débats publics, II, 20. — Il y a violation du principe de la publicité consacrée par l'article 37 de la loi de 1841 et des droits de la défense, lorsque le jury entend, dans la chambre de ses délibérations, l'une des parties ou l'un de ses représentants, hors de la présence des autres parties et sans les avoir appelées. Il en est ainsi, même lorsqu'il s'agit d'un incident qui s'élève dans le cours de la procédure et non pas seulement de la délibération du jury sur la fixation de l'indemnité, III, 532. — Lorsqu'un même jury a statué successivement et sans désenparer sur un certain nom-

bre d'affaires, la constatation de la publicité des débats formellement exprimée pour l'une de ces affaires s'applique à toutes les autres à raison de la continuité des opérations, 55.

(25) Interruption des délibérations.

— Lorsque le magistrat directeur, à l'ouverture de la session, a procédé, du consentement de toutes les parties, à la division des affaires en deux catégories et a déterminé à l'avance le jour des débats pour des affaires de la seconde catégorie, un intervalle de quelques jours entre le jugement des deux catégories, purement accidentel, ne saurait entraîner l'annulation, I, 323. — Est nulle la décision du jury rendue alors que la délibération a été interrompue pour entendre des renseignements produits sur les immeubles à exproprier sans que les débats aient été rouverts et hors la présence des parties, III, 175. — Il n'y a pas violation de l'article 38 de la loi de 1841 qui exige que la délibération ait lieu sans désenparer, quand un juré n'est sorti de la salle où le jury était réuni qu'après que la délibération était terminée, alors même qu'elle n'était encore ni complètement rédigée, ni signée, II, 425. Il y a nullité lorsque le magistrat directeur intervient de façon à manifester une opinion personnelle sur l'affaire et à influencer sur la décision du jury, II, 269.

(26) Secret des délibérations. — Il y a nullité de la décision du jury lorsqu'il est constaté que la salle où la délibération a eu lieu a été envahie par le public à un moment qu'il n'a pas été possible de préciser, V, 115. — Est nulle la

décision du jury lorsqu'il est constaté que, pendant le cours de la délibération, le président du jury est momentanément sorti de la salle des délibérations et a conféré avec les agents de la compagnie expropriante, III, 4. 67.

(27) Compétence. — Lorsqu'en vertu d'un arrêté de cessibilité et de jugement passé en force de chose jugée, une parcelle déterminée a été frappée d'expropriation, et que l'expropriation de cette parcelle a été l'objet d'une demande d'indemnité à laquelle l'expropriant a répondu par une offre non acceptée comme insuffisante, que l'expropriant, enfin, a été envoyé en possession de cette parcelle par ordonnance du magistrat directeur, le jury ne peut décliner sa compétence et refuser de fixer une indemnité, à raison de difficultés portant sur le fond même du droit, et notamment sur les effets légaux du jugement d'expropriation, V, 468.

(28) Décision, formalités. — L'article 38 de la loi de 1841, ni aucun autre, n'exige la mention que le jury a statué à la majorité; on ne saurait admettre que tous les jurés aient constaté par leur signature l'existence d'une décision qui ne serait l'œuvre que de la minorité, II, 282. — La signature du magistrat directeur apposée sur la décision du jury à la suite de celle des jurés, n'emporte pas la nullité de cette décision, alors qu'il résulte, d'ailleurs, des constatations du procès-verbal des débats que le magistrat n'a pas participé à la délibération du jury et concouru

à la formation de sa décision, V, 85. — Est irrégulière et nulle la décision à laquelle a concouru un juré qui ne se trouvait pas compris sur la liste formée par la cour impériale ou le tribunal, II, 25. — La circonstance qu'un juré n'a pas siégé parce qu'il n'a pas été trouvé au domicile indiqué ne vicie pas la décision rendue, quand ce fait n'est imputable à aucune des parties, II 17. — Manque de la publicité voulue par la loi, la décision rendue dans la salle de la mairie, au lieu du prétoire de la justice de paix, qui avait été indiqué comme lieu de réunion, si rien ne vient établir que la substitution d'un lieu à un autre ait été annoncée à tou-

tes les parties, II, 687. — L'expropriant a seul qualité pour se plaindre de ce qu'une indemnité pour déplacement d'industrie a été accordée à un tiers qui n'y aurait aucun droit. Les experts dont l'indemnité a été particulièrement fixée, ne peuvent invoquer une prétendue irrégularité pour attaquer la décision du jury, III, 515. — Les actes du magistrat directeur du jury forment un ensemble avec la décision qui permet de reconnaître pour cette dernière la publicité qui est constatée seulement par les premiers, V, 708. (29) Interprétation des décisions du jury; compétence judiciaire, III, 744; V, 854, 405, 404.

## K

KÉGEL, IV, 311.  
KERVÉGUEN (de) I, 640.

KORNPROBST, IV, 48.

## L

LABBÉ GAUDINEAU, I, 514.  
LABURTHE, III, 163.  
LACOURRIÈRE, III, 166.  
LACOUTURE, III, 704.  
LACROIX, I, 152.  
LADVOCAT, III, 758.  
LAFERRIÈRE (de), V, 180.  
LAFEUILLADE, II, 708.

LAFFORGUE, III, 28.  
LAFOSSE, IV, 648.  
LAGOISE, IV, 462.  
LAIS DE MER :

— Concession ancienne, incorporation prétendue au domaine public, III, 585. — L'autorité judiciaire, saisie d'une demande

- formée par un particulier contre l'Etat, à l'effet d'obtenir la délivrance de grèves et relais de mer dépendant d'une concession ancienne, est compétente pour décider s'il peut être attribué au demandeur des terrains soumis à l'action du flot, alors qu'il n'est pas contesté par l'administration que la concession comprenait des grèves soumises à l'action du flot qui devaient être conquises sur la mer. Il appartient spécialement à cette autorité d'appliquer soit les actes administratifs qui ont déterminé les limites de la concession et statué sur le sort des ventes faites à des tiers par le concessionnaire, soit les décisions judiciaires passées en force de chose jugée qui auraient reconnu les droits du demandeur à la possession des terrains qu'il revendique, V., 41. — Endiguement non autorisé. — Application d'une décision qui avait reconnu le droit de concessionnaires de lais de mer à une indemnité, dans le cas où ils justifieraient avoir souffert un préjudice par suite d'une décision ministérielle qui refusait de les autoriser à endiguer une portion des terrains compris dans leur concession. Fixation d'une indemnité basée sur la privation du revenu net annuel que la mise en culture des terrains aurait donné après l'endiguement, III, 486.
- LAILLART, I, 312.  
 LAMY, III, 170.  
 LANG, I, 90.  
 LANGLOIS, V, 744.  
 LARCHER, II, 480.  
 LARDERET, III, 509.  
 LARGE, II, 595.  
 LASSONNERY, II, 508.
- LASTIC-SAINT-JAL (de), I, 397.  
 LATAPIE, II, 245.  
 LAUGIER, II, 111.  
 LAUMONIER-CARROL, IV, 288.  
 LAUTEL, III, 667.  
 LAUTERBOURG (syndicat de), IV, 441.  
 LAUVERNIER, II, 459.  
 LAUX, II, 740.  
 LAUZIN, III, 765.  
 LAVAGEAU, III, 579.  
 LAVENANT, V, 4.  
 LAYROLLE, V, 66.  
 LEBAUDY, V, 696.  
 LEBLOND, IV, 453.  
 LEBON, IV, 380.  
 LEBRETON, V, 597.  
 LEBRUN, II, 625, 630. — III, 700.  
 LECHARTIER, III, 190.  
 LECHEVALLIER, II, 694.  
 LECLERC DE PULLIGNY, I, 433.  
 LECCEUR, III, 663.  
 LECOQ, II, 106.  
 LECORPS, II, 279.  
 LEFÈVRE, I, 133.  
 LEFOUILLON, II, 28.  
 LEGENDRE, II, 460.  
 LEGGE (de) II, 743. — III, 31.  
 LÉGION D'HONNEUR. — Voir Décorations.  
 LEGRAND, II, 38.  
 LEGRIS, III, 710.  
 LEJUST, II, 87.  
 LEMARIÉ, II, 473.  
 LEMASSON, II, 41.  
 LEMERCIER, III, 17.  
 LEMOINE, V, 206, 216, 271.  
 LENEVEU, I, 121.  
 LEPELLET, LEMAIRE, IV, 49.  
 LE PRESTRE, V, 418.  
 LEREBOURS, I, 139.  
 LEREMBOURE, III, 685.  
 LESBAT, III, 82.  
 LESBATS, IV, 296. — V, 116, 759.  
 LESCURE, II, 10.  
 LESCURE, V, 229.

LESQUILBET, V, 763.  
 LEST, *Voir* Ports.  
 LETELLIER, I, 420.  
 LETESSIER-DELAUNAY, V, 413.  
 LETHIERRY, IV, 587.  
 LETIMBRE, III, 58.  
 LEVÊQUE, III, 749.  
 LEYNET, IV, 276.  
 LEZ (canal du), IV, 420, 559, 562, 564.  
 LIÉGEARD, II, 118.  
 LIEUTAUD, V, 384.  
 LISKENNE, II, 229.  
 LOBÉROT, II, 617.  
 LOCATAIRE OU FERMIER *Voir* bail. —  
 Dommages; indemnité, II, 21.  
 (1) Le fermier d'un haut fourneau n'est pas assujéti à la charge du curage du cours d'eau sur lequel l'usine est située; cette charge incombe au propriétaire, III, 471.  
 (2) Usine supprimée; réclamation de l'Etat comme propriétaire contre le fermier; compétence judiciaire, V, 460.  
 (3) Recours contre un acte administratif intervenu à l'égard du propriétaire et contraire au droit du locataire réclamant, V, 452.  
 (4) Dommages. — Fixation de l'indemnité due au locataire d'une boutique momentanément évincé par suite des travaux de nivellement du sol de la voie publique, IV, 394. — Le propriétaire qui n'excipe d'aucun fait résultant des travaux de l'administration, à raison duquel il soit responsable vis-à-vis de ses locataires, ne peut réclamer une indemnité à raison des condamnations qui pourraient être prononcées contre lui au profit de ses locataires ni la garantie de l'administration contre ces condamnations éventuelles, V, 9. — Le propriétaire

n'est pas fondé à se pourvoir contre l'arrêté du conseil de préfecture qui n'aurait alloué à son locataire qu'une indemnité insuffisante, à moins qu'il ne soit tenu lui-même d'indemniser le locataire des dommages occasionnés par les travaux publics, IV, 66. — Carrière affermée, indemnité d'extraction attribué au locataire, III, 734.

- (5) Qualité pour agir. — En matière de dommages résultant de travaux publics, le propriétaire n'a pas qualité pour réclamer des indemnités au nom et du chef de ses locataires qui ne sont pas en cause, I, 114, 335; IV, 370.  
 (6) Expulsion. — L'expropriant auquel un bail sous seing privé a été dénoncé par le propriétaire, ne peut expulser le locataire par le motif que le bail n'a pas de date certaine, lorsque d'ailleurs il ne l'attaque pas comme frauduleux, I, 398.  
 (7) Expropriation, intervention. — Le locataire d'un immeuble exproprié auquel il n'a pas été fait d'offre est recevable à intervenir devant le jury; l'expropriant, qui a discuté sa demande et fait des offres à l'audience, est non recevable à prétendre que les formalités prescrites par la loi n'ont pas été antérieurement accomplies, I, 325. — Lorsque le propriétaire n'a pas dénoncé à l'expropriant dans le délai prescrit, le nom de ses locataires, et que ceux-ci ne se sont pas fait connaître, ni le magistrat directeur ni le jury ne peuvent admettre la demande en indemnité particulière formée par un locataire qui intervient pour la première fois devant eux, V, 350. — La

connaissance donnée à l'expropriant, par le propriétaire de l'immeuble exproprié, du locataire principal de cet immeuble, suffit pour réserver les droits de ce locataire principal; ce dernier n'est pas tenu, sous peine de déchéance, de se faire connaître lui-même dans le délai de huitaine prescrit par le § 2 de l'article 21 de la loi du 3 mai 1841. En tous cas, ce délai ne courrait que du jour de la notification du jugement d'expropriation faite au propriétaire, IV, 326. — Le locataire d'une partie de l'immeuble non atteint par les travaux qui n'avait pas été appelé devant le jury et qui y est intervenu spontanément pour y faire fixer une indemnité à son profit, d'accord avec l'expropriant, ne peut attaquer la décision du jury comme nulle pour défaut de notification d'offres à lui faites dans le délai légal, IV, 287. — L'intéressé (un locataire dans l'espèce) qui n'a pas, soit par lui-même, soit par l'appel du propriétaire, fait connaître ses prétentions dans la huitaine qui suit la notification du jugement d'expropriation, n'est pas recevable à intervenir dans l'instance en règlement d'indemnité, IV, 57. — Lorsque l'expropriant oppose à un sous-locataire qu'il a été déchu du droit de se prévaloir de l'absence d'offres antérieures à la convocation du jury, faute d'avoir fait connaître son titre dans le délai de huitaine à dater de la notification du jugement d'expropriation au propriétaire, il est tenu de justifier de son exception, et, par conséquent, de produire la preuve de cette notification. Faute par lui de faire

cette justification, l'exproprié peut se prévaloir pour la première fois devant la Cour de cassation de la nullité substantielle et d'ordre public prise de ce que ses offres n'ont pas été signifiées à l'exproprié antérieurement à la convocation du jury, III, 254.

(8) Expropriation; Baux — Renouvellement, résiliation. — Lorsqu'une contestation s'élève sur la validité ou la nullité du renouvellement d'un bail, le jury doit fixer deux indemnités alternatives, dont l'une ou l'autre appartiendra à l'exproprié, suivant ce qui sera ultérieurement statué par le juge compétent; la décision du jury qui accorde une indemnité unique et définitive juge la validité de l'acte, et viole, par suite, les articles 39 et 49 de la loi du 3 mai 1841, IV, 656. — Lorsqu'une indemnité a été offerte dans le but unique de faire juger par le jury la question de savoir si le bail invoqué était ou non entaché de dol et de fraude et s'il ouvrirait, par suite, un droit à l'indemnité, la décision du jury qui, dans de telles circonstances, a fixé purement et simplement l'indemnité, doit être considérée comme statuant sur le fond du droit en violation des articles 39 et 49 de la loi de 1841, III, 252. — Le jugement d'expropriation a pour objet de résilier le bail, tant à l'égard de l'expropriant qu'à l'égard de l'exproprié; ce dernier peut, par suite, poursuivre l'indemnité, si, dans le délai de six mois, il n'a pas été procédé à l'expropriation. Serait insuffisant et sans valeur pour repousser la demande de l'exproprié, l'engagement que l'expropriant prendrait de laisser

- jour l'exproprié pendant toute la durée du bail, et cette circonstance que l'exproprié aurait continué à jouir pendant deux années. On ne peut considérer cette dernière circonstance comme constituant l'existence d'un nouveau contrat de bail, impliquant consentement réciproque de faire revivre le bail résilié par le fait seul du jugement d'expropriation, IV, 621. — L'expropriation a pour effet d'opérer la résolution des baux consentis par le propriétaire exproprié; l'occupation des lieux, continuée par le locataire après l'expropriation, n'engendre ni tacite réconduction, ni renonciation pour celui-ci à invoquer les effets de l'expropriation, V, 8.
- LGW**, IV, 415.
- Loi (pourvoi dans l'intérêt de la)**, IV, 273.
- LOING**. Cette rivière n'est pas navigable, II, 724.
- LOIRE** (bâtiment naufragé dans la); contravention, IV, 199.
- LOMBARD**, IV, 277.
- LONDRES** (compagnie du gaz), I, 409.
- LORSÈRES**, V, 242.
- LOUVAT**, I, 398.
- LOUVER**, III, 273.
- LUCOTTE**, II, 103.
- LUZEL**, IV, 185.
- LYON** (ville de), I, 446; II, 270, 486.
- LYON** (compagnie du chemin de fer de Paris et à la Méditerranée), I, 107, 345, 442; III, 42; IV, 53; V, 96, 385, 466, 573, 679, 731. — (Ponts de), 890.

## M

- MACHINES A VAPEUR**. — Décret impérial relatif aux chaudières à vapeur autres que celles qui sont placées à bord des bateaux, V, 125. — Envoi d'un décret du 25 janvier 1865 (circulaire), 157. — Exécution de l'article 19 du décret du 25 janvier 1865 (circulaire) 669.
- MACKENSIE**, III, 562.
- MAGNIER-MONCHAUX**, IV, 58.
- MAIGNAC**, V, 361.
- MAIGRE**, V, 399.
- MAILLARD**, IV, 406.
- MAILLARD et BESNIER**, III, 774.
- MAILLARD et BIGEY**, III, 59.
- MAIRE**. Voir Règlement municipal. — Alignements: excédant de largeur des routes dans les traverses, II, 223, 601. — Elargissement de la voie publique; excès de pouvoir, 625. — Qualité pour verbaliser: chemin de fer, IV, 432. — Curage d'un cours d'eau, V, 575, 693. — Un maire a qualité pour notifier les arrêtés préfectoraux, III, 756. — C'est au préfet ou au sous-préfet, et non au maire, que doivent être adressées les réclamations en matières de taxes assimilées aux contributions publiques 774.
- MAISONNEUVE**, I, 321.
- MAISONS-LAFFITE** (société de), V, 191.
- MALAKOFF** (syndicat de), II, 181.

**MALFAÇONS. Recours en garantie.**

Chute d'un viaduc par suite des vices du plan; jugé que l'Etat qui avait livré cet ouvrage à une compagnie de chemin de fer, était responsable de l'accident, I, 442.

— Des malfaçons commises par l'entrepreneur d'un canal d'irrigation par suite de l'inexactitude des profils donnés par le directeur du syndicat aux frais duquel les travaux sont exécutés, doivent être mises à la charge du syndicat, 440. — L'architecte d'une construction communale qui a autorisé l'entrepreneur à apporter aux plans et devis, notamment en ce qui concerne la profondeur des fondations, des modifications ayant compromis la solidité de l'édifice, qui n'a pas d'ailleurs exercé sur les travaux une surveillance suffisante, peut être déclaré solidairement responsable avec l'entrepreneur des vices de construction et des malfaçons. Maintien en conséquence de l'arrêté du conseil de préfecture qui a condamné l'architecte et l'entrepreneur, chacun pour la totalité, à reconstruire à leurs frais le bâtiment dans les conditions du devis, 418. — Les déficiences dans la couverture d'un bâtiment ne constituent pas un vice de construction pouvant donner lieu à la responsabilité decennale, IV, 451. — Un architecte chargé de l'établissement de fontaines publiques est déclaré responsable du préjudice causé à la ville par la substitution d'un projet d'aqueduc à pente régulière au projet d'aqueduc ondulé qui avait été prévu, substitution qui a donné lieu à la résiliation du marché de l'entrepreneur primi-

tif et à une augmentation de dépenses due principalement aux vices du nouveau tracé. L'indemnité due par l'architecte est évaluée à une somme égale au montant de ses honoraires, IV, 277. — Décision qui condamne les entrepreneurs d'un édifice communal à exécuter à leurs frais les travaux nécessaires pour corriger les vices de construction et malfaçons constatés et assurer la solidité de l'édifice. Annulation d'un arrêté par lequel le conseil de préfecture, considérant ces déficiences comme irréparables, avait condamné les entrepreneurs à rembourser les sommes qui leur avaient été payées, 553. — La responsabilité d'un architecte qui n'a pas apporté une surveillance suffisamment active à l'exécution de travaux communaux reconnus défectueux par le fait des entrepreneurs, consiste à garantir la commune dans le cas où elle éprouverait un préjudice de l'insolvabilité des entrepreneurs, 553. — Lorsque des travaux communaux ont été reçus définitivement, que par un arrêté passé en force de chose jugée, la commune a été condamnée à en payer intégralement le montant à l'entrepreneur, la commune ne peut être admise à prétendre qu'il existerait des malfaçons dans les ouvrages ou des erreurs, soit dans les métrés, soit dans l'application des prix du devis; les seules erreurs dont elle ait le droit de demander la rectification sont les erreurs de calcul, V, 688. — La réception et le paiement intégral, sans aucunes réserves, des travaux exécutés par l'entre-



- preneur, peuvent, dans certains cas, être considérés comme une renonciation à tout recours contre ce dernier pour les malfaçons existantes au moment de la réception et du paiement, mais ils ne font pas obstacle au recours en responsabilité et en garantie exercé en vertu des articles 1792 et 2270 du Code Napoléon, III, 499. — Les frais de vérification des malfaçons de l'entrepreneur sont à sa charge, II, 10.
- MALLET**, V, 704.
- MANDAT**. Le mandataire autorisé par son mandat à faire toutes déclarations et réclamations devant le jury, est autorisé, par cela même, à accepter une indemnité en nature et à réserver pour son mandant les choses comprises dans l'expropriation en vertu de la loi et du jugement, II, 192. — Mandat non justifié; pourvoi non recevable, I, 452; — Femme mariée; expropriation, 158. — Avances faites par un mandataire; intérêts, 442.
- MANDAT DE PAYEMENT**. — Il n'appartient pas aux ministres de déterminer le sens et la portée des décrets rendus au contentieux; ils doivent se borner à les exécuter. Dès lors un ministre excède ses pouvoirs lorsque dans le mandat délivré pour le paiement des indemnités allouées à un particulier par un décret rendu au contentieux, il insère un extrait des considérants de ce décret dans le but de l'interpréter et de régler les droits qui pourraient être exercées à l'avenir, soit par l'administration, soit par l'indemnitaire, III, 605.
- MANIVET**, V, 728.
- MANS**, (ville du) V, 559.
- MANSARD**, III, 777.
- MANSOZ**, III, 66.
- MARAIS**, *Voir* Dessèchements. — Marais communaux; mise en valeur. *Voir* Communes.
- MARCEL**, V, 208.
- MARCHON**, III, 731.
- MARE** (syndicat de la), III, 660.
- MARÉCHAL**, II, 236; — III, 23.
- MARET**, III, 352.
- MARET**, BESSON, III, 768.
- MARI**, I, 158.
- MARIE** dit Chevalier, IV, 113.
- MARIN**, I, 148. IV, 445.
- MARION-VALLÉE**, II, 1.
- MARQUET**, IV, 192.
- MARSEILLE** (ville de), IV, 463. — V, 367.
- MARSEILLE** (ville de) et Mirès, I, 409.
- MARTELL**, II, 184.
- MARTIN**, II, 500. — III, 332, 715.
- MARTIN**, (de), II, 99.
- MARTINET**, IV, 193.
- MARTINY**, III, 216.
- MASSÉ**, II., 508. — V, 447.
- MASSENOT**, I, 112.
- MATÉRIAUX**, *Voir* Approvisionnement. — Quand le prix des matériaux a été calculé d'après leur valeur sur le lieu où ils devaient être employés, l'entrepreneur n'est pas fondé à réclamer le remboursement des droits d'octroi dont ils ont été frappés avant d'être rendus à pied d'œuvre, V, 750.
- MATÉRIEL** (reprise de). *Voir* résiliation. — Matériel d'une entreprise résiliée; détérioration; indemnité, IV, 539; — d'une entreprise en régie; indemnité, 126.
- MAUCHAMP**, II, 246.
- MAUJOUAN**, II, 485.
- MAUPÉOU** (de), II, 689.
- MAUSACRE**, IV, 586.
- MAUTÉ**, III, 731.

**MAUZAIZE**, II, 597.  
**MAZELIN**, I, 100. III, 499.  
**MÉDARD** et **MOURGUES**, II, 261.  
**MÉDITERRANÉE** (chemin de fer de Paris à la), II, 239. — IV, 425, V, 584, 706.  
**MEINADIER**, V, 468.  
**MELON** (de), V, 99.  
**MENET** et **MASSON**, V, 349.  
**MER**. Voir domaine public maritime.  
**MÉRIGNAC**, IV, 366.  
**MERLIN DANTIGNY**, V, 54.  
**MERZ**, IV, 448.  
**MESLIN**, IV, 174.  
**MÉTRAGE**; foisonnement, IV, 513.  
**MÉTRÉ**. — Les quantités portées dans un mètre accepté réciproquement par l'administration et l'entrepreneur ne peuvent être retranchées du décompte définitif, si ce n'est pour cause d'erreur matérielle et de double emploi; III, 267.  
**MEURILLON**, IV, 23.  
**MEYNARD** (de), IV, 368.  
**MEYNARD**. **LAFARGE** (de), IV, 71.  
**MEYNIEU**, II, 673.  
**MIALANE**, IV, 583.  
**MICHEAU**, III, 767.  
**MIDI** (canal du), II, 519.  
**MIDI** (chemin de fer du), I, 91, 281, 284. — IV, 576. — V, 363.  
**MILLART**, V, 686.  
**MINE**. — Interdiction imposée à un concessionnaire dans l'intérêt de la conservation d'un ouvrage public; demande d'indemnité, I, 345. — Mine au-dessous d'un chemin de fer; interdiction d'exploiter; recours en indemnité, IV, 445, 611. — Entrepreneur, dommage; responsabilité, II, 255.  
**MINEUR**; expropriation; récusation des jurés, I, 351.  
**MINGRET**, I, 402.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS** (la police, le curage et l'amélioration des cours d'eau non navigables ni flottables sont placés dans les attributions du). — Décret, I, 177. — Circulaire, 238.  
**MINISTRE**. — Le préfet ne peut exercer contre lui une revendication d'attributions devant le conseil d'Etat, V, 340. — Instruction des recours contentieux, IV, 472. — Ministre des travaux publics. Qualité pour se pourvoir; routes départementales, 43.  
**MIQUEL**, II, 517.  
**MISE EN DEMEURE**. — Entrepreneur; clause pénale, II, 273. — Curage d'un cours d'eau, IV, 115. — Entretien d'un dessèchement, 398. — Curage d'un égout, 578.  
**MISSLAND**, III, 510.  
**MOCQUET**, IV, 159.  
**MODÈLE**. — Retenues exercées sur le salaire des cantonniers pour la caisse des retraites de la vieillesse. Situation annuelle, I, 238. — Bordereau nominatif des versements à effectuer, 239. — Idem des versements effectués, 241. — Bulletin individuel, 243. — Décompte des cantonniers délivré par le conducteur, 244. — Idem par l'ingénieur, 245. — Certificat pour paiement, 246. — Mandat de paiement, 247. — Excédants de largeur des routes impériales; tableau de renseignements, II, 575. — Projet de budget des dépenses d'entretien, IV, 91. — Décomposition des dépenses d'entretien, 95. — Cantonniers; versements par intermédiaires à la caisse des retraites, IV, 86.

- MOËZE (marais de), II, 504.  
 MOLARD, II, 724.  
 MONNIN, III, 571.  
 MONNOT, V, 78.  
 MONS A HAUTMONT (chemin de fer de), IV, 119.  
 MONTAGNAC (de), III, 200.  
 MONTAILLEUR (de), V, 698, 700.  
 MONTALEMBERT (de) D'Essé, III, 555.  
 MONTAUBAN (ville de), II, 249.  
 MONTERUN, V, 568.  
 MONTPELLIER (ville de), I, 378; — V, 78.  
 MORBIHAN (département du), IV, 274.  
 MOREAU, III, 338; — V, 489.  
 MOREAU-MARIÉ, V, 382.  
 MOREAU et REBOULIN, V, 95.  
 MOREL DE PAILLASSON, II, 126.  
 MORIN et MACÉ-BERLAND, III, 20.  
 MORTAGNE (ville de), II, 601.  
 MOSKOWA (de la) III, 242.  
 MOTIFS d'arrêté. — Annulation d'un arrêté du conseil de préfecture pour défaut de motifs, II, 586.  
 MOTTE BOSSUT, III, 345.  
 MOTTU-PÉTILLAULT, V, 287.  
 MOUCHEZ, II, 262.  
 MOUGEY, V, 48.  
 MOUREN et CASSELY, III, 248.  
 MOUTIER, V, 3.  
 MUIRON, V, 395.  
 Mulsant, II, 264.  
 MURAT, V, 708.  
 MUR MITOYEN; alignement; reconstruction, I, 137. — Maison démolie; ouvertures de jours, II, 742.

## N

- NANCY (ville de), V, 226.  
 NANTES (ville de), V, 441.  
 NANTUA (lac de), V, 475.  
 NAVARRE, II, 161.  
 NAVET, V, 595.  
 NEGREL, III, 8.  
 NERCAM, V, 261, 264.  
 NEVERS (ville de), V, 403.  
 NEYRON, III, 513.  
 NEZOT, III, 491.  
 NICLOTTE, V, 55, 86.  
 NICOLAÏ DE BERCY, II, 433.  
 NICOLAS, II, 33, 508.  
 NIORT (ville de), IV, 434.  
 NIVELLEMENT. Rues de Paris. — Lorsque le nivellement donné par le préfet de la Seine à un propriétaire, sur la demande présentée par celui-ci, en exécution de l'article 3 du décret du 26 mars 1852, ne résulte d'aucun plan approuvé par l'autorité compétente, il ne peut être considéré que comme une indication des projets de l'administration à laquelle le propriétaire n'est pas tenu de se conformer et qui ne saurait motiver de sa part une réclamation d'indemnité, III, 192.  
 NIZEROLLES, II, 131.  
 NOMINATIONS, I, 174, 408, 577, 754; III, 146, 459, 639, 807; IV, 99, 267, 357, 505, 682; V, 170, 327, 551, 670, 806.  
 NORD (chemin de fer du) II, 632; III, 40, 679; IV, 37, 374; V, 479, 581, 608.

NOURRIE, I, 201.

NOVATION D'UN MARCHÉ, I, 442.

NUIT; durée légale, I, 149; II, 499;  
III, 503.

## O

OBERTI, V, 34.

OCCUPATION DE TERRAINS : Voir  
Extraction.

(1) Caractère définitif ou temporaire. La possibilité du renouvellement d'une autorisation dont la durée a été déterminée, n'est qu'une prévision dont les conséquences ne peuvent être appréciées à l'avance. Cette éventualité ne saurait attribuer au propriétaire le droit de soutenir que l'occupation de son terrain est indéfinie et donne lieu au règlement d'une indemnité d'expropriation, IV, 130.

(2) Bases d'indemnité. — L'indemnité doit être réglée d'après l'état réel des terrains au moment où ils sont remis au propriétaire; les entrepreneurs ne sont pas fondés à invoquer pour réduire le montant de l'indemnité la plus-value que pourrait procurer dans l'avenir aux terrains fouillés l'exécution de certains travaux laissés à la charge des propriétaires, II, 646. — L'occupation par un entrepreneur d'un terrain que le propriétaire venait d'acheter dans le but d'y transporter son industrie donne lieu à l'allocation d'une indemnité comprenant la location d'un emplacement où il a établi une usine provisoire et les frais de cet établissement. C'est à tort que l'entrepreneur soutient que l'indemnité doit consister seu-

lement dans la valeur de la récolte et une somme nécessaire pour remettre le terrain en bon état de culture, V, 7. — Fixation du chiffre de l'indemnité due à des propriétaires de terrains sur lesquels ont été déposés les déblais provenant du curage d'un cours d'eau, ladite indemnité comprenant la perte des récoltes pendantes au moment de l'occupation des terrains, la privation de jouissance pendant la durée de cette occupation, et les dépréciations de toute nature résultant des dépôts, V, 29. — Fixation de l'indemnité due à un particulier à raison de fouilles exécutées sur sa propriété par une compagnie de chemin de fer. Décidé que l'indemnité allouée comprenait la valeur des fruits dont le requérant avait été privé par suite de l'occupation de sa propriété et que les intérêts de cette indemnité ne devaient courir, depuis la cessation de l'occupation, qu'à partir du jour où ils avaient été demandés, II, 480. — Contestation au sujet des indemnités dues aux propriétaires de terrains occupés temporairement par une compagnie de chemin de fer. Jugé que le conseil de préfecture avait évalué justement tant la dépréciation occasionnée par les dépôts et les fouilles que les autres dommages résultant de l'occupation. Rejet

de pourvoir que la compagnie motivait sur ce que les décisions attaquées auraient compris parmi les éléments de l'indemnité les dépenses nécessaires pour rétablir les lieux dans leur premier état, II, 657. — Décision en fait sur le chiffre de l'indemnité due au propriétaire de terrains occupés et fouillés par une compagnie de chemin de fer, II, 275. — Détermination de l'indemnité due au propriétaire de terrains occupés temporairement par des dépôts de terre provenant de la construction d'un chemin de fer, III, 770. — Décision en fait sur l'indemnité due aux requérants à raison, tant de la privation de jouissance de leur propriété occupée par un entrepreneur en vertu d'une autorisation du préfet, que des déprédations de toute nature résultant de cette occupation, III, 33. — Fixation du montant des indemnités dues à raison des dommages ou dépréciations de toute nature résultant de l'occupation de terrains, III, 271 ; 194. — Rejet implicite d'un chef de demande tendant à ce que l'indemnité comprenne la totalité des dépenses nécessaires pour l'enlèvement des déblais déposés sur la propriété, III, 33. — Allocation d'une indemnité basée sur la dépréciation causée par un dépôt de terre à une propriété. Rejet de conclusions ayant pour objet l'enlèvement du dépôt, III, 711.

- (3) Compétence. — Le dommage résultant de dépôts permanents de terre sur un terrain qu'une compagnie de chemin de fer a restitué au propriétaire après l'avoir occupé temporairement, ne sau-

rait être assimilé à une expropriation ; il appartient dès lors au conseil de préfecture d'en apprécier les conséquences à l'exclusion de l'autorité judiciaire, III, 711. — L'occupation temporaire par une compagnie de chemin de fer d'un terrain sur lequel elle a effectué des dépôts de déblais, ne peut être assimilée à une expropriation. L'indemnité due à raison de cette occupation doit dès lors être appréciée par le conseil de préfecture, à l'exclusion de l'autorité judiciaire, II, 275. — Lorsqu'un entrepreneur autorisé à prendre temporairement possession d'une superficie de terrain, étend son occupation au delà des limites déterminées par l'arrêté préfectoral, le conseil de préfecture est incompétent pour régler l'indemnité correspondante à la partie de la propriété occupée sans autorisation, III, 33, 194. — Contestation sur l'étendue du périmètre. — L'arrêté préfectoral qui autorise une compagnie de chemin de fer à occuper temporairement un terrain pour y creuser des puits et des galeries de sondage, ne peut être interprété que par l'autorité administrative. En cas de contestation entre le propriétaire et la compagnie sur l'étendue du périmètre dont l'occupation est permise, l'autorité judiciaire ne pourrait prononcer la discontinuation des travaux qu'autant qu'il serait constant que la compagnie a pratiqué des fouilles et des sondages sans autorisation, II, 89.

- (4) Conventions privées. — Les tribunaux civils, à l'exclusion du conseil de préfecture, sont compétents pour connaître des con-

testations relatives à l'enlèvement d'un dépôt de matériaux qu'une régie, substituée à un entrepreneur de travaux publics, a effectué sur une propriété particulière, en vertu de conventions passées entre le propriétaire et l'entrepreneur moyennant un prix de location fixé à l'avance, sans qu'un acte de l'autorité administrative ait autorisé l'occupation, IV, 274. — Bien que l'occupation d'un terrain ait été autorisée par un arrêté préfectoral dans l'intérêt d'une entreprise de travaux publics, il appartient à l'autorité judiciaire de connaître des conventions privées intervenues ultérieurement entre l'entrepreneur et le propriétaire à l'effet de régler le prix, le mode et les conditions de cette occupation. Dès lors, quand le propriétaire réclame de l'entrepreneur devant un tribunal, en vertu d'une convention semblable, l'enlèvement de remblais effectués sur sa propriété et des dommages-intérêts, c'est à tort que le préfet revendique la connaissance de cette contestation pour l'autorité administrative, 650.

- (5) Autorisation; excès de pouvoir prétendu. — Pour la désignation des terrains à occuper par les entrepreneurs de travaux publics, la loi laisse à l'administration le soin d'apprécier les exigences du service public et de les concilier avec les ménagements dus à la propriété privée. Le propriétaire n'est donc pas fondé à attaquer pour excès de pouvoir l'arrêté préfectoral qui autorise l'occupation d'un terrain dont l'entrepreneur s'est déjà mis en possession sans l'accomplissement des for-

malités réglementaires; mais il peut s'adresser à l'autorité judiciaire pour obtenir une indemnité à raison de cette occupation illicite, IV, 130.

OFFRES et demandes d'indemnité d'expropriation. *Voir* dépens.

- (1) Communication au jury. — Il est suffisamment constaté que les demandes des expropriés ont été soumises au jury, lorsque le procès verbal constate que leurs avocats ont présenté des observations et remis des conclusions écrites, lesquelles, contenant les demandes des expropriés, ont été annexées au procès-verbal des opérations du jury, III, 533. — Il suffit que le tableau des offres et demandes ait été mis sous les yeux du jury avant l'ouverture des débats; la loi n'exige pas qu'il l'ait été avant la visite des lieux, alors surtout que les débats contradictoires ne se sont ouverts que postérieurement à ladite visite, III, 12. — Mention au procès-verbal. — La mention au procès-verbal que le jury est entré en délibération muni des pièces, titres et documents relatifs à l'affaire, suffit pour constater qu'il a eu sous les yeux le tableau des offres et des demandes, II, 1.

- (2) Notification des offres. — La notification des offres, prescrite par l'article 23 de la loi de 1841, doit être faite, à peine de nullité, au cours de la procédure en expropriation; elle est nulle et entraîne la nullité de la décision, si elle a été faite par acte extrajudiciaire antérieurement au jugement d'expropriation, IV, 588. — La notification des offres à la partie expropriée est une

formalité substantielle, qui doit avoir lieu, à peine de nullité, aussi bien en matière d'expropriation pour les chemins vicinaux que pour toute autre expropriation pour cause d'utilité publique. Cette formalité est d'autant plus nécessaire que la loi veut, à peine de nullité, que le tableau des offres et demandes soit mis sous les yeux du jury, 36. — La constatation au procès-verbal que le magistrat directeur a mis sous les yeux du jury le tableau des offres et demandes notifiées, implique l'existence d'une notification régulière; d'ailleurs, l'irrégularité serait couverte par la notification d'une demande qui répond aux offres, 41. — Lorsqu'à défaut de la partie expropriante, l'exproprié use du droit que lui donne l'article 55 de la loi du 3 mai 1841 en poursuivant son indemnité, il n'est pas tenu de notifier sa demande à l'expropriant quinze jours à l'avance, V, 35.

- (3) Qualité pour faire des offres. — De ce qu'en principe l'administration communale doit agir seule dans la procédure en expropriation relative à des travaux communaux, cependant le préfet a pu, dans une seule et même signification d'offres, déclarer agir tant au nom de l'Etat que de la ville, quand les deux sont intéressés dans l'expropriation; en tous cas, les expropriés ne sont pas fondés à s'en plaindre, si devant le jury ils ont accepté le débat dans de telles conditions, II, 282. — Demande par un mandataire; appréciation de l'étendue du mandat, 192. — Les offres sont régulièrement faites à la

requête du préfet, encore bien qu'il s'agisse de travaux intéressant une ville, si c'est le préfet qui a requis l'expropriation, et si d'ailleurs, c'est au préfet que les expropriés ont fait signifier le chiffre de l'indemnité par eux réclamée, III, 12.

- (4) Offres collectives. — Est valable une offre collective à plusieurs copropriétaires indivis, pour une parcelle unique, sans distinction des droits de chacun, lorsqu'il est constant que l'expropriant ne connaissait pas, au moment des offres, la diversité des droits dont il s'agit, et si, d'ailleurs, les offres ont été faites conformément aux indications fournies à l'expropriant par la matrice des rôles, IV, 383. — Lorsqu'un lot de terrain sans division apparente appartient à divers propriétaires, une offre collective notifiée à ces propriétaires est régulière; la déclaration des parts de chacun faite contradictoirement devant le jury et donnant lieu, à l'audience, à une division de l'offre primitive, n'en entache pas la régularité, et la décision du jury qui alloue dans ces termes des indemnités distinctes, est à l'abri de toute critique, II, 41.
- (5) Modification prétendue. — La partie expropriante, après avoir offert une somme unique pour indemnité, peut expliquer devant le jury que cette indemnité s'appliquait partie à l'immeuble exproprié, partie à l'établissement industriel que le propriétaire y exploitait. — Une semblable déclaration ne saurait être considérée comme une modification des offres originaires, III, 53.
- (6) Règlement de l'indemnité; délai.

—Est nulle, la décision du jury d'expropriation fixant l'indemnité, lorsqu'il est constant que le délai de quinzaine n'a pas été observé entre les offres et le règlement de l'indemnité, si d'ailleurs il n'est pas constaté, malgré la comparution de la partie, qu'elle ait consenti à ce règlement, I, 126. — Lorsque le propriétaire d'un immeuble atteint partiellement par l'expropriation, a requis l'acquisition totale, conformément à l'article 50 de la loi de 1841, l'expropriant doit faire une offre spéciale correspondante à la portion d'immeuble ajoutée à l'expropriation, et l'exproprié doit jouir d'un délai de quinzaine pour délibérer sur cette offre supplémentaire, II, 672. — La loi, qui ne veut pas que les expropriés soient assignés devant le jury avant le délai de quinzaine pour délibérer, a entendu parler de leur comparution devant le jury; mais elle ne s'oppose pas à ce que l'assignation soit donnée avant l'expiration de ce délai, sauf à ne déterminer qu'une comparution postérieure, III, 340.

(7) Conclusions nouvelles; augmentation des offres. — Une augmentation des offres qui élève le taux de l'indemnité sans en changer l'objet, peut être faite à l'audience et ne rend pas nécessaire une nouvelle notification avec un nouveau délai de quinzaine, I, 328. — L'expropriant peut augmenter à l'audience le chiffre des offres qu'il a motivées. L'exproprié qui a joui d'un délai de quinzaine pour délibérer sur les offres primitives, n'est pas fondé à réclamer le même délai pour délibérer sur le chiffre d'in-

demnité résultant des dernières conclusions de l'expropriant, II, 1. — Lorsque la partie expropriante, après les offres régulièrement faites, a pris à l'audience l'engagement de faire des travaux devant faire cesser l'état d'enclave de la partie restante du terrain exproprié, elle n'a pas fait d'offres nouvelles obligeant à un délai nouveau, IV, 34.

(8) Offres tardives; nullité. — Lorsque l'exproprié requiert l'expropriation totale de son immeuble, l'administration expropriante doit faire, dans la quinzaine qui précède la réunion du jury, les offres de la portion de l'immeuble qu'elle consent à acquérir; elles sont tardivement faites devant le jury, et il y a nullité encore bien que, devant le jury, l'exproprié n'ait pas opposé la nullité fondée sur la tardiveté des offres, III, 665.

(8 bis.) Offres tardives; nullité couverte. — Lorsque l'exproprié comparaît devant le jury d'expropriation, sur une citation comprenant les offres de l'expropriant, la nullité qui pourrait en résulter, ainsi que celle de l'irrégularité de certaines formes, est couverte par la comparution, et l'exproprié ne peut fonder un moyen de cassation sur la tardiveté des offres faites, pas plus que sur l'observation de certains délais, dès que, par sa comparution volontaire, l'exproprié est présumé avoir été suffisamment averti, V, 273. — Lorsque la copie d'un exploit signifié à la compagnie expropriante ne contient pas la réquisition d'acquisition totale prévue par l'article 50 de la



loi de 1841, l'exproprié ne peut se plaindre du défaut de notification d'offres dans le délai légal, en présentant l'original qui contiendrait cette réquisition; dans ce cas, l'indemnité est fixée en vertu d'une cession amiable pour laquelle il n'est pas nécessaire que des offres soient faites, II, 425. — L'exproprié qui a poursuivi lui-même, en vertu de l'article 55 de la loi du 3 mai 1841, le règlement de l'indemnité, par une citation donnée huit jours seulement avant la réunion du jury, n'est pas fondé à se plaindre que les offres de l'expropriant n'ont pas eu lieu quinze jours à l'avance et qu'elles n'ont eu lieu, au contraire, qu'à l'audience même, V, 223. — Les vices de forme qui se seraient glissés dans les offres faites par l'expropriant peuvent être couverts par les actes postérieurs émanés de l'exproprié, lorsque d'ailleurs aucune des garanties commandées par la loi ne lui a manqué, III, 515.

(9) Erreur. — Indemnité inférieure aux offres. — Le demandeur allègue en vain que l'indemnité à lui allouée est inférieure aux offres, s'il résulte du tableau des offres que le chiffre indiqué était le résultat évident d'une erreur de calcul qui pouvait être aisément rectifiée, III, 513.

(10) Offres au propriétaire apparent, réclamation du véritable propriétaire. — Les offres d'indemnité sont valablement faites au propriétaire inscrit à la matrice cadastrale, lors même qu'il aurait cessé d'être propriétaire au moment de l'expropriation; mais si le véritable propriétaire s'est régulièrement fait connaître à l'ex-

propriant dans les délais, c'est-à-dire, à partir de ce moment, est tenu de procéder avec lui, II, 22.

(11) Offres anciennes. — Le magistrat n'est pas tenu de placer sous les yeux du jury les offres faites par la partie expropriante avant le jugement qui a prononcé l'expropriation, V, 597.

(12) Absence de conclusions. — L'exproprié n'est pas fondé à se plaindre du défaut de fixation de l'indemnité pour la dépréciation de ses propriétés non atteintes par l'expropriation s'il n'a pris aucune conclusion à cet égard, III, 504.

(13) Irrégularité. — La partie expropriante ne saurait se prévaloir devant la cour de cassation de ce que ses offres n'ont pas été régulièrement faites, IV, 40. — Irrégularité du fait de la partie réclame. — Quand l'exproprié poursuit la fixation de l'indemnité, il peut attendre avant de formuler sa demande les offres de l'expropriant qui est non recevable à se prévaloir du défaut de représentation au jury du tableau contenant les offres et les demandes. L'accomplissement de cette formalité doit être considéré comme provenant de son fait, II, 132.

(14) Modicité. — La modicité des offres (spécialement la somme de 1 fr.) faites par l'expropriant n'en entraîne pas la nullité; la loi n'a fixé aux offres aucune limite; il suffit que, dans ses offres notifiées, l'expropriant rende hommage au droit de propriété, IV, 587.

(15) Signification, sous-locataire, III, 254.

OISE (usiniers de l'), V, 601.

OLLÉZY (commune d'), IV, 590.

**ORBIZE** (commission syndicale du curage de l'), II, 708.  
**ORDRES** ; entrepreneurs, V, 751. — Ordres non justifiés, II, 10.  
**ORLÉANS** (chemin de fer d'), I, 384, 499; II, 182, 250; III, 536, 653, 681; IV, 608, 617; V, 256, 471.  
**ORSATELLI**, IV, 211.  
**ORTOLI**, II, 610.  
**OSME** (commission syndicale de l'), I, 497.  
**OUBLIN**, III, 179.  
**LOUDARD**, V, 118.  
**OUEST** (chemin de fer de l'), IV, 280, 388, 392, 432; V, 71, 386, 738.  
**OURCQ**. *Voir* Eaux de Paris. — Le préfet de la Seine ne peut porter devant le conseil d'État par la voie contentieuse la revendication contre un ministre, des attributions que lui confère la législation relative à l'administration des eaux de la rivière d'Ourcq. Spécialement il n'est pas recevable à attaquer pour excès de pouvoir, la

décision du ministre des travaux publics qui a renvoyé au préfet de Seine-et-Marne l'instruction de la réclamation du propriétaire d'une usine située sur la rivière d'Ourcq dans ce département, réclamation dont la connaissance appartiendrait au préfet de la Seine en vertu de la législation précitée, V, 340. — (Canal de l'), II, 644, 678.

**OURGAUD**, II, 16.

**OUVRIERS**. — *Voir* Privilège. — Travaux constituant contravention de grande voirie, responsabilité, III, 567, V, 204.

Secours aux ouvriers. — Application de la disposition d'un cahier des charges d'une entreprise de travaux publics qui mettait au compte de l'adjudicataire les frais des secours à délivrer et des soins à donner aux ouvriers malades ou blessés, IV, 640.

## P

**PACALET**, IV, 166.

**PALLIX**, V, 41.

**PALVADEAU**, V, 746.

**PAMS**, III, 534.

**PARIS** (rues de). — Dépense d'entretien des chaussées; contingent de l'État, I, 53. — Expropriation; décrets de 1852 et de 1858, II, 699. — Nivellement, III, 192. — Construction nouvelle; autorisation; délai, IV, 288. — Numérotage des maisons, 205. — Hauteur des maisons, 347. — Id.; convention, 182.

**PARIS** (ville de), III, 553, 693; V, 677, 712. — Entretien des bas ports de la Seine, 677. *Voir* Pavages.

Eaux de Paris. *Voir* Alimentation.

**PARIS A LYON** (chemin de fer de), II, 89.

**PARPAITE**, III, 495.

**PATISSIER**, I, 124.

**PAVAGES** des communes; contribution des riverains.

(1) Usages locaux. — Lorsque les revenus ordinaires des villes sont

insuffisants pour subvenir aux frais d'établissement, d'entretien et de restauration du pavé, les propriétaires peuvent être appelés à supporter tout ou partie de ces frais s'il existe à cet égard des usages antérieurs à la loi du 11 frimaire an VII. Décidé que les propriétaires riverains étaient tenus à Vannes, d'après un usage ancien, d'établir, d'entretenir et de réparer le pavé au devant de leurs maisons sur une largeur de 2 pieds, V, 786. — Le conseil de préfecture saisi d'une demande en décharge ou en réduction d'une taxe de pavage est compétent pour prononcer sur l'existence de l'usage ancien d'après lequel la taxe a été établie. La commune n'est pas fondée à repousser la réclamation du contribuable par une fin de non-recevoir tirée de ce que l'existence des anciens usages aurait été reconnue par un arrêté du préfet, V, 559.

(2) Limites des obligations des riverains. — Les usages anciens existants dans une ville relativement aux frais de premier pavage peuvent-ils être rendus applicables aux frais d'établissement des trottoirs? (Non résolu.) Jugé en fait que les réclamants étaient déchargés de l'obligation qui pouvait résulter pour eux des usages invoqués, les rues où il s'agissait d'établir des trottoirs étant pavées depuis longtemps, V, 559.

(3) Interprétation de traité. — Contestation entre une ville et un propriétaire au sujet de l'application d'un contrat sanctionné par une ordonnance royale pour l'ouverture d'un nouveau quartier, IV, 592. — Décidé que le propriétaire s'était engagé envers la ville à

supporter ou faire supporter à ses successeurs ou ayants cause, conformément aux règlements de voirie, les frais de mise en état de viabilité, d'établissement de premier pavage, de la bordure des trottoirs et de l'éclairage des rues tracées sur le plan; que si la ville avait rendu ses obligations plus onéreuses en modifiant les dispositions du plan, il y aurait lieu seulement de réduire les sommes mises à sa charge, 592. — Les taxes de pavage sont assimilées aux contributions directes, et les recours contre les arrêtés des conseils de préfecture rendus en cette matière ne donnent pas lieu à une condamnation de dépens, 592; V, 374, 559. — Rues de Paris. — La loi du 16 juin 1859, qui a annexé plusieurs communes à la ville de Paris, a eu pour effet de rendre applicables au territoire de ces communes les anciens usages d'après lesquels les habitants de Paris doivent supporter les frais de l'établissement du premier pavage dans la moitié de la rue joignant leurs propriétés chacun au droit de soi, V, 444. — Mais si un propriétaire prétend être exempt de cette charge, en vertu d'un acte de cession de terrain qu'il aurait consenti pour l'élargissement de la voie publique, sous la condition de mise en état de viabilité aux frais de la ville, et si la ville conteste la signification de la clause invoquée, le conseil de préfecture doit surseoir à statuer jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur cette contestation par l'autorité judiciaire, seule compétente pour déterminer le sens et la portée de l'acte de vente, 444. — Les

dispositions des anciens règlements sur le pavé de Paris qui mettent les frais de premier établissement du pavage à la charge des propriétaires riverains, chacun au droit de soi, à raison de la longueur de la face de leurs héritages sur les rues ont entendu limiter cette obligation à la dépense du pavage exécuté dans la moitié de la rue qui borde la propriété du riverain, V, 37, 374.

- (4) Chemins de fer. — Les chemins de fer font partie de la grande voirie et ne peuvent être assimilés aux propriétés particulières qui sont susceptibles de contribuer aux frais du pavage des voies urbaines, II, 250.

PAVIN DE LA FARGE, III, 20.

PAYEMENT. Voir Mandat. — Paiement d'une indemnité de dommage (époque du); fixation par le préfet, excès de pouvoir, II, 13. — Paiement indu, restitution, intérêts, I, 498. — Entrepreneur. Rejet d'une demande d'indemnité fondée sur des retards dans le paiement des à-comptes pendant l'exécution des travaux, II, 10.

PÉAGE. Voir Rachat.

- (1) Ponts de Bordeaux (rachat), I, 461; II, 404; de Trilport, II, 525; de Vichy, I, 218; II, 403.  
(2) Réduction de la durée sur une route rectifiée, V, 298. — Rampes de Pannessières (Jura), I, 199.  
(3) Exemption. — Interprétation de la disposition d'une ordonnance de 1842, portant exemption des droits de péage sur un pont en faveur des inspecteurs et stationnaires des lignes télégraphiques. Il est déclaré que l'ordonnance a entendu exempter du péage tout le personnel non sédentaire

de cette administration, personnel qui comprend aujourd'hui, outre l'inspecteur, des sous-inspecteurs, des surveillants et des facteurs, V, 380. — Les lois spéciales relatives à la concession des ponts, qui déclarent exemptés du péage les gendarmes dans l'exercice de leurs fonctions et les personnes placées sous leur escorte, ne doivent pas être étendues aux entrepreneurs des voitures servant au transport des prisonniers, I, 459. — Interprétation d'une ordonnance royale. — Il appartient au conseil d'Etat, à l'exclusion du conseil de préfecture, de déterminer, en cas de contestation entre l'administration et le concessionnaire d'un pont à péage, le sens et la portée d'une clause de l'ordonnance de concession qui a stipulé l'exemption des droits en faveur de certains agents de l'administration, V, 380.

- (4) Droit mobilier; hypothèque. — Le péage d'un pont construit avec une subvention de l'Etat et devant former une dépendance du domaine public, n'a le caractère ni d'un droit d'usufruit ou d'emphytéose, ni d'aucun autre droit réel emportant démembrement de la propriété; c'est un droit purement mobilier qui n'est pas susceptible d'affectation hypothécaire. En conséquence, les deniers en provenant doivent être distribués non par voie d'ordre, mais par voie de distribution par contribution, V, 467.

PÊCHE FLUVIALE (police de la). Voir circulaires.

- (1) Décret qui place la surveillance, la police et l'exploitation de la pêche dans les attributions du mi-

- nistre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, II, 159.
- (2) Instructions au sujet de la poursuite des délits et du paiement des frais de poursuites (circulaire), III, 307.
- (3) Loi du 31 mai 1865, V, 287. Circulaire pour l'exécution de cette loi, 301. — Envoi d'un projet de règlement, V, 306. — Fonctionnement du personnel de la surveillance (circulaire), V, 665. — Gratification aux rédacteurs des procès-verbaux, V, 789.
- (4) Décret qui désigne les fleuves, rivières et portions de fleuves et de rivières, compris dans les départements des Alpes-Maritimes, de la Savoie et de la Haute-Savoie, sur lesquels la pêche sera exercée au profit de l'Etat, V, 121.
- (5) Décret qui détermine le mode de vérification de la dimension des mailles des filets et l'espacement des verges des nasses autorisées pour la pêche de chaque espèce de poisson, V, 538.
- (6) Exercice du droit de pêche. — Contestations; compétence. — Les contestations entre l'Etat et les particuliers sur l'exercice du droit de pêche, sont de la compétence des tribunaux civils. Elles ne sont pas subordonnées à l'interprétation de l'ordonnance du 10 juillet 1835, qui détermine les parties de rivières où la pêche doit être exercée au profit de l'Etat, cette ordonnance n'ayant été rendue que sous la réserve des droits des tiers, V, 251. — Dans une instance judiciaire intentée par une commune contre l'Etat au sujet d'un droit de pêche, le préfet est fondé à revenir pour l'administration la question de savoir si la partie de rivière où ce droit doit s'exercer était navigable avant l'ordonnance du 10 juillet 1835, question à laquelle est subordonnée la décision du litige, 100.
- PEES-BEIGREGONNE, II, 113.
- PEILLON, DELORAS et autres, IV, 273.
- PELLAPRA, II, 632.
- PELLETERAT DE BORDES, IV, 580.
- PELLION, V, 689.
- PÉNALITÉ. Voir contravention, cumul de peines.
- PENICAUD, V, 374.
- PENSIONS :
- Crédits d'inscription pour l'année 1864, IV, 221, 336; idem pour l'année 1865, V, 149.
- (1) Droits acquis au 1<sup>er</sup> janvier 1854; maximum. — Les pensions des fonctionnaires qui, au 1<sup>er</sup> janvier 1854, avaient accompli la durée de service exigée par la législation antérieure à la loi du 9 juin 1853, doivent être liquidées d'après cette législation. — Ces fonctionnaires ne peuvent prétendre au maximum établi par la loi nouvelle, en se fondant sur ce qu'à la date de sa mise à exécution ils ne satisfaisaient pas à la condition d'âge déterminée antérieurement pour la pension, I, 94. — Les fonctionnaires en exercice au 1<sup>er</sup> janvier 1854 et soumis pour le règlement de leurs pensions à une double liquidation, ne sont pas fondés à prétendre que le maximum de leurs pensions soit fixé conformément aux anciens règlements pour la période de leurs services antérieurs à 1854, et conformément à la loi nouvelle pour leurs services postérieurs.

Le maximum déterminé par cette loi leur est seul applicable, V, 486.

(2) Services antérieurs à 1854.

L'article 3 du décret du 13 septembre 1806 fixe au sixième du traitement moyen des quatre dernières années la pension acquise sur les fonds généraux pour cause d'infirmités. Cette règle doit être étendue à l'égard des fonctionnaires qui acquièrent le droit à pension pour infirmités sous l'empire de la loi de 1853, en ce sens que les services antérieurs à 1854 seront liquidés proportionnellement à leur durée et donneront lieu à l'allocation, non du sixième du traitement moyen des quatre dernières années, mais du trentième seulement de ce sixième par année de services; chaque année de services rendus à partir de 1853 étant rémunérée à raison d'un soixantième du traitement moyen des six dernières années, III, 166. — Le décret du 13 septembre 1806, fixe la pension des fonctionnaires après trente ans de service effectif au sixième du traitement moyen des quatre dernières années, et accorde une bonification pour chaque année de service ajoutée aux trente ans (un trentième des cinq sixièmes du traitement), IV, 448. — Cette bonification n'est applicable qu'aux fonctionnaires qui comptaient plus de trente ans de services effectifs au 1<sup>er</sup> janvier 1854. Elle ne peut être réclamée par ceux qui n'ont accompli les trente ans que sous l'empire de la loi de 1853 ou qui ne réuniraient trente ans antérieurement à 1854 qu'en comptant doubles leurs années de services aux co-

lonies. Ils n'ont droit pour chaque année d'activité antérieure à 1854 qu'au sixième du trentième de leur traitement des quatre dernières années, 448.

(3) Services hors de l'Europe. — Les conducteurs des ponts et chaussées ont le droit de compter doubles, dans la liquidation de leurs pensions, les années de services rendus hors d'Europe, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1854, pourvu qu'ils aient accompli trente ans de services effectifs au moment de leur mise à la retraite, II, 595; III, 8.

(4) Infirmités. — Les fonctionnaires qui demandent une pension pour infirmités ne peuvent être dispensés de la condition de vingt années de service exigée par l'article 11 de la loi du 9 juin 1853, en alléguant que leurs infirmités ont été contractées avant cette loi, et que les règlements qui régissaient alors leur situation autorisaient la concession de pensions pour causes d'infirmités, quelle que fût la durée des services des fonctionnaires, V, 686. — Remise en activité. — Un fonctionnaire après avoir obtenu une pension exceptionnelle pour causes d'infirmités, a été remis en activité dans un autre service. L'exercice de ses dernières fonctions a déterminé le retour des infirmités qui avaient motivé sa mise à la retraite. Dans cette situation, il doit être considéré comme ayant acquis des droits à une nouvelle pension exceptionnelle. Il est fondé, dès lors, à réclamer une nouvelle liquidation basée sur la généralité de ses services, II, 445.

(5) Accident grave. — Les employés qu'un accident grave, résultant

notoirement de l'exercice de leurs fonctions, met dans l'impossibilité de les continuer, peuvent obtenir une pension à titre exceptionnel, quels que soient leur âge et la durée de leur activité. Pension accordée, par application de cette règle, à un facteur de la poste atteint dans son service d'une foulure au pied ayant amené un état d'infirmité qui s'est progressivement développé et a mis l'employé hors d'état de service, I, 369. — Un accident grave résultant notoirement de l'exercice des fonctions et ayant occasionné la mort d'un fonctionnaire, ouvre à sa veuve le droit à pension à titre exceptionnel, quel que soit l'âge du mari et la durée de son activité, IV, 549. — Pension accordée, par application de cette règle, à la veuve d'un préposé de douane saisi, étant de service, d'un refroidissement qui l'a forcé à quitter son poste et à la suite duquel il est mort huit jours après, sans avoir pu reprendre ses fonctions, 549. — Pension exceptionnelle accordée à la veuve d'un inspecteur des contributions indirectes mort des suites d'un accident grave résultant notoirement de l'exercice de ses fonctions, 45. — Décès par suite de lutte dans l'exercice des fonctions. — La veuve d'un employé qui a perdu la vie par suite d'une lutte soutenue dans l'exercice de ses fonctions, a droit à une pension exceptionnelle, alors même que la mort ne serait survenue que plusieurs années après les blessures qui en ont été la cause, II, 87. — Jugé que si l'affection hémorroïdale à laquelle a succombé un em-

ployé a pu être le résultat du travail continu et sédentaire auquel ses fonctions l'ont forcé de se livrer, sa mort n'a point été la suite d'un accident grave tel que l'exige la loi pour ouvrir à la veuve le droit à pension, I, 303.

(6) Étranger. — Un étranger admis en qualité d'employé dans le service intérieur d'une administration publique, peut, après son admission à la retraite, obtenir une pension aux conditions fixées pour les employés de cette administration. C'est à tort que le ministre décide qu'il ne peut procéder à la liquidation de sa pension qu'après qu'il se sera mis en instance pour obtenir la naturalisation, III, 477.

(7) Employé démissionnaire. — Un fonctionnaire qui, sans être admis à faire valoir ses droits à la retraite, donne sa démission et est remplacé, perd son droit à pension. Il n'est pas fondé, en alléguant qu'il remplissait les conditions légales de durée de service et d'âge, à attaquer la décision ministérielle qui a refusé, après son remplacement, de l'admettre à faire valoir ses droits à la retraite, III, 63.

(8) Pensionnaire remis en activité. — Un fonctionnaire pensionné avant la loi du 9 juin 1853, puis remis en activité, peut, lors de sa retraite définitive, obtenir soit un supplément de pension, soit une nouvelle liquidation basée sur la généralité de ses services. Toutefois, si les nouvelles fonctions ne donnaient pas droit à pension avant la loi de 1853, le fonctionnaire n'est pas recevable à demander une liquidation générale qui aurait pour effet d'é-

tendre l'application des anciens règlements à des services devenus admissibles seulement en vertu de la loi nouvelle, I, 95.

(9) Suppression d'emploi. — Un fonctionnaire, réformé par suite de suppression d'emploi, et qui reprend du service dans la même administration, n'est plus recevable, s'il est privé plus tard de ses nouvelles fonctions, à réclamer une pension exceptionnelle pour cause de suppression de son premier emploi, II, 229.

(10) Maximum. — Le maximum des pensions concédées aux fonctionnaires et employés, en vertu de la loi du 9 juin 1853, est basé sur le traitement moyen des six dernières années d'activité et non sur le dernier traitement, III, 247.

(11) Minimum prétendu. — D'après le tableau n° 3, annexé à la loi de 1853, le maximum des pensions est limité pour les traitements de 1000 fr. et au-dessous à 750 fr. et pour les traitements de 1001 à 2400 fr. aux deux tiers du traitement sans pouvoir descendre au-dessous de 750 fr. Cette disposition n'attribue pas aux employés susceptibles d'être retraités un minimum de pension de 750 fr. Elle empêche seulement, lorsque la durée de leurs services comporterait une pension de 750 fr. que la réduction aux deux tiers du traitement ne la fasse descendre au-dessous de ce chiffre, III, 332.

(12) Prolongation de service après la mise à la retraite. — La prolongation momentanée d'activité d'un fonctionnaire postérieurement à sa mise à la retraite ne donne pas lieu à un supplément

de liquidation (art. 47 du décret du 9 novembre) III, 166.

(13) Rappel d'arrérages. — Le rappel de plus de trois années d'arrérages n'est interdit qu'à l'égard des fonctionnaires et employés qui ont laissé écouler plus de trois ans sans réclamer la liquidation de leurs pensions et sans justifier de leurs titres, IV, 317. — Ceux qui ont produit leurs justifications en temps utile, mais dont la liquidation a été retardée par le fait de l'administration, ont droit au rappel des arrérages à partir de la cessation de leur traitement d'activité, quel que soit le laps de temps écoulé, 317.

(14) Ingénieurs; ordonnance du 5 août 1840. — Les ingénieurs des ponts et chaussées en exercice au moment de la promulgation de l'ordonnance du 5 août 1840, ont le droit de réclamer, pour le règlement de leur pension de retraite, soit le bénéfice de cette ordonnance qui fait remonter leurs services à la date de leur entrée à l'Ecole des ponts et chaussées, soit l'application du décret du 7 fructidor an XII, art. 35, d'après lequel leurs services admissibles comptent seulement à partir de leur nomination au grade d'aspirant ingénieur, V, 66. — Les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines en exercice au moment de la promulgation de l'ordonnance du 5 août 1840, peuvent renoncer au bénéfice que cette ordonnance leur confère de faire remonter leurs services à la date de leur entrée à l'Ecole des ponts et chaussées ou des mines; et, dans ce cas, leurs services admissibles comptent seulement à partir de leur nomination



- au grade d'aspirant ingénieur par application de l'article 35 du décret du 7 fructidor an XII, V, 570.
- PÉRALDI, II, 704.
- PÉREMPTION. *Voir* Prescription. — Autorisation de construire, III, 206.
- PÉRIER, III, 213.
- PÉRIMÈTRE D'UN SYNDICAT D'ENDIGUEMENT. Fixation. Chose jugée, I, 107. — Décidé que les propriétés de certains réclamants avaient été assujetties à tort à des taxes d'endiguement, attendu qu'elles étaient situées en dehors du périmètre fixé par le décret constitutif de l'association syndicale, IV, 195.
- PERRICHON, III, 350.
- PERRIN DES ÎLES et LIGNÉE, III, 364.
- PERSONNEL, I, 75, 255, 361, 487; 540; II, 82, 174, 407, 577, 753; III, 146, 315, 459, 639, 807; IV, 98, 267, 356, 505, 681; V, 169, 325, 550, 670, 806.
- PERSONNEL. *Voir* inspecteurs, ingénieurs, école, conducteurs, cantonniers, pêche fluviale.
- (1) Demandes des fonctionnaires ou agents. Intervention de personnages étrangers à la hiérarchie des corps, III, 638.
- (2) Conducteurs et employés secondaires. — Frais de découchers et de déplacements. Modifications au règlement du 28 août 1862 (circulaire), V, 164.
- PERTES. *Voir* Avaries.
- PESCATORE, IV, 435.
- PETIT, IV, 287.
- PETIT-JEAN, V, 576.
- PIARD, III, 770.
- PICARD, II, 479.
- PICHON, III, 255. IV, 430.
- PICOMES, III, 533.
- PICOTTEAU, IV, 164.
- PICQUE-PIERRE (syndicat de) IV, 631.
- PIERLAY, V, 709.
- PIERSON, II, 735; V, 195.
- PIGNEAU, IV, 629.
- PLAN-D'ORGON (canal du), I, 414.
- PLANTATIONS :
- (1) Routes. — Les infractions aux arrêtés préfectoraux réglant l'élagage des plantations le long des routes impériales et départementales sont justiciables du conseil de préfecture en ce qui concerne les plantations ordonnées dans l'intérêt de la route par l'autorité administrative et du tribunal de simple police, lorsqu'il s'agit de plantations exécutées par les riverains pour la clôture et l'aménagement de leurs propriétés, II, 126. — La pénalité encourue dans ce dernier cas est l'amende de 1 à 5 fr. prononcée par l'article 471, n° 15, du Code pénal. L'application de cet article ne rentre pas dans les pouvoirs attribués aux conseils de préfecture, 126. — Le fait de laisser des bestiaux se répandre et pâturer dans les fossés et sur les accotements d'une route plantée d'arbres ou de haies, doit être puni d'une amende par application de l'arrêt de 1759, alors même qu'il n'en serait pas résulté de dégradations pour les plantations de la route, III, 81.
- (2) Petite voirie; élague. — Lorsqu'un arrêté prescrivant l'élague oblige en outre à une sommation dans le cas où cet élague n'aurait pas lieu au jour fixé, en accordant un délai, sous peine de voir cet élague opéré par l'administration aux frais du riverain, il impose une obligation qui engendre une action ci-

vile pour le paiement de ces frais, mais qui n'empêche pas la contravention pénale pour n'avoir pas opéré l'élague. C'est donc à tort que le juge de police refuse de réprimer la contravention par le motif qu'il ne s'agit que d'une action civile, III, 273. — Les chemins ruraux étant susceptibles de possession par les riverains, le juge de paix qui reconnaît la possession annale d'un chemin rural ne peut, se fondant sur un arrêté de classement, refuser l'action possessoire et donner effet à cet arrêté en obligeant les riverains à élaguer leurs arbres, V, 243.

(3) Chemins vicinaux; anticipations. — L'existence de plantations anciennes ou nouvelles dans la largeur attribuée à un chemin vicinal par l'arrêté de classement, constitue une anticipation sur le sol du chemin. Le droit de propriété allégué par un propriétaire riverain ne peut faire obstacle à la répression de cette anticipation, I, 330.

(4) Cours d'eau non navigables. — Le préfet excède ses pouvoirs lorsqu'il prescrit aux riverains l'élague de leurs plantations en se fondant exclusivement sur ce que l'Etat est propriétaire du ruisseau et a le droit d'exiger des voisins l'exécution de l'article 672 du Code Napoléon. Les contestations relatives à l'application de la servitude établie par cet article rentrent exclusivement dans les attributions de l'autorité judiciaire, III, 329. — Il n'appartient pas à l'administration d'interdire ou de régler, en dehors des limites d'un cours d'eau, l'exercice du droit de planter. Dès lors doivent être annulées

pour excès de pouvoir les dispositions d'un arrêté par lequel le préfet interdit aux riverains de planter à une certaine distance des berges et leur impose l'obligation de demander un alignement pour la plantation qu'ils pourraient faire, V, 239.

(5) Rivières navigables. — Les dispositions du décret du 29 mai 1808, qui interdisent de faire aucune plantation sur les rivages de la Sèvre, sans l'autorisation du préfet, sont applicables aux affluents de cette rivière, et spécialement au canal de Biffour. — L'infraction à ces dispositions constitue une contravention de grande voirie dont la répression appartient aux conseils de préfecture, III, 177. — Les plantations faites par un particulier sur un terrain que recouvrent les hautes eaux navigables de la Loire, constituent une contravention de grande voirie; c'est avec raison que le conseil de préfecture condamne le contrevenant à les détruire et à payer une amende, par application de l'arrêt de 1783, II, 721. — Plantations sur un îlot dépendant d'une rivière navigable, contravention, question de propriété, II, 123.

(6) Dommages à des plantations. — Les dommages causés aux arbres d'un quai et d'un boulevard par suite du mauvais état des conduites de gaz établies par la compagnie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz en exécution de son marché, ne peuvent donner lieu à une poursuite pour contravention aux règlements sur la grande voirie, IV, 294.

PLOYER, III, 204; IV, 603,

PLUS-VALUE :

- (1) Plus-value compensée avec un dommage résultant de travaux publics, I, 114; IV, 202, 370, 396, 648; V, 54, 416, 441, 740, 756.
- (2) Plus-value non justifiée, I, 335, 446; II, 482, 667; V, 9, 13, 754, 776.
- (3) Plus-value éventuelle non admise en compensation d'un dommage, II, 646.
- (4) Plus-value apportée à des propriétés par suite de travaux publics; indemnité à la charge des propriétaires. — Question de savoir si l'établissement de la levée d'un chemin vicinal formant digue contre les inondations d'un fleuve avait apporté aux propriétés riveraines une augmentation notable de valeur, et si dès lors une indemnité de plus-value pouvait être réclamée aux propriétaires de ces terrains en vertu des articles 30 et 31 de la loi du 16 septembre 1807, solution affirmative; la plus-value ayant varié entre 400 et 200 fr. par hectare, décidé que la commission spéciale avait avec raison mis à la charge des réclamants une indemnité égale à la moitié de cette plus-value, II, 437.
- (5) Usine, canal. — La plus-value qu'une usine peut retirer de la création d'un canal achevé depuis de longues années (dans l'espèce depuis vingt-trois ans), ne saurait être opposée par l'Etat comme compensation à une demande d'indemnité formée par l'usiner à raison de chômages provenant de réparations récemment exécutées au canal. L'Etat ne peut pas prétendre notamment que l'établissement du canal, en mettant l'usine à l'abri des inondations auxquelles elle

était exposée autrefois, lui a procuré, pendant la durée même du chômage, des avantages supérieurs au dommage dont se plaint l'usiner, V, 754.

POMMEREU (de), IV, 602.

PONCELET, V, 590.

PONCET, V, 464.

PONTS :

- (1) Pont d'Argentat (Corrèze), route impériale, n° 120, de Rodez à Limoges. — Rachat du péage, V, 339. — Rachat des péages de plusieurs ponts de Lyon. Loi 515, décret 794.
- (2) Pont de Bordeaux. — Rachat de la concession, I, 461; II, 404; III, 145.
- (3) Pont de Givors (Rhône), route impériale, n° 86. — Rachat de péage, IV, 219.
- (4) Pont de Port-Jouet (Deux-Sèvres). — Rachat de la concession (loi) IV, 228.
- (5) Pont de Trilport sur la Marne. Rachat de la concession (loi) II, 525; III, 145.
- (6) Pont de Vichy; route impériale, n° 9 bis. Rachat, I, 218; II, 403.
- (7) Pont fixe en métal avec travée mobile, sur l'Arguenon, au passage du Guildo, route départementale, n° 13 (Côtes-du-Nord); concession. — Décret, II, 141. — Cahier des charges, 141; adjudication, 147.
- (8) Pont suspendu sur la Durance à Rousset, route départementale des Hautes-Alpes, n° 1; concession. — Décret, II, 47. Cahier des charges, 47, adjudication, 55.
- (9) Pont suspendu de Ris-Orangis, sur la Seine, route départementale de Seine-et-Oise, n° 30; travaux de restauration; concession. — Décret, II, 379. Cahier des charges, 381; adjudication, 385.

- (10) Etablissement d'un pont en maçonnerie sur la Vézère, au lieu dit *le Gourde de l'Arche* et de la route départementale du Martoullet à Terrasson aux abords de ce pont (Corrèze et Dordogne). — Décret, V, 275. Cahier des charges, 276.
- (11) Pont en maçonnerie sur la Vienne, à Pouzay, route départementale d'Indre-et-Loire, n° 32; concession; décret, I, 27. Cahier des charges, 27, adjudication, 84.
- (12) Pont sur un canal navigable; entretien. — Interprétation sur la demande de l'autorité judiciaire d'une délibération des Etats de la province du Languedoc, d'un ancien arrêt du conseil d'Etat et d'un décret impérial relatif au canal du Midi. — Décidé qu'il ne résulte d'aucune disposition de ces actes que l'entretien et, au besoin, la reconstruction d'un pont desservant un domaine privé soient à la charge de la compagnie des propriétaires du canal, IV, 566. — Elargissement; conventions particulières. — Il est déclaré qu'en mettant à la charge de l'adjudicataire de moulins, outre leur entretien ordinaire, un déversoir, un canal et un pont desservant un chemin de grande communication, l'acte de vente nationale produit n'a pas entendu faire supporter à l'adjudicataire les frais d'élargissement du pont dans le cas où cet élargissement serait reconnu nécessaire, III, 495.
- (13) Chute d'un pont communal dans un canal; responsabilité, compétence, IV, 420, 559.
- (14) Concessionnaire. — Réparation, bac provisoire. — La clause d'un cahier de charges portant que le concessionnaire d'un pont établira à ses frais un passage provisoire à l'aide d'un bac, lorsque la circulation sur le pont sera interdite, n'implique pas l'obligation pour le concessionnaire d'entretenir à ses frais la voie publique servant d'accès audit bac, III, 198. — Passage à gué. — Le passage à gué d'un cours d'eau sur lequel est établi un bac ou un pont n'est pas une infraction aux droits du concessionnaire, s'il n'a pas pour but de couvrir une fraude à ses droits, II, 677.
- (15) Autorisation. — Il n'appartient pas aux préfets d'autoriser l'établissement de ponts sur les rivières navigables, sans que les projets aient été soumis à l'enquête et approuvés par l'administration supérieure, III, 594.
- (16) Levée aux abords d'un pont, obligation de reconstruire. — Décidé, par interprétation des clauses d'un cahier des charges de la construction d'un pont, que l'obligation imposée au concessionnaire de reconstruire le pont, le cas échéant, s'appliquait également aux levées qui en formaient les abords, V, 197.
- (17) Ponts suspendus; épreuve en fin de concession. Question de savoir si l'administration avait eu le droit de prescrire l'épreuve d'un pont suspendu en fin de concession. Solution affirmative par application d'une clause du cahier des charges qui autorisait le renouvellement de l'épreuve tous les ans, sous la seule condition, accomplie dans l'espèce, d'une visite détaillée du pont, III, 236.
- PORTE, III, 694.
- PORTS MARITIMES DE COMMERCE. Voir Dock, Domaine public.

- (1) Port de Bayonne, II, 214.
- (2) Port de Bordeaux. — Travaux d'amélioration. Déclaration d'utilité publique, I, 460.
- (3) Port de Boulogne. — Travaux d'amélioration, I, 462.
- (4) Port de Calais. — Établissement d'une grue sur le quai du bassin à flot, I, 455.
- (5) Port de la Ciotat. — Etablissement d'un bassin de radoub. Décret, IV, 664. Cahier des charges, 664.
- (6) Port de Dunkerque. — Travaux d'amélioration. Déclaration d'utilité publique, I, 457.
- (7) Port du Havre. — Construction d'un bassin à flot et de trois formes de radoub sur l'emplacement de la citadelle (loi), IV, 466. — Prêt de la chambre de commerce à l'Etat. Établissement d'un droit de péage pour le remboursement du prêt (loi), V, 519.
- (8) Port de Saint-Nazaire. — Bassin à flot; travaux complémentaires, I, 457. — Exécution d'un second bassin à flot. Déclaration d'utilité publique, I, 460.
- (9) Lestage et délestage. Un cahier des charges passé entre l'administration et un entrepreneur du lestage d'un port est un simple contrat civil, qui ne présente aucun des caractères du règlement de police et ne peut imposer aux tiers aucune obligation emportant une sanction pénale, V, 271. — Serait illégal, comme contraire à l'ordonnance de la marine de 1681 et à la liberté de l'industrie, un règlement de police interdisant aux capitaines de faire procéder par leur équipage au lestage ou au délestage, 271.
- (10) Embarquement et débarquement du lest. Lorsqu'un règlement de police interdit à tout capitaine d'embarquer ou de débarquer du lest sans en avoir préalablement fait la demande et obtenu l'autorisation, le juge de police ne peut admettre des distinctions non prévues, et notamment décider que le règlement ne peut s'appliquer qu'aux bâtiments abandonnant leur lest à l'administration du port; que ces prescriptions ne concernent pas les bâtiments à vapeur, etc II, 3.
- (11) Lest vendu comme marchandise. — Le fait par un capitaine de navire, au lieu de déposer le sable formant son lest dans l'emplacement désigné par le maître de port, de le vendre et de le faire transborder sur une allée pour être livré à l'acheteur, ne constitue aucune contravention, III, 748.
- (12) Chauffage des navires; contravention. Le propriétaire de navires qui procède à leur radoub par l'opération du chauffage dans un emplacement autre que celui désigné par le maître de port en vertu d'un règlement préfectoral, commet une contravention de grande voirie de la compétence du conseil de préfecture. Cette contravention est prévue par les dispositions de l'ordonnance de la marine de 1681 établissant qu'il y aura dans chaque port des lieux pour travailler aux radoub, et que le chauffage des navires ne pourra être fait que dans les emplacements indiqués par les maîtres de quai, sous peine d'amende, V, 206.
- (13) Stationnement de voitures. — L'encombrement du terre-plein d'un port en y faisant stationner des voitures chargées constitue

une contravention de grande voirie prévue et réprimée par l'article 3 de l'arrêt du conseil du 24 juin 1777, qui ordonne, sous peine d'amende, à tous riverains, marinières ou autres de faire enlever les empêchements étant de leur fait dans le lit des rivières ou sur leurs bords, V, 204.

- (14) Navire échoué. — Il y a contravention aux lois et règlements sur la voirie maritime, lorsqu'un navire a échoué dans le chenal d'entrée d'un port, faisant écueil et obstacle à la navigation et que le capitaine n'a pas obtempéré à l'ordre qui lui a été donné, par les agents de l'administration, de le retirer. Les règlements anciens ou nouveaux de voirie ne contiennent aucune peine applicable à cette contravention. Le procès-verbal qui la constate a pu valablement être dressé postérieurement à l'enlèvement du navire échoué. (Solution implicite.) Le conseil de préfecture, compétent, d'après la loi du 29 floréal an X, pour statuer sur le procès-verbal dont il s'agit, l'est également pour condamner le capitaine au paiement des frais de poursuites et au remboursement des dépenses faites pour relever le navire. — L'armateur doit être déclaré civilement responsable du montant de ces condamnations. Le conseil de préfecture est incompétent pour statuer sur la question de savoir si l'abandon, fait par le capitaine, du navire et de son fret peut le libérer, par application de l'article 216 du Code de commerce, des frais de sauvetage, III, 233.

- (15) Frais d'éclairage. — Recours d'une commune contre une déci-

sion par laquelle le ministre des travaux publics aurait mis à sa charge les dépenses d'éclairage d'un port pour une somme supérieure à celle qu'elle avait consenti à supporter. Rejet, la décision attaquée ayant eu pour objet de prendre pour l'Etat l'engagement de contribuer à la dépense en vue du concours de la commune et non de contraindre celle-ci au paiement d'une dépense qu'elle n'aurait pas consentie, V, 373.

- (16) Port servant de dépôt des bois et charbons destinés à l'approvisionnement de Paris. — Sont réputés ports, par le seul fait du dépôt des bois soit à brûler, soit à ouvrer, et à ce titre, assujettis au paiement du droit dû au garde-port, en vertu de l'article 61 du décret du 21 août 1852, les terrains situés à proximité des rivières et canaux du bassin de la Seine qui servent habituellement ou accidentellement de dépôt de bois; il n'est pas nécessaire qu'une décision administrative leur ait donné ce caractère. On ne peut pas davantage objecter que les terrains dont il s'agit ont été loués par le propriétaire de ces bois, IV, 600. — La surveillance du garde-port est obligatoire pour ce dépôt de bois, et les droits qui lui sont attribués par les lois et règlements ne peuvent lui être refusés en aucun cas, 600.
- (17) Port sur une rivière; revendication de terrains qui en dépendent, compétence, II, 214.

Possession. Voir action possessoire.

POSSESSION d'un terrain incorporé au domaine public; ne peut être réclamée par des particuliers qui

prétendent en avoir été propriétaires, II, 214.

POULAIN, V, 19.

POUPART, I, 273.

POURAILLY, V, 92.

POURVOI, *Voir* cassation, chose jugée, délai, signification, sursis.

QUALITÉ POUR SE POURVOIR. *Voir* actions.

(1) En matière de taxes assimilées aux contributions publiques, les pourvois peuvent être formés sans frais, V, 21.

(2) Expropriation. — Le jugement qui refuse de prononcer l'expropriation peut être attaqué par la voie de l'appel devant la cour impériale, IV, 623.

(3) Un pourvoi contre un arrêté préfectoral qui a servi de base à une condamnation judiciaire n'est pas recevable, III, 582. — La recevabilité du recours incident est subordonnée à celle du pourvoi principal, 547.

(4) Renonciation prétendue. — La partie qui paye sans réserves les sommes dont elle a été constituée débitrice par un arrêté du conseil de préfecture, ne saurait être considérée comme ayant renoncé au pourvoi qu'elle avait précédemment formé contre cet arrêté, I, 132.

(5) Intérêt de la loi. — Les ministres ne sont recevables à présenter des pourvois dans l'intérêt de la loi qu'autant que les décisions qui font l'objet de ces pourvois ne sont plus susceptibles d'être déférées au conseil d'Etat par les parties intéressées dans les délais du règlement du 22 juillet 1806, IV, 273. — Rejet, par application de ce principe, d'un pourvoi formé par le ministre des travaux publics contre deux arrêtés par

lesquels le conseil de préfecture avait désigné le tiers expert dans une contestation entre un concessionnaire et un particulier, arrêtés qui ne pouvaient devenir définitifs qu'en même temps que la décision sur le fond, 273.

(6) Pourvoi pour excès de pouvoir devant le conseil d'Etat; recours ultérieur devant le ministre par la voie hiérarchique, V, 406. — Moyen de nullité d'un pourvoi, tiré de ce que la requête ne contiendrait pas les faits et moyens à l'appui. Rejet, 106.

POUSSIN, V, 722.

POUZOT, II, 581.

PRAT, I, 144.

PRÉEMPTION (droit de). — Renonciation prétendue, III, 551. — Droit de préemption sur le sol d'un chemin rural; compétence judiciaire, IV, 381.

PRÉFET. *Voir* Actions, Règlements. Revendication d'attributions. *Voir* Ministre. — Préfet de la Seine. *Voir* Ourcq (canal de l'), Eaux de Paris. — Endiguements à la mer; excès de pouvoir, V, 746. — Modification d'un tracé approuvé par un décret. Excès de pouvoir, 710. — Un préfet ne peut autoriser l'établissement de ponts sur les rivières navigables, III, 594. — Un préfet ne peut, hors le cas d'urgence, prescrire les mesures nécessaires pour faire cesser le dommage résultant d'une contravention de grande voirie, III, 715. — Approbation des projets de routes départementales, IV, 78. — Contravention de grande voirie; mesures provisoires, 288.

PRESCRIPTION :

(1) Contravention prescrite. Alignement, action civile de la commune, V, 76. — Prescription d'un

arrêté du conseil de préfecture prononçant une contravention, IV, 407.

(2) Prescription opposée à une demande d'hypothèque, V, 245.

(3) Jugement. — Un jugement est périmé lorsqu'il est resté sans exécution pendant trente ans, V, 99.

(4) Eaux pluviales coulant sur la voie publique ne peuvent être acquises par prescription, III, 550.

(5) Interruption; condamnation par défaut. — La prescription des contraventions de grande voirie résultant de l'article 640 du Code d'instruction criminelle est interrompue s'il est intervenu, dans l'année où la contravention a été commise, une condamnation contradictoire ou par défaut, V, 400. — La prescription interrompue par une décision par défaut ne recommence à courir qu'à partir de la notification de l'opposition, 400.

(6) Dette de l'Etat; compétence, II, 684, 694.

(7) Chemin public; délaissement d'une partie de la largeur, II, 225; chemins ruraux, 213.

(8) Rue projetée. — Les terrains situés sur l'emplacement d'une rue projetée sont prescriptibles, II, 649.

#### PREUVE :

(1) — testimoniale; contravention, IV, 648.

(2) — contraire opposée à un procès-verbal des opérations d'un jury d'expropriation, IV, 187.

(3) — tirée de la correspondance des parties opposées aux dispositions claires et précises d'un traité; rejet, IV, 532.

(4) Caractère public ou privé d'un chemin; cadastre, V, 568.

(5) Preuve de l'existence légale d'une usine. Bien que n'ayant pu être faite lors d'une première demande d'indemnité, elle peut l'être à l'appui d'une seconde demande motivée sur de nouveaux chômages, III, 327.

PRÉVOST, V, 88.

#### PRISES D'EAU :

(1) Canal de navigation; redevances, III, 345.

(2) Canal de défrichement; contravention, III, 576.

(3) Cours d'eau non navigables; règlement, III, 5, 256, 737, 756.

(4) Prise d'eau dans la Durance; concession ancienne, demande en interprétation, V, 681.

(5) Prise d'eau dans un cours d'eau du domaine public, enquête, formalités, II, 236.

PRIVILÈGE. — Ouvriers et fournisseurs. Le privilège conféré par le décret du 26 pluviôse an II, aux ouvriers et fournisseurs des entrepreneurs de travaux publics, sur les sommes dues à ceux-ci par l'Etat pour travaux faits pour son compte, ne s'applique pas au cas de travaux pour la construction d'un pont communal ou départemental, exécuté par un concessionnaire à ses frais, risques et périls, moyennant un droit de péage, pendant un temps déterminé, ni aux sommes affectées à leur acquittement si elles n'avaient pu être et n'ont pas été, en effet, déposées par l'Etat dans une de ses caisses publiques, III, 19. — Lorsqu'un concessionnaire n'a pu achever son entreprise et qu'il a été déclaré déchu administrativement de sa concession, les ouvriers ou fournisseurs qui ont



concouru aux travaux vendus pour son compte à l'adjudicataire de la nouvelle concession ne peuvent exercer contre le nouveau concessionnaire l'action directe autorisée par l'article 1798 du Code Napoléon, en paiement de leurs travaux et fournitures; cet article n'est applicable qu'au cas où des ouvriers, ayant travaillé pour le compte d'un entrepreneur, veulent agir contre le propriétaire qui a commandé les travaux, III, 19.

**PRIX; entrepreneur. Voir Résiliation.**

(1) Difficultés au sujet de l'application d'un arrêt du conseil d'Etat fixant le prix d'un travail, compétence du conseil de préfecture, I, 111.

(2) Prix supplémentaire.—Un supplément de prix consenti pour l'extraction, dans une, carrière non désignée au devis, de pierres destinées à la voûte d'un pont, ne saurait être réclamé pour les pierres de même nature employées sans ordre des ingénieurs dans d'autres parties du pont, II, 10. — Jugé qu'une offre d'un supplément du prix d'extraction faite par le préfet et mentionnée dans un ordre de service des ingénieurs, était obligatoire pour l'administration, l'entrepreneur ayant tacitement accepté cette offre en continuant ses travaux, II, 10. — Composition d'un prix nouveau à raison de la présence non prévue de rocher dans des fouilles, I, 291.

(3) Travail imprévu.—Décidé qu'il y avait lieu, dans l'espèce, à la composition d'un nouveau prix pour un travail imprévu, III, 267. — Allocation d'un prix spécial

pour l'emploi de cintres mobiles en bois non prévus au devis et dont la nécessité s'était révélée au cours d'exécution. Décidé que ces cintres ne pouvaient être assimilés ni aux équipages et ustensiles mis à la charge de l'entrepreneur par l'article 10 des clauses et conditions générales ni aux échafaudages également mis à sa charge par un article du devis spécial à l'entreprise, 675. — Si l'entrepreneur ne peut être admis à revenir sur les prix par lui consentis sous prétexte d'erreur ou d'omission dans la composition de sous-détails, cette disposition n'est pas applicable au cas où il s'agit de fixer un nouveau prix pour un ouvrage non prévu, II, 511.

(4) Augmentation probable des prix dans le cours d'une entreprise.— Lorsque les prix subissent une augmentation notable, les entrepreneurs ont le droit d'obtenir la résiliation de leur marché, mais non de réclamer une allocation supplémentaire proportionnelle à cette augmentation. L'entrepreneur ne saurait se prévaloir d'une offre des ingénieurs, refusée par lui, d'une augmentation de prix, II, 10.

**PROCÉDURE. Voir Action, Cassation, Chose jugée, Défaut (décision par), Degré de juridiction (double), Dépens, Exécution, Jugement, Pourvoi, Signification.**

(1) Affaires contentieuses.—Procédure devant le conseil d'Etat. Règles à suivre par le ministre, IV, 472.

(2) On ne peut se faire un moyen de nullité de l'inobservation de formalités qu'on avait soi-même à remplir, IV, 429.

(3) Mémoire en défense; communication au demandeur. — Le conseil de préfecture n'est pas tenu de mettre le demandeur en demeure de prendre communication du mémoire en défense de la partie adverse. Si le demandeur a le droit d'obtenir cette communication, il n'est pas fondé à se plaindre qu'elle ne lui ait pas été faite, alors qu'il n'allègue pas l'avoir demandée, et que, d'ailleurs, il s'est écoulé un délai assez long (un mois dans l'espèce) entre le dépôt du mémoire et la décision du conseil de préfecture, IV, 539.

(4) Mémoire injurieux, suppression, dommages-intérêts. — Jugé que le conseil de préfecture avait avec raison prononcé la suppression d'un passage injurieux d'un mémoire produit devant lui. Rejet d'une demande de dommages-intérêts formée contre l'auteur du mémoire, la suppression susdite constituant une réparation suffisante pour la partie attaquée, II, 475.

PROCÈS-VERBAL des opérations d'un jury d'expropriation. — Inscription de faux, I, 326. — Mentions relatives : à la remise du tableau des offres et demandes, 150; à la remise des plans parcellaires, 150; à une visite de lieux, III, 69; au serment des jurés, 14, 765; à l'appel d'un juré complémentaire, 340; à la communication de pièces au jury, 511, 515; — à la publicité des débats, 55; — affaires distinctes; procès-verbaux écrits dans un même cahier, validité, 13; — énonciations relatives aux offres, II, 1; IV, 41. — Énonciations contredites par un juré, IV, 187. — Pro-

cès-verbal général et procès-verbaux distincts; contradiction. — Lorsqu'il a été dressé plusieurs procès-verbaux distincts pour chacune des affaires soumises au jury d'expropriation et qu'un procès-verbal général a résumé ensuite toutes les décisions dans une forme qui peut laisser à désirer, il n'y a pas pour cela preuve d'une irrégularité de nature à entraîner la nullité; il faut s'en rapporter aux constatations spéciales à chaque affaire, lesquelles étant régulières affirment suffisamment l'accomplissement régulier de toutes les formalités prescrites par la loi. Il en est ainsi surtout lorsque les procès-verbaux sont rédigés sur modèles imprimés à l'avance et fournis par la partie expropriante, V, 567. — Énonciations relatives à la visite des lieux, 384; au serment, 741.

#### PROCÈS-VERBAUX DE CONTRAVENTION :

(1) Qualité pour verbaliser; chemin de fer, IV, 432.

(2) Foi due, II, 211; III, 535. — Tardiveté prétendue, 233.

(3) Preuve testimoniale. — En cas d'insuffisance d'un procès-verbal, le tribunal de police ne peut, à peine de nullité, refuser la preuve par témoins offerte par le ministère public et relaxer les prévenus, IV, 648.

(4) Affirmation. — C'est avec raison que le conseil de préfecture déclare nul un procès-verbal de contravention qui, d'après les dates énoncées, aurait été affirmé avant sa rédaction, IV, 134.

(5) Aveu du prévenu. — La preuve de la contravention pouvant résulter de l'aveu seul du prévenu,

le jugement de relaxe, qui constate cet aveu, n'est pas suffisamment motivé par la vérification de la fausseté matérielle du procès-verbal, V, 216.

- (6) Enregistrement, délai, dimanche.—Si le dernier jour du délai fixé pour l'enregistrement des procès-verbaux se trouve être un dimanche, ce jour ne doit pas être compté, V, 579.

- (7) Délai entre la constatation des faits et leur rédaction. —Aucune disposition de loi ni de règlement n'impartit aux agents chargés de constater les contraventions de grande voirie, pour la rédaction de leurs procès-verbaux, un délai déterminé à partir du jour où ils ont reconnu le fait qui constituerait la contravention, IV, 455.

PROJET. *Voir* contribution, devis, préfet. — Projet défectueux; architecte; responsabilité, I, 374.

PROJET (modification d'un), V, 338.

PROMOTIONS. *Voir* nominations.

PROPRIÉTÉ (questions de) liées à la délimitation du domaine public. *Voir* domaine public, rivières navigables.

- (1) Propriété d'un terrain dépendant d'une portion de route déclassée; il n'appartient pas à l'autorité administrative de connaître des questions y relatives, III, 353.

- (2) Charges transmises implicitement par le vendeur à l'acheteur, V, 766. — Opposition à un règlement d'eau qui aurait violé un droit de propriété, 713; route sur un cours d'eau navigable; compétence, 611.

- (3) Propriété d'un terrain compris dans les limites d'un chemin vicinal ou rural déterminées par

un arrêté de classement; n'est pas atteinte par l'arrêté, III, 61, 704.

- (4) QUESTIONS DIVERSES. — Propriété en location; dommages. *Voir* bail. — (droit de propriété) opposé par une compagnie de travaux publics à une demande d'indemnité de dommage, II, 96, 466. — (droit de propriété) transformé en droit à indemnité, 42. — Offre d'indemnité au propriétaire apparent; indemnité au véritable propriétaire, 28, 485. — (exception de propriété) opposée à la poursuite d'une contravention commise sur une rivière navigable, 123, 517; sur les dépendances d'un canal, 519; sur un chemin public, 42, 213. — Rivière canalisée appartenant à un particulier; droit de propriétaire opposé à des mesures administratives concernant le halage, 727. — Propriété d'une maison établie anciennement sur l'arche d'un pont, I, 313. — Lits des cours d'eau, 423. — Voie publique, 273. — Le propriétaire n'a pas qualité pour réclamer des indemnités au nom et du chef de ses locataires qui ne sont pas en cause, 114, 335. — Copropriété; expropriation, 158. — Exception de propriété opposée à la poursuite d'une contravention; chemins vicinaux; plantations, 330; canaux; dépôt, 503. — Contestation relative à la propriété de terrains situés le long d'un canal, IV, 48; d'une source, 364; d'une île située dans le bras non navigable d'une rivière, 520; d'un terrain incorporé à la voie publique par suite d'alignement, 291; d'un terrain longeant une route, 407. — Rivière canalisée appartenant à un particulier;

- chute d'un pont; responsabilité; compétence, 420, 559.
- PROROGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION DE CHEMIN DE FER**, III, 439, 618, 635; d'un dessèchement, IV, 590.
- PROUST**, III, 574.
- PUBLICITÉ**. — Règlements préfectoraux, I, 396. — Règlement de police, III, 82. — Curage; enquête, IV, 164. — Taxes de curage, V, 725; jury d'expropriation, 708,
- PUITS** (creusement d'un) par une compagnie de chemin de fer; dommages; indemnité; compétence judiciaire, IV, 174.
- PUYO**, V, 564.

## Q

- QUAI**; alignement; construction non autorisée, IV, 288. (Revendication par des particuliers de terrains faisant partie d'un); compétence, XI, 214. — Alignement, grande voirie, V, 483.
- QUESNOT**, V, 94.
- QUESTIONS** préjudicielles, I, 122, 313, 405, 493; II, 123, 213, 261, 508, 678; IV, 48, 159, 364; V, 100; 354, 377, 403, 444, 463, 464.
- QUESTIONS** non préjudicielles, I, 330, 506; II, 38, 42, 220, 517, 629; III, 17, 704; V, 251.
- QUEYRIES** (marais des), V, 424.
- QUÉZAC**, II, 25.

## R

- RABILLOU**, II, 44.
- RACHAT**, Chemins de fer, II, 402, 406. — Canaux, I, 136, 138, 140, 141, 142, 143, 144. — Ponts, III, 145; IV, 219, 228; V, 516, 539, 794. — Route rectifiée, III, 617.
- RAFFIN**, IV, 41.
- RAILLIER**, IV, 9.
- RALLU**, II, 534.
- RAMAGNY et VALERY**, IV, 528.
- RANGOT**, IV, 656.
- RANVILLE-BREUILAUD** (commune de), II, 610.
- RAOULT**, IV, 124.
- RATEL-LEPERS**, V, 234.
- RAUCOULE**, III, 323.
- RAYMOND**, III, 201.
- RAYNAUD**, V, 345.
- REBOISEMENT DES MONTAGNES**. — Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 28 juillet 1860, I, 467, 221. — Circulaire, 484. — Loi qui complète, en ce qui concerne le gazonnement, la loi du 28 juillet 1860, sur le reboisement des

montagnes (8 juin 1864), IV, 225. — Règlement d'administration publique pour l'exécution combinée des deux lois des 28 juillet 1860 et 8 juin 1864, 479.

**RÉCEPTION DE TRAVAUX.** *Voir* malfaçons. — La réception définitive dégage l'entrepreneur de la garantie de ses ouvrages, sauf les cas prévus par les articles 1792 et 2270 du Code Napoléon, IV, 451. — Une réception de travaux ne dégage pas l'entrepreneur de la responsabilité décennale établie par les articles 1792 et 2270 du Code Napoléon, III, 499. — Jugé que la réception des travaux, retardée dans l'espèce par le fait de l'administration, devait remonter à la date de la résiliation, les ouvrages exécutés à cette époque étant recevables au point de vue des obligations de l'entrepreneur, IV, 539. — Un arrêté du préfet qui met un entrepreneur en demeure d'exécuter certains travaux supplémentaires, et prononce la mise en régie, s'il n'y a commencement d'exécution dans un délai déterminé, n'est pas susceptible d'être attaqué directement devant le conseil d'Etat par l'entrepreneur qui prétend être dégagé de toute responsabilité, attendu que ses travaux auraient été définitivement reçus et que son cautionnement aurait été restitué. Si l'entrepreneur veut contester la mesure prise par le préfet, il doit porter sa demande devant le conseil de préfecture, IV, 124.

**RECTIFICATION.** *Voir* route.

**RÉGIE.** L'administration peut, en vertu de l'article 21 des clauses et conditions générales, ordonner par voie de régie, après mise en

demeure, l'exécution des dispositions qu'elle juge nécessaires pour que les travaux soient achevés à l'époque prescrite. L'entrepreneur ne saurait réclamer contre ces dispositions en se fondant sur ce qu'elles le priveraient du droit qu'il tient du devis de choisir le mode d'exécution qui lui convient. La réclamation à cet égard doit être rejetée comme non recevable s'il a acquiescé aux mesures prescrites par une exécution volontaire ou en signant sans réserve des états de situation comprenant la dépense des travaux ordonnés par l'administration, V, 261. — Régie substituée à un entrepreneur dans les conventions passées par ce dernier, IV, 274. — Décidé que l'entrepreneur devait supporter les conséquences d'une régie motivée sur ce que les ouvriers non payés avaient abandonné les chantiers. Dans ces circonstances, l'entrepreneur n'est pas fondé à se plaindre qu'il ait été fait emploi de son matériel par la régie, 126. — Droit de l'administration de faire exécuter par voie de régie des travaux de viabilité qu'elle a prescrits au concessionnaire d'un pont sans préjudice de la résiliation du marché, II, 604. — Décidé que l'entrepreneur devait supporter les conséquences d'une régie motivée sur l'inexécution des travaux dans les délais fixés, II, 115. — Lorsque des travaux exécutés en régie aux frais de l'entrepreneur ont atteint des prix plus élevés que ceux prévus aux devis, l'administration peut se rembourser de la différence en retenant le prix de matériaux mis en œuvre par la régie et ap-

partenant à l'entrepreneur, V, 55. — Régie indûment ordonnée, I, 293.

#### RÈGLEMENTS :

- (1) Règlement municipal, arrêté individuel, II, 585. — Le pouvoir de réglementation des maires pour les objets placés par la loi dans leurs attributions, ne peut s'exercer qu'au cas où il n'existe pas de règlement d'administration publique. Ainsi un arrêté municipal ne peut imposer aux cochers de voitures publiques des conditions d'âge autres que celles édictées par le décret du 10 août 1852, 421. — Règlement municipal. — Chemin de fer, V, 256.
- (2) Règlements préfectoraux; publication. — Les règlements de police ne sont exécutoires qu'après qu'ils ont été légalement portés à la connaissance de ceux auxquels ils s'adressent; notamment l'insertion des règlements préfectoraux dans le recueil des actes de la préfecture, n'est pas une publication suffisante pour avertir les simples particuliers. Et les tribunaux de répression sont souverains pour décider, après enquête, que le règlement préfectoral dont l'application est demandée n'a pas été publié dans la commune où son exécution est réclamée, I, 396. — Règlement préfectoral contraire à la liberté de l'industrie, V, 271. — Règlements préfectoraux pris dans un intérêt autre que la grande voirie, II, 109. — Les tribunaux ne peuvent suspendre l'effet d'un arrêté préfectoral réglant l'usage des eaux d'un cours d'eau non navigable, 248. — Règlement préfectoral dont la violation

constitue une contravention de grande voirie, 581.

- (3) Règlements de police. — Damage résultant pour une compagnie concessionnaire d'un canal; question d'indemnité, II, 644. — Publication, III, 82. — Recours non recevable, 717.
- (4) Règlements d'administration publique. Doivent être délibérés par le conseil d'Etat en assemblée générale et non par une section, I, 298.
- (5) Règlements anciens de voirie, exécution ajournée. — Le préfet et le ministre n'excèdent pas leurs pouvoirs en ajournant, à raison des circonstances, l'exécution d'un ancien arrêt du conseil qui a limité la hauteur réglementaire des constructions le long d'une voie publique communale, et en décidant que les excédants de hauteur actuelle ne seront frappés de retranchement qu'au moment où il sera nécessaire de reconstruire les bâtiments. Il leur appartient également de suspendre l'exécution d'un arrêté du conseil de préfecture qui a condamné un propriétaire à démolir des constructions dépassant la hauteur fixée par le règlement de voirie dont il s'agit. Ces mesures de tolérance n'ont pas pour effet de modifier l'ancien arrêt du conseil ou d'annuler l'arrêté du conseil de préfecture; elles peuvent être rapportées par les autorités desquelles elles émanent dans le cas où l'intérêt public l'exigerait, I, 379. — Voir exécution.

REINE, II, 138.

REMORQUAGE. Voir rivières navigables. — Service de touage sur chaîne noyée dans la Seine, entre l'écluse de la Monnaie et le

pont de Montereau. Modification du cahier des charges, I, 220.

RENARD-ROBERT, III, 11.

RENAUD, III, 56.

RENAULT, IV, 45.

**RENONCIATION** tacite à réclamer une indemnité, II, 447. — Interprétation d'une clause de cette nature, IV, 64, 460. — Renonciation prétendue à un pourvoi, I, 132. — Renonciation à un droit de préemption, doit être expresse, III, 551.

**RÉSERVE.** — Décompte, acceptation, IV, 126. — Décision du jury, V, 399. — Indemnité accordée sous réserve du droit du propriétaire à une indemnité plus forte, le cas échéant, III, 31, 504.

**RÉSILIATION.** Voir prix.

(1) Compétence. — Le conseil de préfecture est compétent, en cas d'inexécution des clauses et conditions d'une entreprise, pour en prononcer la résiliation sur la demande des parties intéressées, II, 511. — Il n'appartient qu'au conseil de préfecture de statuer sur les conséquences de la résiliation d'une entreprise de travaux publics, II, 734. — Résiliation d'une concession de travaux publics (application d'une clause de); recours contre une décision ministérielle; la contestation doit être portée devant le conseil de préfecture; le conseil d'État ne peut en être saisi directement, II, 590.

(2) Projet nouveau. — Pendant le cours des travaux de construction d'une digue à la mer, les ingénieurs reconnaissent que les sables sur lesquels doit être établie la digue sont facilement enlevés par le courant et compromettent la solidité de l'ouvrage.

Ils rédigent un projet complètement nouveau pour l'exécution de la deuxième partie de la digue. Sur le refus de l'adjudicataire d'exécuter ce nouveau projet, l'administration prononce la résiliation de l'entreprise. Jugé, dans ces circonstances, que la résiliation n'a pas eu pour cause un cas de force majeure qui, d'après l'article 1148 du Code Napoléon, exclurait toute allocation d'indemnité, et que l'entrepreneur est fondé à demander, aux termes de l'article 1794 du même Code, le dédommagement de toutes les dépenses de tous ses travaux et des bénéfices qu'il aurait pu réaliser dans son entreprise, III, 669. — Cessation absolue des travaux, indemnité. — Il y a cessation absolue des travaux adjugés dans le sens de l'article 36 des clauses et conditions générales, quand l'administration substitue un projet de viaduc à des travaux de terrassements en cours d'exécution. L'adjudicataire de l'entreprise abandonnée a droit à une indemnité qui, aux termes de l'article 40, peut être fixée au cinquantième des travaux restant à faire. C'est à tort que ledit adjudicataire prétend que l'indemnité doit être calculée d'après les pertes subies et les bénéfices manqués par application de l'article 1794 du Code Napoléon, attendu qu'il s'agirait, non de l'abandon des travaux, mais d'une simple modification dans le mode de leur exécution, II, 452.

(3) Augmentation dans la masse des travaux. — Demande en résiliation d'un marché passé pour la fourniture de matériaux d'en-

tretien d'une route, demande fondée sur ce que, pour une année, l'administration aurait exigé une quantité de matériaux dépassant de plus d'un sixième les quantités prévues au devis. Rejet, attendu que l'indication au devis des quantités à fournir annuellement n'était pas limitative et que l'entrepreneur ne justifie pas d'une augmentation de plus d'un sixième depuis l'origine de l'entreprise, V, 720. — Pour que les changements ordonnés au projet donnent lieu à résiliation sur la demande de l'entrepreneur, il ne suffit pas qu'ils aient amené des augmentations et des diminutions excédant respectivement le sixième des travaux prévus; il faut que la différence de plus du sixième existe toute compensation faite entre les augmentations et les diminutions, IV, 517.

(4) Augmentation notable des prix.

— L'augmentation notable survenue en cours d'exécution dans le prix des matériaux ne donne à l'entrepreneur, aux termes de l'article 39 des clauses générales, que le droit d'obtenir la résiliation de son marché et non celui de réclamer une allocation supplémentaire après l'achèvement des travaux. Il n'est pas fondé à décliner l'application de cet article, en alléguant que l'augmentation du prix proviendrait d'adjudications nombreuses qui sont le fait de l'administration, IV, 537. L'augmentation notable des prix qui, aux termes de l'article 39 des clauses et conditions générales, donne à l'entrepreneur le droit de demander la résiliation de son marché, ne l'autorise pas à réclamer une indemnité pour les

travaux antérieurs à sa demande, IV, 640; V, 261, 751. — Demande d'un entrepreneur en résiliation de son marché à raison d'une augmentation notable survenue dans les prix courants du pays. L'instruction ne contenant pas les éléments d'appréciation nécessaires, renvoi de l'entrepreneur devant le conseil de préfecture pour être statué après une expertise, V, 85. — Demande rejetée, puis reproduite. Un entrepreneur, se fondant sur une notable augmentation des prix, a demandé la résiliation de son marché; sa demande a été rejetée et il n'a pas réclame devant le conseil de préfecture contre le refus de l'administration. Il a renouvelé sa demande près de l'administration qui a prononcé la résiliation à la condition qu'il achèverait certains travaux. Après avoir rempli cette condition, l'entrepreneur ne peut plus, à l'occasion du règlement définitif de son entreprise, élever la prétention d'obtenir une augmentation sur le prix de son marché à raison du renchérissement des prix survenu depuis sa première demande en résiliation, V, 57. — Rejet pour défaut de justification de la demande d'un entrepreneur en résiliation de son marché, motivée sur une élévation survenue dans les prix de la main-d'œuvre et des matériaux, IV, 517; V, 720.

(5) Reprises du matériel. — L'entrepreneur qui à la suite de la résiliation de son marché a consenti la cession de son matériel à l'administration, est réputé, à moins de stipulation contraire, avoir fait cette cession dans les conditions



déterminées par l'article 40 du cahier des clauses et conditions générales. L'effet de la cession remonte au jour où l'administration a pris possession du matériel pour achever les travaux abandonnés par l'entrepreneur. L'indemnité doit dès lors consister dans la valeur du matériel au moment de cette prise de possession, et c'est à tort que l'entrepreneur réclame un prix de location pour le temps compris entre la prise de possession et la cession, V, 86. — Décision sur le montant de l'indemnité due à l'adjudicataire d'une entreprise résiliée à raison de l'usage de son matériel par l'administration, III, 262.

(6) Détérioration du matériel. — L'adjudicataire d'une entreprise résiliée dans les conditions de l'article 40 des clauses générales qui a vainement demandé que l'administration reprenne son matériel, est fondé à prétendre qu'il lui soit tenu compte de la détérioration que ce matériel a pu subir depuis l'époque de la résiliation, IV, 539.

(7) Bénéfice manqué. — Lorsque l'administration prononce la résiliation d'une entreprise en dehors des cas prévus par le cahier des charges et sans y être contrainte par un cas de force majeure, l'entrepreneur est fondé à demander, aux termes de l'article 1794 du Code Napoléon, non-seulement la réparation des pertes qu'il a subies, mais une indemnité représentant le bénéfice dont il est privé, IV, 539.

(8) Suspension des travaux avant la résiliation. — Outre l'indemnité prévue par les articles 39 et 40 pour le fait de la résiliation, l'en-

trepreneur peut avoir droit à une indemnité distincte à raison du préjudice que la suspension des travaux lui aurait occasionné antérieurement, II, 452.

(9) Changement de carrière. — La circonstance que l'entrepreneur aurait dû recourir à d'autres carrières que celles désignées au devis ne l'autorise pas à demander la résiliation de son marché et lui donne seulement le droit de réclamer, s'il y a lieu, devant le conseil de préfecture le règlement d'un prix nouveau, IV, 517.

(10) Demande en résiliation fondée sur le retard qu'une ville aurait mis à ordonner le commencement des travaux; rejet, I, 133.

(11) Une demande de résiliation est sans effet si l'entrepreneur l'a retirée et a continué ses travaux, II, 10.

(12) Résiliation partielle, travaux distraits de l'entreprise; indemnité, II, 614.

(13) Résiliation demandée longtemps après avoir été encourue; refus d'indemnité, II, 447.

(14) Demande abandonnée. Une demande de résiliation adressée au ministre doit être considérée comme non avenue, si l'entrepreneur n'y a donné aucune suite devant le conseil de préfecture après la décision ministérielle qui en a prononcé le rejet, V, 261.

RESPONSABILITÉ (la force majeure exclut la), III, 339, 669.

(1) Responsabilité des compagnies de chemin de fer à raison des dommages causés par leurs entrepreneurs, III, 536. — A raison des dommages provenant de travaux qui leur ont été livrés

- par l'Etat, II, 239. — A raison d'un homicide par imprudence commis par l'entrepreneur des travaux d'une compagnie; compétence judiciaire, IV, 1. — Contravention par des ouvriers, procès-verbal dressé contre la compagnie, V, 204.
- (2) De l'Etat à raison de dommages causés à des particuliers par un canal ayant la concession de cet ouvrage, II, 719. — A raison de la négligence de ses agents, III, 571.
- (3) Des ingénieurs chargés de l'exécution de grands travaux d'art pour le compte des communes, IV, 141. — d'un ingénieur des Ponts et Chaussées qui a dirigé des travaux communaux d'où sont résultés des dommages à des tiers, III, 721.
- (4) des architectes, I, 112, 294, 374, 418.
- (5) des entrepreneurs, à raison de leurs travaux, I, 112, III, 499. — à raison des vices du sol, II, 206. — des entrepreneurs et ouvriers à raison des travaux constituant contravention de voirie, III, 567. — Responsabilité décennale des entrepreneurs. *Voir* Mal-façons.
- (6) d'un syndicat à raison des faits du directeur, I, 440.
- (7) d'un usinier en ce qui concerne la surélévation des eaux (clause tendante à limiter la), II, 228.
- (8) du propriétaire d'un navire à raison des contraventions commises par le capitaine, III, 233.
- (9) d'un contrevenant à raison de dommages causés à des tiers, IV, 374.
- (10) Contravention par un maître et son domestique; responsabilité distincte, V, 782. Responsabilité pénale du maître, V, 361.
- RETRAITES, I, 80, 368, 496, 544. — II, 180, 418, 579, 757, III, 160, 464, 646. — IV, 111, 511, 687. — V, 179, 331, 555, 676, 811. Inspecteurs et commissaires des chemins de fer, IV, 75. *Voir* Cantonniers, Pensions.
- RÉTROACTIVITÉ :
- (1) Alignements; autorisation postérieure aux travaux, V, 34, 39. — L'annulation d'un arrêté en matière d'alignement entraîne celle des condamnations antérieures basées sur cet arrêté, 63, II, 630. — L'annulation d'une autorisation n'a pas d'effet rétroactif à l'égard des travaux déjà exécutés, 257. — L'annulation d'un plan d'alignement entraîne celle des arrêtés municipaux rendus en vue de son exécution, III, 609. — Les décrets d'alignements n'ont pas d'effet rétroactif, II, 617.
- (2) Un arrêté préfectoral de délimitation du domaine public ne peut avoir pour effet de priver un particulier d'un terrain dans la possession duquel il a été maintenu par le juge de paix, II, 120.
- (3) L'autorisation d'extraire des matériaux sur une propriété n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne saurait rendre le conseil de préfecture compétent pour connaître des indemnités afférentes aux extractions antérieures, II, 13, 652.
- (4) L'approbation donnée à un rôle de dépense par l'autorité compétente postérieurement au recours dont ce rôle a été l'objet devant le conseil d'Etat n'en fait pas disparaître l'irrégularité, II, 270.

- (5) L'arrêté qui classe un chemin public parmi les chemins vicinaux n'a pas d'effet rétroactif, II, 33.

#### RÉTROCESSION DE TERRAINS :

(1) Compétence. Il n'appartient qu'aux tribunaux civils de statuer sur les demandes en rétrocession des terrains qui n'auraient pas reçu la destination en vue de laquelle l'expropriation a été prononcée. La décision par laquelle le préfet et le ministre refusent de donner suite à une demande de cette nature ne peut être attaquée par la voie contentieuse et ne fait pas d'ailleurs obstacle à ce que les anciens propriétaires réclament fassent valoir leurs droits devant les tribunaux, III, 259. — Le Conseil de préfecture est incompétent pour connaître de la demande d'un propriétaire exproprié à l'effet d'obtenir la rétrocession de parcelles de terrain qui n'ont pas reçu la destination en vue de laquelle l'expropriation a été prononcée, 706. — C'est au ministre des travaux publics qu'il appartient de reconnaître et de décider si des terrains expropriés, peuvent être rétrocédés à leurs anciens propriétaires. — Dès lors, le ministre agit dans la limite de ses pouvoirs lorsqu'il refuse la rétrocession d'une parcelle expropriée en se fondant sur ce que le terrain réclamé doit être maintenu dans les dépendances d'une gare en vue de son prochain agrandissement, III, 37. — Il appartient au ministre des travaux publics d'apprécier si des terrains expropriés sont nécessaires à l'établissement d'un chemin de fer. Le ministre agit dès lors dans la limite de ses pouvoirs

en refusant de rétrocéder une parcelle de terrain à l'ancien propriétaire, refus motivé sur ce que le terrain réclamé doit être utilisé en partie pour la régularisation des talus du remblai et qu'une bande de terrain doit être réservée pour parer à l'effet du tassement des terres. Cette décision ne fait pas d'ailleurs obstacle à ce que, après l'achèvement des talus du remblai et le bornage du chemin de fer, le propriétaire ne puisse demander la remise de la partie non employée de son terrain et, en cas de contestation, ne fasse valoir devant les tribunaux civils le privilège conféré aux anciens propriétaires par l'article 60 de la loi du 3 mai 1841, II, 606.

(2) Qualité pour la consentir. — Une compagnie concessionnaire de travaux publics n'a pas qualité pour consentir, au nom de l'Etat, la rétrocession d'une portion du domaine public, III, 37.

(3) Renonciation. — La renonciation par un propriétaire exproprié au droit établi en sa faveur par la loi de 1841, de réclamer, de préférence à tous autres, la remise des portions de terrains non employées à leur destination, ne peut s'induire légalement, soit de ce que ledit propriétaire aurait reçu sans aucune réserve l'intégralité de l'indemnité fixée par le jury, soit de ce qu'il aurait été instruit avant l'expropriation qu'une portion du terrain ne serait pas employée aux travaux, III, 551.

REUGADE, II, 691.

RÉVOCABILITÉ. — Autorisation d'établir un trottoir, III, 56 ; un bal-

con, 657. — Etablissement d'un banc sur la voie publique, 380.

RÉVOCATION d'ingénieur, I, 271, 368.

RÉVOL, II, 130, 123.

RICHARD, I, 517.

RICHARME, II, 661.

RICHERENCHES (commune de), II, 134.

RICHET, V, 25.

RIDEL, V, 35.

RIÉGEL, III, 321.

RIVAGES de la mer. Voir Domaine public.

#### RIVIÈRES FLOTTABLES :

Ciron. — Décret qui déclare flottables en trains une partie de cette rivière, I, 467.

RIVIÈRES NAVIGABLES : Voir Droits de navigation, Halage, Pêche, Plantations, Ponts, Usines.

(1) Navigabilité. — Il appartient à l'autorité administrative de reconnaître si une rivière était anciennement navigable, V, 100.

(2) Domanialité; établissement antérieur à 1566; droit prétendu de propriété; appréciation du caractère des permissions accordées; compétence judiciaire, I, 313.

(3) Droit des riverains. — La faculté d'amarrer et de faire stationner des bateaux ne constitue pas un droit inhérent à la qualité de riverain, V, 338.

(4) Affluents. — Application des règles relatives au bras principal, III, 177.

(5) Maison bâtie sur un pont; existence antérieure à 1566; suppression, indemnité, V, 430.

(6) Classement. — Décret impérial qui déclare la Chalaronne flottable en trains et navigable par bateaux entre le creux de la Morelle et son embouchure dans la Saône, V, 286. Dordogne. — Dé-

cret qui déclare flottable en trains une partie de cette rivière, I, 464.

Affluents de la Garonne. — Esteyss de Langoiran, l'œuille, Latresne, etc. Déclaration de leur navigabilité, II, 557. Vanloue (Manche). — Déclaration de navigabilité d'une partie de cette rivière, I, 533.

(7) Déclassement. — Décret impérial portant que le Bar cessera d'être classé parmi les rivières navigables et flottables, V, 281. — Déclassement d'une partie de la Rille entre Pont-Audemer et Montfort, 789. Gardon. — Déclassement d'une partie de cette rivière, III, 801.

(8) Seine. — Travaux d'amélioration au passage de Martot (Eure et Seine-Inférieure). Déclaration d'utilité publique, I, 459.

(9) Etablissement d'un bassin de carénage sur la rive droite de la Garonne dans la commune de Lormont (Gironde). — Autorisation, clauses et conditions, V, 527.

(10) Etablissement de prises d'eau ou barrages; enquête. — Tous les propriétaires intéressés doivent être mis à même de présenter leurs observations sur les demandes formées à l'effet d'obtenir l'autorisation de faire des prises d'eau ou d'établir des barrages. Si le cours d'eau sur lequel les ouvrages projetés doivent être établis forme la limite de deux communes, l'enquête préparatoire au décret ou à l'arrêté d'autorisation doit, à peine de nullité, être ouverte dans les deux communes, II, 236.

(11) Contraventions :

§ 1<sup>er</sup>. Plantations, exception de propriété.

Un particulier, maintenu par sentence du juge de paix en possession d'un îlot situé dans le lit d'une rivière navigable a effectué des plantations sur un terrain qu'il soutient être une dépendance de l'Etat, et que l'administration considère comme faisant partie du lit de la rivière. Une instance judiciaire est engagée entre ce particulier et l'Etat au sujet de la propriété de l'Etat. Dans ces circonstances, le conseil de préfecture saisi d'un procès-verbal de contravention dressé contre l'auteur des plantations peut, sans excéder ses pouvoirs, surseoir à statuer jusqu'à ce que la question de propriété ait été résolue par l'autorité compétente, II, 123. — Le conseil de préfecture, appelé à statuer sur un procès-verbal dressé contre un particulier pour avoir coupé des arbres excrussur un banc de gravier dans une rivière navigable, n'est pas tenu de s'arrêter devant l'exception de propriété soulevée par le prévenu, s'il résulte de l'instruction que le banc de gravier en question fait partie du lit de la rivière. C'est avec raison que le conseil de préfecture condamne l'auteur de la contravention à payer une somme à l'Etat pour réparation du préjudice causé, II, 517.

§ 2. Dépôt sur les berges. — Amende prononcée contre un particulier pour avoir excédé les limites de l'arrêté préfectoral qui l'autorisait à déposer les résidus de sa fabrique sur les berges d'une rivière. Jugé que les dépôts effectués n'avaient occasionné aux berges aucun dommage

appréciable dont il y eût lieu de prescrire la réparation, III, 374.

§ 3. — Constructions non autorisées. — Le ministre agit dans la limite de ses pouvoirs, lorsqu'il refuse à un particulier l'autorisation de conserver, sur les bajoyers de pertuis existants dans le bras secondaire d'une rivière navigable, une construction dont un arrêté du conseil de préfecture a prononcé la suppression comme constituant une contravention de grande voirie, V, 704.

§. 4. Infraction à un règlement de police. Le conseil de préfecture est incompétent pour connaître des infractions aux dispositions d'un règlement préfectoral prises dans un but de police générale et de salubrité, spécialement à un arrêté portant que les bateaux à charbon en déchargement sur les quais d'un fleuve seront recouverts d'une toiture en planches, V, 586. — Mais les infractions aux arrêtés préfectoraux pris dans le but d'assurer l'exécution des mêmes règlements en ce qui touche la liberté et la sûreté de la navigation ainsi que la conservation des rives et ouvrages d'art, constituent des ouvrages de grande voirie dont les conseils de préfecture doivent connaître, 586. — Le fait de faire stationner un bateau à charbon sur un fleuve, aux abords d'un pont dans un emplacement interdit par un arrêté préfectoral, est de nature à porter atteinte à la liberté de la navigation et rentre dans la catégorie des contraventions prévues par l'article 8 de l'arrêt du 24 juin 1777, aux termes duquel

il est interdit d'embarrasser les abords des ponts, 586. — Mais ni cet article ni aucune disposition législative sur la matière n'établissent d'amende pour la répression de cette contravention et le conseil de préfecture doit se borner à prononcer la réparation du dommage qu'elle a pu causer aux rives et aux ouvrages d'art de la rivière. Il ne pourrait faire application au contrevenant des peines portées dans l'article 471 du Code pénal, 586. — L'arrêté préfectoral qui interdit le stationnement des bateaux chargés de matières inflammables près des ponts suspendus, n'a pas pour but d'assurer la conservation des rives ou du lit de la rivière, ou des ouvrages d'art construits dans l'intérêt de la navigation; c'est une mesure de police prise dans l'intérêt de la sûreté publique. Il n'appartient pas, dès lors, au conseil de préfecture de connaître des infractions aux dispositions de cet arrêté, II, 109.

§ 5. Dépôt de pierres. Le fait par un particulier de déposer des pierres dans le lit d'une rivière navigable et sur un emplacement affecté au chemin de halage, constitue une contravention aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du conseil du 24 juin 1777, V, 69. — Le contrevenant doit être condamné à l'enlèvement des pierres, à une amende et aux frais, 69.

§ 6. Trains de bois; fausses manœuvres. Le refus par un entrepreneur de flottage de retirer de l'entrée d'un pertuis un train de bois lui appartenant, et d'introduire malgré la défense

qui lui est faite, ce train dans le pertuis où se trouve un autre train appartenant à un tiers, constitue une contravention à l'article 8 de l'arrêté du conseil du 24 juin 1777. L'arrêté de 1777 ne prononce aucune peine contre cette contravention, et en admettant qu'elle tombe sous l'application de l'article 475 du Code pénal, cette application n'appartient pas à l'autorité administrative, V, 88.

§ 7. Bâtiments naufragés; refus de procéder au sauvetage. — Le propriétaire d'un bâtiment naufragé dans la Loire et le propriétaire de la cargaison contreviennent aux lois et règlements de la grande voirie, notamment à l'arrêté du conseil du 23 juillet 1783 et à l'arrêté préfectoral du 6 août 1846, en refusant d'obtempérer à l'injonction de procéder au sauvetage dans un délai déterminé, IV, 199. — L'obligation qui leur est imposée à cet égard est personnelle; ils ne peuvent s'y soustraire par l'abandon fait à leur assureur conformément à l'article 216 du Code de commerce, 199. — Ils doivent être condamnés dès lors, chacun pour la part qui le concerne, au remboursement des frais de sauvetage et à l'amende, 199.

(12) Traverse d'une ville. — Frais d'entretien des berges. La dépense d'entretien des berges, bas-ports et rampes d'accès établis le long de la Seine, dans la traversée de la ville de Paris, est à la charge de l'Etat. L'Etat perçoit, pour l'affecter à cet entretien, le droit de navigation déterminé par la loi du 30 floréal an X,

ainsi que le produit des locations sur lesdits bas-ports et berges, conformément au décret du 17 prairial an XIII, V, 677. — Le balayage et le nettoiemment des bas-ports, berges et rampes d'accès (en dehors des opérations exceptionnelles que peut amener le déchargement de glaces, neiges ou autres immondices provenant de la ville), font partie de l'entretien et doivent être payés par l'Etat. — Annulation d'un arrêté du Ministre des travaux publics dans la disposition qui mettait le balayage et le nettoiemment à la charge de la ville de Paris, 677. — La ville doit supporter les frais de nettoiemment des latrines publiques existantes le long des quais de la Seine, cet objet intéressant au plus haut point la propreté et la salubrité publique confiées aux soins de l'administration municipale par les lois des 14 décembre 1789 et 16, 24 août 1790, 677.

- (13) Alluvions. — Un arrêté préfectoral a retranché du lit d'un fleuve un atterrissement en voie de formation et l'a concédé à un propriétaire riverain à la charge de payer à l'Etat une somme déterminée et de construire une levée sur le bord du fleuve. Après le paiement de la somme stipulée et l'établissement de la digue, le préfet ne peut plus, sous prétexte de délimitation du lit du fleuve, et pour satisfaire à la réclamation d'un propriétaire voisin, soutenir qu'une partie du terrain concédé lui appartenait à titre d'alluvion, détacher ce terrain de la concession. C'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient d'ap-

précier les droits prétendus par les tiers en vertu de l'article 561 du Code Napoléon à la propriété des terrains d'alluvion concédés, V, 25. — Des terrains d'alluvion d'un fleuve, nécessaires à l'établissement d'un chemin de fer, doivent être achetés à l'Etat par voie d'expropriation s'ils n'ont pu l'être par une indemnité préalable fixée à l'amiable entre l'Etat et la compagnie. Cette dernière objecterait vainement que les chemins de fer appartenant dès maintenant à l'Etat font partie du Domaine public et qu'ainsi le terrain de ce fleuve, aussi Domaine public, n'a fait que changer d'affectation, en continuant de profiter à l'Etat, V, 706.

- (14) Touage. — Etablissement d'un service de touage sur chaîne noyée dans la Loire pour le remorquage des bateaux ou navires entre Angers et la mer, décret, V, 143; cahier des charges, 144. Etablissement d'un service de touage sur chaîne noyée sur la ligne navigable de Mons à Paris, entre Condé et Conflans. Décret, 531; cahier des charges, 532.

- (15) Rivière canalisée appartenant à un particulier; chute d'un pont communal; action d'un propriétaire contre la commune; compétence judiciaire, IV, 420.

RIVOLLE, III, 67.

ROBO et MEHÉRENC de St-Pierre, III, 25.

ROCCA-CASTELLANI, I, 416.

ROCHE, II, 425. — III, 185.

ROCHETAILLÉE (de), III, 225, 504.

ROCHOUX, II, 462.

ROGER, I, 369. — V, 477.

ROLAND et FRAYSSINET, II, 3.

ROLLAND, V, 467.

ROSSIGNOL, III, 10

ROUBICHON, I, 351.

ROUBIÈRE, II, 13.

ROULAGE. Voir Barrières de dégel.

(1) Éclairage des voitures. — La loi de 1851, en prescrivant l'éclairage des voitures circulant la nuit sur les grandes routes, a entendu parler, aussi bien en ce qui concerne les voitures particulières qu'en ce qui concerne les voitures publiques, d'une lanterne fixée à la voiture et placée en avant, et non d'une lanterne tenue à la main par une personne placée dans la voiture, II, 106. — Plusieurs voitures marchant à la suite les unes des autres et appartenant au même maître, doivent être munies chacune, la nuit, d'un falot, ou d'une lanterne allumée, si elles ne se trouvent pas dans les conditions réglementaires pour former un convoi. En cas de contravention, une amende distincte et spéciale doit être prononcée contre chacun des conducteurs de voitures non éclairées, II, 245. — Le défaut d'éclairage d'une voiture circulant, la nuit, sur les routes, constitue un fait imputable au conducteur même, fait qui ne peut être excusé par des circonstances non prévues par la loi, II, 494. — Le prévenu de contravention aux règlements qui prescrivent l'éclairage des voitures, peut être acquitté, en vertu de l'excuse légale de force majeure, lorsqu'il est constaté que la lanterne de sa voiture, d'ailleurs en bon état, avait été allumée à plusieurs reprises, mais qu'elle avait toujours été éteinte par la violence du vent et l'abondance de la pluie, I, 321. — Le voiturier qui, con-

trairement à l'article 15 du décret de 1852, ne possède ni falot, ni lanterne, ne peut être excusé sous le prétexte de force majeure, parce qu'une violente tempête aurait empêché d'allumer des feux. Ce fait rendrait même l'éclairage plus nécessaire et plus obligatoire, V, 557. — Après avoir constaté la preuve résultant des aveux implicites d'un voiturier, « qu'il a circulé sur la route sans lanterne allumée, » le juge de simple police ne peut relaxer sous le prétexte que le rédacteur du procès-verbal n'a pas vu la voiture en état de contravention, I, 583. — Le conducteur d'une voiture trouvée arrêtée le 28 octobre, vers six heures du soir, ne peut être affranchi de l'obligation d'éclairage par ce double motif : 1° que sa voiture n'était pas en marche au moment de la constatation de la contravention, si ce temps d'arrêt ne constituait qu'un stationnement momentané, 2° qu'à cette date et à cette heure la nuit ne peut être réputée avoir été commencée, aux termes de l'article 1037 du Code de procédure. En effet, on doit entendre par *nuit*, en matière répressive, le temps qui s'écoule entre le coucher et le lever du soleil, I, 149. — Le juge de police ne peut acquitter le prévenu en se fondant sur ce que la clarté du jour après le coucher du soleil était encore assez grande pour qu'il n'y eût pas nécessité d'éclairer II, 499, III, 503. — L'exonération de l'éclairage des voitures d'agriculture, transportant de la ferme aux champs et des champs à la ferme, ne saurait être étendue à celles de ces voitures transportant de la ferme



au marché.—N'est pas affranchie de l'éclairage la voiture qui servant habituellement au transport des récoltes, a été accidentellement destinée au transport d'arbres devant être plantés dans une propriété rurale. Est nul, le jugement du tribunal de police qui acquitte les prévenus sous le prétexte que la voiture trouvée circulant était affranchie de l'éclairage comme constituant une voiture d'agriculture, contrairement aux énonciations du procès-verbal de contravention dressé par les gendarmes, et sans que la preuve contraire ait été faite, III, 535.

- (2) Plaque.—Le juge de police peut souverainement décider qu'une voiture dépourvue de plaque est une voiture qui, par sa forme et sa nature, est destinée au transport des personnes, et que, dès lors, elle est affranchie de l'obligation de la plaque, II, 524. — Une voiture circulant sur les routes ne doit pas être réputée destinée au transport des marchandises, et, comme telle, obligée à être munie d'une plaque, par cela seul qu'elle est trouvée transportant des marchandises. En l'absence de la constatation formelle du procès-verbal sur la destination de cette voiture, le juge de police peut, sans s'écarter de la foi due à ce procès-verbal, s'éclairer à cet égard par les autres éléments du procès et les faits avoués aux débats; il peut notamment en faire résulter que cette voiture, par sa forme, par ses dispositions intérieures, etc., est destinée au transport des personnes, et qu'elle n'a été que momentanément appliquée au trans-

port des marchandises, II, 522.

— Le tribunal de police, saisi d'un procès-verbal constatant qu'un individu a conduit sur une route départementale deux voitures chargées de tuiles et dépourvues de plaques, ne peut motiver l'acquittement du prévenu sur le double motif que ces tuiles étaient destinées à l'entretien des toitures de la ferme, et que l'usage général du pays l'affranchissait de la plaque, II, 133. — La loi du 30 mai 1851 et le décret du 10 août 1852, en exemptant de la plaque métallique réglementaire les voitures employées à la culture des terres, au transport des récoltes et à l'exploitation des fermes, accordent cette dispense, non à la simple destination des voitures, mais bien à leur emploi, à leur usage, et seulement pour le temps de leur usage aux besoins de l'agriculture, IV, 648. — C'est une responsabilité pénale personnelle, et non la responsabilité civile qu'inflige la loi du 30 mai 1851 au propriétaire d'une voiture circulant sans plaque, V, 361.

- (3) Conduite des voitures.—Le voiturier conducteur d'une charrette attelée de deux chevaux, trouvé monté sur le premier cheval, contrevient aux prescriptions de la loi, qui obligent les conducteurs à se tenir à portée de conduire leurs chevaux. Aucune excuse ne peut être admise par le tribunal de police, II, 609.—Leroulier assis sur son siège, fixé à sa charrette, et dont les bêtes de trait n'ont même pas de guides, ne peut sous prétexte de proximité être relaxé de la contravention à l'ar-

ticle 475, n° 3, du Code pénal d'après lequel il doit se tenir à portée de ses chevaux et en état de les guider et conduire, V, 470.

- (4) Voitures marchant en convoi. — Les convois de voitures sur les routes, autorisés par l'article 13 du décret du 10 août 1852, peuvent être régulièrement formés de deux voitures attelées chacune de plus d'un cheval et la seconde est dispensée d'éclairage, V, 1. — Le juge de police a compétence souveraine pour décider que deux voitures ayant chacune son conducteur, mais marchant de concert à la même destination ne sont pas isolées et forment un convoi, 1.

- (5) Règlement municipal. — Un arrêté du maire ne peut imposer aux cochers des voitures publiques des conditions d'âge autres que celles édictées par le décret du 10 août 1852, II, 421.

ROULET, II, 635.

ROUMAGOUX, II, 684.

ROUSSEL, III, 164; IV, 171.

ROUSSET, II, 672.

ROUSTAN, III, 46.

ROUTES. Voir Alignements, Domaine public, Plantations.

#### I. — Routes impériales.

§ 1<sup>er</sup>. Classements, I, 272, 544; II, 419; III, 320, 464; IV, 111, 271, 687; V, 332, 811.

§ 2. Envoi d'un état récapitulatif des dépenses d'entretien, pour l'exercice 1861, et instructions pour la rédaction des projets de budget (circulaire), II, 171.

§ 3. Excédants de largeur. Demande de renseignements (circulaire et modèle de tableau), II, 573.

§ 4. Dépenses d'entretien. Demande de renseignements. Envoi de tableaux (circulaire), III, 301.

§ 5. Projets de budget et tableaux récapitulatifs (circulaire), IV, 86.

§ 6. Doubs. — Route n° 83. — Rectification des cotes de Quingey. — Rachat du péage, III, 617.

#### II. — Routes départementales.

§ 1<sup>er</sup>. Classements, I, 272, 496, 545; II, 83, 420, 580, 758; III, 647, 812; IV, 512, 688; V, 179, 332, 555, 676.

§ 2. Route, n° 2, de Châlon en Suisse (Jura). Rectification de la rampe de Pannessières. Réduction de la durée du péage, I, 199. — Rectification des côtes de Jouhe et de Menotey, route départementale du Jura, n° 13, de Dôle à Gray. — Réduction de la durée du péage, V, 298.

§ 3. Doubs, route n° 17, de Besançon à Gray. Rectification à péage entre Besançon et Emagny, II, 386.

§ 4. Qualité pour se pourvoir; ministre, IV, 43. — Les travaux d'assainissement qui y sont exécutés pour le compte d'une commune ont le caractère de travaux communaux, 574.

§ 5. Exécution des travaux; approbation des préfets, IV, 78.

## III. — Routes agricoles.

Routes agricoles de Lot-et-Garonne, I, 463; dans la Sologne, 474. — Des Landes, dépenses d'entretien (loi), V, 519. — Construction de routes agricoles dans la Double (Dordogne), III, 615. — Modification du tracé de deux lignes de la Brenne (Indre), 633. — Routes agricoles de la Dombes (Ain), II, 150.

## IV. — Routes thermales.

§ 1<sup>er</sup>. Classement, II, 84, IV, 272.

§ 2. Exécution aux abords de Vichy, I, 218. — Déclaration d'utilité publique, II, 46.

## V. — Routes stratégiques de l'Ouest.

Classement parmi les routes impériales ou départementales, II, 548.

## VI. — Routes forestières.

Règlement d'administration publique pour l'exécution des lois du 28 juillet. 1860, I, 221.

## VII. — Questions diverses.

§ 1<sup>er</sup>. Recensement de la circulation (circulaire), III, 635.

§ 2. Conversion d'une route en chemin vicinal; demandes d'in-

demnité par les riverains, *ibid.*, I, 312.

§ 3. Route empruntant une voie communale; alignement, II, 22, 601.

§ 4. Dépendance. — Suppression d'une clôture en vertu d'une convention, pouvoir du préfet, IV, 407.

§ 5. Dégâts. — Le fait d'avoir occasionné des dégradations à une route en y faisant paître des bestiaux constitue une contravention de grande voirie. Le contrevenant est condamné, dans l'espèce, à la réparation du dommage causé et aux frais du procès-verbal, IV, 588.

§ 6. Dépôt. — Le dépôt fait par un particulier sans autorisation, sur une route départementale, au devant de sa maison, d'un fût vide et de bois à brûler constitue une contravention de grande voirie, III, 695.

§ 7. Éboulement de terres riveraines, responsabilité du propriétaire. Le refus par un propriétaire d'enlever des terres qui se sont éboulées de sa propriété sur une route ne saurait constituer à sa charge une contravention de grande voirie, lorsque l'éboulement provient de l'insuffisance des travaux de consolidation des talus exécutés par l'administration lors de la construction de la route, V, 47.

§ 8. Écoulement des eaux sur une propriété riveraine. — Le préfet agit dans la limite de son pouvoir en rejetant une demande ayant pour objet d'obtenir la modification d'ouvrages anciens destinés à déverser les eaux d'une route impériale et celles d'un chemin de grande communication

sur une propriété privée, ainsi que la suppression de la servitude d'écoulement des eaux dont l'établissement de ces ouvrages aurait grevé ladite propriété, IV, 283.—L'arrêté pris à cet effet par le préfet n'est pas susceptible d'être attaqué par la voie contentieuse, mais ne fait pas obstacle à ce que le propriétaire se pourvoie devant l'autorité compétente pour faire statuer sur la question de servitude relative à l'écoulement sur son terrain des eaux provenant de la route et du chemin; et, dans le cas où la question de servitude serait jugée en sa faveur pour faire régler l'indemnité à laquelle il pourrait avoir droit, 283.—Le particulier qui bouche une barbacane établie anciennement pour procurer l'écoulement des eaux d'une route impériale sur sa propriété commet une contravention de grande voirie, alors même que son fonds ne serait grevé d'aucune servitude envers la route. C'est à tort que le conseil de préfecture lui accorder un sursis pour faire juger la question de servitude par qui de droit : le conseil doit réprimer immédiatement la contravention, II, 38.

§ 9. Fossés servant au dessèchement d'un marais; frais d'entretien et de curage. Il appartient au conseil de préfecture de connaître d'une contestation existante entre l'Etat et un syndicat de marais, sur le point de savoir si ce dernier doit contribuer aux frais d'entretien et de curage des fossés d'une route dans lesquels s'écoulent une partie des eaux du marais, ou s'il doit être exempt de toute contribution, par le mo-

tif que cet écoulement dans les fossés a été déterminé par la construction de la route elle-même et par celle d'un chemin de fer.—Les actes par lesquels le préfet et le ministre décident que le syndicat concourra aux frais de curage et versera à la recette générale une somme déterminée pour sa part contributive ne contiennent pas d'excès de pouvoir, et ne font pas d'ailleurs obstacle à ce que le syndicat se pourvoie devant l'autorité compétente pour faire décider qu'il ne doit pas supporter cette charge, V, 424.

§ 10. Traverse d'une ville; frais de curage d'un égout.—Une contestation entre l'Etat et une ville sur la question de savoir à qui des deux incombe l'obligation de pourvoir aux frais d'entretien d'un égout construit sous le sol d'une rue qui dépend d'une route impériale, rentre dans les difficultés en matière de grande voirie dont la loi du 28 pluviôse an VIII attribue la connaissance au conseil de préfecture, IV, 578.

—La décision ministérielle approbative d'un arrêté préfectoral qui met la ville en demeure d'opérer le curage dont il s'agit, est un acte d'administration non attaquant pour excès de pouvoir, et qui ne fait pas obstacle à ce que la ville se pourvoie, si elle s'y croit fondée, devant le conseil de préfecture pour faire statuer sur la contestation existante entre elle et l'Etat, 578.

§ 11. Délimitation. Pourvoi pour excès de pouvoir contre un arrêté préfectoral de délimitation d'une route impériale au droit de la propriété d'un particulier dont

les auteurs avaient été autorisés par une ordonnance du bureau des finances de la généralité de Paris à déplacer ladite route à charge de donner à la nouvelle voie une largeur de 120 pieds (38<sup>m</sup>.98). Rejet par le motif que l'arrêté attaqué, en maintenant cette largeur, a fait une juste appréciation, tant de l'ordonnance précitée que des dispositions de deux arrêts du conseil de 1735 et 1776, ce dernier déterminant des dimensions moindres pour les routes, mais portant qu'il ne serait rien retranché aux excédants de largeur des routes terminées, II, 433.

§ 12. Modification du tracé, déclassement de l'ancienne direction.—La décision ministérielle qui autorise le changement de tracé d'une route départementale

à la rencontre d'un chemin entraîne le déclassement de la portion de route qui, après l'exécution du nouveau tracé, a cessé d'être affectée à la circulation. Dès lors un propriétaire riverain, en incorporant à son domaine des parcelles de terrain comprises dans l'ancien tracé, ne commet pas une contravention de grande voirie. Il n'appartient pas au conseil d'Etat de décider si le riverain est fondé à se prétendre propriétaire desdites parcelles, III, 353.

ROUYER, I, 130.

ROYER, I, 137; II, 472.

ROZAPELLI, V, 224.

RUELLE, V, 720.

RUE PROJETÉE. Voir Alignements. (Suppression de.) Voir Voirie urbaine.

## S

SABATIER, II, 675.

SAGE, V, 486.

SAGLIER, IV, 653.

SAINJON, III, 247.

SAINNEVILLE, I, 355.

SAINT-CYR (commune de), III, 706.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (ville de) I, 275; II, 256.

SAINT-GOBAIN (compagnie des glaces de) II, 697.

SAINT-GUILY, II, 664.

SAINT-MARTIN (canal), IV, 28.

SAINT-MAURICE-SUR-DARGOIRE (la commune de), I, 431.

SAISIE-ARRÊT; législation sarde, IV, 416.

SAISSAC, IV, 405.

SALUBRITÉ (mesures de); rivières navigables, infraction; compétence, V, 586. — Arrêté municipal; force obligatoire, V, 451. — Le maire agit dans la limite de ses pouvoirs lorsque, afin d'obvier aux dangers résultant pour la salubrité publique de la stagnation des eaux dans un fossé existant à l'intérieur d'une propriété, il enjoint au propriétaire de prendre, dans un délai déterminé, les mesures convenables pour l'entier assainissement de ce fossé et décide que, faute par

le propriétaire de se conformer à cette injonction, il y sera pourvu d'office à ses frais, V, 698.

SALMAGNE (commune de), IV, 364.

SALVAN, V, 742.

SAMBRE A L'OISE (canal de la), III, 327.

SAMSON, III, 232.

SANMARTIN, V, 433.

SANTALLIER, IV, 429.

SAUGNAC (commune de), V, 100.

SAULMORY (commune de), IV, 115.

AUPHAR, III, 477; IV, 317.

SAUVETERRE (commune de), II, 273.

SAVOIE. Contestations engagées avant l'annexion, IV, 416.

SCHACHER, IV, 526.

SCHILTIGHEIM (commune de), II, 277.

SCHNEIDER, IV, 139.

SCHOTT, III, 376.

SEGONNE, V, 782.

SEGUIN, II, 267; III, 236.

SEINE (préfet de la), V, 340.

SÉNAT (sieur), V, 567.

SENSÉE (canal de la), IV, 437.

SER, I, 343.

SERMENTS :

(1) Serment des jurés en matière d'expropriation. III, 14; IV, 19, 405, 571, 585; V, 741.

(2) Serment en matière d'expertise, V, 199.

(3) Serment des agents chargés de la police de la pêche fluviale, IV, 81, 354.

(4) Serment des membres d'une commission syndicale d'endiguement, IV, 195.

(5) Serment des cantonniers, IV, 500.

SERVAT, III, 567.

SERVITUDE :

(1) Au profit du domaine public. — Ecoulement des eaux d'une route sur une propriété au moyen

d'un ouvrage ancien; l'obstacle du propriétaire à cet écoulement doit être puni, alors même qu'il allègue n'être assujéti à aucune servitude, II, 38. — Zone interdite aux constructions le long du canal Saint-Quentin, 697. — L'arrêté préfectoral et la décision ministérielle confirmative qui autorisent les services des lignes télégraphiques à établir sur une maison particulière les points d'appui nécessaires au soutien des fils, n'ont pas pour effet de grever cette propriété d'une servitude et ne contiennent aucun excès de pouvoir, 194. — La pose de fils électriques sur une maison ne constitue pas une servitude, III, 211. — Ecoulement d'eaux d'irrigation à travers un fossé longeant une rue communale; contestations y relatives; compétence judiciaire, 5. — Marchepied le long d'un cours d'eau flottable; contestations relatives à son existence et à son exercice; compétence judiciaire, 329. — Zone interdite aux constructions et aux plantations le long de la Bièvre, 717. — L'autorité judiciaire appelée à décider si une commune jouit du droit de faire écouler les eaux d'un chemin vicinal dans le canal d'amenée d'un moulin appartenant à un particulier, est compétente pour statuer sur l'existence, affirmée par la commune et visée par l'usinier, d'une rigole à ciel ouvert qui serait destinée à mettre en communication un des fossés du chemin avec le canal, la question de savoir si la rigole, en admettant son existence établie, est une dépendance d'un ouvrage d'art d'un chemin, n'est pas nécessai-

rement préjudicielle au jugement de la question de servitude, I, 506. — Au cas où il serait reconnu que le droit de servitude n'existe pas au profit de la commune, l'autorité judiciaire ne pourrait ordonner la suppression ou la modification d'ouvrages exécutés par ordre de l'administration dans l'intérêt de la voie publique, 506. — L'interdiction d'exploiter une carrière à une certaine distance d'un chemin de fer, ne donne pas ouverture à indemnité, IV, 296. — Interdiction temporaire d'exploiter une usine au-dessous d'un chemin de fer; recours en indemnité recevable, 445. — Chemin de fer; dépôt de matières inflammables; zone prohibée, V, 595. — L'interdiction de surélever un bâtiment pour assurer le jeu de la volée d'un pont constitue une expropriation, 413.

- (2) Au profit des particuliers sur le domaine public. — Passage d'une charrette sur les levées d'un canal; exception de servitude non appuyée d'un acte; rejet d'une demande de sursis, V, 782. — Servitude supprimée; demande d'indemnité; compétence administrative, 696. — Servitude de passage sur les francs-bords d'un canal, réclamée par le propriétaire d'un terrain enclavé; action possessoire; incompétence judiciaire, I, 523. — Servitude d'accès des intéressés aux ouvrages régulateurs établis sur un cours d'eau, IV, 309.

- (3) D'intérêt privé. — Les vues ouvertes sur la voie publique ne sont pas assujetties à la règle des distances établie par l'article 679 du Code Napoléon à l'égard des

jours droits ou obliques ouverts sur une propriété privée. Dès lors, un propriétaire n'est pas recevable à se plaindre que le bord extérieur de la fenêtre de son voisin, en façade sur la voie publique, soit placé à moins de 6 décimètres de son fonds, II, 27. — Lorsque le sol qu'occupait une maison démolie, par suite de l'acquisition faite par une commune, est devenu partie intégrante de la voie publique, le propriétaire de la maison voisine est considéré comme riverain de cette voie, et la prohibition de l'article 675 du Code Napoléon ne peut plus être invoquée, 742. — Plantation sur la propriété voisine; élagage; contestations; compétence judiciaire, III, 329. — Servitude sur un fonds exproprié; règlement de l'indemnité en l'absence du propriétaire, 577.

- (4) Au profit d'une commune; l'avoir communal; source interceptée par un chemin de fer; dommages; travaux de réparation à la charge de la compagnie, II, 96.
- (5) Suppression d'une servitude existante au profit d'une propriété (droit d'un fonds inférieur aux eaux s'écoulant du fonds supérieur); demande d'indemnité; compétence administrative, I, 405.
- (6) Servitude contestée (décision sur l'existence d'une); compétence judiciaire, I, 405.

SICRE, V, 394.

SIÈYS DE REYENS, III, 12,

SIGNIFICATION. Voir Citation, Offres.

- (1) Qualité pour signifier. — Le maire a qualité pour signifier les décisions préfectorales en matière de prise d'eau pour irriga-

tions, III, 756. — L'agent assermenté d'une compagnie de chemin de fer a qualité pour signifier les actes intéressant cette compagnie et spécialement des significations faites dans le cours de l'instance d'expropriation, V, 349.

- (2) Délai de pourvoi. — La signification faite par le préfet à une partie d'un arrêté du conseil de préfecture qui rejette l'opposition dudit préfet à un précédent arrêté condamnant l'Etat à payer une indemnité de dommage, fait courir contre l'administration le délai du pourvoi contre les deux arrêtés, alors que les condamnations prononcées par le premier ont été reproduites dans les visas du second, ainsi que dans le procès-verbal de notification, III, 547. — La signification faite par l'administration à sa partie adverse d'un arrêté du conseil de préfecture réglant une indemnité de dommage fait courir le délai du pourvoi aussi bien contre l'administration que contre la partie, III, 200. — La notification faite par le maire de l'un des arrondissements de Paris, à la partie intéressée, d'un arrêté du conseil de préfecture prescrivant une expertise sur une demande d'indemnité formée contre la ville, fait courir le délai du pourvoi au conseil d'Etat aussi bien contre la ville de Paris que contre celui qui a reçu la notification, 553. — Le délai du pourvoi contre un arrêté du conseil de préfecture court à partir de la notification qui en a été faite à la partie. L'avis donné verbalement de cet arrêté n'équivaut pas à une notification, V,

218. — Le délai du recours au conseil d'Etat contre un arrêté du conseil de préfecture statuant sur une demande d'indemnité formée par un concessionnaire de halage, court contre l'administration à partir de la notification qui a été faite de cet arrêté à la partie adverse en exécution des ordres du préfet, 449. — Dans une instance engagée entre un concessionnaire de travaux publics et des particuliers à raison de dommages, instance où l'Etat n'a pas figuré, le délai de pourvoi au conseil d'Etat contre l'arrêté du conseil de préfecture ne court que de la signification de l'arrêté faite par une partie à l'autre. Une expédition de l'arrêté, délivrée par le préfet à l'une des parties, n'a pu faire courir le délai du pourvoi, V, 601. — La notification faite à l'un des entrepreneurs solidaires, de l'arrêté du conseil de préfecture qui a statué sur des contestations relatives au décompte de l'entreprise, fait courir, à l'égard de tous les autres, le délai du pourvoi au conseil d'Etat, I, 82. — Rejet du recours formé par une partie qui n'a pas signifié dans les trois mois à la partie adverse l'ordonnance de soit communiqué rendue par le président de la section du contentieux, V, 81.

- (3) Date incertaine. — Contestation sur le point de savoir si l'arrêté attaqué avait été notifié à la commune à la date indiquée par le sous-préfet ou à la date déclarée par le maire, et si, dès lors, le pourvoi de la commune avait été formé dans les délais. — Jugé que le pourvoi était recevable, l'instruction n'établissant pas que le maire



eût reçu la notification avant l'époque qu'il indiquait, IV, 115.

- (4) Un arrêté d'alignement peut constituer, même sans notification des droits au permissionnaire, V, 39.

**SIGNORET**, II, 132.

**SILOURET**, V, 64.

**SOCIÉTÉ**; gérant; action personnelle, III, 176.

**SOLESME** (commune de), I, 425.

**SOLIDARITÉ**; architectes et entrepreneurs; vices de construction, I, 418. — Il y a solidarité entre plusieurs entrepreneurs associés qui se sont rendus conjointement adjudicataires de travaux publics, de manière que chacun d'eux soit tenu seul envers l'État d'exécuter la totalité de l'entreprise, I, 82. — La notification d'un arrêté à l'un d'eux fait courir le délai du pourvoi à l'égard des autres, 82.

**SOMMATION**; alignement; démolition, IV, 457.

**SOUBIRAN**, IV, 136.

**SOUCHAY**, V, 9.

**SOURCES DE LA DHUIS**; dérivation, II, 140. — Sources interceptées; dommages, indemnités, 96; IV, 364; V, 354, 403, 731. — Les eaux de source ne sont pas soumises au pouvoir réglementaire de l'administration sur la propriété où elles prennent naissance, I, 549.

**SOUSCRIPTION** de particuliers pour l'exécution de travaux publics; contestations; compétence administrative, V, 454. — L'autorité administrative, compétente pour interpréter les décrets qui ordonnent l'exécution par l'État de travaux d'utilité publique, l'est également pour déterminer le sens et la portée des actes auxquels ces décrets se réfèrent,

et par lesquels des propriétaires intéressés aux travaux promettent leurs concours à l'État et en fixent les conditions; les diverses obligations contractées par lesdits propriétaires dans les mêmes actes et pour la même cause ne sauraient être appréciées séparément, et il n'y a pas lieu de distinguer entre les engagements qui auraient pour objet des paiements de sommes d'argent ou des prestations et ceux qui seraient relatifs à des cessions gratuites de terrains. Dès lors c'est avec raison que le préfet revendique pour l'autorité administrative une contestation dont est saisi un tribunal civil et où il s'agit de décider si des terrains dont l'État s'est emparé pour l'exécution de travaux de dessèchement sont compris au nombre de ceux qu'un propriétaire a cédés gratuitement pour la réalisation de l'entreprise, IV, 320. — Les contestations auxquelles donnent lieu entre l'État et un particulier, le sens et la portée de l'offre faite par celui-ci de concourir à la dépense d'un travail public doivent être portées devant le conseil de préfecture, III, 555. — Il ne résulte aucune obligation d'une offre semblable si elle a été retirée avant d'être acceptée, 555.

**SOUS-DÉTAIL** (désaccord entre le détail estimatif et le). Question de savoir si les ravalements, moulures et ragréages étaient compris dans le prix de la pierre de taille porté au détail estimatif, ou s'ils devaient être payés à part, conformément au sous-détail. Le détail estimatif ayant seul servi de base à l'adjudication,

décidé que ses indications devaient être préférées à celles du sous-détail, I, 100.

**SOUS-PRÉFET.** Pouvoirs en matière d'alignement (loi), II, 223; IV, 223. — Contravention de grande voirie; mesures prises hors le cas d'urgence; excès de pouvoir, III, 715.

**SOUS-TRAITANT :**

(1). L'autorité administrative est incompétente pour déterminer quelles obligations peuvent résulter pour les entrepreneurs d'un ouvrage public et pour l'architecte qui a traité en leur nom (et non en sa qualité de mandataire et d'agent de l'autorité administrative) d'une convention passée avec un sous-traitant pour l'exécution d'une partie de cet ouvrage, IV, 7.

(2) D'un entrepreneur. Les dommages causés par le sous-traitant doivent être appréciés par le conseil de préfecture en même temps que ceux causés par l'entrepreneur principal, III, 571. — Le conseil de préfecture, après s'être déclaré incompétent pour statuer sur la validité de la cession d'une entreprise, ne peut en régler le décompte sur la demande du cessionnaire et en l'absence de l'entrepreneur qui n'est pas en cause, 364.

(3) D'un concessionnaire de travaux publics. — Il n'appartient pas à l'autorité administrative de connaître des actions en garantie exercées par les compagnies concessionnaires de travaux publics contre leurs sous-traitants, dans le but de se faire indemniser des condamnations prononcées contre elles à raison de dommages causés à des tiers, III, 357. — Un

arrêté du conseil de préfecture ordonnant une expertise de dommages entre un entrepreneur des travaux d'un chemin de fer et un propriétaire n'a pas l'autorité de la chose jugée à l'égard de la compagnie concessionnaire, 536.

**SOUTERRAIN** (établissement d'un); dommages; indemnités, IV, 166. — Entrepreneur; décompte, V, 769.

**SOUVERAIN**, III, 742.

**SPEULÉ**, V, 359.

**SUBVENTIONS RETIRÉES**; endiguements, V, 109.

**SURSIS.** Voir Questions préjudicielles.

(1) Sursis au règlement d'une indemnité d'expropriation pour un complément d'instruction; refus, II, 424.

(2) Le sursis à une condamnation justement encourue ne peut être accordé par le juge de police, II, 248.

(3) Le conseil de préfecture peut surseoir à statuer sur une demande en dégrèvement de taxes de dessèchement que l'état de l'instruction ne lui permet pas d'apprécier. Le pourvoi contre l'arrêté prononçant ce sursis doit être rejeté si le contribuable ne produit aucun document qui fournisse le moyen de statuer au fond, I, 452.

(4) Sursis à l'exécution d'une décision attaquée devant le conseil d'Etat, II, 40.

**SUZE** (de), 154.

**SYNDICATS.** Voir Actions, Contributions, Endiguement, Périmètre.

(1) Franchise postale (circulaire), I, 253.

(2) Loi sur les associations syndicales, V, 290. — Circulaire pour l'exécution de la loi, 312. — Ré-

glement d'administration publique déterminant la forme des enquêtes, 660. — Circulaire d'envoi, 667.

- (3) Acte constitutif. — Un règlement d'administration publique, c'est-à-dire un décret délibéré par le conseil d'Etat en assemblée générale, est nécessaire pour la constitution en associations syndicales des propriétaires intéressés à l'exécution des travaux d'endiguement contre les fleuves. Un décret constitutif rendu sur l'avis d'une section seulement du conseil d'Etat peut être attaqué par les intéressés pour violation des formes légales, I, 298. — Les syndicats d'endiguement ne peuvent être constitués par des arrêtés préfectoraux en vertu du décret du 25 mars 1852, que lorsque les propriétaires sont d'accord pour l'exécution des travaux et la répartition des dépenses, I, 298; II, 181.

- (4) Décret constitutif. Délai du recours. — Le décret constitutif d'un syndicat d'irrigation et l'arrêté préfectoral portant nomination des membres du syndicat ne sont pas susceptibles d'être attaqués devant le conseil d'Etat plus de trois mois après leur mise à exécution. Cette exécution résulte à l'égard du réclamant de son inscription au rôle de recouvrement des dépenses du syndicat et du recours qu'il a formé devant le conseil de préfecture à l'effet d'obtenir sa décharge, IV, 635.

- (5) Choix des membres des commissions syndicales. — L'article 7 de la loi du 16 septembre 1807, en disposant que les membres des commissions syndicales

seront pris par le préfet parmi les propriétaires les plus imposés, à raison des marais à dessécher, n'a pas spécifié le nombre des plus imposés parmi lesquels devra être fait ce choix et a entendu laisser au préfet l'appréciation des conditions d'aptitude que doivent présenter les syndics par lui nommés. Dès lors, l'arrêté préfectoral ne peut être attaqué pour excès de pouvoir sur le motif que le préfet, au lieu de choisir les syndics parmi les propriétaires les plus imposés, les aurait au contraire choisis parmi les moins imposés, V, 353.

- (6) Composition irrégulière. — Le syndicat des usagers d'un canal d'irrigation dont la composition est irrégulière (syndicat comprenant parmi ses neuf membres quatre propriétaires ou locataires d'usines, au lieu d'un seul qui avait le droit d'en faire partie d'après le décret constitutif) n'est recevable ni à réclamer des propriétaires du canal devant le conseil de préfecture, le remboursement du prix des travaux exécutés pour perfectionner l'alimentation du canal, ni à demander devant le conseil d'Etat l'interprétation des actes de concession, V, 387. — Le même syndicat ne peut procéder valablement à la répartition des dépenses entre les membres de l'association, et il doit être accordé aux réclamants décharge des taxes auxquelles ils ont été imposés, 337.

- (7) Taxes extraordinaires. — Il appartient au conseil de préfecture de connaître d'une contestation ayant pour objet de savoir si un syndicat a le droit de récla-

- mer de ses membres et à titre d'avance, pour achever un canal d'irrigation, une cotisation excédant le maximum déterminé dans un acte d'association des intéressés que vise le décret déclaratif de l'utilité publique des travaux. Il lui appartient également de statuer sur la demande reconventionnelle des propriétaires contre le syndicat tendant à faire dissoudre et liquider l'association pour violation des statuts, V, 454. — L'autorité judiciaire est incompétente sur la demande principale parce qu'il s'agit de déterminer le sens et les effets de l'engagement pris par des particuliers de contribuer à la dépense d'un travail public, et sur la demande reconventionnelle, parce qu'elle ne pourrait connaître des actes administratifs qui ont constitué et organisé l'association syndicale du canal sans contrevenir aux lois des 16 et 24 août 1790 et 16 fructidor an III, V, 454. — Taxes imposées hors de la circonscription d'un syndicat, I, 414.
- (8) Terrains compris dans les périmètres de deux associations syndicales. — Le même terrain peut être compris dans les périmètres de deux associations syndicales ayant pour objet, l'une l'endiguement d'un fleuve, l'autre le dessèchement de marais, V, 351.
- (9) Fusion d'associations; répartition des dépenses. — Application des dispositions d'un décret déterminant suivant quelles bases les dépenses d'un syndicat général d'endiguement composé de syndicats partiels fusionnés devaient être réparties entre les intéressés, I, 127.
- (10) Emprunts. — Les sommes avancées par un particulier à un syndicat avant sa constitution sont productives d'intérêts à dater du décret qui institue le syndicat et reconnaît la créance, I, 402.
- (11) Demande en révision du périmètre et du classement des propriétés qui y sont comprises; chose jugée, I, 107: IV, 361.
- (12) Legalité de l'association syndicale des propriétaires de l'île Bouin pour l'exécution des canaux et autres ouvrages nécessaires à la mise en valeur du domaine de l'île, V, 766.
- (13) Un syndicat est responsable de malfaçons imputables aux ordres du directeur, I, 440.

## T

TARIFS. *Voir* Chemins de fer, TARTALINI, III, 245.

TAXE. *Voir* Contributions, Pavage.

TÉLÉGRAPHE ÉLECTRIQUE SOUS-MARIN DE LA MÉDITERRANÉE, II, 590.

TÉLÉGRAPHIE. *Voir* Servitude, Dom-

mages, III, 211; V, 582. Exemption de péage sur un pont 380. TENCIN (syndicat du haut), I, 127. TERRAINS (cession de). *Voir* Expropriation amiable, Rétrocession, Vente.

TERRAINS RETRANCHÉS DE LA VOIE

PUBLIQUE; Cession aux riverains, mise en demeure, V, 452.

**TERRASSEMENTS.** Voir Avant-métré. Entrepreneur. — Contestations relatives à l'application des prix du devis. Un prix moyen de déblai de roches a été établi dans la prévision que tous les déblais seraient d'une nature à peu près analogue à celle des couches de la superficie; il a été constaté par l'extraction que les couches inférieures diffèrent totalement par leur nature des couches supérieures et consistent en un rocher très-dur dont l'enlèvement exigeait des moyens dispendieux; dans ces circonstances, l'entrepreneur est fondé à soutenir que les déblais dont il s'agit constituent un travail qui n'était pas prévu au devis et pour lequel il y a lieu de déterminer un prix nouveau, V, 264. — Décidé par interprétation d'un devis que l'Etat avait pris à sa charge les épuisements nécessaires pour la fondation des ouvrages d'art et pour l'ouverture des souterrains, mais que l'entrepreneur devait supporter la dépense des dispositions à prendre pour ménager dans les tranchées le libre écoulement des eaux, V, 264. — La présence, non prévue au devis, de roc calcaire dans les fouilles de terres donne lieu à la composition d'un prix nouveau, I, 291. — Contestation au sujet de transport de déblais à la brouette exécutés sur une certaine longueur de souterrain: l'administration soutient qu'ils ne donnent lieu à aucune allocation comme étant compris dans les frais de chargement des wagons; l'entrepreneur prétend qu'ils doivent être payés

au prix même du transport par wagons. Détermination des bases du prix à allouer, V, 769. — Jugé que la disposition d'une analyse des prix qui allouait une indemnité à l'entrepreneur pour les travaux exécutés de nuit en dehors d'un souterrain en construction était applicable au transport des déblais, 769. — Contestation sur l'application d'un devis portant que les remblais seraient pilonnés et seraient mesurés d'après les profils levés en cours d'exécution sans considération du cube réel employé à ce travail. L'administration ayant substitué l'emploi du rouleau compresseur au pilonnage prévu, décidé que l'entrepreneur avait le droit de demander qu'il fût vérifié par experts si cette substitution lui a occasionné une perte en augmentant le tassement et en nécessitant une quantité plus considérable de terres, IV, 423. — Refus, par application du marché, de tenir compte à l'entrepreneur du foisonnement soit pour l'extraction, soit pour le transport des déblais, 513. — Demande d'indemnité pour emploi d'ouvriers carriers à des terrassements. Rejet, l'entrepreneur ne justifiant pas avoir reçu l'ordre de prendre des ouvriers autres que des terrassiers, 513. — Détermination d'un prix de déblais supplémentaires transportés en wagon, II, 635.

TERTERAU, III, 493.

TÉTARD, II, 742.

THIAC, I, 339.

THIBEZARD, III, 342.

THURET, V, 427.

TIERCE OPPOSITION, II, 600.

TIERS, Voir Expropriation. Indemnités, Jugement. — Tiers (droits

des). Règlement d'eau, II, 85, 228, 597. — Etablissement d'un barrage, IV, 157. — Usine, autorisation, IV, 442. — Inexécution d'un règlement d'usine, réclamations, compétence, V, 218. — Canal concédé, IV, 190, 286. — Expropriation, intervention, délai, IV, 655. — Droit de pêche, V, 251. — Concession de terrains d'alluvion, V, 706. — Tiers détenteur de terrains desséchés, hypothèque réclamée en vertu de l'acte de concession du dessèchement, V, 245. — Intervention d'un tiers dans une expertise, V, 199. — Recours d'un locataire contre une mise en demeure administrative adressée au propriétaire, V, 452. L'autorité locale ne saurait préjudicier au droit des tiers en tolérant l'inexécution d'un règlement de police, I, 527. — Règlement d'eau, 416. — Des tiers peuvent réclamer l'exécution des clauses stipulées en leur faveur dans un traité auquel ils n'ont pas été parties, V, 333, 614.

**TIMBRE**; taxe de dessèchement, réclamation, IV, 58.

**TIRANTY**, IV, 383.

**TOLÉRANCE**. Usine, V, 31.

**TOUAGE**. Voir Rivières navigables.

**TOULOUSE** (ville de), III, 226; V, 776.

**TOUSSAINT-FOREST**, III, 271.

**TRAITEMENTS DES INGÉNIEURS**. — Augmentation; décret, I, 482. — Circulaire, 486.

**TRANSPORT DE MATÉRIAUX**. — Décidé qu'un seul prix devait être établi pour le transport de la pierre de taille de granit sans distinction du lieu d'extraction, IV, 513. — Quand les modifications prescrites au projet ont eu pour effet de diminuer la distance moyenne

du transport des déblais, le prix du transport doit subir une réduction proportionnelle, II, 10.

**TRAVAUX COMMUNAUX**. — Voir Honoraires. — Des travaux d'assainissement exécutés pour le compte d'une commune sur une route départementale ont le caractère de travaux communaux, alors même que le département aurait concouru à la dépense par une subvention, IV, 574. — Il appartient dès lors au maire et non au préfet de désigner l'expert chargé d'estimer contradictoirement avec l'expert des parties intéressées, le dommage causé par ces travaux aux propriétés riveraines, 574.

**TRAVAUX PUBLICS**. Voir Concessions. Contrat administratif, devis, Dommages, Entrepreneur, Malfaçons, Réception, Souscriptions, Terrassements.

(1) Caractère. La convention par laquelle une ville loue à un particulier un emplacement dépendant d'une promenade publique, pour que le preneur y établisse à ses frais et risques, un café-restaurant, des spectacles, des concerts et autres divertissements, ne peut être considéré comme un marché de travaux publics à raison des constructions élevées pour l'exploitation de l'entreprise industrielle. Dès lors, le conseil de préfecture est incompétent pour connaître des difficultés relatives au sens et à l'exécution de cette convention, III, 540. — Les travaux faits par une commune pour niveler le sol d'un terrain non compris dans les limites d'un chemin vicinal n'ont pas le caractère de travaux publics. Le conseil de préfecture est

dès lors incompétent pour connaître des demandes d'indemnité fondées sur le dommage que ces travaux auraient occasionné aux propriétés riveraines, II, 231. — Une prise d'eau autorisée dans un cours d'eau non navigable pour l'exploitation d'un chemin de fer n'est pas un travail public, V, 75. — La démolition par une ville, pour l'élargissement de la voie publique, d'un bâtiment qui lui appartient est un travail public, 712. — Un canal d'irrigation dérivant ses eaux d'une rivière navigable dont la construction et l'exploitation temporaire ont été concédées à une compagnie par un décret a le caractère d'un travail public, 614. — Ont le caractère de travaux publics : les travaux d'éclairage des villes par le gaz, II, 592; — l'établissement de télégraphes électriques sous-marins, 590; — les travaux de distribution d'eaux dans une ville, 447.

- (2) Exécution. Les dispositions de l'article 438 du Code pénal sont générales et absolues; elles embrassent toutes les voies de fait exercées pour s'opposer à l'exécution de travaux ordonnés ou autorisés par le gouvernement ou par ses agents dans les départements, et spécialement par les préfets. Elles sont applicables notamment au propriétaire qui s'est opposé à la réédification d'un mur opérée par le gouvernement pour servir d'indemnité à ce propriétaire, III, 64. — L'autorité municipale peut prendre un arrêté individuel prescrivant à un propriétaire l'établissement d'un travail pour l'écoulement des eaux ménagères et pluviales sur la voie

publique, lorsque ce propriétaire résiste seul au droit qu'a l'autorité municipale d'assurer la commodité et la liberté de la circulation publique, II, 585. — Optim, accordée à une compagnie de chemin de fer de payer une indemnité, ou d'exécuter, sous l'autorisation ministérielle, les ouvrages que les experts ont reconnus propres à prévenir le retour du dommage, III, 42. — Rejet, comme non fondé en fait, d'un moyen d'incompétence tiré par le ministre de ce que le conseil de préfecture aurait ordonné une expertise sur la demande de la commune dans le but d'ordonner des travaux au compte de l'Etat, V, 695.

- (3) Suppression. — Un ouvrage exécuté sur la voie publique pour l'exercice d'une servitude à la charge d'un riverain ne peut être supprimé ou modifié par l'autorité judiciaire, alors même que cette autorité aurait reconnu que la servitude n'existe pas, I, 506. — Le propriétaire riverain de la voie publique qui se plaint d'un trouble à sa jouissance, résultant de l'exécution de travaux de voirie, peut exercer une action possessoire contre la ville. Mais le juge du possessoire exerce ses pouvoirs lorsque, au lieu de se borner à faire arrêter les travaux de la ville, il ordonne la destruction de ces travaux, l'autorité administrative pouvant seule en apprécier la légalité et en ordonner la démolition, V, 214. — Des travaux exécutés par une compagnie de chemin de fer suivant des projets approuvés par l'autorité supérieure dans le but de charger la disposition des réservoirs

d'alimentation des machines et de recueillir des eaux de source dans un tunnel ont le caractère de travaux publics. L'autorité judiciaire ne peut dès lors en ordonner la suppression sur la réclamation des propriétaires auxquels leur exécution a causé préjudice, V, 731. — Demande par un particulier en suppression d'un barrage établi sur la rivière d'Ourcq dans l'intérêt du canal du même nom. Compétence; question préjudicielle relative à l'interprétation des actes en vertu desquels le préfet a agi, II, 678. — Demande en suppression d'un aqueduc construit sur la voie publique pour le service d'un abattoir; incompétence judiciaire, 256. — Terrassements pratiqués sur une propriété par un entrepreneur pour faciliter une exploitation de carrière; demande de suppression en vertu de conventions privées; compétence judiciaire, IV, 650.

(4) Suspension. — Allocation d'une indemnité spéciale à un entrepreneur pour la suspension des travaux avant la résiliation, III, 669. — Suspension de travaux d'endiguement. — Demande en décharge des cotisations, IV, 21. — La discontinuation de travaux entrepris sur un immeuble peut être ordonnée par l'autorité judiciaire, lorsqu'il n'y a eu ni cession amiable, ni dépossession régulière, ni paiement d'une indemnité préalable, III, 529. — L'autorité judiciaire ne pourrait prononcer la discontinuation de travaux de percement de puits de sondage commencés par une compagnie de chemin de fer sur un terrain particulier qu'autant

qu'il serait constant que la compagnie a effectué ses travaux en dehors de l'autorisation administrative, II, 89.

(5) Inexécution. — Dommage en résultant; indemnité; compétence administrative, II, 466. — Travaux publics contraires à un contrat intervenu entre l'administration et un particulier. — L'autorité judiciaire est compétente pour apprécier les conséquences de l'inexécution du contrat, mais non pour ordonner la modification des travaux, II, 93.

(6) Modification. — Le conseil de préfecture se déclare avec raison incompétent pour statuer sur les conclusions d'une commune tendantes à faire modifier les travaux de chemin de fer, dont les projets ont été régulièrement approuvés, III, 706. — L'administration a le droit, après une enquête ouverte sur un travail d'utilité publique, de modifier le projet primitif sur un point spécial, notamment de changer l'emplacement d'un barrage, sans recourir à une nouvelle enquête. — Un particulier n'est pas recevable à critiquer devant le conseil d'Etat l'exercice qu'elle a fait de ce droit, V, 338.

(7) Travaux exécutés par l'administration. — Le conseil de préfecture doit se déclarer incompétent pour connaître du recours dirigé par le vendeur d'un immeuble contre l'administration en garantie des condamnations judiciaires qui pourraient être prononcées au profit de l'acquéreur à raison de l'écroulement d'un mur construit par l'administration à la suite d'abaissement de la voie publique. La demande subsidiaire



tendant à ce que l'administration soit simplement déclarée responsable de l'écroulement du mur précité, ne peut être soumise au conseil d'Etat qu'après avoir subi l'épreuve du premier degré de juridiction, III, 654.

- (8) Entrepreneurs substitués aux droits d'une ville. — Expropriation en dehors des alignements de la voie publique. — Les propriétaires riverains d'une voie publique ouverte par un entrepreneur substitué aux droits d'une ville, peuvent réclamer de l'entrepreneur l'acquisition de leurs terrains, soit en vertu des lois d'expropriation, soit en exécution des clauses stipulées en leur faveur dans le traité intervenu entre la ville et l'entrepreneur. Celui-ci ne saurait repousser leur demande par une fin de non-recevoir tirée de ce qu'ils n'ont pas été parties au traité ou de ce qu'il a été procédé à la liquidation définitive de son entreprise, V, 333. — Il appartient au conseil de préfecture de déterminer le sens et la portée du traité dont il s'agit et de connaître des demandes en réparation des dommages provenant des travaux exécutés en vertu de ses dispositions, 333. — Jugé au fond, d'une part, que la ville de Paris, dans le traité relatif à l'ouverture du boulevard de Strasbourg, avait non-seulement transféré au concessionnaire les droits qu'elle tient des décrets de 1807 et de 1852, en ce qui concerne l'acquisition des terrains situés en dehors des alignements, mais qu'elle lui avait imposé l'obligation d'exercer ces droits; d'autre part, que le concessionnaire avait, dans l'espèce, reconnu

lui-même que le riverain détenteur était dans le cas de requérir l'expropriation de son immeuble puisqu'il l'avait mis en demeure d'opter entre cette expropriation et l'acquisition d'une zone déterminée impropre à recevoir des constructions salubres, 333.

- (9) Ouvrages non prévus. — La question de savoir si une commune doit être tenue de payer le prix de travaux d'utilité publique communale exécutés par un entrepreneur en dehors des prévisions du devis, se rattache à l'exécution du marché et ne peut être appréciée que par l'autorité administrative, I, 431.

- (10) Travaux propres à faire cesser un dommage. — Construction d'un lavoir communal à la charge d'une compagnie de chemin de fer; il appartient au conseil de préfecture de constater les travaux complémentaires qui restent à faire et d'évaluer le montant des indemnités dues à la commune pour l'exécution de ces travaux dans le cas où la compagnie refuserait ou négligerait de les faire exécuter elle-même, II, 96. — Travaux à faire par une ville pour prévenir un dommage, V, 13.

#### TRAVAUX PRIVÉS.

- (1) Reconstruction d'un mur imposée à l'administration par un jury d'expropriation; excès de pouvoir, II, 704.
- (2) Emploi de matériaux. — Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui défend aux propriétaires de construire à l'avenir dans l'intérieur de la ville, si ce n'est en bonne maçonnerie, hourdée en mortier de chaux et sable; cet arrêté est absolu, et comprend

aussi bien les constructions élevées dans l'intérieur des habitations que celles élevées en façade sur la voie publique, III, 248.

(3) Creusement d'un puits par une compagnie de chemin de fer ; demande d'indemnité ; compétence judiciaire, IV, 174.

(4) Travaux promis à un propriétaire exproprié ; indemnité éventuelle, IV, 34.

(5) Consentement du propriétaire non constaté, IV, 586.

(6) Travaux prescrits à une compagnie de chemin de fer au profit d'un propriétaire riverain d'une route, IV, 119.

TREJANT, III, 78.

TROTIGNON, DES VARENNES, IV, 138.

#### TROTTOIRS :

(1) Arrêtés préfectoraux et municipaux prescrivant leur établissement ; opposition. — L'arrêté préfectoral qui a déclaré d'utilité publique l'établissement de trottoirs dans la rue d'une ville et l'arrêté municipal rendu pour assurer l'exécution de la mesure, sont des actes administratifs auxquels les propriétaires riverains ne sont pas admis à former opposition devant le conseil de préfecture sur le motif que ces actes auraient mis à tort à leur charge la totalité des frais de construction des trottoirs. Mais ils ont le droit de demander devant le conseil de préfecture la décharge ou la réduction des cotisations qui leur sont imposées en exécution des actes précités, II, 506.

(2) Arrêté réglementaire. — Est légal et obligatoire l'arrêté municipal qui interdit d'établir entretenir ou modifier des trottoirs tant sur la grande que sur la petite voi-

rie, sans en faire la demande à l'administration et désigner ceux des matériaux qui devront être employés. La contravention à cet arrêté est de la compétence des tribunaux de police, alors même que ces trottoirs auraient été établis, ou modifiés dans une rue de la ville, prolongement d'une route impériale, III, 493. — Le juge de police est de même compétent pour statuer sur une contravention à cet arrêté portant que les gargouilles seront en fonte ; la double compétence, soit du conseil de préfecture, soit du tribunal de police, existe dans ce cas, et ce dernier se déclare à tort incompétent, 493.

(3) Répartition des frais de construction. — Les propriétaires inscrits au rôle de répartition des dépenses de réfection ou d'élargissement de trottoirs sont fondés à réclamer leur décharge lorsque le conseil municipal n'a pas été appelé à délibérer sur la répartition des taxes. L'approbation donnée au rôle par le conseil municipal, postérieurement au recours des propriétaires devant le conseil d'Etat, ne peut faire disparaître l'irrégularité de ce rôle, II, 270. — Le conseil de préfecture saisi de la demande d'un propriétaire en décharge de la taxe communale à laquelle il a été imposé pour établissement de trottoirs est également compétent pour apprécier la légalité des actes en vertu desquels cette taxe a été établie, et notamment de l'arrêté préfectoral qui a déclaré d'utilité publique la construction des trottoirs, V, 226. — Les demandes en décharge ou en réduction des taxes imposées aux

propriétaires, en vertu de la loi du 7 juin 1845, pour concourir à la dépense d'établissement de trottoirs, doivent, comme en matière de contributions directes être présentées, à peine de déchéance, dans les trois mois de la publication du rôle, III, 467.

- (4) Trottoir exécuté par un propriétaire sur la voie publique dans un intérêt privé; demande en dommages-intérêts par un propriétaire voisin; compétence judiciaire, I, 288. — L'autorité judiciaire ne peut ordonner la démolition du trottoir qu'à la charge par l'un des propriétaires d'obtenir préalablement l'autorisation de l'administration 288. — Un particulier autorisé dans son seul intérêt à établir un trottoir, sur le sol d'une route impériale, au devant de sa maison, peut être actionné en dommages-intérêts devant l'autorité judiciaire par le propriétaire d'une maison voisine qui soutient que le trottoir met obstacle au droit revendiqué par le réclamant de faire écouler ses eaux pluviales et ménagères sur la route. Mais l'autorité judiciaire ne peut ordonner la dé-

molition du trottoir, et le rétablissement des lieux dans leur ancien état qu'à la charge pour le constructeur du trottoir, et à défaut par l'autre propriétaire, d'obtenir préalablement l'autorisation de l'administration, I, 288.

- (5) Choix des matériaux. Si les propriétaires peuvent, par application de l'article 2 de la loi du 7 juin 1845, réclamer un choix entre les matériaux dont il sera fait usage pour la construction du trottoir, ce choix porte seulement sur les matériaux employés dans la commune, V, 228.
- (6) Autorisation modifiée. — La permission d'établir un trottoir en saillie sur la voie publique est essentiellement révocable. L'arrêté municipal prescrivant l'enlèvement d'un semblable ouvrage est légal et obligatoire. Le refus du propriétaire d'y obtempérer constitue une contravention que le tribunal de police doit réprimer en ordonnant la démolition du trottoir, III, 56.

TURBAN, V, 691.

TURENNE (de), II, 436.

TUTEUR; expropriation; récusation des jurés, I, 351.

## U

URGENCE (déclaration d'); expropriation, III, 225; V, 118. — Suppression d'un barrage, IV, 605.

USAGES ANCIENS. — Cours d'eau non navigables, IV, 14.

USINES:

- (1) Etablissement à Saint-Maur, par

la ville de Paris, d'une usine hydraulique destinée à opérer une prise d'eau dans la Marne pour les besoins des quartiers hauts de Paris et du bois de Vincennes, IV, 349.

- (2) Modification des dispositions gé-

nérales relatives au curage des biefs de retenue et à la suppression sans indemnité des autorisations accordées sur les cours d'eau non navigables (circulaire), V, 162.

- (3) Pouvoir des préfets. — Il appartient au préfet de régler dans un but d'utilité générale le régime des eaux des usines situées sur les cours d'eau non navigables ni flottables, quelle qu'en soit l'ancienneté de leur existence, V, 236.

- (3 bis) Excès de pouvoir. — Il y a lieu d'annuler pour excès de pouvoir les dispositions de l'arrêté par lequel le préfet met à la charge de l'usinier des travaux sur les deux rives du bief ayant pour objet d'amener le dessèchement d'une étendue considérable de terrains d'une nature marécageuse, 482. — Est entaché d'excès de pouvoir l'arrêté par lequel le préfet stipule que l'usinier ne pourra réclamer aucune indemnité s'il vient à être privé des avantages de sa permission par l'exécution d'un travail quelconque d'utilité publique; cette clause de non-indemnité n'est autorisée que pour le cas où la privation totale ou partielle de la jouissance des eaux serait le résultat de nouvelles prises pour la police des eaux, V, 482. — Obligation d'élargir le cours d'eau au delà de ses limites naturelles; obligation de curer dans toute l'étendue du remous. Excès de pouvoir, III, 27.

- (4) Conditions d'une autorisation. — L'usinier, autorisé à établir un barrage, peut être contraint à supprimer une pointe de sa propriété qui fait saillie sur le cours d'eau et forme obstacle au libre écoulement des eaux rete-

nues par ce barrage, I, 427. — Une ordonnance réglementaire, autorisant un usinier à relever le niveau de sa retenue, l'astreint valablement dans l'intérêt des propriétés riveraines à entretenir les berges du cours d'eau en bon état dans toute l'étendue du remous de l'usine. L'arrêté par lequel le préfet met le permissionnaire en demeure de faire exécuter la réparation des berges pour satisfaire à cette obligation, n'est pas entaché d'excès de pouvoir, II, 650. — Les préfets peuvent soumettre les autorisations qu'ils accordent à des conditions destinées à assurer l'exercice des droits des tiers. Ainsi, le préfet peut, en autorisant un usinier à construire un déversoir dans l'intérêt de son moulin, stipuler que le permissionnaire pratiquera dans la maçonnerie un tuyau pour fournir l'eau nécessaire au bétail d'une commune qui, autrement, ne pourrait plus s'abreuver une partie de l'année, 85. — Le préfet agit dans la limite de ses pouvoirs lorsque, en autorisant un usinier à conserver une retenue d'eau dont une précédente décision ordonnait l'abaissement, il impose au permissionnaire les conditions nécessaires pour que cet ouvrage ne cause pas de dommages, spécialement la création de buses dans le bief de retenue et de fossés de décharge pour écouler les eaux provenant des buses. Le préfet peut déclarer que, faute par l'usinier de se conformer à ces conditions, la décision qui prescrivait l'abaissement de la retenue sera remise en vigueur, V, 482. — Recours contre un arrêté

réglementaire imposant à l'usinier l'obligation de construire un déversoir et un vannage de décharge, ledit recours fondé sur ce que ces dispositions auraient été prises dans un intérêt privé. Rejet pour défaut de justification du grief, V, 236. — La question de savoir si les ouvrages dont la construction a été prescrite à l'usinier étaient nécessaires pour assurer le libre écoulement des eaux n'est pas de nature à être déferée au conseil d'Etat par la voie contentieuse, I, 399, V. 236.

(4 bis) Clause de non-indemnité. — L'arrêté réglementaire d'une usine peut valablement stipuler que le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité dans le cas où l'administration prendrait, pour la police et la répartition des eaux, de nouvelles mesures qui le priveraient en tout ou en partie de l'autorisation concédée, V, 236. — La clause d'un ancien règlement des eaux d'une usine située sur un cours d'eau non navigable, stipulant que l'usinier pourra être privé sans indemnité, par cause d'utilité publique, du bénéfice de sa permission, n'a d'effet qu'au cas où cette privation proviendrait de mesures prises dans l'intérêt de la police des eaux; elle ne fait pas obstacle à ce que l'usinier réclame une indemnité à raison de dommages provenant de mesures administratives prises dans l'intérêt de la navigation, du commerce ou de l'industrie, 763. — Le préfet peut stipuler, dans un règlement d'usine, que le permissionnaire n'aura droit à aucune indemnité dans le cas où l'administration prendrait, pour la

police des eaux de la rivière, de nouvelles mesures qui le priveraient des avantages de sa permission; mais le préfet ne peut imposer la même condition à l'usinier d'une manière absolue pour le cas où la jouissance des eaux lui serait retirée en totalité ou en partie par suite de l'exécution de travaux quelconques dont l'utilité publique aurait été légalement constatée, III, 27. — La clause d'un règlement d'usine stipulant que le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité dans le cas où il viendrait à être privé pour cause d'utilité publique des avantages résultant de la permission, ne fait pas obstacle à l'exercice des droits antérieurs attachés à l'existence légale de l'usine, III, 1.

(5) Intérêt général. — Le préfet agit dans la limite de ses pouvoirs et dans un but d'utilité générale, en autorisant les riverains d'un cours d'eau non navigable à pratiquer dans la vanne fermant le canal de décharge d'un moulin en amont une ouverture destinée à restituer au lit du cours d'eau la quantité d'eau nécessaire pour irriguer leur terres, pour abreuver leurs bestiaux et pour faire disparaître les émanations insalubres produites par le dessèchement du lit en été, III, 574. — Le préfet, en refusant à un particulier l'autorisation d'exhausser le barrage de son usine, ne fait qu'user des pouvoirs qui lui sont conférés par les lois; le pourvoi formé pour excès de pouvoir contre l'arrêté contenant ce refus, doit être rejeté comme mal fondé, 667. — Le préfet a pu régler une vanne de décharge existant de

temps immémorial sur un canal en amont d'usines et autoriser l'un des usiniers à pratiquer près de cette vanne un déversoir pour écouler dans la rivière, au profit d'un nouvel établissement hydraulique, les eaux du canal excédant les besoins des anciennes usines. La décision préfectorale, prise à l'effet de diriger les eaux vers un but d'utilité générale, ne saurait être attaquée sur le motif qu'elle a statué dans un intérêt privé ou qu'elle est contraire soit aux décisions judiciaires intervenues touchant la copropriété du canal, soit aux actes administratifs autorisant la création des usines, V, 359. — Décidé qu'un arrêté préfectoral prescrivant l'augmentation du débouché des vannes de décharge d'une usine, avait eu pour objet de prévenir les inondations sur les propriétés riveraines de la retenue et avait été pris dès lors dans un but d'utilité générale. Rejet du pourvoi de l'usinier qui alléguait à tort que cet arrêté avait eu en vue l'intérêt particulier d'un voisin, II, 633. — Pourvoi formé par des tiers contre des arrêtés préfectoraux portant règlement du régime des eaux de deux moulins situés sur la même rivière et appartenant au même propriétaire, ledit pourvoi fondé sur ce que les arrêtés attaqués n'auraient pour objet que de statuer sur des intérêts purement privés. Rejet par le motif qu'en fixant le niveau de la retenue des usines, le préfet n'a fait que maintenir un état de choses déjà ancien, reconnu conforme à l'utilité générale, et qu'il n'a autorisé la réunion des biefs des deux

moulins par un canal que sous la réserve expresse des droits des tiers, 597. — Recours contre un arrêté préfectoral portant règlement d'une usine située sur un cours d'eau non navigable. Moyen tiré de ce que l'arrêté n'aurait pas été rendu dans un but d'utilité générale; rejet, le préfet ayant statué en vue de prévenir les inondations des prairies riveraines de la retenue de l'usine. Grief fondé sur ce que le préfet aurait indiqué, pour l'établissement des ouvrages prescrits par son arrêté, un terrain qui ne serait pas la propriété de l'usinier; rejet, l'arrêté s'étant borné à déterminer la nature et les dimensions des ouvrages, sans en fixer l'emplacement, et les plans annexés aux rapports des ingénieurs en indiquant leur position sur un terrain voisin, ne l'ayant fait qu'à titre de renseignement et sans créer d'obligation pour l'usinier. Moyen tiré de ce que l'arrêté porterait atteinte aux droits de l'usinier, en l'astreignant à effectuer le curage du bief de l'usine dans toute l'étendue du remous; rejet pour défaut de justification, V, 713.

- (6) Intérêt privé. — Pourvoi contre un règlement d'eau motivé sur ce que l'abaissement du barrage de l'usine du requérant avait été ordonné, non dans un intérêt général, mais dans l'intérêt privé de l'usinier supérieur. Rejet, I, 427. — Pourvoi contre un arrêté préfectoral réglant le régime des eaux d'une usine, fondé sur ce que cet arrêté aurait statué dans un intérêt privé. Rejet pour défaut de justification, 399. — Si les préfets ont le droit et le devoir

de régler, dans un but de police et d'utilité générale, les moulins et usines établis sur les cours d'eau non navigables ni flottables, il ne leur appartient en aucun cas de statuer sur la contestation d'intérêt privé, III, 355. — Annulation, pour excès de pouvoir, de la disposition d'un arrêté préfectoral, qui prescrivait à un usinier d'abaisser la hauteur de son barrage ; cette disposition ayant été prise sur la demande de deux usiniers voisins et n'étant motivée par aucune raison d'utilité générale, 355.

- (7) Canal public ou privé. — Obligations relatives au curage où à l'entretien ; clause de retraits sans indemnité. Le préfet, en réglant le régime d'usines établies sur un canal qu'il considère comme public et que les usiniers prétendent être un ouvrage privé, ne peut prononcer sur les contestations existantes entre les intéressés au sujet du curage et de l'entretien. En admettant que le canal dont il s'agit ne soit pas un canal privé et que l'administration puisse en vertu, soit des actes qui ont autorisé la construction de cet ouvrage, soit d'un acte de vente nationale, exiger des usiniers l'exécution des obligations qu'elle prétend leur imposer et qu'ils contestent, c'est au conseil de préfecture qu'il appartiendrait de statuer sur ces difficultés. Par application de ces principes, est annulé pour excès de pouvoir un arrêté préfectoral dans les dispositions par lesquelles : 1° il charge les usiniers de l'entretien du canal entre un point déterminé et un autre ; 2° il stipule que les permissionnaires

n'auront droit à aucune indemnité dans le cas, où par suite de l'exécution de travaux publics, ils viendraient à être privés de tout ou partie des avantages résultant de la permission ; 3° il leur impose un chômage annuel sans indemnité dans l'intérêt des travaux du génie militaire, IV, 306.

- (8) Décret réglementaire. — Demande en révision. — La décision par laquelle le ministre des travaux publics refuse de faire droit à une demande en modification des dispositions d'un décret portant règlement des eaux d'une usine sise sur un canal de navigation, est un acte d'administration qui n'est pas susceptible d'être déféré au conseil d'État par la voie contentieuse, V, 419.

- (9) Inexécution du règlement par l'usinier. — Le refus du ministre de faire usage du pouvoir qui lui a été donné par l'ordonnance réglementaire d'une usine, d'ordonner la suppression de l'établissement en cas d'inexécution des conditions prescrites, est un acte d'administration qui ne peut donner lieu à un recours devant le conseil d'État par la voie contentieuse. Mais la décision qui contient ce refus ne fait pas obstacle à ce qu'un tiers intéressé demande, s'il y a lieu, devant les tribunaux, la répression des infractions aux dispositions de l'ordonnance et la réparation du dommage qui résulterait pour lui de ces infractions, V, 218.

- (10) Droits des tiers. — Jugé qu'un règlement d'usine, en déterminant certains cas où les permissionnaires ne seraient pas res-

pensables de la surélévation des eaux, n'avait eu pour but que de limiter, en cas de contravention, leur responsabilité pénale vis-à-vis de l'administration et ne faisait pas obstacle à l'action civile des tiers contre eux en dommages-intérêts. Décidé dès lors que ce règlement, qui réservait d'ailleurs expressément les droits des tiers, ne renfermait aucun excès de pouvoirs, II, 228.

(11) Enquête; régularité. — Question de savoir si l'enquête préparatoire du règlement des eaux d'une usine a eu un caractère contradictoire. Solution affirmative, l'usiner entendu lors de la première enquête n'ayant pu ignorer que la nouvelle enquête dont il attaquait la régularité dût s'appliquer à son usine, I, 427.

(12) Extension d'une concession. — Réclamation de l'usiner d'aval. Un propriétaire qui a dérivé les eaux d'une rivière navigable pour servir de force motrice à son usine peut être autorisé par le préfet à créer de nouveaux établissements sur le canal de dérivation, sans que le propriétaire d'une usine en aval soit fondé à s'en plaindre, alors que des décisions judiciaires ont déclaré que l'usiner d'amont a le droit de disposer des eaux sans être tenu d'en effectuer la transmission à l'usiner inférieur, l'autorisation administrative accordée à ce dernier n'ayant pu préjudicier aux droits que les tiers pouvaient avoir à exercer sur les cours d'eau, IV, 442.

(13) Usiniers copropriétaires d'un canal; règlement des eaux dérivées du cours d'eau dans le canal. — Le droit de copropriété

reconnu par les tribunaux civils à des usiniers, conjointement avec d'autres usiniers, sur un canal, n'entraîne pas à leur profit la propriété des eaux qui y sont dérivées d'une rivière et ne fait pas obstacle à ce que l'administration prescrive les mesures nécessaires pour faire retourner dans la rivière les eaux dont il n'est pas fait emploi, V, 359.

(14) Existence légale. — Une usine établie avant 1566 sur une rivière navigable et vendue nationalement par l'État sans aucune réserve, a une existence légale. Dès lors, la suppression de sa force motrice pour cause d'utilité publique donne lieu à indemnité, I, 343. — La vente par l'État à un particulier d'une usine située sur une rivière navigable, implique la concession de la force motrice qui y était utilisée et confère dès lors à l'établissement une existence légale. L'usiner a droit, en conséquence, à indemnité pour les chômages qui sont le résultat de l'exécution de travaux publics, III, 1. — Une usine, établie avant 1790 sur un cours d'eau non navigable a une existence légale. En cas de diminution de sa force motrice par suite de l'exécution de travaux publics, le propriétaire a droit à une indemnité, V, 679. — L'arrêté qui reconnaît la légalité de l'usine n'empêche pas que les experts chargés d'apprécier l'importance du dommage n'examinent, sur la demande de la compagnie qui a exécuté les travaux, s'il a été fait à l'usine, postérieurement à 1790, des changements non autorisés, V, 679. — La décision du conseil de pré-



fecture sur l'existence légale d'une usine n'a d'effet qu'à l'égard de la contestation sur laquelle elle est intervenue. La légalité de l'existence de l'usine peut être de nouveau discutée à l'occasion du règlement d'indemnités de dommages postérieurs à ceux qui ont donné lieu à une première décision sur la question, V, 601. — Une usine, située sur l'arche d'un pont dans une rivière navigable, doit être considérée comme ayant une existence légale, bien que construite en vertu d'une autorisation postérieure à l'édit de 1566, alors qu'une concession de l'autorité souveraine, antérieure à cet édit, attribuait aux auteurs de l'usinier la possession de l'arche, ainsi que des cours d'eau, III, 527. — L'exception du défaut de preuve de l'existence d'un établissement hydraulique ne saurait être opposée à l'usinier qui réclame une indemnité pour la réparation du dommage direct et matériel causé à l'exploitation de son industrie par des éboulements et des chutes de pierres survenus dans l'exécution des travaux publics. Dès lors, le conseil de préfecture, saisi d'une demande de cette nature, devait faire procéder à une expertise contradictoire, III, 369.

- (15) Chômage par suite de mesures de police. — L'administration n'est pas responsable des chômages d'usines qui sont la suite des mesures de police prescrites par elle pour rétablir le libre cours de la navigation interrompu sur une rivière par un accident auquel elle était étrangère (dans l'espèce, pour opérer

le sauvetage de deux bateau qui avaient sombré), I, 119. — Recours d'un usinier contre les tiers qui ont provoqué la mise en chômage de son usine. — Un décret en conseil d'État ayant jugé qu'il appartenait à l'autorité judiciaire de connaître de la demande en indemnité dirigée par un propriétaire contre une commune à raison de ce qu'elle aurait provoqué la mise en chômage des usines du réclamant, décidé que, dans ces circonstances, le conseil de préfecture s'était avec raison déclaré incompétent pour statuer sur une nouvelle demande du même propriétaire qui n'était que la reproduction de la première, IV, 113. — Le conseil d'État, saisi d'une contestation entre les propriétaires anciens et les propriétaires nouveaux d'une usine qui, en se fondant sur des actes de vente et de cession, réclament respectivement, les premiers, une indemnité de dépréciation évaluée en capital, les seconds, la continuation de l'allocation annuelle qu'il reçoivent pour chômages, doit surseoir à statuer sur la question de savoir s'il est dû une indemnité de dépréciation, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par les tribunaux civils sur l'attribution éventuelle de l'indemnité, par interprétation des conventions passées entre les parties, IV, 159. — Détermination de l'indemnité due à un propriétaire d'usine à raison de chômages périodiques par suite de prises d'eau effectuées dans l'intérêt de la navigation d'un canal; ladite indemnité basée sur la force motrice qui pouvait être

utilisée antérieurement à la vente nationale de l'usine et comprenant, outre une somme afférente aux dommages déjà éprouvés, un capital pour la dépréciation définitive de l'usine, III, 23. — Contestation au sujet des bases d'une expertise ordonnée par le conseil de préfecture dans le but de régler les indemnités du chômage d'usines situées sur un cours d'eau non navigable. Décidé que les experts auraient à rechercher s'il est possible d'évaluer d'une manière définitive la dépréciation que les usines avaient éprouvée par suite de prises d'eau et d'ouvrages destinés à l'alimentation d'un canal de navigation, II, 713. — Décidé que l'expertise pour l'évaluation des chômages aurait également pour objet l'évaluation de la dépréciation de l'usine dans l'avenir, V, 763. — Détermination du montant de l'indemnité due à un industriel à raison du chômage de son usine occasionnée par les travaux de construction d'une route thermale, V, 598. — Chômage; compensation de plus-value non admise, 754. — Demande d'indemnité formée par le propriétaire d'une usine située sur une rivière navigable, à raison des dommages (dégradations d'une chaussée, chômage de l'usine) que lui a causés la suppression d'un barrage en aval effectuée par l'administration dans le but d'améliorer le régime de la rivière. Rejet, les travaux de l'État ayant eu pour effet d'augmenter notablement la valeur de l'usine en accroissant sa force motrice, V, 416. — Chômage; chose jugée prétendue, III, 327.

(16) Indemnités pour perte ou diminution de force motrice. Fixation de l'indemnité définitive due au propriétaire d'une usine qui éprouve un dommage permanent par suite des prises d'eau opérées pour cause d'utilité publique dans le cours d'eau qui la fait mouvoir, I, 130. — Détermination du montant des indemnités dues à des propriétaires d'usines situées sur des cours d'eau non navigables, et dont la force motrice a subi une réduction temporaire pour l'alimentation d'un canal de navigation, lesdites indemnités calculées sur la portion de force motrice dont les usines jouissaient avant 1789 ou à l'époque des ventes nationales dont elles ont été l'objet, V, 601. — Jugé que les travaux exécutés par l'État dans l'intérêt de la navigation n'ont pas diminué la chute d'eau dont un moulin situé sur une rivière navigable est en possession depuis 1566 et au delà. Rejet en conséquence de la demande d'indemnité de l'usinier fondée sur la privation d'une partie de sa force motrice. — Appréciation du dommage temporaire que le moulin a éprouvé par l'effet de la construction aux frais de l'État d'un barrage en aval qui a relevé son plan d'eau et noyé ses roues. Ce dommage est compensé, à dater de l'établissement d'un barrage en amont, avec l'avantage que l'État a procuré au moulin par cet ouvrage qui a eu pour résultat d'exonérer l'usinier des frais d'entretien d'un ancien barrage. Détermination de l'indemnité due pour le relèvement des roues du moulin, II, 186. — Le

conseil de préfecture, en réglant l'indemnité due à des propriétaires d'usines à raison du dommage que leur cause une dérivation des eaux de la rivière, pratiquée pour l'alimentation d'un canal d'arrosage, peut valablement réserver le droit des usiniers pour le cas où le syndicat augmenterait le volume de la dérivation ou changerait la destination des eaux de la rivière, III, 31. — Détermination du montant de l'indemnité due au propriétaire d'une usine dont la force motrice a été supprimée par suite de l'exécution d'un travail d'utilité publique, V, 267. — Interprétation d'un arrêté préfectoral interdisant à des propriétaires d'usines situées sur un cours d'eau affecté à l'alimentation d'un canal de navigation, de faire aucune manœuvre ayant pour résultat d'abaisser l'eau audessous de la crête du déversoir. Jugé que cet arrêté n'a pas été pris pour assurer le libre écoulement des eaux dans un but de police et d'utilité générale; qu'il a eu pour objet unique d'assurer le service de la navigation dans le canal. La mesure prescrite ayant pour effet de réduire la force motrice d'une usine qui marchait par écluse et dont l'existence était antérieure à l'établissement du canal, décidé que la demande d'indemnité de l'usinier était recevable. Renvoi devant le conseil de préfecture pour être statué après expertise, III, 25. — Fixation de l'indemnité due à un particulier à qui les travaux d'une compagnie de chemin de fer avaient fait éprouver un préjudice en ré-

duisant, en temps de basses eaux, la force motrice de ses usines et en leur occasionnant, en temps de crues, de nombreux chômages, I, 91. — Décision sur le montant de l'indemnité due au propriétaire d'une usine dont la force motrice a été réduite par suite de l'établissement d'un chemin de fer, IV, 52. — Demande d'indemnité par un usinier qui se plaint d'une déperdition des eaux dans le bief de son moulin, et par suite d'une diminution de force motrice qui proviendrait d'excavations pratiquées dans le voisinage par les travaux de construction d'un chemin de fer. Rejet pour défaut de justification, IV, 548. — Détermination de l'indemnité due aux propriétaires d'une usine qui a éprouvé des dommages (réduction temporaire de force motrice, privation de jouissance) à la suite d'éboulements occasionnés par des travaux ayant pour but de faire écouler les eaux d'inondation d'une commune dans une rivière, III, 721. — Le conseil de préfecture, compétent pour interpréter l'acte de vente nationale sur lequel un usinier établit son droit à une force motrice dont il demande à être indemnisé, est également compétent pour déterminer le sens et la portée d'un acte ancien auquel la vente nationale se réfère pour l'indication de la force motrice (acte de concession de l'usine fait au treizième siècle par un comte de Bar, à une communauté religieuse), II, 735. — L'indemnité due à raison de la diminution de force motrice d'une usine située sur le canal de dérivation d'une

rivière navigable et vendue nationalement avec le canal, doit être calculée sur la quantité de force motrice qui était utilisée au moment de la vente nationale, et non sur celle dont il aurait été possible alors de faire usage par l'emploi de tout le volume d'eau que le canal peut débiter. Refus en conséquence de tenir compte de quatre tournants ajoutés à l'usine sans autorisation, III, 771. — La tolérance qu'une ordonnance accorde à des propriétaires d'usines pour la fixation de la retenue des eaux a uniquement pour but de leur faciliter le moyen de se conformer aux obligations que leur impose l'ordonnance, sans leur donner un droit en dehors de ces obligations, V, 31. — Dès lors, s'il y a lieu de leur payer une indemnité à raison de l'abaissement des eaux qui s'est produit dans le bief de leurs usines pendant l'exécution de travaux de navigation, il ne doit pas être tenu compte dans le règlement de cette indemnité de la tranche d'eau qu'ils n'auraient utilisée qu'en vertu de la tolérance, 31.

*bis*) Chose jugée. — Une première décision du conseil de préfecture a rejeté une demande d'indemnité pour dépréciation d'une usine par le motif que la prise d'eau, cause de la dépréciation alléguée, a été nécessitée par des circonstances exceptionnelles qui pourraient ne pas se reproduire. Cette décision n'empêche pas la même demande d'être reproduite plus tard par l'usinier à une époque où l'administration, reconnaissant que la prise d'eau a un caractère permanent, con-

clut elle-même à ce qu'il soit procédé à l'évaluation de la dépréciation de l'usine. C'est à tort que le conseil de préfecture oppose l'exception de la chose jugée, V, 187.

(17) Expropriation d'usine. — Indemnité pour la force motrice et pour les bâtiments; compétence distincte. Les bâtiments d'un moulin, concédés et construits avant 1566 sur l'arche d'un pont, situé sur une rivière navigable, sont la propriété privée de l'usinier, qui ne peut en être dépossédé qu'aux conditions et d'après les formes prescrites par la loi du 3 mai 1841, III, 519. — Détermination de l'indemnité due à des propriétaires de moulins situés sur l'arche d'un pont traversant une rivière navigable et dont l'existence légale est reconnue, à raison de la suppression de la totalité de la force motrice par suite de la construction d'un barrage et d'une écluse, la dépossession des bâtiments donnant lieu à une indemnité distincte dont le règlement appartient au jury d'expropriation, 522. — L'indemnité accordée pour l'expropriation d'un moulin s'applique nécessairement, à moins de réserve expresse, aux accessoires de ce moulin, et notamment à la force motrice, sans laquelle il ne pourrait fonctionner, V, 742. — Décision sur le montant de l'indemnité relative à la suppression d'une usine, V, 460.

(18) Fermier d'usine appartenant à l'État. Réclamation de l'État en qualité de propriétaire de l'usine contre le fermier. Le conseil de préfecture, compétent pour statuer sur l'indemnité réclamée par

le fermier d'une usine appartenant à l'État à raison de la suppression de cette usine pour cause d'utilité publique, est incompétent pour décider si l'État a lui-même des réclamations à exercer contre le fermier, en vertu des stipulations du bail. C'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer sur les contestations relatives au bail, V, 460.

- (19) Indemnités pour travaux divers sur des cours d'eau. — Demande d'indemnités formée contre l'État par le propriétaire d'une usine située sur une rivière navigable, à raison des dommages qui sont ou seront pour lui la conséquence des travaux d'amélioration de la rivière, savoir : brèches dans le barrage de l'usine; chômages pendant l'exécution des travaux de consolidation à la charge de l'État; accroissement ultérieur des frais d'entretien du barrage. Détermination de la part respective de l'administration et de l'usinier dans les frais de réparation des brèches, en tenant compte de la dépense qu'eût occasionnée la mise en état d'entretien du barrage avant les travaux de navigation et de l'utilité que l'usinier doit retirer de la substitution d'un canal à un pertuis; les chômages de l'usine, pendant les travaux de consolidation du barrage, sont laissés à la charge exclusive de l'usinier, en vue des avantages que doivent procurer les travaux de l'État, en régularisant la force motrice et en diminuant ainsi les chômages de l'usine, IV, 202. — Allocation d'une indemnité en capital une fois payée, à raison du surcroît de dépenses annuelles imposées à

l'usinier par l'entretien du barrage, 202. — Les modifications apportées au régime d'une usine par suite de travaux que l'administration a effectués à un barrage peuvent donner lieu à indemnité. Avant de statuer sur la demande de l'usinier en réparation d'un préjudice de cette nature, le conseil de préfecture doit ordonner une expertise, I, 383.

— Appréciation du dommage causé à une usine par les travaux de construction d'un pont, III, I.

- (20) Vente nationale. — Interprétation d'un acte par lequel l'État a vendu nationalement un château, un domaine et une machine hydraulique situés sur une rivière navigable. Il est déclaré que la vente a compris la force motrice qui faisait mouvoir la machine telle qu'elle se comportait à cette époque. — L'État prétendrait à tort que la prise d'eau cédée était limitée aux besoins du château, de ses dépendances et de ses habitants et soumise aux lois et règlements qui régissent les concessions de cette nature faites par l'administration. L'acheteur, de son côté, n'est pas fondé à soutenir qu'il a droit à toute l'eau pouvant être obtenue à l'aide de toute machine substituée à la machine actuelle. Renvoi des parties devant l'administration et, en cas de contestation, devant le conseil de préfecture, pour être, après expertise, statué sur l'état de la machine et de la quantité d'eau qu'elle pouvait élever à l'époque de la vente, V, 191. — Interprétation d'un acte par lequel l'État a vendu nationalement un moulin consistant en un logement de meunier, un tour-

nant et une huilerie à eau. Il résulte de ces termes que l'Etat n'a concédé que le volume d'eau qui était employé au moment de la vente par la marche du tournant et de l'huilerie à eau. Annulation d'un arrêté par lequel le conseil de préfecture a décidé que toute la force motrice que pouvait comporter le canal d'amenée de l'usine a été comprise dans la vente nationale, V, 195.

(21) Écoulement des eaux d'un chemin vicinal dans le bief d'une usine; question de servitude; compétence, I, 506.

(22) Contribution à des travaux de curage. *Voir* Contribution.

**USUFRUITIER.** — L'indemnité pour l'expropriation de l'immeuble est étrangère à celle due pour le déplacement de l'usufruitier, le jury doit donc statuer, à peine de nullité, sur la réclamation spéciale de l'usufruitier relative à son déplacement, IV, 383. — L'usufruitier, ayant droit de participer à l'indemnité, n'a pas le droit de réclamer du jury d'expropriation la

fixation d'une indemnité distincte se rapportant à son usufruit. La fixation d'une indemnité totale suffit pour réserver tous les droits, 383. — Lorsque l'immeuble exproprié est grevé d'un usufruit, il n'y a lieu qu'à une indemnité unique, laquelle représente la valeur totale sur laquelle s'exercent les droits du propriétaire et de l'usufruitier; mais les parties ne peuvent se plaindre que le jury, dans la fixation de l'indemnité, ait déterminé la proportion de l'usufruit dans cette indemnité, si les parties ont été d'accord à demander la fixation de cette proportion, 569. — Usines. Usufruitier. Expropriation. Indemnité, V, 728.

**UTILITÉ PUBLIQUE.** — Décret exécuté; dépossSESSION ultérieure; nécessité d'un nouveau décret, I, 509. — Dès qu'un décret a déclaré un terrain d'utilité publique, il n'appartient pas à l'autorité judiciaire de reviser cette déclaration, III, 276.

**UZÈS** (Ville d'), I, 132.

## V

**VACHON**, IV, 43.

**VAILLANT**, II, 609.

**VALLADE**, IV, 569.

**VALLENTIN DULAC**, III, 206.

**VALLETTE**, IV, 288, 291.

**VALLOIS**, I, 334. IV, 574.

**VANNES** (ville de), V, 786.

**VANTUJOL**, I, 126.

**VARADES** (syndicat de), V, 109.

**VAUQUELIN**, IV, 208.

**VENDÉE** (marais mouillés de la), II, 442.

**VENDERESSE**, (commune de), V, 695.

**VENTE.** — Charges qui passent de l'acheteur au vendeur, V, 767. *Voir* Contrat civil. — Chemin rural, I, 381. III, 213, 749. — Vente de terrains par une ville; interprétation; compétence judi-

ciaire, IV, 463. — Terrain vendu par une ville à des particuliers à charge d'y construire suivant un plan déterminé; inexécution pour cause d'utilité publique; compétence judiciaire, II, 486. — Ouverture de rue projetée; inexécution du contrat par force majeure, III, 339. — Immeuble ayant éprouvé des dommages; qualité du vendeur pour réclamer l'indemnité, 75. — Dommages antérieurs à la vente d'un immeuble; droit de l'acheteur à une indemnité, IV, 159, 374. — Taxe de curage mise à la charge de l'acheteur; réclamation, 162. — Vente nationale; interprétation; compétence administrative, II, 261. — Usine; application; compétence du Conseil de préfecture, IV, 306. — Il appartient au Conseil de préfecture de donner l'interprétation des actes de vente nationale, mais ce Conseil est incompétent pour prononcer l'exécution des clauses et conditions de ces actes, III, 495. — Interprétation en fait, 495.

VERDELLET, II, 650.  
 VEROLLOT, IV, 548.  
 VESIN, III, 176.  
 VEUVES. Voir Pensions.  
 VEYLE (syndicat de la Basse), III, 469.  
 VEYNES (syndicat du plan de), III, 31.  
 VIAUD, III, 325. IV, 180.  
 VICTOR-EMMANUEL (chemin de fer de), V, 393.  
 VIDAL, IV, 546.  
 VIDON-GRIS, I, 396.  
 VIELLE, V, 460.  
 VIGNES, II, 32.  
 VIGUEIRAT (canal du), II, 427.  
 VILCOQ, I, 124. IV, 325.

VILLENEUVE BARGEMONT (de), III, 70.

VILLEQUIER (de), II, 208. V, 106.

VILLE-SUR-L'ARDECHE (pont de), V, 197.

VILON, III, 86.

VINNEBAUX, II, 198.

VINNOIT, III, 54.

VISITE DE LIEUX. Voir Jury.

VITAL, III, 1.

VIVIAN, II, 30.

VOID (commune de), II, 223.

VOIE PUBLIQUE :

(1) Vente de terrains par une ville.  
 — Les contrats de vente de terrains passés par une ville avec des particuliers sont des actes de droit civil, dont il appartient aux tribunaux de déterminer le sens et la portée et d'apprécier les effets, IV, 463. — Les tribunaux sont compétents, notamment pour décider si, du cahier des charges de l'adjudication et des circonstances qui ont précédé, résulte pour la ville l'obligation de maintenir les plans alors arrêtés pour les abords et les alignements de la voie publique, et si les modifications apportées à ces alignements postérieurement à la vente ouvrent un droit à indemnité en faveur des acheteurs, IV, 463. — Les ventes de terrains faites par une ville à des particuliers à la charge d'y établir des constructions et de concourir à l'exécution de la voie publique d'après un plan approuvé par l'autorité supérieure, sont des contrats de droit civil; il appartient dès lors à l'autorité judiciaire de prononcer sur les demandes ayant pour objet d'obtenir l'exécution des obligations résultant de ces contrats et des dommages-intérêts en cas d'inexécution. Lors-

que l'inexécution de ventes semblables provient de travaux d'utilité publique concédés à une compagnie responsable des dommages qu'elle occasionne aux tiers, il appartient encore à l'autorité judiciaire de décider si la ville se trouve déliée de ses engagements envers ses acquéreurs par le fait des modifications autorisées dans l'état des lieux sur la demande de la compagnie concessionnaire, II, 486.— Une ville qui vend des terrains à des particuliers, avec intention annoncée par elle d'ouvrir des rues sur ces terrains, n'est pas responsable du défaut d'ouverture de ces rues, si c'est par un cas de force majeure qu'elle est empêchée d'exécuter ses engagements, III, 339. Cession de terrain par des particuliers; interprétation; compétence judiciaire, II, 93.

(2) Terrains retranchés; aliénation. L'arrêté préfectoral qui autorise conformément à des délibérations du Conseil municipal, la vente au profit d'un riverain de diverses portions de chemins ruraux reconnus inutiles pour la circulation ne peut, après la vente consommée, être déféré au Conseil d'État par des tiers qui ne justifient pas avoir saisi l'autorité judiciaire d'une demande tendant à faire annuler cette vente. L'arrêté préfectoral ne fait pas d'ailleurs obstacle à l'action en nullité de la cession devant l'autorité judiciaire, III, 749.

(3) Établissement de banc. L'autorité municipale, spécialement investie du pouvoir de régler la police et le libre parcours de la voie publique, a nécessairement le droit d'ordonner la destruction et

l'enlèvement des ouvrages ou objets embarrassant cette voie. La concession faite soit en vertu d'usages locaux, soit par des autorisations particulières, n'est que de pure tolérance et est essentiellement révocable. Ces principes sont spécialement applicables aux communes de la Savoie réunies à la France, III, 380.

(4) Droit d'accès des riverains. L'obstacle que des travaux d'intérêt général exécutés par une commune sur la voie publique apportent à l'accès d'une propriété riveraine, ne saurait donner lieu à une action possessoire devant les tribunaux ordinaires. C'est un dommage dont la réparation ne peut être poursuivie que devant l'autorité administrative, II, 134.

(5) Empiétement. Lorsqu'un procès-verbal régulier constate qu'un particulier a empiété sur un terrain communal faisant partie d'une place publique, le juge de police ne peut acquitter le prévenu en faisant une distinction entre ce terrain et la place publique, distinction qui ne résulte pas de la preuve contraire opposée au procès-verbal par le prévenu, III, 16.

(6) Stationnement des voitures. Les dispositions d'un arrêté municipal qui, dans l'intérêt de la sûreté de la circulation prescrit d'appuyer sur des cales en bois, les voitures laissées en stationnement sur la voie publique et de les éclairer la nuit, sont applicables même dans les parties de la voie publique qui seraient une dépendance de la grande voirie, III, 58.

(7) Servitude au profit de la voie



publique; écoulement des eaux dans le canal d'amenée d'un moulin. Voir Servitude. — Suppression; dommage; indemnité, I, 281, 284.

(8) Détermination du caractère d'une voie de communication, à l'effet de décider si une convention a été commise dans le domaine de la grande voirie ou de la voirie urbaine; compétence du juge de police, IV, 323.

(9) Questions diverses. — Les eaux pluviales n'appartiennent à personne, III, 550. — Maison démolie; ouverture de jours dans un mur mitoyen, II, 742. — Entrave à la circulation; porte s'ouvrant en dehors du bâtiment, IV, 211. — Suppression. Voir Chemin rural. — Suppression de cave, II, 460. — Elargissement, III, 207.

VOIES FERRÉES à traction de chevaux : Lignes de Paris à Sèvres et au rond-point de Boulogne, et de Sèvres à Versailles. Prix de transport, IV, 76. — Changement de concessionnaire, II, 148. — Ligne de Rueil à Port-Marly (Seine-et-Oise). Prix de transport, IV, 80. — Etablissement de voies ferrées à traction de chevaux sur divers chemins vicinaux et ruraux de la commune d'Outreau (Pas-de-Calais), pour le transport des minerais. — Concession. — Décret, I, 469. — Cahier des charges, 470.

VOIRIE (grande). Voir Alignements, Contraventions, Règlement. — Permission de voirie. Voir Gaz. — Un concessionnaire de travaux publics n'a pas qualité pour poursuivre la répression des contraventions, I, 117.

VOIRIE DE PARIS :

(1) Hauteur des maisons, des

combles et des lucarnes. Modification du décret du 27 juillet 1859, IV, 347.

(2) Fermeture d'une rue. Le Préfet peut par mesure de police et de sûreté publique, prescrire la fermeture d'une rue de Paris du côté d'une place où, par suite de changements apportés au niveau du sol, son débouché aurait des dangers pour la circulation, III, 475.

(3) Numérotage des maisons. Application du décret du 15 pluviôse an XIII, relatif au numérotage des maisons de Paris, décret dont les dispositions ont été étendues à toutes les villes de France par l'ordonnance royale du 28 août 1823. Il résulte de cet acte qu'une maison ayant des entrées sur deux rues peut avoir deux numéros distincts, le même numéro pouvant être répété pour les diverses portes s'ouvrant sur la même rue. Décidé que le propriétaire d'une maison située à l'angle d'une rue et d'un boulevard et ayant une entrée principale sur la rue, a droit à un numéro distinct emprunté à la série des numéros du boulevard, pour une porte fixe établie dans le pan coupé et desservant des magasins en façade sur le boulevard. Annulation, pour excès de pouvoir, d'une décision ministérielle, confirmative d'un arrêté par lequel le préfet de la Seine avait refusé au propriétaire l'autorisation de placer un numéro sur la porte pratiquée dans le pan coupé à l'angle de la rue et du boulevard, IV, 205.

(4) Ouverture de rues dans Paris; bande de terrain en dehors de l'alignement; réunion à la pro-

priété voisine ou expropriation, II, 699.

#### VOIRIE URBAINE :

(1) Loi relative aux rues formant le prolongement des chemins vicinaux, IV, 227.

(2) Suppression de rues. Il appartient au conseil municipal de délibérer sur la suppression des rues et sur l'affectation du sol des rues supprimées à un autre usage. Si la délibération du conseil municipal prise sur ces objets n'est exécutoire qu'en vertu de l'approbation du préfet, le préfet ne peut prescrire des mesures contraires à ladite délibération, II, 624.

(3) Elargissement d'une voie publique. L'arrêté du préfet qui décide l'élargissement d'un chemin classé comme voie urbaine de la commune, a pour conséquence d'incorporer à la voie publique le sol compris dans les limites qu'il détermine. Les riverains qui établissent des constructions sur ce sol commettent une contravention de voirie. Ils ne peuvent réclamer un sursis à la répression dans le but de faire juger s'ils sont ou non propriétaires de l'emplacement sur lequel

ils ont construit; leur droit de propriété est transformé en un droit à indemnité, II, 42.

(4) Balcon en saillie. La compétence des conseils de préfecture n'existe pas lorsque l'administration a pris une mesure de police en matière de voirie urbaine, dans l'intérêt de la sûreté du passage et de la circulation, et notamment lorsqu'elle a ordonné la démolition d'un balcon en saillie sur la voie publique, il ne s'agit pas, dans ce cas, d'une contravention de grande voirie, III, 657.

(5) Frais de curage d'un égout situé sous une rue empruntée par une route impériale; contestation entre la ville et l'Etat; compétence du conseil de préfecture, IV, 578.

VOITURES. Plaque, *Voir* Roulage. — Voiture servant au transport des personnes, II, 502. — Abandon de voitures. *Voir* Halage. — Stationnement sur la voie publique pendant la nuit; Règlement municipal, III, 58. — Circulation dans les gares, 82. — Éclairage, *Voir* Roulage.

VOUTE sur un ruisseau; question de propriété, V, 611.

VUE. *Voir* Servitude.

## W

WALHER, IV, 210.

WATEL, V, 473.

WATTERINGUES, I, 452.

WOLFF, IV, 440.

WUICHET, II, 190.

## Y

YÉVRETTE (Syndicat de l'), III, 466.

## Z

ZEPPENFELD, IV, 7.

FIN DE LA DEUXIÈME TABLE, LOIS, ORDONNANCES, ETC.

